



**HAL**  
open science

**“ Une voix et un écho ” : Analyse des interactions entre  
le Tea Party et le système politique américain  
(2009-2013)**

Eric Rouby

► **To cite this version:**

Eric Rouby. “ Une voix et un écho ” : Analyse des interactions entre le Tea Party et le système politique américain (2009-2013). Science politique. Université de Bordeaux, 2018. Français. NNT : 2018BORD0043 . tel-01896475

**HAL Id: tel-01896475**

**<https://theses.hal.science/tel-01896475>**

Submitted on 16 Oct 2018

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

THÈSE PRÉSENTÉE POUR OBTENIR LE GRADE DE

**DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX**

ÉCOLE DOCTORALE DE DROIT (E.D. 41)  
SPÉCIALITÉ SCIENCE POLITIQUE

Par **Eric ROUBY**

« **Une voix et un écho** »

**Analyse des interactions entre le *Tea Party* et  
le système politique américain (2009-2013)**

Sous la direction de : **Patrick TROUDE-CHASTENET**

Soutenue le 27 mars 2018

**Membres du jury :**

**M. BATTISTELLA Dario,**  
Professeur à Science Po Bordeaux, **examineur**

**M. GAGNON Frédéric,**  
Professeur à l'Université du Québec à Montréal, **rapporteur**

**M. SINTOMER Yves,**  
Professeur à l'Université de Paris 8, **rapporteur**

**M. TROUDE-CHASTENET Patrick,**  
Professeur à l'Université de Bordeaux, **directeur de thèse**

**M. VERGNOLLE DE CHANTAL François,**  
Professeur à l'Université Paris Diderot, **président du jury**



« Une voix et un écho » : Analyse des interactions entre le *Tea Party* et  
le système politique américain (2009-2013)

**Résumé :** Début 2009, alors que les Etats-Unis étaient au cœur de la crise économique la plus importante depuis plus de soixante-quinze ans, Barack Obama prenait place à la Maison-Blanche et mettait en place ses premières mesures sous le mot d'ordre « Hope and Change ». L'opposition à son action s'est alors rapidement cristallisée autour du mouvement *Tea Party*. Le premier objectif de ce travail de thèse consiste à expliquer le succès remporté par ce mouvement, en soulignant le rôle de quatre facteurs issue de la « structure des opportunités politiques » : l'ouverture du système partisan aux challengers, la stabilité des alignements politiques, l'existence de forces relais et, enfin, la structure du conflit. Ces éléments constitutifs nous donnent aussi les clés nécessaires pour comprendre comment et sous quelle forme s'est construite l'idéologie du mouvement. Dans un second temps, il sera question d'analyser les effets du mouvement *Tea Party* sur son environnement politique. Nous chercherons à comprendre dans quelle mesure et selon quels mécanismes ce mouvement est parvenu à influencer le système politique américain dans un contexte marqué, depuis les années soixante-dix, par une polarisation de la politique américaine. Pour cela, nous aurons recours à l'étude comparée des discours produits par le *Tea Party*, le Parti républicain et le Parti démocrate.

**Mots-clés :** Tea Party ; mouvement social ; conservatisme ; idéologie ; parti politique ; polarisation politique

---

“A voice & an echo”: Analysis of the interactions between the Tea Party and  
the American political system (2009-2013)

**Abstract:** In 2009, while the United-States were suffering from the worst economic crisis in more than sixty-five years, Barack Obama entered the White House and began implementing the first measures of his “Hope and change” agenda. Opposition to his actions quickly crystallized around the Tea Party movement. This PhD thesis aims firstly to explain the sudden success of the Tea Party by pointing the role of four factors linked to the “political opportunity structure”: access to the party system and policy decisions, the political alignments stability, the alliance structure, and finally the conflict structure. Those four elements can also help us understand the way the movement’s ideology was shaped. A second part is devoted to analyzing the effects of the Tea Party on its political environment. We intend to show to what extent and in which ways the Tea Party was able to influence the American political system, in a context marked, since the seventies, by a growing political polarization. To do so, we proceed by resorting to the comparative study of the Tea Party, the Republican Party, and the Democratic Party discourses.

**Keywords:** Tea Party; social movement; conservatism; ideology; political party; political polarization

---

Unité de Recherche

Institut de Recherches Montesquieu (IRM-CMRP) – EA 7434 IRM

PAC Pessac, 16 avenue Léon Duguit CS 50057, 33608 Pessac cedex



*À la mémoire de ma mère.*



## Avant-propos

La thèse est un exercice on ne peut plus solitaire. Comme tout travail scientifique, elle demande un effort de déconstruction et de reconstruction de la réalité. Elle exige surtout une confrontation et une remise en question continues des croyances et des perceptions personnelles. Je souhaiterais, lors des quelques lignes qui suivent, prendre le temps de remercier les personnes qui m'ont permis de mener à bien ce travail.

Je voudrais, en premier lieu, remercier mon directeur de thèse M. Patrick Troude-Chastenet pour qui le suivi de ma progression – entre doutes et atermoiements – n'a pas dû être de tout repos. Sa disponibilité, son exigence ainsi que ses conseils m'ont fourni autant de balises nécessaires à ma navigation.

Je tiens à exprimer ma reconnaissance au Centre Montesquieu de Recherches Politiques et son directeur, M. Daniel Bourmaud, pour les conditions de travail qu'il offre. Le sentiment de faire partie d'un « petit village gaulois » au sein de l'Université de Bordeaux, par ses objectifs et ses axes de recherche m'ont permis de mener et de parachever mes recherches comme je l'entendais. A Carole Bergerot, j'aimerais dire à quel point son soutien et sa bonne humeur ont éclairé mes journées passées dans la salle des doctorants. Enfin, je souhaiterais exprimer ma plus grande gratitude à M. Philippe Claret pour son immuable bienveillance.

Parmi les personnes qui ont fait de ce périple un voyage exceptionnellement enrichissant, je pense bien entendu aux autres doctorants du CMRP. Tant « l'ancienne génération », ma génération et celle qui me succède m'ont beaucoup apporté. Je remercie mes « voisins de table » Aurélien, Clémence, Roman ; un grand merci à Matthieu et Mathilde pour avoir participé à la relecture de mon travail ; enfin, particulièrement à Adrien pour m'avoir aidé et supporté.

A mon père et mon frère qui ont été les derniers à être au courant de l'avancement de ma thèse mais les premiers à me soutenir, je souhaite leur exprimer toute mon affection.

A Magalie et Damien à qui j'avais soutenu à mon entrée à l'université que je ne comptais pas aller plus loin que la Licence, et qui m'ont fait l'honneur de devenir le parrain de leur magnifique fille, je leur témoigne toute mon amitié.

Une pensée, enfin, à toutes et tous les instituteur(e)s, enseignant(e)s et professeur(e)s – dont certains sont déjà cités plus haut – qui ont réussi à me transmettre leur passion et à me donner le goût de la connaissance.

# Sommaire

Introduction générale

Partie I – Du mécontentement au mouvement : le rôle de l’environnement politique et la co-construction du mouvement social

Chapitre 1. Emergence du *Tea Party* et perceptions du contexte

- I. Développement du concept de structure des opportunités politiques
- II. Etude de la structure des opportunités politiques

Chapitre 2. Identification et définition de l’idéologie du *Tea Party*

- I. Des idéologies primaires aux idéologies des mouvements sociaux
- II. Arbre idéologique du mouvement *Tea Party*

Partie II – L’influence du *Tea Party* sur l’environnement politique américain

Chapitre 3. Le *Tea Party* et les mutations du Parti républicain

- I. 2009-2010 : Réorientation idéologique et stratégique du Parti républicain
- II. 2010-2012 : Une restructuration du Parti républicain ?
- III. 2012-2013 : Le *Tea Party* à la barre du navire républicain

Chapitre 4. Le *Tea Party* et la polarisation de la politique américaine

- I. I. Les hypothèses préexistantes explicatives de la polarisation du système politique
- II. La polarisation politique asymétrique aux Etats-Unis

Conclusion générale



## Index des tableaux et schémas

Schéma 1. Modèle linéaire d'Eisinger

Schéma 2. Modèle curviligne d'Eisinger

Schéma 3. Représentation de la théorie du processus politique

Schéma 4. Modèle d'ouverture favorable

Schéma 5. Répartition des opportunités politiques

Schéma 6. Distribution de l'électorat dans un système politique

Schéma 7. Distribution des Démocrates et des Républicains

Schéma 8. Position de Bobby Jindal sur un tableau leadership/idéologie

Tableau 1. Différence entre idéologie « primaires » et « scavengers »

Tableau 2. Soutien pour le Parti républicain selon les catégories sociales

Tableau 3. La production législative aux Etats-Unis entre 2009 et 2013



**« Une voix et un écho » : Analyse des interactions  
entre le *Tea Party* et le système politique américain  
(2009-2013)**



# Introduction générale

« Les hommes font leur propre histoire, mais ils ne la font pas arbitrairement, dans les conditions choisies par eux, mais dans des conditions directement données et héritées du passé. La tradition de toutes les générations mortes pèse d'un poids très lourd sur le cerveau des vivants. Et même quand ils semblent occupés à se transformer, eux et les choses, à créer quelque chose de tout à fait nouveau, c'est précisément à ces époques de crise révolutionnaire qu'ils évoquent craintivement les esprits du passé, qu'ils leur empruntent leurs noms, leurs mots d'ordre, leurs costumes, pour apparaître sur la nouvelle scène de l'histoire sous ce déguisement respectable et avec ce langage emprunté. »<sup>1</sup>

Le *Tea Party* constitue-t-il une voix ou un écho ? Il s'agit là d'une interrogation persistante qui sous-tend chaque aspect du phénomène. Des cris de ralliement scandés dans les rues américaines aux discours marathon prononcés au Congrès, les paroles des membres du *Tea Party* illustrent les tensions inhérentes à la démocratie : entre unité et pluralité, idéalisme et pragmatisme, gouvernants et gouvernés. Tout d'abord, à son origine, une partie du personnel politique, des médias et des universitaires s'est opposée à l'authenticité de la mobilisation et à la sincérité des critiques et des revendications qui étaient formulées<sup>2</sup>. Le *Tea Party* n'était pas vu comme la concrétisation de la voix dont parlait Hirschman<sup>3</sup>, mais comme l'écho d'intérêts organisés préexistants qui utilisaient les peurs de la population pour lui

---

<sup>1</sup> Karl Marx, *Le 18 brumaire*, Les Éditions sociales, 1969, 162 pp. Collection : Classiques du marxisme. Traduction de la 3e édition allemande de 1885. p. 13,

<sup>2</sup> Nancy Pelosi, la présidente de la Chambre des Représentants en 2009 et l'économiste Paul Krugman sont les deux figures les plus célèbres qui s'y sont opposés le plus frontalement.

<sup>3</sup> Albert Hirschman, *Exit, Voice and Loyalty*, New York, Harvard University Press, 1990.

fournir une légitimité populaire et donc un poids politique. A l'époque, les termes du débat opposaient à la possibilité d'un mouvement *grassroots* un mouvement *astroturf*. Les partisans du premier soutenaient l'idée d'une action collective spontanée émanant d'une partie de la population inquiète de ce qu'elle percevait comme la trahison des valeurs américaines. Les tenants du second remettaient en cause tant le nombre des contestataires que leurs motivations. Pour eux, le *Tea Party* n'était qu'un épiphénomène ; la vraie source de la protestation était à trouver dans la longue tradition conservatrice américaine. La deuxième dimension de cette lutte entre voix et écho a trait aux idées véhiculées par le *Tea Party*. Elle exprime une réalité à mi-chemin entre la voix traditionnelle américaine<sup>4</sup> dont se revendique le mouvement et l'écho que constituerait une interprétation de la première, un discours qui tantôt amplifie tantôt simplifie et qui, dans tous les cas, transforme la signification d'origine. Cet entre-deux se traduit dans son discours par l'idée de « révolution conservatrice ». Cependant, cette « révolution »<sup>5</sup> ne serait pas un « moment ouvert », où tout sauf le *statu quo* est possible. Il ne s'agit pas d'un « moment de doute », mais de la fin d'un cycle où il est nécessaire de revenir à la formule originelle définie et exposée par les Pères fondateurs dans la constitution américaine. Troisièmement, le *Tea Party*, en lui-même, peut être considéré comme la voix ou l'écho de la politique américaine ; un phénomène nouveau qui marque une rupture tant par la forme qu'il a adoptée que par son idéologie, ou un objet politique « fils de son temps », engendré par des circonstances sur lesquelles il ne peut avoir qu'un contrôle fort limité.

La réalité, cependant, ne s'offre jamais de manière si catégorique et la tâche du chercheur consiste, alors, à définir et délimiter l'objet pour réduire au maximum la place des prénotions dans l'analyse et dans le but d'établir des frontières claires entre ce qui fait et ce qui ne fait pas partie des recherches. Il faut également évaluer où se situe l'étude dans le débat scientifique plus large pour présenter son intérêt et, en définitive, ses apports. Il convient, enfin, de mobiliser des concepts opérationnels qui servent à identifier des critères de validation du travail empirique.

---

<sup>4</sup> Qui pourrait par ailleurs également s'écrire « voie ».

<sup>5</sup> Au sens de « revenir au point de départ ».

## *Délimitation et définition de l'objet d'étude*

La délimitation de l'objet de recherche implique nécessairement de faire des choix plus ou moins arbitraires, plus ou moins difficiles, qui précisent au fur et à mesure ce qui constitue « l'objet » de notre recherche et qui permet par la suite de formuler le « sujet ». Alors que l'objet est actif, qu'il se *place devant* les yeux de l'analyste, le sujet est *soumis* à son regard. Passer de l'objet au sujet suppose de renoncer à plusieurs pans du phénomène ou certaines manières de le traiter, avec parfois le sentiment que des thèmes auraient « mérité » une étude à part entière.

Le *Tea Party* tire son nom d'un événement révolutionnaire qui eût lieu en 1773 dans le port de Boston, à l'époque capitale de la Colonie de la baie du Massachusetts. La révolte, qui porte le nom de *Boston Tea Party* depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>6</sup>, est considérée par les historiens comme le premier sursaut révolutionnaire des colons américains. Elle intervient à la suite de la mise en place d'une série de lois, relatives à la taxation, par la Couronne britannique. En 1765, pour palier le déficit résultant de la Guerre de Sept Ans, celle-ci avait créé le *Stamp Act*, un impôt qui étendait aux colonies américaines des mesures déjà en vigueur en Angleterre<sup>7</sup>. Dès cette époque, les colons s'étaient montrés hostiles à la nouvelle législation objectant que la Couronne ne pouvait pas taxer les colonies puisqu'elles n'avaient pas de représentant au Parlement britannique. Ils s'opposaient au principe d'une « imposition sans représentation »<sup>8</sup>, selon l'expression de James Otis Jr., qui s'apparentait pour eux à une forme de tyrannie. Au cours des années suivantes, le gouvernement britannique continua à multiplier les taxes applicables dans les colonies. Les *Townshend Acts* établis en 1767 se concentrèrent sur le commerce du thé et créèrent, notamment, un bureau de douane dans le port de Boston contrôlé par les Anglais. Le *Tea Act* de 1773 instaura ensuite une détaxe du thé britannique importé en Amérique, qui renforçait le monopole de la Compagnie anglaise des Indes orientales. En réponse à cette situation d'« imposition sans représentation », l'action la plus célèbre a été celle menée par les « Fils de la Liberté », le jeudi 16 décembre 1773. Ce

---

<sup>6</sup> Jill Lepore, *The Whites of Their Eyes: The Tea Party Revolution and the battle over American History*, Princeton, Princeton University Press, 2010.

<sup>7</sup> Thomas Peter D. G. (1991), *Tea Party to Independence: The Third Phase of the American Revolution 1773-1776*. Oxford, Clarendon Press Oxford, p.14.

<sup>8</sup> Daniel A. Smith, *Tax Crusaders and the Politics of Direct Democracy*, Abingdon-on-Thames, Routledge, 1998, pp. 21-23.

jour-là, une centaine d'hommes, la plupart habillés en Mohawks<sup>9</sup>, montèrent à bord de trois navires britanniques le *Darhmouth*, le *Beaver*, et l'*Eleanor* et jetèrent les cargaisons de thé par-dessus bord. Il n'y eût, durant leurs efforts, ni violence ni destruction, hormis celle de la cargaison de thé<sup>10</sup>.

La mobilisation qui a pris forme en 2009 sous le nom de *Tea Party* rapproche ses revendications à celles des colons américains de deux manières différentes. Elle établit, d'abord, un lien entre la formule du XVIII<sup>e</sup> siècle « imposition sans représentation » et le sentiment de n'être pas représenté au sommet de l'Etat malgré le fait que ses membres sont imposables. Elle relie ensuite son aversion vis-à-vis du pouvoir étatique – notamment dans le domaine économique – à celle qu'ont pu manifester les colons américains face aux pratiques « tyranniques » de la Couronne anglaise.

Le contexte d'émergence du *Tea Party* est celui de la crise économique de 2007-2008 et des politiques de relance mises en place pour l'endiguer. Début 2009, alors que les Etats-Unis étaient au cœur de la crise économique la plus importante depuis plus de soixante-quinze ans, Barack Obama prenait place à la Maison-Blanche et présentait ses réformes pour redresser l'économie américaine, basées sur une aide de l'Etat de plus de 700 milliards de dollars. Quelques mois auparavant, George Bush avait, lui, déclaré avoir dû « abandonner les principes de l'économie de marché pour sauver le système de l'économie de marché »<sup>11</sup> pendant qu'Alan Greenspan, l'ancien président de la Réserve Fédérale, qui se décrivait lui-même comme « libertarien depuis toujours »<sup>12</sup>, avouait devant une commission parlementaire que « [sa] vision du monde, [son] idéologie n'étaient pas juste, qu'elle ne marchait pas »<sup>13</sup>. Autant d'éléments permettaient au journaliste du *New York Times* Sam Tanenhaus d'annoncer à l'époque « la mort du conservatisme »<sup>14</sup>, à l'historien Sean Wilentz de parler plus volontiers de la « fin de l'ère conservatrice »<sup>15</sup>, et au politiste américain Joel D. Aberbach d'évoquer plutôt une « crise du conservatisme américain »<sup>16</sup> en pointant les dissensions internes au Parti républicain causées par les mesures prises par l'administration Bush et les critiques répétées

---

<sup>9</sup> Une nation amérindienne faisant partie de la tribu des Iroquois.

<sup>10</sup> Benjamin Woods Labaree, *The Boston Tea Party*, New York, Oxford University Press, 1970, p.145.

<sup>11</sup>

<sup>12</sup> G. Ip & E. Steel, « Greenspan Book Criticizes Bush And Republicans », in [www.wsj.com](http://www.wsj.com), 15.07.2007

<sup>13</sup> B. Naylor, « Greenspan Admits Free Market Ideology Flawed », in [www.npr.com](http://www.npr.com), 24.10.2008

<sup>14</sup> S. Tanenhaus, *The Death of Conservatism: A movement and its consequences*, Random House, New York, 2010.

<sup>15</sup> S. Wilentz, « Conservative Era is Over, Historian Sean Wilentz Writes », in [www.usnews.com](http://www.usnews.com), 24.11.2008.

<sup>16</sup> J. Aberbach & G. Peele, *Crisis of Conservatism?* New York, Oxford University Press, 2012.

d'organisations et d'institutions conservatrices. Les mesures pour contrer les effets de la crise économique dans la lignée du « plan Paulson »<sup>17</sup> ont provoqué la colère, la méfiance et l'incompréhension dans une certaine frange de la population. La première réponse a été un repli sur un passé idéalisé qui l'a réorienté sur les écrits fondateurs des Etats-Unis<sup>18</sup>. Par la suite, des organisations ont tenté d'apporter des réponses à cette partie de la population en lui fournissant des solutions qui n'avaient été proposées ni par le Parti démocrate ni par le Parti républicain.

L'idée d'un mouvement antifiscaliste portant le nom de *Tea Party* était dans les esprits d'un certain nombre d'organisations politiques et de politiciens depuis les années quatre-vingt<sup>19</sup>. Le nom *Tea Party* avait également été utilisé à plusieurs reprises quelques mois avant l'élaboration du plan Paulson, par des groupes qui n'étaient ni liés entre eux ni ne possédaient d'objectif commun. Par exemple, le 16 décembre 2007, le jour anniversaire du *Boston Tea Party*, le libertarien Ron Paul avait organisé une collecte de fonds dans le port de Boston pour sa campagne présidentielle. En décembre 2008, le Parti Libertarien de l'Illinois avait, quant à lui, formé le *Boston Tea Party Chicago* pour contester les hausses d'impôts et demander une réduction des dépenses de l'État. Au début du mois de février 2009, des manifestations avaient été organisées par des individus, futurs membres du *Tea Party*. Mary Rakovitch avait notamment organisé un rassemblement en Floride le 10 février contre les « dépenses de l'État et le socialisme de Barack Obama »<sup>20</sup>. Keli Carender avait, quant à elle, organisé une manifestation, cette fois-ci à Seattle le 16 février 2009 contre le plan de relance de l'économie qui devait être voté le jour suivant. Elle avait appelé ce rassemblement « Porkulus Protest » en référence à une expression inventée par un polémiste conservateur. Sans soutien logistique d'organisations, ces manifestations n'ont cependant jamais excédé la centaine de personnes. Cependant, ce qui marque réellement la naissance du *Tea Party* est l'intervention de l'économiste Rick Santelli le 19 février 2009 sur la chaîne de télévision *CNBC*, qui contient l'ensemble des éléments caractéristiques du *Tea Party* : son antifiscalisme, son antiétatisme et son populisme. A la bourse de Chicago, durant une diatribe (*rant*) de plusieurs minutes, il fait part de son mécontentement et dit exprimer celui d'une « majorité silencieuse »<sup>21</sup> face à la politique économique de Barack Obama récompensant les échecs et les « mauvais

---

<sup>17</sup> Le nom en français du *Troubled Asset Relief Program (TARP)* voté sous George W. Bush.

<sup>18</sup> Jill Lepore, *The Whites of Their Eyes*, op. cit.

<sup>19</sup> Romain Huret, *American Tax Resisters*, Cambridge, Harvard University Press, 2014.

<sup>20</sup> Ronald P. Formisano, *The Tea Party: A Brief History*, Baltimore, John Hopkins University, 2010, p. 25.

<sup>21</sup> Transcription de l'intervention de Rick Santelli.

comportements »<sup>22</sup>. Son intervention contenait également ce qui semble caractériser le mieux les revendications du *Tea Party*, c'est-à-dire la référence aux Pères fondateurs qui, selon lui, « se retourneraient dans leur tombe »<sup>23</sup> s'ils pouvaient être témoins des choix des gouvernants. Il appelait, enfin, « tous les capitalistes à [le] rejoindre » quelques mois plus tard, en juillet au Lac Michigan. La première manifestation nationale du mouvement aura pourtant lieu avant, le 14 avril 2009, la date limite de retour des déclarations d'impôts aux Etats-Unis.

Le phénomène *Tea Party* a été décrit par plusieurs termes et expressions qu'il convient de discuter. Tout d'abord, l'expression « mouvement Tea Party » ne constitue qu'un segment de l'histoire de notre objet d'étude. Elle sera utilisée, particulièrement au cours de la première partie, lorsque nous parlerons du *Tea Party* comme mouvement social, constitué d'une base populaire et d'organisations locales et nationales. Cette expression a été critiquée, au-delà de la sphère politique, par des universitaires qui refusaient de le considérer comme un mouvement social en raison de ses liens étroits avec des organisations politiques comme des *think tanks*, des lobbies conservateurs, ou de riches financeurs engagés depuis plusieurs dizaines d'années dans la lutte antifiscale et le fait qu'ils auraient « fabriquer le mécontentement »<sup>24</sup>. Nous nous opposons à cette critique pour plusieurs raisons. Tout d'abord, elle considère le *Tea Party* simplement comme un groupe aux motivations antifiscales et antiétatiques ce qui, nous le verrons, est réducteur. Deuxièmement, DiMaggio conteste le fait que le *Tea Party* n'a jamais réuni un nombre suffisant d'adhérents, alors que la majorité des études met l'accent sur le nombre substantiel de membres et de sympathisants et sa stabilité, au moins jusqu'en 2011. Enfin, nous préférons considérer comme Gérard Mauger que « l'absence de définition du “mouvement social” fait [...] partie de sa définition »<sup>25</sup>, puisque la mobilité de ses frontières avec la sphère politique est précisément l'un des enjeux de la lutte qui les oppose. Nous pouvons néanmoins dire que le mouvement social se caractérise par « trois traits : l'orientation vers le changement social, la confrontation aux autorités étatiques et le déploiement des actions dans l'espace public et le recours à des formes “perturbatrices” et confrontatives d'expression »<sup>26</sup>.

---

<sup>22</sup> *Ibid.*

<sup>23</sup> *Ibid.*

<sup>24</sup> Anthony Di Maggio, *The Rise of the Tea Party: Political Discontent and Corporate Media in the Age of Obama*, New York, Monthly Review Press, 2011.

<sup>25</sup> Lilian Mathieu, « L'espace des mouvements sociaux », in *Politix* N°77, vol.1, 2007, p. 139.

<sup>26</sup> Eric Agrikoliansky et Annie Collovard, « Mobilisations conservatrices : comment les dominants contestent ? », in *Politix*, N°106, 2014, p. 15.

La forme *tea party* et son pluriel *tea parties*, sans majuscule, font référence à une réalité bien précise. Elle est définie par le *Tea Party*, lui-même, comme « une manifestation publique contre un Etat invasif, organisé grâce à Internet, mais qui est destinée à se tenir dans le monde réel »<sup>27</sup>. Comme le remarque Pierre Favre, le terme même de manifestation renvoie à plusieurs réalités<sup>28</sup>. Il peut s'agir tant d'un cortège qui parcourt les rues, que d'une « opération coup de poing ». Le *Tea Party* illustre d'ailleurs un épais catalogue de moyens protestataires, dans les rues de l'ensemble des Etats-Unis, au Mémorial Lincoln, ou encore dans les mairies. En ôtant les éléments normatifs de cette définition et en nous fondant sur la définition que fait Olivier Fillieule de la manifestation, nous considérerons qu'une ou que des *tea parties* sont des occupations momentanées par plusieurs membres du *Tea Party* d'un lieu public et qui comporte directement et indirectement l'expression des leurs opinions.

Il est à noter que la forme au pluriel a été utilisée, principalement en France, soit pour parler du phénomène dans son ensemble, soit en faisant référence à ses membres, soit encore lorsqu'il s'agissait de ce que nous nommons les « groupes locaux du *Tea Party* ». D'autres contributions à l'étude du mouvement dans ses premières heures le nomme *Tea Party Patriots*, *Tea Party Nation* ou de *Tea Party America*<sup>29</sup>. Il s'agit de trois organisations qui ne sont, en fait, chacune qu'une petite partie du phénomène.

Lors des premiers mois, voire des premières années, la définition que le mouvement donnait de lui-même insistait particulièrement sur un point : le *Tea Party* n'a pas de leader, c'est un mouvement *grassroots*, c'est-à-dire créé par la base populaire. En effet, en période de crise de la représentation démocratique, seule la légitimité de la parole du peuple règne. Il s'agit plus, selon nos recherches, d'un argument de communication politique que d'une réalité vérifiable. Plusieurs éléments, théoriques et empiriques, viennent corroborer notre supposition. Premièrement, la sociologie politique s'accorde majoritairement<sup>30</sup> pour suivre les conclusions de Robert Michels concernant la « Loi d'airain de l'oligarchie », qui décrit la tendance de toute organisation, par l'établissement de rapports de force et d'une division du travail, à produire sa propre élite. S'il s'avère, cependant, que l'« absence de leader » signifie,

---

<sup>27</sup> Jenny Beth Martin et Mark Meckler, *Tea Party Patriots: The Second American Revolution*. New York, Henry Hold and Company, 2012 p.20.

<sup>28</sup> Pierre Favre, « Manifestation », in Olivier Fillieule *et al. Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 341.

<sup>29</sup> Behrent, Zernike, BBC This World,

<sup>30</sup> Pierre Bourdieu avait particulièrement critiqué l'utilisation du terme de « loi » dans *Méditations Pascaliennes* en insistant sur la « validité universelle que leur prête la pensée conservatrice ».

en réalité, l'absence – du moins dans un premier temps – de représentant capable et autorisé à parler au nom de l'ensemble du mouvement, l'absence d' « agents de dépossession politique »<sup>31</sup>, ce qui nous a été donné d'observer témoigne du contraire. Que ce soit le cas dans les organisations locales ou à l'échelle nationale, le *Tea Party* fournit plusieurs exemples de « porte-paroles » et de dirigeants. La totalité des statuts des groupes locaux du *Tea Party* que nous avons consulté mentionnent des élections pour nommer un président, un vice-président, un secrétaire et un trésorier, confirmant la présence d'une division du travail et d'un rapport de domination – au sens large – au sein de ces groupes. Sur le plan national, le *Washington Post* rapportait que si trente-quatre pour cent des membres du *Tea Party* répondaient qu'aucune personnalité ne représentait leurs idées, quatorze pour cent voyaient en Sarah Palin le visage de la lutte, sept pour cent pour le polémiste Glenn Beck ou encore six pour cent pour le libertarien Ron Paul. Il existe donc au sein du mouvement une majorité – agrégée – de membres qui considère qu'il existe une figure qui a participé à donner à la contestation sa forme et une certaine cohérence. Aux Etats-Unis, la mobilisation de la pensée des Pères fondateurs pour donner du poids à son argumentation n'est pas nouvelle. Cet appel existe depuis le XIX<sup>e</sup> siècle et les débats Lincoln contre Douglas<sup>32</sup>. Cependant, la persévérance des membres du *Tea Party* à parler de leur vision comme fondement idéologique du mouvement et les arguments *ipse dixit* nous font penser que les organisations qui ont contribué à la formation du discours du *Tea Party* doivent être considérées, du fait de leur rôle, comme des « dirigeantes »<sup>33</sup>. Leur discours a établi un contrôle sur les membres, c'est-à-dire une influence sur leur compréhension du monde et des événements et l'action collective. Quoi qu'il en soit, l'entrée au Congrès à la suite des élections de mi-mandat en 2010 a créé *de facto* des « représentants du *Tea Party* » à l'échelle nationale. Un dernier mot sera dit sur les leaders du *Tea Party*. Puisque ce qui caractérise le « leader » est sa capacité à définir et représenter les intérêts du groupe, il est nécessaire d'intégrer à cette catégorie les organisations libertariennes et conservatrices proches du *Tea Party*, ainsi que la chaîne de télévision *Fox News*. Elles constituent ce que la théorie de la mobilisation des ressources nomme les « organisations du mouvement social » dans la mesure où elles agissent pour faire avancer et promouvoir les objectifs du mouvement.

---

<sup>31</sup> Eric Agrikoliansky, « Leaders », in Olivier Fillieule *et al.*, op. cit., p. 320.

<sup>32</sup> Une série de débat historique entre Abraham Lincoln et Stephen Douglas dont l'un des thèmes principaux était l'abolition de l'esclavage.

<sup>33</sup> Ce que nous montrerons dans le premier et deuxième chapitre.

Précisons, pour finir, que nous n'utiliserons que la seule dénomination de *Tea Party* pour définir l'objet dans son ensemble, c'est-à-dire comprenant ses membres de la base populaire, les organisations locales, les organisations proches du mouvement et ses représentants, locaux et nationaux. Avant d'aller plus loin, précisons également que nous rejetons les appellations partisanses « *Tea Party* moderne » ou « *Tea Party* de 2009 », ces deux expressions suggérant une descendance entre le *Boston Tea Party* et la contestation conservatrice qui a vu le jour en 2009.

Nos recherches s'étendent de 2009 à 2013. Cette délimitation temporelle se justifie premièrement par la date de création du *Tea Party* dont les premiers appels à manifester contre l'administration Obama datent du début 2009. Notre étude s'achève à la fin de l'année 2013. Ce qui est justifié par un double choix ; le premier est pratique, le second est théorique. Premièrement, nos recherches ont commencé à la fin de l'année 2012 et nous avons souhaité pouvoir rapidement constituer un corpus de sources primaires qui serait susceptible de subir le moins de modifications possibles. La seconde raison à ce choix est que la fin de l'année 2013 et plus précisément le mois d'octobre ont semblé marquer la fin du cycle protestataire du *Tea Party*, de sa naissance à son action politique. Le « cycle de protestation »<sup>34</sup> est défini par Sidney Tarrow comme une phase intense de conflit au sein du système social, accompagné d'une diffusion rapide de l'action collective de secteurs mobilisés et moins mobilisés, d'une innovation dans les formes de conflit utilisé, de la création ou la transformation de cadres de l'action collective, d'une combinaison de participation organisée et non-organisée, et des séquences de circulation intense des informations et d'interactions entre les *challengers* et les autorités. Le mouvement *Tea Party* s'inscrit dans un cycle de protestation en réponse à la crise économique de 2007-2008. Il s'en émancipe ensuite en faisant de sa lutte un engagement politique dont la crise du plafond de la dette américaine (*debt-ceiling crisis*) et l'arrêt des activités gouvernementales (*government shutdown*) constituent ce que nous considérons être la concrétisation son influence sur la politique américaine et l'apogée de son opposition dogmatique à l'administration Obama.

---

<sup>34</sup> Les expressions « cycle de mobilisation » ou « cycle protestataire » traduisent également les concepts anglais de *cycle of protest*, *cycle of contention*, ou *cycle of collective action*.

## ***Construction de la problématique***

### *Enigme de recherche*

Isaac Asimov exprimait l'idée que « la phrase la plus excitante à entendre en tant que scientifique, celle qui annonce de nouvelles découvertes, n'est pas "Eurêka !", mais bien "Tiens, c'est marrant..." »<sup>35</sup>. C'est effectivement à ce moment-là que commence réellement la recherche. Ce qui succède à cette impression d'« étrangeté », à ce sentiment que quelque chose ne correspond pas aux modèles préétablis et acceptés, constitue la première étape vers la formulation de l'énigme qui, en effet, n'a rien d'un « problème ». Tout au contraire, elle travaille à l'élaboration d'une solution logique, bien qu'elle puisse parfois sembler contre-intuitive.

A l'origine de notre démarche, la forme et les idées du *Tea Party* nous ont laissé dubitatif. Pouvant s'inscrire dans une multitude de catégories distinctes et donc réellement dans aucune d'entre elles, le *Tea Party* était à la fois un mouvement social au sens fort, un troisième parti, une frange radicale de la droite américaine, et un groupe d'intérêt. Dans le même temps, nombre de personnes refusaient de le « gratifier » du titre de mouvement social, certains de ses membres réfutaient la possibilité qu'il devienne un parti politique, des enquêtes et des témoignages montraient qu'il était composé d'indépendants – voire même d'anciens démocrates –, et leurs interventions critiquaient aussi bien les Républicains que les Démocrates, l'élite politique que l'élite financière<sup>36</sup>.

En termes d'idéologie, il disait se fonder sur la vision des Pères fondateurs – concept qui est, lui-même, loin d'être homogène, notamment lorsque l'on connaît les tensions entre « fédéralistes » et « anti-fédéralistes »<sup>37</sup> – et sur les documents fondateurs, qu'il considère comme des écrits infaillibles et intemporels, mais ses membres en avaient une perception et une interprétation singulière, parfois bien au-delà du contre-sens. Il disait ne s'exprimer que sur des questions économiques, mais regroupait en son sein des conservateurs sociaux, des organisations religieuses, des évangélistes, des *birthers* qui ne se préoccupent que du lieu de naissance de Barack Obama, des *birchers* prêts à donner une seconde jeunesse à la *John Birch*

---

<sup>35</sup> Une citation dont l'origine reste incertaine mais souvent attribuée au professeur de biochimie et écrivain.

<sup>36</sup> Nous précisons toutes ces tendances au fil des chapitres.

<sup>37</sup> Les « anti-fédéralistes » pensaient que la constitution donnait trop de pouvoir à l'Etat fédéral et laissait trop peu aux Etats-fédérés. Les « fédéralistes » craignaient que sans constitution les Etats fédérés ne soit pas assez « unis ».

*Society*<sup>38</sup>, des *oath keepers* qui jugent que leur serment à la Constitution américaine leur donne le devoir d'aller outre les lois qu'ils estiment inconstitutionnelles, des paléo-conservateurs (un mouvement formé en opposition à celui des néo-conservateurs) et des libertariens.

A son état embryonnaire, l'objectif de notre étude était donc de trouver le dénominateur commun de toutes ses forces en présence, de comprendre ce qui les unissait tous sous la bannière du *Tea Party* et la forme que pouvait prendre cette bannière.

A mesure que progressaient nos recherches, nous avons également vu le *Tea Party* évoluer. De ce que nous appelons le mouvement *Tea Party*, les groupes locaux se sont progressivement démobilisés, les manifestations et les rassemblements se sont raréfiées, les sites Internet ont été de moins en moins mis à jour. Ce phénomène n'était en fait pas le signe de la disparition du *Tea Party*, mais de sa mutation, de son « institutionnalisation » selon le modèle classique de Hanspeter Kriesi. Le *Tea Party* existait toujours par sa base populaire, mais à partir de 2011 et l'entrée des « élus du *Tea Party* » au Congrès, elle n'était plus que l'outil légitimant les revendications des élus au Congrès, alors que quelques mois auparavant, ce sont eux qui étaient les outils qui permettraient à la base populaire de voir ses revendications prendre forme.

Enfin, ces élus du *Tea Party* – tous Républicains – ont mené leur combat politique d'une manière qui, elle-aussi, nous a questionné. Le refus catégorique de tout compromis semblait répondre aux attentes des membres de la base populaire du *Tea Party*, l'opposition systématisée à Barack Obama pouvait être, à première vue, comprise dans un cadre idéologique. Mais au vu de la désaffection croissante de ses membres pour ses élus et de l'opposition de l'ensemble du camp républicain sur des questions qui semblaient ne soulever aucun conflit idéologique entre conservateurs et progressistes, nous avons commencé à nous demander dans quelle mesure le *Tea Party* s'inscrivait dans la tendance de la politique américaine à la polarisation.

---

<sup>38</sup> Une organisation anti-communiste d'extrême droite qui tire son nom de John Birch, un militaire protestant tué par des communistes chinois en 1945.

## *Hypothèses de travail*

Nous soutiendrons l'idée qu'il est possible de comprendre l'avènement, l'évolution et l'influence du *Tea Party* par et dans son environnement. Le premier peut être expliqué par l'ouverture du système partisan aux *challengers*, la stabilité des alignements politiques, l'existence de forces relais et la « structure du conflit ». Mais pour rendre compte de sa construction et de son évolution idéologique, formelle et stratégique, il faut les appréhender comme des réponses aux contextes politique, économique et social formulés à l'aide de cadres discursifs créateurs de sens, présentant une interprétation du réel et orientant la compréhension et l'action politiques. A son tour, l'influence du *Tea Party* peut être analysée, comprise et évaluée à l'aune de la tendance de la politique américaine à la polarisation depuis les années soixante-dix.

## *Problématique et thèse dans la thèse*

A la suite du travail d'objectivation de nos intuitions initiales sur ce qui est dorénavant le « sujet *Tea Party* » et dans le but de comprendre et d'expliquer son avènement, son évolution et son influence, nous posons la problématique suivante : dans quelle mesure les efforts visant à la mobilisation populaire, dans le cadre du *Tea Party*, peuvent-ils être considérés comme la conséquence et la cause d'une intensification de la polarisation politique aux Etats-Unis ? En d'autres termes, après avoir orienté la création du *Tea Party*, le système politique américain a-t-il subi les conséquences de cette création ?

Nous défendons la thèse selon laquelle le *Tea Party* procède non seulement de tensions existantes au sein du système politique américain mais également d'un travail rhétorique d'adaptation des perceptions du réel face à ces tensions, ayant pour conséquence une radicalisation du Parti républicain et en définitive une polarisation asymétrique du système partisan américain. Nous souhaitons, conséquemment, apporter une contribution à la réflexion concernant l'influence de questions économiques sur l'environnement politique, ainsi que la place croissante de ce type de questions sur le discours, la structure et les moyens d'action des organisations politiques.

Plus concrètement, des facteurs extérieurs au *Tea Party* ont augmenté la probabilité et la potentialité de son avènement. Une fois qu'un certain type de mécontentement avait été estampillé *Tea Party*, l'identification faite des causes et des responsables (politique, économique et culturel) a orienté la suite de sa lutte. L'orientation s'est produite de trois façons, par la mise en place de réponses aux problèmes identifiés, par la mise en action des solutions formulées par ces réponses, ainsi que par l'introduction de moyens visant à « motiver »<sup>39</sup> les membres effectifs et potentiels à lutter pour l'avancement des objectifs du *Tea Party*. Son évolution répond donc à certaines dispositions face à l'environnement politique, dont la revendication d'une organisation *grassroots* – sans leader, où tous les membres sont égaux – dans le but de s'opposer à un système politique jugé élitiste et déconnecté du peuple nous paraît être la meilleure illustration. Elle répond également à une « auto-détermination », c'est-à-dire une détermination interne au mouvement, à la suite de la communication des différentes composantes entre elles. Elle peut se fonder sur des facteurs externes, mais répond principalement aux conséquences de son propre logos. En cela, la raison détermine l'évolution du mouvement, mais le discours n'est pas l'ensemble de l'expression d'un mouvement. L'utilisation de costumes d'époque durant les manifestations a, par exemple, contribué à façonner et consolider l'identité du groupe. Elle a donc également contribué à consolider l'image de ceux qui n'appartenaient pas au groupe.

Enfin, une fois la toile de signification tissée et le *Tea Party* construit, l'entrée de ces membres au Congrès, un effet de « contagion » de leurs idées à un espace plus large que simplement celui de ses membres peut être observé. La victoire du camp républicain poussée par la dynamique populaire et médiatique du *Tea Party* a attiré le parti de l'éléphant vers la droite. Ce phénomène n'a pas répondu à une logique idéologique mais à une logique pragmatique de la part du Parti républicain, qui a vu dans la vague *Tea Party* une opportunité de reconquérir le pouvoir et de reformer une base électorale fragilisée en raison des mutations démographiques aux Etats-Unis. En un sens, si la présidence de George W. Bush a laissé le Parti républicain sans ligne de conduite claire, son rapprochement avec les membres du *Tea Party* résulte plus de la nécessité de retrouver le pouvoir que d'une adhésion particulièrement prononcée à ses idées. En somme, nous avons pu assister à un « dogmatisme pragmatique » du parti de l'éléphant, une opposition systématisée à l'administration Obama dont les justifications idéologiques étaient en grande partie des prétextes lui permettant de capter

---

<sup>39</sup> Tant dans le sens d' « encourager à » que dans le sens de « donner des arguments pour ».

l'attention et le soutien d'un électorat qui avait déserté le navire républicain. Il s'agirait d'une polarisation par le haut influencée par une stratégie mettant l'accent sur la réalité d'une radicalisation des membres les plus engagés, ceux qui pèsent le plus sur les élections.

### *Résolution de l'énigme de recherche*

Nous appréhendons le *Tea Party* dans son double rapport à l'environnement : comme producteur et comme produit. La voix et l'écho pour reprendre notre métaphore initiale. Cependant, cette voix n'est ni spontanée ni isolée. Elle répond, elle-aussi, à d'autres voix et les porte au-delà de leur zone d'influence passée. Elle se fait l'écho de voix (et de voies) qu'elle considère être menacées. Mais cet écho n'est pas non plus la simple répétition des voix passées. Il produit lui-même les conditions de sa « résonance ». Il est accompagné de pratiques nouvelles, d'un langage nouveau, bref, d'un ensemble de moyens d'expression qui orientent sa direction. En définitive, l'écho devenu voix porte en lui les conditions des modifications de l'environnement. Le discours et les symboles créés fournissent les instruments nécessaires à l'évolution de ce que Friedrich Hayek nommait le « climat d'idées »<sup>40</sup>. Cependant, il faut rajouter que ce climat d'idées peut être transformé sur des bases qui, elles, ne sont pas idéologiques. Le « changement climatique d'idées » peut être la conséquence d'un bouleversement de l'environnement créé de la main de l'homme politique. En somme, si les idées changent, les hommes politiques qui les portent ainsi que leurs objectifs restent les mêmes. Le climat peut changer, non pas parce que les hommes le préfèrent à l'ancien, mais parce qu'il leur fournit un instrument de plus dans la lutte politique. En période de doute de l'opposition, les tentatives de changement constituent, effectivement, un moyen simple de trouver sa place. Qu'il s'agisse de changements auxquels ils s'opposent ou de changements qu'ils accueillent à bras ouverts, l'important reste que la ligne tracée soit claire pour tout le monde, qu'elle constitue une ligne de démarcation entre le légitime et l'illégitime, le responsable et l'irresponsable, le juste et l'injuste, le meilleur, et le pire.

Cette grille d'analyse, qui mêle influence de l'environnement sur le *Tea Party*, et influence du *Tea Party* sur l'environnement, nous renseigne sur les conditions de la

---

<sup>40</sup> Sébastien Caré, *Les libertariens aux Etats-Unis : Sociologie d'un mouvement asocial*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010, p.259.

construction de la contestation antifiscale, anti-étatique, anti-*unamerican*. Elle pose également plusieurs temps à cette contestation. D'un proto-mouvement entre la crise économique de 2008 à la première manifestation nationale sous le nom de *Tea Party* en avril 2009, nous avons vu naître un mouvement social conservateur, plus ou moins homogène. Les primaires des élections de mi-mandat 2010 ont également constitué une étape nouvelle du *Tea Party*, son basculement de l'espace des mouvements sociaux, à l'espace institutionnel et son influence dans trois domaines. Premièrement, le militantisme a un effet sur la vie des militants, sur leur quotidien comme sur leurs perceptions politiques et sociales. Nous pouvons voir les raisons de cet engagement mais également les conséquences qu'il a eues, à la suite desquels nous pouvons tirer des conclusions sur la participation et les perceptions de la base populaire après 2010, voire même après 2013. Deuxièmement, l'impact du *Tea Party* s'évalue au travers de l'influence directe qu'il a pu avoir sur la décision politique. Ici, les exemples de la lutte contre la réforme du système de santé et pour la baisse des dépenses et du déficit forment presque des idéaux-types. Si une action collective se crée c'est logiquement parce qu'elle a un espoir – même infime – de voir changer les décisions politiques, directement et sur un temps court au travers de ses efforts ou indirectement et sur un temps plus long, au travers du poids qu'elle a pu avoir sur l'opinion publique, par exemple. Troisièmement, l'influence du *Tea Party* se mesure par les effets qu'il produit sur le conflit politique général. Certes, la tendance à la polarisation de la politique américaine existe depuis le milieu des années soixante, mais le *Tea Party* semble avoir eu un rôle actif dans son amplification. La polarisation n'a pas simplement stagnée, ou connue une faible évolution de 2009 à 2013, elle s'est accélérée.

Après 2011, et l'entrée des représentants du *Tea Party* au Congrès, le phénomène s'est entièrement intégré à la machine républicaine, ou plutôt, la machine républicaine a tout fait pour que le *Tea Party* s'y intègre. Durant cette période, le parti de l'éléphant a connu une mutation, une nouvelle « révolution conservatrice » qui apportait une ligne d'idéologie et une ligne politique claires, qu'il était indispensable de suivre, comme un écho de celles de Goldwater, de Reagan et de Gingrich. Cependant, comme nous l'avons déjà précisé, l'adoption de cette « nouvelle » idéologie n'a pas eu des « raisons idéologiques » mais pragmatiques ; et la ligne politique n'en était pas une, c'était même une ligne antipolitique, un obstructionnisme de principe et systématisé sur des questions avec une tension idéologique réelle, comme sur des questions qui n'étaient pas sujettes à controverse.

## *Présentation du sujet et de l'intérêt des recherches*

Le phénomène décrit précédemment sera abordé sous deux angles principaux : le prisme de l'action collective conservatrice et de la mobilisation des groupes dominants d'un côté, et celui de la polarisation de la politique américaine de l'autre.

Nos recherches se fondent sur un cas qui appartient à un terrain laissé en friche par la sociologie politique depuis les années soixante : l'action collective conservatrice et la mobilisation des groupes dominants. Le portrait-robot du membre type du *Tea Party* peint l'image d'un homme, conservateur, blanc, marié, plus de 45 ans, protestant, revenus au-dessus de la moyenne, et qui n'a pas été touché directement par la crise économique<sup>41</sup>. Le cas du *Tea Party* nous fournit une illustration parfaite de l'une des raisons et de l'une des formes que peuvent prendre ces mobilisations. Eric Agrikoliansky et Annie Collovald précisent qu'il existe un « désintérêt sociologique » pour un certain type de groupes sociaux. Si la sociologie des élites s'intéresse à une partie des dominants, la sociologie de l'action collective semble se cantonner aux « mobilisations visibles des groupes défavorisés »<sup>42</sup>. Les deux sociologues proposent une série d'interrogation quant à ses mobilisations. Qu'est-ce qu'une action collective de dominants ? Quelle forme prend-elle ? Comment s'organise-t-elle et quelles sont les modalités variables dans le cours du temps et selon les logiques de situation dans lesquelles ces groupes se trouvent placés ?

Les mobilisations des démunis sont-elles ainsi plus légitimes que celles des groupes dominants ? Si les premiers justifient leurs actions par le principe égalitaire et cherchent à acquérir les mêmes droits, les mêmes opportunités, ou les mêmes conditions de vie que les seconds, ces derniers n'en sont pas moins dans une démarche logique et rationnelle qui les met face à une menace, objective ou non, de voir leur statut social, leurs droits, leurs opportunités et leurs conditions de vie se détériorer. De même, la solidarité que l'on peut prêter aux actes des participants aux mobilisations des groupes démunis ne saurait être écartée de l'action collective conservatrice. Si les premiers déterminent ce qui constitue une communauté « juste » à partir du critère de « l'égalité », le sentiment d'injustice perçu par les

---

<sup>41</sup> Kate Zernike et Megan Thee-Brenan, « *Poll Finds Tea Party Backers Wealthier and More Educated* », in [www.nytimes.com](http://www.nytimes.com), [En ligne]. Page consultée le 25.02.2012.

<sup>42</sup> Eric Agrikoliansky et Annie Collovald, « Mobilisations conservatrices : comment les dominants contestent ? », art. cit., p. 11.

mobilisations conservatrices peut, par exemple, se fonder sur l'abandon de l'obéissance à la tradition qui serait néfaste pour l'ensemble de la communauté. Une mobilisation conservatrice ou d'un groupe dominant ne constitue pas simplement une revendication individualiste. Il faut donc, comme le propose Agrikoliansky et Collovard :

« Se défaire d'un double réflexe incontrôlé : celui d'adopter une approche relevant de l'individualisme méthodologique dès qu'il s'agit de s'intéresser aux classes supérieures censées être composées de "grandes individualités" ; celui de suivre cette croyance bien installée qui concède trop vite à ces "grandes individualités" des dispositions à un individualisme "intransigeant" réfractaire à tout engagement collectif. »<sup>43</sup>

Notre étude s'inscrit, ensuite, dans la lignée des analyses sur la « polarisation partisane ». Ici aussi, le cas du *Tea Party* nous offre un exemple de l'entrée de « nouveaux élus » et de leur intégration à un système déjà en cours de polarisation ce qui nous permet d'évaluer son influence. Alors que l'on remarque communément que la discipline partisane aux Etats-Unis n'a rien à voir avec celle des partis dans les régimes parlementaires<sup>44</sup>, une tendance se détache clairement depuis le milieu des années soixante-dix : la polarisation politique. Cette expression renferme plusieurs tensions. La polarisation – c'est-à-dire le fait que deux entités soient éloignées ou s'éloignent l'une par rapport à l'autre pour se rapprocher d'un pôle et laissant un « vide » au centre – peut d'abord se situer à des endroits différents. Elle peut exister au sein de la population dans son ensemble, auprès des élites politiques, chez les militants engagés, ou chez les non-engagés. Elle peut avoir lieu à l'échelle fédérale, dans les Etats fédérés ou à ces deux plans distincts. Elle peut, ensuite, exister dans un Etat plus qu'un autre, dans une population plus qu'une autre. Les hypothèses sur sa source sont diverses et se divisent en deux catégories : une polarisation par le haut (des élites sur le peuple), et une polarisation par le bas (de la population sur les élus). Longtemps vus comme des sources principales du phénomène, le rôle du redécoupage des circonscriptions, voire même du « charcutage politique »<sup>45</sup>, ainsi que celui du système de primaire a été largement remis en cause par la littérature scientifique au cours de ces dernières années. Cette « polarisation politique » devient « polarisation partisane » lorsque le chercheur considère qu'elle ne touche que les partis politiques, ses membres et ses élus, sans que l'ensemble de la population ne connaisse ce phénomène.

---

<sup>43</sup> *Ibid.*

<sup>44</sup> Kimberly J. Morgan, « Obstruction ou réforme ? », in *Revue française de science politique*, Vol. 64, N°2, 2014, p. 262.

<sup>45</sup> Que nous verrons dans le chapitre 4.

Enfin, la polarisation partisane connaît deux expressions : l'une idéologique, l'autre stratégique. La polarisation idéologique signifie une dérive progressive vers les extrêmes. Mais, comme le souligne Nolan McCarty, les preuves semblent indiquer que le Parti républicain s'est plus déporté à sa droite depuis les années soixante-dix que les Démocrates se sont déplacés à leur gauche. De plus, le conflit suit d'une façon plus en plus nette les lignes partisans. Alors qu'avant les années soixante-dix, une question pouvait à la fois être soutenue et rejetée par des membres d'un même parti, la polarisation tend à faire disparaître ce phénomène. Ainsi, les représentants au Congrès respectent une discipline de fer et les électeurs se dirigent de plus en plus directement vers le parti qui répond à ces lignes idéologiques claires. Depuis la *Southern Strategy*<sup>46</sup>, les partis sont dits de plus en plus triés (*sorted*) en termes idéologiques et démographiques. Le Parti républicain est devenu le parti des conservateurs, et le Parti démocrate celui des progressistes (des libéraux, au sens américain du terme). La polarisation stratégique s'observe généralement dans des environnements politiques hyper-compétitifs où les enjeux sont élevés. La conséquence de ce haut degré de compétition et d'enjeu est un effacement progressif de ce que nous appelons l'« attrait du compromis » et que nous développerons dans le dernier chapitre, c'est-à-dire la disparition de l'incitation au travail de compromis politique notamment en raison de l'une radicalisation de l'image et des intentions prêtées à l'adversaire. En bout de compte, la polarisation partisane entraîne une baisse de la « productivité législative », peut conduire à reports, des impasses, des blocages institutionnels et des arrêts des activités gouvernementales. Tout cela contribue à alimenter un sentiment de crise politique auprès de la population qui voit une distance grandissante entre les intérêts partisans et ses intérêts. Ces recherches portent, en définitive, sur la démocratie américaine, son fonctionnement et son évolution depuis plusieurs décennies, en utilisant le cas du *Tea Party* comme révélateur.

### *Cadre théorique*

La première approche théorique mobilisée est celle du « processus politique » dont les grandes figures sont Sidney Tarrow, Charles Tilly ou Doug McAdam. Elle trouve sa source dans la théorie de la mobilisation des ressources tout en critiquant son approche trop peu

---

<sup>46</sup> La stratégie du Parti républicain mise en place à partir de 1968 pour avoir le soutien des Démocrates du Sud.

dynamique. La théorie du processus politique a pour objectif d'appréhender les phénomènes sociaux dans leur ensemble, c'est-à-dire en eux-mêmes mais également comme la conséquence explicable d'un contexte global. Elle fait également appel à deux concepts clés : la structure des opportunités politiques et les cadres de l'action collective. Le premier postule que la possibilité d'une mobilisation collective est augmentée ou entravée par un ensemble de facteurs exogènes et que ces mêmes facteurs favorisent ou empêchent le développement de certains types de message, de stratégies particulières et de son influence auprès de la sphère politique et institutionnelle<sup>47</sup>. Nous aurons comme objectif d'apporter, au travers de notre étude du *Tea Party*, une contribution au développement du concept.

Elle fait également appel au concept de « cadre de l'action collective ». Il émane de la volonté de Doug McAdam de dépasser la vision statique de l'action collective proposée par Tarrow en montrant l'importance des processus qui permettent sa création. Les « cadres » sont des schèmes discursifs qui permettent la compréhension du monde et des événements et impliquent une continuation logique. Leur processus de création peut être inconscient ou stratégique, se produire durant une conversation ou au cours d'une réflexion personnelle. Plutôt que d'être statiques, ils sont le produit d'interactions continues qui constituent l'élaboration et l'articulation du discours. En d'autres termes, ce sont les résultats de « procédés dynamiques, interindividuels et répétitifs qui organisent et interprètent les discours et les paroles dans un contexte concret d'interactions »<sup>48</sup>. Ils constituent, enfin, un travail de construction de l'idéologie. En cela, l'utilité analytique du concept réside dans le fait que les cadres discursifs impliquent que le contexte politique dans son ensemble participe à la construction du discours qui s'exprime à son tour sur le contexte.

Nos recherches s'inscrivent dans la lignée des analyses des systèmes de partis selon une approche systémique. Le *Tea Party* n'est pas un « parti politique », son nom est un faux-ami. A l'inverse du *Republican Party* qui est le « Parti républicain », le *Tea Party* n'est pas le « parti du thé ». La seconde portion de l'expression, le *Party* est à comprendre, ici, plutôt par l'idée de « rassemblement » consacré au *Tea* – que certains avaient vu comme l'acronyme de

---

<sup>47</sup> David S. Meyer et Debra C. Minkoff, « Conceptualizing Political Opportunity », in *Social Forces*, n°82/4, juin 2004 pp. 1457-1458.

<sup>48</sup> David A. Snow, « Framing Processes, Ideology, and Discursive Fields », in David A. Snow *et al.*, *The Blackwell Companion to Social Movements*, Oxford, Blackwell Publishing Ltd, 2007, p. 403.

*Taxed Enough Already*<sup>49</sup>. Pour autant, il nous semble pertinent d'appliquer au cas du Tea Party la grille de lecture des partis et systèmes partisans développée par Vincent Lemieux. Ce faisant, nous considérons qu'au point de vue structurel, les partis et les systèmes partisans sont faits de trois composantes : la composante interne, la composante publique et la composante gouvernementale. Ces trois composantes sont reliées entre elles et avec leur environnement « par des rapports fonctionnels, où les extrants d'une composante sont les intrants des deux autres »<sup>50</sup>. Les trois composantes de Lemieux peuvent être transposées au cas du *Tea Party*, tout au long de son évolution – d'un mouvement social à une frange institutionnalisée du Parti républicain. Ce modèle rejoint et approfondi d'ailleurs plusieurs tentatives de « typologisation » du *Tea Party*. Dans leur composante interne les partis sont des organisations faites d'adhérents en relation les uns avec les autres. Dans cette composante le contrôle s'effectue par les adhérents sur la sélection des mandats et des porteurs de mandat. Elle correspond à la base sociale du mouvement, ce que Skocpol nomme la « force *grassroots* du mouvement », à laquelle il faut ajouter l'ensemble des sélecteurs, c'est-à-dire l'ensemble des adhérents qui cherchent à contrôler la sélection des mandats et des porteurs de mandat qui donnent une identité au *Tea Party*. La composante publique est constituée, quant à elle, des « mandants sur qui reposent les mandats d'autorité qui font l'enjeu de l'action des partisans »<sup>51</sup>. Lemieux inclut dans cette composante les électeurs, qui sont les principaux mandants de l'autorité ainsi que les membres des groupes d'intérêt puisqu'ils contribuent eux aussi à médiatiser les mandats. Par conséquent, pour Lemieux la composante publique est constituée des électeurs, des membres associés (les membres des groupes d'intérêt en relation avec le parti) et des sujets. L'auteur canadien les regroupe sous le nom de « représentants », non pas qu'ils représentent les intérêts et les membres du groupe mais, au contraire, dans le sens où ils participent à créer sa représentation. Enfin, la composante gouvernementale comprend les mandataires et les autres acteurs de l'appareil gouvernemental mais également les dirigeants des groupes d'intérêt. Dans le cas du *Tea Party*, elle est composée des dirigeants des organisations nationales, des hommes et des femmes politiques nouvellement élus durant les élections de mi-mandat de 2010 mais également des républicains déjà en place au Congrès soutenant les revendications du *Tea Party*.

---

<sup>49</sup> Bujon de l'Estang A.-L. (février 2010), « *Au coeur de l'Amérique ? Le mouvement des Tea Parties* », in [www.ifri.org](http://www.ifri.org), [En ligne]. Consulté le 02.03.2012.

<sup>50</sup> Vincent Lemieux, *Systèmes partisans et partis politiques*, Québec, Les Presses de l'Université du Québec, 1985, p. 33.

<sup>51</sup> *Ibid.* p. 39.

Dans ce modèle, Lemieux insiste sur la notion de « contrôle », c'est-à-dire que les partis mettent en place leurs réponses en contraignant leurs actions et celle des autres selon leurs finalités et leurs préférences. Sans qu'il ne soit question, pour nous, d'appréhender le *Tea Party* comme un « parti politique », nous considérons que ce modèle présente un intérêt majeur pour notre étude puisqu'il permet de rapprocher les trois composantes identifiées avec les différents « niveaux » ou les différentes « forces »<sup>52</sup> (selon la formule de Theda Skocpol) qui existent au sein du *Tea Party*, tout en prenant en compte l'interdépendance entre les composantes, que tend à négliger la plupart des études du mouvement. En effet, s'il est largement accepté que le *Tea Party* a une organisation pyramidale, trop peu considèrent sa construction (idéologique et formelle) et son fonctionnement comme « une rue à double sens ». En somme, la construction du *Tea Party* procède également d'un échange permanent entre la base, le sommet et les forces intermédiaires qui se fonde sur des éléments explicites et implicites, objectifs et subjectifs. Nous entendons par là que la construction du mouvement se fait par l'ensemble des membres du *Tea Party* en réponse à des menaces mais également en anticipation des réactions à ces menaces.

Le modèle, enfin, propose une superposition partielle des trois composantes, puisque « dans le concret les composantes sont en intersection entre elles. Des acteurs individuels donnés se trouvent dans deux ou même trois composantes »<sup>53</sup>. Cette idée s'oppose à celle des « trois forces autonomes » en action au sein du *Tea Party*, que sont les membres *grassroots*, les médias et les organisations nationales. Car même si Skocpol utilise l'expression de « forces entremêlées (*intertwined*) », cet entremêlement ne semble avoir de conséquences sur aucune des finalités des « forces » en question. En résumé, bien qu'entremêlées et en interaction, les forces restent autonomes et ne subissent aucun contrôle de la part des autres. Notre modèle tente, quant à lui, d'expliquer l'organisation et les positions du *Tea Party* au travers d'une « co-construction » de ces trois composantes ; chaque prise de position, action ou projet agissant sur les deux autres, provoquant des extrants permettant d'expliquer la structure et les fonctions du *Tea Party*. Rappelons, également, que notre étude sera centrée sur l'idée de contrôle. C'est le contrôle – la réduction de la variété des possibles – que cherche à imposer une composante sur une autre ou sur son environnement qui crée leurs interactions et

---

<sup>52</sup> Vanessa Williamson et Theda Skocpol, *The Tea Party and the Remaking of Republican Conservatism*, New York, Oxford University Press, 2012, p. 12.

<sup>53</sup> Vincent Lemieux, *Systèmes partisans et partis politiques*, op. cit. p. 39.

leur interdépendance. Or, il n'y a pas de notion de contrôle dans les modèles proposés précédemment. Les « forces » du *Tea Party* sont présumées libres de leur action et isolés des actions des autres. Seul un concept exposé précédemment exprime la notion de contrôle d'une « composante » sur une autre : le modèle *astro turf*. Il ne s'agit, cependant, pas d'un concept scientifique, mais d'un concept polémique. De plus, même en le conformant aux attentes de l'analyse en science politique, une explication monocausale et volontariste de la formation, la structure et l'influence du *Tea Party* ne peut nous satisfaire.

Enfin, notre démarche est également guidée par l'analyse de discours et l'analyse statistique de discours. Soulignons d'emblée qu'elle ne constitue pas une fin en soi. La déconstruction – et la reconstruction – des discours du *Tea Party*, du Parti républicain et du Parti démocrate n'est que le moyen qui nous permet de parvenir à nos fins. Comme le précise Harris, l'analyse de discours fournit une « information supplémentaire » qui provient du fait que « l'analyse de l'occurrence des éléments dans le texte n'est faite qu'en fonction de ce texte particulier »<sup>54</sup>. Elle permet de repérer les corrélations spécifiques des morphèmes<sup>55</sup> et, par conséquent, l'accès à une « face cachée » du discours. La question de l'intérêt de « faire du Verbe un Nombre » et de son caractère réducteur est souvent opposée à cette méthode. Néanmoins, la finalité de l'analyse statistique de discours n'est pas de *réduire* la parole, les idées, les aspirations des individus à des chiffres et des nombres sur un tableau pour mieux les faire « rentrer dans des cases » stériles. Elle a, bien au contraire, l'ambition de restituer tout son sens à la parole. Elle travaille, d'abord, à l'objectivation des perceptions que le discours peut laisser à l'analyste après y avoir été confronté en premier lieu. Elle redonne toute son importance au choix – conscient ou non – des mots et des narrations qui véhiculent une « surcharge de sens »<sup>56</sup>. Elle montre, ensuite, comme le dit Christian Baudelot que les individus diffèrent tous les uns des autres, et que ce sont précisément « les distances et les proximités qu'ils entretiennent avec les modalités et les variables considérés [...] qui permettent ensuite de comprendre »<sup>57</sup> pourquoi et dans quelle mesure ils diffèrent. Philippe Braud rajoute que si la science politique se contente d'aborder le discours du point de vue de leurs conditions sociales de production ; si elle laisse à la linguistique et à l'herméneutique

---

<sup>54</sup> Harris S. Zellig, Françoise Dubois-Charlier. « Analyse du discours », in *Langages*, 4e année, n°13, 1969. p. 10.

<sup>55</sup> Une unité minimale de signification que l'on peut obtenir lors de la segmentation d'un énoncé.

<sup>56</sup> Philippe Braud, *L'émotion en politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996, p. 76-139.

<sup>57</sup> Christian Baudelot, « Préface », in Ludovic Lebart et André Salem, *Statistique textuelle*, Paris, Dunod, 1994, p. V.

l'étude des dynamiques du langage ; en somme, si elle ne considère que l'analyse externe du discours et fait l'économie de son analyse interne, « elle ne permet pas d'embrasser l'ensemble des problématiques ou des angles d'approches qui sont ceux des politistes »<sup>58</sup>. Dans ce cadre-là, précise-t-il, c'est bien « cette *summa divisio* [qui] est trompeuse ou, du moins, réductrice »<sup>59</sup>.

### ***Sources et matériaux d'analyse***

Nous présenterons au début de chaque chapitre, en détail, les sources et les matériaux qui nous ont permis de mener à bien notre travail. Nous nous limiterons pour l'instant à en faire un bref récapitulatif.

Les sources primaires sur lesquelles nous nous sommes appuyés sont assez diverses, tant par leurs formes que par leur provenance. Elles sont, tout d'abord, constituées d'un ensemble d'ouvrages et d'articles. Certains sont collectifs, d'autres individuels. Certains ont été écrits par des universitaires américains membres du *Tea Party*, d'autres ont été rédigés par des membres de la base populaire sous la forme du « journal de bord » et publiés sur Internet. D'autres encore ont été écrits par des élus du *Tea Party* membres du Congrès. Les sources primaires sont également constituées de statuts des groupes locaux du *Tea Party* parsemés dans l'ensemble des Etats-Unis. Nous avons, ensuite, constitué un corpus d'environ quatre-vingt discours d'hommes et femmes politiques proches du *Tea Party*. Enfin, un dernier corpus, plus réduit, est constitué des discours sur l'Etat de l'Union de Barack Obama.

Le travail de terrain virtuel<sup>60</sup> que nous avons effectué est la conséquence d'un concours de circonstances. Alors qu'il était, à l'origine, prévu que nous partions aux Etats-Unis pour une enquête de terrain de trois mois à Boston, dans le Kentucky et dans l'Etat de Washington, ce projet a dû être abandonné en 2015. Pour nous permettre de récolter des informations et d'obtenir des réponses directement auprès des membres du *Tea Party* nous avons, par conséquent, réalisé ce travail sur Internet et par les réseaux sociaux, ce dernier étant en plus de cela l'outil de prédilection des activistes du mouvement. Après une série de

---

<sup>58</sup> Phillippe Braud, « L'apport de la science politique à l'étude des langages du politique », in *Mots*, N°94, novembre 2010, p. 143.

<sup>59</sup> *Ibid.*

<sup>60</sup> Il faut entendre par là « sur Internet » et de manière semi-anonyme.

requêtes infructueuses et de « blocage » de nos faux profils par les réseaux sociaux en question<sup>61</sup>, nous avons eu l'idée de réaliser notre enquête sous la forme d'une « observation participante » dont le but était de créer un rapport de confiance pour recueillir un nombre assez significatif de témoignages. Les premiers contacts se sont faits par l'envoi d'un mail à plus d'une centaine de groupes locaux du *Tea Party* qui demandait des conseils pour créer un groupe similaire au *Tea Party* en France. De cette centaine de mails, nous avons obtenu une vingtaine de réponses. De cette vingtaine de réponses, quinze ont été jusqu'à accepter de répondre au questionnaire<sup>62</sup> par visioconférence ou par écrit. Les cinq autres réponses nous ont soit redirigées vers des organisations nationales du *Tea Party* soit n'ont pas donné suite à l'envoi du questionnaire établi. Précisons que les questions ont été formulées dans le but de recueillir des informations sur les perceptions des membres de la base populaire du *Tea Party* quant aux raisons de l'origine du *Tea Party*, à leur rôle au sein du mouvement et aux perceptions face à l'environnement politique. Les questions ont également été tournées de manière à ne pas éveiller les doutes et à ne pas provoquer, outre mesure, la réticence de certains enquêtés. En effet, deux catégories se sont distinguées. Tout d'abord, ceux qui ont été prompts à répondre et enthousiasmés à l'idée de s'entretenir avec quelqu'un qui souhaitait « créer un mouvement similaire au *Tea Party* en France ». Plusieurs d'entre eux ont d'ailleurs exprimé leur gratitude pour leur avoir offert un soutien, un moyen d'exprimer leurs frustrations au-delà de leur organisation et surtout d'être entendus. Si nous précisons cela, c'est que nous considérons que cet élément est « signifiant », c'est-à-dire qu'il témoigne d'un sentiment de ne plus être ni écouté ni pris en considération. Ensuite, ceux qui, de leur propre aveu « ne répondent plus aux questions » en raison d'un nombre trop important de faux contacts et « mauvais usages des informations communiquées à des individus hors de leur organisation »<sup>63</sup>.

Les sources secondaires, elles, sont présentes sous deux formes. La première est constituée d'articles et d'ouvrages écrits par des journalistes, principalement américains. La seconde forme est composée d'écrits universitaires en science politique, sociologie, histoire et civilisation.

---

<sup>61</sup> Qu'il s'agisse de Facebook ou de Twitter, l'envoi répété de messages « copiés-collés » considèrent que le compte expéditeur est un compte « spam ». En conséquence, les sites empêchent le compte en question d'envoyer des messages ou le suppriment sans avertissement.

<sup>62</sup> Disponible en annexe.

<sup>63</sup> Echange par mail avec Bob Z., le 7 septembre 2016.

## *Annonce du plan*

Nous procéderons en deux temps. Le premier est consacré à l'avènement et la construction du *Tea Party* en tant que produit de son environnement et de la « co-construction » de ses composantes. Le second temps prévoit d'évaluer son influence sur la politique américaine, le Parti républicain, le Parti démocrate et d'évaluer la mesure dans laquelle il s'inscrit dans la polarisation politique aux Etats-Unis.

### *Présentation et apports du premier chapitre*

Partant du postulat que l'apparition et le développement de tout mouvement est dépendant de son environnement global, l'objectif de ce premier chapitre sera d'analyser les variables qui ont permis, ou qui ont essayé de réfréner l'avènement du *Tea Party*. Parmi ces variables de la « structure des opportunités politiques », l'ouverture du système politique aux *challengers*, la stabilité des alignements politiques, l'existence de forces relais, et la structure du conflit nous aideront à peindre le tableau des conditions d'apparition du *Tea Party* sur la scène politique américaine. Il apparaîtra que le contexte n'était alors pas nécessairement favorable à l'apparition, au développement et au maintien d'idées conservatrices, libertariennes, ou capitalistes au sein du système politique américain et encore moins à la formation d'un mouvement social pérenne, mais également que c'est justement parce que le *Tea Party* a connu un environnement à demi-hostile qu'il a pu exister.

### *Présentation et apports du deuxième chapitre*

Comme le souligne James Jasper, participer à une action collective ne peut se réduire ni à la simple revendication intéressée, ni à une lutte pour une vision d'une société juste. Il pose comme central le rôle de la culture qu'il définit avec Geertz comme une « toile de significations »<sup>64</sup>, un tissu de sens enveloppant individus et groupes. Erik Neveu précise que les « idées, traditions, principes moraux, métaphores, croyances confuses constituent les fils de ces tissages »<sup>65</sup>. En d'autres termes, l'émergence d'un mouvement ne peut être comprise

---

<sup>64</sup> Erik Neveu, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2011, p. 103.

<sup>65</sup> *Ibid.*

indépendamment de son environnement culturel, économique et politique ; mais il ne peut pas non plus être compris indépendamment du travail de construction interne qui organise les fils de cette toile. En plus d'une analyse du contexte qui contribue à fixer les identités, nous mobiliserons le concept de « cadres ». Ils peuvent être définis comme des « efforts conscients de groupes ou de recruteurs pour adapter leur rhétorique de telle sorte que leur vision soit attractive pour des recrues potentielles »<sup>66</sup>. Le processus de cadrage constitue un travail politique complémentaire qui peut être compris comme une entreprise de décodage du réel et que nous décomposons en plusieurs étapes : l'identification du ou des problèmes, la qualification en termes politiques, la désignation des responsables et, enfin, la persuasion que cette solution peut être obtenue par l'action collective. Définis ainsi les cadres ont une double existence, la première en tant que construits analytiques du politiste et la seconde en tant que résultats du travail discursif des membres de mouvements sociaux dans une tentative de changer les perceptions du réel.

Pour compléter notre étude du discours du *Tea Party*, nous mobiliserons le modèle de Vincent Lemieux. L'utilisation de ce modèle en complément de la théorie des cadres nous permettra d'étudier leur origine dans les différentes composantes du *Tea Party* ainsi que les courants d'influence qui ont pu exister à l'intérieur même du mouvement. Le but de cette partie sera d'étudier l'origine et le développement des cadres, du cadre cardinal aux cadres subalternes.

En tant que construits rhétoriques, les cadres volontairement assez flexibles pour pouvoir « toucher le plus grand nombre ». Par conséquent, plusieurs mouvements idéologiquement hétérogènes peuvent se reconnaître dans un même discours et se greffer à un mouvement encore en formation, à condition qu'ils partagent une identification commune du problème et des responsables. C'est pour cela qu'il sera nécessaire d'étudier la figure de l'ennemi créée au travers du discours du *Tea Party*. Cette démarche nous aidera à rendre compte et à comprendre la grande diversité idéologique du mouvement qui a été pointé du doigt à de nombreuses reprises. Nous considérerons l'idéologie du *Tea Party* comme procédant du travail discursif émis par les différentes composantes du mouvement à des stades antérieurs de développement, ce que nous pourrions transposer à d'autres éléments du

---

<sup>66</sup> David A. Snow, E. Burke Rochford Jr., Steven K. Worden et Robert D. Benford, « Frame Alignment Processes, Micromobilization, and Movement Participation », in *American Sociological Review*, vol.51, n°4, août 1986.

mouvement comme sa structure organisationnelle et ses moyens d'actions. Pour illustrer cela nous développerons une analyse détaillant la conséquence du discours du Tea Party sur son organisation et ses moyens d'action.

Cette première partie consacrée à l'étude du rôle des *inputs* mais également celle du discours dans l'apparition et la formation du *Tea Party* nous permettra d'orienter notre seconde partie sur la démonstration empirique d'un effet polarisant du *Tea Party* sur le système politique américain.

### *Présentation et apports du troisième chapitre*

La polarisation de la vie politique américaine est un phénomène qui est étudié depuis plusieurs décennies. Par polarisation politique, nous entendons l'éloignement de partis politiques ou d'individus du centre idéologique formant deux pôles de plus en plus distincts et limitant la coopération entre eux. Ce chapitre sera consacré à l'influence en question du *Tea Party* sur le Parti républicain et s'appuiera, entre autres, sur une analyse automatisée de discours. Effectuée de manière comparative entre les discours des membres de toutes les composantes du *Tea Party* et des représentants républicains, l'analyse nous permettra de dissocier plusieurs classes de vocabulaire dans le discours du *Tea Party* – plus à droite sur l'échiquier politique – et d'observer l'éventuelle « contagion » progressive de ces classes dans les discours des représentants républicains.

Ce chapitre aura également pour objectif de répondre à la question d'une évolution plus profonde du Parti républicain. En effet, symbole historique du pragmatisme politique américain, il apparaît que le parti de l'éléphant a évolué au cours de la présidence Obama pour devenir un parti obstructionniste. Vincent Lemieux parle des partis américains comme de « partis de représentation extensifs, opportunistes et décentrés ». Extensifs parce qu'ils doivent aller chercher le soutien dans une part extensive de la population et non pas se concentrer sur une catégorie ou un électorat précis, opportunistes dans la mesure où le contrôle de la composante gouvernementale sur les autres composantes du parti reste limité, et décentrés puisque les partis américains n'ont pas de leader permanent et que la permanence est assurée par des dirigeants qui ne sont « généralement pas des élus, mais des bureaucrates

internes du parti dont les ressources et les autres moyens de contrôle sont limités »<sup>67</sup>. Cette description nous paraît cependant être en décalage avec l'observation qu'il nous est possible de faire du Parti républicain, particulièrement à partir de 2010. Premièrement, un environnement politique à la polarisation grandissante encourage les partis à chercher des soutiens aux extrêmes transformant une représentation traditionnellement extensive en représentation intensive. Ensuite, le caractère opportuniste du parti a largement été remis en cause au sein du Congrès américain. Cela rapprocherait donc le Parti républicain des partis programmatiques, où les divisions et les factions sont exclues et où la discipline de vote s'impose. La question sera donc de savoir dans quelle mesure cette évolution peut être attribuée à l'influence du *Tea Party* sur le Parti républicain.

#### *Présentation et apports du quatrième chapitre*

Dans le but de poursuivre l'analyse de la configuration de la polarisation politique américaine, il convient d'étudier les différentes conditions qui pourraient faire en sorte que l'éloignement du centre idéologique intervienne également du côté démocrate. Plusieurs hypothèses peuvent être faites : la première est celle d'une réaction de la gauche américaine à la « droitisation » du Parti républicain en se rapprochant à son tour d'une gauche plus radicale. C'est en réaction à un mouvement de polarisation préalable à droite pour montrer que les démocrates ne céderaient pas, que la gauche aurait, selon cette hypothèse, durci son positionnement idéologique. La deuxième hypothèse fait intervenir le concept d'*agenda-setting* et de contrôle du Congrès. Les démocrates sous la contrainte d'un ordre du jour « contrôlé » par le Parti républicain au Congrès – dans le but de se rapprocher du *Tea Party* – n'auraient pas pu utiliser leur majorité pour avancer leur message. Le parti d'opposition qu'était le parti de l'éléphant aurait cherché à changer l'orientation des débats « pour forcer les démocrates à s'exprimer sur des sujets difficiles et polarisants »<sup>68</sup>. Dans ce cas, le parti minoritaire peut réussir à tirer un avantage politique de la situation en discréditant le parti majoritaire, sans avoir à exposer ses propres politiques. Cela peut parfois même avoir lieu dans des débats qui ne prêtent absolument pas à controverse. En période de polarisation politique, les représentants du parti de l'opposition amorcent des conflits procéduraux durant

---

<sup>67</sup> Vincent Lemieux, *Systèmes partisans et partis politiques*, op. cit. p. 126.

<sup>68</sup> F. E. Lee, *Beyond Ideology: Politics, Principles, and Partisanship in the U.S. Senate*, University of Chicago Press, Chicago, 2009, p. 132.

les débats législatifs qui nécessitent un large consensus. Ainsi, en exigeant des amendements, en faisant appel à des motions procédurales, l'opposition prend à la majorité le contrôle de l'orientation des débats. C'est finalement en réponse à l'action de la minorité que les membres de la majorité s'unissent dans le but de protéger les prérogatives de « mise sur agenda » de leur parti accroissant la polarisation de manière symétrique. La dernière hypothèse pouvant expliquer une polarisation symétrique est celle d'un agenda présidentiel volontairement orienté vers des questions polarisantes. Pour tester cette hypothèse nous comparerons les discours sur l'état de l'Union de Barack Obama avec les catégories de sujets polarisants<sup>69</sup> dans le but d'évaluer le degré moyen de polarisation des sujets évoqués par le Président américain.

Concernant le caractère asymétrique de la polarisation de la vie politique américaine, nous formulons l'hypothèse d'une « droitisation » du camp démocrate. Certes, nous avons émis l'hypothèse que l'imposition par la droite américaine de son agenda au Congrès aurait pu conduire à un éloignement de la gauche du centre idéologique, mais l'hypothèse inverse doit également être testée. En effet, subissant une pression populaire grandissante, le travail d'*agenda-setting* de la droite aurait pu inciter les démocrates à proposer des solutions en se rapprochant et en collaborant avec le parti minoritaire au détriment de l'avancement de leur programme au Congrès, d'autant plus qu'après les élections de mi-mandat de 2010, le parti du président a perdu sa majorité à la Chambre des Représentants. Pour ajouter à cet effet, le travail rhétorique de cadrage fait par les républicains dans le but d'orienter tous les débats au Congrès en débat sur l'état de l'économie américaine aura également fait en sorte d'amener les démocrates à s'exprimer sur le « terrain des républicains ». La concentration des débats sur des questions dites de *good government* – celles qui font toujours consensus – plutôt que le débat sur le fond des projets de loi, doit donc être comprise comme autant de tentatives de la part des républicains de garder un contrôle sur la politique gouvernementale.

---

<sup>69</sup> F. R. Baumgartner & B. D. Jones, *Policy Dynamics*, University of Chicago Press, Chicago, 2002.



Première Partie. – Du mécontentement au mouvement : le rôle de l'environnement politique et la co-construction du mouvement social



En 1840, dans *De la Démocratie en Amérique* Alexis de Tocqueville attirait le regard du lecteur sur l'importance de la place des associations intellectuelles et morales aux Etats-Unis. En relativisant celle des associations politiques, moins étrangères aux yeux des observateurs du « Vieux Continent », les deux premières constituaient ce qui permettait de faire aboutir une idée neuve. Alors que la démocratie isole les individus les uns des autres la recherche associative leur permet d'acquérir une force particulière. La création d'association porteuse de cause était ainsi vue par le précurseur de la sociologie comme un indicateur de la qualité de vie démocratique.

Pour Philippe Braud, « il est exceptionnel qu'une action collective se déclenche spontanément »<sup>70</sup>. Les actions collectives étant généralement déclenchées par un signal unifiant le groupe et mettant en marche son action. Cette remarque pourrait être étendue à l'ensemble des revendications qui forment l'idéologie d'un mouvement. Le rôle des organisations ne doit en aucun cas être minimisé dans la prise de conscience d'une situation sociale. Néanmoins, précise Braud, l'action de ces organisations ne serait que très inefficace sans « dispositions favorables de la base »<sup>71</sup> populaire. Le mouvement *Tea Party*, puisque c'est de cela qu'il va s'agir dans la première partie de notre étude, est donc apparu par l'adéquation d'un ensemble de facteurs avec les schèmes cognitifs préexistants de ses membres. Si nous nous efforcerons de montrer le rôle de l'environnement politique sur le *Tea Party* dans un premier chapitre, c'est parce que les quatre facteurs que nous avons retenus ont permis son avènement mais qu'ils n'ont pas été suffisant à son maintien. Ce dernier répond à une logique complémentaire. La période de doute économique entre 2008 et 2009 a créé un vide politique, une ouverture donc pour les solutions « nouvelles », « innovantes », en tout cas, pour les solutions qui n'étaient pas *mainstream*. Dans une perspective évolutionniste, Charles Darwin aurait pu dire des mouvements sociaux et du *Tea Party* que, si le message porté par le *Tea Party* a vu le jour (comme une mutation de son environnement) et qu'il s'est maintenu, c'est qu'il avait une *raison d'être*. Si l'ouverture du système politique au *Tea Party* avait été totale, le mouvement aurait introduit ses idées nouvelles aurait disparu. Sa persistance et son évolution doivent donc être comprises comme le résultat d'un mélange d'ouvertures et de résistances de l'environnement envers le *Tea Party*; et son institutionnalisation progressive, comme la normalisation de ses revendications.

---

<sup>70</sup> Philippe Braud, *Sociologie Politique*, Paris, LGDJ, 2009, p. 390.

<sup>71</sup> *Ibid.*



## Chapitre 1. – Emergence du mouvement *Tea Party* et perceptions du contexte

L'analyse du conflit social nécessite de voir « le conflit au-delà du conflit ». La culture, la structure sociale ou les règles institutionnelles sont autant de facteurs qui nourrissent et motivent les individus à se mobiliser. Les mobilisations conservatrices ou les mobilisations des groupes dominants n'échappent pas à cette règle. Si les finalités diffèrent, la logique est la même : la lutte pour une cause.

Lorsque Jenny Beth Martin de l'organisation *Tea Party Patriots* déclare que le succès de la voix du *Tea Party* réside dans l'adéquation de ses principes avec les principes fondateurs des Etats-Unis<sup>72</sup>, elle mobilise implicitement un ensemble de notions extérieures au *Tea Party* lui-même pour justifier sa nécessité. Si le mouvement existe c'est parce qu'il serait, tout d'abord, dans la droite lignée de la culture américaine. Le contexte culturel perçu ne correspondrait donc pas à ce qu'il devrait être. La structure sociale reflèterait, ensuite, un décalage entre les aspirations des membres du mouvement et la réalité. Enfin, l'action est dirigée principalement vers l'autorité publique, garante des valeurs et des principes de la société.

Mais ces perceptions ne laissent place qu'à une partie de l'explication du rôle de l'environnement sur le mouvement social. Il existe des facteurs extérieurs au mouvement qui facilitent l'expression et la satisfaction des revendications des mouvements sociaux. Les ressources – matérielles et immatérielles – auxquelles les mouvements ont accès, la situation économique et politique ainsi que la structure conflictuelle de l'espace social ont une importance déterminante, au sens propre comme au sens figuré.

### I. Développement du concept de « structure des opportunités politiques »

La question des mécanismes grâce auxquels individus réussissent à se regrouper pour agir dans un but commun connaît autant de réponses qu'il existe de théories de l'action collective. Et les réponses varient d'autant que les cas étudiés ont apporté des éléments

---

<sup>72</sup> Mark Meckler et Jenny Beth Martin, *Tea Party Patriots: The Second American Revolution*. New York, Henry Hold and Company, 2012, p.36.

nouveaux de compréhension de l'action collective au fil du temps. Des mouvements de grève des infirmiers qui poursuivent le travail aux révoltes nationales, les mobilisations prennent des formes très diverses « brèves ou soutenues, institutionnalisées ou violentes, routinières ou radicales »<sup>73</sup>.

L'intention de cette première partie sera d'éclairer les théories que nous souhaiterons utiliser pour analyser l'avènement du *Tea Party*, tout en répondant aux critiques dont elles ont pu faire l'objet, pour enfin procéder à la formulation du modèle théorique qui nous suivra tout au long de l'analyse de l'émergence du mouvement.

### A. Fondements conceptuels

Le mouvement *Tea Party* est mouvement conservateur qui a été qualifié dans le discours semi-savant comme étant apparu « d'un coup » et « de nulle part »<sup>74</sup>. Liée à cette idée de spontanéité de la mobilisation, les articles journalistiques datant du début du mouvement proposent un champ lexical qui sous-entend une contestation populaire instantanée et unifiée face à des changements jugés néfastes. En tête des raisons évoquées de la mobilisation : la colère, la peur du changement et la frustration symbolisées dans l'esprit des protestataires par « l'abandon du capitalisme » au profit d'un interventionnisme accru de l'Etat, ou la prise de fonction du premier Président noir des Etats-Unis.

La question de la spontanéité du mouvement est restée centrale durant plusieurs mois voire plusieurs années suivant son apparition sur la scène politique américaine puisqu'elle s'est trouvée être une des sources revendiquées de la légitimité du mouvement comme nous l'évoquerons dans les chapitres suivants. Les combats du *Tea Party* symbolisaient, pour ses membres, les luttes pour le juste, le bon et tout ce qui se trouvait dans « l'ADN américaine » précisément parce qu'il émanait du peuple, lequel étant dans la théorie démocratique le seul à même de se gouverner. D'un côté, les partisans du mouvement se présentaient comme des « américains moyens », qui avaient « tout fait dans les règles au cours de leur vie : ils s'étaient

---

<sup>73</sup> Sidney Tarrow, *Power in Movement: Social Movements and Contentious Politics*, 3e éditions, New York, Cambridge University Press, 2011, p. 7.

<sup>74</sup> Amanda Pullum, « Social Movement Theory and the “Modern Day Tea Party” », in *Sociology Compass*, volume 8 numéro 12 (décembre 2014), p. 1377.

mariés, ils allaient à l'église, ils payaient leurs impôts »<sup>75</sup>. Ils avaient été poussés par leur conscience américaine à l'action collective au vu des dangers du chemin emprunté par les Etats-Unis. Pendant ce temps, ceux qu'ils considéraient comme leurs ennemis – à savoir les démocrates au Congrès par l'intermédiaire des médias *libéraux* – tentaient de délégitimer leur message et de décrédibiliser leurs inquiétudes en (dis)qualifiant la mobilisation d' « initiative financée par les plus riches du pays – de l'*astro turf*, puisque ce n'est pas réellement un mouvement *grassroots* »<sup>76</sup>, selon les mots de la démocrate Nancy Pelosi, à l'époque présidente de la Chambre des Représentants.

Nous chercherons donc à rendre compte dans un premier temps de l'émergence, mais également de l'évolution du *Tea Party*. La théorie qui nous servira de point de départ sera la théorie de la mobilisation des ressources, pour ensuite considérer les dispositions contextuelles dans le développement des mouvements protestataires et enfin préciser le concept de « cadre » et son importance pour l'analyse des mouvements sociaux.

## 1. De la mobilisation des ressources à la structure des opportunités politiques

Les sciences sociales ont depuis les années soixante établies notamment avec Heirich, Obershall ou McAdam que « les mouvements sociaux naissent le plus souvent à partir d'organisation pré-structurées »<sup>77</sup>. Comme le résume Philippe Braud, il « est exceptionnel qu'une action collective se déclenche spontanément » puisqu'en général « une ou plusieurs organisations déclenchent le signal qui met en route le processus »<sup>78</sup> ; et de préciser à la suite une dichotomie centrale des mouvements sociaux. Il sépare d'une part les entrepreneurs de causes dont le rôle de travail stratégique, tactique et de construction du discours sur la réalité sociale « ne saurait être minimisé »<sup>79</sup> à condition qu'ils possèdent, d'autre part, une base populaire réceptive, c'est-à-dire disposant d'un socle commun de compréhension et d'explication du réel, sans quoi le travail des organisations resterait son réponse. Et Braud de

---

<sup>75</sup> Kate Zernike, *Boiling Mad: Inside Tea Party America*, New York, Times Books, 2010, e. 192.

<sup>76</sup> Ryan Powers, « Pelosi: Tea parties are part of an 'astro turf' campaign by 'some of the wealthiest people in America.' », in *thinkprogress.org*, [En ligne]. Page consultée le 23.01.2013.

<sup>77</sup> Olivier Fillieule, « Emergence et développement des mobilisations », in Antonin Cohen *et al.*, *Nouveau manuel de science politique*, Paris, La Découverte, 2015, p. 515.

<sup>78</sup> Philippe Braud, *Sociologie Politique*, Paris, LGDJ, 2009, p. 390.

<sup>79</sup> *Ibid.*

conclure qu' « à leur tour, les organisations agissent, plus ou moins efficacement, sur la façon dont les membres du groupe perçoivent leur vécu et contribuent à la formulation de leurs mécontentements ou de leurs exigences »<sup>80</sup>. Ce processus de construction de la protestation sociale partagée entre la base populaire du mouvement et ce que les théoriciens de la mobilisation de ressources ont appelé les « organisations des mouvements sociaux » et « l'industrie des mouvements sociaux » sera au cœur de notre réflexion.

Pour cela, nous mobilisons dans un premier temps la théorie de la mobilisation des ressources développée par John D. McCarthy, Mayer N. Zald et Doug McAdam à la fin des années 70. Plusieurs raisons nous poussent à adopter ce modèle théorique. Tout d'abord, il a l'ambition d'expliquer toutes les formes de mouvements sociaux, ce qui nous apparaît être un avantage certain dans l'étude du *Tea Party*. Deuxièmement, Vincent Lemieux souligne à plusieurs reprises l'intérêt de « centrer notre attention sur le contrôle de la circulation de certaines ressources d'une composante à une autre »<sup>81</sup>. Ce sont ces ressources qui ont permis de mettre en place le *Tea Party*. Il ne s'agit pas d'un « objet trouvé », mais bien d'un construit social. Une des questions sera donc de « comprendre ce qui fait que ce groupe *a pris* tandis que d'autres tout aussi plausibles n'accèdent pas à une existence mobilisée »<sup>82</sup>. Les auteurs de la mobilisation des ressources envisageaient que dans toute société (moderne, faut-il préciser), il y a toujours « assez de mécontentement pour engendrer des mobilisations »<sup>83</sup>. L'objectif de l'analyse ne serait alors plus de savoir « pourquoi » l'action collective réussit à émerger mais bien « comment », par quels processus et dynamiques de formation des mouvements sociaux *prennent* alors que d'autres revendications ne mobilisent pas ou pas assez pour avoir un poids politique. Enfin, les auteurs précisent que ces mécontentements « peuvent être définis, créés, et manipulés par des entrepreneurs de causes et des organisations »<sup>84</sup>, ce qui nous permet d'écarter d'emblée la question polémique du mouvement social *grassroots* contre celui de l'*astroturf* – c'est-à-dire celui d'un « faux mouvement social », d'un *artefact* sans réelle existence<sup>85</sup>. L'idée que les efforts de mobilisation trouvent leur origine du côté des entrepreneurs de causes ou d'une réaction spontanée d'une partie du peuple américain n'a que peu de sens puisque, comme nous l'avons dit auparavant, les mobilisations ne peuvent

---

<sup>80</sup> *Ibid.*

<sup>81</sup> Vincent Lemieux, *Systèmes partisans et partis politiques*, Québec, Les Presses de l'Université du Québec, 1985, p. 233.

<sup>82</sup> Erik Neveu, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2011, p. 50.

<sup>83</sup> *Ibid.*

<sup>84</sup> *Ibid.*

<sup>85</sup> Romain Huret, « Le mouvement Tea Party, une illusion ? », in Hérodote, 2013/2 n°149. p.108.

émerger qu'en présence des deux parties d'un des « couples notionnels “canoniques” dans la sociologie des mouvements sociaux »<sup>86</sup> : les organisations et les ressources. De nombreuses critiques ont été faites par rapport aux notions d' « organisation et de ressources » en raison de leur relatif « flou sémantique » et leur manque de conceptualisation.

Alors qu'à l'origine de la théorie de la mobilisation des ressources, McCarthy et Zald voient les organisations de mouvement social comme des accumulateurs de ressources *injectées* dans un mouvement, dirigées par des professionnels qui ne sont pas (nécessairement) directement concernés par les objectifs de la protestation ; la sociologie des mouvements sociaux ne considère plus les organisations comme des entités « froides et rationnelles » depuis la fin des années quatre-vingt-dix et le début des années 2000. Elles sont perçues comme intriquées dans le tissu social et culturel composées de militants « mus autant par des émotions que des considérations purement stratégiques »<sup>87</sup>. Elles ne sont en rien immuables et bien au contraire sont constamment influencées par leur environnement ou bouleversées par des luttes internes – comme nous le verrons avec l'exemple du *putsch* armé au sein de *FreedomWorks*<sup>88</sup>, organisation proche du *Tea Party*. De même la création du *9/12 Project* par Glenn Beck nous fournira une illustration de la « co-construction » d'un mouvement social et d'une organisation de mouvement social. Les militants peuvent voir augmenter ou diminuer leur capacité à peser sur les orientations des organisations dans une lutte interne, souvent implicite, pour le contrôle de la direction prise par le mouvement. Ainsi, l'analyse « des “cadres” de l'action collective considère les organisations non plus comme de simples entreprises accumulatrices de ressources mais comme des canevas “culturels” »<sup>89</sup> qui participent à la production « des croyances, socialisent et, ce faisant, (re)tiennent ensemble les activistes »<sup>90</sup>.

Pour ce qui est du concept de « ressource », McCarthy lui-même pointe du doigt certaines analyses qui les placent au centre tout en négligeant de spécifier clairement le type des ressources qu'elles prennent en compte. Mais comme le précise Erik Neveu, il ne s'agit

---

<sup>86</sup> Emmanuel Pierru, « 1. Organisations et ressources », in Éric Agrikoliansky *et al.*, *Penser les mouvements sociaux*, Paris, La Découverte « Recherches », 2010, p. 19.

<sup>87</sup> *Ibid.* p. 26.

<sup>88</sup> Amy Gardner, « FreedomWorks tea party group nearly falls apart in fight between old and new guard », in [washingtonpost.com](http://washingtonpost.com), [En ligne]. Consulté le 05.01.2013

<sup>89</sup> Emmanuel Pierru, « 1. Organisations... *op. cit.*

<sup>90</sup> *Ibid.*

pas pour autant d'en faire une liste, travail qui « serait vain »<sup>91</sup>. Les ressources des mobilisations collectives n'existent que dans un contexte d'interdépendances. Elles ne constituent qu'un « potentiel qu'il convient de mobiliser » et ne peuvent pas simplement s'apparenter à des *inputs*, « des réalités abstraites et parfaitement substituables à intégrer dans une fonction de production que serait cette ressource des ressources qu'est l'organisation. Elles ont une valeur sociale et contextuelle »<sup>92</sup>.

De cela découle l'idée qu'avance Offerlé selon laquelle tout est potentiellement susceptible d'être converti et activé comme une ressource. Aucun groupe n'est totalement dépourvu de ressource. Tout groupe effectuant un travail de mobilisation et de construction de la réalité a la possibilité d'« activer » des sentiments ou de développer des « perceptions » qui seront bénéfiques pour son action<sup>93</sup>. Ensuite, Emmanuel Pierru note que « si les ressources peuvent exister avant l'action, elles peuvent être produites dans le cours même de la mobilisation »<sup>94</sup>. Le discours, par exemple, ne se crée pas de manière spontanée ; il se construit progressivement, évolue, se radicalise ou au contraire se tempère. Ces transformations sont simultanément autant d'opportunités et de risques pour qu'un mouvement s'attire la sympathie ou l'ire de ses membres et du public. Nous disons avec Fillieule la notion que les « ressources n'existent pas indépendamment des cadres de perception qui les font exister en tant que telles »<sup>95</sup>. Une ressource constitue un actif pour la mobilisation seulement si elle est perçue comme telle. Certaines ressources disponibles ne seront jamais mobilisées simplement parce que leur potentiel ne sera jamais décelé et « transformé en avantage tactique dans le processus protestataire »<sup>96</sup>. Il en va ainsi du soutien du *Tea Party Express* au début du mouvement, organisation considérée à l'époque comme un risque pour la mobilisation d'être « récupérée » par le Parti républicain. Les ressources « matérielles » et « morales » potentielles qu'auraient pu apporter l'organisation ont été critiquées en raison de sa proximité avec l'*establishment* républicain<sup>97</sup>. Ce qui aurait pu constituer une ressource n'a pas été perçu comme tel à l'époque par les membres de la mobilisation qui ont, dans un premier temps, préféré s'en éloigner.

---

<sup>91</sup> Erik Neveu, *Sociologie...*, *op. cit.* p. 56.

<sup>92</sup> Emmanuel Pierru, « 1. Organisations... » *op. cit.* p. 36.

<sup>93</sup> *Ibid.*

<sup>94</sup> *Ibid.* p. 37.

<sup>95</sup> *Ibid.*

<sup>96</sup> *Ibid.*

<sup>97</sup> Janie Lorber et Eric Lipton, « G.O.P. Insider Fuels Tea Party and Suspicion », in *nytimes.com*, [En ligne]. Consultée le 02.05.2017

« Les ressources “morales” de McCarthy et Edwards, et plus généralement, toutes celles qui ont trait à la “légitimité”, ne sont des ressources que dans la mesure où elles sont connues et reconnues au-delà des organisations de mouvement social : par les autorités, les concurrents, ses adversaires, les médias. »<sup>98</sup>

Le nom Tea Party, adopté très tôt dans le développement de la mobilisation, fait partie de ces ressources qui apportent une « caution morale », une légitimité à l'action. En se réclamant de l'héritage de la Révolution américaine et en adoptant le nom de la révolte à son origine, le mouvement s'accapare une partie de l'Histoire américaine et se donne d'emblée une légitimité qui sera reconnue par l'ensemble des acteurs politiques aux Etats-Unis. Cette ressource est perçue comme un avantage potentiel et est transformée en actif de la mobilisation par les individus mobilisés puisque premièrement, elle aide à la création identitaire du groupe et au développement de l'action collective. En plus de cela, la reconnaissance du nom et de tout ce qu'il peut évoquer à l'*extérieur* du mouvement constitue un atout potentiel. En définitive, nous voyons que les ressources et les organisations ne doivent pas être abordées comme des « objets donnés » mais comme des « sous-produits émergents de relations entre tous les acteurs »<sup>99</sup>. La valeur d'une ressource n'est ni fixe ni absolue « elle varie au fil de leurs interactions et de l'évolution des rapports de force dans les mobilisations contestataires »<sup>100</sup>.

Bien qu'il ne faille pas considérer les organisations et les ressources comme des données absolues, il est indéniable qu'elles aident au développement d'une contestation. En complément de l'analyse des ressources, nous mobiliserons le concept de structure des opportunités politiques, dont le postulat de départ indique qu'outre les facteurs internes aux mouvements sociaux, des « facteurs exogènes favorisent ou inhibent les chances qu'une mobilisation émerge, que certaines revendications soient avancées plutôt que d'autres, que des stratégies particulières soient utilisées et que les mouvements influent sur la politique institutionnelle ainsi que sur les politiques publiques<sup>101</sup>. Il apparaît essentiel de prendre en compte un ensemble plus large de facteurs pour mener à bien notre travail.

---

<sup>98</sup> Emmanuel Pierru, « 1. Organisations... *op. cit.* p. 37.

<sup>99</sup> *Ibid.*

<sup>100</sup> *Ibid.*

<sup>101</sup> David S. Meyer, « Protest and Political Opportunities », in *Annual Review of Sociology*, volume 30, 2004, p. 135.

## 2. Les dispositions contextuelles et l'apport de la « théorie du processus politique »

L'affirmation de liens d'influence entre la politique institutionnalisée et les mouvements sociaux est relativement nouvelle dans la sociologie des mouvements sociaux.

“The primary point of the political process approach was that activists do not choose goals, strategies, and tactics in a vacuum. Rather, the political context, conceptualized fairly broadly, sets the grievances around which activists mobilize, advantaging some claims and disadvantaging others. Further, the organization of the polity and the positioning of various actors within it makes some strategies of influence more attractive, and potentially efficacious, than others. The wisdom, creativity, and outcomes of activists' choices—their agency—can only be understood and evaluated by looking at the political context and the rules of the games in which those choices are made—that is, structure.”<sup>102</sup>

Elle trouve son origine en 1973 avec l'étude de Peter Eisinger sur les émeutes dans les villes américaines à la fin des années 60. En observant un écart significatif du nombre d'émeutes entre différentes villes, Eisinger avait proposé de se concentrer sur le degré d'« ouverture des autorités locales aux moyens de revendication conventionnels »<sup>103</sup>. Il précise que le nombre ou la « probabilité (*incidence*) qu'une protestation voit le jour est lié à la nature de la structure des opportunités politiques d'une ville »<sup>104</sup>, et teste, par la suite, deux hypothèses. Dans la première – qu'il illustre par un « modèle linéaire » – le nombre de protestations varie négativement à mesure que le système politique s'ouvre. Un système qui n'apporte pas de réponse aux revendications, c'est-à-dire quand la structure des opportunités est « relativement fermée », favorisera l'apparition de mouvements de protestations en raison de la « frustration des groupes qui n'ont pas accès à la prise de décision par des moyens conventionnels »<sup>105</sup> et institutionnels.

---

<sup>102</sup> *Ibid.* p 128.

<sup>103</sup> *Ibid.*

<sup>104</sup> Peter K. Eisinger, « The Conditions of Protest Behavior in America Cities », 1973, p. 8.

<sup>105</sup> Peter K. Eisinger, « The Conditions... art. cit., p. 9.

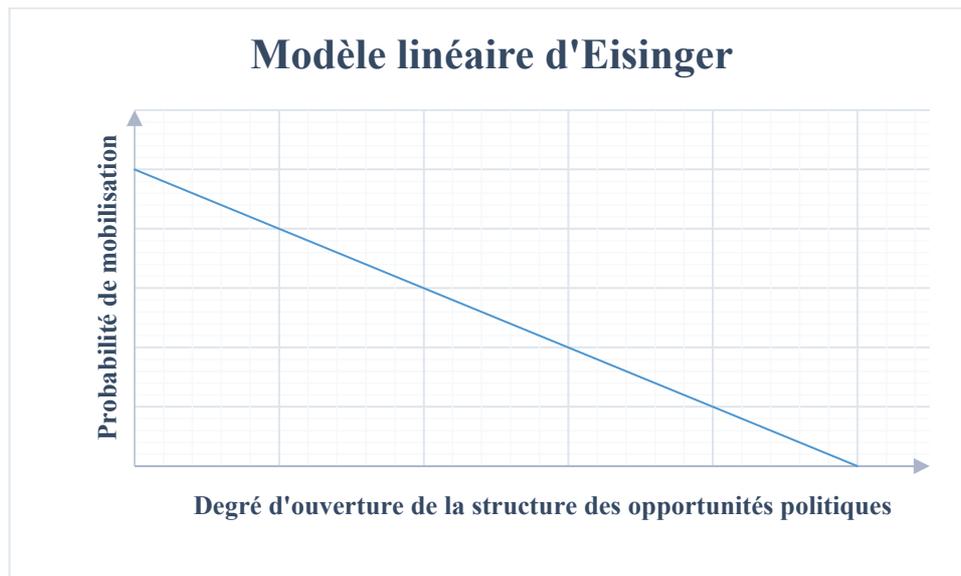


Schéma 1. Modèle linéaire d'Eisinger

Sa seconde hypothèse – qu’il explique par un « modèle curviligne » ou « en parabole » (*curvilinear*) – les protestations apparaissent au moment où un système politique commence à s’ouvrir et leur nombre atteint son maximum dans un système caractérisé par un mélange de facteurs d’ouverture et de fermeture. Il est très peu probable de voir apparaître une protestation dans des systèmes complètement fermés aux revendications d’un groupe pour des raisons tant d’accessibilité institutionnelle que diffusion du message, raisons sur lesquelles nous reviendrons plus en détail dans la section consacrée aux critères d’évaluation de l’ouverture d’un système politique. A l’inverse, une protestation ne pourra pas voir le jour dans un système très ouvert, et donc extrêmement à l’écoute (*responsive*) aux revendications d’un groupe ; la mobilisation n’aurait pas le temps de se former que les revendications seraient déjà au centre des débats institutionnels<sup>106</sup>. Eisinger en avait conclu que les données présentées apportaient des preuves suffisantes pour rejeter l’hypothèse de protestations liées à une structure « relativement fermée » et par la même occasion le modèle linéaire.

---

<sup>106</sup> Lilian Mathieu, « 2. Contexte politique et opportunités », in Eric Agrikoliansky *et al.*, *Penser les mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2010, p. 46.

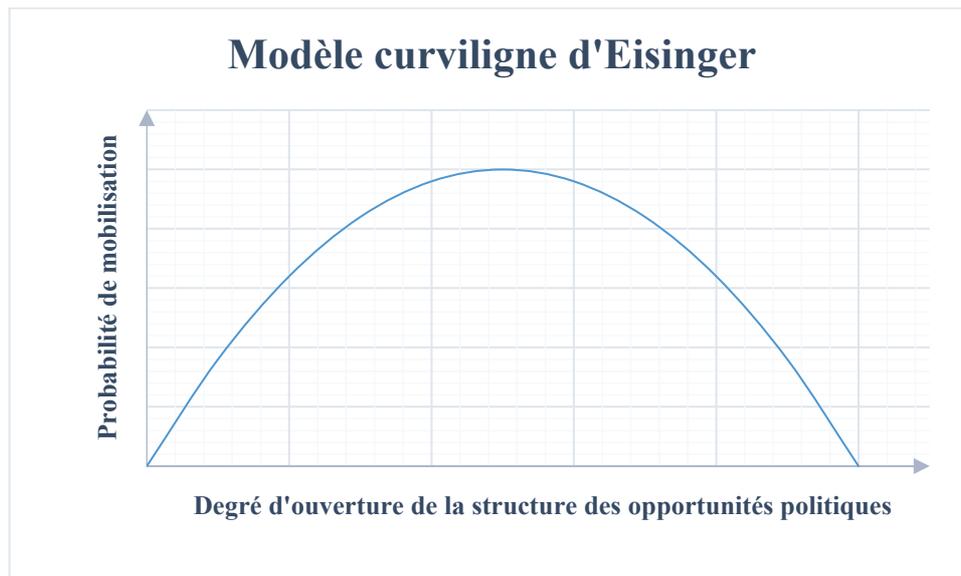


Schéma 2. Modèle curviligne d'Eisinger

Mais depuis la fin des années soixante-dix, c'est la question même de ce que renferme le concept de structure des opportunités politiques qui est au centre des débats. Gamson et Meyer ont d'ailleurs montré une crainte face à la dilution du concept et une certaine gêne devant des analyses qui en font « une éponge capable d'absorber tous les aspects de l'environnement d'un mouvement social »<sup>107</sup>. En 1978, Charles Tilly continua sur le chemin tracé par les travaux d'Eisinger et proposa une théorie plus compréhensive, en suggérant des « comparaisons sur l'ensemble d'un territoire national, reconnaissant des évolutions dans les opportunités au fil du temps et formulant l'idée selon laquelle les opportunités expliqueraient le procédé plus général du choix des tactiques parmi un éventail de possibilités contenues dans un "répertoire d'action" »<sup>108</sup>. Malgré un modèle plus inclusif que celui d'Eisinger, Tilly affirmait, comme son prédécesseur, que la fréquence des protestations était la fonction curviligne du degré d'ouverture du système politique.

A la suite des travaux d'Eisinger et de Tilly, deux conceptualisations de l'approche ont vu le jour : l'une restrictive et l'autre extensive. Pour David Meyer cependant, les résultats sont restés grossièrement généralisés à des cas opposés, les chercheurs incluant trop souvent

---

<sup>107</sup> William Gamson et David S. Meyer, « Framing Political Opportunity », in Doug McAdam *et al.*, *Comparative Perspectives on Social Movements*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, p. 275.

<sup>108</sup> David S. Meyer, « Protest... », art. cit., p. 128.

« des facteurs pertinents exclusivement à leur analyse »<sup>109</sup>. Dans ce contexte, les recherches de McAdam sur le mouvement des droits civiques aux Etats-Unis ont montré l'importance de prendre en compte un large ensemble de facteurs pour expliquer la probabilité que des individus se regroupent au sein d'un mouvement social. Il affirme que le mouvement pour les droits civiques n'a pu se mobiliser *que* parce que les circonstances externes au mouvement lui-même, c'est-à-dire la structure des opportunités politiques – sans considération pour le travail des organisations ou la mobilisation des ressources – était assez ouverte pour permettre à une protestation de se former<sup>110</sup>. Parmi ces évolutions favorables de l'environnement politique (pour le mouvement), l'effondrement de l'économie du coton dans le sud du pays, le déplacement d'une partie de la population noire-américaine au nord et la baisse du nombre de lynchage depuis 1930 et surtout dans les années 50 due à un changement dans l'application de la « loi Lynch »<sup>111</sup>.

A noter qu'une évolution de l'environnement peut être considérée comme favorable pour un mouvement même si elle ne l'est pas pour l'environnement lui-même. Une crise économique créera un climat favorable pour l'émergence de mouvements axés sur les questions de changement économique alors qu'elle pourra occasionner une déstabilisation du système politique. C'est pour cela que nous partons de l'idée que l'avènement de nouvelles opportunités, dans la mesure où elles ne sont pas créées de toute pièce par le mouvement et les organisations du mouvement, est toujours lié à une évolution dans la structure du système politique ; évolution qu'il convient d'analyser dans ses mécanismes et ses processus puisqu'elle constitue le cœur du conflit.

Au cours de son étude, McAdam identifie, nous l'avons vu, plusieurs critères essentiels à l'explication de mobilisation pour les droits civiques. Qu'elles soient économiques, démographiques, ou juridiques, ces explications ont toutes en commun d'avoir créé une ouverture dans la structure des opportunités politiques, une situation favorable à la lutte pour les droits civiques suivant des mécanismes plus ou moins directs. La crise économique dans le sud des Etats-Unis a eu une incidence indirecte sur le personnel politique par la demande de réponses politiques à une crise économique. Le déplacement d'une partie de la population noire vers le nord du pays a eu des effets sur la composition de l'électorat et a

---

<sup>109</sup> *Ibid.*

<sup>110</sup> *Ibid.* p. 129.

<sup>111</sup> Doug McAdam, *Political Process and the Development of Black Insurgency, 1930-1970*, Chicago, University of Chicago Press, 1982.

donc occasionné une réorganisation politique. Enfin, la modification du contexte juridique incarnée par l'abandon progressif de la « loi Lynch » a, pour peu dire, abaissé le *coût* de la lutte et de l'engagement politique. Tout comme la décision de la Cour Suprême des Etats-Unis *Brown v. Board of Education* « déclarant la ségrégation raciale inconstitutionnelle, a pu accroître l'attention politique portée à la question »<sup>112</sup> parallèlement aux débats au Congrès ainsi que les efforts d'hommes politiques comme les présidents Kennedy et Johnson.

Mais outre l'analyse de l'émergence des mouvements sociaux la structure des opportunités politiques permet également d'expliquer leur déclin et plus largement leur évolution. C'est dans cette optique que McAdam montre que le déclin du mouvement pour les droits civiques est autant dû aux réponses de l'Etat américain en termes de politiques publiques qu'à une certaine perte de sympathie pour le mouvement au sein de la classe politique et de l'opinion publique après les émeutes urbaines dans les années soixante.

A la suite de McAdam, les analyses d'Anne Costain sur le mouvement féministe aux Etats-Unis<sup>113</sup>, de Sidney Tarrow sur les mouvements sociaux italiens<sup>114</sup> entre 1967 et 1975 et de Hanspeter Kriesi sur les « nouveaux mouvements sociaux »<sup>115</sup> ont toutes permis de délimiter les éléments décisifs à l'évolution des mouvements, leur *rise and fall*, en soulignant l'importance 1) de la présence de forces relais au pouvoir, 2) du rôle des alliances politiques, 3) de la division des élites, 4) de la capacité des autorités à apporter des réponses rapides aux revendications et 5) de la répression de l'Etat pour évaluer l'ouverture d'un système politique.

Un autre apport développé par les tenants de la théorie du processus politique a trait aux formes de l'Etat et de la structure des opportunités politiques et en ce qu'elles influencent non seulement le nombre de mobilisations mais également leur forme et les stratégies employées.

“In both timing and form social movements bear the imprint of the specific opportunities that give them life. But what was true of timing is no less the case with the form; that mobilizing structures and framing processes mediate the effects of political opportunities. [...] Thus, type of opportunity may dictate the broad category of movement, but the formal and ideological

---

<sup>112</sup> David S. Meyer, « Protest... », art. cit., p. 129.

<sup>113</sup> Anne N. Costain, *Inviting Women's Rebellion: A Political Process Interpretation of the Women's Movement*, Baltimore, John Hopkins University Press, 1992.

<sup>114</sup> Sidney Tarrow, *Democracy and disorder. Protest and politics in Italy*, Oxford, Clarendon Press, 1989.

<sup>115</sup> Hanspeter Kriesi, *New Social Movements in Western Europe: A Comparative Analysis*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1995.

properties of the movement are apt to be more directly influenced by the organizational forms and ideological templates available to insurgents. And these, in turn, are largely a product of the mobilizing structures in which insurgents are embedded on the eve of the movement.”<sup>116</sup>

C’est là le cœur de la théorie ; les mouvements sociaux naissent d’un contexte précis, ce qui implique qu’il n’est pas inerte. En premier lieu, il agit sur les mobilisations. Il contient les fondements des évolutions futures dont les mouvements sociaux sont en partie les agents. Cependant, le contexte et les opportunités politiques ne déterminent pas la forme et les revendications des mobilisations dans leur intégralité. Elles gardent en dernier lieu une *marge de manœuvre* sous la forme d’un travail discursif d’adaptation des revendications au réel, le plus souvent sur des bases idéologiques. C’est ce travail que nous nommerons « processus d’encadrement » (*framing process*) que nous préciserons dans la section suivante.

### 3. Le concept de « cadre » dans l’analyse des mouvements sociaux

Le processus d’encadrement constitue une activité complexe en soi et comme objet d’analyse en raison de l’interdépendance qu’elle implique entre les acteurs politiques et le degré de subjectivité dans les perceptions et l’interprétation de la réalité sociale qu’elle suppose. Le concept tient son origine des écrits de la psychosociologie des années 1980 et de l’article de David Snow publié en 1986 et propose de compléter les modèles structurels d’explication des mobilisations en prenant en compte la dimension cognitive et symbolique de l’action collective et par conséquent les « facteurs idéels et subjectifs de la participation et le travail de construction de sens engagé par toutes les parties prenantes à une mobilisation collective, au nom de ce qui sera baptisé un “constructionnisme social” »<sup>117</sup>.

Prendre en compte les idées et les représentations pour expliquer la mobilisation est, comme le dit Snow, une méthode qui existe, au moins, depuis la définition de l’idéologie d’Antoine Destutt de Tracy en 1797 sans pour autant qu’elles demeurent centrales dans les recherches en sociologie des mouvements.

---

<sup>116</sup> Doug McAdam, « Conceptual origins, current problems, future directions », in Doug McAdam *et al.*, *Comparative Perspectives on Social Movements*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, p. 11.

<sup>117</sup> Jean-Gabriel Contamin, « 3. Cadres et luttes de sens », in Éric Agrikoliansky *et al.*, *Penser les mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2010, p. 55.

“It has been characterized historically by debate and division regarding the relevance and sources of mobilizing ideas and beliefs in relation to social movements, and often by a kind of analytic interruptus with respect to assessing and demonstrating empirically that relationship. Indeed, the theoretical and conceptual centrality of mobilizing ideas and beliefs, traditionally conceptualized as ideology, to explanations of movement mobilization and dynamics, has, just as protest itself, waxed and waned historically.”<sup>118</sup>

Le XX<sup>e</sup> siècle est ainsi marqué par les atermoiements de l'étude des mouvements quant à l'importance à accorder aux représentations mais également à *comment les aborder* ? L'école marxiste propose, d'abord, une approche des idées à l'origine des mobilisations comme les conséquences de conditions matérielles favorables au développement de la prise de conscience de classe ; alors que d'autres défendent plutôt l'idée que les conditions idéologiques doivent être « insufflées » à la classe ouvrière de peur que la « vision capitaliste aliénante » n'empêche à jamais ladite prise de conscience<sup>119</sup>.

Par la suite, marquée par la montée du nazisme, l'attention s'est portée sur la psychologie des individus et l'hypothèse selon laquelle les mobilisations de masses pouvaient être expliquées par leurs « prédispositions idéologiques » au travers notamment des travaux de Theodor Adorno<sup>120</sup>. La relation entre idées et mobilisations était vue comme quasi mécanique et le centre de gravité de ces recherches n'était pas tant les idées comme moteur de la mobilisation que les raisons pour lesquelles les individus sont sujets à y adhérer.

La fin des années soixante et les années soixante-dix sont marquées par un ensemble de mobilisations n'ayant pas comme motivation première des motifs économiques, ainsi que l'apparition de deux courants de la sociologie aux objectifs distincts. Aux Etats-Unis, la théorie de la mobilisation des ressources proposait, comme nous l'avons vu précédemment, de chercher d'avantage le *comment* au *pourquoi* des mobilisations en raison d'un potentiel de mécontentement supposé constant, permanent (*everpresent*) dans les sociétés modernes et donc de ne pas considérer les idées et représentations dans l'émergence des mobilisations. De l'autre côté de l'Atlantique se produit un « tournant cognitif » avec des travaux autour du « courant des nouveaux mouvements sociaux, qui fait de la construction d'une identité

---

<sup>118</sup> David A. Snow, « Framing Processes, Ideology, and Discursive Fields », in David A. Snow *et al.*, *The Blackwell Companion to Social Movements*, Oxford, Blackwell Publishing Ltd, 2007, p. 381.

<sup>119</sup> Jean-Gabriel Contamin, « 3. Cadrages... op. art. », p. 56.

<sup>120</sup> Theodor Adorno, *Etudes sur la personnalité autoritaire*, (1950), Paris, Editions Allia, 2007.

collective une variable clé pour comprendre comment les inégalités structurelles sont subjectivement intériorisées et peuvent devenir l'objet de mobilisations »<sup>121</sup>.

C'est dans ce contexte que se forge la théorie des cadres, qui tire son concept central de la formule de Gregory Bateson affirmant que les interactions sociales sont guidées par des « cadres interprétatifs » qui définissent « comment les actions et les paroles des autres doivent être comprises »<sup>122</sup>. Mais c'est Erving Goffman qui adapte le concept à la sociologie en parlant de « schèmes d'interprétation » qui « permettent aux individus de “localiser, percevoir, identifier et étiqueter” des événements dans leur espace quotidien et le monde en général, et qui contribuent à les guider dans leurs actions et dans leurs interactions »<sup>123</sup>. Ces schèmes sont au fondement du processus idéationnel, ce sont eux qui servent d'intermédiaire pour permettre de faire sens de la réalité, du *que se passe-t-il ?* En cela, les auteurs de la théorie des cadres indiquent que le cadrage est un « processus producteur de sens, d'une intelligibilité. Cadrer, c'est définir une situation – comme problématique ou injuste – requérant une action collective. C'est connecter une situation singulière à un schème interprétatif plus global »<sup>124</sup> ; et Mark A. Smith de préciser qu'un cadre peut « contenir des symboles, des récits historiques ou des références à d'autres événements politiques qui capturent l'essence d'une controverse »<sup>125</sup>. Cette perspective est enracinée dans une vision interactionniste et constructiviste pour laquelle le sens n'est pas automatiquement ou naturellement lié aux expériences mais est créé par l'interaction de schèmes interprétatifs.

“Consistent with this orienting principle, the framing perspective, as it has evolved in the social movement arena since the mid-1980s, focuses attention on the signifying work or meaning construction engaged in by social-movement activists and participants and other parties (e.g., antagonists, elites, media, countermovements) relevant to the interests of social movements and the challenges they mount. In contrast to the traditional view of social movements as carriers of extant, preconfigured ideas and beliefs, the framing perspective views movements as signifying agents engaged in the production and maintenance of meaning for protagonists, antagonists, and bystanders.”<sup>126</sup>

---

<sup>121</sup> Jean-Gabriel Contamin, « 3. Cadrages... op. art., p. 57.

<sup>122</sup> *Ibid.*

<sup>123</sup> Erving Goffman, *Les Cadres de l'expérience*, Paris, Les Editions de Minuit, 1991, p. 21.

<sup>124</sup> Erik Neveu, *Sociologie...*, op. cit. pp. 104-105.

<sup>125</sup> Mark A. Smith, *The Right Talk: How Conservatives Transformed the Great Society into the Economic Society*, Princeton, Princeton University Press, 2007, p. 31.

<sup>126</sup> David A. Snow, « Framing Processes... op. cit., p. 384.

Les mouvements sociaux ainsi vus constituent des agents créateurs et porteurs de sens engagés dans la « politique de la signification » ou l' « économie de la signification » (pour reprendre l'idée d'interprétations concurrentes) au même titre que les Etats, leurs représentants ou les médias. Le terme « cadre » est utilisé pour conceptualiser ce travail de sens que les militants, les leaders ou les organisations des mouvements sociaux produisent plus ou moins stratégiquement. Ils donnent du sens et interprètent les événements et les conditions de la réalité dans le but de mobiliser des militants potentiels, de créer de la sympathie pour leur cause et démobiliser leurs adversaires. Il en résulte un ensemble de « cadres de l'action collective » en compétition dans l' « espace des mouvements sociaux »<sup>127</sup>.

Si les cadres permettent de montrer ce qui fait partie des objectifs de l'action collective, ils constituent surtout le mécanisme qui permet d'articuler les éléments accentués par les mouvements dans le but de véhiculer un ensemble de sens plutôt qu'un autre. En plus de cela, David Snow précise qu'ils remplissent une fonction de transformation de la relation entre l'objet et l'acteur. Au sein des mouvements sociaux, ils convertissent par exemple des narratives de « mécontentements routiniers » (*routine grievances*) en « injustices », ou en « mécontentements mobilisateurs »<sup>128</sup>. Plus que simplement donner sens au « *Que ce passe-t-il ?* », les cadres appellent à l'action lorsqu'ils questionnent et défient des visions préexistantes – et donc concurrentes – de la réalité. Snow utilise le terme d' « agentique » pour qualifier les cadres interprétatifs, terme qu'il emprunte à Milgram pour désigner un « agent exécutif d'une volonté étrangère »<sup>129</sup>.

Un lien entre la théorie des cadres et le modèle de la mobilisation des ressources tient en ce que les cadres peuvent selon la situation être vus comme la conséquence d'un travail plus ou moins conscient. Un cadre peut naître d'une image qui passe par la tête d'un membre relativement influant, comme être méthodiquement élaboré. Précisons, tout de même, pour évacuer la perspective péjorative qu'un discours ou qu'un cadre créé serait « moins bien » qu'un cadre créé de manière « spontanée », qu'il ne s'agit pas du plan sur lequel nous souhaitons nous situer. Quand bien même un cadre verrait le jour dans par l'intermédiaire de discours trouvant leurs origines dans des *thinks tank* ou « laboratoire d'idées », il garderait un même intérêt à être analysé. L'authenticité du discours n'est pas – dans le cas qui sera le nôtre

---

<sup>127</sup> Lilian Mathieu, « L'espace des mouvements sociaux », in *Politix*, n°77, 2007, p. 131-151.

<sup>128</sup> David A. Snow, « Framing Processes... *op. cit.*, p. 384.

<sup>129</sup> Stanley Milgram, *La soumission à l'autorité*, Paris, Calmann-Lévy, 1994, p. 167.

– un critère pertinent puisque les cadres et leur étude permettent de comprendre la mobilisation par la saillance d’une interprétation de la réalité sur une autre. Cette compréhension ne se situant pas au niveau de la création des cadres mais de la réception par le public visé, il reste important de différencier l’origine des cadres pour évaluer la façon dont un mouvement se construit, mais sans faire de jugement de valeur ni sur les cadres en eux-mêmes ni sur leur origine. Pour finir sur ce point, il existe cependant bien une différence suivant l’âge du mouvement ; les procédés de cadrage initiaux ont tendance à se faire de manière moins consciente que les efforts ultérieurs.

“In fact, at the outset, participants may not even be fully aware that they are engaged in an interpretive process of any real significance. This is certainly not the case later on as various factions and figures within the movement struggle endlessly to determine the most compelling and effective way to bring the movement’s “message” to the “people”. In the absence of such a strong self-consciousness, the initial framing process also has a more emergent, inchoate quality to it than do later framing efforts. Later, framing efforts tend to be heavily constrained by the ideas, collective identities, and worldviews adopted previously.”<sup>130</sup>

C’est ainsi que les études sur le processus de cadrage au sein des mouvements sociaux montrent qu’à un stade de maturité avancé, il devient la propriété quasi exclusive des organisations des mouvements sociaux. D’où l’importance de concentrer toute étude de cadre au niveau méso-organisationnel ; les cadres ne sont pas simplement des schèmes cognitifs individuels « ils peuvent également être des propriétés d’organisations, et par conséquent se situer dans les écrits, les tracts, les affiches plutôt que simplement dans la tête des individus »<sup>131</sup>.

Il nous reste à aborder les liens entre la structure des opportunités politiques et les processus de cadrage et la question de la dépendance des cadres. Ce que les auteurs appellent les « cadres cardinaux » sont définis comme des « cadres de l’action collective qui ont une portée et une influence plus large ce qui leur permet de *colorer* et de délimiter les orientations et les activités des autres mouvements à l’intérieur des cycles de protestation »<sup>132</sup>. Ce qui peut paraître paradoxal car ils sont perçus comme étant assez larges, vagues et flexibles pour « parler » à des mouvements aux idéologies opposées et simultanément assez claires pour guider les mouvements qui s’y cantonnent dans la même direction, Contamin dit qu’ils sont

---

<sup>130</sup> Doug McAdam, « Conceptual origins... *op. cit.*, p. 16.

<sup>131</sup> David A. Snow, « Framing Processes... *op. cit.*, p. 387.

<sup>132</sup> *Ibid.* p. 390.

« suffisamment ouverts et suffisamment en résonance culturelle avec leur milieu historique pour être empruntés par différentes mobilisations »<sup>133</sup>. Ces éléments discursifs seraient à la source des cycles de mobilisation puisque d'autres mouvements peuvent s'engouffrer dans la brèche ouverte par le ou les mouvements à « initiateurs »<sup>134</sup>. Comme l'illustre le schéma 3 de la « théorie du processus politique », les processus interprétatifs façonnent les perceptions qu'ont les acteurs sociaux des contextes politique, économique et social, et créent les menaces et opportunités perçues au sein de la structure des opportunités politiques (SOP). Suivant l'évolution des protestations, la SOP influence à son tour les futurs schèmes interprétatifs de la situation. Il existe donc un phénomène de « co-construction » entre les mouvements sociaux et les autres acteurs politiques (Etats, contre-mouvements, élites) de la SOP. Elle ne peut pas être considérée comme absolue, puisque les perceptions changent selon les acteurs politiques. Il convient plutôt de conceptualiser cette structure des opportunités comme le *contexte qu'ils perçoivent et interprètent* à un moment donné. En somme, la SOP serait une vision du contexte idéologiquement chargée qui peut être perçue différemment selon les schèmes interprétatifs mobilisés.

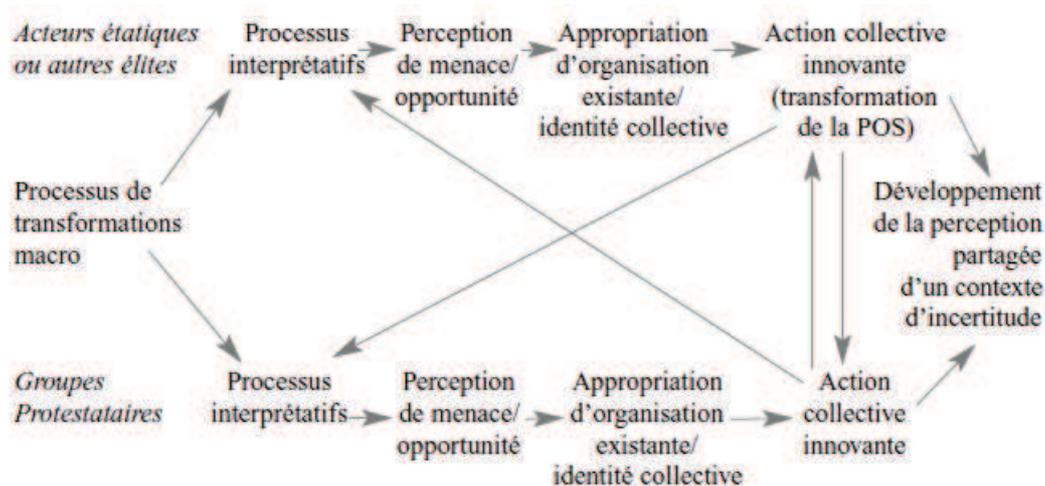


Schéma 3. Représentation de la théorie du processus politique

<sup>133</sup> Jean-Gabriel Contamin, « 3. Cadrages... op. art., p. 59.

<sup>134</sup> Doug McAdam, « Initiator and Spin-Off Movements: Diffusion Processes in Protest Cycles of Collective Action, Durham, Duke University Press, 1995.

Un exemple de la relation à double sens entre les schèmes interprétatifs et le contexte peut être trouvé dans l'étude des mobilisations féministes chiliennes de Rita Noonan :

“She found that while the “leftist” master frame of the 1950s and 1960s did not accommodate feminism because of its narrow focus on working-class issues, its subsequent repression and the emergence of a more elaborated democracy frame in the 1980s created space for a variety of movement-specific frames, including the reemergence of feminism. She also reports that during the era of authoritarian military rule women mobilized under the rubric of a “maternal” frame that provided them with a measure of immunity and safety because of its resonance with the traditions and discourse of both Catholicism and the state as regards women. These findings show that, among other things, master frames do indeed vary in terms of how restrictive or exclusive they are, and that this variation can significantly affect the mobilizability of some aggregations or potential constituencies in comparison to others.”<sup>135</sup>

Dans un premier temps, le cadre définissant la mobilisation comme une mobilisation « de gauche » ne leur a pas permis de « créer un contexte », c'est-à-dire une SOP perçue comme suffisamment problématique pour encourager la population à s'engager dans la lutte en raison, nous dit Noonan, de son orientation supposément tournée vers la classe ouvrière. Son abandon progressif pour un cadre « pro-démocratie » a eu pour effet de créer des opportunités dans la lutte en montrant de manière plus efficace les menaces indissociables entre le contexte politique et les conditions des femmes. Enfin, l'utilisation d'une rhétorique faisant appel à une image « maternelle » a facilité l'acceptation de la mobilisation par les autres acteurs politiques, puisqu'elle faisait écho aux traditions et aux valeurs partagées par les élites religieuse et politique. Un discours qui sera plus facilement accepté par les différentes élites grâce à l'utilisation de cadres d'interprétation de la réalité auxquelles elles peuvent se rattacher permettra d'ouvrir la structure des opportunités et d'augmenter la force de persuasion d'une mobilisation. Ce phénomène, nommé *frame bridging* dans les travaux de Gerhard et Rucht sur les mouvements à Berlin-Ouest, souligne la fonction unificatrice des certains cadres particulièrement nécessaire lorsqu'il existe un fort degré d'hétérogénéité dans les groupes de personnes que les mouvements cherchent à mobiliser.

“Insofar as such large-scale, coalition-based mobilizations are becoming a more common feature of collective action landscape worldwide, it is arguable that effective coordinating master frames will become even more critical in the dynamics of tomorrow's social movement

---

<sup>135</sup> David A. Snow, « Framing Processes... *op. cit.*, p. 390.

activity, functioning as an important integrative mechanism across groups and movements at particular moments in time as well as during broader cycles of protest.”<sup>136</sup>

Toujours concernant la question de la dépendance des cadres, il ressort des cas mentionnés ci-dessus – ainsi que nombreux autres listés par Snow – que 1) des changements dans les cadres de l’action collective peuvent affecter la forme, au sens large, que peuvent prendre les mobilisations mais également 2) que l’évolution, la modification et la création de cadres peuvent être causées par une convergence d’événements (*confluence of events*) qui demandent une réorientation dans le but d’améliorer la mobilisation d’adhérent et de ressources<sup>137</sup>. En définitive, il apparaît que plus des prismes statiques au travers desquels les individus interprètent la réalité, les cadres sont avant tout des constructions dynamiques dépendantes qui voguent au fil des circonstances.

Pour finir, depuis le milieu des années 1980 et l’article unificateur de David Snow *et al. Frame Alignment Processes, Micromobilization, and Movement Participation*<sup>138</sup> les chercheurs mobilisant la théorie des cadres s’accordent à dire qu’il existe cinq dimensions à l’étude des cadres : 1) L’élargissement et l’éclaircissement de l’architecture conceptuelle des cadres de l’action collective et des processus de cadrage, comme l’élaboration des cadres principaux, les déterminants de la résonance des cadres, les composants des cadres de l’action collective et les fonctions des « cadres cardinaux » (*master frames*) ; 2) La recherche empirique expliquant l’application et l’utilité des divers concepts et processus liés à la théorie des cadres dans le but de comprendre les mouvements sociaux ; 3) l’étude du lien entre les processus de cadrage et d’autres facteurs pertinents à la dynamique des mouvements sociaux, comme les opportunités politiques, les médias, l’idéologie, le discours, l’identité et les émotions ; 4) les problèmes méthodologiques et techniques en rapport avec les recherches sur les cadres ; et 5) une évaluation critique de la perspective même de cadrage et le concept de cadre et des analyses les utilisant<sup>139</sup>. Nous nous efforcerons à l’issue de cette étude d’apporter une contribution à ces deuxième et troisième points. Mais avant de mener à bien cela, nous devons commencer par l’analyse des critiques énoncées envers le modèle théorique que nous souhaitons utiliser.

---

<sup>136</sup> *Ibid.*

<sup>137</sup> *Ibid.* p. 392.

<sup>138</sup> David A. Snow, E. Burke Rochford Jr., Steven K. Worden et Robert D. Benford, « Frame Alignment Processes, Micromobilization, and Movement Participation », in *American Sociological Review*, vol.51, n°4, août 1986.

<sup>139</sup> David A. Snow, « Framing Processes... *op. cit.*, p. 386.

## B. Visions critiques du modèle théorique

Afin de répondre aux critiques formulées à l'égard de la théorie du processus politique, nous commencerons par nous concentrer sur la question de la place et de la sélection des variables dans l'analyse de la structure des opportunités politiques (1), pour ensuite aborder l'importance de la prise en compte des perceptions dans l'étude des mouvements sociaux (2).

### 1. La question des variables dans l'étude de la structure des opportunités

Tous les auteurs qui se sont intéressés à la théorie du processus politique – pour leurs recherches ou pour la critiquer – s'accordent à dire qu'il existe un écueil majeur à sa conception, ou plutôt son manque de conception. La définition vague du concept même de « structure des opportunités » a rapidement conduit à une utilisation « à géométrie variable » des éléments qui la compose. Au fil des années et des études sur les mobilisations sociales, la perspective axée sur les opportunités politiques, qui sont parfois d'ailleurs définies comme des « menaces politiques », ont connu un succès non négligeable pour rendre compte de l'émergence de mouvements sociaux en « promettant de fournir une méthode systématique d'analyse »<sup>140</sup> du *comment les mouvements répondent et influencent* le monde qui les entoure. Mais comme le remarque Gamson et Meyer, le manque de définition du concept d'origine ainsi que sa réappropriation par les différents chercheurs a eu comme conséquence une dilution de ce que sont la « structure des opportunités politiques ».

“The concept of political opportunity is in trouble, in danger of becoming a sponge that soaks up virtually every aspect of the social movement environment – political institutions and culture, crises of various sorts, political alliances, and policy shifts. As Tarrow notes (1988: 40), ‘Political opportunity may be discerned along so many directions and in so many ways that it is less a variable than a cluster of variables – some more readily observable than others.’ It threatens to become an all-encompassing fudge factor for all the conditions and

---

<sup>140</sup> David S. Meyer, « Protest... », art. cit., p. 141.

circumstances that form the context for collective action. Used to explain so much, it may explain nothing at all.”<sup>141</sup>

En effet, la formulation d’origine de McAdam proposait de voir cette structure comme étant composée de variables, c’est-à-dire « n’importe quel événement ou processus social d’ampleur contribuant à saper les calculs et prévisions sur lesquels est structuré le pouvoir politique »<sup>142</sup>. Pour résumé, pouvait être considéré comme variable créateur d’opportunité pour un mouvement social souhaitant se faire entendre, tout événement imprévu qui participait à une modification substantielle de la structuration du pouvoir. En raison de son caractère flou et tautologique, le concept ainsi défini a connu des utilisations très diverses et des adaptations en circonstances des cas étudiés.

“Part of the problem is that analysts use political opportunity structure to serve a wide variety of functions, and define it accordingly. Scholars who want to explain the emergence and influence of a movement over time use it as a set of independent variables, to describe dynamic aspects of the political environment that change to allow or encourage the emergence of challengers. Other who want to compare the development of similar movements in different nations, states, or cities use political opportunity structure as a holder for intervening variables such as institutional structures or rules of representation. In cross-sectional comparisons, they use political opportunity structure to explain why movements choose different tactics or effect different policy outcomes. Finally, others who want to understand the long-term influence of movements on policy and culture point to structural opportunities that movements can create, or political opportunity structure as dependent variables.”<sup>143</sup>

Il faut noter que le problème n’est pas que la structure des opportunités ne peut pas arriver à rendre compte des différents objectifs que se fixent les chercheurs, pour Meyer et Gamson « elle peut tout à fait servir à l’ensemble de ces usages »<sup>144</sup>, mais il est important d’être plus rigoureux quant « à nos objectifs, ce que nous entendons par opportunités, et les interactions entre les mouvements et les opportunités »<sup>145</sup>. Ce dernier point en particulier, fait référence aux deux autres critiques qui ont été faites au concept et auxquelles nous répondrons dans les sections suivantes : le statisme et le manque de considération pour les perceptions des militants des mouvements sociaux.

---

<sup>141</sup> William Gamson et David S. Meyer, « Framing Political Opportunity », *op. cit.*, p. 275.

<sup>142</sup> Doug McAdam, *Political Process and the Development of Black Insurgency*, *op. cit.*, p. 41.

<sup>143</sup> William Gamson et David S. Meyer, « Framing Political Opportunity », *op. cit.*, p. 275.

<sup>144</sup> *Ibid.* p. 276.

<sup>145</sup> *Ibid.*

En souhaitant compléter et préciser l'ébauche de définition de McAdam « différents chercheurs ont entrepris de circonscrire plus rigoureusement les facteurs supposés exercer un effet décisif sur l'ouverture ou la fermeture de la SOP, tout en restreignant leur attention à des éléments plus strictement politiques »<sup>146</sup> mais toujours en se heurtant à deux problèmes liés au choix. Premièrement, la prise en compte de certains variables plutôt que d'autres s'est avérée pendant longtemps relativement arbitraire et la mobilisation de différents variables selon les études a plus contribué à la dilution du concept qu'à sa précision. Dans un second temps, la question a été de savoir comment limiter le nombre de variables à retenir ; un nombre trop restreint pouvant donner un poids excessif à certaines composantes de la structure des opportunités et négliger l'influence d'autres, alors qu'à l'inverse, la tentation d'inclure l'ensemble des éléments du contexte (aussi bien politiques que culturels) « ne peut qu'aboutir à vider le concept de toute substance, tout en exposant aux risques de l'analyse *a posteriori* »<sup>147</sup>. Pour Lilian Mathieu « les vives critiques adressées à la SOP n'invalident en rien l'ambition initiale de ses promoteurs, à savoir se donner les moyens d'une évaluation de l'influence du contexte politique sur l'émergence et le développement des mobilisations »<sup>148</sup>, mais le concept même de structure des opportunités politiques ne semble pas être à même d'y répondre et reste « irréformable ». C'est d'ailleurs devant « les promesses d'expliquer trop en négligeant l'importance des dispositions des militants, pour finalement n'expliquer que peu en n'offrant qu'une compréhension mécanique des mouvements sociaux qui ne s'applique qu'à un nombre restreint de cas »<sup>149</sup> que Goodwin et Jasper proposaient, quant à eux, d'abandonner purement et simplement le concept de structure des opportunités politiques.

Pourtant au sein des théoriciens du processus politique nombreux sont ceux qui ont essayé de préciser la notion de structure et les variables qui s'y rattachaient. Meyer en tête reconnaît volontiers que la conceptualisation trop large et sa mise en place trop restreinte ont créé un ensemble confus de recherches aux résultats parfois contradictoires. Il s'efforce pourtant dans une série d'articles à redéfinir et préciser les objectifs et les contours d'une démarche axée sur l'évaluation des opportunités politiques. Il remarque dans un premier temps la nécessité de différencier les « opportunités pour mobiliser » au sein des mouvements sociaux et les « opportunités pour influencer », les études se concentrant trop souvent sur un

---

<sup>146</sup> Lilian Mathieu, « 2. Contexte politique... », *op. cit.*, p. 41.

<sup>147</sup> *Ibid.* p. 44.

<sup>148</sup> *Ibid.* p. 51.

<sup>149</sup> David S. Meyer, « Protest... », *art. cit.*, p. 126.

seul aspect « déterminant » des mobilisations<sup>150</sup>. Inévitablement, et de manière tautologique – d’où la critique de Lilian Mathieu – les travaux orientés sur les mobilisations perturbatrices (*disruptive protests*) montraient que les ouvertures dans la SOP produisaient des mobilisations ; ceux axés sur les organisations liaient militantisme et formation d’organisation de défense ; d’autres expliquaient la mobilisation par les règles institutionnelles et la culture politique. Comme le note Meyer, rien ne permet de justifier l’idée selon laquelle toutes les mobilisations répondent de la même manière aux changements de la SOP<sup>151</sup>. A l’inverse, il s’inquiète de la tendance représentée par Kriesi de considérer la mobilisation comme une catégorie (trop) globale, allant de pratiques non-violente comme les pétitions aux actions politiques violentes, au risque de noyer le concept d’opportunité politique<sup>152</sup>.

Il en va de même de la notion d’ « ouverture politique » de la structure. Selon le mouvement, les ouvertures peuvent *apparaître*, c’est-à-dire imposer par le contexte, dans le cas de la mise en place d’une politique publique hostile à un groupe par exemple. Elles peuvent amener le groupe en question à se mobiliser seul ou bien avec un ensemble d’élites. L’apparition des ouvertures peut également être le fruit d’un travail discursif rationnel créé par des organisations, dans ce cas les organisations créées les conditions du mécontentement. Une ouverture peut apparaître sous la forme d’une opportunité, au sens de *chance pour un groupe de se faire entendre* et d’avoir une plus grande influence, mais également comme une menace, c’est-à-dire une modification de la structure qui, à cause de son caractère jugé dangereux pour le groupe, va permettre à une mobilisation de se former. Enfin, selon le groupe concerné par l’ouverture, une réponse différente peut être observée en ce qui concerne les actions entreprises. Il en va ainsi du choix entre la voie institutionnelle et les mouvements qui préfèrent *descendre dans la rue*.

“Well-established constituencies, and the issue-based movements they animate, such as the largely middle-class environmental and peace movements, may need to be forced out of institutional politics in order to stage a social movement. In contrast, more marginal constituencies, such as those based on ethnic identity or sexual orientation, may need to be enabled into mobilization by institutional openings. Whereas the former is pushed out to the

---

<sup>150</sup> David S. Meyer et Debra C. Minkoff, « Conceptualizing Political Opportunity », in *Social Forces*, n°82/4, juin 2004, p. 1479.

<sup>151</sup> David S. Meyer, « Protest... », art. cit., p. 136.

<sup>152</sup> *Ibid.* p. 131.

social protest part of the curve, the latter is invited into mobilization to reach the same point on the curve.”<sup>153</sup>

Sur les bases de ce que nous avons dit précédemment, nous pouvons montrer que contrairement à la lecture qu’en fait Lilian Mathieu et qui est illustrée par le schéma ci-dessous, une structure dite « ouverte » n’est pas simplement une structure où « le contexte est favorable à un mouvement »<sup>154</sup>.

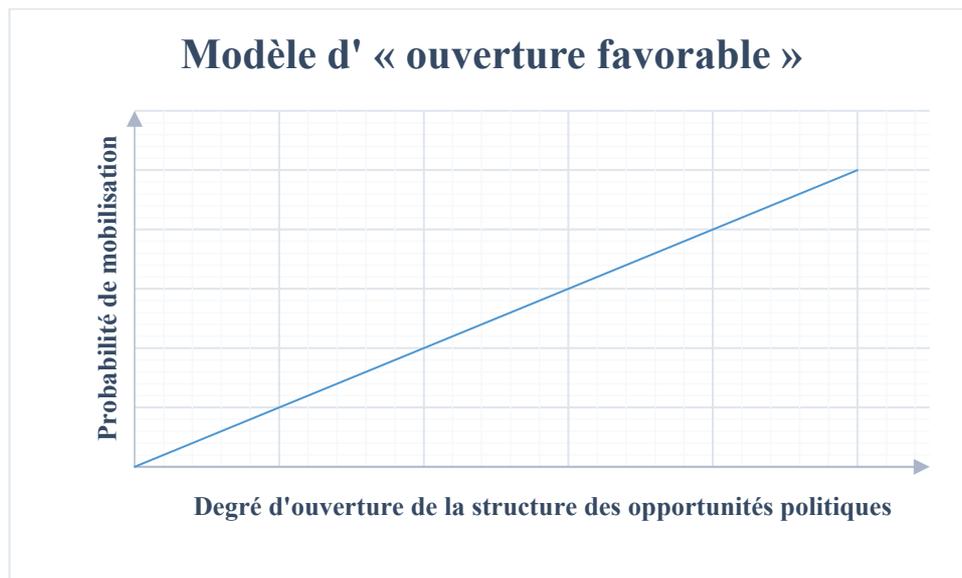


Schéma 4. Modèle d'ouverture favorable

Il n’y aurait que peu d’intérêt scientifique à proposer l’idée selon laquelle *le contexte est propice ou favorable aux mobilisations parce qu’il est ouvert à la mobilisation* ou que le contexte est « fermé lorsque le système politique oppose un refus intransigeant de toute négociation, voire choisit l’option de la répression »<sup>155</sup>. Dès les années soixante-dix, le modèle d’Eisinger expliquait au contraire la protestation par une combinaison de facteurs d’ouverture et de fermeture du système aux revendications. Il faut qu’il y ait un *minimum de résistance* du système et en même temps une potentielle réceptivité pour qu’un mouvement puisse *prendre*. Le rapport curviligne entre mobilisation et ouverture du système nous permet également de passer outre la critique d’une opposition entre modèle théorique et empirie pointée par Lilian Mathieu. Il explique que si le présupposé de la structure des opportunités

<sup>153</sup> *Ibid.* p. 137.

<sup>154</sup> Lilian Mathieu, « 2. Contexte politique... », *op. cit.*, p. 40.

<sup>155</sup> *Ibid.*

politiques pose que « les phases d'ouverture de la SOP facilitent l'émergence et le développement des mouvements sociaux, tandis que celles de fermeture conduisent à leur déclin ou à leur échec »<sup>156</sup>, « l'examen de plusieurs cas empiriques indique que l'inverse peut tout aussi bien être vrai »<sup>157</sup>. Ici, encore le sociologue fonde son observation sur une lecture linéaire (et positive) de la relation entre protestation et ouverture du système politique et illustre à la suite le modèle d'Eisinger : « un contexte politique favorable peut entraîner l'affaiblissement de la mobilisation sous l'effet de la satisfaction de ses revendications, de son institutionnalisation ou encore d'une inhibition de ses velléités protestataires »<sup>158</sup>. Quant au phénomène de « trahison » qui peut exister lorsque des individus au pouvoir s'emparent des revendications en n'y répondant pas, il serait difficile de considérer cela comme une « ouverture » du système politique. Ce cas de figure s'apparentera plus à une absence d'alliés au sein des institutions et par conséquent une « opportunité renouvelée » pour un groupe protestataire. Dernière différence supposée entre l'observation empirique des mouvements sociaux et le modèle théorique d'Eisinger, celle d'une intensification des protestations devant un gouvernement sourd aux revendications voire même répressif ou, pour paraphraser Mathieu, comment expliquer qu'une fermeture du système puisse entraîner une radicalisation des protestations ou une augmentation de leur nombre, alors que de nombreux exemples ont montré l'inverse. La « révolte de Stonewall, prélude à l'émergence du mouvement homosexuel américain, nous dit Mathieu, s'est produite sous la présidence, très hostile aux mouvements sociaux, de Richard Nixon »<sup>159</sup> et notamment « suite à une intervention policière jugée excessivement brutale »<sup>160</sup>. Comment donc expliquer qu'un mouvement social puisse éclater dans un contexte fermé, et qui paraît même se durcir ? Le décalage entre le modèle du processus politique et l'observation semble pouvoir être imputable à la confusion que fait Mathieu entre « système politique » et « gouvernement », « présidence » ou « administration ». Le concept de « système politique » est plus large que celui de « présidence » (pour reprendre le terme utilisé dans cet exemple) ; un gouvernement peut certes se fermer face à des revendications mais tout en créant un climat qui, lui, ouvre des opportunités au sein du système politique, comme par exemple un rapprochement avec des élites politique ou médiatique.

---

<sup>156</sup> *Ibid.* p. 46.

<sup>157</sup> *Ibid.*

<sup>158</sup> *Ibid.*

<sup>159</sup> *Ibid.*

<sup>160</sup> *Ibid.*

Il est important de voir comme le remarquait McAdam qu'il faut être « précis quant aux variables dépendantes que le chercheur entend expliquer ainsi que les dimensions des opportunités politiques qui s'y rapportent »<sup>161</sup>. Dans une optique de clarification des variables mobilisables pour rendre compte de la structure des opportunités politiques, Gamson et Meyer ont entrepris un travail de classification des variables organisés selon leur relative stabilité en ordonnée et leur aspect culturel ou institutionnel en abscisse.

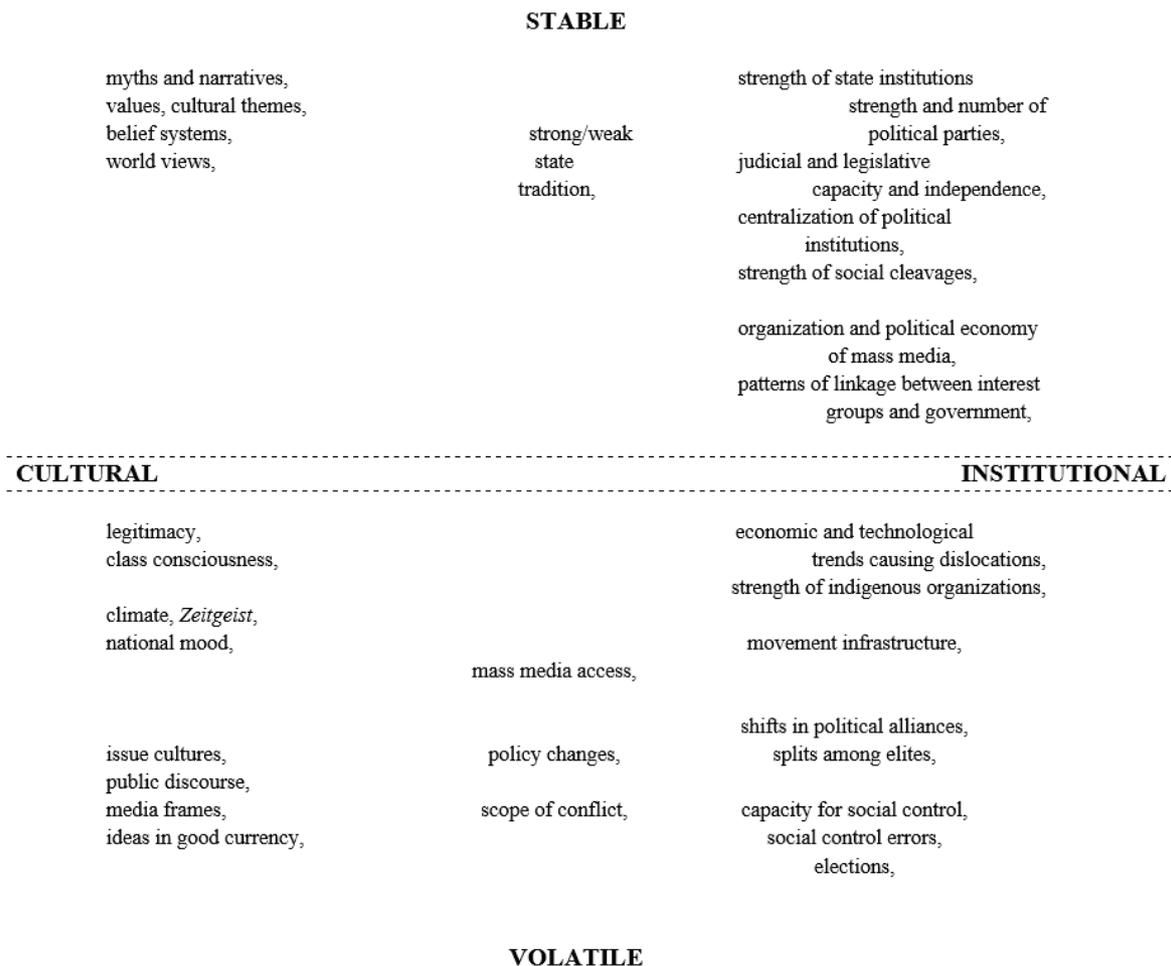


Schéma 5. Répartition des opportunités politiques

Ils en concluent que les variables stables sont particulièrement utiles dans les études comparatives des mouvements sociaux dans des espaces distincts qui ont pour objectifs d'expliquer les différents choix en termes d'activités et de succès des mouvements. Mais ces

<sup>161</sup> Doug McAdam, « Conceptual origins, current problems, future directions », *op. cit.*, p. 31.

mêmes variables, nous disent Gamson et Meyer, n'aident que peu en ce qui concerne l'explication dynamique des procédés de mobilisation et de démobilitation.

“When the focus turns to change over time, the explanatory action is in the volatile elements – for example, changes in alliances, breakdowns of social control and elite unity, shifts in public policy, and the like.”<sup>162</sup>

Les opportunités ont également un caractère culturel sur lequel les auteurs insistent en notant que limiter une étude aux seuls variables institutionnels et aux relations entre les acteurs politiques ne permettrait pas de saisir certains aspects des mobilisations. Ils prennent en exemple les travaux de Nelkin et Pollack sur les mouvements anti-nucléaires en France et en Allemagne et notent que bien qu'ils n'ignorent pas les cadres institutionnels dans les deux pays, leur analyse des mouvements sociaux emprunts de leur culture politique et historique et en particulier l'impact de l'argument moral, prouve que le chercheur a intérêt à prendre en compte le « discours politique comme un moyen de comprendre la composante culturelle des opportunités »<sup>163</sup>. De la même manière, Brand considère les mouvements qu'il étudie comme faisant partie d'un « climat culturel dominant » comme le « conservatisme des années 1950 », le « réformisme et l'esprit de révolution culturelle des années 1960 » ou le « néo-conservatisme et le post-modernisme des années 1980 »<sup>164</sup> ce qui lui permet une analyse des interactions entre les différents climats d'idées et les stratégies de cadrages des mouvements sociaux qui déterminent les éventuelles ouvertures et les fermetures de l'espace politique.

“Basically, outside events or the maturing of internal tensions and contradictions shake up the working political consensus. This opens door for a variety of challenges in a new cycle of protest which takes its shape from the nature of the breakdown.”<sup>165</sup>

Parmi les efforts de redéfinition et de précision des concepts principaux de la théorie du processus politique, la contribution de Brand est représentative, puisqu'il avoue volontiers que le lien qu'il établit entre le climat d'idée et l'émergence des mouvements reste à spécifier mais son travail constitue malgré tout une avancée dans la systématisation de l'approche. L'étude de Dieter Rucht mérite également d'être mentionnée pour ses efforts de définition de ce qu'il nomme la structure du contexte (*contexte structure*) qu'il décompose en contextes culturel, social et politique et qui permet d'éviter de voir les « opportunités » comme des

---

<sup>162</sup> William Gamson et David S. Meyer, « Framing Political Opportunity », *op. cit.*, p. 278.

<sup>163</sup> *Ibid.* p. 279.

<sup>164</sup> *Ibid.*

<sup>165</sup> *Ibid.* p. 280.

« chances éphémères » à saisir par les mouvements mais qui, comme nous l'avons vu précédemment, présente le danger d'élargir de façon trop importante l'ensemble des variables à prendre en compte<sup>166</sup>.

Quoi qu'il en soit, une sorte de consensus, tiré des travaux de Sidney Tarrow et Charles Tilly, semble s'être formé ces dernières années autour de leur définition extensive de la structure d'opportunité politique comme « l'ensemble des caractéristiques d'un régime ou de ses institutions (par exemple des divisions au sein de la classe dominante) qui, à un moment donné, facilitent ou au contraire entravent l'action collective de certains acteurs politiques. Il faut donc bien comprendre que les structures d'opportunité politique ne comportent pas seulement des opportunités au sens habituel, mais aussi des menaces »<sup>167</sup>. De la même manière, Tarrow retenait en 1994 quatre éléments constitutifs de la SOP : le degré d'ouverture du système politique (traditions démocratiques, culture politique, orientations du gouvernement), le degré de stabilité des alignements politiques (plus les rapports de force sont figés et les résultats électoraux stables, moins des mouvements sociaux peuvent tirer profit des jeux d'alliance), la présence de forces relais à des positions stratégiques apportant leur soutien au mouvement considéré, et l'existence de conflits et de divisions entre les élites<sup>168</sup>. Finalement, Tarrow et Tilly proposaient dans *Politique(s) du Conflit* de décomposer la SOP avec en premier la multiplicité des centres de pouvoir indépendants au sein du régime considéré, suivit par son ouverture à de nouveaux acteurs, l'instabilité des alignements politiques, la disponibilité d'alliés influents pour les contestataires, la propension du régime à faciliter ou à réprimer l'expression collective de revendications, et pour finir des changements décisifs à l'intérieur des cinq précédents éléments<sup>169</sup>.

Mais comme le souligne Meyer et Gamson, l'idée même de structure d'opportunité politique, qu'il s'agisse d'opportunité ou de menaces, reste dépendante des perceptions du contexte dans lequel évoluent les militants.

---

<sup>166</sup> Dieter Rucht, « The impact of national contexts on social movements structures: A cross-movement and cross-national comparison », in Doug McAdam *et al.*, *Comparative Perspectives on Social Movements*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, p. 185.

<sup>167</sup> Charles Tilly et Sidney Tarrow, *Politique(s) du Conflit: De la grève à la révolution*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015, p. 100.

<sup>168</sup> Sidney Tarrow, *Power in Movement: Social Movements, Collective Action and Politics*, New York, Cambridge University Press, 1994, pp. 85-89.

<sup>169</sup> Charles Tilly et Sidney Tarrow, *Politique(s) du Conflit*, *op. cit.*, p. 112.

## 2. La place des perceptions et critique de l'objectivisme

Si le chemin que nous souhaitons emprunter dans l'étude de la structure des opportunités politiques donne une part importante aux perceptions du contexte qu'ont les membres des mouvements sociaux, il convient de préciser que tel n'a pas toujours été le cas au sein du courant du processus politique. De nombreuses critiques sont d'ailleurs apparues contre « l'indifférence d'une majorité d'utilisateurs du concept aux perceptions, anticipations et stratégies des acteurs »<sup>170</sup> et la vision objectiviste des mouvements sociaux qu'a pu proposer le modèle théorique.

Une étude en termes de « structure » laissant place aux perceptions peut même paraître contradictoire tant le terme 1) « renvoie à l'idée de forces agissant indépendamment de la volonté »<sup>171</sup> et 2) « connote la stabilité et la durabilité »<sup>172</sup> dans une étude qui est censé pouvoir rendre compte des évolutions et des dynamiques du changement. S'il est possible de penser la structure comme une entité autonome, nous verrons que se limiter à cette conception s'avère problématique pour ce qui est de rendre compte des mobilisations protestataires.

Pour Lilian Mathieu, la théorie se serait parfois trop facilement enfermée dans une analyse d'éléments jugés stables et objectifs en considérant le contexte comme quelque chose de « donné »<sup>173</sup>. L'exemple qui illustre le mieux l'impasse dans laquelle peut amener cette tendance est trouvé dans l'étude de Kurzman sur la révolution iranienne de 1979. Il décrit le contexte institutionnel et montre que le régime de l'époque ne présentait pas de signes d'affaiblissement face à l'opposition ; la structure d'opportunité n'avait donc pas de raisons particulières de « s'ouvrir ». Cependant, ce qui a permis aux forces révolutionnaires de forcer leurs rangs a été la « conviction que l'opposition s'était renforcée et serait plus facilement capable de renverser le régime » et même plus puisque « ce qui est le plus significatif dans ce cas est que cette perception d'une opposition renforcée était en grande partie erronée, ou tout au moins décalée, et qu'elle a joué sur le mode d'une prophétie auto-réalisante »<sup>174</sup>. Ici, deux réponses à la critique de l'utilité du concept d'« ouverture de la SOP » face au « poids des perceptions » nous semblent nécessaires. La première tient au fait que Mathieu n'entend le

---

<sup>170</sup> Lilian Mathieu, « 2. Contexte politique... », *op. cit.*, p. 47.

<sup>171</sup> *Ibid.* p. 44.

<sup>172</sup> *Ibid.*

<sup>173</sup> *Ibid.* p. 47

<sup>174</sup> *Ibid.*

terme d'opportunité que dans son sens commun, celui d'une « occasion favorable » ; conception qui a été critiquée par les tenants de la SOP eux-mêmes pour s'orienter vers une acception de l'opportunité regroupant son sens commun mais également « les menaces pour un groupe ». Toute menace faisant partie de l'univers des perceptions, il est possible d'éclairer le phénomène étudié par Kurzman à la lumière du concept de structure des opportunités politiques comme étant le résultat de la perception d'une ouverture suite à une menace grandissante. Ensuite, la distinction entre « ouverture par opportunité structurelle » et « ouverture par opportunité perçue » est nécessaire et importante pour différencier l'origine de la mobilisation mais contrairement à la lecture que fait Mathieu de Kurzman, elle n'invalide en rien une étude des mouvements sociaux fondée sur le concept de SOP. Certes, dans l'exemple de la révolution iranienne « c'est davantage la perception d'une opportunité qui a joué un rôle déterminant pour le destin de la protestation que son existence “objective” »<sup>175</sup>, mais le fait est que l'ouverture de la SOP s'est conçue – au sens de *produire*, aussi bien qu'au sens d'*imaginer* – sur les bases d'une interprétation du contexte. Mathieu oppose « ouverture par opportunité structurelle » et « ouverture par opportunité perçue », en présentant l'ouverture de la SOP comme ne pouvant venir que de la structure elle-même, mais comme nous l'avons déjà dit, les opportunités peuvent être créées, par divers biais (schèmes interprétatifs, travail organisationnel) sans que cela ne remette en cause le concept de structure des opportunités politiques.

Anne Revillard montre que les mises en œuvre empiriques de la théorie des opportunités politiques ont connu deux extrêmes :

« Alors que la théorie de la mobilisation des ressources est fondée sur une analyse en termes de coûts qui a souvent insuffisamment tenu compte du contexte, les théories de la structure des opportunités politiques ont bien souvent connu l'excès inverse, en liant directement les caractéristiques abstraites des systèmes politiques aux mobilisations des mouvements sociaux, sans aucune spécification de la manière dont ces variables de contexte interviennent dans les décisions stratégiques des participants et organisateurs individuels. »<sup>176</sup>

En conséquence, et pour faire le lien entre la structure et l'action, Koopmans avait pensé distinguer ce qu'il appelle les « opportunités concrètes », c'est-à-dire des facteurs qui représentent les perceptions qu'ont les acteurs des opportunités structurelles dont font partie

---

<sup>175</sup> Lilian Mathieu, « 2. Contexte politique... », *op. cit.*, p. 47.

<sup>176</sup> Anne Revillard. *La sociologie des mouvements sociaux : structures de mobilisations, opportunités politiques et processus de cadrage*, 2003, archives-ouvertes.fr, [En ligne].

les chances de succès, la réforme/menace, la facilitation (par des acteurs extérieurs aux mouvements sociaux) et la répression<sup>177</sup>.

Nombre de chercheurs mobilisant la théorie du processus politiques se positionnent en faveur de la prise en compte des perceptions dans l'étude des mouvements sociaux et reconnaissent que fonder leurs travaux sur une vision de la SOP totalement objectiviste n'est pas tenable pour la simple et bonne raison que, comme le souligne François Chazel : « il ne suffit pas que des opportunités soient offertes, il faut encore qu'elles soient saisies et elles ne peuvent l'être que si elles sont été au préalable perçues »<sup>178</sup>. Le modèle mobilisé doit être capable de rendre compte de la manière dont les acteurs des mouvements réagissent face aux évolutions du contexte et construisent leur lutte en conséquence.

“Even the precise specification of any ‘objective’ definition of political opportunity structure explains only a part of social movement opportunity. An opportunity unrecognized is no opportunity at all. There is a component of political opportunity involving the perception of possible change that is, above all else, a social construction.”<sup>179</sup>

Cette nouvelle direction adoptée par la majorité depuis le milieu des années quatre-vingt-dix a connu ses débuts avec l'article séminal de McAdam de 1982 qui présentait l'idée d'une « libération cognitive »<sup>180</sup> des protestataires, terme qui renfermait *a minima* l'idée d'un changement radical d'état partant d'une résignation et d'un immobilisme fataliste face à un contexte politique non favorable pour se transformer en une confiance des protestataires dans leurs forces de mobilisation et leur capacité à arriver à leurs fins. Chazel voit, lui, dans ce concept de « libération cognitive » l'adaptation de la « prise de conscience » léniniste. Cette prise de conscience face aux changements du contexte, vus comme des opportunités ou des menaces, constituerait une sorte d' « affranchissement » d'une acceptation aliénée de la réalité.

« L'engagement dans un mouvement social dépendrait, dans cette optique, d'une rupture radicale avec les modes de pensée antérieurs ou d'une prise de conscience aiguë d'une réalité précédemment méconnue, voire ignorée. [...] Il faudrait faire appel au modèle de la conversion pour rendre compte de la participation à une mobilisation. Et l'illusion romantique serait

---

<sup>177</sup> Bert Klandermands et Conny Roggerband, *Handbook of Social Movements Across Disciplines*, New York, Springer, p. 131.

<sup>178</sup> Lilian Mathieu, « 2. Contexte politique... », *op. cit.*, p. 47.

<sup>179</sup> William Gamson et David S. Meyer, « Framing Political Opportunity », *op. cit.*, p. 283.

<sup>180</sup> Doug McAdam, *Political Process and the Development of Black Insurgency*, *op. cit.*, p. 51.

d'autant plus prégnante qu'elle serait associée à la tentation historiciste : la conversion deviendrait alors interprétable comme la double rencontre du vrai et du juste. »<sup>181</sup>

Le concept de « libération cognitive » nous paraît de ce fait fortement critiquable. Premièrement, l'expression en elle-même est très orientée et parfois même totalement hors de propos. McAdam s'exprime à l'époque dans un contexte de lutte pour les droits civiques et ses recherches sont axées sur ces mouvements. Partant du postulat qu'il existait une injustice en raison de l'inégalité en droit des citoyens, nous pouvons aisément imaginer pourquoi la prise de conscience prenait aux yeux de McAdam le visage d'une libération. Nous considérons cependant, dans un optique wébérienne, que le rôle du sociologue ne serait être de s'exprimer sur le « juste » ou le « bon ». En outre, dans le cas du *Tea Party* nous pouvons voir qu'une part importante du travail qui a permis la « libération cognitive » des activistes du mouvement a eu lieu via des médias conservateurs (radio, télévision et blogs), qui fondaient leurs commentaires contre l'action de l'administration Obama sur des contrevérités, comme l'illustre l'exemple de la polémique sur les *death panels*<sup>182</sup>. Comment parler dans ce cas d'une quelconque libération lorsque la prise de conscience s'apparente plus à un enfermement, un travail allant à l'encontre de la compréhension du contexte. Enfin, le concept de McAdam formule que les acteurs politiques puissent atteindre une vision objective du contexte, cette libération leur permettrait donc de voir par-delà l'horizon idéologique. Proposée ainsi, la perspective objectiviste de McAdam a rapidement été abandonnée pour laisser place à l'analyse goffmanienne en termes de cadres faisant le pont entre contexte et structure des opportunités politiques. En définitive, il faut retenir qu'« une opportunité n'induit de mobilisation que dans la mesure où elle est visible et perçue comme telle. Dès lors, plutôt que de parler des opportunités et des menaces comme des facteurs structurels objectifs, il faut les envisager comme étant sujets à attribution. »<sup>183</sup>

La théorie du processus politique, si elle aborde le contexte comme un état de fait à un moment précis, montre bien, comme l'illustre le schéma 1 du processus politique, qu'il ne s'agit pas du contexte en lui-même qui agit directement sur les mobilisations. Ce que nous appelons la structure des opportunités politiques se situe à la suite de l'intervention des cadres

---

<sup>181</sup> François Chazel, *Du pouvoir à la contestation*, Paris, LGDJ, 2003, p. 124.

<sup>182</sup> Durant l'été 2009 et en plein débat sur la réforme du système de santé, Sarah Palin déclara que le projet de loi prévoyait des commissions d'experts qui auraient pu décider si une personne devait recevoir ou non des soins. Bien qu'il n'en ait jamais été question dans la proposition de loi de l'*Affordable Care Act*, une fois que la fausse vérité fut évoquée, elle prit une ampleur considérable et fut reprise par de nombreux membres du *Tea Party* comme argent comptant.

<sup>183</sup> Anne Revillard. *La sociologie des mouvements sociaux...*, op. cit.

d'interprétation du réel, ce qui laisse une place prépondérante aux processus de construction du réel et de la réalité sociale. Cette structure est créée, elle constitue un produit du travail individuel et organisationnel – plus ou moins stratégique – des membres des mouvements sociaux.

Mais comme nous l'avons noté plus haut il peut paraître paradoxal, de prime abord, d'étudier une mobilisation, phénomène « nécessairement ponctuel et instable – en termes de “structure” »<sup>184</sup>. Le modèle d'analyse se doit de pouvoir rendre compte de la dynamique des mobilisations et non pas proposer une représentation figée de la réalité sociale au risque de ne présenter que de « plates descriptions de l'environnement institutionnel dans lequel se déploient les mobilisations sans véritablement en expliquer les variations d'intensité ou de succès »<sup>185</sup>. En outre, comme a pu le préciser Paul Bastid, le travail du chercheur en science politique n'est pas tant de s'intéresser à la configuration institutionnelle et aux « prescriptions formulées par les textes et à leur interprétation, que [d'étudier] le soubassement sociologique de l'ordre officiellement établi »<sup>186</sup> et donc des usages que les agents en font.

De plus, en raison de ce que nous avons évoqué précédemment, il est difficile de généraliser à d'autres mouvements les résultats de recherches sur un mouvement précis. Il ne s'agit, en effet, pas de la « structure » des opportunités d'un Etat à un moment donné, mais de la structure perçue par un mouvement et qui change selon les mouvements. Il peut exister à la même période un contexte qui se trouve interprété de plusieurs façons différentes, voire opposées. Le concept de « structure des opportunités » perd par conséquent une part importante de son potentiel heuristique, les cycles contestataires ne pouvant plus être expliqués sur la base exclusive de *la* structure politique mais cela permet de répondre à la critique d'un modèle théorique qui saisit le rapport « mouvements sociaux/système politique » de manière trop unilatérale. A l'origine, la théorie du processus politique présente une opposition permanente entre les *challengers* et le « système politique » – rappelons que selon la théorie de la mobilisation des ressources, il y a dans les sociétés modernes à tout moment assez de mécontentements pour soutenir l'émergence de mouvements protestataires – la mobilisation des premiers était conditionnée par une évolution du second créant une ouverture. Cependant, face à cette critique et à la prise en compte des perceptions des

---

<sup>184</sup> Lilian Mathieu, « 2. Contexte politique... », *op. cit.*, p. 44.

<sup>185</sup> *Ibid.*

<sup>186</sup> Paul Bastid, *L'idée de Constitution*, Paris, Economica, 1985 p. 21.

individus mobilisés grâce à une approche en termes de cadres, le caractère des mouvements sociaux a été reconnu comme étant le résultat d'un processus continu de construction partagée.

Les mouvements sociaux se construisent 1) en fonction de la SOP : en réaction aux changements institutionnels, en réaction aux réponses que le système politique apportent à la mobilisation. La répression provoque une polarisation de la lutte vers une mobilisation plus violente ou au contraire un affaiblissement du groupe ; les tentatives de récupération, du mouvement ou de ses revendications, entraîne une institutionnalisation du mouvement ou à l'inverse un rejet des voies traditionnelles du politique. Mais même lorsque la théorie concentre son attention sur « la diversité des relations et transactions entre les deux domaines, tels que les jeux croisés de légitimation ou d'instrumentalisation qui les unissent »<sup>187</sup>, elle paraît trop mécanique pour les critiques de la théorie.

“Stated simply, political opportunities for organizing can change dramatically—and differentially—for groups within the same movement, as authorities respond to the range of groups that comprise a social movement. State responses also alter opportunities for other claimants. [...] The observed responsiveness of government to particular styles of advocacy and tactics of representation encourages others to adopt the same styles, initially adopting, then eschewing, protest strategies. Although political opportunity approaches help us understand this process, they do so only if we adopt a dynamic model of opportunity and examine how opportunities actually work in relation to a variety of political actors and outcomes.”<sup>188</sup>

Les mouvements sociaux se construisent également 2) en fonction des perceptions des membres des mouvements sociaux, que ce soit de la SOP (une ouverture par prise de conscience d'une opportunité) ou la perception qu'ils ont d'eux-mêmes (ouverture par création d'une opportunité) ; mais toujours sur la base d'un rapport entre SOP et mobilisation. Enfin, la construction peut avoir lieu 3) en fonction de luttes internes, c'est-à-dire non pas l'intervention des organisations des mouvements sociaux (qui font partie de la SOP sous la variable « forces relais ») mais des rivalités, des luttes de pouvoir éventuelles et de la compétition entre les individus au sein d'un mouvement.

Maintenant que les principales critiques formulées envers les modèles théoriques que nous mobiliserons ont été abordées, la section suivante aura pour objectif de construire et de définir notre cadre théorique.

---

<sup>187</sup> Lilian Mathieu, « 2. Contexte politique... », *op. cit.*, p. 45.

<sup>188</sup> David S. Meyer, « Protest... », art. cit., p. 141

### C. Pertinence du cadre théorique au cas du *Tea Party*

Dans la lignée des travaux de Meyer et préférant adapter le modèle théorique déjà existant plutôt que l'abandonner totalement, nous définirons ici les variables utiles et pertinentes dans l'étude de la structure des opportunités politiques du *Tea Party*. Ainsi répondre à la question des variables à mobiliser dans notre travail revient à conceptualiser la structure des opportunités.

Comme nous l'avons vu plus haut avec les adaptations que propose Meyer, la première étape doit être de déconstruire et spécifier les éléments que les opportunités sont supposées expliquer. Dans notre cas, l'étude de la structure des opportunités politiques nous permettra d'expliquer deux domaines fondamentaux du mouvement : son discours et la forme de la protestation. Ces deux objectifs de recherches seront respectivement traités aux chapitres 2 et 3 de notre première partie. Ainsi, en reprenant la définition de Tarrow de la structure des opportunités politiques comme les « dimensions stables – sans être nécessairement formelles ou permanentes – de la lutte politique qui encourage les individus à s'engager dans la politique du conflit »<sup>189</sup>, l'étude des variables la composant nous permettra par la suite de comprendre et d'expliquer le *quoi*, *comment* et le *pourquoi* du discours *Tea Party* grâce à l'analyse des processus de cadrage qui ont eu lieu. En résumé, nous avons pour ambition d'éclairer le discours du *Tea Party* à la lumière des cadres discursifs et des schèmes interprétatifs qui ont été utilisés ; pour ce faire, il nous faut au préalable définir les variables de le SOP qui ont encouragées une réaction. Il en va de même pour l'autre aspect de notre recherche, c'est-à-dire la forme du mouvement. Les variables que nous identifierons doivent être à même de rendre compte de la forme de la mobilisation, des moyens d'action et des stratégies mises en place par les membres du mouvement.

Nous commencerons par nous interroger sur la variable « ouverture du système politiques aux *challenges* » (1), pour ensuite mobiliser la notion de « stabilité des alignements politiques » (2), en continuant par l' « existence de forces relais » (3) et finir avec le concept de « structure du conflit » (4).

---

<sup>189</sup> Sidney Tarrow, *Power in Movement: Social Movements, Collective Action and Politics*, op. cit., p. 19.

## 1. L'ouverture du système politique aux *challengers*

En 1984, dans *Agendas, Alternatives and Public Policies*, John Kingdon présentait le concept de *policy window*, traduit généralement par l'expression « fenêtre d'opportunité politique »<sup>190</sup>. Il explique qu'un événement marquant, comme le crash d'un avion de ligne, ouvre un créneau dans lequel peuvent « se glisser » des individus ou des groupes mobilisés pour promouvoir une idée ou un ensemble d'idée présenté comme une réponse ciblée à l'événement en question. Ce concept nous renvoie à celui de Gourevitch, qui en 1986 parlait d'*open moment*<sup>191</sup>. A la différence du concept de Kingdon, l'*open moment* se crée au lendemain d'un événement d'ampleur, une guerre ou une crise économique internationale par exemple, et donne l'opportunité aux acteurs politiques de négocier une réorganisation profonde du système politique. C'est en ce sens que la théorie du processus politique a longtemps été vue comme négligeant les tactiques et les stratégies usitées par les mouvements, mettant l'accent sur le degré d'ouverture d'un système permis par les contingences des contextes national et international. Cette différence entre les « petites opportunités » de Kingdon et les « grandes opportunités » de Gourevitch reflètent une différence qui existait déjà dans le travail de classification des variables de la SOP entrepris par Gamson et Meyer dans la partie traitant des opportunités volatiles. Une étude guidée par le concept d'*open moment* présentera nécessairement une orientation macrosociologique et la question de l'ouverture du système politique à l'ensemble des acteurs politiques (avec des capacités de réponse très vaste), alors que celui de « fenêtre d'opportunité » implique la concentration sur un axe plus microsociologique dans l'analyse de l'ouverture du système à un mouvement orienté sur des questions précises.

Il existe au sein du *Tea Party* l'idée selon laquelle la mobilisation du mouvement, son essor rapide, ainsi que son influence dans la politique américaine sont dus à ce que les membres du mouvement ont appelé une *perfect storm*. Derrière cette expression – que nous pouvons traduire par « un parfait concours de circonstances » – nous trouvons plusieurs dimensions qui ont toutes été perçues comme l'opportunité d'entrer dans le jeu politique par les membres du *Tea Party*. La première circonstance, que nous considérons également comme

---

<sup>190</sup> John Kingdon, *Agendas, Alternatives and Public Policies*, London, Longman, 1984.

<sup>191</sup> Peter Alexis Gourevitch, *Politics in Hard Times: Comparative Responses to International Economic Crises*, Ithaca, Cornell University Press, 1986.

la « circonstance mère », a été la crise économique de 2007-2008. Bien que certaines recherches suggèrent que les militants *Tea Party* ne sont pas ceux qui ont été touchés le plus durement par la crise, Ronald Formisano précisait en 2010 que ce sont eux qui y ont répondu le plus vivement<sup>192</sup>. Premièrement, la crise a ébranlé des symboles de la puissance économique des Etats-Unis. A commencer par *Wall Street*, le symbole de la puissance financière américaine puis Détroit et ses multinationales comme *General Motors*, symboles de la puissance industrielle américaine qui se sont effondrées. L'opportunité pour la lutte serait apparue au moment où une partie de la population composée de « personnes anxieuses anticipant l'imminente fin d'un empire »<sup>193</sup> a souhaité apporter une réponse économique. Il est fondamental de remarquer qu'à ses débuts le *Tea Party* se présente comme un mouvement *single-issue*, c'est-à-dire un mouvement seulement intéressé par les questions économiques. Dans un premier temps, la crise économique a ouvert le système politique aux groupes pouvant apporter des solutions économiques, ce à quoi le *Tea Party* a pu répondre grâce à son ensemble de propositions en faveur du capitalisme et de l'économie de marché et en opposition aux mesures mises en place à partir de 2008 et l'administration Bush. Dans un second temps, et en raison de l'ampleur de la crise et des changements qu'elle a occasionnés sur le plan politique (élection de Barack Obama, crise du Parti républicain), le système politique s'est montré réceptif aux mouvements proposant une plateforme politique plus large à laquelle le *Tea Party* a également répondu.

La deuxième composante de ce « parfait concours de circonstances » a trait aux évolutions politiques et la manière dont elles ont été perçues par les membres du *Tea Party*. En réponse à la crise économique, tant l'administration Bush que le Parti républicain avait « abandonner les principes de l'économie de marché pour sauver le système de l'économie de marché »<sup>194</sup> pendant qu'Alan Greenspan, l'ancien président de la Réserve Fédérale, qui se décrivait lui-même comme « libertarien depuis toujours », avouait devant une commission parlementaire que « [sa] vision du monde, [son] idéologie n'était pas juste, qu'elle ne marchait pas. »<sup>195</sup> Autant d'éléments qui permirent à l'époque au journaliste du New York

---

<sup>192</sup> Ronald P. Formisano, *The Tea Party: A Brief History*, Baltimore, John Hopkins University, 2010, pp. 51-52.

<sup>193</sup> Ben McGrath, « The Movement: The rise of Tea Party activism », in *newyorker.com*, [En ligne]. Consultée le 15.04.2012.

<sup>194</sup> « Bush: 'I've Abandoned Free Market Principles To Save The Free Market System' », in *thinkprogress.com*, [En ligne]. Consultée le 15.06.2012

<sup>195</sup> Brian Naylor, « Greenspan Admits Free Market Ideology Flawed », in *npr.org*, [En ligne]. Consultée le 15.06.2012.

Times Sam Tanenhaus d'annoncer « la mort du conservatisme »<sup>196</sup>, à l'historien Sean Wilentz de parler plus volontiers de la « fin de l'ère conservatrice »<sup>197</sup>, et au politiste américain Joel D. Aberbach d'évoquer plutôt une « crise du conservatisme américain »<sup>198</sup> en pointant les dissensions internes au Parti républicain causées par les mesures prises par l'administration Bush et les critiques répétées émanant d'organisations et d'institutions conservatrices.

La dernière circonstance est relative à la remise en cause perçue du « mode de vie américain. » Dans l'esprit du mouvement, s'écarter du capitalisme signifiait certes s'écarter de ce qui avait fait des Etats-Unis la première puissance économique mondiale, mais surtout abandonner les principes de libertés individuelles dépendants d'une « liberté économique perdue » en raison de l'interventionnisme de l'Etat, de l'augmentation des impôts et de la dette nationale. Les questions économiques ont acquis, dans le discours du *Tea Party*, un caractère plus large pour englober des enjeux de sociétés. L'ouverture du système politique qui était, à l'origine, limitée aux groupes à portée économique s'est par la suite élargie à des groupes aux revendications plus larges du fait de sa capacité de réponse jugée trop faible dans les premiers mois de la crise. Mais nous verrons également que le « cadrage » de questions économiques en termes politiques par le *Tea Party* a compté pour beaucoup dans l'ouverture du système politique.

Il apparaît qu'une première variable centrée autour du concept d'*open moment* suite à la crise économique de 2007-2008 et sur l'évaluation de l'ouverture du système politique face à la demande de réponse politique nous permette de rendre compte d'une partie de la structure des opportunités politiques et d'éclairer l'impact en termes d'ouverture du système politique de la crise économique. En résumé et pour reprendre le vocable militant du *Tea Party*, la crise économique s'est transformée (ou a été transformée) en *perfect storm* à la suite du manque de réponse du système politique, transformant une crise économique en crise également politique et créant par la même occasion une ouverture, une opportunité pour le *Tea Party* fondée sur les menaces perçues à la nation américaine.

---

<sup>196</sup> Sam, Tanenhaus, *The Death of Conservatism: A Movement and Its Consequences*, New York, Random House, 2010.

<sup>197</sup> Sean Wilentz, « Conservative Era is Over, Historian Sean Wilentz Writes », in *usnews.com*, [En ligne]. Consultée le 15.06.2012

<sup>198</sup> Joel D. Aberbach et Gillian Peele, *Crisis of Conservatism? The Republican Party, the Conservative Movement & American Politics after Bush*, New York, Oxford University Press, 2011.

## 2. La stabilité des alignements des élites politiques

La deuxième variable que nous souhaitons utiliser pour étudier la structure des opportunités politique perçues par le *Tea Party* concerne la stabilité des coalitions partisans. Défini par Sidney Tarrow comme « la structuration informelle des relations de pouvoir dont se compose un système politique »<sup>199</sup>, les alignements politiques et leur degré de stabilité peuvent inciter ou freiner des mouvements sociaux à entrer dans le jeu politique. Quand les alignements deviennent instables, les leaders politiques ne peuvent pas simplement ignorer les perturbations et sont alors plus enclins à vouloir apaiser les protestataires en répondant à leurs demandes et donc en faisant des concessions<sup>200</sup>.

L'instabilité dans les alignements politiques peut envoyer un signal d'ouverture du système aux forces qui cherchent à se faire entendre. Mais la relation instabilité/ouverture n'est pas mécanique ; Barclay et Fisher montraient en 2003 que l'instabilité des alignements politiques peut dans certaines circonstances, comme lors d'une année électorale par exemple, affaiblir l'influence potentielle des mouvements sociaux<sup>201</sup>.

A l'origine des évolutions des alignements politiques, il y a entre autres des changements démographiques, l'avènement de nouveaux enjeux politiques (écologiques, sociétaux, migratoires) ou encore, ce qui nous intéresse tout particulièrement, des crises économiques. A titre d'exemple, la montée des préoccupations raciales dans les années 50 et 60 aux Etats-Unis, le combat pour les droits civiques et l'inscription dans l'agenda politique des questions sociales conduisant au Civil Rights Act de 1964 ont eu pour effet une réorganisation profonde du paysage politique américain durant laquelle de nombreux électeurs et représentants affiliés au Parti démocrate ont rejoint les rangs du Parti républicain. Ces événements montrent, par la même occasion, qu'un mouvement social peut être à l'origine de réalignements politiques importants, ce qui motive une fois de plus l'idée de considérer le système politique et les mouvements sociaux comme les résultats d'une construction partagée.

---

<sup>199</sup> Sidney Tarrow, *Power in Movement...*, *op. cit.*, p. 137.

<sup>200</sup> Frances Fox Piven et Richard Cloward, *Poor People's Movements: Why they succeed, how they fail*, New York, Vintage, 1979.

<sup>201</sup> Scott Barclay et Shauna Fisher, « The States and the Differing Impetus for Divergent Paths on Same-Sex Marriage, 1990-2001 », in *Policy Studies Journal*, vol. 31, n°3, août 2003.

Dans la majorité des cas, une période d'instabilité des coalitions partisanes ou de faiblesse des organisations partisanes permet d'observer un accès facilité des mouvements sociaux aux institutions politiques de deux manières complémentaires. Les périodes de mésententes politiques au sein de coalitions traditionnelles ont en commun une crise de la représentation politique : qu'il s'agisse de la représentation-incarnation ou bien de la représentation-mandat, deux termes empruntés à Yves Sintomer<sup>202</sup>. Dans la première les forces partisanes cherchent à se réaligner pour mieux refléter l'image qu'elles ont du peuple, être son miroir ; alors que dans la seconde, elles cherchent à répondre au mieux aux revendications des individus qu'elles désirent représenter. Dans les deux cas, le réalignement des organisations partisanes crée des ouvertures, une influence potentielle accrue pour mouvements sociaux qui proposent des idées et des solutions nouvelles.

“If the polity is closely divided, members have lost their normal coalition partners, or members find themselves in jeopardy for want of resources, the normally risky strategy of supporting the entry of a movement is more likely to be adopted.”<sup>203</sup>

Le second processus d'ouverture du système partisan trouve son origine dans la perception qu'ont les mouvements sociaux du « vide qu'ils peuvent combler ». Si au cours d'une période de crise politique aucune organisation partisane ne fait appel aux mouvements sociaux pour venir apporter de nouvelles idées, que la crise persiste et que l'impression d'un manque de représentation subsiste, les mouvements se trouvent encouragés à se mobiliser et agir pour offrir une solution à une situation politique qui reste à leurs yeux *sans réponse*. En somme si le réalignement ne se fait pas des organisations partisanes vers les mouvements sociaux, ces derniers ont également la possibilité d'aller vers les organisations partisanes et de modifier les alliances politiques à leur avantage. Dans les deux cas, une période d'instabilité politique ouvre le système politique et crée des opportunités pour l'action et l'influence des mouvements sociaux. A cela, nous pouvons enfin ajouter l'effet mécanique que peut provoquer une période d'instabilité des coalitions partisanes sur les créations de loi. En effet, en période d'instabilité, le nombre de lois votées baisse fortement en raison de l'impossibilité pour les partis de trouver une majorité dans les organes représentatifs. Cela a généralement pour effet d'accroître la demande de changement du personnel politique et la ouvre la voie

---

<sup>202</sup> Yves Sintomer, « Les sens de la représentation politique : usages et mésusages d'une notion », in *Raisons Politiques*, vol. 2, n°50, 2013.

<sup>203</sup> J. Craig Jenkins, « Resource Mobilization Theory and the Study of Social Movements », in *Annual Review of Sociology*, vol. 9, août 1983, p. 547.

aux agents extérieurs, ce qui accentue en même temps la crise de la représentation (qu'elle soit mandat ou incarnation) et la motivation des membres des mouvements sociaux.

Dans l'analyse du mouvement *Tea Party*, nous jugeons important d'estimer la stabilité des alliances politiques au lendemain de la crise économique de 2007-2008 puisque, comme nous en avons parlé plus haut, il semble que du côté républicain, l'absence d'une réponse en adéquation avec son orientation conservatrice a été perçue par une partie de la population comme une trahison des principes fondateurs des Etats-Unis. Williamson et Skocpol ont noté en 2011 qu'à la suite de l'élection de Barack Obama à la Maison-Blanche en 2008, le Parti républicain avait tenté de se « réinventer ».

“In the aftermath of a potentially demoralizing 2008 electoral defeat, when the Republican Party seemed widely discredited, the emergence of the Tea Party provided conservative activists with a new identity funded by Republican business elites and reinforced by a network of conservative media sources. Untethered from recent GOP baggage and policy specifics, the Tea Party energized disgruntled white middle-class conservatives and garnered widespread attention, despite stagnant or declining favorability ratings among the general public.”<sup>204</sup>

### 3. L'existence de forces relais

Pour pouvoir faire passer leur message efficacement, les mouvements sociaux peuvent obtenir l'aide de ce que la théorie du processus politique nomme les « forces relais », c'est-à-dire des alliés à la cause qui peuvent soit se faire le véhicule des idées des mouvements sociaux, soit aider la mobilisation de manière indirecte, en fournissant une aide logistique et technique par exemple. Nous diviserons les forces relais en trois catégories. La première est politique et concerne les représentants politiques qui se font les relais des idées d'un mouvement social encore peu représenté au sein des partis politiques et qui se portent comme figure de proue d'un mouvement social émergent dans le but d'accroître la visibilité de la mobilisation. La deuxième catégorie est constituée de l'élite médiatique. Qu'il s'agisse de la radio, de la télévision, des journaux ou des blogs internet, elle cherche à encourager l'action en faveur de la cause défendue par la mobilisation autant auprès de leur audience de « citoyens ordinaires » que des élites politiques. La troisième catégorie de forces relais, quant

---

<sup>204</sup> Vanessa Williamson, Theda Skocpol et John Coggin, « The Tea Party and the Remaking of Republican Conservatism », in *Perspective on Politics*, vol. 9, n°1, 2011, p. 25.

à elle, regroupe les organisations des mouvements sociaux, les réseaux préexistants et les *think tanks*, en bref ce que la théorie de la mobilisation des ressources nommait l'industrie des mouvements sociaux (IMS) et dont le but est d'agir avec les mouvements sociaux auprès des élites politiques et du public.<sup>205</sup>

L'analyse de l'éventuelle présence de forces relais au *Tea Party* constituera donc une part importante de l'étude de la structure des opportunités politiques. Nous l'avons évoqué précédemment le contexte politique de remise en cause du conservatisme et des principes de l'économie de marché en réponse à la crise économique peut, de prime abord, laisser penser qu'il existait à cette époque peu de forces capables de faire écho au *Tea Party*, mouvement qui se voulait foncièrement capitaliste et conservateur. En plus de cela, la large victoire du camp démocrate aux élections présidentielles américaines de 2008, accompagnée par des gains de sièges au Congrès semblaient signaler une période de recul de l'influence de la pensée conservatrice tant dans les institutions du pays que parmi la population.

De plus, les efforts des forces relais peuvent parfois s'avérer contre-productifs. Plusieurs exemples vont dans ce sens et seront développés plus loin dans le chapitre 1, notamment les tentatives de récupérations politiques de l'étiquette « Tea Party » (et donc la transformation de son message) par le Parti républicain sous l'organisation « Tea Party Express ». Le Parti républicain, voulant tirer profit des premiers succès des mobilisations *Tea Party*, a permis 1) aux opposants du mouvement de le délégitimer en pointant les contradictions d'un mouvement qui se voulait « populaire » contre les *Republicans In Name Only* tout en étant financé par le parti de l'éléphant et 2) d'adapter les revendications du mouvement pour qu'elles correspondent mieux à celles déjà formulées par le parti.

Outre les tentatives de récupérations, l'action de « forces relais » auprès du public a pu s'avérer contre-productive lorsqu'il s'est agi d'organisations marquées à l'extrême droite comme les *birthers*<sup>206</sup> (pour qui Barack Obama n'est pas né aux États-Unis), les *birchers*<sup>207</sup> (nom qui provient de la *John Birch Society*, une organisation anti-communiste d'extrême droite), les *Oath Keepers*<sup>208</sup> (qui « prètent serment à la Constitution américaine » leur donnant

---

<sup>205</sup> Bob Adwards et Patrick F. Gillham, « Resource mobilization theory », in David A. Snow *et al.*, *The Wiley-Blackwell Encyclopedia of Social and Political Movements*, New York, Blackwell Publishing Ltd, 2013.

<sup>206</sup> Brian Tashman, « Tea Party Goes Birther », in *rightwingwatch.org*, [En ligne]. Consultée le 22.06.2012.

<sup>207</sup> Adam Gopnik, « The John Birchers' Tea Party », in *newyorker.com*, [En ligne]. Consultée le 22.06.2012.

<sup>208</sup> Justine Sharrock, « Oath Keepers and the Age of Treason », in *motherjones.com*, [En ligne]. Consultée le 22.06.2012.

le devoir de la respecter mais surtout d'aller outre les lois qu'ils jugent inconstitutionnelles), le *Minuteman Project*<sup>209</sup> (organisation fondée en 2005 ayant pour objectif de surveiller la frontière américano-mexicaine pour empêcher les migrants d'entrer illégalement aux Etats-Unis). La proximité de ces organisations avec le *Tea Party* à contribuer à discréditer le discours du mouvement en considérant le *Tea Party* dans son ensemble comme une mobilisation réactionnaire, raciste et complotiste. Il ne faut donc pas nécessairement voir la présence d'alliés comme une ouverture de la structure des opportunités politiques puisque celle-ci peut très bien rester inaccessible aux mouvements sociaux si l'action des « alliés » se révèle dommageable au mouvement en termes d'image auprès des potentiels sympathisants, qu'il s'agisse du public ou des élites.

Il existe, cependant, des organisations qui ont fortement aidé à la diffusion des revendications du *Tea Party*, qui ont fourni un soutien financier et logistique appuyés et qui ont plus généralement participé à la création d'une identité commune. Il conviendra ici d'évaluer l'apport des forces alliés notamment dans les premiers temps de la mobilisation. Les réseaux et blogs conservateurs ont constitué une manière nouvelle de diffuser des idées à travers les Etats-Unis. Par la suite, des organisations et des *think tanks* ont fourni au mouvement un soutien logistique et financier de premier ordre. L'organisation *FreedomWorks* a par exemple organisé des séminaires de formation militante spécialement destiné pour les membres du *Tea Party* sur des questions allant de l'organisation d'une manifestation locale et la confection de pancartes aux méthodes de lobbysme auprès de leurs représentants politiques. De nombreuses personnalités politiques se sont également associées au mouvement, libertarien avec une longue carrière politique comme Ron Paul ou conservateur et moins expérimentée comme Sarah Palin qui faisait à l'époque figure de nouvelle venue sur la scène politique nationale. Enfin, l'action des médias conservateurs en faveur du *Tea Party* ne seraient être minimisée. La narrative pro-*Tea Party*, critique du Parti républicain et de l'administration Obama des médias comme Fox News et des émissions comme celle de Glenn Beck ou Rush Limbaugh ont permis ce que Williamson et Skocpol ont appelé la création d'une « communauté de sens » (*community of meaning*).

“After the Tea Party was up and running, Fox News as a whole moved away from direct promotion and began to integrate the Tea Party seamlessly into its ongoing conservative

---

<sup>209</sup> David Holthouse, « Minuteman to Tea Party: A Grassroots Rebranding », in *mediamatters.org*, [En ligne]. Consultée le 22.06.2012.

narratives. Along the way, the network offered a distinctive framing of what the Tea Party was all about. A community of Fox News-viewing Tea Partiers came to share a powerful, widely-shared political identity, and the Fox News framing, in due course, shaped national perceptions of the Tea Party phenomenon. Of course, Fox News also continued to provide the kind of political coverage and interpretative discussion that mobilizes conservatives with information and misinformation [...]. Fox gave a soapbox to Tea Party politicians who, like other conservative Republicans, found a place for gentle interviews in the lead-up to the 2010 midterm elections. Not only were the questions friendly, Fox programs allowed Tea Party politicians to solicit online monetary contributions.”<sup>210</sup>

#### 4. La structure du conflit

La dernière des variables que nous utiliserons pour l'étude de la structure des opportunités politiques s'intitule « structure du conflit »<sup>211</sup>. Cette formulation, empruntée à Dieter Rucht, a été préférée à celle de la « propension d'un Etat la répression » utilisée dans une majorité d'étude mobilisation la SOP. Ce choix pourrait se justifier, premièrement, par la forme de l'Etat américain et des institutions qui garantissent une liberté de rassemblement et de manifestation importante sous le Premier Amendement de la Constitution Américaine. Mais malgré ces garanties institutionnelles, Sarah Soule et Christian Davenport ont noté un changement d'attitude progressif de l'Etat américain depuis plusieurs décennies pour devenir « selon un éventail d'indicateurs, systématiquement plus agressif en ce qui concerne la façon dont les citoyens sont traités par la police »<sup>212</sup> et bien qu' « il y ait eu dans la rhétorique de l'administration Obama un recul face à ces techniques de répression, sous la rhétorique libérale, l'Etat américain en a normalisé la plupart. »<sup>213</sup> Un exemple de ce que Jennifer Earl et Sidney Tarrow appellent une « canalisation de la contestation »<sup>214</sup> (*channeling contention*), qu'ils opposent à la coercition physique, peut être trouvé avec la polémique qui avait éclaté au

---

<sup>210</sup> Vanessa Williamson et Theda Skocpol, *The Tea Party and the Remaking of Republican Conservatism*, New York, Oxford University Press, 2012, pp. 134-135.

<sup>211</sup> Dieter Rucht, « The impact of national contexts on social movements structures: A cross-movement and cross-national comparison », in Doug McAdam *et al.*, *Comparative Perspectives on Social Movements*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, p. 190.

<sup>212</sup> Sarah Soule et Christian Davenport, « Velvet Glove, Iron Fist, or Even Hand? Protest Policing in the United States 1960-1990 », in *Mobilization* n°14, p. 2.

<sup>213</sup> Sidney Tarrow, *Power in Movement: Social Movement and Contentious Politics*, 3e éditions, New York, Cambridge University Press, 2011, p. 171.

<sup>214</sup> *Ibid.*

cours de l'année 2013 à propos d'un « ciblage particulier »<sup>215</sup> par l'IRS (*Internal Revenue Service*, l'agence fédérale de collecte des impôts) de groupes utilisant les termes « Tea Party » dans leur nom. Cet événement montre toute l'importance de distinguer entre les réponses de l'Etat par la coercition physique, ou par une « canalisation de l'opposition » et les formes plus générales de luttes contre des mouvements d'opposition, qu'elle soit menée par l'Etat ou par d'autres mouvements comme l'explique Tarrow :

“It will be important to distinguish between physical threats from authorities and more general mechanisms of suppression of dissidence. Some forms of suppression go beyond overt coercion, and some non-state actors also have resources to suppress dissent. In what follows, I will limit the term “repression” to mean physical coercion of challengers, and will use the broader term “suppression” to mean the social control of dissidence.”<sup>216</sup>

Axer la dernière variable uniquement sur l'idée de « répression » définit par Tarrow comme une « coercition physique contre les *challengers* » n'aurait eu que peu d'intérêt, d'autant plus que comme le remarquait Dave Serchuk en 2011 « le *Tea Party* n'a jamais reçu de gaz lacrymogène »<sup>217</sup>.

L'utilisation de la « structure du conflit » pour rendre compte du *comment l'opposition à encourager l'action* du *Tea Party* s'explique également par le fait qu'elle permette une compréhension plus large du phénomène de lutte politique entre le *Tea Party* d'un côté et les contre-mouvements et le système politique de l'autre. Le concept de structure du conflit englobe, comme le souligne Rucht « la configuration des opposants qui ont la capacité à limiter, saper, ou réfréner (*repress*) la mobilisation d'un mouvement social »<sup>218</sup> nous permettant d'inclure l'opposition institutionnelle au mouvement, c'est-à-dire celle du Parti démocrate et de l'administration Obama ; rappelons que la Présidente de la Chambre des représentants de l'époque Nancy Pelosi avait déclenché la colère des membres du *Tea Party* lorsqu'elle avait affirmé qu'ils faisaient partie d'un mouvement *astroturf* financé par les plus riches pour obtenir des réductions d'impôts. Mais également inclure l'opposition non gouvernementale représentée par des contre-mouvements comme le *Coffee Party*, *Occupy*

---

<sup>215</sup> L'IRS avait ciblé en particulier des groupes portant le nom « Tea Party » dans les demandes d'attribution du statut non-imposable en retardant leurs démarches.

<sup>216</sup> Sidney Tarrow, *Power in Movement...*, *op. cit.*, p. 170.

<sup>217</sup> Dave Serchuk « The Tea Party Never Got Pepper Sprayed », in *forbes.com*, [En ligne]. Consultée le 10.04.2017.

<sup>218</sup> Dieter Rucht, « The impact of national contexts... », *op. cit.*, p. 190.

*Wall Street*, ou encore certains médias luttant ouvertement contre le *Tea Party* comme la chaîne d'information MSNBC.

“Not only does expansion of opportunities affect a movement’s “alliance system,” a movement that offends influential groups can trigger a countermovement (Meyer and Staggenborg 1996). Movements that employ violence invite physical repression. Movements that make extreme forms of policy demand can be outmaneuvered by groups that pose the same claim in more acceptable form. And when a movement’s success threatens another group in the context of heightened mobilization, this can lead to outbidding and counterprotest.”<sup>219</sup>

A noter, que puisque notre analyse se fonde en partie sur les perceptions des membres du *Tea Party*, elle pourra s’élargir aux médias qu’ils considéraient comme leurs opposants, c’est-à-dire ceux qu’ils regroupaient sous le terme *mainstream media* et sa dérivation péjorative *lamestream media*.

Lorsque nous parlons de structure du conflit et pour éviter de retomber dans les écueils du statisme, ce qui nous intéressera en particulier sera le mécanisme qui a encouragé la mobilisation des membres du *Tea Party*. Au cœur du mécanisme de motivation de la mobilisation concernant l’opposition entre le mouvement conservateur et ses ennemis se trouve l’idée de « mission » ; la mobilisation, la participation au mouvement s’inscrit dans une lutte pour la « reconquête du pays » que le slogan *Take Our Country Back* exprime parfaitement. Cette idée place la lutte sur un autre niveau, il ne s’agit pas d’une lutte politique pour l’égalité des droits, pour la justice ou pour une baisse des impôts, la lutte devient un devoir moral de faire barrage aux agents qui, selon les membres mobilisés, trahissent et pervertissent l’exceptionnalisme américain.

“In some instances, however, a countermovement that originates as a defense of economic interests or narrowly defined concerns may take on greater significance as the issue becomes symbolic of a broader range of rights and cultural values. If this occurs, the countermovement’s capacity for mobilization will be enhanced.”<sup>220</sup>

La place des ennemis, ou tout du moins de leur perception par le *Tea Party*, est également fondamentale en ce qu’elle nous permet de rendre compte de la forme prise par le *Tea Party*. Clarence Y.H. Lo proposait dès 1982 que les contre-mouvements apparaissent et

---

<sup>219</sup> Sidney Tarrow, *Power in Movement...*, *op. cit.*, p. 168.

<sup>220</sup> David S. Meyer et Suzanne Staggenborg, « Movements, Countermovements, and the Structure of Political Opportunity », in *American Journal of Sociology*, vol. 101, n°6, 1996, p. 1640.

sont liés au mouvement qu'ils opposent.<sup>221</sup> Les mouvements de quelque visibilité et influence que ce soit créent les conditions pour la mobilisation de contremouvements. Dans les changements qu'ils prônent, dans leurs attaques du système politique et dans la dynamique de mobilisation qu'ils engagent, les mouvements fabriquent les conditions des futures revendications des contre-mouvements et leurs opportunités politiques qui ne demanderont qu'à être saisies.

Comme le soulignent Meyer et Staggenborn « la notion de contre-mouvement a été formulée alors que les chercheurs convenaient que l'opposition aux mouvements des années 60 prenait souvent la forme de mouvements sociaux qu'ils opposaient. »<sup>222</sup> En somme, les mouvements créent les conditions de leur opposition et une fois qu'un contre-mouvement apparaît, mouvement et contre-mouvement réagissent l'un à l'autre. Enfin et pour aller au bout de la logique cyclique de création des contre-mouvements, « un contre-mouvement peut à son tour générer un contre-mouvement différent du mouvement auquel il s'opposait initialement. »<sup>223</sup>

Il semble en aller ainsi de la relation du *Tea Party* et de mouvements progressistes et de mouvement plus anciens de la *Nouvelle Gauche*. Matt Kibbe et Dick Armey anciens leaders de *FreedomWorks* avouaient avoir emprunté beaucoup aux méthodes de la *Nouvelle Gauche* américaine et plus particulièrement à Saul Alinsky. De la même manière, Brendan Steinhauser expliquait dans une entrevue pourquoi il utilisait les méthodes de la gauche américaine :

« Comme Barack Obama, je suis un *community organizer*. J'ai beaucoup lu Saul Alinsky et j'ai énormément appris de lui. Il a de très bonnes tactiques et méthodes. En revanche, je n'adhère pas à son idéologie. Mais en termes de méthode, pour développer une communauté et organiser des actions politiques, ses enseignements sont très utiles. »<sup>224</sup>

L'opposition au *Tea Party* a donc joué un rôle clé pour le mouvement, sa formation et son influence sur les potentiels militants. Il sera également important de revenir au cours du chapitre 2 sur les détails de ce mécanisme grâce à l'étude des cadres du mouvement.

---

<sup>221</sup> Clarence H. Lo, « Countermovements and Conservative Movements in the Contemporary U.S. », in *Annual Review of Sociology*, vol. 107, n°8.

<sup>222</sup> David S. Meyer et Suzanne Staggenborg, « Movements, Countermovements... », art. cit., p. 1631.

<sup>223</sup> *Ibid.* p. 1632.

<sup>224</sup> Sophie de Bellemanière, « L'avenir radieux du Tea Party : Entretien avec Brendan Steinhauser », in *politiqueinternationale.com*, [En ligne]. Consultée le 12.06.2012.

“In this conception, opposing movements influence each other both directly and by altering the environment in which each side operates. The opposing movement is a crucial component in the structure of political opportunity the other side faces.”<sup>225</sup>

Cette formulation de la « structure du conflit » nous permettra de prendre en compte les réponses à la mobilisation de l’Etat fédéral et des Etats fédérés américains, tout en considérant l’action des mouvements opposés au *Tea Party*, les mouvements dont le il a « tiré profit » et leur influence dans la création d’ouvertures dans la SOP au travers des menaces perçues par les membres du mouvement conservateur.

## II. Etude de la structure des opportunités politiques perçues

Pour mener à bien cette analyse de la structure des opportunités perçues au sein du *Tea Party* nous nous appuyerons sur divers types de sources. Les sources primaires tout d’abord regroupent des ouvrages publiés par les organisations du *Tea Party* ; des membres eux-mêmes – certains sont des militants de la base populaire du mouvement, d’autres sont des universitaires. Ensuite, nous avons utilisé des discours publics, ainsi qu’un ensemble d’entretiens avec des membres du mouvement. Menés au cours du mois de septembre 2016 par échanges de courriels ou par visioconférence, ces témoignages constituent une source de choix pour rendre compte des perceptions des membres du mouvement quant aux éléments qui ont permis l’avènement du mouvement bien qu’il faille prendre en compte le fait que ces entretiens se sont tenus sept ans après le début de leur engagement militant.

### A. Une place pour des « idées nouvelles » : l’ouverture aux *challengers*

Nous partirons du postulat formulé par Herbert Kitschelt en 1986 selon lequel différents degrés d’accès aux institutions politiques modifient la probabilité de mise en place d’une mobilisation.

---

<sup>225</sup> David S. Meyer et Suzanne Staggenborg, « Movements, Countermovements... », art. cit., p. 1631.

## 1. Une ouverture limitée aux réponses économiques

La théorie démocratique prévoit la mise en place d'un ensemble d'outils permettant aux citoyens d'exprimer leurs choix et de faire entendre leurs revendications. En gardant l'action collective en ligne de mire, ces outils institutionnels qu'il s'agisse d'élections locales et nationales, ou de référendums sont des moyens qui fonctionnent comme une sorte de « soupape de décompression » à la manifestation de revendications. En d'autres termes, les possibilités « d'inputs aux politiques publiques qu'offrent les systèmes démocratiques réduisent le besoin en action extra-institutionnelle<sup>226</sup>. » Nous pouvons cependant faire la proposition inverse à savoir que, suivant une défaite électorale et sans possibilité de se faire rapidement entendre par le biais de la politique institutionnelle, la pression peut s'accumuler et les mobilisations en opposition au pouvoir en place augmenter. Et ce, d'autant plus que la période en question est considérée comme une période charnière d'un Etat.

La crise économique de 2007-2008 a généré une forte inquiétude de la population américaine concernant l'économie du pays avant même l'élection présidentielle de 2008. Le professeur américain de science politique, Stanley Feldman notait que le déterminant principal de la campagne avait été la question de l'état de l'économie américaine avec la moitié des électeurs exprimant une « forte inquiétude quant à la direction de l'économie pour l'année à venir<sup>227</sup>. » Sur ce thème, il apparaissait à l'époque que Barack Obama avait été le plus à même de convaincre les électeurs qu'il était le mieux placé pour répondre à la crise en convaincant deux tiers des électeurs inquiets quant à l'état de l'économie. Après son élection et l'introduction du « Plan de relance économique des Etats-Unis » (*American Recovery and Reinvestment Act*) en début 2009 et sa mise en place en février 2009 certaines voix, encore méconnues du grand public, ont commencé à se faire entendre concernant la gestion de la crise économique. Début février, une série de mobilisation se sont tenues sous diverses bannières mais toujours avec la même finalité, lutter contre le plan de relance et un avenir commun au sein du *Tea Party*. La première, organisée le 10 février par Mary Rakovich en Floride, devant une mairie où Barack Obama était en visite avait comme objectif de protester contre le fait que « le gouvernement gaspille bien trop d'argent pour aider les gens à recevoir

---

<sup>226</sup> Gregory Maney, « Transnational structures and Protest: Linking Theories and Assessing Evidence », in *Mobilization: An International Journal*, Vol. 6, N°1, mars 2001, p. 84.

<sup>227</sup> Stanley Feldman, « Why Obama Won », in cbsnews.com [En ligne]. Consulté le 17.08.2015.

la télévision en haute définition » et contre « le *socialisme* d'Obama qui ne dit pas son nom »<sup>228</sup>. La seconde mobilisation organisée à Seattle par Keli Carender le 16 février en opposition en dépenses de l'Etat et portait le nom de « Porkulus Protests »<sup>229</sup> en référence à l'expression du polémiste Rush Limbaugh. Le troisième événement, que constitue la diatribe de Rick Santelli en direct sur *CNBC*, présentait tous les éléments nécessaires pour lancer le *Tea Party* au plan national. Son intervention avait un caractère antiétatique et antifiscaliste – puisqu'il s'opposait au plan de sauvetage de l'économie proposé par le gouvernement – dans la mesure où ce n'était, selon lui, pas à l'Etat d'aider ceux qui avaient échoué. Son intervention avait également un caractère populiste puisqu'il proposait un référendum en ligne pour demander aux Américains leur avis quant à la tendance de l'Etat de vouloir promouvoir le mauvais comportement de certains. Il proférait une forte animosité envers les institutions de Washington et les représentants politiques et parlait des gens qui travaillaient avec lui à la bourse de Chicago comme étant la « majorité silencieuse ».

La chronologie des événements et les raisons évoquées par Rakovich, Carender et Santelli pour les premières mobilisations sont en accord avec une partie des entretiens que nous avons menés au cours de nos recherches (l'autre partie sera évoquée dans la section suivante). Ken E. de Dallas parle du *Tea Party* comme d'un mouvement déclenché par le plan de sauvetage des banques en 2008 et donc les dépenses de l'Etat :

“What actually ‘sparked’ the modern movement was the U.S. government bailout of the international banks in 2008. The ‘fuel’ for the movement had been building up for years, in response to the increasing cronyism of the U.S. government under the Clinton and Bush Administrations.”<sup>230</sup>

Cette déclaration, outre le fait de situer l'origine du mouvement dans le mécontentement d'une partie de la population face au plan de renflouement des banques, lie directement l'idée de dépenses de l'Etat avec une pratique qui se rapproche du « copinage » (*cronyism*) lors des années Clinton mais également, durant les années Bush, mettant sur un pied d'égalité les actions des démocrates et des républicains en matière de dépenses, élément central sur lequel nous reviendrons. Iris S. explique le développement du *Tea Party* par un sentiment de « ras-le-bol » en ce qui concernait les dépenses de l'Etat qu'elle fait remonter à

---

<sup>228</sup> Neil Cavuto, *Your World*, 10 février 2009, enregistrement vidéo, Fox News Channel.

<sup>229</sup> Le terme « *pork* » en anglais fait référence à l'expression « *pork barrel* », métaphore désignant les dépenses de l'Etat accordées pour des projets locaux qui n'existent que dans le but d'apporter des financements au district d'un représentant.

<sup>230</sup> Ken E., correspondance par e-mail, le 2 septembre 2016.

la fin de la présidence Bush qui a atteint son apogée avec le plan de relance de l'économie de Barack Obama qu'elle considère comme le symbole du « copinage » de l'Etat.

“For many of us, the movement actually began as early as 2007 when protestors who had supported Bush became fed up with his overspending and encroachment on civil liberties and reenacted the Boston Tea Party. That original Tea Party gave us the hope that we too could still effect change in our government's behavior, albeit peacefully without using armed revolution. The anger we were already feeling continued and increased when President Bush signed the TARP bill bailing out financial institutions. When President Obama took office, he immediately signed ARRA, the stimulus bill. The sheer magnitude of bills totaling almost \$1.5 Trillion and supporting outright crony capitalism galvanized many into demanding fiscal responsibility.”<sup>231</sup>

Ici encore, il semble que la colère ressentie par les membres semble être indirectement liée aux élections qui auraient pu faire office d'exutoire. Mais l'arrivée au pouvoir d'un président qui poursuit l'utilisation jugée abusive des dépenses de l'Etat n'aura été que la goutte d'eau. Le reste du bol métaphorique ayant été précédemment rempli par le camp des « politiciens fiscalement irresponsables » et leur manque de réponse proprement conservatrice à la crise économique, ouvrant une opportunité pour le mouvement d'exprimer des solutions différentes. Ces éléments de réponse correspondent également aux propos tenus par Rick Santelli lors de sa diatribe du 17 février qu'il commençait en pointant du doigt les problèmes d'un « Etat qui encourage les mauvais comportements » en « finançant les prêts-hypothécaires des perdants »<sup>232</sup>.

C'est en cela que nous considérerons, avec l'historien Justin Vaïsse, l'entrée du *Tea Party* sur la scène politique américaine comme étant celle d'un mouvement *single-issue*<sup>233</sup>, c'est-à-dire « un mouvement qui ne prend en main qu'un seul dossier »<sup>234</sup>. La journaliste du *New York Times* Kate Zernike avait d'ailleurs remarqué à quel point les membres du mouvement ainsi que ses organisations se gardaient de donner leur avis sur des questions sociales<sup>235</sup>, ce que nous pouvons confirmer grâce à différentes sources primaires. Boykoff et Laschever recensent notamment l'enquête de 2010 du *Washington Post* soulignant que la question la plus importante pour le groupe était celle des dépenses de l'Etat et du déficit, et les

---

<sup>231</sup> Iris S., correspondance par e-mail, 1er septembre 2016.

<sup>232</sup> Extrait de l'intervention de Rick Santelli.

<sup>233</sup> Emma Archer & Quentin Molinier (07.04.2011). « Interview de Justin Vaïsse », in [www.nonfiction.fr](http://www.nonfiction.fr), [En ligne]. Consulté le 01.03.2012.

<sup>234</sup> Erik Neveu, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2011, p. 61.

<sup>235</sup> Kate Zernike, *Boiling Mad: Inside Tea Party America...*, op. cit.

déclarations de John M. O'Hara, membre du mouvement qui exprime le penchant du mouvement pour « les grands principes de responsabilité fiscale et d'un Etat limité comme étant des piliers du mouvement »<sup>236</sup>. A cela, nous pouvons ajouter des témoignages compilés dans le livre écrit par les membres du mouvement *Tea Party: The Awakening*, dans lequel Tom Balek exprime notamment sa peur devant des élections présidentielles de 2008 sans véritable choix favorable à leur « seul et unique cause : la réduction de la taille, et des dépenses de l'Etat »<sup>237</sup>.

“I feared the November 2008 elections as they approached. For the first time, in race after race, my only choices were one candidate or another whose beliefs and values were entirely foreign to my own. The weakening of the Right had left an opening that the Left was ready to exploit. I knew that we, as a nation, were headed for big, big trouble.”<sup>238</sup>

L'organisation *Tea Party Patriots* dénonce elle aussi le manque de responsabilité fiscale des deux côtés de l'échiquier politique en précisant se limiter aux questions économiques et « ne pas prendre position quant aux questions sociales »<sup>239</sup>. Enfin, le premier « coup d'éclat » médiatique du mouvement s'est tenu à une date hautement symbolique, celle du 14 avril 2009, *Tax Day* aux Etats-Unis, c'est-à-dire la date limite de déclaration des revenus.

Ces exemples nous montrent l'orientation du mouvement à son entrée sur la scène politique américaine ainsi qu'une partie des raisons qui lui ont permis de percevoir une ouverture axée sur les questions économiques de la structure des opportunités politiques. Du fait de la perception d'un manque de positionnement politique conservateur de la part du camp républicain et des dangers posés à l'économie américaine du côté démocrate comme républicain, le *Tea Party* est apparu comme l'unique défenseur d'une cause fondatrice et unificatrice : la lutte contre les dépenses inutiles et malhonnêtes de l'Etat symbolisées par les plans de renflouement des banques et de l'économie américaine. Inutiles parce que le mouvement juge que le capitalisme implique de ne pas venir en aide aux *perdants*, c'est-à-dire ceux qui ont effectué de mauvais placements, et encore moins que ce soit aux contribuables de « financer l'échec » par le biais des représentants élus du peuple.

---

<sup>236</sup> John O'Hara, *A New American Tea Party: The Counterrevolution against Bailouts, Handouts, Reckless Spending, and More Tax*, New Jersey, John Wiley & Sons, p. 207 .

<sup>237</sup> Tom Balek in Brent Morehouse, *Tea Party: The Awakening*, New Patriot Publishing, [En ligne].

<sup>238</sup> *Ibid.*

<sup>239</sup> Jenny Beth Martin & Mark Meckler, *Tea Party Patriots, The Second American Revolution*, New York, Henry Hold and Company, p. 23.

Malhonnêtes parce qu'en redistribuant les impôts de la population, certains représentants en profitent pour contenter leurs électeurs en subventionnant des initiatives locales.

Mais comme le remarque Olivier Jutel dans son analyse du Tea Party mobilisant Slavoj Žižek, une objectivisation restreinte de la lutte n'est « pas suffisante pour soutenir un engagement politique de longue durée »<sup>240</sup> :

“A more general remark should be made here about the single-issue popular movements, for example, the “tax revolts” in the US: Although they function in a populist way, mobilizing the people around a demand that is not met by the democratic institutions, it does not seem to rely on a complex chain of equivalences, but remains focused on one singular demand.”<sup>241</sup>

Conformément à ce qu'avait affirmé Žižek, il a été possible d'observer une évolution de la plateforme de revendications du *Tea Party* au cours des mois qui ont suivi ses premières mobilisations. Cette évolution a permis au mouvement d'élargir l'éventail d'opportunités accessibles et d'ancrer leur constat de la situation dans le paysage politique américain et de modifier par la même occasion la structure des opportunités politiques. D'une plateforme purement économique critiquant les solutions *socialistes* et malhonnêtes de l'Etat au travers des dépenses publiques, le mouvement a élargi ses revendications tout en cherchant à garder un message unifié, celui de la protection nécessaire de la constitution américaine.

## 2. Elargissement de la plateforme de revendications

A la suite de l'ouverture aux revendications et aux solutions économiques de la structure des opportunités politiques, les thèmes abordés par le mouvement ont connu une modification. Le mouvement anti-fiscaliste protestant contre les plans de relance de l'économie a exprimé dès l'été 2009 une opposition viscérale à la réforme du système de protection sociale de l'Administration Obama. Comme l'atteste l'entrevue avec Tom C., l'événement qui a poussé une autre partie des membres du mouvement à se mobiliser a été « Obamacare et la socialisation de l'assurance santé, sans aucun doute en opposition à la volonté du peuple »<sup>242</sup>. Nous allons le voir, le passage d'une critique des réponses à la crise

---

<sup>240</sup> Olivier Jutel, *Liberalism and Its Populist Excess: Barack Obama, the Tea Party and the Media Field* (docteur, Université d'Otago, Nouvelle-Zélande), 2013, p. 96.

<sup>241</sup> *Ibid.*

<sup>242</sup> Tom C., correspondance par e-mail, le 17 septembre 2016.

économique à la critique de la réforme du système de santé a été fait tout en gardant comme élément de cohésion interne au mouvement la lutte contre les politiques *socialistes*. Cette *lutte contre* est devenu au fur et à mesure la pierre angulaire de toutes les revendications du mouvement et s'est progressivement transformée en *lutte pour* la protection de l'exceptionnalisme américain garanti par la constitution des Etats-Unis.

Il est ressorti des entretiens que nous avons menés qu'une partie des membres du *Tea Party* voit dans la lutte engagée par le mouvement plus qu'une action contre le *socialisme*. Gary K., qui se décrit lui-même comme « quelqu'un qui a passé trop de temps assis sur son canapé »<sup>243</sup>, raconte ce qui lui a donné l'envie de prendre part au mouvement *Tea Party* :

“I was always driving around in my car and I listened to Rush Limbaugh every day, when I drove around in my sales. And I thought, ‘I think like that guy’. You know that guy kinda gets it--I agree with him. And I wasn't very political really back then but I was getting myself educated. But then some friends of mine said ‘Hey, you've got to come to a Tea Party group, and that's first when President Obama got elected. And you know we saw our Constitution being shredded. [...] You know we wanna preserve the country the way it was founded. And go back to basic God-given rights this country was built on. Not this renegade government from both Republicans and Democrats. You know as the Tea Party movement has gone along, I feel the Republicans are as much of a problem as the Democrats.”

Plusieurs éléments symptomatiques ressortent de ce témoignage. Premièrement la place importante des médias conservateurs qui sera précisée par la suite, non pas comme « créateur de mécontentement »<sup>244</sup> mais plutôt comme une confirmation du diagnostic qui produit un « encouragement à l'action » par le partage d'opinion. Deuxièmement, et comme nous l'avons mentionné précédemment, la critique formulée par les membres du mouvement se dirige autant envers les élus démocrates que républicains. Et troisièmement, pour Gary K. les revendications du *Tea Party* s'organisent autour de la protection de la Constitution américaine, qui capture l'essence de l'exceptionnalisme américain. A ses yeux, la réforme du système de santé n'est donc que le symptôme du chemin *socialiste* emprunté successivement par les gouvernements démocrates et républicains lui-même symptôme de l'abandon des principes fondateurs des Etats-Unis. Le combat du *Tea Party* n'est pas simplement celui contre une réforme précise ou même des politiques *socialistes* ; le mal est plus profond. Il se situe à la base de toute réflexion qui n'obéit pas aux fondements (prétendus) des Etats-Unis.

---

<sup>243</sup> Gary K., entretien via visioconférence, le 9 septembre 2016.

<sup>244</sup> Anthony DiMaggio, *The Rise of the Tea Party: Political Discontent and Corporate Media in the Age of Obama*, New York, Monthly Review Press, 2010.

C'est également ce qu'exprimait Tom Z. lorsqu'il indiquait la raison de sa participation au *Tea Party* : « C'est Obamacare, à partir du moment où l'Etat prend le contrôle du système de santé, il vous contrôle, vous et tout ce que vous faites. C'est une question de Liberté, plus que c'est une question médicale ou économique »<sup>245</sup>.

Ainsi, un processus d'élargissement de la plateforme de revendications du mouvement s'est peu-à-peu produit et peut être observé dans différentes composantes du *Tea Party*. Pour *FreedomWorks*:

“Members of the Tea Party movement are focused on defending individual freedoms and economic liberty because one does not exist without the other. The overwhelming majority of activists are just responsible citizens trying to defend something they cherish: constitutionally limited government. This is a movement stirred into action not out of partisan bitterness but as a reaction to what they view as a government that has grown too large, spends too much money, and is interfering with their freedoms.”<sup>246</sup>

En somme, si les membres se sont mobilisés c'est en réponse aux attaques répétées de l'Etat américain contre les libertés économiques (les impôts) de ses citoyens et donc leurs libertés individuelles. Il est, à partir de là, plus facile de comprendre l'idée de « mission » qui existe dans le discours du mouvement dont nous parlions précédemment, puisque son combat est celui de la protection des libertés individuelles et des documents fondateurs qui les garantissent.

En termes d'opportunités politiques, l'évolution de leur plateforme de revendications a été possible puisque le mouvement s'est placé et s'est perçu lui-même comme étant le seul à faire face au système politique et à même de protéger les libertés individuelles garanties par la constitution américaine. En plus de cela, l'évolution des revendications a pris la forme d'un élargissement des revendications. D'une entrée sur la scène politique américaine critiquant la réponse de l'Administration Obama face à la crise économique, la critique s'est généralisée à l'ensemble d'un système politique allant à contre-sens de la « voie américaine ». Cet élargissement a permis la solidification de la présence du mouvement dans le discours politique à partir du moment où il arrive à se positionner lui-même dans le discours politique national comme le seul avec des solutions.

---

<sup>245</sup> Tom Z., correspondance par e-mail, le 7 septembre 2016.

<sup>246</sup> Dick Arney & Matt Kibbe, *Give Us Liberty: A Tea Party Manifesto*, New York, HarperCollins, 2010, p. 66.

D'une plateforme revendicative purement économique, le *Tea Party* a construit un ensemble de revendications liant les questions économiques aux libertés individuelles<sup>247</sup>. L'ouverture à des solutions économiques créée par la crise économique de 2007-2008 et le lien établi par le mouvement entre solutions économiques et changements à plus large échelle ont fait d'une *fenêtre d'ouverture* (économique) une opportunité bien plus large réclamant des changements plus profonds du système politique américain. Nous verrons que l'ouverture est, en effet, principalement créée parce que les réponses du système ont été jugées « anti-américaines ». Dans la bouche du *Tea Party*, les Etats-Unis ne pouvant être autre chose que la concrétisation de son interprétation du modèle libéral défini dans la constitution et que toutes politiques *socialistes* empêchent, l'ouverture relative de la SOP après la crise économique a été élargie par un discours lui aussi plus large et soulignant les menaces d'une « dérive socialiste ».

## B. Crise de la représentation politique et instabilité des alignements politiques

En 1773, c'est l'idée d'« imposition sans représentation » qui avait rassemblé les *Fils de la Liberté* dans le port de Boston. Au début de la présidence Obama, les revendications du *Tea Party* faisaient écho à ce sentiment en modifiant quelque peu l'équation. Cette fois-ci la menace ne venait plus d'un gouvernement lointain et tyrannique, mais « la plus grande menace envers notre mode de vie émanait de l'action de nos compatriotes, ceux que nous avons élus »<sup>248</sup>.

### 1. De la crise économique à la crise politique

Nous l'avons vu précédemment, les périodes de crise politique peuvent causer une modification des alliances des élites politiques ce qui a pour effet d'ouvrir des opportunités dans la SOP pour les mouvements sociaux. Nous formulons la proposition selon laquelle la crise économique a eu comme conséquence une crise de la représentation sous deux formes

---

<sup>247</sup> Nous reviendrons sur cet argument au cours du deuxième chapitre.

<sup>248</sup> Jenny Beth Martin & Mark Meckler, *Tea Party Patriots, The Second American Revolution*, op. cit., p. 45.

(incarnation et mandat) et que les réponses à cette crise ont créé des ouvertures pour le *Tea Party* par les perceptions du mouvement et par un réalignement républicain favorable au mouvement.

Le concept de représentation-incarnation sur lequel nous nous attarderons en premier existe depuis le Moyen Âge et exprimait la forme particulière de représentation des monarques en ce qu'ils « incarnaient » l'Etat et dont la fameuse phrase attribuée à Louis XIV, « l'Etat, c'est moi », peut être considéré comme l'emblème<sup>249</sup>. La différence avec la représentation-mandat tient à ce que « dans cette perspective, la représentation signifie moins “agir au nom de” qu’ “agir comme” »<sup>250</sup>. Là où la représentation-mandat implique un transfert d'autorité juridique qui autorise le représentant à prendre des décisions au nom de la volonté populaire selon la logique démocratique, la représentation-incarnation implique quant à elle une action légitimée par le principe de la synecdoque entre représentant et représentés, la partie pour le tout.

La première catégorie de critiques formulées par le *Tea Party* envers les élites politiques constitue, nous allons le montrer, une manifestation de la crise de la représentation-incarnation où les représentants sont jugés comme ne faisant plus partie du peuple, ne pouvant plus être assimilés aux « gens ordinaires » en raison d'une série d'écarts qui touchent l'essence même des valeurs qu'ils étaient supposés défendre. L'idée de « trahison » des élites dans l'exercice de leur fonction peut prendre deux formes différentes, celle de la trahison de l'électorat qui implique une crise de la représentation-mandat que nous verrons par la suite mais également une trahison du « crédo américain » et de la vision des Pères fondateurs.

L'anti-élitisme exprimé, symptôme du populisme que nous étudierons dans le chapitre suivant, est donc multidimensionnel et dans ce cas n'est pas motivé par un quelconque anti-intellectualisme. C'est aussi ce que remarque Régis Soubrouillard quand il dit qu'aux yeux du *Tea Party*, le Parti Républicain serait « coupable de modération », « suspect de compromissions et d'impuretés idéologiques »<sup>251</sup>, en s'écartant des valeurs fondatrices des Etats-Unis à la suite de la crise économique de 2007-2008, les républicains et l'ensemble de l'élite politique au pouvoir à l'époque ont trahi les Etats-Unis et son peuple pour des raisons

---

<sup>249</sup> Yves Sintomer, « Les sens de la représentation politique : usages et mésusages d'une notion », in *Raisons politiques* 2013/2 (N° 50), p. 21

<sup>250</sup> *Ibid.*

<sup>251</sup> Régis Soubrouillard, « Le Tea-Party, réac, populiste ou les deux ? », in [www.marianne2.fr](http://www.marianne2.fr), [En ligne]. Consulté le 15.03.2012.

de profits personnels. Les représentants n'incarnent alors plus ces valeurs et doivent être remplacés comme le note Andrew J. Perrin *et al.* dans un entretien avec un membre anonyme du *Tea Party* :

“And all of us believe in going back to the Constitution, the roots of our country. Making a city on a hill, trying to make a city on a hill of America again. Which is what the Constitution made for us. And uh, we amended it and we trounced it, and we didn't worry about, and we left it alone and ignored it until I believe that's the major problem with America today. [...] We want to save America. We want to see this country go back to the original success formula that made us what we are today.”<sup>252</sup>

La constitution américaine acquiert une dimension particulière dans le discours du mouvement, elle « représente un « mode de vie » ou une « vision du monde » plutôt qu'un ensemble de lois spécifiques, c'est en cela qu'il s'agit plus d'une crise de la représentation-incarnation que de la représentation-mandat dans une partie de son discours. De même lorsque Mark Mekler et Jenny Beth Martin de l'organisation *Tea Party Patriots* parlent des Pères fondateurs comme des personnes qui se sont soulevées en raison d'une « question de principe, celui qu'un gouvernement distant et étranger ne doit pas avoir le droit de taxer arbitrairement »<sup>253</sup>. Plusieurs points doivent retenir notre attention ici :

- Premièrement, l'origine de la critique du gouvernement serait, selon les dires des membres du mouvement social, le sentiment analogue à celui du *Boston Tea Party* d'une « imposition sans représentation » et d'une colère face aux politiques fiscales.
- Et dans un deuxième temps le rapprochement de deux réalités sous la même dénomination de « gouvernement distant ».

Si la Couronne d'Angleterre était « géographiquement distante », les membres du *Tea Party* se sont eux soulevés contre un Etat « symboliquement distant » du peuple et des représentants qui ne l'*incarnent plus*. Il en va de même du qualificatif « étranger » qui est utilisé. Si dans le premier cas, il peut être considéré comme étranger car britannique alors que les Pères fondateurs étaient nés dans ce qui allait devenir les États-Unis d'Amérique, le *Tea Party* parle de l'Etat actuel comme « étranger » au sens symbolique du terme, comme étant le synonyme d'*en-dehors du peuple*. Cela explique en partie le succès du cri de ralliement « We

---

<sup>252</sup> Andrew Perrin, Steven Tepper, Neal Caren, Sally Morris, « Cultures of the Tea Party », in *Contexts*, Vol 10, (N°2), 2011, p. 75.

<sup>253</sup> Jenny Beth Martin & Mark Meckler, *Tea Party Patriots, The Second American Revolution*, New York, Henry Hold and Company, p. 31.

the People », reprise des premiers mots de la constitution américaine, dans le sens où « nous, les membres du mouvement *Tea Party*, sommes le Peuple » et « vous, l'élite politique qui avez trahi le crédo américain, ne l'êtes plus ». Comme l'avait remarqué Yves Sintomer la représentation-incarnation n'a pas disparu avec l'affirmation du gouvernement représentatif et se retrouve « dans la réinterprétation démocratique-radical de la représentation-identité »<sup>254</sup>.

A cette crise de la représentation-incarnation provoquée par les réponses perçues comme autant de « trahisons » des élites politiques de tous bords à la crise économique de 2007-2008, nous pouvons ajouter également une crise de la représentation-mandat. Cette dernière permet de « rendre fictivement présent une personne ou un groupe physiquement absent et de traiter ainsi de façon réglée toute une série de situations juridiques »<sup>255</sup> et est bien différente de l'assimilation de la partie au tout, puisqu'elle se construit autour de l'idée « d'un mandat donné par le tout à certaines personnes qui dépendent de lui au point de lui devoir son existence, qui ne bénéficient pas des mêmes prérogatives légales que le tout et qui sont susceptibles de voir celui-ci s'opposer à elles et leur retirer leur mandat. »<sup>256</sup> Nous allons voir en quoi la crise économique a conduit à une crise de la représentation-mandat pour les membres du *Tea Party*.

Premièrement, et selon Jenny Beth Martin et Mark Meckler du *Tea Party Patriots* l'action du mouvement est le résultat de la rupture du lien de confiance qui existe entre les représentés et le système démocratique créé par les Pères fondateurs d'un côté et les représentants de l'autre.

“Under the American system of government, the consent of the people is expressed through votes of the people’s representatives. We elect Congress to uphold and defend the Constitution. [...] When our representatives break [their] oath, or fail to vote according to the people who elected them, it becomes our responsibility to assert our will.”<sup>257</sup>

Ainsi, lorsque les représentants s'écartent de ce pourquoi ils ont été élus, ils ne *représentent* plus leurs électeurs, deviennent illégitimes et il incombe à la population de mettre fin à cette menace. Il apparaît que la vision qu'a le mouvement de la représentation est proche de celle du mandat impératif, c'est-à-dire que les représentants n'auraient pas le droit de s'exprimer au-delà de ce pourquoi ils ont été choisis. Cette vision de la représentation

---

<sup>254</sup> Yves Sintomer, « Les sens de la représentation politique : usages et mésusages d'une notion », *art. cit.*, p. 25.

<sup>255</sup> *Ibid.* p. 20.

<sup>256</sup> *Ibid.* p. 22.

<sup>257</sup> Jenny Beth Martin & Mark Meckler, *Tea Party Patriots, The Second American Revolution*, *op. cit.*, p. 67.

renferme pourtant le même reproche que le mouvement exprime envers les élites politiques, c'est-à-dire que les intérêts des représentants prévalent sur l'intérêt général. En effet, les représentants élus selon les règles du mandat impératif ne représentent que leurs électeurs et non l'ensemble de la nation, la « volonté générale » ou l'« intérêt général ». Les membres du mouvement évitent malgré tout la contradiction en postulant que leurs « principes fondateurs sont les mêmes que ceux de l'Amérique. Ces croyances sont dans l'ADN des Américains »<sup>258</sup>. Ainsi, puisque les valeurs du *Tea Party* sont en adéquation avec celles de l'Amérique, les représentants devraient être en mesure de représenter les intérêts de la nation (définis dans la constitution), de leurs électeurs et du *Tea Party* simultanément. Mais le constat du mouvement est celui de représentants qui font passer leurs intérêts personnels en priorité au détriment de l'intérêt général.

Au cours des entretiens que nous avons menés, les réactions face aux décisions de l'élite politique sont, en conséquence, parfois très virulentes. A titre d'exemple, Tom Z. parle des deux caractéristiques principales des représentants comme étant la « malhonnêteté et la corruption. Ils devraient tous être mis en prison en reprenant tout l'argent volé au peuple Américain »<sup>259</sup>. De la même manière, Iris S. considère les « électeurs conservateurs (républicains et démocrates) ont élu des politiciens qui ont promis qu'ils allaient “remettre de l'ordre” dans les affaires laissées par leurs prédécesseurs. Mais ils ont ignoré les promesses qu'ils avaient faites à leurs électeurs, se sont rapprochés des intérêts des grandes entreprises et ont menti en disant ne pas avoir le choix »<sup>260</sup>.

Aux yeux du *Tea Party*, les représentants ont perdu toute légitimité en quelques années à force d'*agir contre* les intérêts et les valeurs américaines. Les réponses face à la crise économique sont donc pour eux symptomatiques de cette tendance. En mettant en place des plans de relance et en autorisant des dépenses de l'Etat jugées irresponsables, les représentants ont été perçus comme une menace de plus, ce qui a créé des ouvertures dans la structure des opportunités. Ces ouvertures ont été traduites par le mouvement comme autant d'opportunités pour remplacer les élites politiques corrompues. Elles l'ont été selon plusieurs stratégies dont la prise de contrôle pure et simple du Parti républicain comme l'écrit Matt Kibbe et Dick Armey « si le mouvement *Tea Party* veut faire de son *ethos* des politiques

---

<sup>258</sup> *Ibid.* p. 21.

<sup>259</sup> Tom Z., correspondance par e-mail, 8 septembre 2016.

<sup>260</sup> Iris S., correspondance par e-mail, 1<sup>er</sup> septembre 2016.

publiques effectives, nous devons nous emparer du Parti républicain »<sup>261</sup> ; objectif qui a été facilité par nul autre que le parti de l'éléphant lui-même.

## 2. Le réalignement républicain orienté en faveur du *Tea Party*

Sur ce point en particulier, les recherches de Williamson, Skocpol et Coggin ont été des plus fécondes. Les auteurs parlent du *Tea Party* comme d'un instrument ayant permis au Parti républicain de se réinventer et d'outrepasser le flou idéologique qui régnait en son sein à la suite des événements de 2008. Nous proposerons l'idée selon laquelle les ouvertures perçues par les membres du Tea Party dans la structure des opportunités politiques ont été créées, en plus des menaces que nous avons vues dans la partie précédente, par un intérêt actif du Parti républicain à se rapprocher du mouvement.

Di Maggio parle du Parti républicain comme d'une entité « en disgrâce »<sup>262</sup> depuis les élections de mi-mandat de 2006 largement favorables aux démocrates et l'élection présidentielle de 2008 poussée par une vague populaire elle aussi démocrate. Le politiste américain évoque également cette idée de « réinvention de la marque » républicaine (*rebranding*) pour un parti politique qui était autant associé à l'échec des politiques économiques américaines des dernières années qu'à des orientations stratégiques électorales d'un autre temps, alors que, par exemple, les efforts de décentralisations et de travail sur le terrain des militants démocrates durant la campagne de Barack Obama avaient été au centre de sa stratégie, apportant des résultats positifs. L'outil pour faire peau neuve, nous dit Di Maggio, tenait dans l'idée de « transformer l'image du Parti républicain en “parti du peuple” précisément grâce à l'émergence du phénomène *Tea Party* »<sup>263</sup>. Pour passer outre la vision qu'avait le public du parti de l'éléphant, les stratèges républicains ont compris qu'un mouvement nouveau, mais surtout enthousiaste leur permettrait de revenir sur le devant de la scène.

C'est dans cette logique que l'organisation *Tea Party Express* (que nous détaillerons par la suite) a vu le jour. Fondée durant l'été 2009 par un stratège républicain de longue date,

---

<sup>261</sup> Dick Arney & Matt Kibbe, *Give Us Liberty: A Tea Party Manifesto*, op. cit., p. 135.

<sup>262</sup> Anthony DiMaggio, *The Rise of the Tea Party: Political Discontent and Corporate Media in the Age of Obama*, op. cit., p. 101.

<sup>263</sup> *Ibid.*

le californien Sal Russo, l'organisation a pourtant été pensée en amont par Joe Wierzbicki. Un jour après les premières manifestations dans l'ensemble des Etats-Unis le 14 avril 2009, Wierzbicki avait proposé à Russo, son collègue de travail chez *Russo, Marsh et Rogers*, un cabinet de conseil en relations publiques affilié au Parti républicain, de mettre en place un bus qui ferait le tour des Etats-Unis en reprenant le nom de *Tea Party*. Selon des sources internes au cabinet transmises au *New York Times* :

“Here is the plan I’ve been cooking up in my head,” Mr. Wierzbicki wrote in an e-mail to Mr. Russo. About how we really make a big impact with the 2010 elections coming up, on the heels of the successful Tea Party push on April 15, and my desire to give a boost to our PAC and position us as a growing force/leading force. The plan called for a two-week road trip with an awesome looking luxury tour bus that would make stops in dozens of cities represented by members of Congress deemed big spenders, and therefore worthy of ouster, including two Democratic senators, Harry Reid of Nevada, the majority leader, and Christopher J. Dodd of Connecticut, who decided to retire this year amid faltering poll numbers.”<sup>264</sup>

Si la littérature scientifique reste divisée quant à l'impact électoral du *Tea Party* sur les candidats républicain au cours des élections de mi-mandat 2010, il apparaît qu'au début du mouvement le Parti républicain l'avait bien vu comme un actif potentiel, un atout qui devrait être canalisé. Mais la tentative de « surfer sur la vague *Tea Party* » témoigne de plus qu'un simple soutien au mouvement. Alors que les stratèges républicains considéraient les idées du *Tea Party* comme celles qui feraient gagner le GOP et qui le permettrait de reprendre le contrôle du Congrès en raison de l'enthousiasme populaire qui semblait exister derrière le mouvement, les débats et les primaires avaient rapidement éliminés un pan modéré du Parti républicain en l'assimilant aux défaites passées. Ce réaligement Williamson et Skocpol l'attribuent en partie aux « pressions idéologiques punitives venant d'intérêts orbitant autour du GOP »<sup>265</sup>. Mais à la différence des réalignements qui avaient pu avoir lieu dans le passé, ces groupes de pression ont été aidés par un sentiment de mécontentement naissant au sein d'une catégorie de la population américaine : élément central d'une tactique théorisée depuis longtemps par les donateurs du Parti républicain et « identifiée par Skocpol et ses collègues [qui] affirment qu'ils cherchaient depuis longtemps un moyen de réunir le militantisme

---

<sup>264</sup> Janie Lorber et Eric Lipton, « G.O.P. Insider Fuels Tea Party and Suspicion », in nytimes.com, [En ligne]. Consulté le 27.05.2013.

<sup>265</sup> Theda Skocpol et Vanessa Williamson, *The Tea Party and the Remaking of Republican Conservatism*, New York, Oxford University Press, 2011, p. 171.

*grassroots* autour de leurs revendications »<sup>266</sup>. Le *Club for Growth*, par exemple, avait déjà fait fléchir des élus républicains à plusieurs reprises depuis sa création. En 2003, par exemple, il avait financé des publicités politiques critiquant le représentant de l'Ohio George Voinovich et la représentante du Maine Olympia Snowe pour s'être opposés aux réductions d'impôts finançant le programme *Medicare*<sup>267</sup>. De la même manière, en 2006, l'organisation avait participé à la défaite de Joe Schwarz, représentant républicain du Michigan le jugeant trop « libéral »<sup>268</sup>.

De la même manière, Williamson et Skocpol expliquaient comment *FreedomWorks* avait préparé les représentants nouvellement élus au Congrès à ne pas se laisser « coopter » par les leaders républicains déjà en place.

“Dick Armey convened a Tea Party retreat in Baltimore to instruct incoming GOP House members on how to stay true to their small government principles and avoid being co-opted by current GOP House leaders steeped in the ways of Washington DC, which referred to the perils of doing business as usual through compromises with Democrats.”<sup>269</sup>

Cette tendance montre que le GOP se déplace volontairement vers le *Tea Party* parce que les « nouveaux » représentants républicains sont de plus en plus à l'écoute des recommandations de *think tanks* qui existent depuis plusieurs années que des celles des leaders du parti. Il ne s'agit pas de quelque chose de complètement nouveau, le système politique américain étant très ouvert aux lobbies de toutes sortes. Cependant depuis 1986 et la mise en place notamment du « Taxpayer Protection Pledge » de l'organisation *American for Tax Reform*, un engagement écrit que prennent les représentants républicains de « s'opposer et de voter contre tout effort d'augmentation des impôts »<sup>270</sup>, les représentants du GOP se rapprochent progressivement et mécaniquement de la droite anti-fiscaliste américaine ce qui a pour effet d'ouvrir des opportunités politiques à des groupes comme le *Tea Party*. L'engagement antifiscal pris par les élus est utilisé comme moyen de pression de l'aveu même de Grover Norquist, le président l'*American for Tax Reform* :

---

<sup>266</sup> David Meyer et Amanda Pullum, « The Tea Party and the Dilemmas of Conservative Populism, in Nella Van Dyke and David Meyer, *Understanding the Tea Party Movement*, Burlington, Ashgate Pub., 2014, p. 61.

<sup>267</sup> Matt Bai, « Fight Club », in *nytimes.com*, [En ligne]. Consulté le 06.06.2017

<sup>268</sup> Patrick O'Connor, « Main Street gears up to defend its own », in *thehill.com*, [En ligne]. Consulté le 06.06.2017

<sup>269</sup> Theda Skocpol et Vanessa Williamson, *The Tea Party and the Remaking of Republican Conservatism*, op. cit. p. 173.

<sup>270</sup> Extrait du « Taxpayer Protection Pledge »

“Take the pledge, win the primary. Take the pledge, win the general. Break the pledge, lose. And when voters knew that elected officials and politicians understood that the pledge was to be signed but not broken, then it became a much more powerful tool for elected officials to communicate with voters as to who they are. It became a credible promise.”<sup>271</sup>

Comme nous l’avons vu précédemment cette conception de la représentation se rapproche d’un mandat impératif ou le représentant n’a aucune marge de manœuvre après son élection. Elle permet également, comme le remarquait un rapport de la *Brookings Institution*, de « supprimer une des options qui permet de surmonter les déficits présents ou futurs, en réclamant que l’ajustement se produise du côté des dépenses »<sup>272</sup>.

Il ressort de ces différents mécanismes d’influence que le GOP accepte de s’orienter de plus à la droite et se rapproche donc de la position occupée par le *Tea Party*, mais également que les méthodes ont relativement changé au fil du temps. D’une influence par le haut et directe des organisations sur le Parti républicain au travers de ses leaders, nous assistons aujourd’hui et depuis plusieurs années à une influence directe sur les élus pour qu’ils se plient aux recommandations des organisations moyennant une aide lors des élections. Les organisations se permettent d’agir en amont des instructions des leaders du parti de l’éléphant. Cette pression est justifiée par les organisations comme le moyen de mieux servir le peuple en veillant à ce que sa confiance ne soit pas trahie par les représentants mais pose question quant à la vision de la représentation que cela entraîne, notamment dans des situations de crise comme celle vécue en 2007-2008.

Durant les premiers mois du *Tea Party*, les stratèges républicains ont, semble-t-il, accueilli à bras ouverts l’arrivée du mouvement en le voyant comme une opportunité pour redevenir la force politique majeure du pays. Ironie du sort, en considérant le *Tea Party* comme une opportunité, le Parti républicain a lui-même créé des opportunités pour le mouvement de deux manières. Tout d’abord en se réalignant en faveur du mouvement, en légitimant son discours tant sur le plan économique que stratégique ce qui a eu pour conséquence d’ouvrir par la même occasion la voie pour tous les membres « de la première heure » du *Tea Party*. Ensuite, en essayant de « récupérer » la ferveur populaire créée par le mouvement, le Parti républicain s’est exposé à de fortes critiques de la part du camp démocrate mais surtout de la part des membres du *Tea Party* eux-mêmes, dénonçant encore

---

<sup>271</sup> Ari Shapiro, « The Man Behind the GOP’s No-Tax Pledge », in npr.org, [En ligne]. Consulté le 06.06.2017.

<sup>272</sup> William G. Gale et Brennan Kelly, *The “No New Taxes” Pledge*, Brookings Institution and Tax Policy Center, Juin 2004.

plus les mécanismes d'un *establishment* républicain à la dérive. Enfin, il s'avère que la position du parti de l'éléphant a pu changer au fil du temps. Le professeur de science politique américain Ronald Libby parle de la stratégie de campagne du GOP en 2012 comme d'un combat pour essayer d'atténuer l'accent mis depuis 2009 sur les questions de dépenses et de dette héritées de l'influence du *Tea Party* et d'orienter les discussions sur des questions d'importance pour les femmes et les hispaniques<sup>273</sup>, ce qui nous montre toute l'ambivalence pouvant exister dans les relations entre alliés politiques.

### C. L'univers des alliés du *Tea Party* : forces et dangers d'une désunion

La littérature traitant des ressources dont dispose le *Tea Party* est très fournie puisqu'elle rentre dans le cadre du débat sur la légitimité populaire du mouvement social. Qu'il s'agisse de la littérature journalistique ou académique, dans les premiers mois du mouvement les débats ont gravité autour de la question de savoir si le *Tea Party* était un mouvement *grassroots* et authentique ou s'il s'agissait d'une simple construction des lobbies antifiscalistes et des réseaux conservateurs, en anglais de l'*astroturf*. Son émergence rapide à l'échelle nationale aidée par les médias conservateurs, le soutien d'organisations financées par des industriels milliardaires donnaient autant d'arguments pour les tenants de la thèse de l'*astroturf* qui arguaient que l'importance accordée au mouvement était disproportionnée et que ce « faux mouvement » n'était qu'un moyen pour les conservateurs en crise de déstabiliser le pouvoir politique en place en opposant à la légitimité populaire de l'élection de Barack Obama un autre type de légitimité populaire. Les travaux d'Anthony DiMaggio vont notamment dans ce sens et s'opposent à une tendance observée dès 1973 par McCarthy et Zald d'une professionnalisation des structures et du personnel des organisations des mouvements sociaux dans le but de mener à bien leur mission de changement.

Cependant, comme nous l'avons exprimé plus haut, nous ne souhaitons pas nous situer dans un débat qui vise à déterminer l'authenticité ou non d'un phénomène social. Nous préférons nous concentrer sur les ressources du *Tea Party* en elle-même en expliquant en quoi elles ont pu créer des ouvertures ou au contraire en quoi elles ont pu être un facteur de

---

<sup>273</sup> Ronald Libby, *Purging the Republican Party: Tea Party campaigns and elections* Lanham, Lexington Books, 2014, p. 131.

fermeture de la structure des opportunités politiques perçue par les membres du mouvement. Il conviendra donc d'établir dans un premier temps que les ressources du mouvement qu'elles soient créées par lui ou mises à sa disposition par des organisations conservatrices ont permis de lui ouvrir des opportunités, alors que d'autres relations entretenues par le mouvement ont pu avoir l'effet inverse.

### 1. Un mouvement aux ressources importantes

La théorie de la mobilisation des ressources différencie quatre types d'accès aux ressources pour un mouvement social. La première catégorie comprend la production propre (*self-production*) des mouvements, qui peut être tant matérielle qu'immatérielle et touche un ensemble très large d'individus, des enfants des membres au grand public.

“A fundamental mechanism by which social movements gain access to resources is to produce those resources themselves through the agency of existing organizations, activists, and participants. Movements produce social organizational resources when they launch SMOs, develop networks, and form issue coalitions. They produce human resources by socializing their children into the ways and values of the movement, or by training participants and developing leaders. Movements like those for civil and human rights have produced out of their struggle a moral authority that is a powerful resource. Social movements also produce items with movement symbolic significance like T-shirts, coffee mugs, posters, art, and even cakes and cookies for bake sales, which can be sold to raise money or used directly to promote the movement.”<sup>274</sup>

La deuxième catégorie, l'agrégation, concerne toute ressource préexistante (matérielle ou humaine) détenue par des individus et mise à disposition du mouvement, comme de l'argent, un local ou du temps mis à disposition de l'engagement militant. A cela, il faut ajouter d'autres types de ressources qui sont « agrégées » par les organisations des mouvements sociaux, comme les ressources morales et intellectuelles qui peuvent être compilées et promues au sein du mouvement. Dans le cas du *Tea Party*, l'exemple de la diffusion des écrits d'Ayn Rand et de Frédéric Bastiat illustrent cela. Les écrits des deux auteurs constituent des ressources intellectuelles importantes pour le mouvement, alors qu'ils

---

<sup>274</sup> Bob Edwards et Patrick Gillham, « Resource mobilization theory » in David Snow, Donatella della Porta, Bert Klandermans et Doug McAdam *The Wiley-Blackwell Encyclopedia of Social and Political Movements*, Hoboken, Blackwell Publishing, 2013.

étaient inconnus d'une grande partie des membres de la première heure. Le témoignage de Leroy L. va dans ce sens lorsqu'il déclare que « nous nous sommes mutuellement éduqués. Par exemple, des gens comme Bastiat – dont j'ignorais l'existence il y a encore cinq ans – nous ont prouvé que les Etats-Unis allaient dans la mauvaise direction »<sup>275</sup>.

Enfin, nous regroupons les troisième et quatrième catégories qui sont respectivement la cooptation/appropriation et le mécénat (*patronage*) qui englobent toutes les deux des ressources matérielles ou non agrégées précédemment dans un cadre extérieur à la lutte politique. Dans le premier cas, il peut s'agir d'organisations religieuses qui rendent disponibles leurs locaux ou leurs personnels pour aider un mouvement social dans un objectif mutuellement bénéfique ; dans le second, il s'agit généralement d'organisations spécialisées dans le mécénat ou d'individus agissant seuls pour aider un mouvement, parfois dans le but d'influencer les objectifs du mouvement.

Une organisation de mouvement social (OMS) est définie par la théorie de la mobilisation des ressources comme « un groupe qui agit pour faire avancer et promouvoir les objectifs de changement social du mouvement »<sup>276</sup>. Réunies, les organisations du mouvement social forment l'industrie du mouvement social (IMS). Il sera ici question des ressources qui ont permis au *Tea Party* de créer des ouvertures dans la structure des opportunités politiques par l'intermédiaire de forces relais.

Concernant les ressources préexistantes dont a bénéficié le *Tea Party*, l'accent a souvent été mis sur le soutien matériel et financier dont il a bénéficié. Deux organisations, *FreedomWorks* et *American for Prosperity* ont particulièrement attiré l'attention des observateurs du mouvement. Fondées par les frères Charles et David Koch, à la tête de *Koch Industries*, le deuxième plus grand groupe industriel des Etats-Unis, ces deux organisations sont des dérivées créées en 2004 à partir de l'organisation *Citizens for a Sound Economy*. Elles ont été particulièrement importantes au début du mouvement, les exemples de Mary Rakovich et Keli Carender dont nous avons parlé précédemment en étant la parfaite illustration. Avant d'organiser sa première manifestation en Floride, Rakovich avait suivi une formation militante organisée par *FreedomWorks*, groupe qu'elle avait découvert grâce à internet<sup>277</sup>. Au début de du mouvement, le coordinateur de l'organisation, Brendan

---

<sup>275</sup> Leroy L., entretien par visioconférence, le 22 septembre 2016.

<sup>276</sup> Bob Edwards et Patrick F. Gillham, « Resource mobilisation theory », *art. cit.*

<sup>277</sup> Ronald Formisano, *The Tea Party : A Brief History*, Baltimore, John Hopkins University Press, 2012, p. 25.

Steinhauser, avait travaillé étroitement avec les personnes qui souhaitaient mettre en place leur première manifestation. Il avait également créé une carte interactive sur internet permettant de suivre en temps réel les efforts de mobilisation dans tous les Etats-Unis et de connecter entre elles des personnes qui ne se connaissaient pas auparavant. La journaliste Kate Zernike raconte l'exemple typique d'une mobilisation aidée grâce aux ressources mises à disposition par *FreedomWorks* :

“From Bucks County, Anastasia Przybylski’s connection to FreedomWorks was typical. She found Steinhauser’s Tea Party map on Google search, and as she planned her April 18 protest, she sent him a note asking him to add it to the map. A few months later, he suggested that he could do a training session for her and the members of other groups in the area.”<sup>278</sup>

Il apparaît également que l'organisation *Tea Party Patriots*, dirigée par un petit nombre d'employés, comptant environ 120 000 adhérents à l'été 2010 et axée sur le soutien des quelques 2 200 groupes locaux affiliés, avait reçu un don d'un million de dollars de la part d'un mécène anonyme après avoir souffert de difficultés financières<sup>279</sup>. La figure de proue de l'organisation, Jenny Beth Martin, avait été directement mise en avant par « Brendan Steinhauser au cours de la manifestation du 12 septembre 2009, la *Taxpayer March on Washington*, financée par *FreedomWorks* parce qu'elle représentait ce que nous voyions dans le mouvement et ce que nous espérons voir dans ce mouvement<sup>280</sup> ». Amanda Pullum et Tim Dickinson apportent d'autres éléments rapprochant *FreedomWorks* et le *Tea Party Patriots*. La première note la proximité des mots d'ordres des deux mouvements en 2009 « *less government, lower taxes, and more economic freedom* », alors que Dickinson fournis des documents internes à *FreedomWorks* montrant son influence dans la prise de décision du *Tea Party Patriots*<sup>281</sup>, ce que Williamson et Skocpol confirmaient en 2011 :

“TPP is very closely intertwined with FreedomWorks, a multimillion-dollar conservative nonprofit led by former House Majority Leader Dick Armey (R-TX). Tea Party Patriots operates under the motto “Fiscal Responsibility, Limited Government, Free Market,” similar to the FreedomWorks slogan of “Lower Taxes, Less Government, More Freedom.” As Jenny Beth Martin acknowledges, FreedomWorks was crucial to the group’s original launch and was

---

<sup>278</sup> Kate Zernike, *Boiling Mad: Inside Tea Party America*, *op. cit.*

<sup>279</sup> Caroline Lee, Michael McQuarrie et Edward Walker, *Democratizing Inequalities: Dilemmas of the New Public Participation*, New York, NYU Press, 2015, pp. 212-213.

<sup>280</sup> Marion Douzou, « De la sphère domestique à la sphère politique : l'engagement des militantes *Tea Party* », *Politique américaine* 2016/1 (N° 27), p. 125.

<sup>281</sup> Amanda Pullum, « Social Movement Theory and the “Modern Day Tea Party” », in *Sociology Compass*, Vol 8, N°12, décembre 2014.

a primary funder for their national rallies. Martin also reports that operational funding for Tea Party Patriots was scant well into 2010, limiting the capacity of the group to take independent action.<sup>28</sup> Leaked emails have suggested that, at least in early months, FreedomWorks retained control over significant aspects of TPP messaging.”<sup>282</sup>

Après avoir vu les liens entre certaines organisations du *Tea Party* et les ressources de cooptation et de mécénat, l’organisation *Tea Party Nation* illustre un exemple de ressource morale mise à disposition du mouvement. Plus orientée sur l’organisation de conférences nationales pour un public professionnel, le *Tea Party Nation* est qualifiée par Meyer et Pullum de groupe agissant « plus comme un business qu’une organisation de mouvement social »<sup>283</sup> et rassemblait 31 000 inscrits<sup>284</sup> en 2010. La première conférence nationale du *Tea Party Nation* a été organisée en 2010 à Nashville avec Sarah Palin comme conférencière principale. Sarah Palin qui connaissait un succès d’estime auprès d’une partie de la droite américaine après avoir été choisie par John McCain comme colistière lors de l’élection présidentielle de 2008 apportait avec sa participation un soutien de premier ordre qui pourrait inciter et encourager à la mobilisation contre l’administration Obama.

D’autres figures du conservatisme américain ont très vite apporté leur soutien au *Tea Party*. Newt Gingrich, par exemple, s’était mêlé aux manifestants à New York dès la première manifestation nationale, le 14 avril 2009. A la suite de cela, il avait apporté son soutien à une initiative nommée « *Contract from American* » en clin d’œil au « *Contract with America* » qu’il avait présenté lors des élections de mi-mandat de 1994. Ron Paul a également eu une place importante en ce qui concerne le travail de relais des idées du *Tea Party* en particulier grâce à la frange libertarienne du mouvement. Lui qui avait tenu une collecte de fond le jour anniversaire du *Boston Tea Party*, le 16 décembre 2007, avant donc que le mouvement ne soit formé, avait été invité par le groupe *Tea Party Patriots* de Virginie à s’exprimer le 9 octobre 2010 saluant le mouvement comme une « révolution intellectuelle » fondée sur le respect de la liberté et de la constitution américaine<sup>285</sup>.

---

<sup>282</sup> Vanessa Williamson, Theda Skocpol et John Coggin, « The Tea Party and the Remaking of Republican Conservatism », in *Perspectives on Politics*, Vol 9, N°1, p. 28.

<sup>283</sup> David Meyer et Amanda Pullum, « The Tea Party and the Dilemmas of Conservative Populism », *art. cit.* pp. 87-88.

<sup>284</sup> Devin Burghart et Leonard Zeskind, « *Tea party nationalism: A Critical Examination of the Tea Party Movement and the Size, Scope, and Focus, of Its National Factions* », in Institute for Research & Education on Human Rights Special Report, automne 2010, p. 9.

<sup>285</sup> Discours de Ron Paul, transcription disponible sur ronpaul.com.

Enfin, les médias acquis à la cause du *Tea Party* ont eu un rôle primordial dans la mise à disposition de ressources. Premièrement et comme nous l'avons déjà évoqué, les efforts de *Fox News* ont permis la formation d'une « communauté de sens », d'une identité commune à tous les membres du *Tea Party* s'informant par le biais de la chaîne d'information conservatrice. En plus des efforts de *Fox News* les émissions de radio conservatrices, comme celle de Rush Limbaugh ou la *blogosphère* conservatrice ont permis de contribuer à la construction d'une communauté et d'une identité commune dont l'importance ne saurait être minimisée. En effet, plus qu'une source d'information pour les membres du *Tea Party*, *Fox News* a activement « aidé à créer et entretenir la mobilisation naissante »<sup>286</sup>. Une comparaison du temps d'antenne alloué à la mobilisation *Tea Party* au cours des quelques mois avant et après la première manifestation nationale du mouvement le 15 avril 2009 montre qu'alors que *CNN* n'avait abordé le thème « Tea Party » que le jour même de la mobilisation et la semaine suivante, alors que *Fox News* avait déjà commencé une couverture substantielle du mouvement à l'approche des *Tax Day Protests* et avait continué à lui accorder une couverture médiatique soutenue jusqu'à la fin du mois de mai 2009 ; phénomène qui s'est répété entre le 31 mai et le 2 août 2009.

Williamson et Skocpol précisent qu'il ne s'agit pas simplement d'une différence de quantité dans la couverture médiatique des événements. En effet, les deux politistes américaines montrent tout d'abord que « la couverture médiatique de *CNN* avait été largement réactive, alors que celle de *Fox* anticipait les événements du *Tea Party* »<sup>287</sup>, et parlent d'une « différence fondamentale de qualité de la couverture du *Tea Party* »<sup>288</sup>. Premièrement, le média conservateur a participé activement à la mobilisation en organisant des émissions spéciales et faisant la promotion des « Fox News Channel Tea Parties ». Quatre des présentateurs vedettes de la chaîne (Glenn Beck, Sean Hannity, Greta Van Susteren et Neil Cavuto) ont tenu leur émission en direct lors de manifestations du mouvement. Glenn Beck, qui bénéficiait dès le début du mouvement d'une forte côte de popularité, avait par ailleurs co-organisé la manifestation du 12 septembre 2009 à Washington en profitant de la symbolique de l'après 11 septembre 2001 pour nommer son organisation du *Tea Party* le « 912 Project ». En 2010, plus d'une centaine de groupes enregistrés sur le site du *Tea Party Patriots* incluait

---

<sup>286</sup> Vanessa Williamson, Theda Skocpol et John Coggin, « The Tea Party and the Remaking of Republican Conservatism », art. cit., p. 29.

<sup>287</sup> *Ibid.*

<sup>288</sup> *Ibid.*

dans leur nom une référence au « 912 ». En plus des connexions entre la chaîne d'information et le *Tea Party*, des liens ont existé entre *FreedomWorks* et *Fox News*, le *think tank* proposant des « offres spéciales d'adhésion pour les téléspectateurs de Glenn Beck »<sup>289</sup>. Tous ces éléments montrent que les médias conservateurs et *Fox News* en particulier ont fourni en grande partie ce dont manquaient les organisations locales faiblement connectées entre elles en termes de communication et d'infrastructure.

“Rather than serving a journalistic, or even a propagandistic function, Fox News in effect acts as a *national social movement organization*, as described by sociologist Debra Minkoff in studies of liberal identity movements. For a scattered set of people who might feel isolated or marginalized, a resourceful national organization can help to provide *an infrastructure for collective action* by promoting *the diffusion of collective identities* and fostering *at least a minimal degree of solidarity and integration*.”<sup>290</sup>

Nous dirons, enfin, un mot sur les organisations religieuses et la Droite chrétienne américaine. A l'instar d'autres organisations que nous avons vues précédemment, elles ont activement participé à l'ouverture de la structure des opportunités politique pour le *Tea Party* en se rapprochant des thèmes de revendications du mouvement. Mark Rozell, professeur de science politique à l'université George Mason, en Virginie, observait en parlant de la Droite chrétienne qu'il serait nécessaire pour sa survie politique de « s'adapter à une scène politique américaine changeante alors que l'attrait des questions traditionnelles que pose le mouvement semble diminuer<sup>291</sup> ». La Droite chrétienne est publiquement engagée dans le combat politique et notamment le combat contre le gouvernement fédéral depuis les années soixante-dix, époque à laquelle les évangélistes percevaient l'Etat comme hostile à leurs intérêts. Alors que leurs entreprises prenaient de l'ampleur, les évangélistes ont ajouté à leur liste de revendications une inquiétude sur les régulations fédérales. Durant les années suivantes, de nombreuses actions ont été entreprises contre des agences gouvernementales que ce soit la *FCC* (Federal Communication Commission) ou l'*IRS* (Internal Revenue Service). La crise économique de 2007-2008 a occasionné un rapprochement entre la Droite chrétienne et le *Tea Party* sur des questions comme la lutte contre l'accroissement de la taille de l'État, contre le communisme ou plus généralement contre l'administration Obama. A tel point qu'en 2011, le télévangéliste Pat Robertson déclarera sur une chaîne de télévision chrétienne : « Je crois que

---

<sup>289</sup> *Ibid.*

<sup>290</sup> *Ibid.*

<sup>291</sup> Joel Aberbach & Gillian Peele, *Crisis of Conservatism? The Republican Party, the Conservative Movement & American Politics After Bush*, New York, Oxford University Press, 2011, p.116.

Dieu aime l'Amérique. Je crois qu'il se rappelle du sacrifice des générations passées et de comment elles se sont soulevées et de comment ce pays a été un modèle de liberté pour le monde entier, et il ne veut pas que ce pays tombe dans le chaos. Le pays va dans cette direction, mais le *Tea Party* n'est-il pas la réponse de Dieu ? »<sup>292</sup>. La Droite chrétienne est rapidement devenue un acteur majeur du *Tea Party* dans la lutte contre l'accroissement de la taille de l'État. « De manière remarquable, observe Ed Kilgore, les théocrates ont arrêté de penser leur combat politique en termes sociaux, en compétition avec les questions fiscales ou économiques, et commencèrent à se voir comme une partie d'un groupe de revendication plus large qui demande une transformation radicale de l'État lui-même »<sup>293</sup>. Le processus de transformation de la Droite chrétienne d'une rhétorique de revendications sociales à des revendications économiques a été rapide et pouvait se résumer avec l'idée que Ralph Reed avait exprimée sur les antennes de la chaîne de télévision chrétienne CBN : « Être pour des valeurs familiales, signifie ne pas passer une dette abyssales à ses enfants »<sup>294</sup>.

Il apparaît donc que la Droite chrétienne américaine a permis de créer des ouvertures en fournissant des ressources morales et humaines (soutien de grandes figures du mouvement), socio-organisationnelles (infrastructures et réseaux) et culturelles (utilisation de cadres du discours semblables à ceux du *Tea Party*). Cependant, il apparaît également que certaines forces relais ont pu avoir l'effet inverse et fermer l'accès au système politique pour le *Tea Party*.

## 2. Une proximité aux mouvements extrémistes préjudiciable

Si les forces relais ont la possibilité de « créer des opportunités » et d'ouvrir la structure des opportunités pour les mouvements sociaux, l'inverse est également vrai. Suivant différents mécanismes et bien que leur objectif soit de « relayer » ou de faire la publicité, les organisations des mouvements sociaux peuvent desservir la cause et fermer la SOP pour le mouvement qu'elles soutiennent. Dans le cas du *Tea Party*, trois phénomènes ont participé –

---

<sup>292</sup> Brian Tashman, « Robertson : The Tea Party Is God's Answer », in [www.rightwingwatch.org](http://www.rightwingwatch.org), [En ligne]. Consulté le 22.06.2012.

<sup>293</sup> Ed Kilgore, « 'Teavangelicals': How the Christian Right Came to Bless the Economic Agenda of the Tea Party », in [www.tnr.com](http://www.tnr.com), [En ligne]. Consulté le 20.06.2012.

<sup>294</sup> David Brody, « New Brody File Show on the Teavangelical Movement », in [www.cbn.com](http://www.cbn.com), [En ligne]. Consulté le 22.06.2012.

involontairement faut-il préciser – à l'affaiblissement de la lutte du *Tea Party* : 1) le ralliement de groupes extrémistes comme les *bithers*, les *birchers*, ou le *Minuteman Project* par exemple ; 2) les mésententes entre organisations du *Tea Party* et 3) les divergences quant à l'institutionnalisation ou non du mouvement.

Un exemple représentatif du rapprochement entre des organisations préexistantes et des organisations du *Tea Party* a été documenté en 2010 par Devin Burghart et Leonard Zeskind. Il s'agit du rapprochement du *Minuteman Project*, mouvement d'auto-défense (*vigilente*) anti-immigration qui s'est fixé comme mission de protéger la frontière entre les Etats-Unis et le Mexique contre toute entrée illégale sur le territoire américain et le *1776 Tea Party*, un groupe qui se définissait comme :

“A Christian political organization that will bridge the gap of all parties, in particular Democratic and Republican Parties. It will welcome all peoples and ideological perspectives, with the intent to streamline government and adhere to the Constitutional Rights addressed in the U.S. Constitution, and by God above.”<sup>295</sup>

Du témoignage même de Steve Eichler, l'homme central du *Minuteman Project* : « Nous sommes en train de voir une augmentation substantielle de groupes qui souhaitent devenir des chapitres locaux, sans parler de nos relations toujours plus fortes avec le *Tea Party* et les organisations 9/12 »<sup>296</sup>. En octobre 2009, suite à des problèmes financiers du *1776 Tea Party* le nom de domaine internet de l'organisation – *teaparty.org* – a été vendu et des changements ont eu lieu au sein de l'organisation. Eichler est devenu le trésorier et le directeur alors que Tim Bueler, lui aussi ancien leader du *Minuteman Project* en est devenu secrétaire et directeur de la communication. Enfin et « pour finir la transformation des *Minuteman* en groupe du *Tea Party*, nous disent Burghart et Zeskind, le site internet *teaparty.org* a été retravaillé en mai 2010 pour ressembler trait pour trait à celui du *Minuteman Project* »<sup>297</sup>. Les recherches de Burghart et Zeskind montrent également que huit des leaders de chapitres locaux du *Patriot Action Network*, connu aussi sous le nom de *ResistNet Tea Party*, sont d'anciens leaders du *Minuteman Project* ou du *Minuteman Civil*

---

<sup>295</sup> Lawrence Rosenthal et Christine Trost, *Steep: the Precipitous Rise of the Tea Party*, Berkeley, University of California Press, 2012, p. 76.

<sup>296</sup> Devin Burghart et Leonard Zeskind, « *Tea party nationalism: A Critical Examination of the Tea Party Movement and the Size, Scope, and Focus, of Its National Factions* », art. cit., p. 25.

<sup>297</sup> *Ibid.*

*Defense Corps*. Ils montrent finalement un rapprochement entre le *Tea Party Express* et le *Minuteman Civil Defense Corps*<sup>298</sup>.

La mouvance *birther* a aussi eu une influence non-négligeable au sein du *Tea Party*. Les *birthers* sont des personnes qui pensent que Barack Obama n'est pas né sur le sol américain rendant sa présidence illégale. En 2010, les *birthers* représentaient 30% des membres du mouvement, 29% déclaraient de ne pas savoir s'il Obama était bien né sur le sol américain et 41% affirmait penser que Barack Obama était né aux Etats-Unis<sup>299</sup>. La croyance *birther* noue généralement des liens naturels avec le racisme et l'islamophobie. Pamela Geller, une bloggeuse soutenant le *Tea Party*, parlait du certificat de naissance du Barack Obama comme étant une « contrefaçon » et perpétuant l'idée qu'il serait « secrètement musulman » au service de « maîtres islamistes »<sup>300</sup>. Le second prénom de Barack Obama, Hussein, a également alimenté cette idée d'un complot à l'échelle mondiale à une époque où l'Amérique était encore fortement engagée en Irak. Dans nos entretiens visioconférence, Leroy L. et Gary K. ont d'ailleurs lourdement insisté oralement sur la prononciation d'« Hussein » lorsqu'ils mentionnaient le quarante-quatrième président américain.

Nous pouvons considérer ces tendances comme fermant la structure des opportunités pour le *Tea Party* en cela qu'elles ont pu entraîner une perte de crédibilité pour le mouvement et son message sur la scène politique. A ses débuts et face aux réactions du système politique, des opinions extrêmes et conspirationnistes considérant par exemple Barack Obama comme « secrètement musulman » ont pu avoir comme effet de noyer les revendications plus classiques du mouvement à l'origine axées sur les questions économiques pour laisser place à des positions plus outrancières. Ce phénomène s'est notamment produit lors de manifestations du mouvement dans lesquelles certaines personnes arboraient des pancartes à caractère raciste<sup>301</sup>. Ou encore avec des mouvements suprématistes, dans un premier temps dénoncés par le courant dominant du *Tea Party*, ils ont persisté au sein du mouvement et se sont fait particulièrement entendre lors des débats sur la réforme du système de santé. La *National Association for the Advancement of Colored People* avait alors demandé au mouvement de condamner le langage raciste qui existait dans leurs rangs, sans pour autant accuser le

---

<sup>298</sup> *Ibid.*

<sup>299</sup> Stephanie Condon, « Poll: "Birther" Myth Persists Among Tea Partiers, All Americans », in cbsnews.com, [En ligne]. Consulté le 13.04.2013.

<sup>300</sup> Devin Burghart et Leonard Zeskind, « *Tea party nationalism: A Critical Examination of the Tea Party Movement and the Size, Scope, and Focus, of Its National Factions* », art. cit., pp. 69-70.

<sup>301</sup> « 10 Pictures of Tea Party Racism », in carbonated.tv, [En ligne]. Consulté le 01.05.2017

mouvement lui-même de racisme. Sans réponse du mouvement et suite à cette demande, Mark Williams, membre du *Tea Party* et animateur d'une émission de débat à la radio avait publié un communiqué dans lequel il ironisait et répondait de manière sarcastique aux événements et à la demande de la NAACP. Cette lettre qui se présentait sous la forme d'une réponse au Président Lincoln, commençait ainsi : « Nous le Peuple de couleur avons décidé que nous n'apprécions pas (*we don't cotton*)<sup>302</sup> cette envie d'émancipation. La liberté signifie travailler pour de vrai, penser par nous-même et subir les conséquences positives ou non de nos actions ». Et Williams de poursuivre « le *Tea Party* raciste exige également que l'État stoppe ses dépenses hors-de-contrôle. Encore, une fois, les dépenses visent directement les gens de couleurs. Ce qui signifie que nous, les gens de couleurs, devront nous battre comme tout le monde pour obtenir un emploi »<sup>303</sup>. Williams, après le tôle qu'avait déclenché sa lettre avait été exclu par la Fédération Nationale du *Tea Party* (*National Tea Party Federation*) une organisation prétendant représenter 85 groupes du *Tea Party* et plus d'un million de membres. Cette réponse est certes à l'opposé du projet politique du mouvement dans sa globalité, mais comme le précisait Barreto, c'est plutôt le manque de réponse dans un premier temps du *Tea Party* à la demande de la NAACP qui avait permis à une frange marginale de se faire entendre au nom du mouvement et grâce à sa médiatisation.

Il ressort de ce rapprochement de certains mouvements d'extrême droite un flou sur le plan national au niveau de la représentation du mouvement. Suite à des débordements, des pancartes, ou une communication volontairement non maîtrisée du *Tea Party* en raison de son organisation *grassroots* et sans leader, le mouvement a pu être vu et décrit comme raciste dans son ensemble, ce qui a d'ailleurs déclenché des réactions de la part des membres eux-mêmes. Interviewé par *Newsweek*, Tom Fitzhugh déclarait que les médias « ont essayé de nous faire passer pour des extrémistes [...] et ça me rend furieux »<sup>304</sup>. En matière d'accès au système politique par l'ouverture de la structure des opportunités politiques ce rapprochement aura pu leur être préjudiciable.

Les différentes mésententes entre organisations du mouvement ont également eu un impact sur la possibilité d'accès du *Tea Party* au système politique. Au cours de l'hiver et du

---

<sup>302</sup> Notons ici l'utilisation volontaire d'une expression idiomatique utilisant le mot « coton » dans une lettre abordant l'émancipation des esclaves.

<sup>303</sup> Matt Barreto *et al.*, « The Tea Party in the Age of Obama : Mainstream Conservatism or Out-Group Anxiety? », in *Political Power and Social Theory*, Volume 22, 2011, [En ligne]. Consulté le 12.05.2012.

<sup>304</sup> Arian Campo-Flores, « Are Tea Partiers Racist? », in *newsweek.com*, [En ligne]. Consulté le 15.05.2017.

printemps 2009 de nombreuses organisations soutenant le *Tea Party* ont été créées avec différentes origines. Ces organisations ont souvent cohabité et travaillé dans un but commun, notamment pour la promotion de solutions économiques. Cependant, concernant les stratégies et les moyens d’actions deux événements synthétisent ces mésententes qui ont pu desservir le message du mouvement à l’échelle nationale. En février 2010, l’organisation *Tea Party Nation* a tenu la première « convention nationale du *Tea Party* », événement qui n’a pas manqué d’attiser les critiques des autres organisations du *Tea Party*. Premièrement, lors de la préparation de la convention, de nombreuses organisations ont retiré leur participation en raison de désaccords et de la façon dont opérait le *Tea Party Nation*. Eric Odom, directeur de l’*American Liberty Alliance*, déclarait qu’il avait des inquiétudes quant au financement de la convention : « La polémique autour de l’événement existe à cause de conversations sur la structure du *Tea Party Nation* et de ses financements par le biais de comptes bancaires privés et de comptes *paypal* »<sup>305</sup>. De même, la *National Precinct Alliance* avait exprimé ses « inquiétudes quant à l’apparence du TPN, de l’exploitation et du fait qu’il essaie de s’enrichir grâce à l’image du mouvement *grassroots* »<sup>306</sup> pointant par la même occasion la participation d’organisations comme le *Tea Party Express* et *FreedomWorks* qui pouvait « au mieux laisser penser à une récupération par le Comité National Républicain et au pire en être effectivement une »<sup>307</sup>. Enfin, bien que cité précédemment, *FreedomWorks* qui avait aidé à l’organisation de la marche sur Washington le 12 septembre 2009 n’avait pas souhaité participer à la convention de Nashville exprimant de forte critique envers le *TPN*. Adam Brandon en expliquait les raisons en ces termes :

“A number of people in Nashville might be focused on social issues, like being anti-gay, or being anti-immigration and that is not a good way of building a movement. We want to focus on what we have in common, which is opposition to big government and taxes.”<sup>308</sup>

En réponse à la convention de Nashville, une autre « convention nationale » du *Tea Party* a été organisée à Gatlinburg en mai 2010, cette fois-ci par le *Tea Party Patriots* avec comme but annoncé d’être plus proche et plus représentatif des membres du mouvement avec des droits d’entrée bien moins cher que pour la convention de Nashville et avec des intervenants également moins connus. L’organisation axée sur l’importance des chapitres

---

<sup>305</sup> Devin Burghart et Leonard Zeskind, « *Tea party nationalism: A Critical Examination of the Tea Party Movement and the Size, Scope, and Focus, of Its National Factions* », art. cit., p. 36.

<sup>306</sup> *Ibid.*

<sup>307</sup> *Ibid.*

<sup>308</sup> *Ibid.*

locaux faisait écho à l'ambivalence des relations au sein du mouvement et est parfaitement résumée par Burghart et Zuskind pour qui la réelle force du *Tea Party* résidait dans son réseau de groupes locaux qui sont également sa plus grande vulnérabilité sur le plan politique en raison de l'influence de certains de leurs membres d'extrême droite.

Le troisième élément de discorde en ce qui concerne les forces relais du mouvement se situe au niveau de l'envie d'institutionnalisation ou non du *Tea Party*. En juin 2010, alors que les stratèges de la droite américaine préparaient les premières élections de mi-mandat depuis l'élection de Barack Obama à la Maison Blanche, Michele Bachmann représentante républicaine du Minnesota avait créé le *Tea Party Caucus*, groupe parlementaire du *Tea Party*. Avec 28 membres dès sa création et 55 avant les élections de novembre, cet effort vers l'institutionnalisation du mouvement et de ses revendications avait été diversement perçu par les membres de base. Alors que *FreedomWorks* avouait dès 2010 dans *Give Us Liberty: A Tea Party Manifesto* que l'objectif du mouvement devait être de « prendre le contrôle du Parti républicain »<sup>309</sup>, la crainte que le mouvement ne devienne qu'un faire-valoir du GOP s'est fait entendre. De plus, ces efforts allaient à l'encontre de l'*ethos* anti-institutionnel du *Tea Party*, mouvement du peuple contre les élites<sup>310</sup>, illustré par les propos de Leroy L. relatant sa première expérience d'une manifestation locale du *Tea Party* :

“I remember our first big protest in spring 2009. The first speaker expressed her frustration at the GOP, that they turned against the American people and that we needed to kick out those RINOs. But the Tea Party was never meant to be corrupted by Washington. She asked to the crowd: ‘Do we need to become a corrupted political party to be successful?’ Of course the crowd shouted ‘No!’.”<sup>311</sup>

Au total, l'absence d'un discours unifié ou officiel autour duquel se structurer – le mouvement revendiquant sa structure « sans leader » – aura permis, semble-t-il, à certaines organisations et individus de largement relayer les idées du mouvement. Mais elle a par la même occasion permis à ces « forces relais » de profiter de la notoriété du *Tea Party* pour véhiculer des idées « à la marge » qui ne faisaient pas l'unanimité. En termes d'opportunités politiques, nous avons pu assister à une fermeture de la structure des opportunités politiques en raison d'une décrédibilisation de ses revendications politiques, son discours étant mêlé

---

<sup>309</sup> Le titre du chapitre 7 est « *Why We Must Take Control Over the Republican Party* »

<sup>310</sup> Kenneth Vogel, « Tea Party's Growing Money Problem », in politico.com, [En ligne]. Consulté le 20.06.2017.

<sup>311</sup> Leroy L., entretien via visioconférence.

avec celui d'organisations à l'extrême droite, ainsi que d'une perte de légitimité du mouvement lui-même en s'opposant à la politique institutionnelle malgré des efforts internes pour transformer le mouvement social en « troisième voie » alternative au Parti républicain et au Parti démocrate ou encore en souhaitant reprendre le contrôle du GOP.

#### D. Mouvements et contre-mouvements : la structure du conflit

La dernière variable que nous mobiliserons dans l'étude de la structure des opportunités politiques perçue par le *Tea Party* est celle de la « structure du conflit » empruntée à Dieter Rucht. L'objectif de cette sous-partie sera de rendre compte du poids des forces opposées au *Tea Party* et d'analyser en quoi elles ont soit encouragé (par perception de menaces), soit freiné les efforts de mobilisations du mouvement. Pour cela, nous diviserons l'opposition en deux catégories 1) l'opposition institutionnelle et 2) l'opposition dans « l'espace des mouvements sociaux ».

##### 1. Le *Tea Party* face à la politique institutionnelle

Nous l'avons vu plus haut, au début de son existence le *Tea Party* percevait la politique institutionnelle comme le haut lieu de la corruption des principes fondateurs de l'Amérique et du cynisme politique où les représentants ne se préoccupent que de leur propre intérêt. Selon Jenny Beth Martin et Mark Meckler du Tea Party Patriots, le succès du mouvement et de ses idées réside dans le fait que son *ethos* est en adéquation avec l'esprit des Pères fondateurs. Dans cette optique, la politique institutionnelle est d'emblée perçue comme une menace non-seulement pour le mouvement mais également pour les Etats-Unis.

La première menace exprimée dans le discours du *Tea Party* est celle posée par l'administration Obama après l'élection de 2008 et la mise en place de politiques *socialistes* en réponse à la crise économique. Dans *Give Us Liberty* écrit par les deux dirigeants de *FreedomWorks* Barack Obama est accusé de vouloir « refaire l'Amérique » autour des principes du socialisme.

“Those liberals now in control of our government seem bent on apologizing for the United States, striving to, in the words of Barack Obama, ‘remake America’. They want to remake us

to look more like European social democracies. Liberals don't talk about democratic socialism anymore; they prattle on about 'social justice'. They misuse the phrase. Justice means treating every individual with respect and decency and exactly the same as anyone else is treated under the laws of the land. As best we can tell, 'social justice' translates to really wise elected officials (you know, smarter than you) redistributing your hard-earned income to their favored social agendas, all dutifully administered by a well-intentioned bureaucrat. In Europe, this translates into bloated social welfare programs that punish work; massive tax burdens, particularly on the working class through hidden value-added taxes that crush economic expansion; and structural barriers to opportunity for younger generations of have-nots trying to enter the workforce."<sup>312</sup>

Ainsi, le plan de sauvetage de l'industrie automobile, celui des banques ou le plan de relance de l'économie, pensés comme autant de moyens pour limiter les effets de la crise des *subprimes* et protéger les citoyens qui auraient pu perdre beaucoup sont vus par les auteurs comme une « socialisation des problèmes », une menace qui plane sur les Etats-Unis. Le *Tea Party* avance aussi l'argument que l'État est irresponsable dans le domaine des dépenses qu'il fait avec l'argent des contribuables. « A chaque fois que vous faites le choix de ne pas dépenser plus que ce que vous avez, vous êtes fiscalement responsable. [...] Quand l'État va prendre de l'argent dans les poches des gens pour le dépenser, c'est au-delà de l'irresponsabilité fiscale. Parce que ce n'est pas l'argent de l'État. Et c'est profondément irrespectueux de dépenser l'argent de quelqu'un d'autre dans des choses qu'ils n'auraient eux-mêmes pas acheté »<sup>313</sup>. Le socialisme serait immoral car les actions de l'État s'apparenteraient au pire à du vol et au mieux à un investissement forcé pour les individus dans des choses pour lesquels ils n'auraient aucun intérêt. Cette vision opposée au *socialisme* du Président Obama fut largement relayée dans les médias conservateurs, et notamment sur la chaîne de télévision Fox News « ouvertement partisane et [qui] s'est faite le porte-parole médiatique du mouvement Tea Party »<sup>314</sup> selon Mark Lilla. C'est dès le début de la présidence Obama que les attaques virulentes contre sa politique débutèrent. Le onzième jour, Glenn Beck, dans son émission concluait en disant que « les États-Unis [étaient] en marche vers le socialisme ». Quant à Sean Hannity, lui aussi dans son émission, il présenta la présidence Obama comme étant la « fin du capitalisme ». Par la suite, Beck se saisit du débat sur le plan de relance de

---

<sup>312</sup> Dick Arme & Matt Kibbe, *Give Us Liberty: A Tea Party Manifesto*, New York, HarperCollins, 2010, p. 170.

<sup>313</sup> Jenny Beth Martin & Mark Meckler, *Tea Party Patriots, The Second American Revolution*, op. cit., p. 31.

<sup>314</sup> Emma Archer & Quentin Molinier, « Interview de Mark Lilla », in [www.nonfiction.fr](http://www.nonfiction.fr), [En ligne]. Consultée le 01.03.2012.

l'économie déclarant le 4 février 2009 qu'il montrerait à son audience comment les politiques du président « s'apparentent à celles des pays les plus socialistes et fascistes de l'Histoire »<sup>315</sup>.

Barack Obama s'est peu exprimé en réponse aux critiques du *Tea Party*, préférant généralement éviter les attaques frontales envers le mouvement qui ont pour effet d'encourager et de renforcer les membres dans leur logique contestataire. Le mouvement avait été attaqué directement par Nancy Pelosi et l'économiste Paul Krugman qui dénonçait le caractère artificiel de sa colère et de ses manifestations « cooptées par le Parti républicain ». Ces critiques perçues comme des attaques directes et injustes contre l'engagement militant encouragent, motivent et parfois donnent une justification *a posteriori* aux membres du mouvement pour leurs actions ; ce qui est illustré par le slogan « *Can you hear us now ?* » repris par la foule au cours des manifestations pour faire part de leur sentiment d'une administration déconnectée du peuple et des principes fondateurs de l'Amérique. La première vague de colère ayant été « disqualifiée » elle a laissé place à une nouvelle vague justifiée par les critiques des élites politiques. De même l'attention particulière du *Tea Party Express* et de Sarah Palin pour éviter une réélection d'Harry Reid lors des élections de mi-mandat 2010 peut être vue comme la recherche d'une victoire symbolique du mouvement contre la politique institutionnelle : le numéro trois du camp démocrate Obama contre l'outsider soutenue par le *Tea Party*. Comme le disait Sarah Palin lors de son discours sur les terres d'Harry Reid :

“We're sending a message to Washington [...] It's loud and it's clear, and in these upcoming elections we're saying that the big-government, big-debt, Obama-Pelosi-Reid spending spree is over. You're fired.”<sup>316</sup>

Pour revenir à la réponse de Barack Obama, il justifia en avril 2009 les mesures mises en place par l'ampleur exceptionnelle de la crise et le risque qu'elle ait des répercussions principalement pour les plus pauvres malgré la contestation des membres du mouvement qui s'articulait autour des dépenses de l'Etat pour des groupes dont ils ne faisaient pas partie.

“In May 2010, he told guests at a private White House dinner that race was probably a key component in the rising opposition to his presidency from conservatives, especially right-wing activists in the anti-incumbent 'Tea Party' movement that was then surging across the country. Many middle-class and working-class whites felt aggrieved and resentful that the federal

---

<sup>315</sup> Brock D., Rabin-Havt A. & MEDIA MATTERS, *The Fox Effect: How Roger Ailes Turned a Network into a Propaganda Machine*, New York, Anchor Books, 2012, p.97.

<sup>316</sup> Michelle Nickerson et Darren Dochuk, *Sunbelt Rising: the Politics of Space, Place and Region*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2011, p. 27.

government was helping other groups, including bankers, automakers, irresponsible people who had defaulted on their mortgages, and the poor, but wasn't helping them nearly enough, he said.”<sup>317</sup>

En plus de l’opposition à la politique institutionnelle du côté démocrate, le *Tea Party* a également pointé du doigt certains efforts du GOP trop assimilés à la « politique politicienne » (*politics as usual*) élitiste, cynique et déconnectée du peuple.

“While not all kept their promises, the Republican Study Committee (the supposed watchdog of conservative principles in the Republican caucus) came out with a plan to cut the full \$100 billion in the current year. Unfortunately, the House Republican leadership refused to listen, and refused to press for the full amount of promised cuts. They explained that we just *didn't understand* what they had meant by their promise of \$100 billion in cuts. In D.C., apparently \$100 billion doesn't mean \$100 billion. As usual, they defaulted to the ruling elite position that we were just too simple to understand Washington, D.C.'s unique accounting practices. We were disappointed, but not surprised.”<sup>318</sup>

Cette dernière phrase en particulier, critique directe de l’*establishment* du Parti républicain déjà en place au moment de la crise a été au cœur d’une tendance forte du *Tea Party*, celle de la mobilisation contre les RINOs (Republican In Name Only), « ceux qui n’ont de républicain que le nom » et qui auraient abandonné les principes conservateurs pour faire passer en premier leurs intérêts personnels. Un exemple caractéristique de cette lutte pour une purification idéologique du Parti républicain est celui de la campagne électorale des élections de mi-mandat dans une des circonscriptions de l’Etat de New York. Pour s’opposer à Bill Owens, un candidat proche de l’administration de Barack Obama, les Républicains avaient rapidement nommé Diedre Scozzafava, une maire locale à laquelle les membres du *Tea Party* vont pourtant fortement s’opposer. Pointée du doigt comme étant la candidate du parti, sans avoir prouvé son engagement aux principes du conservatisme politique et rangée dans la catégorie des RINOs par le mouvement, le soutien du *Tea Party*, de Sarah Palin et du conservateur Tim Pawlenty se porte sur le candidat indépendant Douglas L. Hoffman. En définitive, si c’est le candidat démocrate qui remporte l’élection c’est notamment en raison du poids du *Tea Party* durant la campagne et aux bâtons qu’il a pu mettre dans les roues de la machine républicaine. Les autres exemples sont nombreux lors de ces élections de mi-mandat 2010, comme le scénario similaire dans le Delaware. Christine O’Donnell candidate soutenue

---

<sup>317</sup> Nathan Chait, « No, the Tea Party Isn’t Racist. Yes, it is Racial. », *newrepublic.com*, [En ligne], 3 mars 2011.

<sup>318</sup> Jenny Beth Martin & Mark Meckler, *Tea Party Patriots, The Second American Revolution*, op. cit., p. 75.

par Sarah Palin, Jim DeMint, le polémiste Rush Limbaugh et Sean Hannity de *Fox News* ou encore le *Tea Party Express* gagnera la primaire du Parti républicain face à Michael Castle, candidat « le mieux conservateur »<sup>319</sup> du Parti républicain pour le *Club of Growth*, mais perdra l'élection. De même, Charles Crist, gouverneur de Floride et favori de la primaire républicaine, sera finalement battu par Marco Rubio, alors très peu connu du grand public. Derrière l'échec de Crist, il faut voir le travail du *Tea Party* critiquant son soutien au plan de relance de l'économie de Barack Obama « notamment parce qu'il offrait des fonds aux Etats », les fameuses *earmarks* que le mouvement assimile à de la corruption, ainsi qu'une vidéo dans laquelle il prend le président des Etats-Unis dans ses bras<sup>320</sup>.

Comme le remarque Micheal C. Behrent, l'avertissement est lancé et l'objectif du mouvement rempli : le Parti républicain devra compter avec le *Tea Party* en s'alignant sur ses valeurs. La stratégie du mouvement de rapprocher le parti de ses mouvances internes plus à droite a donc été le moteur ; l'élément encourageant d'une partie de la mobilisation étant de s'opposer à l'*establishment* républicain « coupable de compromissions et d'impureté idéologique. »<sup>321</sup>

Pour finir, le dernier élément d'opposition à la politique institutionnelle qui a encouragé la mobilisation laisse une place importante aux perceptions des membres du *Tea Party* quant au système politique. Les processus et le mécanisme de création du mécontentement et des perceptions – c'est-à-dire le cadrage – seront étudiés au chapitre suivant, mais nous souhaitons malgré cela aborder la question de la répression du mouvement. Comme nous l'avons dit auparavant, elle peut motiver la mobilisation puisqu'elle provoque des sentiments d'injustice et une lutte du camp de la liberté contre l'oppression du régime. Elle peut également rendre toute action impossible en augmentant de manière trop importante le coût de la mobilisation. Ce qui amenait Combes et Fillieule à constater que « les résultats de la recherche perdent toute consistance dès lors que l'on cherche à mesurer l'effet de la répression sur la protestation »<sup>322</sup>.

---

<sup>319</sup> Michael Behrent, « Tea Party Patriots : le renouveau de la droite américaine », in [www.laviedesidées.fr](http://www.laviedesidées.fr), [En ligne]. Consulté le 02.03.2012

<sup>320</sup> *Ibid.*

<sup>321</sup> *Ibid.*

<sup>322</sup> Hélène Combes, Olivier Fillieule, « De la répression considérée dans ses rapports à l'activité protestataire. Modèles structuraux et interactions stratégiques », *Revue française de science politique* 2011/6 (Vol. 61), p. 1047-1072.

Premièrement, il est important de noter qu'aucune intervention de la police n'a été reportée au cours de l'une des manifestations du mouvement<sup>323</sup>. Ces dernières étant pourtant parfois tenues dans une atmosphère particulièrement tendue avec par exemple des manifestations où les membres du mouvement se déplaçaient (légalement) avec leurs armes à feu. D'autres ont vu des débordements (des insultes et des crachats) ciblés contre des représentants démocrates. Le 20 mars 2010 des représentants membres du *Black Caucus* se sont fait cracher dessus en passant devant des manifestants du *Tea Party*, alors que d'autres s'étaient fait insulter<sup>324</sup>. Le manque de réponse des forces de l'ordre à ces événements alors même qu'elles intervenaient contre les rassemblements du mouvement *Occupy Wall Street* pose plusieurs questions auxquelles nous essaieront d'apporter des éléments d'explication au cours des chapitres suivants. Mais ce qui est à retenir reste l'inaction de la police lors des manifestations du *Tea Party*.

L'idée qu'il existe deux poids, deux mesures en ce qui concerne la répression de l'Etat face aux manifestations d'*Occupy Wall Street* et celles du *Tea Party* est en accord avec les conclusions de Piven et Cloward<sup>325</sup>, Stockdill<sup>326</sup>, Mathieu<sup>327</sup>, Monjardet<sup>328</sup> et Donner<sup>329</sup> : « Les protestations de groupes marginalisés – minorités ethniques et religieuses, milieux populaires – seraient particulièrement touchées par la répression »<sup>330</sup>. D'un côté l'Etat se trouve confronté à un mouvement qui prône un bouleversement profond du système politique et financier américain, alors que dans le cas du *Tea Party* un changement profond du système politique américain est certes exigé, mais il s'appuie sur une légitimité ancienne, et sur la volonté d'un retour aux préceptes de la constitution américaine et du libéralisme économique qui (dans son discours) en découle.

---

<sup>323</sup> Dave Serchuk, « The Tea Party Never Got Pepper Sprayed », in forbes.com, [En ligne]. Consulté le 21.07.2017.

<sup>324</sup> Paul Kane, « 'Tea Party' protesters accused of spitting on lawmaker, using slurs », in washingtonpost.com, [En ligne]. Consulté le 21.07.2017

<sup>325</sup> Frances Fox Piven et Richard Cloward, *Poor People's Movements: Why They Succeed, How They Fail*, New York, Vintage Books, 1978.

<sup>326</sup> Brett Stockdill, *Activism Against AIDS*, Londres, Lynne Rienner Publishers, 2003.

<sup>327</sup> Lillian Mathieu, *Mobilisations des prostituées*, Paris, Belin, 2001.

<sup>328</sup> Dominique Monjardet, « Le maintien de l'ordre : technique et idéologies professionnelles des CRS », *Déviance et société*, 12 (2), 1988, p. 101-126 ; « L'organisation du travail des CRS et le maintien de l'ordre », in P. Favre, O. Fillieule, F. Jobard (dir.), *L'atelier du politiste, Théories, actions, représentations*, Paris, La Découverte, 2007.

<sup>329</sup> Frank Donner, *Protectors of Privilege*, Berkeley, University of California Press, 1990.

<sup>330</sup> Combes Hélène, Fillieule Olivier, « De la répression considérée dans ses rapports à l'activité protestataire. Modèles structuraux et interactions stratégiques », *op. cit.*

Pourtant, la réalité de la répression directe (ou plutôt de son absence) semble être en opposition avec l'image qu'ont véhiculée les membres du *Tea Party* du régime politique américain après l'arrivée au pouvoir de Barack Obama, érigé en dictateur, au même titre qu'Hitler ou Staline sur des pancartes lors de manifestations ou décrit (à tous les niveaux du mouvement) comme la première étape de la mise en place d'un régime fasciste. Les protestations du mouvement n'ont cessé d'utiliser un registre de langage révolutionnaire face à une menace imminente. Certes, il existe un exemple de ce que Rolland-Diamond appelle la « répression cachée »<sup>331</sup> dans l'affaire du ciblage par l'IRS des groupes incluant dans leur nom les termes « Tea Party », retardant ou rendant plus complexe l'obtention du statut d'exemption fiscale. Si ces pratiques ne seront révélées qu'en 2013 et ne peuvent donc pas être prises en compte dans les éléments de la SOP motivant la mobilisation à l'origine du mouvement par la perception de menaces ; elles constituent en revanche un moyen d'augmenter le coût de la participation politique pour le *Tea Party*.

La répression indirecte ou cachée a certes pu freiner dans une certaine mesure les efforts de mobilisation du mouvement mais n'a pas eu de rôle dans les perceptions du système politique par le mouvement avant 2013 ou alors n'a joué à l'époque qu'un rôle de confirmation quant à la trop grande complexité du système bureaucratique, et la répression directe – quant à elle absente – ne permet pas de comprendre ou d'expliquer l'utilisation de la rhétorique virulente du *Tea Party* centrée contre un Etat « aux tendances fascisantes ». Il est donc nécessaire de se situer au niveau de la « création des menaces perçues par le mouvement » face aux risques de la répression d'Etat déjà en cours en 2009, potentielle et future. Cela constituera l'un des objets de notre chapitre suivant axé sur les processus de cadrage au sein du mouvement.

Pour terminer l'étude de la structure des opportunités politiques perçues par le *Tea Party* permettant ou, au contraire, restreignant l'éventualité de sa mobilisation, nous nous orienterons sur les relations entre le *Tea Party* et les autres mouvements sociaux qui ont pu façonner ses perceptions de menaces, d'opportunités, c'est-à-dire d'ouverture de la SOP.

---

<sup>331</sup> Caroline Rolland-Diamond, *Chicago, le mouvement 68. Territoires de la contestation étudiante et répression politique*, Paris, Syllepse, 2011, p. 335.

## 2. Le *Tea Party* dans l' « espace des mouvements sociaux »

Le dernier élément déterminant pour la mobilisation du *Tea Party* a été, et c'est ce que nous nous efforcerons de montrer, l'influence qu'ont pu avoir d'autres mouvements sociaux en opposition avec le mouvement conservateur que ce soit en fournissant des moyens d'action préexistants ou en posant une ou plusieurs menaces à la cause. Ces deux aspects de l'influence des mouvements opposés au *Tea Party* peuvent être retrouvés dans le concept d' « espace des mouvements sociaux » développé par Lilian Mathieu. Il est défini par le sociologue comme « un univers de pratique et de sens relativement autonome à l'intérieur du monde social, et au sein duquel les mobilisations sont unies par des relations d'interdépendance »<sup>332</sup>. Proche de notions préexistantes, comme celles d' « arène des mouvements sociaux », de « champ militant » ou de « politique du conflit », le concept que nous utiliserons se fonde sur la théorie bourdieusienne du champ politique distinguant deux univers aux logiques spécifiques : le champ politique et le champ social. Alors que la logique de l'élection *gouverne* le champ politique, celle de l'espace des mouvements sociaux est guidée par la lutte pour une cause.

Tout comme le champ politique, l'espace des mouvements sociaux a connu une autonomisation progressive et une relative professionnalisation au cours du XX<sup>e</sup> siècle. L'autonomie est cependant « difficile à préserver »<sup>333</sup> comme le remarque Philippe Corcuff « en raison de la porosité entre espace des mouvements sociaux et champ politique » comme nous l'avons vu précédemment pour le cas du *Tea Party* et les relations avec les forces relais comme les *think tanks*. Mais c'est cette autonomie et cette différenciation des deux *champs* qui permet à David S. Meyer et Sidney Tarrow de parler des sociétés occidentales contemporaines comme de « sociétés des mouvements sociaux »<sup>334</sup> dans lesquelles des pratiques relativement uniformisées forment des « répertoires d'action » à l'aune desquels les mouvements sociaux naissants pensent leurs moyens d'action. Mathieu aborde cet aspect de l'espace des mouvements sociaux lorsqu'il en parle comme d'un « univers de compétence, exigeant de ceux qui en font partie la maîtrise d'un ensemble de savoirs et de savoir-faire

---

<sup>332</sup> Mathieu Lilian, « L'espace des mouvements sociaux », *Politix*, 2007/1 (n° 77).

<sup>333</sup> Corcuff Philippe, Mathieu Lilian, « Partis et mouvements sociaux : des illusions de « l'actualité » à une mise en perspective sociologique », *Actuel Marx*, 2009/2 (n° 46), p. 78.

<sup>334</sup> David Meyer, Sidney Tarrow, *The Social Movement Society: Contentious Politics for a New Century*, New York, Rowman & Littlefield Publishers, Inc., 1998.

spécialisés<sup>335</sup> ». En somme, bien que deux mouvements puissent s’opposer en termes de finalité, de cause ou d’idéologie, ils pensent leurs pratiques sur une même base, celle du répertoire d’action en vigueur à leur époque. Ceci ne signifie pas que tous les mouvements à une même époque ont les mêmes pratiques, mais que leurs pratiques sont, dans une certaine mesure, orientées par ces répertoires. Comme le souligne Mayer N. Zald, les pratiques diffèrent donc en fonction de l’accès des militants aux répertoires d’action :

“To say that social movements draw on a larger cultural stock is not to say that all social movements have equal access to that stock. Social movements, their leaders, and participants are differently situated in the social structure. As such they draw upon repertoires and frames available to and compatible with the skills, orientations, and styles of the groups that make them up.”<sup>336</sup>

Le second aspect de l’espace des mouvements sociaux évoqué par Mathieu est l’univers de sens, auquel nous rajoutons les menaces perçues créées par les mouvements sociaux opposés. Par souci de clarté, précisons que dans le cas du *Tea Party*, des menaces perçues ont pu voir leur origine au sein du champ politique comme nous l’avons vu dans la section précédente, mais également dans les mobilisations sociales comme *Occupy Wall Street*, ou *MoveOn.org* dont nous parlerons ci-dessous. Il en va ainsi de la dynamique de mouvement et de contre-mouvement définie par Meyer et Staggenborg et que Lilian Mathieu précise en parlant d’un univers aux « logiques propres, et dont les différents éléments sont unis par des relations de dépendance mutuelle »<sup>337</sup>.

Nous commencerons par voir en quoi les pratiques et moyens d’action du *Tea Party* découlent, dans une certaine mesure, de pratiques préexistantes au sein de l’espace des mouvements sociaux américain, qui auraient encouragé ou au contraire réfréné la mobilisation. Mathieu note que les logiques d’imitation dans l’espace des mouvements sociaux n’existent pas seulement entre mouvements proches, mais également entre mouvements antagonistes, comme cela a pu être le cas par le passé aux Etats-Unis entre le mouvement *pro-choice* et le mouvement *pro-life*. D’une même manière et selon les dires de Matt Kibbe :

---

<sup>335</sup> Mathieu Lilian, « L’espace des mouvements sociaux », *art. cit.*

<sup>336</sup> Mayer Zald, « Culture, ideology, and strategic framing », in Doug McAdam *et al.*, *Comparative Perspectives on Social Movements*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, p. 267.

<sup>337</sup> Mathieu Lilian, « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l’analyse des mouvements sociaux », *Revue française de science politique*, 2002/1 (Vol. 52), p. 95.

“We rediscovered the *Boston Tea Party* when we were reading the literature of the Left. There’s an organization call the *Ruckus Society*, which is one of the most radical leftist groups in the United States, well they used the Boston Tea Party in their training manual to teach their young people how to do what they called *direct action*.”<sup>338</sup>

Pour *FreedomWorks*, l’idée de reprendre la symbolique révolutionnaire du *Boston Tea Party* vient de leurs lectures de leur ennemi politique à gauche ; tendance qui se répète à plusieurs reprises. Alors que durant la campagne présidentielle de 2008 Sarah Palin se moquait du *community organizing* – ces animateurs de quartier qui aident les habitants à faire valoir leurs droits –, ce mode d’organisation a largement été adopté au sein du *Tea Party* par le biais de *FreedomWorks*. Ronald Formisano dit que l’entraînement fourni par le *think tank* repose sur l’imitation de méthodes utilisées par des groupes de pression libéraux comme *MoveOn.org* ; *FreedomWorks* encourage d’ailleurs les activistes du *Tea Party* à lire Saul Alinsky, auteur de référence de la *Nouvelle Gauche* américaine et particulièrement son ouvrage *Rules for Radicals*<sup>339</sup>. C’est d’ailleurs ce que confirme Brendan Steinhauser :

« Je n’approuve pas l’idéologie et l’éthique de Saul Alinsky, il avait tout compris de la psychologie et de la sociologie de la politique. Mais il était doué pour donner le pouvoir à ceux qui ne l’ont pas. Certains pensent qu’il est le diable. Nous prenons ce que nous pouvons de lui, nous discutons de ses tactiques. La gauche a très bien compris l’art du conflit, la politique de la rue, mieux que nous. Pourquoi ne pas nous en inspirer ? »<sup>340</sup>

L’adoubement des techniques protestataires de la gauche américaine par les organisations du *Tea Party* peut donc sembler contre-intuitif mais dans le contexte de l’espace des mouvements sociaux, ces pratiques sont courantes tant qu’elles restent dans la limite du répertoire d’action. Aurélie Godet repérerait deux dimensions de la pensée d’Alinsky dans les rangs du *Tea Party*. Premièrement, l’insistance sur l’initiative individuelle et la responsabilisation (*empowerment*) : les militants sont mis au centre des efforts de mobilisation du mouvement et sont encouragés à prendre une large part du travail sur le terrain, faire du porte-à-porte, organiser des réunions publiques, « le but étant de faire prendre conscience à ceux qui se considèrent comme des laissés-pour-compte de la crise qu’ils ont un réel pouvoir »<sup>341</sup>. La seconde a trait à l’importance de la notion de conflit. Elle est absolument centrale pour le *Tea Party* comme l’illustre les manifestations dans les assemblées publiques

---

<sup>338</sup> Alex Cooke, « Tea Party America », in *BBC This World*, Londres, BBC, 2010.

<sup>339</sup> Ronald P. Formisano, *The Tea Party: A Brief History*, op. cit., p.70.

<sup>340</sup> Valérie Samson, « La face cachée des Tea Party », in *lefigaro.fr*, [En ligne]. Consulté le 22.07.2017.

<sup>341</sup> Aurélie Godet, *Le Tea Party : Portrait d’une Amérique désorientée*, Paris, Vendémiaire, 2012, p. 90.

des mairies (*town hall meetings*) et pour lesquelles le *Tea Party Patriots* avait incité les fidèles à « gonfler artificiellement leur nombre afin de remplir la salle en se mettant devant », « crier et contester dès le début » et à faire « dévier de son programme et de son ordre du jour », ou dans la rue en se réappropriant l’imagerie du mouvement des droits civiques. Glenn Beck avait notamment organisé un rassemblement, nommé *Restoring Honor* le 28 août 2010, date anniversaire de la « marche sur Washington pour l’emploi et la liberté » célèbre pour le discours de Martin Luther King, reprenant l’image d’un rassemblement contre l’Etat et pour les droits des individus<sup>342</sup>.

Cette dynamique entre mouvement et contre-mouvement peut aussi s’observer dans les rapports entretenus entre l’organisation progressiste *MoveOn.org* mentionnée précédemment et le *Tea Party*. Le *Tea Party* a fait de l’utilisation d’internet dans la lutte et dans la mobilisation une arme de choix. Loin d’être le premier groupe protestataire à faire appel à ce genre de méthodes, le *Tea Party* est allé jusqu’à reprendre à la lettre les méthodes de mobilisation et d’organisation en ligne de *MoveOn* qui avait participé à faire élire Barack Obama en 2008. *FreedomWorks*, sur son site internet, mettait en place début 2009 une carte des Etats-Unis référençant en temps réel toutes les mobilisations locales du mouvement. Le but étant de mettre les gens en relation de manière simple et efficace pour faciliter et encourager la mobilisation. Encore une fois, en termes de structure des opportunités politiques, il est possible d’appréhender le *Tea Party* comme un contre-mouvement aux efforts soutenus par des mouvements progressistes et *libéraux* profitant de méthodes d’action dont l’efficacité a pu être démontrée par le passé. Ce qui a permis la création d’opportunité par les méthodes simultanément à la création d’opportunité par les menaces de voir des groupes « ennemis » gagner un certain poids politique. En ce qui concerne les liens directs entre le *Tea Party* et *MoveOn.org*, Keli Carender, dont nous avons déjà parlé pour ses premiers efforts de mobilisation conservatrice au nord-ouest des Etats-Unis, avait même proposé de travailler main dans la main avec *MoveOn* sur un ensemble de préoccupations communes comme la transparence de la vie politique, la fin des affectations budgétaires (*earmarks*), l’équilibre budgétaire, la réduction de l’influence des lobbyistes et la protection de la liberté d’expression. Comme le souligne David Meyer et Amanda Pallum, cependant, ces questions ainsi que la collaboration avec les militants progressistes n’étaient pas au cœur des priorités des organisations du *Tea Party*, de *FreedomWorks*, au *Tea Party Express* en

---

<sup>342</sup> *Ibid.*

passant par les médias conservateurs et sans compter que Carender n'était pas non plus une alliée que les groupes progressistes se battaient pour compter dans leurs rangs<sup>343</sup>.

L'intérêt de l'analyse en termes de mouvement et de contre-mouvement n'est donc pas de déterminer si tel ou tel groupe constitue le mouvement ou la réaction au mouvement puisque tous les groupes protestataires fondent leurs méthodes et leurs perceptions des menaces politiques sur des organisations préexistantes. L'immense majorité des mouvements est en fait constitué de contre-mouvements qui engendrent eux-mêmes par la suite des contre-mouvements. Il s'agit donc plutôt d'établir les dynamiques, les influences directes ou indirectes et celles qui ont permis de développer la protestation dont la deuxième dimension comprend les perceptions des contre-mouvements aux menaces créées par les mouvements.

L'utilisation de l'expression « lamestream media »<sup>344</sup> illustre bien cette dynamique de mimétisme du contre-mouvement de la part d'une frange de la droite américaine face au traitement médiatique ainsi que la dynamique d'encouragement de la mobilisation face aux tentatives de confinement – le « *repress* » pour Rucht – de la protestation à droite. Bien que cette expression soit utilisée par la droite américaine depuis la fin des années 1990, elle connaît une seconde jeunesse suivant l'émergence du *Tea Party* notamment au travers de l'utilisation qu'en a faite Sarah Palin dès novembre 2009. L'ancienne candidate à la vice-présidence des Etats-Unis avait commencé à parler des « lamestream media » au micro de Sean Hannity pour critiquer le fait que :

“Some in the left, that lamestream media, they're contradicting what I wrote in the book. [...] They are contradicting those facts that I laid out regarding what Reagan had to say. [...] Anyways it's been nonsense to hear some of the criticism of that principle there, and that is what history shows us is what Ronald Reagan did was put American back on the right path.”<sup>345</sup>

Et Palin de conclure en encourageant le public à « lire la vérité »<sup>346</sup> dans son livre, ce qui nous paraît symptomatique de la seconde dimension du la dynamique mouvement/contre-mouvement : l'idée que la critique doit permettre de stimuler la mobilisation face aux menaces que posent les mouvements ennemis. La critique des médias dits « mainstream » s'est poursuivie tout au long de l'histoire du *Tea Party* comme un moyen de

---

<sup>343</sup> Caroline Lee, Michael McQuarrie et Edward Walker, *Democratizing Inequalities: Dilemmas of the New Public Participation*, New York, NYU Press, 2015, pp. 219-220.

<sup>344</sup> Détournement de l'expression « mainstream media », les médias traditionnels en utilisant l'adjectif « lame » signifiant bidon, faible, mauvais, boiteux.

<sup>345</sup> Andy Barr, « Palin trashes 'lamestream media' », in politico.com, [En ligne]. Consulté le 22.07.2017.

<sup>346</sup> *Ibid.*

combattre l'injustice perçue face à une représentation erronée du mouvement. Palin déclarait en mars 2010 à l'occasion de la campagne des élections de mi-mandat que contrairement à ce que les médias à gauche essayaient de faire croire : « nous ne provoquons pas de violences. Ne vous laissez pas happer par les mensonges des *lamestream medias* à propos des Américains qui défendent la liberté »<sup>347</sup>. D'autres membres du mouvement pointant également le degré avec lequel les médias *progressistes* avaient sous-estimé le nombre de participants<sup>348</sup>. Il ressort de cette critique continue d'une partie des médias ne soutenant pas explicitement le *Tea Party* la nécessité pour ses membres de défendre leur mouvement face au traitement médiatique perçu comme injuste. Ajoutons à l'explication de ces critiques un sentiment que les médias constituent une menace non pas seulement pour la mobilisation du mouvement mais pour le peuple américain tout entier. Exposé au parti pris *libéral et progressiste* d'une majorité des médias, Sarah Palin mettait les membres du *Tea Party* en garde en septembre 2010 :

“But those in the liberal media: you're worse for using, in that lamestream media, those unsubstantiated untrue hits, it's not fair to our country, it's not fair to the electorate, it's not fair to our democracy, and it is not fair to our troops willing to sacrifice all for our freedoms, journalists.”<sup>349</sup>

Pour l'ancienne gouverneure d'Alaska, les médias *progressistes* posent une menace claire et nationale ; en mentant sciemment au peuple américain sans que ce qu'ils disent ne soit appuyé par des faits, ils menacent la démocratie en désinformant l'électorat. C'est ce que le mouvement nomme la « guerre culturelle »<sup>350</sup> (*culture war*), une lutte interne aux Etats-Unis pour déterminer l'orientation culturelle d'une société dans laquelle les médias jouent un rôle de premier ordre. Dans l'analyse tourainienne des « nouveaux mouvements sociaux », cela renverrait au principe de totalité, le *pourquoi lutter ?* qui renvoie lui-même au principe d'historicité, c'est-à-dire « l'ensemble des formes de travail de la société sur elle-même »<sup>351</sup>, et au sein duquel l'interdépendance entre mouvements et contre-mouvements et leur influence mutuelle sont prépondérantes. Si un mouvement qui se bat pour une « orientation de

---

<sup>347</sup> CNN The Wire, « Palin opens Tea Party protest in Reid's hometown », in cnn.com, [En ligne]. Consulté le 22.07.2017

<sup>348</sup> Daniel Castorina, « Columnist Daniel Castorina About the Tea Party », in thewestchesternews.com, [En ligne]. Consulté le 22.07.2017.

<sup>349</sup> Discours de Sarah Palin dans l'Iowa le 17 septembre 2010.

<sup>350</sup> Jenny Beth Martin & Mark Meckler, *Tea Party Patriots, The Second American Revolution*, op. cit. p. 198.

<sup>351</sup> Alain Touraine, « Théorie et pratique d'une sociologie de l'action », in *Sociologie et sociétés*, Vol 10, N°2, 1978, p. 157.

l'historicité » d'une société contredit l'opinion d'un autre groupe d'individus il est possible d'assister à la création d'un contre-mouvement, d'une réaction pour reconquérir l'orientation de l'historicité de la société. Le diagnostic des maux de l'Amérique, cette « mauvaise orientation de l'historicité » dirigée par les *progressistes* remonte pour l'organisation *Tea Party Patriots* aux années soixante :

“By the end of the 1960s, drugs, promiscuity, secularism, and a general disdain for everything their parents stood for migrated from the counterculture to the mainstream. [...] While the 1960s led to a period in which our youth turned away from morality, religion, and our Founders' legacy, the Tea Party movement embraces these values. In many ways, we are part of a movement that wants to return our culture to the time when American power – and the principles that gave rise to that power – were seen as a beacon of liberty and freedom. We want to go back to the time when honesty, integrity, and a good work ethic were celebrated; today's culture, by contrast, rewards depravity and bad behavior with *fifteen minutes of fame*.”<sup>352</sup>

Pour le *Tea Party*, il existe donc une lutte depuis plusieurs décennies pour le contrôle de l'historicité que les mouvements progressistes et les *libéraux* de la gauche mènent au détriment des conservateurs et protecteurs des valeurs fondatrices des Etats-Unis. Cette défaite des conservateurs dans la « guerre culturelle », les membres du *Tea Party* l'attribuent aux mouvements à gauche mais aussi aux médias guidés par un biais libéral (*liberal bias*) anti-américain. Le *Tea Party Patriots* souligne d'ailleurs le travail du *Media Research Center*, une organisation « créée non seulement pour prouver – par des recherches scientifiques saines – que le biais libéral des médias existe et qu'il cherche à saper les valeurs américaines traditionnelles mais également pour neutraliser son impact sur la scène politique américaine »<sup>353</sup>. Malgré cela, son pendant progressiste, *Media Matters for America* – ce qui montre une fois de plus la proximité structurelle d'organisations ennemies – juge que les « preuves » de l'organisation concernant le biais des médias *mainstream* ne tiennent pas face à une observation détaillée et que ce que les conservateurs estiment être un biais *progressiste* de la part des médias n'est en fait qu'un manque de parti pris en faveur du camp républicain<sup>354</sup>.

Les luttes internes à l'espace des mouvements sociaux ont donc une part primordiale dans la perception des ouvertures par menace et par opportunités pour les mouvements

---

<sup>352</sup> Jenny Beth Martin & Mark Meckler, *Tea Party Patriots, The Second American Revolution*, *op. cit.* p. 191.

<sup>353</sup> *Ibid.* p. 198.

<sup>354</sup> Paul Waldman, « MRC studies that “prove” media’s “liberal bias” collapse under scrutiny », in *mediamatters.com*. [En ligne], consulté le 14.01.2014.

émergents et comme l'écrit Touraine « le principe de totalité n'est rien d'autre que le système d'action historique dont les adversaires, situés dans la double dialectique des classes sociales, se disputent la domination »<sup>355</sup> ce à quoi nous rajoutons la dynamique d'influence des mouvements sur les contre-mouvements.

L'intérêt de l'analyse de l'espace des mouvements sociaux est donc de « saisir la dynamique interne des relations qui unissent entre elles les différentes causes »<sup>356</sup> qu'il s'agisse de dynamiques matérielles (pratiques protestataires) ou symboliques (menaces et opportunités). Cette dynamique a un double effet, elle peut soit encourager la mobilisation des contre-mouvements en révélant des menaces à la cause (et donc des opportunités d'action) et une orientation jugée mauvaise de l'historicité d'une société, mais elle peut également refreiner la mobilisation en fermant la structure des opportunités aux contre-mouvements, en disqualifiant les contre-propositions ou en monopolisant les forces relais par exemple.

A la fin de cette étude de la structure des opportunités politiques perçues par le *Tea Party*, nous avons établi que de nombreux éléments ont aidé à la mobilisation. Qu'il s'agisse d'opportunités offertes ou créées par le mouvement ou encore de menaces perçues encourageant la mobilisation, les membres du *Tea Party* ont été entourés par un ensemble d'éléments permettant des ouvertures d'un système politique lui-même à la recherche de changements radicaux – et donc par nature polarisants – en raison de la crise économique de 2007-2008. Cependant, au même moment un ensemble d'éléments de cet environnement « à tendance polarisante » allaient à l'encontre de la possibilité de voir les propositions du *Tea Party* s'imposer sur la scène politique américaine. Ce constat semble être en accord avec le modèle théorique curviligne d'Eisinger selon lequel l'émergence rapide d'un mouvement est expliquée en fonction des fortes ouvertures dans la structure des opportunités politiques galvanisantes pour la mobilisation parmi lesquelles 1) une crise économique de grande ampleur, 2) une crise du conservatisme américain, 3) des forces relais à l'écoute des propositions du mouvement et 4) une opposition, tant institutionnelle que de la part des mouvements sociaux. La formulation même de Charles Tilly prévoyait que « motivées par des menaces les mobilisations seraient plus rapides que celle motivées par des opportunités en

---

<sup>355</sup> Alain Touraine, *Production de la société*, 1973, Paris, Editions du Seuil, pp. 361-363.

<sup>356</sup> Lilian Mathieu, « L'espace des mouvements sociaux », *art. cit.*, p. 77.

raison du fait que les personnes répondent de manière plus viscérale à la perte qu'à de possibles nouveaux avantages »<sup>357</sup>.

D'un autre côté, le mouvement a également connu des obstacles à son influence sur la scène politique et à sa mobilisation, comme la proximité avec des organisations extrémistes ou celle avec le Parti républicain décrédibilisant le discours du mouvement ou l'opposition institutionnelle et les luttes d'influence au sein de l'espace des mouvements sociaux. Ce rapport dans la structure des opportunités politiques entre 1) ouvertures concédant une place importante au mouvement dans le débat public et 2) résistance du système face au *Tea Party* a permis l'émergence du mouvement et son maintien en raison de la pertinence, de la saillance que ses solutions représentaient pour une partie de la population américaine opposée à l'orientation prise par les Etats-Unis depuis plusieurs années comme l'exprime Gary K. :

“You know, we want to preserve the country the way it was founded. And go back to basic God-given rights this country was built on. On not this renegade government from both Republicans and Democrats.”<sup>358</sup>

En conclusion, nous dirons que le *Tea Party* semble avoir fortement bénéficié de soutiens dans la SOP. Les réunions publiques lors des débats sur la réforme du système de santé ont par exemple fourni des opportunités structurelles d'accès, d'action et d'influence auprès des élites politiques pour faire entendre leurs voix. Et comme le souligne Skocpol et Williamson, accompagné par des républicains marqués à droite le mouvement a connu une période de forte ouverture à la suite de la présidence Bush, alors que le conservatisme du Parti républicain était critiqué. Cependant, c'est l'idée de menace dans le discours du mouvement, que nous n'avons pour l'instant que survolé, qui semble également tenir une place primordiale dans la capacité de mobilisation du *Tea Party*. Nella Van Dyke et David Meyer note que « le *Tea Party* semble construire et insister sur des menaces supposées de la part de l'administration Obama »<sup>359</sup> comme, par exemple, une transformation de l'Etat à l'europpéenne et un système de santé « socialisé » par l'Etat. L'objectif de notre deuxième chapitre sera donc d'identifier les cadres discursifs utilisés dans le mouvement, de déterminer leur provenance dans le but de mieux comprendre les dynamiques de la mobilisation ainsi que celles qui ont permis l'unité idéologique d'un mouvement aux membres d'origines diverses.

---

<sup>357</sup> Tina Fetner, Brayden King « Social Movement Partysim and the Tea Party », *op. cit.*, p. 43.

<sup>358</sup> Gary K., entretien via visioconférence.

<sup>359</sup> Tina Fetner, Brayden King « Social Movement Partysim and the Tea Party », *op. cit.*, p. 63.

## Chapitre 2. – Identification et définition de l'idéologie du *Tea Party*

Si le chapitre précédent a montré l'importance de considérer les facteurs exogènes dans l'avènement et le développement des mouvements sociaux, les mouvements sociaux ont néanmoins une « marge de manœuvre » en ce qui concerne la définition de leurs objectifs et de leurs moyens d'action. Cette autonomie relative fait de chaque mouvement social un système distinct de son environnement global mais aussi des autres groupes et mouvements en matière d'idéologie, de recrutement, de l'organisation du groupe. Il est donc possible d'appréhender ces domaines sans qu'ils ne soient perçus au travers de d'influences extérieures. Les idées qui nous paraissaient abstraites, confuses et parfois mêmes incohérentes (re)prennent tout leur sens et leur logique lorsqu'il s'agit de les étudier ainsi. Alors que la présence de groupes religieux et de groupes libertariens au sein d'un même « système revendicatif » restait inexplicée lorsque nous l'abordions sous l'angle de la « structure des opportunités politiques », une analyse en termes de « cadre de l'action collective » fournit un instrument nouveau à la lumière duquel nous comprenons que ces deux groupes ne parlent pas le même langage, mais se comprennent d'emblée.

En identifiant un ensemble de problèmes proches les uns des autres ainsi que les responsables liés à ces problèmes, le *Tea Party* a procédé à la création d'un discours collectif dans lequel tous ses membres pouvaient se reconnaître. Libertariens et conservateurs sociaux, par exemple, ont participé à la création d'un discours les unissant face à un ennemi plutôt qu'un discours qui auraient pu les opposer – les questions sociales notamment. Trois « dominantes » seront identifiées dans le discours du *Tea Party* (économique, politique et culturelle). Par « dominante » nous entendons le caractère fondamental d'un discours, celui sur lequel se fonde l'ensemble de la réflexion. Puisqu'elles font partie du même mouvement, elles ne sont jamais vraiment opposées. Elles constituent plus un outil pour l'analyste qu'une réalité empirique. Ces dominantes opèrent au travers des cadres de l'action collective qui orientent à leur tour la formulation de solutions et les moyens d'action à mettre en place pour arriver aux fins.

## I. Des idéologies primaires aux idéologies des mouvements sociaux

Avant d'étudier l'idéologie du mouvement *Tea Party* en elle-même, nous aurons besoin de plusieurs éléments théoriques qui nous guideront tout au long de ce deuxième chapitre. Un ensemble de notions seront donc à définir. Nous commencerons ce chapitre par reconstituer la manière dont se forment les idées au sein des mouvements sociaux pour ensuite exposer la typologie des cadres de l'action collective qui permettent à ces ensembles d'idées de coexister.

### A. L'idéologie dans les mouvements sociaux

Ce serait une erreur de penser que les mouvements sociaux agissent selon une idéologie structurée et cohérente dès leurs premiers soubresauts. A la différence d'autres organisations politiques comme les partis politiques, les lobbies ou les *think tanks*, les mouvements sociaux constituent une variante d'action collective qui « se définit par l'identification d'un adversaire. Cette donnée implique un statut à part à toutes les formes d'action collectives »<sup>360</sup>. Certes, nous trouvons toujours à l'origine du mouvement social un *agir ensemble intentionnel* similaire aux autres organisations politiques, mais il est développé dans une logique de revendication, de défense d'un intérêt ou d'une cause. Les mouvements sociaux sont donc *réactifs* là où les partis politiques ou les clubs de réflexion par exemple sont *proactifs*, en ce qu'ils suivent un objectif « intemporel », c'est-à-dire la recherche d'influence politique sur la base d'une pensée prédéfinie, d'une idéologie. Que ce soit par la voie des élections ou non, c'est la structure intellectuelle préexistante de l'organisation (socialisme, néo-conservatisme, libéralisme etc.) qui détermine tant les propositions que les actions à entreprendre. C'est ainsi que l'idéologie de l'Internationale communiste délimite l'action des partis communistes selon la pensée de Lénine ou encore que les écrits de Ludwig von Mises accompagnent un certain type d'engagement politique libertarien.

---

<sup>360</sup> Erik Neveu, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2011, p. 10.

## 1. Des idéologies primaires aux cadres de l'action collective

Snow et Benford remarquent que le problème des analyses sur l'idéologie des mouvements sociaux tient à ce qu'elles ne développent que trop rarement les complexités de « l'idéologie d'un mouvement » et en quoi elle affecte les différentes activités du mouvement. Le concept serait appliqué et apposé aux mouvements d'une manière bien trop brutale, comme c'est le cas des études qui affirment que « les mouvements sociaux sont structurés idéologiquement, que la totalité des militants sont motivés par l'idéologie du mouvement, souscrivent à un même ensemble de croyances et d'idées et que le discours qui en résulte est la continuation de ce qu'il subsiste de l'idéologie (*extant ideology*) ou d'un ensemble culturel »<sup>361</sup>. Cette vision jugée trop mécanique de la place de l'idéologie dans les mouvements sociaux enferme en elle selon les auteurs quatre écueils, parmi lesquels 1) supposer une trop grande cohérence et intégration idéologique, 2) avoir tendance à attribuer une « unanimité idéologique » parmi les militants, 3) présumer d'une trop grande correspondance entre l'idéologie et les comportements et enfin 4) voir le travail de création des cadres du discours des mouvements sociaux comme suivant systématiquement une idéologie prédéfinie.

De plus, les recherches des politistes américains Williams puis Rokeach ont démontré que les individus peuvent entretenir des croyances et des valeurs en contradiction les unes avec les autres. En France, les travaux en psychologie sociale de Jean-Léon Beauvois et Robert Joule tendent à présenter l'homme non pas comme un « animal rationnel » mais un « animal rationalisant ». Aronson explique ainsi qu'il tente d'apparaître rationnel à la fois pour les autres et pour lui-même au travers du processus de *rationalisation*. Il ne s'agit pas de sa cohérence intellectuelle interne, c'est-à-dire la non-contradiction de ses idées, mais d'un procédé psychique par lequel un ensemble d'idées *a priori* contradictoires va être justifié de manière supposée « juste ou rationnelle » pour arriver à une cohérence interne : une « consistance idéologique ». Plutôt que de suivre le modèle du choix rationnel qui pose que la conduite est déterminée par le monde des idées où l'idéologie détermine par des calculs rationnels une conduite et un discours idéologiquement consistants, nous adopterons, dans le cadre d'une analyse de l'idéologie du *Tea Party*, une vision inverse en postulant l'idéologie

---

<sup>361</sup> David A. Snow, « Framing Processes, Ideology, and Discursive Fields », in David A. Snow *et al.*, *The Blackwell Companion to Social Movements*, Oxford, Blackwell Publishing Ltd, 2007, p. 397.

du mouvement comme le résultat d'un travail discursif de construction de la réalité sociale plus ou moins conscient fondé sur les circonstances.

Ce que nous appelons « travail discursif de construction de la réalité sociale » fait directement référence à la notion de « cadre », notion centrale de la *frame perspective* définie comme un « travail de signification, qui est une des activités que les adhérents et les dirigeants des mouvements sociaux font de manière continue. [...] Ils attribuent du sens, interprètent des événements et des conditions pertinentes, de façon à mobiliser des adhérents et des participants potentiels, à obtenir le soutien des auditoires et à favoriser la démobilisation des adversaires »<sup>362</sup>. Contrairement à l'approche traditionnelle des « mouvements sociaux comme porteurs de croyances et de significations préexistantes »<sup>363</sup>, c'est-à-dire d'idéologies, l'analyse en termes de cadres « les appréhende comme des “agents signifiants” engagés dans des activités de production, de maintien et de reconduction du sens pour leurs partisans, leurs opposants ou leurs sympathisants »<sup>364</sup>. Finalement, ce travail de construction de la réalité produit ce que les tenants de l'analyse en termes de cadre appellent « les cadres de l'action collective »<sup>365</sup> pour, en fin de processus, participer à la construction d'une idéologie propre à un mouvement.

Cependant, si l'on postule que les cadres fournissent « le socle interprétatif qui aligne des schèmes disparates »<sup>366</sup> des membres des mouvements sociaux, l'on pourrait objecter que la « réponse interprétative apportée est enracinée dans une structure culturelle plus ample ou plus profonde, ou procède d'un faisceau d'idées et de croyances intersubjectivement partagées, qui prend la forme d'une idéologie »<sup>367</sup>. En résumé, si les cadres de l'action collective trouvent leurs fondements dans des idéologies préexistantes, cela signifie-t-il pour autant que les cadres sont déterminés par une idéologie ? Nous répondons à cette interrogation par la négative en soutenant qu'il n'est pas possible de parler de l'ensemble des croyances et des valeurs des individus comme constituant une idéologie précisément en raison de la présence d'incohérences et de contradictions internes, qui certes tendent à être rationalisées par les individus eux-mêmes mais qui n'implique en rien une disparition de celles-ci. Nous

---

<sup>362</sup> David A. Snow, « Analyse de Cadres et mouvements sociaux » in Daniel Cefaï et Danny Trom (dir), *Les formes de l'action collective*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2001, p. 1.

<sup>363</sup> *Ibid.*

<sup>364</sup> *Ibid.*

<sup>365</sup> David A. Snow, « Framing Processes, Ideology, and Discursive Fields... », op. cit., p. 614.

<sup>366</sup> David A. Snow, « Analyse de Cadres et mouvements sociaux... », op. cit., p. 10.

<sup>367</sup> *Ibid.*

soutiendrons donc une différence fondamentale entre les « idéologies primaires » qui permettent aux cadres leur développement et l' « idéologie d'un mouvement social » qui est le résultat du processus de cadrage. Ainsi, Benford et Snow définissaient-il l'idéologie comme :

“a variable phenomenon that ranges on a continuum from a tightly and rigidly connected set of values and beliefs at one end to a loosely coupled set of values and beliefs at the other end, and that can function, in either case, as both a constraint on and a resource for the kind of sense-making, interpretive work associated with framing.”<sup>368</sup>

## 2. Des cadres de l'action collective à l'idéologie des mouvements sociaux

En résumé, trois conceptions de l'idéologie ont été abordées. La première suppose la possibilité de parler d'idéologie pour définir un ensemble de croyances et de valeurs selon lesquelles les individus agissent. Cependant, l'inconsistance, les incohérences et les contradictions idéelles inhérentes à chaque individu ne nous permettent pas de parler d' « idéologie ». Pour donner une signification nouvelle – historiquement erronée mais qui illustrera bien notre propos – à la fameuse interjection de Karl Marx : « Je ne suis pas marxiste »<sup>369</sup>, initialement prononcée pour se distancer des agissements des « marxistes » français lors de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle ; nous pouvons également la voir comme l'expression de l'idéologie comme d'un absolu qui ne peut être qu'approchée sans jamais être *personnifiée*. La deuxième conception de l'idéologie concerne un « ensemble de croyance et de valeurs étroitement et rigoureusement liées » pour reprendre la formulation de Benford et Snow. Cette acception de l'idéologie concerne ce que nous nommons les « idéologies primaires », celles sur lesquelles les cadres discursifs articulent et élaborent de manière innovante leur développement en en amplifiant certains aspects. Ce sont des idéologies « transversales » à une société, bien établies, bien définies car construites de manière positive par la théorie et assez large pour proposer un *projet de société* dans tout domaine et pour tout individu comme par exemple le socialisme ou le libéralisme. Enfin, la troisième conceptualisation de l'idéologie délimite l'ensemble des croyances et valeurs liées d'une manière moins rigide en raison de sa construction *à mesure* de l'adaptation du discours aux

---

<sup>368</sup> David A. Snow, « Framing Processes, Ideology, and Discursive Fields... », op. cit., p. 400.

<sup>369</sup> Lettre de Engels du 5 août 1890 où il dit, lui-même citer Marx. “Œuvres choisies de Marx et Engels : Tome III”, Ed. du Progrès, 1970, p. 510.

circonstances, assez vague pour regrouper des groupes hétérogènes mais assez restreinte pour objectiver un même problème, un même ennemi et agir au sein d'un seul et même groupe. Cette définition concerne les « cadres de l'action collective » qui sont, comme le démontrent Benford et Snow :

“Insofar as collective action frames are connected to extant ideologies, they probably are rarely determined by or isomorphic with them. Instead, they often, and perhaps more typically, appear to constitute innovative articulations and elaborations of existing ideologies or sets of beliefs and ideas, and thus function as extensions of or antidotes to them.”<sup>370</sup>

Définis ainsi, les cadres de l'action collective sont des produits distincts – bien que dérivés – des « idéologies primaires » existantes dans une société, qui délimitent l'horizon idéationnel des mouvements sociaux. Les cadres de l'action collective se rapprochent de ce que l'historien George Mosse appelait « *scavenger ideologies* »<sup>371</sup>, des idéologies qui se nourrissent des restes d'idéologies plus anciennes. En somme, ce que la *frame analysis* nomme les « cadres de l'action collective » détermine ce que nous appelons l' « idéologie du mouvement social », en l'occurrence celle du mouvement *Tea Party*.

Caractéristiques Type d'idéologie	Limites	Portée	Exemples d'organisation politiques
Primaires	<b>Fixes</b> Construites par la théorie de manière positive (Communisme, Libéralisme, Ecologie politique etc.)	De large à universelle (projet de société)	Partis politiques, <i>Think tanks</i> , Lobbies, Syndicats.
« <i>Scavengers</i> »	<b>Vagues</b> Créées par le discours, l'identification de l'ennemi et les actions	De restreinte à large ( <i>single-issue</i> , revendications non-révolutionnaires)	Mouvements sociaux

Tableau 1. Différence entre idéologie « primaires » et « scavengers »

<sup>370</sup> *Ibid.* p. 401.

<sup>371</sup> « *Scavenger* » désignant en anglais le terme pour « charognard ».

L'intérêt de l'étude des cadres de l'action collective réside donc dans plusieurs dimensions. Premièrement, selon la formulation de Williams, il n'existe dans la société américaine ni d' « *ethos* précisément unifié [ni] un effort continu dans la direction d'une plus grande cohérence »<sup>372</sup> ou d'une plus grande consistance idéologique. Les études sur les oppositions culturelles au cœur de la société américaine vont également dans ce sens en soulignant que « les opinions politiques américaines, les attitudes et les valeurs ne se rassemblent pas clairement (*neatly*) autour d'aucun des pôles idéologiques » et que la population n'est pas divisée en camps opposés ; ce que le discours polémique nomme « *culture war* »<sup>373</sup>. Notons cependant que cette relativisation de la (bi)polarisation idéologique de la population américaine 1) ne contredit en rien notre propos sur la tendance polarisante de l'environnement politique américain et 2) ne nous empêche pas d'étudier le thème de « guerre culturelle » comme l'un des cadres de l'action collective du *Tea Party* précisément destiné à mobiliser et construire la trame idéationnelle du mouvement. Les cadres apparaissent alors comme un moyen efficace pour comprendre comment un discours peut toucher le « cœur et l'esprit » des membres des mouvements sociaux, élément fondamental à l'engagement dans la mesure où, comme l'a montré Turner, les plus grands mouvements de ces derniers siècles (l'abolition de l'esclavage, le droit de vote pour les femmes ou l'interdiction du travail des enfants) ont connu le succès à partir du moment où ils ont su bouleverser la vision que les gens avaient de la réalité (et donc les « réalités des individus »).

Deuxièmement, l'étude de l'idéologie du *Tea Party* à l'aide du concept de cadres de l'action collective permet de comprendre le processus idéationnel du mouvement dans son ensemble. La première phase consiste en une formulation de « cadres diagnostics » (*diagnostic frames*) ; une description des causes, une identification du ou des responsables désignés comme « ennemi » du mouvement, en d'autres termes d'une objectivisation de *ce qui pose problème*. La deuxième implique la formulation de « cadres prescriptifs » (*prognostic frames*) ; les moyens de remédier aux problèmes identifiés : *ce qu'il faut faire et comment il faut le faire*. Et enfin, des « cadres de motivation » (*motivational frames*) dont l'objectif est de montrer la nécessité et la possibilité de l'action collective : *pourquoi il faut le faire*.

---

<sup>372</sup> Robin M. Williams, *American Society: A Sociological Interpretation*, New York, Alfred A. Knopf, 1970, p. 451.

<sup>373</sup> Expression apparue en 1992 dans un discours de Pat Buchanan lors de la convention nationale du Parti Républicain.

Nous remarquons la proximité entre les deux premières dimensions des cadres de l'action collective des mouvements sociaux et la définition de Raymond Boudon de l'idéologie comme « des doctrines plus ou moins cohérentes combinant à doses variables des propositions prescriptives et des propositions descriptives »<sup>374</sup>. Cela nous conforte dans l'idée que les cadres de l'action collective, s'ils ne sont pas complètement analogues à l'idéologie du mouvement, permettent dans une certaine mesure d'*encadrer* son processus idéationnel. Nous précisons que ceci reste vrai « dans une certaine mesure » puisqu'il faudra prendre en considération de manière dynamique les interactions discursives constantes entre les idéologies primaires, les cadres de l'action collective et l'idéologie du mouvement. En somme, lorsque nous parlons de la construction d'un ensemble idéologique d'un mouvement social, « il ne s'agit pas d'une rue à sens unique, mais d'une interaction constante entre [idéologies primaires, cadres et idéologie du mouvement] »<sup>375</sup>.

## B. Typologie des cadres de l'action collective

En considérant les mouvements sociaux comme des agents créateurs de sens, nous affirmons que le succès de la mobilisation est dépendant de la « résonance » du discours des entrepreneurs de cause avec les schèmes interprétatifs préexistants des individus qu'ils cherchent à mobiliser. Si le discours des organisations des mouvements sociaux ne s'*aligne* pas avec les prénotions des individus potentiellement mobilisables, s'ils ne fournissent pas un diagnostic, une solution et une motivation en adéquation avec les perceptions des individus les mouvements ne peuvent espérer trouver un soutien populaire. En cela, aucun mouvement social ne naît ni ne peut être créé *ex nihilo*. C'est ce que Klandermans résume sous la formulation de la capacité des mouvements sociaux à créer un consensus sur les idées et sur les actions<sup>376</sup>.

---

<sup>374</sup> Raymond Boudon, *L'idéologie ou l'origine des idées reçues*, Paris, Fayard, 1986, p. 86.

<sup>375</sup> George Rudé, *Ideology and Popular Protest*, New York, Pantheon, 1980, p. 29.

<sup>376</sup> Bert Klandermans, « Mobilization and participation in trade union action: An expectancy-value approach », in *Journal of Occupational and Organizational Psychology*, vol. 57, N°2, Juin 1984, pp. 107-120.

## 1. Processus stratégiques et création de cadres orientés vers l'action

Le cœur du travail de « cadrage » est accompli par les différents agents des organisations des mouvements sociaux et Snow et Benford affirment que le succès d'une mobilisation, tant à l'intérieur que sur son environnement, est fonction du degré de « richesse » de ce travail de cadrage. En somme, plus le diagnostic, la solution et la motivation formulés sont « solides, développés et liés entre eux, plus les efforts de mobilisation auront du succès »<sup>377</sup>.

La première catégorie que nous étudierons concerne les « cadres diagnostics » et peuvent être divisés en deux sous-catégories : l'identification d'un ou plusieurs problèmes et la désignation des responsables. L'identification d'un problème au sein d'une société est souvent rapide et simple. Par exemple lors d'une période de crise économique et à l'aide de statistiques – censées être l'instrument le plus objectif du diagnostic – un ensemble très hétérogène de personnes peut se mettre d'accord sur les dangers que pose une crise économique. Ce processus est généralement similaire dans le cadre des mouvements sociaux. Cependant, la désignation des responsables, elle, donne bien plus fréquemment lieu à des désaccords et le consensus est alors plus difficile à trouver que ce soit au sein d'une société ou encore à l'intérieur d'un mouvement social. Pour reprendre l'exemple d'une crise économique qui touche une société, certains y verront le trop grand nombre de régulations de l'Etat empêchant l'action de la « main invisible du marché »<sup>378</sup>, d'autres au contraire attribueront la responsabilité de la crise au manque de régulations ou de redistribution organisée des richesses. La même chose est vraie dans le cadre des mouvements sociaux où l'attribution de la cause du problème est souvent sujette à discussions. Benford donne l'exemple du mouvement pacifiste américain des années 50 qui malgré l'identification unanime de l'arme atomique à une menace pour la paix, désignait quatre sources différentes à cette menace ; référencées par les analystes comme étant 1) technologique, 2) politique, 3) économique ou 4) morale. En effet, pour les militants hostiles au développement de l'arme atomique, certains la voyait comme le résultat d'une course technologique où l'Homme, souhaitant dominer les forces de la nature, se voit menacer par ses propres instruments. Mais l'on se rend compte que

---

<sup>377</sup> David A. Snow et Robert D. Benford, « Ideology, frame resonance, and participant mobilization », in *International Social Movement Research*, Vol. 1, p. 199.

<sup>378</sup> Adam Smith, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* [1776], Paris, Flammarion, 1991, p. 42-43.

même dans cette catégorie de militants pointant du doigt une « course technologique » non maîtrisée, la désignation d'un responsable pose encore question. Certains emploient l'analogie du Docteur Frankenstein et de son monstre qui se retourne contre son créateur, alors que d'autres reprochent une trop grande confiance dans l'idée que la technique pourra résoudre les problèmes sociaux et politiques. L'analyse du processus d'objectivisation du problème et de ses causes au sein du *Tea Party* constituera donc la première étape vers la construction d'un « arbre idéologique » du mouvement.

La deuxième catégorie de cadres considère le discours sous sa forme prescriptive. Une fois que *ce qui pose problème* et *ceux qui posent problème* sont identifiés, la question qui suit est celle de savoir ce qu'il faut mettre en place pour contrer le problème. Cela regroupe dans une même catégorie de cadres des solutions aux problèmes, mais également une stratégie et des cibles cohérentes entre elles. Logiquement, il n'est pas rare d'observer une correspondance directe entre le travail de cadrage du diagnostic et celui de prescription. Par exemple, les militants du mouvement pacifiste américain qui voyaient à la source de la menace nucléaire une dérive technicienne concentraient leur discours soit sur un refus global d'utiliser des moyens techniques pour revenir à un mode de vie « plus naturel », soit proposaient majoritairement des « solutions technologiques à un problème technologique ». Le phénomène est analogue lorsque Yankelovich et Doble parlent des militants qui désignaient les causes du problème comme étant de nature politique. Alors que d'un côté une frange du mouvement prônait de plus grands moyens de coercition de la part des organisations internationales, d'autres encourageaient les citoyens à faire pression sur les gouvernements des Etats possédant l'arme atomique pour aller dans le sens d'un désarmement nucléaire complet. Ainsi, les solutions et les stratégies prônées par le *Tea Party*, si elles dépendent majoritairement du diagnostic établi en amont, peuvent malgré tout se différencier les unes des autres en fonction de l'émetteur. Le diagnostic d'un rôle trop important de l'Etat dans les propositions de l'administration Obama pour remédier à la crise a permis, nous le verrons en détail plus loin, la formulation de plusieurs propositions et stratégies venues de différentes organisations du *Tea Party*.

Enfin, le troisième type de travail de cadrage entrepris par les organisations des mouvements sociaux a trait à la capacité de motivation du discours, c'est-à-dire *faire écho* aux schèmes interprétatifs de la population. Le discours doit alors exprimer les raisons pour lesquelles l'action est nécessaire. Ce nouveau niveau de discours est important pour les organisations des mouvements sociaux dans la mesure où l'action collective ne peut pas être

considérée comme quelque chose qui *va de soi*. Une idée largement partagée qu'il existe un problème et qu'il faut faire quelque chose n'entraînera pas mécaniquement la participation de ces mêmes personnes à l'action, comme l'a montré le paradoxe d'Olson et son analogie du « passager clandestin »<sup>379</sup>. En principe, l'action collective devrait concerner tous les individus qui subissent les mêmes conditions, mais cela est rarement le cas et bon nombre de personnes concernées s'abstiennent de participer. L'objectif premier du travail des cadres de motivation est donc de réduire au maximum la part de la population touchée par le ou les problèmes diagnostiqués qui ne prendraient pas part à l'action collective, de diminuer le plus possible la somme des « passagers clandestins », mais également de faire participer, par solidarité et sans rétribution autre que symbolique, ceux qui ne sont pas directement touchés par le problème diagnostiqué. L'historien Ronald Formisano a par exemple montré que, dans leur majorité, les membres du *Tea Party* n'avaient pas été directement touchés<sup>380</sup> – ni eux ni leur entourage proche – par la crise économique de 2007-2008, ce qui indiquerait soit 1) une solidarité forte suite au travail de cadrage motivationnel qui aurait particulièrement bien fonctionné concernant les cadres diagnostics économiques, soit 2) d'autres types de diagnostics qui auraient su *parler* à ces membres, comme des cadres diagnostics politiques, historiques, ou moraux par exemple. Le discours de motivation peut être produit d'une multitude de façons. Il peut mettre l'accent sur l'idée de « menace » posée par les responsables (à plus ou moins long terme, plus ou moins graves, concernant des valeurs fondamentales ou non) et être alarmiste. Il peut également souligner l'injustice d'une situation mettant les récepteurs du discours devant un choix moral, c'est-à-dire participer et être en adéquation avec leurs principes ou ne pas agir et faire figure d'hypocrite, et ce d'autant plus que, comme nous l'avons dit auparavant, l'inconsistance idéelle est difficilement supportable pour les individus, les poussant soit à agir en conséquence soit à *rationaliser* leur inaction. Le discours peut enfin insister sur le caractère vertueux (*righteousness*) de l'action à entreprendre. Il faut finalement noter que pour réussir à mobiliser, un cadre de motivation ne doit pas être trop catastrophiste au risque de faire émerger un certain fatalisme chez le public visé. De manière générale, le travail de cadrage ne doit pas laisser penser que le débat et l'action publics n'ont aucun intérêt, il ne doit pas être exclusif mais inclusif. Similairement, pour être efficaces, les cadres ne peuvent pas faire appel à des notions « trop techniques » ou insinuer que l'action des

---

<sup>379</sup> Mancur Olson, *The Logic of Collective Action: Public Goods and the Theory of Groups* [1965], Cambridge, Harvard University Press, 1998.

<sup>380</sup> Ronald P. Formisano, *The Tea Party: A Brief History*, *op. cit.*, pp. 51-52.

membres à la base du mouvement est inutile au risque que l'effet de motivation n'ait pas lieu. Dans l'exemple du *Tea Party*, le discours insiste au contraire considérablement sur l'importance de l'action de chacun, la « responsabilisation politique de chacun »<sup>381</sup> en encourageant, des « actions qui peuvent sembler petites mais qui avec la participation de tous sont destinées à accomplir de grandes choses »<sup>382</sup> ; parmi lesquelles le porte-à-porte, la création de groupe de discussion aussi petits et isolés soient-ils. En plus de cela, le discours du mouvement, bercé d'anti-intellectualisme, tend à faire en sorte que le débat public soit le moins technique possible. Les exemples utilisés par le mouvement (comparant un budget de l'Etat à l'équilibre et le « bon sens populaire » dont font preuve les américains ordinaires dans la vie de tous les jours lorsqu'ils équilibrent les comptes de leur foyer) accentuent l'idée qu'il n'est pas besoin d'être un expert pour comprendre qu'un problème existe et qu'il vient plus de la complexification bureaucratique que d'en bas, d'un peuple protégé par l'idée d'une « intelligence populaire ». A tel point que dans les cadres de motivation du *Tea Party*, le terme de « mission » revient à de nombreuses reprises et constitue le cœur d'une partie du processus de motivation à la mobilisation. La cause défendue par le mouvement serait *juste* et il serait de la responsabilité morale de chacun d'agir pour combattre les injustices et rétablir ce qui est *bon*.

Mais nous concentrer sur cet aspect organisationnel et stratégique du travail de cadrage des organisations des mouvements sociaux « présente le risque de créer l'image d'un processus d'alignement des cadres trop mécanique et non-dialectique selon lequel les idées seraient introduites et diffusées dans une population passive qui ne se doute de rien (*nonsuspecting*) »<sup>383</sup>. C'est précisément l'inverse que nous souhaitons démontrer, c'est-à-dire que les cadres de l'action collective, qui détermine dans une certaine mesure l'idéologie du mouvement, sont le résultat d'un dialogue collectif et permanent entre les organisations et ceux que les organisations cherchent à mobiliser.

“Building on Gramsci, Rude (1980) has argued that the mobilizing potential of protest beliefs and ideas, which he categorizes as a variant of ‘derived ideology,’ is partly contingent on the degree to which it is built upon the stock of folk ideas and beliefs he refers to as ‘inherent ideology.’ The point is that the relationship between the framing efforts of movements and the

---

<sup>381</sup> Aurélie Godet, *Le Tea Party : Portrait d'une Amérique désorientée*, op. cit., p. 90.

<sup>382</sup> Kate Zernike, *Boiling Mad: Inside Tea Party America*, op. cit., e. 702.

<sup>383</sup> David A. Snow et Robert D. Benford, « Ideology, frame resonance, and participant mobilization... », art. cit p. 204.

mobilization of potential constituents is highly dialectical, such that there is no such thing as a *tabula rasa* or empty glass into which new and perhaps alien ideas can be poured.”<sup>384</sup>

C’est pour cette raison que nous nous tournerons dans la sous-section suivante vers le *comment* de l’élaboration des cadres de l’action collective qui participe à la résonance du discours, l’alignement des cadres et *in fine* la mobilisation.

## 2. L’alignement des cadres de l’action collective

Le processus d’alignement des cadres fait référence aux différents mécanismes dans la dialectique entre organisations et mobilisables qui permettent de rendre les diagnostics, les prescriptions et la motivation plus saillants. Pour Snow *et al.*, l’alignement des cadres est défini comme « un ensemble d’efforts stratégiques mis en œuvre par les organisations des mouvements sociaux afin de relier leurs causes et cadres interprétatifs à ceux des membres potentiels et des possibles fournisseurs de ressources »<sup>385</sup>. Le travail de cadrage a pour fonction d’organiser l’expérience et guider l’action en « assistant » les individus potentiellement mobilisables à « localiser, percevoir, identifier et mettre un nom sur » les événements qui se déroulent sous leurs yeux.

Après avoir présenté les différents éléments constitutifs du discours censés permettre la mobilisation par l’alignement du discours des organisations des mouvements sociaux aux schèmes cognitifs des individus, nous devons préciser les mécanismes par lesquels cet alignement est possible. En somme, il s’agit de savoir comment les cadres de l’action collective – qu’ils soient diagnostics, prescriptifs ou de motivation – font le lien entre la réalité sociale telle qu’elle est perçue par les individus et les idéologies primaires (*inherent ideologies*), pour reprendre la formulation de Rude. Quatre types d’alignements différents ont été proposés par Snow et les tenants de la *frame analysis* : 1) la connexion de cadres (*frame bridging*) ; 2) l’amplification de cadres (*frame amplification*) ; 3) l’extension de cadres (*frame extension*) ; et 4) la transformation de cadres (*frame transformation*).

---

<sup>384</sup> *Ibid.*

<sup>385</sup> David A. Snow, E. Burke Rochford Jr., Steven K. Worden et Robert D. Benford, « Frame Alignment Processes, Micromobilization, and Movement Participation », in *American Sociological Review*, vol.51, n°4, août 1986.

La « connexion de cadres » consiste, pour les organisations des mouvements sociaux, à établir un lien entre plusieurs cadres faisant appel à des idéologies proches mais utilisés dans des structures différentes. Il s'agit pour les organisations d'arriver à toucher les membres potentiellement mobilisables soit lorsqu'ils ont déjà manifesté la proximité de leurs intérêts et de ceux des organisations en question, soit lorsqu'il existe un ensemble d'individus qui partagent une base revendicative commune sans disposer d'une structure suffisante pour exprimer de manière efficace leurs revendications. L'objectif pour l'organisation est de construire un pont métaphorique entre ses intérêts et la vision des individus, en guidant leur action et en organisant leur compréhension de la réalité sociale. Ces efforts de connexion sont effectués principalement par un travail de proximité et la diffusion d'informations au travers des réseaux préexistants, des médias de masse, du téléphone et du *listing*, facilité depuis la fin des années 1980 par l'informatisation et bien entendu Internet.

Dans le cas du *Tea Party*, la connexion de cadres s'est produite principalement à la formation du mouvement, alors que les organisations comme *FreedomWorks* et le *Tea Party Express* cherchaient à tirer profit des manifestations de mécontentement relayées par les médias. Keli Carender, décrite par la journaliste Kate Zernike comme l'activiste bloggeuse de l'Etat de Washington, « avait été repérée par des employés de *FreedomWorks*, qui l'ont faite venir de Seattle à Washington »<sup>386</sup>. En l'espace d'un an, elle était devenue membre de l'organisation *Tea Party Patriots* avec comme tâche de promouvoir le travail de l'organisation auprès des forces *grassroots*. De manière similaire, le *think tank* de Washington parlait de l'organisation de la première manifestation de Mary Rakovich en Floride comme étant dans la droite lignée des actions des *Fils de la Liberté* lors du *Boston Tea Party* : « Deux cent ans plus tard, Mary Rakovich et les membres du *Tea Party* étaient animés de la même colère »<sup>387</sup>. Cette construction du discours permet de faire un lien entre une lutte datant de 1773 et des protestations qui ont eu lieu au début de l'année 2009 pour en appeler en définitive à la mobilisation de ceux qui se reconnaissent dans ces deux luttes.

Le deuxième mécanisme d'alignement des cadres agit par « amplification », c'est-à-dire que les valeurs et les croyances véhiculées par les organisations des mouvements sociaux peuvent, parfois, ne pas particulièrement *résonner* auprès des sympathisants et des membres

---

<sup>386</sup> David S. Meyer et Amanda Pullum, « The Social Movement Society, the Tea Party, and the Democratic Deficit », in Caroline W. Lee, Michael McQuarrie et Edward T. Walker, *Democratizing Inequalities: Dilemmas of the New Public Participation*, New York, New York University Press, 2015, p. 220.

<sup>387</sup> Dick Arney et Matt Kibbe, *Give Us Liberty: A Tea Party Manifesto*, *op. cit.*, p. 24.

potentiels. Il est alors nécessaire pour les organisations d'amplifier la portée de leurs cadres pour clarifier le lien qui existe entre les intérêts des organisations et ceux des individus, toujours dans le but d'accroître le soutien pour le mouvement. Dans sa formulation par la *frame analysis*, l'amplification prend deux formes différentes : une amplification des valeurs ou une amplification des croyances. L'amplification de valeurs implique la généralisation de la portée d'un cadre comprenant plus que le problème auquel il est directement consacré. Le mouvement que nous étudions présente un large éventail de ce genre d'alignement. En commençant par des manifestations contre les plans de relance de l'économie, les termes comme « défense de la liberté » et « protection de la démocratie » sont rapidement apparus. Les organisations ont « amplifié » la portée des cadres qu'elles utilisaient pour qu'ils relèvent de valeurs fondamentales et qu'ainsi ils s'adressent au plus grand nombre.

L'autre mécanisme implique une amplification des croyances. Alors que les « valeurs font référence aux buts ou aux finalités recherchées et promues par les mouvements, les croyances peuvent être interprétées comme des éléments idéationnels qui soutiennent ou entrave l'action dans la poursuite des valeurs recherchées »<sup>388</sup>. En somme, l'amplification de valeurs généralise les éléments du discours censés mobiliser des potentiels militants par l'alignement aux finalités fondamentales du mouvement, là où l'amplification des croyances met l'accent dans le discours sur les ennemis et les menaces qu'ils posent, c'est-à-dire sur la *croyance en des potentialités néfastes*. Ce type de cadre est le mieux illustré au sein du *Tea Party* par le « sophisme de la pente glissante », qui insinue que la mise en place de plans de relance de l'économie serait un pas vers le *socialisme*, entraînant nécessairement une prise de contrôle de l'Etat avec en définitive des dérives totalitaires. De manière similaire, les valeurs les plus souvent amplifiées au sein du mouvement ont été celles associées à la démocratie, la constitution américaine et la liberté. Les organisations du *Tea Party* ont amplifié des valeurs comme celles mentionnées dans la constitution ou la déclaration d'indépendance. Ainsi, en formulant sa lutte dans les termes de valeurs chéries et largement partagées dans la population américaine, le *Tea Party* a non seulement cherché à construire une ressource discursive unique, mais s'est également façonné une « image publique de mouvement opérant dans

---

<sup>388</sup> David A. Snow *et al.*, « Frame Alignment Processes, Micromobilization, and Movement Participation... », art. cit., p. 470.

l'intérêt national, en partie grâce à la revitalisation de ce qu'il percevait comme des valeurs abandonnées »<sup>389</sup>.

En troisième lieu, il convient de développer ce que nous entendons par l' « extension de cadres ». Contrairement au processus d'amplification, les organisations des mouvements sociaux élargissent, ici, leurs cadres originels pour y inclure d'autres préoccupations exprimées par de potentiels membres. Le principe est de se rapprocher des individus en faisant des préoccupations annexes une priorité. Ce mécanisme paraît être à l'opposé de ce que souhaitaient faire les organisations proches du *Tea Party* à son origine, ces dernières insistant sur le caractère purement économique des revendications du mouvement pour maintenir une certaine cohérence et se concentrer sur les points jugés essentiels afin de répondre le plus efficacement possible aux problèmes identifiés<sup>390</sup>. L'extension de cadres a, en effet, tendance à entraîner des dissensions internes concernant l'authenticité du mouvement, sa cohérence idéologique et l'efficacité de ses actions. En définitive, cela peut « mener à une instabilité dans le mouvement » lorsque les cadres « posent problème aux dirigeants du mouvement »<sup>391</sup>. Cela nous permet de rappeler à quel point le processus de fabrication des cadres de l'action collective implique une influence et un contrôle réciproques de l'ensemble de l' « espace du mouvement » : élites, membres de la base populaire, sympathisants et membres potentiels. Nous pouvons malgré tout identifier trois situations qui ont occasionné une extension de cadres au sein du *Tea Party* :

- La première, à cheval avec l'amplification de cadres, a trait à la formulation de cadres par *FreedomWorks* désignant, avec l'aide de l'idéologie libertarienne, l'ensemble des problèmes comme étant le résultat de mauvais choix économiques. On trouvera par exemple l'introduction de l'idée de lutte pour la « justice sociale » en présentant les impôts comme du « vol »<sup>392</sup>, ou encore la lutte contre la corruption au travers de la réforme des affectations budgétaires. L'extension des cadres a donc été contrôlée, en raison des dangers pour la cohérence du mouvement qu'elle peut causer, en montrant que les nouveaux cadres sont liés aux cadres originels.

---

<sup>389</sup> *Ibid.*

<sup>390</sup> Jenny Beth Martin et Mark Meckler, *Tea Party Patriots: The Second American Revolution*, op. cit., p. 23.

<sup>391</sup> Sarah Babb, « A True American System of Finance: Frame Resonance in the U.S. Labor Movement, 1866 to 1886 », in *American Sociological Review*, Vol. 61, N° 6, Décembre 1996, p. 1046.

<sup>392</sup> Jenny Beth Martin et Mark Meckler, *Tea Party Patriots: The Second American Revolution...*, op. cit., p. 36.

- La deuxième se rapporte au *9-12 Project*. Profitant du succès de la mobilisation contre la gauche américaine, l'organisation créée par Glenn Beck a exposé un ensemble de neuf principes et douze valeurs pour pouvoir toucher un large public et que par la suite les nouveaux membres s'engagent dans la mobilisation contre l'administration Obama.
- La troisième situation concerne les organisations religieuses qui, en cherchant un nouveau souffle, ont étendu leurs cadres pour introduire une dimension économique en adéquation avec le discours du *Tea Party*, ce qui a eu comme conséquence de faciliter l'influence des nouveaux membres et de leurs cadres sur le *Tea Party*<sup>393</sup>.

Ce processus d'alignement est donc relativement proche de celui de l'amplification de cadre, à la différence près que là où l'amplification est nécessaire pour clarifier l'existence d'un lien entre les intérêts des individus et des organisations des mouvements sociaux, l'extension a pour but de mobiliser les membres potentiels en faisant appel à leurs intérêts fondamentaux bien qu'ils soient annexes pour les organisations. De plus et comme le montre Lofland, l'extension de cadres agit principalement comme « l'appât au bout d'un hameçon »<sup>394</sup>, rendant possible le premier pas sur le chemin de la « transformation de cadres ».

La quatrième et dernière catégorie d'alignement de cadres sur les schèmes cognitifs des membres potentiels est la « transformation de cadres » qui se produit lorsque des cadres préexistants n'ont pas assez de résonance auprès du public, ou paraissent contradictoires avec les croyances et les valeurs des personnes visées. Une transformation de cadre peut se faire de deux manières différentes : elle peut être spécifique à un cadre portant sur un domaine particulier, ou alors transformer un cadre pour englober l'ensemble de la compréhension des événements des individus. Snow et Machalek parlent du « remplacement d'un univers discursif par un autre, ainsi que de ces règles et grammaire liées qui construisent la compréhension des choses »<sup>395</sup>.

Pour ce qui est du premier cas de figure, la transformation s'opère par la reformulation d'une pratique, d'un statut ou d'une relation vécue comme « inexcusable, immoral(e) ou

---

<sup>393</sup> Sarah Posner, « *The Real Story Behind Rick Perry's Secret Meetings with Pastors* », in *religiondispatches.org*, [En ligne]. Consulté le 20.06.2012.

<sup>394</sup> John Lofland, *Doomsday Cult: A study of Conversion, Proselytization, and Maintenance of Faith* [1966], New York, Irvington, 1977.

<sup>395</sup> David A. Snow et Richard Machalek, « The Convert as a Social Type », in Randall Collins *Sociological Theory*, San Francisco, Josey-Bass, 1983, p. 265.

injuste ». Turner donne l'exemple d'une campagne d'action contre l'alcool au volant du mouvement *Mothers Against Drunk Driving* transformant la vision préexistante 1) de l'événement en lui-même d'un « accident malheureux » en une « tragédie inexcusable », ainsi que 2) celle des conducteurs en des termes bien plus négatifs, comme ceux de « criminels » ou de « meurtriers », alors qu'ils étaient « auparavant vu comme semi-responsable »<sup>396</sup>. Plusieurs éléments illustrent ce type de transformation de cadres au sein du *Tea Party*. Tout d'abord, le changement de perception des « perdants du capitalisme » selon l'expression de Rick Santelli ; ceux qui par leur « irresponsabilité » auraient déclenché la crise économique des *subprimes* passent du statut de « victime d'un drame financier personnel » à « coupable d'une crise économique mondiale ». Les organisations religieuses ont également participé à des transformations de cadres en redéfinissant le travail de l'Etat. Le télévangéliste James Robison critiquait ainsi la série de décisions de la Cour Suprême, qui avait permis de mettre en place des programmes sociaux comme la Sécurité sociale qui protègent les gens des conséquences de ce qu'il nomme des « échecs personnels », fustigeant ses bénéficiaires comme des personnes « dépendantes de l'Etat » qui idolâtrèrent « l'Etat [ayant] remplacé Dieu aux yeux des Hommes »<sup>397</sup>.

La transformation de cadre touche donc la vision qu'ont les membres du mouvement de leurs ennemis mais également la vision qu'ils ont d'eux-mêmes. La transformation de la rhétorique du *Tea Party* en « mouvement de *Nous le Peuple* » (reprenant les premiers mots de la constitution américaine) implique que les membres ne puissent qu'être dans la vérité dans la mesure où l'expression suppose d'emblée une position vertueuse. Ce type d'alignement divise une population d'une manière encore plus forte que la simple utilisation de « cadres diagnostics » et agrandit l'écart entre les *in-group* et les *out-group*, entre justes et mauvais, entre « nous » et « eux ».

Enfin, le second cas de figure se présente lors d'une transformation de cadres à portée globale pour les individus. Dans cette situation, tout devient lié au mouvement et ses objectifs, tous les événements sont interprétés selon les cadres à disposition du mouvement. Presque tous les domaines de la vie, des relations personnelles aux questions internationales, sont interprétés en des termes qui entrent en adéquation avec le mouvement auquel les membres

---

<sup>396</sup> Ralph Turner, « Figure and Ground in the Analysis of Social Movements », in *Symbolic Interaction*, Vol. 6, N° 2, Automne 1983, pp. 175-181.

<sup>397</sup> James Robison « "What," Not "Who" », in [www.jamesrobison.net](http://www.jamesrobison.net), [En ligne]. Consulté le 21.06.2012.

appartiennent. En conséquence, tout semble être perçu avec plus de clarté, mais surtout plus de certitude. L'exemple donné par Benford est celui d'une militante membre du mouvement pacifiste américain faisant évoluer la portée de son engagement d'un combat contre les armes nucléaires à une vision unifiée du monde où « la planète n'est qu'un seul et même système, [que] par conséquent nous sommes un seul et même peuple, et [que] si les gens s'en rendaient compte, comment pourraient-ils utiliser des choses qui leur feraient du mal ? »<sup>398</sup>. Ici, le cadre d'interprétation antinucléaire est généralisé et crée une vision nouvelle de la réalité sociale dans son ensemble. Le cas du *Tea Party* fournit également la possibilité d'observer ce type de transformation dans le discours de membres, particulièrement de « nouveaux venus » qui décrivent le mouvement comme leur ayant « ouvert les yeux sur la situation dans laquelle se trouvaient les Etats-Unis »<sup>399</sup>. L'utilisation de la littérature libertarienne au sein du mouvement a fortement aidé au développement de ce phénomène, puisque elle suppose une généralisation, une « projection de la logique du marché sur toutes les sphères de la vie sociale »<sup>400</sup> au nom de la défense du « principe de libre possession de soi s'étendant à une propriété sur les choses »<sup>401</sup>. A noter enfin que la formulation de ce type de cadres en particulier nous semble constituer une des explications centrales de l'idéalisme des membres du mouvement et en définitive de son caractère polarisant sur la politique américaine dans la mesure où, passé un certain stade, les militants du *Tea Party* conçoivent la réalité sur les bases idéelles du mouvement.

Mais avant d'exposer notre analyse des cadres de l'action collective du *Tea Party*, il est nécessaire de dire un mot sur ce qui permet la réussite d'une entreprise de cadrage. Nous avons déjà utilisé plus haut le terme de « résonance », sans préciser son importance ou sa portée. Ce concept a été développé par Snow et Benford pour expliquer les différences d'efficacité des travaux de cadrage.

“The concept of resonance is relevant to the issue of the effectiveness or mobilizing potency of proffered framings, thereby attending to the question of why some framings seem to be

---

<sup>398</sup> David A. Snow *et al.* « Frame Alignment Processes, Micromobilization, and Movement Participation... art. cit., p. 475.

<sup>399</sup> Leroy L., entretien par visioconférence, le 22 septembre 2016.

<sup>400</sup> Sébastien Caré, *La pensée libertarienne : Genèse, fondements et horizons d'une utopie libérale*, Paris, Presses Universitaires de France, p. 151.

<sup>401</sup> *Ibid.*

effective or “resonate” while others do not. Two sets of interacting factors account for variation in degree of frame resonance: credibility of the proffered frame and its relative salience.”<sup>402</sup>

Les auteurs exposent deux caractéristiques grâce auxquelles les travaux de cadrages des organisations des mouvements sociaux peuvent « entrer en résonance » avec les schèmes cognitifs des individus pour devenir des cadres de l’action collective. Tout d’abord, la résonance dépend de la « crédibilité du cadrage auprès d’une population donnée »<sup>403</sup> qui est elle-même dépendante de trois facteurs : 1) la cohérence du cadrage, c’est-à-dire la concordance entre la doctrine des organisations, leur discours et leurs actions. Cette question a souvent été pointée du doigt par les opposants au *Tea Party*, dans la mesure où certaines organisations critiquaient, comme le *Tea Party Express*, l’*establishment* républicain tout en étant financées par le parti<sup>404</sup> ou se présentaient, à l’instar du *Tea Party Patriots*, comme des organisations des membres de la base populaire du mouvement alors qu’elles travaillaient étroitement avec de puissants *think tanks* de Washington<sup>405</sup>. La crédibilité du cadrage est également jugée 2) à l’aune de sa « crédibilité empirique » (*empirical credibility*). Il n’est pas question, ici, de dire si le diagnostic ou la prescription se fondent sur des faits ou non, mais si les « référents empiriques des cadres se prêtent ou non à être lu comme de *vrais* indicateurs de ce qui est affirmé »<sup>406</sup>. Si les affirmations peuvent être vérifiées, qu’elles sont culturellement ancrées ou historiquement acceptées, le travail de cadrage n’en sera que plus efficace. Un exemple de la crédibilité empirique d’un cadre peut être trouvé dans le livre de Cleon Skousen, *The 5000 Year Leap* racontant les périodes de famine de la colonie de Jamestown. Cette histoire a été utilisée à plusieurs reprises par Dick Armey lors de rassemblements du *Tea Party* :

“The founders had learned from the Crusades and the Bible, as well as the failures of the first settlers at Jamestown, which he described as the first attempt at ‘secular Communism’. The settlers there were forced to put all the crops they grew into a central pool, he said, and therefore, had no incentive to work hard, so did not produce enough to sustain the colony, which was nearly wiped out by death and disease.”<sup>407</sup>

---

<sup>402</sup> David A. Snow, « Framing Processes, Ideology, and Discursive Fields... », op. cit., p. 619.

<sup>403</sup> Jean-Gabriel Contamin, « Analyse des cadres », in Olivier Fillieule *et al.*, *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 41.

<sup>404</sup> Devin Burghart et Leonard Zeskind, « Tea Party Nationalism: A critical Examination of the Tea Party Movement and the Size, Scope, and Focus, of its National Factions », art. cit., p. 54.

<sup>405</sup> *Ibid.*

<sup>406</sup> David A. Snow et Robert D. Benford, « Ideology, frame resonance, and participant mobilization... », op. cit., p. 208.

<sup>407</sup> Kate Zernike, *Boiling Mad: Inside Tea Party America...*, op. cit., e. 1100.

Malgré cela, ce compte rendu de la colonie de Jamestown fait le lien entre des problèmes actuels (diagnostic contre les politiques *communistes*) et des erreurs du passé qu'il ne faut pas reproduire (prescription). Il est utilisé comme mise en garde face aux dangers du collectivisme bien qu'il passe sous silence d'autres facteurs expliquant les déboires de la colonie ne mettant pas en cause l'application d'une politique « communiste » mais, comme le liste Kate Zernike, « l'endroit choisi infesté de moustiques », « le manque d'eau potable », « les attaques incessantes des Indiens » et enfin, « l'obsession des colons pour trouver de l'or à envoyer en Angleterre alors qu'ils n'avaient aucunement l'intention de faire des cultures puisqu'ils étaient approvisionnés en nourriture par bateau »<sup>408</sup>. Mais la période de la famine de Jamestown est tellement prégnante dans l'imaginaire collectif, ancrée dans la culture et l'histoire américaine que la crédibilité empirique du cadrage est assurée. L'important pour qu'il y ait un alignement est donc que le lien exposé entre la prescription et sa raison soit plausible ; ce qui est permis, ici, au travers d'un récit historique. Le troisième élément garantissant la crédibilité d'un cadre a trait à la « crédibilité de l'émetteur des cadres ou du discours » lui-même. Les études sur la communication ont montré que la crédibilité que le récepteur accorde à l'émetteur influe directement sur le degré de persuasion du discours<sup>409</sup>. Snow et Benford posent donc que plus le statut ou l'expertise perçus sont grands, plus la crédibilité de l'émetteur est forte, plus les cadres émis ont une grande probabilité d'entrer en résonance chez les récepteurs.

La seconde caractéristique dont dépend la possibilité de résonance des cadres est leur « saillance », à savoir leur caractère marquant. Ici également, trois éléments nous permettent de distinguer le degré de saillance d'un cadre : 1) la centralité des cadres utilisés par les mouvements avec les croyances et les valeurs des individus visés détermine fortement la probabilité de leur mobilisation, d'où les efforts d'amplification, ou d'extension pour « se rapprocher » de ce qui importe pour les potentiels membres ; 2) la proximité vis-à-vis de l'expérience personnelle (*experimental commensurability*) représente un deuxième aspect de la saillance des cadres. Autrement dit, la question est de savoir si les cadres exposés sont trop abstraits et distants de ce dont le public visé fait l'expérience tous les jours, ou si au contraire ils leur *parlent*, si les membres reconnaissent dans le discours une situation qui leur est familière. Il nous a été possible d'observer une illustration de ce type de résonance avec Gary

---

<sup>408</sup> *Ibid.*

<sup>409</sup> Carl I. Hovland et Walter Weiss, « The Influence of Source Credibility on Communication Effectiveness », in *Public Opinion Quarterly*, Vol. 15, N° 4, Janvier 1951, pp.635-650.

K., lorsque ce dernier parlait de l'impulsion qui lui avait donné envie de s'engager dans le *Tea Party* :

“I'm gonna go back, you know you lose track of time but I'm gonna go back let's say 7 years ago. And I was always driving around in my car – and I'm not sure if you've ever heard of Rush Limbaugh - And I listened to Rush Limbaugh every day, when I drove around in my sales. And I thought, ‘I think like that guy’. You know that guy kinda -- I agree with him. And I wasn't very political really back then but I was getting myself educated.”<sup>410</sup>

Alors qu'il n'était, de son propre aveu, ni politisé ni expert de la vie politique américaine, le fait que les paroles de Rush Limbaugh renvoient à son expérience quotidienne, à ce qu'il pensait déjà n'a fait que rendre le discours du polémiste conservateur plus efficace. Enfin, la concordance des cadres avec les mythes essentiels de la population visée (*narrative fidelity*) constitue la troisième dimension de la saillance des cadres. Il s'agit de montrer dans quelle mesure les cadres proférés sont en accord avec les mythes, les idéologies « primaires » ou « inhérentes »<sup>411</sup>, dans quelle mesure ils sont, en d'autres termes « culturellement résonants ». Il en va ainsi d'une partie du discours du *Tea Party Patriots* qui présentait ses valeurs comme étant en adéquation avec le capitalisme et la lutte pour la liberté, qui définissent pour lui l'ADN des Etats-Unis.

### 3. Une lutte orientée par des « cadres cardinaux »

Précisons finalement que plusieurs auteurs ont défini un type de cadre particulier : les cadres cardinaux (*masterframe*). Différents des cadres spécifiques à un mouvement de par leur résonance culturelle et historique particulièrement large, ils peuvent être utilisés par différentes mobilisations et délimitent les orientations idéologiques futures des mouvements qui les utilisent. Des cadres insistant sur les notions de « choix », d' « injustice », d' « égalité des droits » ou de « retour à la démocratie » permettent de véhiculer un message simple et fort. Censés motiver l'engagement, comme tout type de cadre, ils limitent en plus le champ des prescriptions et des stratégies possibles influençant de manière déterminante les dynamiques de lutte interne pour l'orientation du mouvement. En effet, un mouvement marqué par un cadre cardinal d' « égalité des droits » pourrait difficilement – par souci de

---

<sup>410</sup> Gary K., entretien par visioconférence réalisé le 16 septembre 2016.

<sup>411</sup> George Rudé, *Ideology and Popular Protest*, op. cit.

cohérence dont dépend la crédibilité de son discours – s’exprimer en faveur de l’exclusion d’une partie de la population au processus démocratique ou prendre une forme trop verticale. Il est important de noter que ces cadres cardinaux font donc évoluer les cadres spécifiques aux mouvements mais peuvent eux-mêmes se transformer au sein d’un mouvement. Noonan relevait, dans une étude sur le mouvement féministe chilien, que le cadre cardinal définissant leur lutte comme une lutte « de gauche » était contre-productif à la mobilisation, car trop restrictif en évoquant auprès des schèmes interprétatifs des individus l’idée de « lutte de la classe ouvrière »<sup>412</sup>. En revanche, le développement du cadre cardinal plus inclusif de « retour à la démocratie » a permis de « créer de l’espace » pour l’avancement de la cause féministe. Un phénomène analogue sera étudié dans le cas du *Tea Party*.

A son origine, le cadre cardinal d’ « injustice » face aux politiques dites socialistes, symbolisé par l’acronyme de « TEA » pour *Taxed Enough Already*, limitait tant dans le domaine idéationnel que structurel le mouvement qualifié d’ « antifiscaliste »<sup>413</sup>. Par la suite, la recherche de mobilisation face aux responsables (économiques et surtout politiques) identifiés de ces politiques a amené certaines organisations à élargir le cadre cardinal formulé comme une lutte pour un « retour à la démocratie », celle des origines des Etats-Unis donnant naissance à l’expression « Take Our Country Back », reprendre le pays des mains de hommes et femmes politiques prônant des politiques allant au-delà des règles définies par la constitution américaine ; faisant par la même occasion du *Tea Party* un mouvement « antiétatiste ». Enfin, cette lutte contre l’Etat et ses représentants s’est elle-même également élargie avec l’avènement d’un cadre cardinal axé sur la dénonciation d’une crise généralisée aux Etats-Unis touchant tous les aspects de la vie des Américains et érigeant deux camps en opposition (conservateurs et progressistes), dans un cadre cardinal de « culture war » : une lutte culturelle.

Plusieurs tendances existent donc simultanément au sein du mouvement au travers de ses différentes mouvances en présence qui gagnent ou perdent de l’influence à mesure des luttes internes entre les différentes « forces à l’intérieur du mouvement »<sup>414</sup> et externes entre le mouvement, les contre-mouvements et la politique institutionnelle.

---

<sup>412</sup> David A. Snow, « Framing Processes, Ideology, and Discursive Fields », op. cit., p. 390.

<sup>413</sup> Anne-Lorraine Bujon de l’Estang, « Au coeur de l’Amérique ? Le mouvement des Tea Parties », in ifri.org, [En ligne]. Consulté le 02.03.2012.

<sup>414</sup> Robert D. Benford et David A. Snow, « Framing Processes and Social Movements: An Overview and Assessment », in *Annual Review of Sociology*, Vol. 26, N°1, Août 2000, p. 625.

“Benford referred to intramovement disagreements regarding diagnoses and prognoses as *frame disputes*. These are essentially disputes over reality (present or projected). *Frame resonance disputes*, entails disagreements regarding ‘how reality should be presented so as to maximize mobilization’. Analyzing disputes within the Austin (Texas) nuclear disarmament movement, Benford found that frame disputes were a pervasive aspect of the movement’s dynamics, shaping the movement’s structure, interorganizational relations, and collective identity construction.”<sup>415</sup>

En présentant les cadres de l’action collective du mouvement, nous nous efforcerons de souligner également les éléments qui leur ont facilité cette résonance et par conséquent garanti l’efficacité du discours. Nous nous tournons maintenant vers l’analyse des cadres de l’action collective du *Tea Party*, leurs mécanismes et leur dynamique de façonnement idéologique au sein du mouvement.

## II. Arbre idéologique du mouvement *Tea Party*

En cherchant à identifier l’ « idéologie du Tea Party », l’image d’un arbre – ou d’une pyramide selon le sens – s’est rapidement imposée comme celle qui était la plus à même de rendre compte de la diversité idéologique qui existe au sein du mouvement. Au premier niveau, celui du ou des diagnostics, le tronc de cet « arbre idéologique » est constitué de l’identification des problèmes et s’élargit peu à peu avec la désignation de responsables. En somme, il peut y avoir plusieurs responsables différents à un même problème. Au deuxième niveau, celui des prescriptions, les branches se multiplient encore. Un problème donne naissance à plusieurs solutions, parfois opposées, qui encourage ensuite le mouvement à suivre des moyens d’action eux aussi divergents. Enfin le dernier niveau, celui du discours de motivation, présente une multitude de façon d’inciter les membres effectifs à donner de leur temps et de leur énergie à la lutte et de faire naître chez les sympathisants et les « membres potentiels » l’envie de les rejoindre. En définitive, une branche identifiant un problème précis peut, nous le verrons, en venir à proposer des solutions ou des moyens d’action qui la rapproche d’autres branches.

---

<sup>415</sup> *Ibid.* p. 626.

## A. Cadres diagnostics au sein du *Tea Party*

La première étape de la construction de l'arbre idéologique du *Tea Party* consiste à étudier les diagnostics établis par le mouvement par l'interaction entre ses organisations et ses membres (actifs et potentiels). Pour mener à bien ce travail nous utilisons une méthode qualitative d'analyse de contenu. Bien que cette méthode puisse trouver ses limites dans la représentativité des résultats qu'elle expose ou dans la part relativement importante que peut jouer la subjectivité du chercheur, elle nous semble rester la plus appropriée pour une analyse d'un discours qui a pour objectif de « toucher sa cible », de résonner dans l'esprit d'une population ; des phénomènes qui restent difficile à quantifier.

Sachant que Snow et Benford insistent sur le fait qu'alors que généralement plus d'un facteur est désigné ou combiné dans l'objectivation d'un problème, les diverses ailes ou factions d'un mouvement tendent à élever un facteur au-dessus de tous les autres possibles<sup>416</sup>. Notre unité d'analyse, le « cadre diagnostic », est ainsi subdivisé en 3 dominantes : économique, politique et culturelle.

### 1. La dominante économique dans le discours du *Tea Party*

Le premier cadre diagnostic se focalise sur le caractère économique des problèmes qui existaient aux Etats-Unis en 2008-2009. Il établit une synthèse entre une dénonciation de l'« abandon du capitalisme » et d'une « déviation vers le *socialisme* ».

La diatribe de Rick Santelli a permis au mouvement de mettre des mots sur des sentiments préexistants qui dans certains cas avaient déjà donné lieu aux premières manifestations du mouvement ; celles de Keli Carender et de Mary Rakovich dont nous avons parlé dans le chapitre précédent. L'analyste financier, en direct sur CNBC, avait stigmatisé ceux qui pour lui étaient responsables de cette crise économique. En commençant par mentionner les « *losers* », sous-entendant par ce terme, les perdants du capitalisme, ceux qui avaient fait de mauvais placements mais également les « irresponsables » ceux qui ont

---

<sup>416</sup> David A. Snow et Robert D. Benford, « Ideology, frame resonance, and participant mobilization... », op. cit., p. 200.

« construit une salle de bain en plus mais qu'ils ne peuvent pas se la payer »<sup>417</sup>. Mais l'identification des responsables de la situation va plus loin. Santelli poursuit sa diatribe en accusant l'Etat (*the government*) et plus précisément l'administration Obama qui va faire payer au peuple américain les erreurs de ces fameux « losers » par le biais du plan de relance de l'économie (*Troubled Asset Relief Program*). Enfin, il accuse également les économistes de Washington qui, par leur raisonnement keynésien vont à l'encontre des principes du capitalisme. Cette triple identification des responsables s'accompagne donc d'une identification de problèmes à plusieurs dimensions, une adoption et application de principes socialistes, abandonnant ceux du capitalisme pour sauver les « perdants » qui, soulignons-le, sont des individus. En effet, Santelli n'inclut pas dans son identification des « perdants » les banques comme *AIG*, *Bank of America*, *Citigroup*, *JPMorgan* ou *Goldman Sachs*, ni les grandes entreprises américaines comme *Chrysler* ou *General Motors* bien qu'il critique indirectement cette dernière en parlant d'un modèle de voiture datant de 1954 comme étant « le dernier grand modèle provenant de Détroit »<sup>418</sup>.

Ensuite, plusieurs éléments de son intervention nous semblent importants quant à la résonance et la saillance qu'elle a pu avoir auprès du grand public. Tout d'abord, Santelli est le premier à avoir fait appel à la symbolique révolutionnaire du *Boston Tea Party*<sup>419</sup> (au moins avec une telle portée) dans le contexte d'une réponse à la crise économique de 2007-2008. Cet événement révolutionnaire bénéficie d'une très forte résonance culturelle et historique aux Etats-Unis. Utilisée sous l'angle antifiscaliste et antiétatiste, cette symbolique est accompagnée dans le discours de Santelli d'une incitation pour « tous les capitalistes »<sup>420</sup> à participer à une manifestation quelques mois plus tard. Un autre écho culturel et historique se trouve dans la référence aux Pères fondateurs américains et l'idée que « ce que nous sommes en train de faire dans ce pays les feraient se retourner dans leur tombe »<sup>421</sup>. L'historienne américaine Jill Lepore remarquait qu' « en période de doutes, la politique américaine fait appel aux Pères fondateurs »<sup>422</sup> et les membres du *Tea Party* ne sont pas les seuls à avoir eu recours à ce qu'ils pensent être l'idéologie fondatrice des États-Unis. En effet, Pierre Mélandri

---

<sup>417</sup> Rick Santelli, « Rant of the Year », in *youtube.com*, [En ligne], Consulté le 02.02.2012.

<sup>418</sup> *Ibid.*

<sup>419</sup> A noter que la paternité de l'utilisation de cette symbolique et de l'impulsion qu'elle a créée a été sujette à une lutte interne au *Tea Party*.

<sup>420</sup> Rick Santelli, « Rant of the Year », in *youtube.com*, [En ligne], Consulté le 02.02.2012.

<sup>421</sup> *Ibid.*

<sup>422</sup> Jill Lepore, *The Whites of Their Eyes: The Tea Party Revolution and the battle over American History*, Princeton, Princeton University Press, 2010, p.13.

remarquait que le populisme<sup>423</sup> américain ressurgissait à chaque fois que le « rêve américain » apparaissait en danger et qu'il prenait sa source dans « l'exceptionnalisme démocratique américain » et la « perfection de ses fondements idéologiques »<sup>424</sup>. Si le style de vie américain est en danger, ce ne serait pas parce que son modèle est obsolète mais, bien au contraire, parce qu'il n'est pas appliqué assez purement. C'est ce que Michael Kazin avait nommé « une forme majestueuse d'optimisme rhétorique »<sup>425</sup>. La référence de Santelli n'est donc pas innocente et le symbole aura permis de marquer les esprits.

Enfin, concernant la crédibilité, la saillance de ses propos et surtout de la forme qu'ils ont prise, Santelli se prévaut d'une position d'autorité, celle d'expert économique intervenant sur une chaîne de télévision spécialisée tout en prenant des exemples de la vie de tous les jours. Lorsqu'il pose la question de savoir « qui souhaite payer pour le prêt hypothécaire de [ses] voisins qui ont une salle de bain en plus qu'ils ne peuvent pas s'offrir », il présente ses collègues et lui-même comme les représentants la « majorité silencieuse ». En outre, sa colère somme toute authentique donne à son discours un caractère différent des discours politiques classiques, loin de l'impression de condescendance du personnel politique exprimée par Keli Carender et les membres du *Tea Party Patriots*<sup>426</sup> et permet de faire écho à la frustration d'une partie de la population américaine. Comme le résume Kate Zernike, « Rick Santelli n'a fait que donner au mécontentement un nom et une imagerie »<sup>427</sup>, ce à quoi nous pouvons ajouter une « motivation à la mobilisation » pour une partie de la population, ce qui constitue une partie de la définition du cadre de l'action collective.

Il est à noter que Santelli lui-même identifie des problèmes qui ne font pas partie de la dominante économique lorsqu'il parle de Washington comme d'un endroit où il faut « prendre une douche toutes les heures »<sup>428</sup>. La nature du problème devient alors politique, dénonçant la corruption et le cynisme du personnel politique.

---

<sup>423</sup> Nous utilisons très peu le terme de « populisme » tout au long de nos recherches. Pourtant, la définition qu'en fait Pierre-André Taguieff, comme style rhétorique vide qui peut s'adapter à n'importe quelle idéologie politique, en lui appliquant une « temporalité mythique » et une « magie politique » nous semble constituer une piste de recherche des plus intéressantes pour ce qui est de l'étude du *Tea Party*, notamment dans son rapprochement qui peut être effectué avec la dimension « motivationnelle » de l'analyse en termes de cadres. En outre, la possibilité de faire un parallèle entre certaines revendications du *Tea Party* et celles de l'Union de défense des commerçants et des artisans (UDCA) de Pierre Pujade serait prolifique.

<sup>424</sup> Jean-Pierre Rioux, *Les populismes*, Paris, Perrin, 2007, p.323.

<sup>425</sup> Michael Kazin, *The Populist Persuasion. An American History*, New York, Basic Books, 1995, p. 190.

<sup>426</sup> Kate Zernike, *Boiling Mad: Inside Tea Party America...*, op. cit, e.2012

<sup>427</sup> *Ibid.*

<sup>428</sup> Rick Santelli, « Rant of the Year », in *youtube.com*, [En ligne], Consulté le 02.02.2012.

Avant l'intervention télévisée de Rick Santelli, le *think tank FreedomWorks*, fondé en 2004 et basé à Washington, luttait déjà contre les premières réponses apportées à la crise économique de 2007-2008. Bien que les responsables identifiés soient en majorité semblables à ceux dont parlait Santelli, il convient de relever que l'angle d'attaque de la critique est différent. La dénonciation de l'Etat est plus axée sur les institutions de régulation de l'économie comme par exemple la Réserve Fédérale américaine (*FED*), les bureaucrates non-élus ou les secrétaires américains au Trésor successifs, décrits comme « souhaitant devenir [les] tsars et PDG de l'économie américaine »<sup>429</sup>, possédant « un pouvoir discrétionnaire de dicter qui seraient les gagnants et les perdants »<sup>430</sup>. *FreedomWorks* inclut également dans les responsables de la situation économique les politiciens antérieurs à Barack Obama :

“Personally, we find it hard not to blame Republicans for much of our current predicament. The Bush administration, aided and abetted by many republicans in the House and Senate, virtually erased and practically any political or philosophical distinction between parties. Excessive spending, a new Medicare prescription drug entitlement, and a culture of earmarks – and the personal corruption that naturally flowed from these addictions – destroyed the Republican Party’s standing with the American people.”<sup>431</sup>

La position de *think tank* « spécialisé en question économique » octroie à l'organisation une aura, une crédibilité et une consistance idéologique fondamentales dans la création et la diffusion du message du mouvement à son origine. L'histoire de Mary Rakovich illustre d'ailleurs parfaitement cela, puisqu'avant d'organiser son premier rassemblement en Floride, elle avait contacté *FreedomWorks* pour avoir un soutien logistique tant matériel qu'intellectuel. Quant à la saillance du diagnostic de l'organisation, la centralité auprès de la population de sa critique de la classe politique comme responsable de l' « abandon du capitalisme et l'application de politiques *socialistes* conduisant à la crise économique » constitue un élément en concordance avec des mythes américains particulièrement importants pour les militants du mouvement comme notamment celui du *self-made man*. A cela s'ajoute la mobilisation de penseurs célèbres du libertarianisme comme Friedrich Hayek ou Ludwig von Mises dont les écrits sont accompagnés de ceux des Pères fondateurs et des *Federalist Papers*, ou bien encore Ayn Rand dont les livres ont connu une forte hausse des ventes durant

---

<sup>429</sup> Dick Armey et Matt Kibbe, *Give Us Liberty: A Tea Party Manifesto...*, op. cit. p. 52.

<sup>430</sup> *Ibid.* p. 45

<sup>431</sup> *Ibid.* p. 49.

la crise économique<sup>432</sup>. Enfin, le fait de critiquer Démocrates et Républicains sans distinction de parti donne un semblant d'impartialité aux propos du *think tank* libertarien. En somme, puisque l'organisation critique les deux camps, elle paraît plus facilement « au-dessus des intérêts simplement politiques » et s'exprimerait « dans l'intérêt du pays ».

Une autre aile du *Tea Party* qui a situé le problème à la frontière entre la dominante économique et politique peut être trouvée au sein de la Droite chrétienne américaine. Elle est rapidement devenue un acteur majeur du *Tea Party* dans la mesure où, comme l'observe Ed Kilgore, « de manière remarquable les théocrates ont arrêté de penser leur combat politique en termes de questions sociales, en compétition avec les questions fiscales ou économiques, et ont commencé à se voir comme une partie d'un groupe de revendications plus large qui demande une transformation radicale de l'État lui-même ». Le processus de transformation de la Droite Chrétienne, passant d'une rhétorique de revendications sociales à celle des revendications économiques, a été rapide et pouvait se résumer avec l'idée que Ralph Reed avait exprimé sur les antennes de la chaîne de télévision chrétienne, CBN : « être pour des valeurs familiales, signifie ne pas laisser une dette abyssale à ses enfants »<sup>433</sup>.

La Droite chrétienne est publiquement engagée dans le combat politique depuis les années 1970. A cette époque, les évangélistes sentaient que le gouvernement fédéral était hostile à leurs intérêts. Alors que leurs entreprises prenaient de l'ampleur, les évangélistes ont ajouté à leur liste de revendications une inquiétude sur les régulations fédérales. Durant les années qui ont suivi, de nombreuses actions ont été entreprises contre des agences gouvernementales, comme par exemple en 1974, lors de l'investigation de la *Federal Communications Commission*, FCC (Commission Fédérale des Communications, en français) sur les licences de diffusions des écoles, universités et instituts chrétiens. Les diffuseurs radio, alors scandalisés, avaient demandé à leurs auditeurs d'envoyer des pétitions à la FCC. Peu après cet épisode, les évangélistes sont rentrés en conflit avec l'*Internal Revenue Service*, IRS (l'agence gouvernementale de collecte des impôts) qui avait annoncé en 1978 qu'elle essaierait de faire appliquer les politiques fédérales en matière de droits civiques en demandant aux écoles privées d'atteindre les quotas de minorité ethnique requis par la loi sous peine de suppression du statut d'exonération fiscale. Par la suite, « plutôt que de créer

---

<sup>432</sup> Mark Coleman, « Ayn Rand's Atlas Shrugged climbs up charts during recession », in *telegraph.co.uk*, [En ligne]. Consulté le 17.09.2015.

<sup>433</sup> David Brody, « *New Brody File Show on the Teavangelical Movement* », in *cbn.com*, [En ligne]. Consulté le 22.06.2012.

des bourses pour les minorités ou d'encourager leur recrutement, les écoles chrétiennes avaient fait pression sur le Congrès pour empêcher l'IRS de pouvoir appliquer cette nouvelle politique »<sup>434</sup>. Cette idée peut être retrouvée dans le registre revendicatif du *Tea Party* : ce n'est pas à l'État d'imposer quelque chose aux individus ou aux organismes non-étatiques si cela n'est pas inscrit dans la constitution. A cette époque, Robert Billings, une personnalité du mouvement évangéliste, avait déclaré que la controverse entre les écoles religieuses et l'IRS avait « fait plus pour rapprocher les Chrétiens entre eux qu'aucun homme depuis Saint Paul »<sup>435</sup>. Encore une fois, un parallèle avec la situation du *Tea Party* peut être fait en disant que les réformes d'Obama ont fait énormément pour rapprocher les évangélistes et les libertariens entre eux (sous la forme du *Tea Party*) et donc pour aider la traduction des thèses économiques évangélistes dans l'idéologie du mouvement.

D'un point de vue purement économique, la Droite religieuse n'a jamais eu peur de se positionner du côté du capitalisme, parfois simplement par peur du communisme, comme durant l'élection de 1964 où elle se rallia en masse derrière le libertarien Barry Goldwater, combattant féroce du communisme, parfois par conviction, Jerry Falwell disant par exemple dans ses sermons que le capitalisme était un système ordonné par Dieu et que seul le travail était la clé du succès<sup>436</sup>. Daniel K. Williams parle également du livre de Rus Walton, *One Nation Under God* publié par *Third Century* (une organisation chrétienne) qui offrait une brève histoire de la République américaine du point de vue d'un chrétien-conservateur. Walton soutenait que Dieu approuvait l'économie de marché et la limitation du gouvernement et disait que les Pères fondateurs avaient souhaité un Etat fédéral moins fort quand ils avaient créé les Etats-Unis<sup>437</sup>. Avec des titres de chapitre comme « L'impôt et le pouvoir de détruire », « César exige trop », et « L'inflation est en train de tuer l'Amérique », il faisait remonter le déclin de l'Amérique à la présidence de Franklin Roosevelt<sup>438</sup>. Ainsi, en 1988, le célèbre évangéliste Pat Robertson s'était concentré durant sa course à l'investiture républicaine sur le maintien des valeurs capitalistes en « soutenant le vote d'un amendement pour obliger un budget équilibré et avait promis une révision générale des dépenses fédérales »<sup>439</sup>. Il avait

---

<sup>434</sup> D.K. Williams, *God's Own Party: The Making of the Christian Right*, New York, Oxford University Press, 2010, p.163.

<sup>435</sup> *Ibid.*

<sup>436</sup> *Ibid.* p. 45.

<sup>437</sup> *Ibid.* p. 121.

<sup>438</sup> *Ibid.*

<sup>439</sup> *Ibid.* p. 216.

attaqué les programmes sociaux comme étant malavisés et disait que certaines agences gouvernementales et certains programmes devaient être supprimés immédiatement. Il voulait « privatiser la Sécurité Sociale et avait promis d'être en faveur de réductions d'impôts »<sup>440</sup>. Robertson soutenait également des politiques fiscales en contradiction avec le conservatisme traditionnel de l'époque. Les États-Unis devaient revenir à l'étalon or et le Président devrait réduire le rôle de la FED. « Je placerai mon devoir envers Dieu et le pays bien au-dessus de l'*establishment libéral* de la côte Est, de la communauté bancaire internationale ou de n'importe quel intérêt spécial »<sup>441</sup> déclarait-il. Avec ce programme, il s'attira les foudres du Parti républicain de l'époque (ce qui rappelle encore une fois la relation entre *Tea Party* et une frange du GOP en 2009). C'est après cette affaire que la Droite chrétienne se tourna vers le Parti républicain, à tel point que Daniel K. Williams voit dans l'acronyme *GOP* la signification « *God's Own Party* » (« le parti de Dieu », en français). Cette relation a souvent été décrite comme un mariage de connivence, les leaders chrétiens ne se retenant jamais pour critiquer le Parti républicain.

Il apparaît, malgré tout, que la Droite chrétienne aurait pu se sentir menacée par la montée du *Tea Party* avec ses idées libertariennes, comme celles d'Ayn Rand par exemple. La philosophe, athée, estimait que la Raison était la plus grande des caractéristiques humaines. Finalement, la Droite Chrétienne a trouvé plus de points de convergence avec les libertariens que de points de divergence, notamment la lutte contre les politiques qualifiées de « socialistes » et « communistes » ainsi que la lutte contre l'accroissement de la taille de l'État, et s'est engagé aux côtés du *Tea Party* contre l'administration Obama, à tel point qu'en 2011 Pat Robertson déclarerait sur une chaîne de télévision chrétienne : « Je crois que Dieu aime l'Amérique. Je crois qu'il se rappelle du sacrifice des générations passées, de comment ils se sont soulevés et de comment ce pays a été un modèle de liberté pour le monde entier, et il ne veut pas que ce pays tombe dans le chaos. Le pays va dans cette direction, mais le *Tea Party* n'est-il pas la réponse de Dieu ? »<sup>442</sup>. L'histoire de la Droite chrétienne américaine des années 1970 aux années 2000 nous fournit ainsi une indication sur l'identification de ses ennemis. Bien entendu, en termes de saillance et de résonance, le discours d'autorités religieuses – fort de leurs positions – est très puissant.

---

<sup>440</sup> *Ibid.*

<sup>441</sup> *Ibid.* p. 219.

<sup>442</sup> Brian Tashman, « *Robertson : The Tea Party Is God's Answer* », in *rightwingwatch.org*, [En ligne]. Consulté le 22.06.2012.

## 2. La dominante politique dans le discours du *Tea Party*

A côté des tenants de la dénonciation du *socialisme* et de l'abandon du capitalisme se trouvent des organisations et des individus qui considèrent que les causes des problèmes de l'Amérique ont une dominante politique. Ainsi, « l'antifiscalisme n'était pas ce qui définissait le mieux le *Tea Party*. Pour certains, il fallait réduire la taille de l'État »<sup>443</sup>, ce qui se retrouve dans le discours du *Tea Party Patriots* qui définit lui-même les manifestations qu'il organise comme des « manifestations publiques contre un Etat trop puissant et trop intrusif (*big, invasive government*) organisées grâce aux nouvelles technologies »<sup>444</sup>. La crise économique de 2007-2008 n'est alors, dans ce discours, que le symptôme d'un mal plus grand délimité par le cadre diagnostique de « *big government* » ou « Etat trop important ».

“Instead of free-market capitalism, over the past hundred years we have steadily adopted a system in which individuals and companies are allowed to keep private profits, but in which all of us must pay for their losses. Such a system encourages irrational risk-taking and was a direct cause of the recent financial meltdown. [...] We must guard against those who work to destroy our economic roots, either intentionally or through well-intentioned ineptitude.”<sup>445</sup>

Selon le *Tea Party Patriots*, il existerait des agents qui, intentionnellement ou non, encouragent les Etats-Unis à adopter un système jugé contraire à ses principes fondateurs. La nature politique de la menace est formellement identifiée et les coupables désignés en une phrase : “*The greatest threat comes from our fellow Americans, from those who are elected to represent us*”<sup>446</sup>. Le combat du *Tea Party* s'axe, ici, contre l'Etat fédéral et ses représentants qui outrepassent leurs fonctions définies dans la constitution américaine 1) en cherchant à centraliser ses activités et prendre le contrôle de domaines sur lesquels ils ne sont pas censés avoir de prérogatives, 2) en entraînant le pays dans une spirale de dépenses irresponsables, 3) en complexifiant les activités par une bureaucratie inutile et parfois même malhonnête. Dans tous les cas, l'accent est mis sur la liberté des Américains et les coupables pointés du doigt des deux côtés de l'échiquier politique. Tant les démocrates que les républicains auraient participé ces dernières décennies à l'accroissement de la taille de l'Etat. Les critiques sont même encore plus virulentes envers les républicains, accusés en outre de compromission et de

---

<sup>443</sup> Kate Zernike, *Boiling Mad: Inside Tea Party America...*, op. cit., e. 789.

<sup>444</sup> Jenny Beth Martin et Mark Meckler, *Tea Party Patriots: The Second American Revolution...*, op. cit., p. 19

<sup>445</sup> *Ibid.* p. 42.

<sup>446</sup> *Ibid.* p. 45.

trahison idéologique des principes du conservatisme pour des raisons électorales et leurs intérêts personnels, ce que nous détaillerons dans le second cadre diagnostique à dominante politique.

L'un des signes annonciateurs de l'accroissement de la taille de l'Etat est identifié dans le projet de réforme du système de santé de Barack Obama. Le *Tea Party* insiste sur l'idée que selon la constitution, ce domaine doit être laissé aux Etats fédérés individuellement. La réforme du système de santé est alors perçue par certains membres du *Tea Party* comme une forme cachée de planisme et de centralisme, antithétiques aux principes de l'Amérique. Les « plans de relance » de l'économie constituent donc pour le *Tea Party* le symbole de son interventionnisme excessif. En matière de dépenses, la conséquence de cet interventionnisme inquiète les membres du mouvement en ce qu'il placerait une épée de Damoclès au-dessus de la tête du peuple américain. Le mouvement constate que la dette creusée peu à peu entraînera mécaniquement une imposition plus importante pour les contribuables, limitant « les libertés économiques et personnelles des générations à venir »<sup>447</sup> et faisant peser une menace sur la souveraineté des Etats-Unis. Enfin, la troisième dimension de cette menace politique réside dans le pouvoir de la bureaucratie ; son caractère illégitime, l'incompétence de ses agents et sa complexification la hissent notamment aux yeux de Dick Morris, commentateur politique membre du mouvement, au premier rang des menaces pour la liberté :

“The leading threat to our freedom in the world today is not communism or even Islamic extremism. It is bureaucratism – the rule of appointed officials over our lives. [...] Here at home, the power of the regulator – the entrenched bureaucrat – is increasingly exercising an almost dictatorial power over every aspect of our commerce and our lives. [...] The very concept of government by experts has come to replace governance by democratically elected officials as the desideratum of public administration.”<sup>448</sup>

Le *Tea Party* dénonce d'abord l'illégitimité des bureaucrates en raison du fait qu'ils détiennent un pouvoir sur la population sans qu'ils ne soient élus : « A l'heure actuelle, d'innombrables régulations peuvent être imposées à la classe la plus productive des citoyens américains par des “tsars” non-élus, des bureaucrates qui ne rendent des comptes à personne (*unaccountable*) et qui subissent peu de supervision »<sup>449</sup>. Cette illégitimité serait couplée à ce qu'une partie du mouvement désigne comme un manque de compétence des bureaucrates

---

<sup>447</sup> *Ibid.* p. 21.

<sup>448</sup> *Ibid.* p. 104.

<sup>449</sup> *Ibid.* p. 52

pour appliquer des règles soit parce qu'ils ne comprennent pas la réalité de la vie des « gens ordinaires », soit parce que leur statut leur garantit d'être payé à la fin du mois peu importe le travail qu'ils fournissent. Finalement, le *Tea Party* dénonce la multiplication et la complexification des régulations créées depuis plusieurs décennies. Le système fiscal est jugé incroyablement complexe et le mouvement constate que les règles fiscales fédérales ont augmenté de « 26300 pages en 1984 à 71684 en 2011 »<sup>450</sup>. Le *Tea Party Patriots* indique que, sur le plan individuel, cette complexification rend impossible la tâche de remplir une déclaration d'impôts et que, pour les entreprises, elle limite leur productivité et leur capacité à participer à la croissance de l'économie ; deux diagnostics dont l'efficacité est garantie par la proximité avec les expériences personnelles (*experimental commensurability*). John Stossel de *Fox News* avait également expliqué qu'en 2009 le gouvernement fédéral avait créé plus de soixante-dix mille pages de régulations, le *Tea Party* avançant l'argument que le coût réel de ces régulations était « la liberté et l'indépendance ».

“The notion of taking care of ourselves, making our own decisions, and looking out for our own families is considered outdated by an arrogant central government. Those of us who are average Americans just want to be left alone, but the politicians have decided that we are incapable of looking after ourselves.”<sup>451</sup>

Le second cadre diagnostic à dominante politique présent dans le discours du *Tea Party* concerne le « manque de représentation politique ». Comme pour le cadre précédent, les responsables identifiés sont les hommes et femmes politiques qu'ils soient républicains ou démocrates. La différence, cependant, se situe dans la manière de les identifier. En effet, comme l'exprime le mouvement au travers d'Angelo Codevilla, « la contestation se fait contre la “classe dirigeante” (*ruling class*) »<sup>452</sup> qui aurait perdu sa diversité et sa capacité à se renouveler. Il n'existe donc pas pour lui de différence de nature, mais bien de degré entre les politiques appliquées aux Etats-Unis depuis le double mandat de George W. Bush. Durant les dernières décennies, le fossé se serait creusé entre la « classe dirigeante » qu'il fustige et la « majorité des Américains qui ne sont pas tournés vers l'Etat »<sup>453</sup>. Ce diagnostic a rapidement trouvé un écho au sein d'une partie de la population comme l'exprime Jennifer Turner Stefano, ancienne journaliste et membre du mouvement, pour qui «

---

<sup>450</sup> *Ibid.* p. 48.

<sup>451</sup> *Ibid.* p. 52.

<sup>452</sup> Angelo M. Codevilla, « America's Ruling Class – And the Perils of Revolution », in [spectator.org](http://spectator.org), [En ligne]. Consulté le 30.04.2014.

<sup>453</sup> *Ibid.*

personne ne me représentait. Ils n'en n'ont rien à faire des gens comme moi. Et ceux qui parlaient [au sein du *Tea Party*] étaient nouveaux, ils ne faisaient pas partie de l'*establishment*. Ils apportaient un nouveau souffle »<sup>454</sup>. Pour Codevilla, ce qui distingue la « classe dirigeante » est la dépendance totale de leurs carrières et fortunes<sup>455</sup> vis-à-vis des mécanismes de la machine étatique. Les membres de la « classe dirigeante » sont donc des gens qui vivent « de la politique » et non plus « pour la politique » selon la distinction classique de Max Weber. Lorsqu'ils sont élus, ils ne le sont plus pour représenter les intérêts du peuple, mais pour servir leurs propres intérêts ; et lorsqu'ils sont nommés, ils se servent de l'Etat et de l'argent des contribuables pour subsister. La démocratie, décrite par Lincoln comme « le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple » aurait été remplacée par « un système cynique dans lequel les élus disent des choses qu'ils ne pensent pas pour s'assurer les voix de gens qu'ils n'écoutent plus une fois les bureaux de votes fermés »<sup>456</sup>. Ils ne sont pas élus mais « se font élire », comme le disait Mosei Ostrogorski, en promettant monts et merveilles à la population et en lui tournant le dos une fois arrivés au pouvoir<sup>457</sup>.

Dans une interview de Matt Kibbe sur la chaîne conservatrice Fox News concernant les dangers de récupération dont faisait l'objet le *Tea Party*, Glenn Beck avait déclaré que « quelqu'un lui avait dit »<sup>458</sup> qu'en s'engageant dans le jeu politique, il jouait à un niveau qu'il ne pouvait même pas commencer à comprendre en ajoutant que lorsque nous parlons de politique et des médias (les élites visées par le *Tea Party*) « il n'y a plus de gens décents, sans ambiguïté et honnêtes »<sup>459</sup>. Ce à quoi Matt Kibbe rajoutait qu' « il serait naïf de penser que [les politiciens] feront le nécessaire simplement parce qu'une politique proposée bénéficiera à l'ensemble des citoyens »<sup>460</sup>. Kibbe présente ensuite la « théorie des choix publics », d'inspiration libérale, entend expliquer le comportement des politiciens grâce aux mécanismes de la théorie économique. Ainsi, chaque action et décision d'un homme ou d'une femme politique sera guidée par son propre intérêt aux dépens de celui du peuple.

Cependant, dans le diagnostic du mouvement, tous les membres des élites (politique, économique ou culturelle) ne sont pas membres de ce que Codevilla assimile à une sorte de

---

<sup>454</sup> *Ibid.*

<sup>455</sup> Tant au sens de « pécuniaire » que celui de leur « sort ».

<sup>456</sup> Michael-Patrick Leahy, *Covenant of Liberty: The Ideological Origins of the Tea Party Movement*, New York, Broadside Books, 2012, e. 3770.

<sup>457</sup> *Ibid.*

<sup>458</sup> GBTV. 2012. Emission de télévision. Glenn Beck. Diffusé le 31 janvier 2012. *Fox News Channel*.

<sup>459</sup> *Ibid.*

<sup>460</sup> *Ibid.*

société secrète où l'appartenance dépend moins du mérite que du profil social et des connexions. Il est par exemple possible d'être « dirigeant d'une grande entreprise, membre de la Cour Suprême (comme Clarence Thomas), ou même président (comme Ronald Reagan) et ne pas être pris au sérieux par la "classe dirigeante" »<sup>461</sup>. Il découle de cette vision d'une « classe dirigeante » unifiée, dont le but est de garder le pouvoir, l'explication selon laquelle les blocages institutionnels au Congrès sont en fait la conséquence de cette confrontation avec la classe dirigeante qui limite le renouvellement politique et empêche les réformes par la force de l'appareil partisan. Le *Tea Party Patriots* pointe du doigt « les spécificités de ce qui se qui arrive à nos représentants une fois cooptés par l'*establishment* de Washington. Comme l'avaient compris les Pères fondateurs, il est dans la nature humaine que les gens souhaitent accumuler plus de pouvoir. Le génie de la constitution est de reconnaître cette tendance et de limiter clairement l'autorité de l'Etat fédéral »<sup>462</sup>. Dans le diagnostic du mouvement, les nouveaux venus en politique sont vus comme potentiellement dangereux pour la « classe dirigeante » qui souhaite maintenir le *statu quo*.

Michael Patrick Leahy, auteur membre du *Tea Party*, parle de « quatre promesses brisées » qui auraient causé la formation du *Tea Party* et que nous pouvons étudier comme autant de « diagnostics » des maux de l'Amérique. La première, celle du « sens ordinaire » (*plain meaning*) et donc du non-respect de l'originalisme, remonte selon lui au tout début des États-Unis<sup>463</sup>. La règle qui imposait aux créateurs de la constitution américaine un silence total en dehors de la Convention de Philadelphie rendit impossible de connaître leur « intention ». Ceci a permis à des juges comme Oliver Wendell Holmes Jr. ou des présidents comme Woodrow Wilson de faire adopter des lois conformes à leurs visions alors qu'elles étaient contraires à l'esprit de la constitution. Plus loin, il va même jusqu'à critiquer Alexander Hamilton – connu pour avoir défendu l'idée d'un gouvernement fort et centralisé – parce que ce dernier aurait adhéré à la constitution par « pragmatisme politique »<sup>464</sup> et non par conviction et foi en un système de *checks and balances* proposé par les fédéralistes. La critique qu'exprime Elizabeth Price-Foley d'une interprétation « vivante » de la constitution s'en approche d'ailleurs. Pour elle, « une constitution *vivante* est l'instrument d'interprétation le plus efficace pour passer outre la constitution. Si l'on enlève la rhétorique, une constitution

---

<sup>461</sup> Angelo M. Codevilla, « America's Ruling Class ... », art. cit.

<sup>462</sup> Jenny Beth Martin et Mark Meckler, *Tea Party Patriots: The Second American Revolution...*, op. cit., p. 73.

<sup>463</sup> Michael-Patrick Leahy, *Covenant of Liberty: The Ideological Origins of the Tea Party Movement*, op. cit., e. 1004

<sup>464</sup> *Ibid.*

*vivante* n'est pas du tout une constitution. C'est un outil créé spécialement pour atteindre ses fins le plus rapidement possible »<sup>465</sup>. Le principe d'interprétation « vivante » serait devenu un outil politique au service des intérêts de ceux qui souhaitent changer la constitution. Price-Foley le précise d'ailleurs elle-même : « l'intelligentsia progressiste a besoin d'un mécanisme pour aller outre notre forme républicaine de gouvernement »<sup>466</sup>. Ici, la critique du *Tea Party* se dirige vers les élites qui auraient « brisé la promesse » qu'ils avaient tenue au peuple. Cet anti-élitisme est alors dirigé vers l'administration et les juges qui souhaiteraient changer les valeurs et les principes contenus dans la constitution américaine. La critique des juges, qui est au centre de l'originalisme, peut prendre d'autres formes. Ainsi, le *Tea Party* a aussi avancé une critique selon laquelle « le problème est que certains juges ont une interprétation trop large de leur mission. Ils semblent se placer au-dessus de la loi et se voient comme des arbitres ultimes du vrai et du faux, sans se préoccuper de l'intention de la constitution ou de la volonté du peuple »<sup>467</sup>. C'est alors une sorte de transfert d'autorité « de *Nous le Peuple* à *Nous les Juges* » qui est critiquée.

Il ne s'agit pas d'un complot des juges mais plutôt de pointer du doigt des juges coupés du peuple et de sa volonté. Ils ont le pouvoir de décider de ce qui est bien ou mal, vrai ou faux, juste ou injuste alors que pour le mouvement, seul le peuple a ces réponses. Il y aurait alors une trahison de la volonté populaire par les juges et l'originalisme serait là pour pouvoir, en corrigeant le système judiciaire, lui redonner sa légitimité. Pour le *Tea Party*, cette trahison peut parfois n'être même qu'involontaire, certains juges partageant ses valeurs mais victimes de dérives dans le simple exercice de leur fonction. Elizabeth Price-Foley en vient plus loin à critiquer le fait que la méthode d'interprétation qu'utilisent les *libéraux*, en plus de sa « fixation étroite sur les résultats », suppose que les seules personnes qui sont censées « faire le *bon* choix » selon cette méthode sont « des juges de la Cour Suprême penchant à gauche »<sup>468</sup>. Elle critique le fait que les partisans de l'interprétation « vivante » accusent implicitement le peuple d'être trop « ignorant, mesquin, ou indifférent aux questions sociales »<sup>469</sup> alors même que la volonté du peuple et sa légitimité sont au fondement de la constitution. Pour elle, si « des gens ordinaires ne sont pas prêts à légaliser l'avortement ou le

---

<sup>465</sup> Elizabeth Price-Foley, *The Tea Party: Three Principles*, New York, Cambridge University Press, 2012, p. 173.

<sup>466</sup> *Ibid.* p. 187.

<sup>467</sup> Jenny Beth Martin et Mark Meckler, *Tea Party Patriots: The Second American Revolution...*, op. cit., p. 157.

<sup>468</sup> Elizabeth Price-Foley, *The Tea Party: Three Principles...*, op. cit., p. 187.

<sup>469</sup> *Ibid.*

mariage homosexuel », ce n'est pas aux juges à imposer leurs visions au peuple grâce à un mécanisme qui donne la question « à débattre à un autre groupe *plus éduqué* »<sup>470</sup>. Pour la professeure de droit, la sagesse du peuple correspond à sa volonté et sa légitimité et les juges ne devraient pas avoir à s'y substituer.

Nous pouvons enfin voir la proximité du constat du *Tea Party* quant à la situation politique, divisée entre deux classes et son diagnostic à dominante culturelle et morale. Des mots mêmes de Codevilla :

“The two classes have less in common culturally, dislike each other more, and embody ways of life more different from one another than did the 19th century's Northerners and Southerners — nearly all of whom, as Lincoln reminded them, *prayed to the same God*. By contrast, while most Americans pray to the God *who created and doth sustain us*, our ruling class prays to itself as *saviors of the planet* and improvers of humanity. Our classes' clash is over *whose country America is*.”<sup>471</sup>

La question qui sous-tend l'antagonisme de ces deux classes serait plus large que les simples enjeux économique ou politique. Pour cette frange du mouvement, c'est la question de la voie à emprunter en tant que nation. La « classe dirigeante » a trahi la voie américaine, perverti la vision des Pères fondateurs, renié l'« exceptionnalisme américain » et la « destinée manifeste » de l'Amérique et les membres du mouvement vont parfois même jusqu'à voir dans les actions de cette classe les prémices d'un régime totalitaire<sup>472</sup>.

### 3. Les dominantes culturelle et morale dans le discours du *Tea Party*

Nous l'avons déjà évoqué, plusieurs organisations du *Tea Party*, comme le *Tea Party Patriots* et *FreedomWorks*, refusent sciemment de s'exprimer sur les questions sociales, préférant laisser le choix libre à leur membres. Pourtant, ce n'est pas le cas de toutes les organisations et la dernière dominante dans les « cadres diagnostics » du *Tea Party* concerne la dimension culturelle et morale renvoyant aux dangers auxquels les valeurs et principes et croyances qui fondent l'*Amérique* et l'*Être américain* seraient exposés. L'opposition est alors

---

<sup>470</sup> *Ibid.*

<sup>471</sup> Angelo M. Codevilla, « America's Ruling Class ... », art. cit.

<sup>472</sup> David Brock, Ari Rabin-Havt et MEDIA MATTERS, *The Fox Effect: How Roger Ailes Turned a Network into a Propaganda Machine*, New York, Anchor Books, p.97.

présentée de façon manichéenne ; d'un côté se tiennent les patriotes américains qui croient en l'exceptionnalisme américain et de l'autre l' « ennemi intérieur »<sup>473</sup> qui met en danger l'*American way of life* et veut imposer sa vision du monde.

“The United States of America is the greatest nation to ever grace the face of the Earth. At no time in Human History has a society ever been founded upon the principles of freedom, responsibility, self-reliance and moral right... and the proceeded to literally tear itself apart trying to reach that ideal. We are the only ones to ever try and Obama now wants to extinguish the lights of the Shining City on the Hill.”<sup>474</sup>

Les responsables désignés sont ceux qui pensent que l'Amérique est une « nation imparfaite (*flawed nation*) qui doit se repentir en s'excusant pour ses *péchés* passés »<sup>475</sup> à l'image de Barack Obama qui, selon la formule du *think tank* conservateur *Heritage Foundation*, a « humili[é] une superpuissance »<sup>476</sup> à plusieurs occasions. Les républicains et les membres du *Tea Party* en particulier avaient vivement critiqué ce qu'ils ont nommé l' « *Apology Tour* », la tournée d'excuses, que ce soit lorsque le président américain avait déclaré que l'Amérique avait « sacrifié [ses] valeurs » lors de la création de la prison de Guantanamo, « fait preuve d'arrogance » face à l'Europe au cours de l'intervention en Afghanistan et en Irak, ou encore lorsqu'il s'était excusé au nom des Etats-Unis dans un entretien avec la chaîne de télévision saoudienne *Al Arabiya*<sup>477</sup> pour « avoir parfois fait des erreurs »<sup>478</sup>. Dans le discours du *Tea Party*, ces responsables ne voient pas les Etats-Unis comme ce qu'ils ont été ou ce qu'ils doivent être, c'est-à-dire le symbole de liberté (*Beacon of Liberty*) à travers le monde et n'ont donc pas à s'excuser de ses actions passées. Bien que le *Washington Post* eût publié en 2011 un article relativisant les excuses d'Obama<sup>479</sup> insistant sur le fait qu'elles étaient soit sorties de leur contexte, soit très similaires à des remarques qu'avaient pu tenir George W. Bush avant lui sans que cela ne lui ait jamais été reproché, et surtout sans qu'il ne soit perçu comme un « ennemi des Etats-Unis ». Mais derrière le procès fait à Barack Obama, nous pouvons voir ce diagnostic d'une opposition culturelle et morale illustrée par les propos de Glenn Beck sur *Fox News* parlant d'un président « qui a

---

<sup>473</sup> Qu'il soit qualifié à tort ou à raison de « communiste », de « socialiste », de « progressiste », les « modérés ».

<sup>474</sup> Mark Willimas, *Taking Back America One Tea Party at a Time*, marktalk.com, 2010.

<sup>475</sup> Nile Gardnier et Morgan Lorraine Roach, « Barack Obama's Top 10 Apologies: How the President Has Humiliated a Superpower », in *heritage.org*, [En ligne]. Consulté le 07.08.2017

<sup>476</sup> *Ibid.*

<sup>477</sup> *Ibid.*

<sup>478</sup> *Ibid.*

<sup>479</sup> Glenn Kessler, « Obama's 'Apology Tour' », in *washingtonpost.com*, [En ligne]. Consulté le 07.08.2017

continuellement montré une haine profonde pour les personnes blanches ou la culture blanche »<sup>480</sup>.

Ces « ennemis de l'Amérique » sont désignés comme les agents d'un changement culturel profond qui a plusieurs visages ; les démocrates, les progressistes, les républicains modérés tombent tous dans cette catégorie que l'adjectif *un-American* définit le mieux, adjectif que l'on peut traduire par « non-américain » mais également « anti-américain ». Derrière ce combat contre les « anti-américains » se cache une appréhension face aux changements : ainsi que l'exprime Mickey Edwards, ancien représentant républicain de l'Oklahoma :

“Their concerns were about health care and bailouts, but for the older supporters, he added, there was also a cultural dynamic at work. They don't know how to work the computers; now everyone's doing texting. All of a sudden it wasn't just that people were gay, now they're getting married. All the things you grew up with, all the biases you had and believed were accurate, all the ways your daily life worked are being challenged. You don't have to be racist to look at: there's a black president, there's a woman speaker, it doesn't look the same. [...] It's not a protest against a black man, it's a protest against change.”<sup>481</sup>

Le témoignage de Mickey Edwards s'inscrit parfaitement dans cette troisième dominante, et dans l'idée d'un mélange de dominantes elles-mêmes au sein d'un même discours. Pour le *Tea Party*, il existait certes une inquiétude face à l'état de l'économie en 2008-2009, ou face à l'accroissement de l'Etat et la représentation politique. Mais cela peut sembler secondaire pour des personnes qui ont vécu leur vie entière avec une vision définie de l'Amérique, de ce qu'elle est, et des valeurs qu'elle représente et qui croient percevoir tous ces éléments disparaître. De plus, l'appréhension devant les transformations n'implique pas simplement d'accepter ou non le changement, il impose également d'accepter de s'entendre dire par de nouveaux venus que l'on a, depuis toujours, eu tort. Au discours des « *un-Americans* » se voit opposer celui du *Tea Party* accompagné de cadres comme celui de la « guerre culturelle » qui insiste sur le fait que le changement est nécessairement mauvais puisque les fondements idéologiques de l'Amérique sont purs, parfaits et que son rang de première puissance mondiale en est justement l'illustration. Le constat est donc fait que

---

<sup>480</sup> Michael Calderone, « Fox's Beck: Obama is 'a racist' », in *politico.com*, [En ligne]. Consulté le 07.08.2017.

<sup>481</sup> Kate Zernike, *Boiling Mad: Inside Tea Party America...*, op. cit, e. 871.

l'Amérique est en train de dériver hors de la « bonne voie », qu'elle ne leur appartient plus et qu'ils doivent la reconquérir suivant le cri de ralliement : « *Take our Country Back* »<sup>482</sup>.

Avant sa dimension antifiscaliste et antiétatiste, le *Tea Party* est donc, pour une fraction de ses membres et selon l'expression de Joseph Gusfield, un *mouvement de statut*<sup>483</sup> dans lequel la dimension identitaire est fortement ancrée. Pour Erik Neveu, l'enjeu de ces mobilisations est de préserver un statut social, le prestige ou la considération que les membres perçoivent comme menacés. Kate Zernike observe qu'ils pensaient « avoir tout fait dans les règles au cours de leur vie : ils s'étaient mariés, ils allaient à l'église, ils payaient leurs impôts. Ils voyaient leur place au sein de la classe moyenne comme une place qu'ils avaient méritée et qu'ils voulaient par-dessus tout protéger »<sup>484</sup>. Tout changement de position sociale de leur part serait vu comme une injustice, *a fortiori* si cela se produisait au profit de personnes qu'ils estimaient ne pas le mériter parce que leur évolution ne s'est pas faite à la sueur de leur front mais grâce aux aides de l'Etat. Le processus de mobilisation passe alors par l'identification des responsables de cette injustice et la réaffirmation « des valeurs et du style de vie du groupe posés comme les normes légitimes de comportement »<sup>485</sup>, normes que nous détaillerons dans la partie traitant des « cadres prescriptifs ». Ainsi que le rappelle Erik Neveu, le phénomène des contestations identitaires ou des mouvements de statut a une longue tradition aux Etats-Unis, qu'il s'agisse des mouvements pour la tempérance des « patriciens fédéralistes contre les parvenus de l'ère jacksonienne », des « classes moyennes protestantes, rurales, “natives”, des Etats-Unis dans leur mobilisation contre le poids jugé menaçant des nouveaux immigrants, catholiques et urbains »<sup>486</sup>, ou bien encore dans notre cas d'une frange du *Tea Party* :

« le principe de la mobilisation est identique. Un trait culturel du groupe est érigé en vecteur d'une essence de l'américanité [et] permet à la fois au groupe de se poser en incarnation des valeurs de l'identité nationale et de stigmatiser parvenus ou classes dangereuses, intempérantes, moralement désarmées, assez *unamerican* pour nécessiter le magistère moral du groupe dépositaire de l'essence identitaire de la communauté. »<sup>487</sup>

---

<sup>482</sup> L'un des cris de ralliement les plus utilisés lors des rassemblements, des réunions ou dans les écrits du mouvement.

<sup>483</sup> Joseph Gusfield, « Symbolic Crusade. Status Politics and the American Temperance Movement », in *Journal of the History of the Behavioral Sciences*, Vol. 3, N°1, Janvier 1963.

<sup>484</sup> Kate Zernike, *Boiling Mad: Inside Tea Party America...*, op. cit., e.192.

<sup>485</sup> Erik Neveu, *Sociologie des mouvements sociaux*, op. cit., p. 80.

<sup>486</sup> *Ibid.* p. 81.

<sup>487</sup> *Ibid.*

Dans tous les cas, l'identité est plus un processus qu'une substance. Bernstein propose de la penser de trois manières différentes, comme une « *ressource* de consolidation » d'un groupe mobilisé, comme le « *but* d'un travail d'affirmation » d'un groupe stigmatisé, mais aussi comme une « *stratégie* de l'action collective » pour montrer la proximité entre l'identité et des valeurs sociales<sup>488</sup> ; trois dimensions qui se retrouvent dans le discours du mouvement, respectivement dans les cadres diagnostics (unifier par l'identité culturelle et l'ennemi commun), les cadres prescriptifs (défendre un mode de vie) et les cadres de motivation (mobiliser en alignant l'identité du mouvement aux valeurs chères à la population).

Pour Glenn Beck et le *9-12 Project*, par exemple, même si la lutte contre des politiques socialistes ou un Etat trop envahissant restent des préoccupations importantes, le problème est maintenant défini en termes de valeurs, de croyances et de morale, en somme de « guerre culturelle ». Le rassemblement organisé le 28 août 2010 par le polémiste américain mettait ainsi l'accent sur l'idée de « restaurer l'honneur » et plus généralement sur celle du « retour ». Comme le remarque par ailleurs Andrew Perrin, pour le *Tea Party* « le travail culturel commence avec son nom et se poursuit avec le thème récurrent du *retour* aux idéaux de la constitution. Comme le nom, ce thème est sélectivement nostalgique et encourage les membres et le public à *retourner aux valeurs qui sont dites perdues* »<sup>489</sup>. Mais pour lui l'importance du nom et de ce qu'il évoque va plus loin :

“The [Tea Party Movement]’s activation of cultural imagery, metaphor and history gives this movement its powerful symbolic resonance, animates its activists, and dominates media coverage of the movement. Culture gives people the tools to understand and relate new events to old ones; it gives the past meaning for the present. Culture also provides collective accounts of individual experiences, frustrations, and aspirations. For organizations such as the TPM, cultural symbols and practices provide the glue to hold together otherwise disparate bundles of ideas and dispositions.”<sup>490</sup>

Sans la nommer, Perrin fait directement référence à la *frame analysis*, et plus précisément ces « cadres diagnostics » en utilisant son lexique lorsqu'il parle de résonance, d'événement faisant le lien entre le passé et le présent tout en donnant du sens au présent et enfin en parlant des ressources culturelles comme d'une « glue » qui donne consistance à des idées disparates au sein du mouvement. Il confirme d'ailleurs plus loin ce rapprochement en

---

<sup>488</sup> *Ibid.* p. 82.

<sup>489</sup> Andrew J. Perrin, Steven J. Tepper, Neal Caren « Cultures of the Tea Party », in *Contexts*, Vol. 10, N°2, 2011.

<sup>490</sup> *Ibid.*

insistant sur l'idée d'inconsistance lorsqu'il s'agit d'interpréter la constitution, les membres se fondant plus sur « un réseau d'associations culturelles qu'un réel engagement envers le texte originel »<sup>491</sup>.

Le journaliste Rich Benjamin remarquait que certaines mutations de l'espace social (comme le mariage homosexuel, l'abrogation du *Don't Ask Don't Tell*<sup>492</sup>, le contrôle des armes à feu, la démocratisation des moyens de contraception, l'acceptation de l'avortement, le changement climatique et la restructuration de l'industrie qui lui est liée) sont perçues comme des pertes, des revers et en définitive des défaites qui ont réactivé le sentiment de « guerre culturelle ». Sur sa page Facebook, relayé sur le site internet du *9-12 Project* de l'Ohio, le Docteur Roger Starner Jones, membre du Tea Party, exprime tout son désarroi face à cette Amérique qu'il ne reconnaît plus lorsqu'il raconte son expérience d'une soirée passée aux urgences :

“During my last night's shift in the ER, I had the pleasure of evaluating a patient with a shiny new gold tooth, multiple elaborate tattoos, a very expensive brand of tennis shoes and a new cellular telephone equipped with her favorite R&B tune for a ring tone. Glancing over the chart, one could not help noticing her payer status: Medicaid. She smokes more than one costly pack of cigarettes every day and, somehow, still has money to buy beer. And our President expects me to pay for this woman's health care?”<sup>493</sup>

Pour lui le constat est clair, le problème du système de santé n'est pas celui de la qualité des soins mais bien celui d'une « crise culturelle », causée par le choc entre une culture qui, par la faute de l'Etat, autorise les individus à « dépenser de l'argent pour des *vices* tout en refusant d'acheter une assurance maladie [parce que] même en faisant n'importe quoi, quelqu'un s'occupera toujours d'[eux] »<sup>494</sup> et, d'un autre côté, une culture de la responsabilité, du travail et de la réussite personnelle. Ces deux cultures ne partagent pas les mêmes valeurs et la première est jugée immorale et antithétique aux principes fondateurs de l'Amérique.

Ce témoignage fait écho au livre du membre du *Tea Party* Stephen Johnston, *Tea Party Culture War*. Pour lui, l'Amérique est à un carrefour crucial pour sa survie (*America is at a crossroads*)<sup>495</sup>, un croisement culturel qui va décider de la direction dans laquelle ira l'Amérique. Il identifie une dizaine de menaces pour la culture américaine parmi lesquelles : la

---

<sup>491</sup> *Ibid.*

<sup>492</sup> La possibilité de servir dans l'armée en se déclarant ouvertement homosexuel.

<sup>493</sup> « Doctor's Letter Goes Viral on Facebook », in *washingtonexaminer.com*, [En ligne]. Consulté le 08.08.2017

<sup>494</sup> *Ibid.*

<sup>495</sup> B.S.J.D. Stephen Johnston, *Tea Party Culture War*, Enumclaw, WinePress Publishing, 2011.

montée du *libéralisme* et du post-modernisme, l'abandon de la famille nucléaire comme modèle, le système éducatif « propagandiste », le système financier keynésien, l'abandon de l'étalon-or, l'impact négatif des programmes d'aide de l'Etat, l'extrémisme environnemental, l'abandon du pétrole, et enfin l'abandon de la croyance et de la foi en Dieu.

Gary K., membre du *Tea Party* dans le Michigan (lié à ses débuts avec le *9-12 Project*), pense que le problème vient d'une transformation lente des Etats-Unis, les nouveaux immigrés ne souhaitent plus l'assimilation culturelle, ce qui n'est pas à ses yeux qu'un problème financier, dans la mesure où ils chercheraient aussi à transformer l'Amérique.

“You don't want it to be overrun and people not assimilating into your culture. You know as they said with the United States, we're the melting pot. After World War II we had a huge migration – and even before World War II – of people coming to United States to wanna do something. You know they thought they could benefit more for their lives by coming to the United States. So they assimilated, became great Americans and contributed. But now we've got people coming in our country, the Muslims that want to bring their Sharia law with them which isn't compatible with our constitution for sure.”<sup>496</sup>

Il emploie même le terme d' « hégire »<sup>497</sup> pour décrire les mouvements migratoires provoqués par la guerre en Syrie. Mais ces mutations du pays telles qu'elles sont perçues sont également attribuées à l'administration Obama qui voudrait « changer le pays en changeant les gens »<sup>498</sup>. Pour les membres du *Tea Party*, Barack Obama personnifie donc la figure de l'ennemi dans cette guerre culturelle. Lui qui est vu comme *un-American* au sens figuré, c'est-à-dire celui des valeurs, l'est aussi au sens propre : une partie du mouvement exprime en effet un doute quant à l'authenticité de son certificat de naissance et l'accuse depuis septembre 2008 d'être, comme l'affirme Leroy L., un musulman qui « cache sa vraie religion »<sup>499</sup> tout en ayant un « programme secret (*secret agenda*) pour l'Amérique »<sup>500</sup> ; un manifestant du mouvement arborera même un t-shirt « *If you can't love America, go back to Kenya* »<sup>501</sup>. Tous ces éléments font d'Obama la cible idéale des attaques du mouvement, allant même jusqu'à questionner la légitimité de ses mandats. Pour l'historien Romain Huret, Obama est un « catalyseur et met en péril les identités raciales des opposants à l'impôt. Pour

---

<sup>496</sup> Gary K., entretien par visioconférence réalisé le 16 septembre 2016.

<sup>497</sup> Le nom donné à la migration de Mahomet et ses compagnons de La Mecque vers Médine.

<sup>498</sup> Gary K., entretien par visioconférence réalisé le 16 septembre 2016.

<sup>499</sup> Jim Rutenberg, « The Man Behind the Whispers About Obama », in *nytimes.com*, [En ligne]. Consulté le 10.08.2017

<sup>500</sup> Leroy L., entretien par visioconférence, le 22 septembre 2016

<sup>501</sup> Rich Benjamin, « Glenn Beck Cranks up the Culture Wars », in *cnn.com*, [En ligne]. Consulté le 16.08.2017

nombre d'entre eux, Obama incarne l'arrogance des élites de Washington D.C., surdiplômées mais en décalage avec le reste de la population américaine »<sup>502</sup>. Cette « guerre culturelle » dans laquelle les membres du mouvement s'étaient engagés peut donc se concevoir comme un travail culturel syncrétique leur mécontentement étant nourri à la mémoire et l'imaginaire de l'Amérique du XVIII<sup>e</sup> siècle. Dans ses recherches Perrin cite un membre du mouvement qui résume parfaitement cette tendance : « Nous voulons sauver l'Amérique. Nous voulons voir ce pays revenir à la formule originale du succès qui a fait de nous ce que nous sommes aujourd'hui »<sup>503</sup>.

## B. Les cadres prescriptifs au sein du *Tea Party*

Nous l'avons vu précédemment, les cadres diagnostics identifiant des problèmes d'une certaine dominante ont logiquement – mais pas systématiquement – tendance à apporter des solutions (cadres prescriptifs) correspondant à cette dominante, c'est-à-dire des solutions économiques à des problèmes économiques, par exemple. En plus des solutions, les cadres prescriptifs proposent des stratégies, des tactiques et des cibles pour mettre en place ces solutions.

Alors que les statuts des *Tea Party* locaux ne nous ont pas été d'une grande utilité quant à l'identification des responsables, ils constituent une source d'informations de tout premier ordre et fournissent une perspective de leurs objectifs et donc de *ce qu'il faut faire*. Notre corpus comprend une dizaine de statuts de groupes locaux repartis dans l'ensemble des Etats-Unis, situés dans des Etats traditionnellement républicains, démocrates ou considérés comme des *swing states* qui viennent s'ajouter à diverses sources militantes, qu'il s'agisse d'ouvrages, d'entretiens ou d'informations recueillies sur leurs sites internet.

---

<sup>502</sup> Huret Romain, « Le mouvement Tea Party, une illusion ? », in *Hérodote*, 2013/2 n° 149, p. 105-114.

<sup>503</sup> Andrew J. Perrin, Steven J. Tepper, Neal Caren « Cultures of the Tea Party... », art. cit.

## 1. Solutions et filiations idéologiques

Concernant les diagnostics, nous avons identifié au sein du *Tea Party* trois dominantes différentes : économique, politique et culturelle/morale. Ces trois dominantes sont parfaitement représentées dans le mot d'ordre du *think tank* de Washington *FreedomWorks* : « *Lower Taxes, Less Government, More Freedom* ». Il est d'ailleurs repris et adapté par l'organisation *Tea Party Patriots* sous la forme « *Fiscal responsibility, Constitutionally limited government, Free markets* ». Ce cri de ralliement tridimensionnel fonde et limite l'horizon idéologique du mouvement, il cadre les solutions possibles dans la mesure où sont prônés des baisses d'impôts, un Etat moins « large » et une lutte pour les libertés individuelles et économiques. *FreedomWorks* est une organisation du mouvement social qui existait avant 2009 et qui a rapidement œuvré à l'unification d'un mouvement de protestation à la présidence Obama. Pour cette raison, elle regroupe la dominante économique et politique en elle et, dans une moindre mesure, la dominante culturelle. Les diagnostics étant souvent mêlés au sein d'un discours, les solutions le sont donc également. De plus, l'important pour une organisation de mouvement social qui cherche à mobiliser le plus de personnes possible est d'avoir un message assez large pour « toucher » le plus grand nombre d'individus. Par conséquent, bien que la nature du diagnostic soit majoritairement économique, les critiques politiques et culturelles ne sont pas complètement oubliées, laissant une place aux prescriptions formulées en termes politiques et culturels. Enfin, et puisqu'il s'agit d'une organisation libertarienne qui a insufflé au *Tea Party* cette logique, précisons que des « problèmes économiques » peuvent appeler à des prescriptions politiques et culturelles.

« *Lower Taxes* » : solutions capitalistes et luttes contre le socialisme

Dès le onzième jour de la présidence Obama, Glenn Beck, dans son émission sur *Fox News* concluait en disant que « les États-Unis [étaient] en marche vers le socialisme »<sup>504</sup>. Quant à Sean Hannity, lui aussi présentateur sur *Fox News*, il présentait la présidence Obama comme étant purement et simplement la « fin du capitalisme »<sup>505</sup>. Par la suite, Beck se saisissant du débat sur le plan de relance de l'économie, montrait le 4 février 2009 à son

---

<sup>504</sup> David Brock, Ari Rabin-Havt et MEDIA MATTERS, *The Fox Effect: How Roger Ailes Turned a Network into a Propaganda Machine...*, op. cit., p. 93.

<sup>505</sup> *Ibid.*

audience comment les politiques du président « [s'apparentaient] à celles des pays les plus *socialistes* et fascistes de l'Histoire »<sup>506</sup>. Le message était alors diffusé dans le pays entier : au cours des années suivantes, il faudrait défendre le capitalisme américain.

Le premier objectif clairement identifié par le mouvement a été celui de lutter contre les politiques économiques jugées *socialistes* et rétablir l'application d'un capitalisme de manière plus ou moins poussée selon les sources. Nous verrons qu'alors que certaines organisations souhaitaient une application pure des principes capitalistes faisant appel à la pensée libertarienne, d'autres groupes préconisent des solutions moins profondes.

Le *Tea Party Patriots*, qui insiste pour ne s'exprimer que sur des questions économiques et politiques en laissant les questions sociales à l'appréciation de ses membres définissait en 2010 quatre angles d'attaques quant à la lutte contre le *socialisme* : la baisse des impôts, la réduction des régulations, une réforme des politiques monétaires et une réduction drastique des dépenses de l'Etat. En ce qui concerne la baisse des impôts elle est jugée nécessaire tant pour les individus que les entreprises. Ces dernières sont considérées comme l'épine dorsale de l'économie américaine et « alors que le taux d'imposition des entreprises a baissé de 38% à 25% entre 1992 et 2011 dans les trente pays les plus industrialisés, celui des Etats-Unis est de 39,2% »<sup>507</sup>, ce qui expliquerait le taux de chômage aux Etats-Unis à l'époque. L'autre argument avancé pour modifier la manière dont est pensée l'imposition est de prendre en considération le nombre de foyers imposables. Selon les chiffres de l'organisation, il y a plus de foyers non-imposables que de foyers imposables, ce qui fait des Etats-Unis un pays de « preneurs (*takers*) plutôt que de faiseurs (*makers*) »<sup>508</sup>. L'idée qui sous-tend cette phrase est que l'application de politiques socialistes inhibe la productivité de ceux qui paient des impôts (ceux qui produisent) et profite à ceux qui n'en paient pas (ceux qui ne produisent pas) ; ce qui est vu comme une situation intenable sur le long terme. Santelli proposait une vision similaire des politiques appliquées par l'administration Obama lorsqu'ils parlaient des personnes fiscalement responsables qui allaient payer pour les « *losers* ». Très concrètement, le *Tea Party Patriots* partage une vision similaire à celle de *FreedomWorks* et propose une inversion de la façon de voir la fiscalité. Alors que les Etats-Unis taxent la production plutôt que la consommation, un système fiscal à taux unique (*flat tax*) ou une « *FairTax* » (qui

---

<sup>506</sup> *Ibid.* p. 97.

<sup>507</sup> Jenny Beth Martin et Mark Meckler, *Tea Party Patriots: The Second American Revolution...*, op. cit., p. 48.

<sup>508</sup> *Ibid.* p. 49.

prévoyait la suppression de l'IRS) se fonde sur une unique taxe sur la vente. Ces deux systèmes présentent quatre avantages selon l'organisation :

- Taxer les individus pour avoir dépensé de l'argent et non pas pour en avoir gagné ;
- Supprimer les droits de succession (*death tax*) et les impôts sur les plus-values (*taxes on capital gains*) ;
- Etablir un taux d'imposition unique qui élimine la complexité de multiples impositions ;
- Réduire le temps et l'argent que les « Américains passent à se conformer au système actuel »<sup>509</sup>.

L'origine de la *flat tax* présentée par le *think tank* de Washington et l'organisation du *Tea Party* est très ancienne, en commençant par le *Revenue Act* de 1862 qui établissait un taux d'imposition de 3% de 600 à 10000 dollars de revenus et 5% au-delà, puis le Seizième Amendement de la constitution américaine permettant un impôt sur le revenu non-uniforme. Mais l'année 1995 nous intéresse plus particulièrement puisqu'elle a été marquée par huit tentatives d'application. A l'origine d'une majorité de ces initiatives se trouvent Dick Armey, à l'époque représentant républicain du Texas, co-président de *FreedomWorks* jusqu'en 2012 et de son organisation mère *Citizens for a Sound Economy* depuis 2003.

“The push toward radical reform of our federal system of graduated income tax rates hit the political scene like a sonic boom during 1995. No less than eight proposals were circulated or formally submitted by members of Congress [...] which were made the centerpieces of their respective campaigns for the Republican nomination in the 1996 presidential elections. Furthermore, presidential candidates [...] as well as leaders in both the House and Senate, expressed support for these proposals and their underlying theories during the 1996 campaign. These reform plans, advertised as revenue neutral, suggest either replacing the current graduated income tax rate structure with a *flat* or proportionate rate, or abolishing the income tax altogether in favor of a national consumption or sales tax.”<sup>510</sup>

Soutenues par le *think tank* libertarien CATO Institute<sup>511</sup> et l'Heritage Foundation<sup>512</sup>, ces réformes du système fiscal sont marquées par les préoccupations économiques libérales qu'elles expriment. Elles ont également été soutenues par Ted Cruz, Rick Perry et Herman Cain – formulées par ce dernier sous l'appellation *9-9-9 Plan*, prévoyant de remplacer toutes

---

<sup>509</sup> *Ibid.* p. 50.

<sup>510</sup> Steven A. Bank, « Origins of A Flat Tax », in *Denver University Law Review*, Vol. 73, N°2, 1996, p. 329.

<sup>511</sup> Daniel J. Mitchell, « The Global Flat Tax Revolution », in *cato.org*, [En ligne]. Consulté le 15.08.2017

<sup>512</sup> Stephen Moore, « Remember the Flat Tax? », in *heritage.org*, [En ligne]. Consulté le 15.08.2017

les taxes et impôts par une taxe sur les transactions commerciales, un impôt sur le revenu et une taxe sur la vente de 9% chacun, avec comme horizon l'application d'une *FairTax*<sup>513</sup>. Ceci donne une indication de l'influence du mouvement et de ses organisations auprès de l'élite républicaine, influence qui sera l'objet de la seconde partie de notre recherche.

Le deuxième axe de la lutte contre le socialisme concerne une modification en profondeur des régulations de l'Etat. Le *Tea Party Patriots* explique que les régulations agissent en tous points comme les impôts. Que ce soit pour les individus ou les entreprises, l'intervention et le contrôle de l'Etat se produisent toujours au détriment de la productivité et du capital. C'est la réforme du système de santé qui a symbolisé la lutte du *Tea Party* contre les régulations de l'Etat et son interventionnisme. L'organisation annonce que cette réforme prévoit de réguler un sixième de l'économie américaine et de noyer les Américains sous les textes de lois :

“According to U.S. News and World Report, the law is a massive regulation multiplier: “Section 3022 of the law, which is about Medicare shared savings program, takes up just six pages in the 907-page Patient Protection and Affordable Care Act. But HHS has turned that into 429 pages of new regulations. Six pages from a recent bill comprising 907 pages spawned 429 pages of new regulations that were not voted on by Congress.”<sup>514</sup>

Pour répondre à cette augmentation des régulations, le *Tea Party* propose tout d'abord l'application stricte du *Congressional Review Act* impliquant que toute nouvelle « régulation majeure »<sup>515</sup> doit être soumise à l'examen des deux chambres du Congrès. Mise en place par Newt Gingrich en 1996 dans le cadre du *Contract with America*, elle n'a pourtant jamais été utilisée durant la présidence Clinton, une seule fois durant la présidence Bush et le Président Obama y a toujours opposé son veto. L'application de cette réforme permettrait selon le mouvement de réduire de manière significative les régulations de l'Etat et ainsi enlever un poids des épaules des citoyens américains. Une référence directe au travail de Gingrich durant les années quatre-vingt-dix a d'ailleurs été faite par le mouvement à l'initiative de l'avocat Ryan Hecker au travers du *Contract from America* : une liste de dix propositions présentées

---

<sup>513</sup> Howard Gleckman «Cain's 9-9-9 Plan Would Cut Taxes for the Rich, Raise Taxes for Almost Everyone Else, in *taxpolicycenter.org*, [En ligne]. Consulté le 15.08.2017

<sup>514</sup> Jenny Beth Martin et Mark Meckler, *Tea Party Patriots: The Second American Revolution...*, op. cit., p. 51.

<sup>515</sup> Défini par le *Government Accountability Office* comme : “One that has resulted or is likely to result in (1) an annual effect on the economy of \$100 million or more; (2) a major increase in costs or prices for consumers, individuals industries, federal, state, or local government agencies, or geographic regions; or (3) significant adverse effects on competition, employment, investment, productivity, or innovation, or on the ability of United States-based enterprises to compete with foreign-based enterprises in domestic and export markets.”

comme des propositions « venant de l'Amérique ». L'initiative regroupait à l'origine environ mille idées, réduites à cinquante pour finalement ne comprendre que les dix plus populaires grâce à un vote sur Internet. Parmi les dix propositions, sept d'entre elles concernent directement ou indirectement la question fiscale. La deuxième proposition la plus populaire, avec 72% d'approbation demandait une suppression du « marché des droits à polluer », l'*American Clean Energy and Security Act* qui créerait une charge trop lourde pour les entreprises américaines et limiterait leur productivité, la troisième (69%) insistait sur l'importance de voter un budget de l'Etat à l'équilibre dans le but d'empêcher une augmentation des impôts, la sixième (56%) proposait de limiter l'augmentation des dépenses annuelles de l'Etat à l'inflation additionnée à l'augmentation de la population, la huitième (55%) demande l'autorisation de l'exploitation des énergies fossiles dans le but de faire baisser les taxes sur tous les types d'énergies par l'augmentation de l'offre et enfin la dixième proposition (53%) déclare simplement de « réduire les impôts » en « abrogeant toute augmentation d'impôt récente et étendre la durée de la baisse des impôts sur le revenu, l'impôt sur le capital et l'impôt foncier mise en place par George W. Bush »<sup>516</sup>.

La seconde proposition émise par le *Tea Party* qui vise à réduire les régulations implique un changement radical, celui d'un retour aux quatre départements originaux définis dans la constitution : le département d'Etat, du Trésor, de la Défense et de la Justice. Cette réduction drastique de la taille de l'Etat, présentée comme un retour à ce qu'avaient prévu les Pères fondateurs, trouve également son origine dans la pensée d'un « Etat minimal » telle qu'elle a été développée par Frédéric Bastiat ou Friedrich Hayek, ce que nous préciserons dans la section suivante où il sera question des solutions proposées face à un Etat jugé « trop important ». Mais au centre de ce débat, l'accent mis sur la suppression du département de l'Energie a, en partie, fait réagir l'opposition qui présentait cette idée comme bénéficiant aux financeurs du mouvement, notamment les frères Koch fondateurs de *Citizens for a Sound Economy* et donc *FreedomWorks*, sixième et septième fortune américaine grâce à leurs activités dans le secteur de l'industrie pétrochimique.

Troisièmement, le *Tea Party* exige un audit, voire un abandon complet de la banque centrale américaine (FED), qui serait source de politiques inflationnistes. Malgré sa mission de maintenir une monnaie stable et un environnement financier plus sain, le *Tea Party* pointe

---

<sup>516</sup> Teddy Davis, « Tea Party Activists Unveil 'Contract from America' », in *abcnews.com*, [En ligne]. Consulté le 12.06.2014

du doigt son rôle au cours des dernières années qui se résumerait à imprimer de la monnaie, entraînant une défiance face au dollar, une hausse de l'inflation et donc du pouvoir d'achat. Son manque de contrôle par le Congrès – justifié par la FED en raison de son besoin d'indépendance et d'autonomie – fait courir selon le mouvement le risque que l'économie américaine se retrouve aux mains de bureaucrates non-élus et politiquement irresponsables. Ce combat contre la FED est le mieux représenté par Ron Paul, représentant républicain du Texas depuis 1979. Alors qu'il parle de ses influences intellectuelles dans son livre *End The FED* publié en 2009, il lie sa critique de la banque centrale américain à la pensée des grandes figures du libertarianisme :

“In the 1960s, I discovered the writings of economists such as Ludwig von Mises, F. A. Hayek, Murray N. Rothbard, and Hans F. Sennholz. I gradually found the answers I had been searching for. Even for the experts, it literally took centuries to fully understand the nature of money and the business cycle. Unfortunately, those in charge of our government and banking system are still denying the truth regarding money that was discovered many decades ago.”<sup>517</sup>

Enfin, l'accent est mis sur les dépenses de l'Etat qui sont « hors de contrôle ». Hormis les problèmes que posent ces dépenses du point de vue politique et moral, le *Tea Party* explique que des dépenses trop importantes, surtout si elles sont accessoires, conduisent mécaniquement à une augmentation des impôts, dérèglent l'économie domestique et font porter sur aux générations à venir le poids de la dette nationale. Pour eux, « l'État dépense trop et espère injustement que l'addition sera payée par nos enfants. Les activistes du *Tea Party* comprennent que le pendant de la main invisible du marché est le pied invisible de l'État. Chaque dollar dépensé par l'État en remplace un du secteur privé »<sup>518</sup>. Ici, c'est dans les écrits Frédéric Bastiat que *FreedomWorks* a trouvé son argumentation en faisant référence à ce que l'économiste français appelait « ce qu'on voit et ce qu'on ne voit pas »<sup>519</sup>. Quand l'État remédie à tout problème par des impôts, ce qui n'est pas dit serait que la même chose aurait pu être faite avec le même argent par le secteur privé. Matt Kibbe et Dick Armey ajoutent plus loin dans leur livre que « l'économiste Milton Friedman nous a prévenu que le vrai taux d'imposition correspond aux dépenses de l'État » et « qu'avec des déficits prévus de plusieurs milliers de milliards de dollars pour les années à venir, nous craignons que la plus grande menace pour notre liberté et notre style de vie ne vienne des dépenses publiques hors-

---

<sup>517</sup> Ron Paul, *End the FED*, New York, Grand Central Publishing, 2009.

<sup>518</sup> Dick Armey et Matt Kibbe, *Give Us Liberty: A Tea Party Manifesto...*, op. cit. p. 69.

<sup>519</sup> *Ibid.*

de-contrôle »<sup>520</sup>. Le mouvement propose en conséquence de réformer le système de prestations sociales (*entitlement programs*), voire d'en « supprimer certains complètement »<sup>521</sup>. Ce dernier point reste cependant très problématique puisqu'aucun détail n'est donné et que le *Tea Party Patriots* avance, par exemple, que de « plus en plus de gens suggèrent que les Américains les plus jeunes devraient renoncer à recevoir quoi que ce soit de la Sécurité Sociale, des programmes Medicare ou Medicaid. Des gens ont suggéré qu'ils seraient toujours volontaires pour financer ses systèmes pour protéger nos seniors et sauver le pays pour nos enfants et petits-enfants »<sup>522</sup>. Une étude du *Pew Research Center* indique, par ailleurs, que guère plus de dix pour cent de la population soutient une suppression progressive de la Sécurité sociale :

“There is substantial agreement across the ideological spectrum on the question of whether benefit reductions should be considered: Majorities in every group, including 59% of consistent conservatives, say they should not. Support for expanded benefits is nearly as high among those with mixed ideological views (29% favor) as it is among consistent liberals (31%). [...] The prospect of phasing out Social Security draws little support. No more than about one-in-ten in any group favors phasing out Social Security as a government program.”<sup>523</sup>

Il est également révélateur de constater que sur l'échantillon de statuts des *Tea Party* locaux à notre disposition, aucun d'entre eux ne mentionne la poursuite de réformes fiscales en premier lieu. En effet, l'aspect fiscal est généralement abordé comme annexe, c'est-à-dire au travers d'une lutte contre l'augmentation de la taille de l'Etat. Ceci montre la place centrale des cadres diagnostics économiques pour donner une impulsion à la protestation, mais que sa consolidation s'est opérée, quant à elle, au travers de cadres prescriptifs politiques et culturels.

Le représentant démocrate John Sharp Williams déclarait en 1913 que les partisans d'un système fiscal progressif centré sur la redistribution « considèrent toujours dans l'impôt quelque chose au-delà de l'impôt ; quelque chose dans l'impôt au-delà du revenu »<sup>524</sup> pour l'Etat. Cette observation peut être généralisée à l'ensemble des arguments sur la question fiscale développés par le *Tea Party*. En somme, il existerait plus que de simples intérêts fiscaux dans les questions fiscales. Le mouvement lie les problèmes d'impôts à ceux de la

---

<sup>520</sup> *Ibid.*

<sup>521</sup> Jenny Beth Martin et Mark Meckler, *Tea Party Patriots: The Second American Revolution...*, op. cit., p. 61.

<sup>522</sup> *Ibid.*

<sup>523</sup> Pew Research Center, « Section 4: Political Compromise and Divisive Policy Debates », *people-press.org*, [En ligne], 12 juin 2014.

<sup>524</sup> Steven A. Bank, « Origins of A Flat Tax »..., art. cit., p. 402

taille de l'Etat, de la représentation politique et de la culture américaine de l'individualisme et du libéralisme.

« *Less Government* » : une lutte contre l'Etat au centre des revendications

Comme nous l'avons vu auparavant, le nom adopté par le mouvement, « *Tea Party* », est une référence à un événement historique : le *Boston Tea Party*, une révolte contre la Couronne anglaise qui soumettait les colonies américaines à une imposition jugée injuste. C'est ainsi qu'a été fait le rapprochement entre le combat anti-fiscaliste du *Boston Tea Party* et le mouvement protestataire de 2008. En plus de cela, le mouvement a avancé un message de « résistance à l'oppression ». Le rapprochement a donc également été fait entre la tyrannie de la Couronne britannique et l'accroissement – pour eux sans limite – de la taille de l'État depuis plusieurs décennies. Cet accroissement se serait, de surcroît, largement aggravé après la crise de 2008. Dans leurs différentes communications, les dirigeants de *FreedomWorks* expliquent que « deux cent ans plus tard, les membres du *Tea Party* étaient animés de la même colère »<sup>525</sup>.

Le rapprochement entre les deux luttes est alors clair, même s'il faut rappeler brièvement que Samuel Adams et les autres membres du *Boston Tea Party* s'étaient soulevés contre les pratiques perçues comme tyrannique du gouvernement britannique qui taxait les colons américains sans qu'ils n'aient de représentation au Parlement britannique, alors que le message que font passer les organisations du *Tea Party* dans leur lutte contre un « État tyrannique » est un cadre utilisé pour formuler ses critiques et ses propositions.

Pour ceux qui soutiennent les revendications du *Tea Party*, la taille de l'État se serait drastiquement et dangereusement agrandie suite à la crise économique de 2008-2009 et aux plans de relance. Mais pour eux, cette tendance existe surtout depuis l'apparition du *New Deal*.

Matt Kibbe fait remarquer aux lecteurs de *Give Us Liberty* « qu'en matière d'action gouvernementale il est remarquable de voir à quelle vitesse les contraintes formelles et informelles sont dépassées ou simplement ignorées en temps de crise »<sup>526</sup>. Ainsi, les crises

---

<sup>525</sup> Dick Arney et Matt Kibbe, *Give Us Liberty: A Tea Party Manifesto...*, op. cit. p. 49.

<sup>526</sup> *Ibid.* p. 46.

économiques de 1929 et 2008 auraient fourni à l'Etat un alibi pour pouvoir élargir son emprise. Cette emprise serait allée au-delà des limites posées par la constitution américaine, d'où le souhait du *Tea Party* de réduire la taille d'un État jugé trop important à ses limites constitutionnelles car « les contraintes constitutionnelles sont particulièrement importantes durant les temps de crises. Une fois que la liberté est confisquée, elle est rarement rendue »<sup>527</sup>. Il est à noter que ce que le mouvement appelle « un retour aux limites constitutionnelles » est extrêmement vague, puisque plusieurs organisations internes au mouvement se sont contredites entre elles. Pour les plus radicales, il s'agit de la constitution sous la forme qu'elle avait en 1787 dans la mesure où la constitution écrite par les Pères fondateurs était divinement inspirée, alors que pour d'autres seuls quelques amendements posent problèmes et représentent l'abandon du « modèle américain ».

L'action des administrations américaines successives est comparée à du césarisme car « tandis que l'État donne des droits au peuple, les Pères fondateurs ont renversé l'équation de sorte que c'est le peuple qui octroyait des pouvoirs spécifiques à l'État pour fonctionner dans un certain nombre de domaines en permettant au peuple d'exercer leurs droits inaliénables »<sup>528</sup>. En confisquant au fur et à mesure les libertés, l'Etat aurait par la même occasion trahi l'idéologie des Pères fondateurs et la constitution américaine en s'occupant de domaines dans lesquels il n'aurait pas de légitimité constitutionnelle. Le message du *Tea Party* s'est ainsi formé : « pour la première fois, “Nous, le Peuple” exigeons que l'État fasse moins, [...] qu'il arrête de creuser la dette avec ces dépenses sous couvert d'œuvrer pour le “bien public” »<sup>529</sup>.

Au-delà de cette « trahison de la vision des Pères fondateurs », la critique s'oriente également contre un État devenu trop envahissant. Selon *FreedomWorks*, dans une critique classique de l'interventionnisme de l'Etat présenté comme une forme de planisme, ce dernier ne peut pas « diriger les bureaux de poste, contrôler les banques et des compagnies automobile »<sup>530</sup>. Pour expliquer la relation entre le secteur privé et l'État, Matt Kibbe utilise une métaphore, celle du *cheval et du jockey* : « la combinaison gagnante est celle d'un cheval fort et rapide avec un jockey petit et léger. Quand le jockey est trop gros et que le cheval est affamé, à l'arrivée, le cheval s'effondre sous le poids du jockey »<sup>531</sup>. Ainsi, les agences gouvernementales qui ont été créées par le passé empêcheraient le secteur privé d'obtenir des

---

<sup>527</sup> *Ibid.* p. 50.

<sup>528</sup> *Ibid.* p. 35.

<sup>529</sup> *Ibid.* p. 50.

<sup>530</sup> Jenny Beth Martin et Mark Meckler, *Tea Party Patriots: The Second American Revolution...*, op. cit., p. 39.

<sup>531</sup> Dick Armey et Matt Kibbe, *Give Us Liberty: A Tea Party Manifesto...*, op. cit. p. 69-70.

investissements en capitaux, que les auteurs comparent à de l'engrais car dans le secteur privé, ils font croître l'économie et dans le secteur public ils font croître l'État. Kate Zernike relève également cet argument dans son livre, un membre du *Tea Party* déclarant à la journaliste que « le gouvernement n'est pas là pour s'occuper des banques, des assurances ou du système de santé mais pour assurer notre sécurité »<sup>532</sup>, ce qui indiquerait que le « retour aux limites constitutionnelles » s'apparenterait à un retour aux fonctions régaliennes de l'Etat américain.

Pour ce qui est des statuts des chapitres locaux du mouvement et l'idée de restitution de la taille de l'Etat à ses limites constitutionnelles, nous pouvons remarquer l'utilisation commune du terme de « République constitutionnelle » pour décrire le régime politique américain. Ainsi, comme a pu le préciser James P. dans un échange par Facebook :

« Les Etats-Unis ne sont pas une démocratie. L'idée d'une constitution n'a rien de nouveau et bien entendu il y a eu de nombreuses républiques au cours de l'Histoire. *The American Experiment* comme elle a été appelée tire son origine de la combinaison des deux idées. Voilà pourquoi je l'appelle une "république protégée par la constitution" »<sup>533</sup>

Le *Tea Party* présente donc une vision aristotélicienne de la démocratie, forme corrompue du gouvernement constitutionnel. L'accent est mis sur les limites imposés par la constitution au pouvoir de l'Etat et aux droits qu'elle garantit aux individus. Peu importe ce qu'en pense la majorité, les règles ont été fixées à l'avance et il ne devrait pas être possible de les changer.

"The power of the majority of the people is checked by limiting that power to electing representatives who govern within limits of overarching constitutional law rather than the popular vote having legislative power itself. John Adams defined a constitutional republic as *a government of laws, and not of men*. Also, the power of government officials is checked by allowing no single individual to hold executive, legislative and judicial powers. Instead these powers are separated into distinct branches that serve as a check and balance on each other. A constitutional republic is designed so that *no person or group [can] rise to absolute power*. [...] The original framers of the United States Constitution were notably cognizant of what they perceived as a danger of majority rule in oppressing freedom and liberty of the individual. For example, James Madison, in Federalist Paper No. 10, advocates a constitutional republic over a democracy to protect the individual from the majority. The framers carefully created the institutions within the Constitution and the United States Bill of Rights. They kept what they

---

<sup>532</sup> Kate Zernike, *Boiling Mad: Inside Tea Party America...*, op. cit, e.2021

<sup>533</sup> James P., Echange effectué via Facebook.

believed were the best elements of majority rule. But they were mitigated by a constitution with protections for individual liberty, a separation of powers.”<sup>534</sup>

Dans cette optique, le mouvement propose également l’abrogation du dix-septième amendement qui a établi une élection directe des sénateurs par le peuple dans chacun des Etats alors qu’auparavant l’Assemblée de chaque Etat s’en chargeait. Selon le *Tea Party*, le but d’une telle organisation des pouvoirs était de motiver le Sénat américain à laisser des pouvoirs aux États. Mais depuis l’adoption de cet amendement, il aurait intérêt à accumuler les pouvoirs pour satisfaire le cynisme des sénateurs en promettant d’aider leur électorat.

“Tea party activists like to emphasize that we're a constitutional republic, not a direct democracy. Some have even called for the repeal of the 17th Amendment that established the direct election of senators. Returning to a Senate elected by state legislatures would probably be overkill, but the Tea Party is right that our system of government depends on elected representatives being somewhat insulated from the day-to-day passions of the people who elected them.”<sup>535</sup>

En raison des écarts et du non-respect de la constitution par les représentants de l’Etat, une partie du mouvement insiste sur la nécessité de défendre et d’appliquer la constitution suivant sa forme originelle. Les documents fondateurs, vus comme des écrits infaillibles, et cette critique de l’utilisation du terme « démocratie » sont utilisés pour demander un retour strict à l’application des écrits fondateurs des Etats-Unis et la fin de l’approche « vivante » de l’interprétation constitutionnelle pour se fonder sur l’intention des Pères fondateurs au moment de sa rédaction, ce que soulignent les statuts du *Lynchburg Tea Party* de Virginie :

“The foundations of our Republic rest on the principles found in the two history altering documents, both essential to just government and fundamental to a free people - the Declaration of Independence and U.S. Constitution. The text of these documents clearly affirms the intent of the Founders, which is made even more obvious by a study of their subsequent writings and actions. It was their hope and our assumption that this Intent should and would govern the rulings and laws set down by those entrusted with the reins of leadership. The inescapable truth is that no longer do such considerations or limitations restrain the new *ruling class* at any level of government.”<sup>536</sup>

---

<sup>534</sup> Patricia, M. McBride, « Democracy versus Constitutional Republic », in *firstcoastteaparty.com*, [En ligne]. Consulté le 28.03.2014.

<sup>535</sup> Timothy B. Lee, « How the Tea Party broke the Constitution », in *washingtonpost.com*, [En ligne]. Consulté le 20.04.2014

<sup>536</sup> Statuts du *Lynchburg Tea Party* de Virginie, p. 12.

En utilisant l'expression de « ruling class », le *Lynchburg Tea Party* utilise le vocable du cadre diagnostic politique étudié plus haut. Ainsi, en dénonçant ses membres comme responsables d'une trahison des principes fondateurs, le *Tea Party* requiert un retour à une application « à la lettre » de la constitution, selon l'intention des fondateurs ou sa signification de l'époque. La constitution américaine est un texte qui pourrait être qualifié de « sacré » que ce soit à la droite ou à la gauche de l'échiquier politique américain. Seules leurs manières de l'interpréter et leur interprétation sont différentes. La culture politique américaine est ainsi faite de citations des Pères fondateurs qui sont censées soutenir leurs points de vue. Mais le retour à la constitution que proposent le *Tea Party*, et les conservateurs avant lui, prend ici une dimension exégétique, puisque c'est en recourant à la lettre de la constitution et à l'esprit dans lequel elle a été rédigée que le *Tea Party* entend limiter le pouvoir de l'État. Deux doctrines proches sous-tendent le cadre prescriptif de réduction de la taille de l'Etat et le retour à ses limites définies dans la constitution américaine : le « constitutionalisme » et l'« originalisme constitutionnel » orientant le *Tea Party* sur la voie de revendications libertariennes.

Tout d'abord, l'originalisme est un principe d'interprétation constitutionnel pensé dans les années 1970. Cette doctrine se divise en deux théories proches, celle de « l'intention originelle » pour laquelle l'interprétation d'une constitution écrite doit être en accord avec ce que pensait les personnes qui l'ont créée et ratifiée et celle de la « signification originelle » selon laquelle l'interprétation d'une constitution écrite doit être basée sur la signification que souhaitaient les personnes vivant à l'époque de l'adoption du texte. L'originalisme prévoit, en quelque sorte, que les décisions des représentants politiques et des juges doivent être prises en accord avec la signification ordinaire du texte constitutionnel à l'époque de sa promulgation. Dirigeants et juges doivent ainsi être capables de ne pas tenir compte de leurs préférences politiques dans leurs processus de décision, puisqu'ils n'ont qu'à appliquer les règles prédéfinies. Il est d'ailleurs important de noter que telle qu'elle a été pensée, la doctrine de « l'originalisme » ne signifie pas le « respect de la constitution *originelle* » contrairement à l'interprétation qu'en font certains membres du *Tea Party*, car les originalistes s'intéressent à la constitution américaine actuelle dont ses amendements font entièrement partie.

Au début des années 1970, les conservateurs vivaient une période difficile avec une forte perte d'influence notamment en ce qui concernait les questions sociales. Michael Greve, professeur à l'Université John Hopkins, explique que pour les conservateurs de l'époque, le problème était de trouver une théorie juridique qui pourrait lier les juges nommés à un

standard cohérent d'interprétation constitutionnelle, aider les politiciens à définir une ligne directrice claire et qui non seulement saurait recueillir le respect intellectuel de la communauté des juristes mais serait aussi assez attractive pour le grand public. La « doctrine de l'intention originelle » (*doctrine of original intent*) se présenta alors comme une doctrine assez vaste et unificatrice pour « fournir aux conservateurs juridiques une plateforme théorique et une réponse intellectuelle cohérente aux théoriciens juristes »<sup>537</sup> pour repousser les arguments de certains juges et universitaires. Mais par-dessus tout, Greve rajoute qu'elle fut prévue pour « fournir une rhétorique qui justifierait un rôle fortement réduit de la Cour Suprême des États-Unis et un rôle accru pour des institutions élues démocratiquement »<sup>538</sup>. Elle s'est donc développée comme un rempart contre « l'élitisme », les décisions de la « *ruling class* » et pour garantir la protection des individus face aux mauvaises interprétations.

Cette doctrine a servi aux conservateurs d'outil tridimensionnel depuis 1970 : elle leur a permis d'unifier leur mouvement, leur a également servi de réponse intellectuelle cohérente aux théories existantes et a enfin surtout été – et est toujours – une « théorie auto-proclamée démocratique » répondant aux problèmes 1) de représentation politique puisqu'elle encadre l'action des dirigeants dans des limites prédéfinies et acceptées par le peuple et 2) de manque de responsabilité politique des juges, les « originalistes » insistant sur le fait que les juges doivent être liés au texte parce qu'ils n'ont ni mandat démocratique ni autorité pour s'égarer dans le royaume des valeurs et des politiques. C'est pourquoi rester fidèle au texte sert une fonction double : contrôler la pugnacité des juges et garantir la place des pratiques démocratiques. Ce dernier point en particulier peut sembler contradictoire avec ce que nous avons précisé précédemment quant au rejet de l'idée de « régime démocratique ». Mais dans la doctrine originaliste, remarque Greve, la démocratie est une notion résiduelle, elle n'est que ce qui reste s'il y a moins de droit créé par l'appareil judiciaire. De plus, la démocratie n'est jamais décrite que très succinctement, voire de manière simpliste et péjorative comme l'illustre le *First Coast Tea Party* : « la démocratie pure n'est rien d'autre que loi de la populace (*mob rule*) sans garantie pour les droits des individus »<sup>539</sup>. La place faite à une « politique plus démocratique » sous-entend, en fait, un retour à une politique dominée par une partie de la population qui se considère menacée, soit cette majorité d'hier, aujourd'hui en

---

<sup>537</sup> Michael Greeve, « Conservatives and the Courts », in Joel D. Aberbach et Gillian Peele, *Crisis of Conservatism?*, New York, Oxford University Press, p. 245.

<sup>538</sup> Ibid. p. 246.

<sup>539</sup> Patricia, M. McBride, « Democracy versus Constitutional Republic », in *firstcoastteaparty.com*, [En ligne]. Consulté le 28.03.2014.

minorité, constituée des « vrais Américains » réclamant l'application des principes fondateurs des Etats-Unis. Une fois de plus, ces exigences témoignent de la dimension identitaire que peut avoir ce *mouvement de statut*.

Enfin, la doctrine de l'intention originelle, qui va rapidement devenir « l'idéologie officielle » du mouvement conservateur américain, va également subir au fil des années quelques modifications. Elle a notamment pris le nom de *constitutionalism* lorsqu'il s'agissait pour la droite américaine de se battre pour un gouvernement limité à ses frontières constitutionnelles. Puis, comme Greve le remarque, l'originalisme – qui, plutôt qu'une théorie complète, n'a jamais été qu'un outil parmi d'autres dans l'arsenal conservateur – s'est vu affaibli par le pragmatisme politique du Parti républicain. Nous l'avons vu, c'est en grande partie ce pragmatisme qui a été fortement critiqué par les membres du *Tea Party* qui souhaitent voir la constitution appliquée, sans compromission, selon une vision fidèle à l'intention des Pères fondateurs où la souveraineté populaire pourrait s'exprimer, plutôt que de laisser aux juges et au personnel politique la possibilité de s'écarter du chemin tracé par la constitution américaine.

« L'originalisme, écrit Elizabeth Price-Foley, est donc vu comme une arme importante dans le but de reprendre le pouvoir des mains des élites et de le redonner au peuple »<sup>540</sup>. En quelque sorte, l'originalisme critique aussi le caractère normatif de l'interprétation dite « vivante ». Cette méthode n'aurait comme but que de déterminer le « juste » alors que la question essentielle, pour Price-Foley, est de savoir si une question est ou non « constitutionnelle ». Cependant, une telle vision implique nécessairement, comme pour le fondamentalisme religieux, l'abandon d'une lecture critique du texte fondateur américain. D'une certaine manière, adhérer à l'originalisme constitutionnel implique de penser que tout ce qui y est écrit est la seule vérité qui ne propose qu'une seule alternative et que l'organisation qui y est préconisée est idéale.

“Critics have created various pejorative terms to criticize the *Tea Party*, such as accusing them of *constitutionalism*. Complaining about constitutionalism in a constitutional republic is like complaining about *refereeism* at a football game. It is nonsensical. It is fine to root for one team, or one set of ideas and solutions, but it is foolish to make up the rules as you go along.

---

<sup>540</sup> Elizabeth Price-Foley, *The Tea Party: Three Principles...*, op. cit., p. 157.

That's really what the debate is about. Are the rules essentially fixed and reliable, or should one team be allowed to change them on a whim?»<sup>541</sup>

Pour le mouvement, l'idée même de critiquer ses propositions visant à en revenir à une application plus stricte de la constitution est anormale. En conséquence, il est possible d'observer une forte idéalisation de la constitution américaine dans les rangs des originalistes. Pour les membres du *Tea Party*, « il est possible de connaître l'intention initiale qu'avaient nos Pères fondateurs pour l'Etat et [nous] soutenons cette intention »<sup>542</sup>. Enfin, cet appel à la pensée des Pères fondateurs est inévitable car guidée par une inspiration divine. Cependant nous reviendrons plus loin sur ce point, une pensée incritiquable impliquant, dans une certaine mesure, un caractère antipolitique des propositions.

Les racines constitutionnalistes sont donc au cœur des propositions du mouvement quant à la réduction de la taille de l'Etat et il est important de noter que le constitutionnalisme signifie « un retour à des limites de l'Etat définies par la constitution ». Comme le précise l'historien Don E. Fehrenbacher c'est un « ensemble d'idées, d'attitudes et de modes de comportements impliquant que l'autorité de l'État provient de, et est limitée à un ensemble de lois fondamentales »<sup>543</sup>. Par conséquent, les membres constitutionnalistes du *Tea Party* pourraient théoriquement soutenir une augmentation de la taille de l'Etat si celui-ci venait à ne plus prendre en charge certains domaines prévus dans la constitution américaine bien qu'en pratique cela puisse sembler impensable notamment en raison du soutien d'organisations conservatrices et libertariennes. Cependant, le constat en 2009 étant celui d'un Etat trop imposant, une réduction de son envergure a été exigée et accompagnée par des prescriptions hostiles aux institutions étatiques, favorables au capitalisme et à l'individualisme ; principes qui définissent la pensée libertarienne. En termes correspondant à la *frame analysis*, les cadres diagnostics critiquant la bureaucratie, le centralisme, les dépenses fédérales superflues, la trahison de la vision des Pères fondateurs, le manque de représentation et pointant du doigt la « classe dirigeante » ont orienté, dirigé et limité les cadres prescriptifs vers des propositions constitutionnalistes et libertariennes.

Le *Contract from America*, mentionné précédemment, inclut également des propositions directement liées à une réduction de la taille de l'Etat à ses limites

---

<sup>541</sup> Tom Coburn, *The Debt Bomb*, Nashville, Thomas Nelson, 2012, p. 64-65.

<sup>542</sup> Jenny Beth Martin et Mark Meckler, *Tea Party Patriots: The Second American Revolution...*, op. cit., p. 22.

<sup>543</sup> Don E. Fehrenbacher, *Constitutions and Constitutionalism in the Slaveholding South*, Athens, University of Georgia Press, 1989, p.1.

constitutionnelles. La proposition qui a d'ailleurs reçu le plus fort taux d'approbation (82%) exige que chaque projet de loi identifie et précise la ou les dispositions constitutionnelles qui donneraient au Congrès son pouvoir de légiférer sur le domaine en question. La cinquième proposition (64%) demande un audit de toutes les agences et tous les programmes du gouvernement fédéral dans le but d'établir leur constitutionnalité ou non et le cas échéant de les supprimer, ce qui permettrait de limiter « les doublons, les gaspillages, l'inefficacité et les agences et programmes qui devraient être dirigés par les Etats »<sup>544</sup>. Enfin, la neuvième proposition souligne l'importance de la suspension de toutes affectations budgétaires (*earmarks*) comme moyen de réduire le rôle de l'Etat fédéral et le cynisme des représentants politiques.

Les prescriptions axées sur un retour à un Etat limité à ses prérogatives définies par la constitution américaine semblent également souligner l'envie des membres du mouvement de revenir à une situation dans laquelle leurs opinions actuelles étaient majoritaires, une époque où ce qu'ils souhaitent préserver, c'est-à-dire l'exceptionnalisme américain, était la ligne directrice de l'ensemble des Américains. « Les Américains » sont ceux compris dans les premiers mots de la constitution « Nous le peuple », et par conséquent ceux qui s'efforcent de se tenir à ses préceptes. Les acteurs qui vont contre la constitution sont alors exclus du « peuple américain », qualifiés d'*un-american*. Constatant que la majorité de la population a, ces dernières décennies, participé à l'affaiblissement de la prépondérance des règles constitutionnelles, il est logique pour les partisans du mouvement d'observer un rejet d'un système politique fondé sur le principe majoritaire et appeler à un retour à une « République » dont les limites seraient définies par la constitution. En somme, les membres du mouvement se sont retrouvés (particulièrement depuis 2008 et l'élection de Barack Obama) dans une situation minoritaire où la majorité leur semblait menaçante non seulement pour eux et leur mode de vie mais également pour les principes fondateurs des Etats-Unis. En conséquence, un troisième cadre prescriptif peut être identifié, celui de la lutte pour la liberté contre ce que Kayle W. appelait « la nature invasive et paternaliste de l'Etat »<sup>545</sup> et les agents « anti-américains » :

“Our beloved America became divided NOT just in the political sense of Democrat vs. Republican, but divided based upon those of faith vs. the non-believers, and that is a division

---

<sup>544</sup> Teddy Davis, « Tea Party Activists Unveil 'Contract from America' »..., art. cit.

<sup>545</sup> Kayle W., Entretien via Facebook.

we can ill-afford when 2016 is first and foremost all about numbers. We know...or should know by now...that we have serious issues facing our country... issues that can destroy everything our Founders and Framers intended our great nation to be. And unfortunately, our problems are coupled by having a traitor occupying the White House...a traitor that knows how to play the game of pitting conservative against conservative, and it's we conservatives that have allowed said traitor...one Barack HUSSEIN Obama...to succeed in his goal because we have NOT stood united as one to stop him, and that is NOT just sad but downright scary.»<sup>546</sup>

« *More Freedom* » : le combat pour la liberté comme horizon indépassable

Il ne fait aucun doute que dans la culture américaine, la liberté et ce qu'elle représente tiennent une place particulière. Alexis de Tocqueville parlait de l'esprit américain en ces termes dans le deuxième tome de *De la Démocratie en Amérique* :

« Il paraît tantôt animé de la cupidité la plus égoïste, et tantôt du patriotisme le plus vif. Le cœur humain ne saurait se diviser de cette manière. Les habitants des États-Unis témoignent alternativement une passion si forte et si semblable pour leur bien-être et leur liberté, qu'il est à croire que ces passions s'unissent et se confondent dans quelque endroit de leur âme. Les Américains voient, en effet, dans leur liberté le meilleur instrument et la plus grande garantie de leur bien-être. »<sup>547</sup>

Comme le remarquait le penseur français, la liberté et le bien-être matériel sont étroitement liées dans l'esprit des Américains. Ce lien constitue le fondement de leur réflexion concernant les affaires privées et surtout les affaires publiques. Puisque le bien-être dépend de la liberté et que celle-ci dépend du mode de gouvernement, la recherche de liberté prend logiquement une place prépondérante dans le débat politique. Cependant, ce combat pour la liberté peut être formulé d'une multitude de façons et peut servir des intérêts différents. Le cas du *Tea Party* nous en apporte un exemple, en formulant la défense de la liberté comme une défense pour la préservation d'une culture et d'un mode de vie fondés sur cet idéal et censés le protéger par-dessus tout. Nous avons déjà mentionné précédemment la défense du capitalisme et la lutte contre le socialisme, mais nous précisons ci-dessous le travail de cadrage prescriptif du capitalisme comme une lutte pour la défense de la liberté, de

---

<sup>546</sup> Diane Sori, « America is a Constitutional Republic and Must Remain So », in *teapartytribune.com*, [En ligne]. Consulté le 25.08.2017

<sup>547</sup> Alexis de Tocqueville, *De la Démocratie en Amérique II*, édition électronique, Les classiques de sciences sociales, 2008, p. 181.

même que celui du cadrage de la réduction de la taille de l'Etat comme d'un prérequis à la liberté et enfin la recherche d'un retour à une « culture américaine propre aux membres du mouvement » comme le moyen de garantir la liberté. Comme l'écrivait le sociologue Herbert Gans en 1988 dans *Middle American Individualism* :

“The Middle American search for personal freedom means liberation from unwelcome cultural, social, political, and economic constraints, but also from a lack of economic as well as emotional security. Middle Americans, like most other Americans, want to be able to avoid involuntary conformity, whether it's required by the family, neighbors, or the government.”<sup>548</sup>

Il est frappant de voir dans la littérature du mouvement l'omniprésence de la notion de « liberté ». Le livre du *Tea Party Patriots* se construit autour de chapitres faisant un état des lieux de la situation dans un domaine particulier (économie, politique, éducation etc.), couplé à une réponse formulée comme étant le « chemin vers la liberté » (*pathway to liberty*) ; celui de *FreedomWorks* s'intitule *Give Us Liberty* et le nom de l'organisation lui-même peut être traduit par « la liberté, ça marche » ; celui, enfin, de Michael Patrick Leahy fait référence aux écrits fondateurs comme des « engagements pour la liberté » (*covenant of liberty*). Mais il est encore plus frappant de constater qu'une ligne directrice aussi centrale n'est quasiment jamais définie. Ce n'est qu'avec peine que nous avons trouvé sur le site Internet du *Tea Party Patriots* l'ébauche d'une définition de la liberté :

« Le droit d'être libre est donné par notre Créateur et est la prémisse de la constitution, la *Bill of Rights*, et l'*American Way of Life*. La Constitution est un document intemporel qui garantit nos libertés fondamentales. Nous soutenons la liberté individuelle pour que tous les Américains puissent vivre de la manière dont ils le souhaitent, dans la mesure où cela ne cause pas préjudice ou n'empiète pas sur les droits des autres. »<sup>549</sup>

Deux éléments ressortent de ces quelques lignes. Premièrement, le *Tea Party* ne serait pas engagé dans la lutte pour la liberté dans tout ce qu'elle peut avoir d'universel mais bien dans une défense de la « liberté des Américains ». Ensuite, le mouvement précise clairement que cette « liberté » s'exerce dans les limites constitutionnelles et d'une certaine manière également divines. Ce deuxième point nous paraît fondamental en ce qu'il fait de la lutte du mouvement une défense de ce qu'Isaiah Berlin nommait la liberté « négative »<sup>550</sup> et Benjamin

---

<sup>548</sup> Herbert J. Gans, *Middle American Individualism: The Future of Liberal Democracy*, New York, Free Press, 1988, p. 2.

<sup>549</sup> « Our Vision, Personal Freedom », in *teapartypatriots.com*, [En ligne]. Consulté le 23.08.2017

<sup>550</sup> Damien Theillier, « Deux conceptions de la liberté, par Isaiah Berlin », in *contrepoints.org*, [En ligne]. Consulté le 23.08.2017

Constant la « liberté des Modernes »<sup>551</sup>. Le premier remarque qu'une certaine idée de la liberté qu'il nomme « négative » propose sa limitation par le droit dans l'intérêt d'autres valeurs comme la justice, la sécurité, l'égalité ou le bonheur. Ici, la constitution garantit ce minimum de libertés fondamentales que l'Etat ne peut restreindre et est parfaitement résumé par l'axiome de Dick Arney : « Il n'est besoin que de peu de mots pour dire que nous souhaitons être libres »<sup>552</sup>. C'est pour cela que le *Tea Party* souhaite une réduction de la taille de l'Etat, puisqu'il juge que ce dernier empiétait sur les libertés individuelles des Américains. Il n'est cependant pas envisageable, pour la majorité du mouvement qui n'obéit pas à l'orthodoxie libertarienne, de revendiquer une liberté absolue dans l'optique de maintenir la paix sociale. De plus, l'« imperfectibilité de l'Homme », qui constitue l'un des principes du conservatisme, discrédite d'emblée toute action de l'Etat dans le sens d'une « justice sociale ». Ainsi, note Damien Theillier, « il n'existe pas de lien nécessaire entre liberté individuelle et régime démocratique »<sup>553</sup> distinguant la question d'identité des gouvernants à celle de l'emprise du gouvernement sur les affaires privées. Ceci fait écho à ce dont nous avons parlé précédemment concernant le rapport du mouvement au régime démocratique. Plutôt que de chercher à identifier qui sont les « maîtres », le *Tea Party* préfère prioritairement se préoccuper de garantir la poursuite du bonheur individuel. Remarquons malgré tout que les membres du mouvement aiment à rappeler que le pouvoir de l'Etat provient de « Nous le Peuple » suivant la formule de la constitution américaine, le régime démocratique reste donc le plus à même d'assurer les libertés civiles selon la pensée et la volonté des Pères fondateurs.

Mais en plus de revendiquer une liberté négative, le *Tea Party* n'a de cesse de fustiger la conception de liberté positive qu'ils perçoivent dans les discours de la gauche américaine et des « progressistes ». Ces derniers associant la liberté, ainsi que le souligne Berlin, au désir d'un individu « à être son propre maître », ils sont alors amenés à considérer que les partisans de la liberté négative sont aliénés par des forces internes (passions, paresse, etc.) et externes (technique, propagande, etc.). Dès lors, comme le note Pierre Gautier, agir pour « aider une personne à faire un meilleur usage de son temps disponible (même contre son gré) revient à la

---

<sup>551</sup> Benjamin Constant, *De la Liberté des Anciens comparée à celle des Modernes* [1849], Paris, Gallimard, 1997.

<sup>552</sup> Dick Arney et Matt Kibbe, *Give Us Liberty: A Tea Party Manifesto...*, op. cit. p. 65-66.

<sup>553</sup> Damien Theillier, « Deux conceptions de la liberté, par Isaiah Berlin »..., art. cit.

libérer »<sup>554</sup>. Or, c'est précisément cette idée qu'il serait possible de « forcer quelqu'un à être libre » qui est jugée dangereuse par le mouvement. L'Etat ne peut pas mieux savoir que les individus eux-mêmes ce qui est bon ou mauvais pour eux. Les membres du *Tea Party*, et les libertariens avant eux, pensent que les individus sont les seuls à pouvoir connaître leurs envies et leurs désirs, qui sont hiérarchisés et rendus possibles grâce aux libertés économiques. Paradoxalement, il est accepté dans l'ensemble du mouvement qu'un « maître » soit nécessaire et prenne tantôt la forme d'un Etat aux dimensions minimales pour la frange libertarienne minarchiste, tantôt celle d'un Etat réduit à ses limites constitutionnelles voire tirer sa légitimité de Dieu, puisque c'est lui qui a octroyé les droits inaliénables cités dans la constitution américaine. Comme le souligne Gary K. :

“That’s what our constitution declaration was based on was our God-given rights, not man’s rights. Our God-given rights, natural rights. And that’s what carried us through the Revolution. Because people they were a lot of God worshipping people. They believed in many different religions came together to fight the Revolution. You know because are certain inalienable rights that gave us Life, Liberty and the Pursuit of Happiness. So it was based on that, which gave us the Constitution. And I think this was all divinely inspired and that’s the way you’ve got to look at how our country is based. [...] God gave you all these natural rights to be whoever you want to be, to live as a free man. [...] So we want to get back to that constitution that limits government on our God-given rights.”<sup>555</sup>

Comme le disait Benjamin Constant, « le but des modernes est la sécurité dans les jouissances privées ; et ils nomment liberté les garanties accordées par les institutions à ces jouissances »<sup>556</sup>. Cette distinction entre « liberté négative » (ou « liberté des Modernes ») et « liberté positive » (ou « liberté des Anciens ») nous éclaire et nous permet de comprendre les solutions avancées par le mouvement ; la première faisant des militants pour la liberté et la culture américaine, des militants pour la liberté économique avant tout. Il est somme toute logique de voir un *think tank* libertarien comme *FreedomWorks* avancer des solutions économiques en réponse à ce qu'il lui semblait être une crise causée par des dérives socialistes. Mais le lien qu'il établit entre liberté économique et liberté individuelle produit une inflexion dans la nature des solutions préconisées, ces dernières s'aventurant, sans quitter le domaine économique, dans le champ culturel : « les membres du *Tea Party* sont concentrés

---

<sup>554</sup> Pierre Gautier, « L comme Liberté (positive et négative) », in *canalblog.com*, [En ligne]. Consulté le 23.08.2017

<sup>555</sup> Gary K., entretien par visioconférence réalisé le 16 septembre 2016.

<sup>556</sup> Benjamin Constant, *De la Liberté des Anciens comparée à celle des Modernes* [1849], Paris, Gallimard, 1997.

sur la défense des libertés individuelles et de la liberté économique car l'une n'existe pas sans l'autre »<sup>557</sup>.

Milton Friedman expliquait dans *Capitalisme et Liberté* que la liberté économique existe quand les individus se reposent sur leurs talents et capacités pour produire de la manière qu'ils jugent la meilleure<sup>558</sup>. L'extension de l'économie de marché au plus grand nombre d'activités possibles permet d'éviter le coût associé à la décision politique et l'inévitable domination de la majorité sur la minorité. La liberté économique devient la condition *sine qua non* de pérennité de la liberté politique. Ainsi, Friedman alertait-il ses lecteurs sur ses inquiétudes quant au danger que représente une augmentation de la taille de l'État pour la liberté et la prospérité<sup>559</sup>. La pensée de Friedman, entre autres, était pour *FreedomWorks* le moyen de faire le lien entre ces deux types de libertés ; l'important étant de montrer que grâce à l'économie, il est possible de gagner sa liberté individuelle. Pour cela, les membres de *FreedomWorks* précisent que « parmi [ces libertés] se trouvent les libertés économiques qui nous permettent de subvenir aux besoins de nos familles et de rechercher notre propre bonheur »<sup>560</sup>. C'est la liberté économique qui permettrait d'atteindre la liberté individuelle et le bonheur grâce à l'argent. En effet, le rôle de l'argent pour les libertariens est de fournir aux individus un moyen de hiérarchiser leurs priorités. L'argent devient un élément de pouvoir au service de la volonté des individus et puisqu'eux seuls peuvent réellement savoir comment hiérarchiser leurs priorités, toute intervention extérieure étant donc à proscrire. C'est dans cette optique qu'en parlant de la réforme du système de santé, Dick Armey déclarait que « le gouvernement devrait s'inquiéter de protéger ma liberté, et non mon foie »<sup>561</sup>. Tom Z. s'inscrit également dans cette façon de voir la relation entre liberté individuelle et économique en insistant sur le fait que l'origine de son engagement dans le mouvement est la mise en place de l'Obamacare : « une fois que l'Etat prend le contrôle de la santé, il vous contrôle et tout ce que vous faites. C'est un problème de liberté avant d'être un problème économique ou médical »<sup>562</sup>. Ces critiques font écho aux écrits de Lysander Spooner, pamphlétaire américain du XIX<sup>e</sup> siècle qui affirmait, par exemple, dans *Les Vices ne sont pas des crimes* : « tout le monde souhaite être protégé, pour sa personne et ses autres

---

<sup>557</sup> Dick Armey et Matt Kibbe, *Give Us Liberty: A Tea Party Manifesto...*, op. cit. p. 66.

<sup>558</sup> Milton Friedman, *Capitalism and Freedom* [1962], Chicago, University of Chicago Press, 2002.

<sup>559</sup> *Ibid*, p. VI.

<sup>560</sup> Dick Armey et Matt Kibbe, *Give Us Liberty: A Tea Party Manifesto...*, op. cit. p. 78.

<sup>561</sup> *Ibid*.

<sup>562</sup> Tom Z., Entretien réalisé via Facebook.

biens, contre les agressions d'autres personnes. Mais personne ne souhaite être protégé, que ce soit pour sa personne ou ses biens, contre lui-même »<sup>563</sup>. Seuls les individus peuvent savoir ce qui est bon pour eux. Ainsi, leur soustraire leur argent tout en pensant leur venir en aide serait contradictoire. En imposant les revenus des citoyens au-delà du minimum défini, l'État prive les individus de leur liberté économique, ce qui entraîne une restriction de leur liberté individuelle. Quant à ce lien de complémentarité entre la liberté économique et individuelle et quant à la menace que l'État fait peser sur lui dans le débat sur la réforme du système de santé, nous relèverons les propos de Bill Hemmer, journaliste sur la chaîne de télévision conservatrice *Fox News* qui suggéra que la réforme du système de santé prévoyait des sanctions pénales pour les personnes qui auraient refusé de souscrire à une assurance santé, établissant ainsi directement le lien entre les menaces que posait l'État en matière de liberté économique et de liberté individuelle<sup>564</sup>. Enfin, pour justifier leur exigence d'une liberté individuelle garantie grâce à la liberté économique, le *Tea Party* utilise, sans indiquer la source, un patchwork de citations de Thomas Jefferson :

“I place economy among the first and most important virtues, and public debt as the greatest of dangers to be feared. [...] To preserve our independence, we must not let our rulers load us with perpetual debt. [...] We must make our choice between economy and liberty or confusion and servitude. [...] If we run into such debts, we must be taxed in our meat and drink, in our necessities and comforts, in our labor and in our amusements. [...] If we can prevent the government from wasting the labor of the people, under the pretense of caring for them, they will be happy.”<sup>565</sup>

Cette citation, qui adopte la conception de la liberté négative (toujours selon la formule de Berlin), est reprise sous une forme très proche par Glenn Beck et le *Tea Party Patriots* : l'organisation l'accompagne de l'idée qu' « une bonne politique économique a conduit l'Amérique sur le chemin de la grandeur » mais surtout qu' « une mauvaise politique économique pourrait bien la mener à sa perte »<sup>566</sup> ; Glenn, pour sa part, en tire la conclusion que « prendre l'argent des autres et le dépenser sur des bêtises sans importances (*frivolous junk*) est immoral. Cela a brisé la confiance publique. Cela a empoisonné l'Arbre de la Liberté »<sup>567</sup>. Fred O'Neal, quant à lui, soulignera dans l'ouvrage collectif de membres du

---

<sup>563</sup> Sébastien Caré, *La pensée libertarienne...*, op. cit., p. 29.

<sup>564</sup> David Brock, Ari Rabin-Havt et MEDIA MATTERS, *The Fox Effect: How Roger Ailes Turned a Network into a Propaganda Machine...*, op. cit., p. 139.

<sup>565</sup> Jenny Beth Martin et Mark Meckler, *Tea Party Patriots: The Second American Revolution...*, op. cit., p. 26.

<sup>566</sup> *Ibid.* p. 32.

<sup>567</sup> Glenn Beck, *Broke*, New York, Threshold Editions, 2012, p. 25.

mouvement « le caractère immoral d'une génération qui laisserait à ses enfants et petits-enfants une dette aussi importante »<sup>568</sup>. Comme le remarque Michael Behrent, nous pouvons trouver dans la pensée de la libertarienne Ayn Rand l'expression théorique des revendications du mouvement. La philosophe d'origine russe pensait l'altruisme comme étant la « position éthique la plus immorale qui soit »<sup>569</sup>. Que l'Etat aide certaines personnes en difficulté économique grâce aux impôts de ceux qui connaissent le succès économique signifierait sacrifier le succès au profit de l'échec. L'altruisme est un collectivisme, une organisation particulière de la société qui nierait la liberté individuelle. La seule réponse vertueuse pour Ayn Rand est alors l'égoïsme et le principe d'organisation sociale qui en découle : le capitalisme. Il serait le seul système qui ne méprise pas l'individu et qui ne le force pas à sacrifier ses désirs pour le bien collectif : « la justification du capitalisme ne saurait donc être seulement pragmatique ou réaliste : sa grandeur est avant tout morale »<sup>570</sup>.

Nous avons vu le lien établi par le mouvement, à tous les niveaux, entre un certain type de prescriptions économiques et une lutte pour la « culture américaine » axée sur la liberté et la morale que les membres du mouvement disent retrouver dans les écrits des Pères fondateurs. Mais le *Tea Party*, dans sa lutte pour la liberté, s'est également emparé directement des préoccupations et des solutions culturelles et sociétales, la liberté étant garantie par le maintien ou le retour à une certaine idée de la culture américaine et à un style de vie censé la favoriser. Les organisations et les membres les plus orientés vers ce cadre prescriptif culturel et moral sont ceux de la Droite chrétienne américaine et des groupes du *Tea Party* qui placent au centre de leur discours la question des valeurs.

D'un point de vue institutionnel, la fusion des intérêts de la Droite chrétienne et du *Tea Party* est extrêmement poussée. Cette alliance a été au fondement même de la création de la *Faith and Freedom Coalition* dont le mot d'ordre est « *Restoring America's Greatness & Founding Principles* ». Cette organisation, avec à sa tête l'entrepreneur politico-religieux Ralph Reed, s'est établie en 2010 dans la majorité des États des États-Unis. Elle promeut six principes et cinq objectifs parmi lesquels : « un gouvernement limité, des impôts plus bas et une responsabilité fiscale pour libérer l'énergie créative des entrepreneurs », « des marchés libres et des esprits libres pour créer des opportunités pour tous », « parler dans les médias au

---

<sup>568</sup> Fred O'Neal, *Tea Party: The Awakening*, édition électronique, New Patriot Publishing, 2010, e. 1700.

<sup>569</sup> Michael C. Behrent, « Tea Party Patriots : le renouveau de la droite américaine », art. cit.

<sup>570</sup> *Ibid.*

nom des valeurs de sens commun », « influencer les propositions de loi et promulguer une politique publique saine à tous les niveaux de l'Etat », « protester contre l'intolérance et la discrimination des gens de foi »<sup>571</sup>. Tous ces objectifs rappellent fortement les principes et les valeurs mêmes du *Tea Party* formulés par d'autres organisations dès 2009. Il faut également remarquer que plusieurs organisations proches de la Droite chrétienne, dont l'*American Family Association*, la *Christian Coalition*, la *Traditional Values Coalition*, ou l'*Ethics and Religious Liberty Commission* ont d'ailleurs été signataires du « *Cut, Cap and Balance Pledge* », un engagement qui exige des « réductions substantielles des dépenses qui réduiront le déficit [...] des limites dans les dépenses qui mettront les dépenses fédérales sur le chemin d'un budget équilibré [et] l'introduction dans la Constitution américaine d'un amendement pour imposer un budget équilibré »<sup>572</sup>. Toutes ces positions s'expliquent par le fait que les leaders de la Droite chrétienne voient, depuis les années soixante-dix, l'Etat comme une présence, sinon diabolique, du moins néfaste qui cherche à chasser Dieu et les églises avec des programmes sociaux, à pratiquer des infanticides et des euthanasies, à détruire le contrôle parental et à aller à l'encontre la « Destinée manifeste » salvatrice de l'Amérique contre les pêchés du reste du monde<sup>573</sup>.

Dans un des articles de son blog, le télévangéliste James Robison exhorte les évangélistes à « trouver un moyen de stopper les mauvaises interprétations de la constitution des juges et des tribunaux »<sup>574</sup>. Mais il ajoute à ces revendications traditionnelles une critique de la série de décisions qu'avait prises la Cour Suprême, décisions qui avaient permis de mettre en place des programmes sociaux, comme la Sécurité Sociale, protégeant les gens des conséquences de « leurs échecs personnels », selon sa formule. Robison poursuit en expliquant que « le succès et la prospérité peuvent être mal utilisés par certains, mais le potentiel de succès qui produit des opportunités pour tous et de la prospérité à des niveaux différents n'est pas un problème. Ceux qui sont élus doivent garder le marché libre, en bonne santé et sous l'influence de gens qui comprennent l'importance de la responsabilité personnelle »<sup>575</sup>. Ici, il utilise ses croyances religieuses, pour soutenir l'idée d'une « supériorité morale du capitalisme » et déconsidérer les inégalités qui existent en affirmant la

---

<sup>571</sup> « About », in *ffcoalition.com*, [En ligne]. Consulté 12.06.2012

<sup>572</sup> *Ibid.*

<sup>573</sup> Ed. Kilgore, « 'Teavangelicals': How the Christian Right Came to Bless the Economic Agenda of the Tea Party », in *www.tnr.com*, [En ligne]. Consulté le 20.06.2012.

<sup>574</sup> *Ibid.*

<sup>575</sup> James Robison « "What," Not "Who" »..., art. cit.

prééminence de l'égalité des chances face à l'égalité des faits. Il en vient, par la suite, à critiquer « ceux qui dépendent de l'État » comme étant victimes d'une forme d' « idolâtrie », car l'État aurait remplacé Dieu aux yeux des hommes<sup>576</sup>. Il explique dans le même article que « c'est [aux individus] de contrôler l'État et non l'inverse » et que « Dieu nous délivre de ce genre de folie »<sup>577</sup>. Quant aux questions de dépenses, il déclare que le « rythme de dépenses sans limite, la mauvaise utilisation de l'argent du peuple et les régulations intrusives sont aussi mauvaises et immorales que le vol. Les dépenses doivent être contrôlées, peu importe les sacrifices. Mais cela ne signifie pas donner plus d'argent à l'État pour qu'il l'utilise mal ou bien pour qu'il le gaspille »<sup>578</sup>. Il condamne alors toute hausse d'impôt éventuelle car l'État ne pourrait de toute façon pas en faire un usage correct.

Comme l'observe Sarah Posner, le programme de Robison « se lit comme une fusion théologique et économique des revendications de la Droite religieuse et du *Tea Party* »<sup>579</sup>. Posner note, par ailleurs, qu'il est loin d'être le seul à adopter cette vision, citant les exemples de « Jim Garlow, le pasteur de Californie qui a contribué au combat pour la Proposition 8 (contre le mariage homosexuel), et qui dirige maintenant *Renewing American Leadership*, l'organisation de Newt Gingrich ; mais aussi Harry Jackson, un proche conseiller d'Herman Cain, lui aussi candidat malheureux à l'investiture républicaine de 2012 »<sup>580</sup>. Les hommes et femmes politiques membre du *Tea Party* que nous avons cités auparavant et auxquels nous pouvons ajouter Michele Bachmann ou encore Rick Perry semblent donc être des porte-paroles du conservatisme constitutionnel en partie du fait de sa supériorité morale et de la défense de la « voie américaine » plus que par adhésion à l'orthodoxie libertarienne ou même en raison de sa lutte pour le respect des écrits des Pères fondateurs.

C'est dans cette optique que Ronald P. Formisano suggère que certains membres du mouvement regardent la constitution des États-Unis au travers du prisme du « reconstructionnisme chrétien » (*Christian Reconstructivism*). Cette vision aurait ainsi pu être transmise au sein du mouvement par les membres provenant d'organisations religieuses préexistantes<sup>581</sup>. Le reconstructionnisme appelle tous les croyants à conformer tous les aspects de leur vie à leur foi selon l'idée de « loi biblique », idée selon laquelle la Bible regrouperait

---

<sup>576</sup> *Ibid.*

<sup>577</sup> *Ibid.*

<sup>578</sup> *Ibid.*

<sup>579</sup> Sarah Posner, « *The Real Story Behind Rick Perry's Secret Meetings with Pastors* »..., art. cit.

<sup>580</sup> *Ibid.*

<sup>581</sup> Ronald P. Formisano, *The Tea Party: A Brief History*..., op. cit., p. 52-53.

toutes les règles pour une vie vertueuse. La soumission à cette loi conduit à prôner, selon le souhait de Dieu, le laissez-faire et le capitalisme le plus pur en plus d'un pouvoir minimal de l'État. Ainsi l'antiétatisme évangéliste ne proviendrait pas simplement d'une longue tradition qui date de la Révolution américaine, mais aussi du fondamentalisme biblique. Le reconstructionnisme est un mouvement né dans les années soixante-dix et créé par des conservateurs néo-calvinistes. Il a connu un premier essor en 1973 grâce à la parution de l'ouvrage de Rousas John Rushdoony *The Institutes of Biblical Law*. Dans les rangs du *Tea Party*, la présidente du *Tea Party Caucus* Michele Bachmann est elle aussi reconstructionniste, ayant suivi l'éducation religieuse des grandes figures du mouvement<sup>582</sup>. L'auteur américain Frank Schaeffer, lui-même fils du leader évangéliste et reconstructionniste Francis Schaeffer, déclarait dans un article publié en 2011 que ce mouvement avait agi comme « une goutte de colorant dans une bouteille d'eau. Ils ont discrètement changé la couleur de l'eau »<sup>583</sup>. Il poursuivait en ajoutant que « même si la plupart des évangélistes ne savent pas les noms des penseurs reconstructionnistes, le monde dans lequel nous vivons – avec une Droite religieuse radicale en colère, engagée dans une lutte féroce contre l'État qui a changé le visage de la politique américaine en s'introduisant dans des mouvements comme le *Tea Party* – est le résultat direct de cette coloration »<sup>584</sup>. Le rôle des instituts chrétiens d'étude de la constitution a donc été fondamental dans la formation, la consolidation et surtout l'influence de l'idéologie du *Tea Party*.

La vision biblique de la constitution américaine existe, nous l'avons vu, depuis les années soixante-dix. C'est aussi à cette époque que les premières fondations reconstructionnistes ont été créées. La première, la *Chalcedon Foundation*, a vu le jour en 1965 par Rousas John Rushdoony. L'*Institute on the Constitution* a quant à lui été fondé en 1992 par Howard Phillips et Michael Peroutka et offrait dès 2009 un cours en douze points pour les activistes du *Tea Party* sur les « bases bibliques de la constitution américaine ». Le but avoué de Phillips est de « restaurer la Loi américaine à ses fondations bibliques ainsi que de limiter le gouvernement fédéral à ses barrières constitutionnelles »<sup>585</sup>. Ces croyances ont trouvé un fort écho auprès des candidats du *Tea Party* pour les élections de mi-mandat en

---

<sup>582</sup> Ryan Lizza, « *Leap of Faith : The making of a Republican front-runner* », in [www.newyorker.com](http://www.newyorker.com), [En ligne]. Consulté le 21.06.2012.

<sup>583</sup> Frank Schaeffer, « *Michele Bachman Was Inspired By My Dad and His Christian Reconstructionist Friends* », in [www.alternet.org](http://www.alternet.org), [En ligne]. Consulté le 22.06.2012.

<sup>584</sup> *Ibid.*

<sup>585</sup> Ronald P. Formisano, *The Tea Party: A Brief History...*, op. cit., p. 53.

2010. Ainsi, Christine O'Donnell soutenait publiquement le constitutionnalisme biblique en déclarant à la *Values Voter Conference* (un groupe évangéliste de droite) que sa compétence première pour le poste de sénatrice était d'avoir assisté en 2002 à un cours de huit jours sur la constitution en orientant son discours autour des dangers pour la morale et les valeurs américaines des politiques menées par Barack Obama<sup>586</sup>.

Mais l'organisation qui a le plus contribué à diffuser la vision biblique de la constitution au sein du *Tea Party* est certainement le *National Center for Constitutionnal Studies*. Cette organisation, fondée en 1971 par l'écrivain américain Cleon Skousen, considère que la création des États-Unis est le résultat d'un « miracle divin »<sup>587</sup>. Cette organisation se fonde sur trois piliers:

« Comprendre la voie divine qui a permis aux États-Unis de prospérer, [...] rejeter la nature tyrannique et impie du gouvernement fédéral moderne, [et] se préparer pour le jugement divin qui détruira le gouvernement des États-Unis et qui déchirera en morceau la société américaine, permettant ainsi aux gens qui vivent suivant des principes *moraux* de reconstruire la République selon des principes plus pieux ». <sup>588</sup>

Cette vision est explicitée par son fondateur dans *The 5000 Year Leap*. Publié en 1981, ce livre est devenu un *bestseller* en 2009 quand Glenn Beck en a fait la promotion dans son émission sur la chaîne de télévision *Fox News* et en le mettant au sommet de la liste de lecture de son organisation, le *9-12 Project*<sup>589</sup>. Dans ce livre, Skousen soutient la thèse selon laquelle la constitution a été inspirée par la religion chrétienne et que les Pères fondateurs n'ont jamais eu l'intention de voir l'État collecter les impôts d'un groupe pour qu'ils soient redistribués à un autre. Il y affirme aussi que ceux qui avaient écrit la constitution souhaitaient voir se développer une nation dans laquelle l'aide sociale aux plus démunis serait assurée par la charité et non pas par le gouvernement<sup>590</sup>. Skousen soulignait le fait que les Pères fondateurs avaient été guidés par vingt-huit principes fondamentaux – Glenn Beck en a extrait neuf destinés à être à la base du *9-12 Project*. Il affirme aussi que ces principes auraient permis aux États-Unis de faire plus de progrès en deux-cent ans qu'aucune autre civilisation en cinq-

---

<sup>586</sup> *Ibid.*

<sup>587</sup> Alexander Zaitchik, « *Intelligence Report* », in [www.splcenter.org](http://www.splcenter.org), N°141, Été 2011, [En ligne]. Consulté le 01.07.2012

<sup>588</sup> *Ibid.*

<sup>589</sup> Kate Zernike, *Boiling Mad...*, op. cit., e. 1066.

<sup>590</sup> *Ibid.* e. 1086

mille<sup>591</sup>, d'où le titre de son livre. Les cinq-mille ans font également référence à une vision religieuse, le « créationnisme jeune-Terre », qui prétend que la Terre a été créée en six jours il y a environ six-mille ans. Le premier des principes énonce la croyance en une « loi divine ». Le quatrième suppose que sans religion, le gouvernement d'un peuple libre ne pourrait pas être maintenu, et bien que cela soit en opposition avec l'idée d'un « mur de séparation entre l'Église et l'État » présentée par Thomas Jefferson, l'auteur explique dans son ouvrage que ce mur n'avait été créé que pour s'appliquer au gouvernement fédéral et que les Fondateurs auraient voulu que la Bible soit enseignée à l'école, la constitution laissant aux États la possibilité de choisir leur programme scolaire<sup>592</sup>. Les groupes religieux auraient ainsi le droit de se regrouper dans des lieux publics et malgré l'absence de référence à l'économie dans la constitution, Skousen expose dans le septième principe que l'État a pour rôle « de fournir une égalité des droits, pas une égalité des choses » ce qui signifie que « sous aucun prétexte le gouvernement fédéral ne devrait être impliqué dans le bien-être de la population. Les Fondateurs pensaient que cela pourrait corrompre le gouvernement et les pauvres »<sup>593</sup> – cette mission devrait donc échoir à la population elle-même, dans le libre exercice de sa gentillesse et de son esprit de charité. Enfin, Cleon Skousen indique que les Fondateurs avaient appris des échecs des premières colonies, comme celle de Jamestown, qu'il décrit comme la première tentative de mise en place d'un « communisme séculier » où les colons devaient mettre toutes leurs récoltes en commun, supprimant leur motivation à travailler dur et ne produisant pas assez pour subvenir à leurs besoins. Comme nous l'avons dit au chapitre précédent, Kate Zernike remarque que cette histoire (bien qu'erronée) servait de conte moralisateur exposant la supériorité morale et culturelle de la vision des Pères fondateurs<sup>594</sup>.

Les organisations contribuaient également à populariser l'idée que la constitution avait été violée au moins depuis le *New Deal* et que le combat en faveur de la liberté exigeait de réduire la taille d'un Etat qu'elles jugeaient centralisateur et oppressif. La constitution dont parlent les membres du *Tea Party* n'est pas pour eux qu'un document juridique qui définit l'organisation des pouvoirs et garantit les libertés individuelles, mais aussi un « contrat » (*covenant*) fondé sur des « principes divins »<sup>595</sup> bafoués depuis des décennies par des agents anti-américains. Ainsi, Jerry Reth relevait dans un article sur le discours de Christine

---

<sup>591</sup> *Ibid.*

<sup>592</sup> *Ibid.*

<sup>593</sup> *Ibid.*

<sup>594</sup> *Ibid.* e. 1103

<sup>595</sup> *Ibid.*

O'Donnell à la *Values Voter Conference* que cette dernière avait comparé le *Tea Party* et les gens qui partageaient sa vision de la constitution au peuple élu d'Israël redécouvrant la version américaine des Écritures hébraïques et guidant le peuple vers une « période de repentance constitutionnelle »<sup>596</sup>. Cette vision suggère qu'une part essentielle des thèses de la Droite religieuse a été traduite dans l'idéologie du mouvement politique grâce à son empire institutionnel.

## 2. Moyens d'action et structures de la mobilisation

Les cadres diagnostics orientent les cadres prescriptifs en termes idéationnels mais il est également vrai que les cadres prescriptifs peuvent appeler à mettre en place des stratégies et des moyens d'action différents. En effet, bien que tous les membres du *Tea Party* s'accordent à dire que l'unité du mouvement et sa cohérence se font autour des principes de décentralisation, d'absence de leader, préférant à l'organisation pyramidale une organisation axée sur la responsabilité et l'initiative individuelle – le livre de *FreedomWorks* inclut par exemple un « kit d'activisme *grassroots* » (*Grassroots activism toolkit*) – il a été possible d'observer une multitude de moyens d'action et de stratégies mis en place et parfois contestés en interne.

L'on comprend logiquement en quoi les cadres diagnostics peuvent guider les propositions concernant la mise en place organisationnelle du mouvement. Par souci de cohérence, il serait par exemple très improbable d'organiser un mouvement fortement hiérarchisé si son objectif doit être précisément de dénoncer le centralisme de l'Etat. Le décalage entre le diagnostic et la solution ferait perdre au mouvement sa crédibilité par l'inconsistance de son discours. Il existe cependant une diversité des stratégies proposées au sein du mouvement dans la mesure où elles gardent une cohérence avec les diagnostics et les solutions exposées. Comme l'exprime Aurélie Godet en d'autres termes :

« Tout mouvement social possède un ou des leaders, qui fournissent l'inspiration et/ou une direction opérationnelle. L'inspiration se transmet au travers d'une combinaison de charisme et d'idéologie ou d'un corps de doctrine guidant l'organisation. Les leaders inspirants

---

<sup>596</sup> Jerry Reth, « *Christine O'Donnell 2010 Values Voter Summit in Washington D.C. speech* », in *www.newsopi.com*, [En ligne]. Consulté le 22.06.2012.

construisent l'idéologie du mouvement en reliant l'identité de l'organisation, ses revendications et les solutions qu'elle propose aux normes culturelles en vigueur. La direction opérationnelle, elle, inclut la planification et la coordination des moyens consacrés à la concrétisation de certains objectifs tactiques et stratégiques. »<sup>597</sup>

A la différence de la grande majorité des mouvements sociaux, le *Tea Party* a connu une forte mobilisation tout en refusant de laisser un leadership opérationnel se dégager. *FreedomWorks* parle d'un mouvement d' « idées et non de leader »<sup>598</sup>, le *Tea Party Patriots* souligne que « les vrais leaders sont chacun des patriotes »<sup>599</sup> qui participent au mouvement, Anthony Shreeve indique, quant à lui, que le mouvement n'a pas de leader parce qu'il s'agit d' « un mouvement de *Nous le Peuple* »<sup>600</sup>. Malgré tout, un certain nombre de personnes s'est démarqué et a permis d'insuffler au mouvement une identité et une cohérence. Tel est le cas de Rick Santelli, qui a utilisé le premier l'imaginaire du *Tea Party* à l'échelle nationale pour orienter la lutte contre l'administration Obama ; du libertarien de longue date et membre représentant du Parti républicain Ron Paul qui a apporté son soutien et son image au mouvement ; de Glenn Beck et Rush Limbaugh grâce à leurs émissions télévisées et radiophoniques ; de Michele Bachmann qui a créé le *Tea Party Caucus* au Congrès ; de Ryan Hecker, l'instigateur du *Contract from America* dont nous avons parlé précédemment ; ou encore de Sarah Palin dont quatorze pour cent des membres du mouvement déclarait en 2010 qu'elle les représentait le mieux au niveau national<sup>601</sup>. A noter que dans cette même enquête, trente-quatre pour cent des sondés répondait qu'aucune personne ne les représentait au niveau national, suivant la ligne directrice d'un mouvement sans leader opérationnel<sup>602</sup>. Pourtant, plusieurs organisations nationales peuvent être classées dans cette catégorie. Nous y incluons toutes les organisations qui ont, de près ou de loin, participé à l'organisation et la mobilisation du mouvement. Les plus connues étant le *Tea Party Patriots* et *FreedomWorks*, le *think tank* qui l'a aidé à voir le jour, mais nous pouvons également citer le *Tea Party Express* et sa proximité avec le Parti républicain, *Americans for Tax Reform* dirigé par Grover Norquist, l'organisation *Americans for Prosperity*, le *think tank* conservateur *Heritage Foundation* et

---

<sup>597</sup> Aurélie Godet, « Ascension et déclin du mouvement Tea Party (2009-2013) : Un défaut de leadership ? », in *Outre-Terre*, Vol. 1, N°38, 2014, p. 108.

<sup>598</sup> Dick Armey et Matt Kibbe, *Give Us Liberty: A Tea Party Manifesto...*, op. cit. p. 166.

<sup>599</sup> Jenny Beth Martin et Mark Meckler, *Tea Party Patriots: The Second American Revolution...*, op. cit., p. 12.

<sup>600</sup> Kate Zernike, *Boiling Mad...*, op. cit., e. 1408.

<sup>601</sup> « An upclose look at the tea party and its role in the midterm elections », in *washingtonpost.com*, [En ligne]. Consulté le 20.01.2013

<sup>602</sup> *Ibid.*

son pendant libertarien *Cato Institute* et bien entendu toutes les organisations de la Droite chrétienne dont nous avons parlé précédemment.

L'un des modèles qui a inspiré le caractère fortement décentralisé du mouvement se trouve dans le livre *The Starfish and the Spider : The Unstoppable Power of Leaderless Organizations* de l'entrepreneur Ori Brafman. L'analogie souligne l'importance de la décentralisation pour une organisation lui permettant de survivre et de se développer même en étant coupée de son centre, à la manière d'une étoile de mer. En conséquence l'utilisation des réseaux sociaux et des nouvelles technologies de l'information et de la communication est privilégiée puisqu'ils permettent la mise en relation d'individus géographiquement éloignés et le partage quasi-instantané d'idées. Au centre des principaux outils qui ont permis l'organisation des manifestations du mouvement et l'harmonisation de ses stratégies se trouve bien sûr Internet et les différentes possibilités qu'il offre ; la facilité de mettre en relation des gens partageant les mêmes opinions sur Facebook et de constituer des groupes de personnes partageant les mêmes opinions ; celle de Twitter pour diffuser à un large public des informations précises ; l'efficacité des *mailing lists* pour engager les membres potentiels ou garder engagés les membres du mouvement ; enfin, l'accessibilité aux informations concernant d'éventuelles manifestations centralisées sur les sites comme celui de *FreedomWorks* ou encore l'action à l'antenne et sur Internet de la chaîne *Fox News*.

L'action du *Tea Party* est indissociable d'Internet. Cet usage extensif d'un moyen de communication moderne, s'il peut paraître paradoxal pour un mouvement dont les membres ont majoritairement plus de cinquante ans, s'inscrit en fait dans la droite lignée de la tradition conservatrice américaine. Cette tendance, observée dans le camp conservateur entre les années cinquante et quatre-vingt-dix et que nous étudierons au prochain chapitre, illustre une bataille entre tradition et modernité dont Henry Adam a montré, dans son ouvrage *The dynamo and the Virgin*, qu'elle s'est en réalité livrée dès le début du XX<sup>e</sup> siècle dans la société américaine, bataille au terme de laquelle les Américains se sont rangés du côté de ce que Adam appelle la *dynamo*<sup>603</sup>, en raison des possibilités que cette dernière offre. La dynamo constitue *in fine* le moyen pour le mouvement de diffuser « les principes de la vierge ». Pour E.J. Dionne, plus que cette organisation sur Internet du *Tea Party*, ce sont le professionnalisme et ses moyens de propagande qui sont étonnants :

---

<sup>603</sup> Métaphore pour le progrès technique.

« La droite a toujours possédé son propre réseau militant souterrain. Dans les années 1960, des livres considérés comme marginaux par l'establishment politique (*A choice Not an Echo* de Phyllis Schlafly, *None Dare Call it Conspiracy* de Gary Allen) circulaient en masse parmi les conservateurs. Mais aujourd'hui les nouveaux médias, Fox News et tous les blogs conservateurs diffusent des idées assez radicales et leur donnent une caution *mainstream*. L'originalité du *Tea Party* n'est pas tant la communication de son message que sa maîtrise des nouveaux outils ». <sup>604</sup>

Lors d'un séminaire de l'organisation *FreedomWorks*, un intervenant exhortait les membres du mouvement non pas simplement à donner « de bonnes évaluations » à des ouvrages soutenant le mouvement sur des sites Internet comme *Amazon*, mais à donner « de mauvaises évaluations » à des ouvrages qui pourraient le critiquer, même s'ils ne les ont pas lus, et ce dans le but d'augmenter la visibilité des premiers et de diminuer celle des seconds <sup>605</sup>.

Il est vrai qu'à regarder les manifestations du mouvement, l'importance et l'influence des nouvelles techniques de l'information et de la communication (NTIC) ne tombent pas sous le sens. On y trouve en effet nombre de costumes d'époque, d'images, de pancartes et de références à la révolution américaine, de sorte que l'atmosphère qui en émane fait parfois plus penser à une reconstitution historique qu'à un mouvement social mobilisé par le biais du Web 2.0 et nouvellement engagé dans une lutte antifiscale, antiétatique et anti-progressiste. Mais comme le disent McCarthy, Zald et McAdam, les réserves culturelles sur lesquelles les mouvements sociaux s'appuient ne sont pas immuables. Au fil du temps, les répertoires de la lutte évoluent, et si certaines ressources passent de mode, d'autres au contraire entrent en jeu et servent de fondation à de nouvelles actions, à condition qu'elles soient disponibles et compatibles avec les orientations, les compétences et le style des nouvelles luttes. La tendance au déclin des partis politiques produit nécessairement une place vide que les formes alternatives, tentant à leur tour d'assurer certaines des fonctions des partis politiques, viennent occuper. Nous montrerons ici comment les NTIC ont permis au *Tea Party* d'accomplir ses fonctions mais également en quoi elles ont façonné, en partie, le mouvement.

Le *Tea Party* a émergé à un moment où l'idéologie conservatrice était en crise aux Etats-Unis. De George Bush à Alan Greenspan, nombreux étaient ceux qui soit pour répondre, soit pour expliquer la crise économique, n'hésitaient pas à remettre en cause les principes de

---

<sup>604</sup> E.J. Dionne, « The Appeal of Conservatism », in *fivebooks.com*, [En ligne]. Consulté le 03.07.2017

<sup>605</sup> Alex Cooke, « Tea Party America », in *BBC This World*, Londres, BBC, 2010.

l'économie de marché. Les Partis républicain et démocrate, incapable pour l'un d'apporter une réponse satisfaisante à droite et apportant pour l'autre une réponse jugée socialiste et anti-américaine, ont donc laissé un vide que le *Tea Party* s'est efforcé de remplir.

Le mécontentement se concentre sur un sentiment de perte de considération du Parti républicain pour les idéaux américains. Les actions de ce dernier constituent une réponse insatisfaisante, créant un sentiment de manque de représentation politique, ce que Kay Lawson et Peter H. Merkel nomment le « *linkage* ». Le *Tea Party* se présente alors comme une nouvelle organisation politique avec comme priorité la représentation ultra-démocratique et fondamentalement américaine de ses membres. Dans ces conditions, la rhétorique populiste s'intègre parfaitement au mouvement pour assumer la fonction qu'étaient censés remplir les partis politiques traditionnels. C'est en cela qu'ont pu s'exprimer au sein même du *Tea Party* des critiques concernant l'*establishment* républicain et un désir de chasser les RINOs (*Republicans in Name Only*) du pouvoir. La rhétorique populiste installée, les NTIC ont permis d'apporter des réponses à ce désir. Ensuite, complétée par une utilisation de moyens de communication communautaires où tous les membres s'expriment au même niveau, sans hiérarchie, la rhétorique a orienté les moyens d'action vers ce qui permet une pression populaire directe des citoyens sur les représentants (mailings et prises de contacts directes avec des représentants sont une action conseillée par *FreedomWorks*) en court-circuitant les élites. L'utilisation des NTIC aura donc favorisé une organisation décentralisée du mouvement en fournissant le lien citoyen-gouvernement que les partis politiques n'étaient plus capables d'assurer.

Mais en plus de pouvoir remplir cette fonction de lien, les NTIC ont également aidé à légitimer les propositions du mouvement. L'utilisation des NTIC dans l'articulation du discours du *Tea Party* se présente donc comme une forme de légitimation néo-populiste. Une revendication en particulier attire notre attention en ce qu'elle semble créer un cas idéal-typique : celle d'un « *eCongress* » ou « Congrès virtuel ». Le principe du « congrès virtuel » se définit par le fait qu'avec l'aide des nouvelles technologies, les représentants n'auraient plus besoin de venir à Washington pour pouvoir représenter le peuple. Cette proposition formulée par le *Tea Party Patriots* est décrite comme présentant de nombreux avantages. Premièrement, reprenant dans une critique populiste classique, Jenny Beth Martin déclare que

le « *eCongress* empêcherait les élus de se cacher de leurs électeurs pour toujours »<sup>606</sup> en passant leur vie entière à Washington et en évitant de rendre des comptes au niveau local. En effet, pour l'organisation, après les élections les représentants seraient immédiatement corrompus par le pouvoir qu'ils utiliseraient à leur profit et en se coupant définitivement du peuple. Le second avantage avancé par le *Tea Party* est que cela permettrait aux représentants d'être à la fois auprès du peuple et auprès des autres représentants pour pouvoir débattre. Enfin, il insiste sur le fait que le « Congrès virtuel » serait une excellente méthode pour réduire les dépenses de l'État.

Nous notons que cette proposition regroupe les deux caractéristiques du populisme, dégagées par Guy Hermet, que sont « la magie politique et la temporalité mythique du discours », car en outre le fait que les représentants seraient censés pouvoir être partout en même temps, auprès de leurs concitoyens locaux et auprès des autres représentants, la solution est présentée par le *Tea Party* comme une « solution miracle », économiquement mais aussi face à la crise de la représentation, et ce sans considération pour les risques de fraudes, piratages ou pressions externes lors des votes alors que l'environnement des représentants ne peut être assuré ; aux problèmes que le vote virtuel pourrait poser, le *Tea Party* propose comme seule solution de « pouvoir regarder les enregistrements des représentants pour qu'ils puissent dire “Wait a minute, I didn't vote *Yes* on funding that teapot museum !” »<sup>607</sup>, ce qui ne constitue pas néanmoins une véritable réponse. Il s'agit donc simplement pour eux d'adapter la démocratie à son temps. Au Congrès à Washington pour le XVIII<sup>e</sup> siècle répond le Congrès virtuel et délocalisé pour le XXI<sup>e</sup> siècle.

Dans un deuxième temps, nous souhaitons mettre l'accent sur l'importance du *community organizing* au sein du *Tea Party*. Pratiqué par les militants de gauche durant la campagne de 2008 pour l'élection de Barack Obama et moqué par Sarah Palin, il est rapidement devenu un des modèles d'organisation et d'action pour les membres à la base du mouvement comme l'avouait Matt Kibbe dans une interview à la BBC<sup>608</sup>, laissant par la même occasion une place centrale aux « intellectuels » selon la définition qu'en faisait Friedrich Hayek en 1949 dans *Les Intellectuels et le Socialisme* :

« In all democratic countries, in the United States even more than elsewhere, a strong belief prevails that the influence of the intellectuals on politics is negligible. This is no doubt true of

---

<sup>606</sup> Jenny Beth Martin et Mark Meckler, *Tea Party Patriots: The Second American Revolution...*, op. cit., p. 90.

<sup>607</sup> *Ibid.* p. 91.

<sup>608</sup> Alex Cooke, « Tea Party America »..., op. cit.

the power of intellectuals to make their peculiar opinions of the moment influence decisions, of the extent to which they can sway the popular vote on questions on which they differ from the current views of the masses. Yet over somewhat longer periods they have probably never exercised so great an influence as they do today in those countries. This power they wield by shaping public opinion. [...] He need not possess special knowledge of anything in particular, nor need he even be particularly intelligent, to perform his role as intermediary in the spreading of ideas. What qualifies him for his job is the wide range of subjects on which he can readily talk and write, and a position or habits through which he becomes acquainted with new ideas sooner than those to whom he addresses himself.”<sup>609</sup>

L’accent est donc mis sur l’action et la responsabilité de chacun des individus qui se feraient les relais des idées d’un mouvement ; travail dont l’efficacité est encore plus accentuée avec les moyens de communication modernes. Ainsi, en avril 2012, *FreedomWorks* reprenait, durant un atelier de travail à la convention de l’*Association of Private Enterprise Education*<sup>610</sup>, une phrase de Friedrich Hayek devenue par la suite l’une des pierres angulaires de l’organisation :

« Nous avons besoin de leaders intellectuels qui soient préparés à résister aux flatteries des gens puissants et influents, qui aient envie de travailler pour un idéal, aussi faibles soient les perspectives de sa prochaine réalisation. Il doit s’agir d’hommes qui veulent adhérer à des principes et se battre pour leur pleine réalisation, aussi éloignée soit elle. Ils devront abandonner les compromis pratiques aux hommes politiques ». <sup>611</sup>

Par cette idée, *FreedomWorks* veut établir une distinction fondamentale au sein du mouvement entre les hommes politiques et les « intellectuels » engagés dans un combat sans compromis sur le long terme en se marginalisant volontairement de la scène politique notamment au travers de méthodes d’action que nous pouvons rapprocher de ce que Gramsci nommait des stratégies « métapolitiques », c’est-à-dire une stratégie qui « consiste à agir dans le champ idéologique et culturel, préalablement à la prise du pouvoir effectif (politique) »<sup>612</sup>. Il serait donc possible de changer ce qu’Hayek nomme le « climat d’idées » sans devoir s’engager en politique, ce qui a constitué une scission majeure au sein du *Tea Party* quant aux moyens à utiliser pour maximiser l’efficacité de la diffusion des idées du mouvement.

---

<sup>609</sup> Friedrich A. Hayek, « The Intellectuals and Socialism », in *The University of Chicago Review*, Printemps 1949.

<sup>610</sup> Ari Armstrong, « Hayek and the Tea Party », in *youtube.com*, [En ligne]. Consulté le 09.06.2012.

<sup>611</sup> Friedrich A. Hayek, « The Intellectuals and Socialism »..., art. cit.

<sup>612</sup> « Métapolitique », in Erwan Lecœur *Dictionnaire de l’extrême droite*, Paris, Larousse, 2007, p. 202-203.

D'un côté se situent les membres qui souhaitent s'engager pleinement dans le combat partisan puisqu'ils considèrent que seul ce moyen permettra de produire des changements effectifs. Généralement, le chemin institutionnel est privilégié par les organisations préexistantes, les *think tank*, les groupes de pression. De l'autre côté se situent les « nouveaux venus », qu'il s'agisse d'organisations ou de membres, qui proposent de rester en-dehors de la lutte partisane qu'ils voient comme le haut lieu de la corruption, du cynisme, de la domination de l'intérêt personnel sur l'intérêt commun et de la compromission idéologique.

Parmi les parcours institutionnels évoqués, le premier envisage une prise de contrôle du Parti républicain en raison du diagnostic précédemment formulé qui pointe du doigt une trahison de l'*establishment* républicain et la nécessité de chasser les *Republican In Name Only*. Michael Behrent parle d'une stratégie similaire à l'entrisme des groupuscules de gauche dans les années 1970, le but étant d'infiltrer le Parti républicain pour lui faire adopter une ligne idéologique plus radicale<sup>613</sup>. Les exemples les plus frappants de cette pratique ont été observés lors des élections de mi-mandat où des candidats *outsiders*, dans leur majorité peu connus à l'époque, ont réussi à remporter les primaires républicaines face à des candidats de l'*establishment*. Dans le Kentucky, Rand Paul a gagné sa campagne contre Trey Grayson alors que selon ses dires, il n'était « même pas invité au forum républicain au début de sa campagne »<sup>614</sup>. Mais après le soutien apporté par Sarah Palin à sa candidature parce qu'ils étaient « tous les deux d'accord sur l'idée de secouer le *statu quo* à Washington et défendre des idées de sens commun »<sup>615</sup>, Paul avait déclaré que contrairement à la machine républicaine l'élan qui l'avait fait gagner venait de la base et non du sommet de l'appareil politique. En Floride, Marco Rubio a également fait son apparition sur la scène politique nationale après avoir défait Charlie Crist, un représentant républicain de longue date dont nous avons parlé au chapitre précédent. Dans l'Utah, Mike Lee a gagné la course au Sénat après avoir vaincu Tim Bridgewater et le candidat sortant Bob Bennett.

*FreedomWorks* fait également partie des organisations qui demandent une prise de contrôle pure et simple du GOP, tout comme le *Tea Party Express* pour qui les efforts des militants doivent se traduire sur le plan électoral d'où, notamment, la création par Michele Bachmann du groupe parlementaire *Tea Party Caucus* regroupant exclusivement des

---

<sup>613</sup> Michael C. Behrent, « Tea Party Patriots : le renouveau de la droite américaine »..., op. cit.

<sup>614</sup> Rand Paul, *The Tea Party Goes to Washington*, New York, Center Street, p. 73.

<sup>615</sup> *Ibid.*

représentants républicains. Bien qu'elle insiste également sur l'importance du travail individuel des militants, l'organisation *FreedomWorks* avance plusieurs arguments qui font de la politique institutionnelle l'horizon du mouvement. Le *think tank* insiste sur les « *politics as usual* », que l'on pourrait traduire par la « politique politicienne », menée aussi bien à droite qu'à gauche et qui aurait conduit les deux grands partis à se perdre dans la recherche d'une majorité perpétuelle. Ils se seraient ainsi déconnectés des aspirations du peuple et ne serviraient que leurs propres intérêts. C'est dans cette optique que le *Tea Party* doit être capable de renouveler le Parti de l'intérieur et de le recentrer sur les principes du conservatisme qui ont été peu à peu abandonnés. De plus, *FreedomWorks* souligne la tendance des systèmes à fonctionner dans le seul but de se protéger des influences extérieures. Ainsi, essayer d'avoir un impact sur la politique institutionnelle américaine en fondant un troisième parti serait une stratégie vouée à l'échec. Pour illustrer cela, l'organisation évoque la candidature de Ross Perot à l'élection présidentielle de 1992, qui malgré une dépense d'argent considérable n'avait réussi à s'assurer aucun vote du collège électoral, ou encore celui de Ron Paul qui, avant son succès en Floride, avait toujours perdu lorsqu'il s'était présenté sous la bannière du Parti républicain ou sous celle du Parti libertarien ; quant aux efforts du Parti libertarien et du Green Party, « leur manque de représentation montre à quel point il peut être long d'établir l'infrastructure nécessaire pour influencer le Congrès, et ce temps perdu constitue autant d'occasions manquées de reprendre l'Amérique des mains des gros dépensiers de Washington »<sup>616</sup>. C'est pourquoi seule une stratégie dont la finalité est la prise de pouvoir du GOP semble trouver grâce aux yeux de l'organisation – le *think tank* va même jusqu'à parler d'« *hostile takeover* », c'est-à-dire une OPA hostile.

Joseph Farah, ancien collaborateur de Rush Limbaugh, critique le manque d'ambition de certains au sein du mouvement. Certes, il reconnaît que reconquérir le Parti républicain peut assurer un impact immédiat face aux « efforts de Washington de s'emparer de nos libertés »<sup>617</sup>, mais cela ne resterait qu'un coup d'épée dans l'eau dans la mesure où les partis politiques, républicains et démocrates, n'ont pas comme principe fondamental de respecter et garantir l'esprit et la lettre de la constitution américaine. Farah appelait donc à une prise de contrôle des deux principaux partis – ici aussi le terme de *takeover* est utilisé – à l'occasion

---

<sup>616</sup> Dick Armey et Matt Kibbe, *Give Us Liberty: A Tea Party Manifesto...*, op. cit. p. 126.

<sup>617</sup> Joseph Farah, *The Tea Party Manifesto: A vision for an American Rebirth*, édition électronique, WND Books, e. 663.

des élections de mi-mandat de 2014 dans le but de réduire au maximum l'ampleur des batailles politiques et la marge de manœuvre des Partis :

“[Both major parties] are controlled by a limited number of activists. This uprising that has occurred in the last year should be a signal to us all that we don't have to be satisfied with having one of the two American political parties committed to preserving American. We can and should have them both. Wouldn't be nice if the two major parties in America fought over minor issues rather than fundamental structural issues? Wouldn't it be nice if both parties were committed to observing the Constitution? And if both actually wrangled over how to empower individuals and states rather than promoting bigger and more intrusive central government?”<sup>618</sup>

A la lecture des dernières lignes de cette citation, il est nécessaire de souligner le caractère somme tout antipolitique de certaines des propositions du mouvement, réduisant l'action des trois branches de l'Etat, que ce soit l'exécutif, le législatif et le judiciaire à une application à la lettre de la constitution sans marge de manœuvre externe. L'administration devrait n'appliquer que des programmes et n'être composée que de départements prévus par la constitution, le Congrès ne proposer des projets de loi nouveaux que s'ils trouvent leur justification dans la constitution et les juges – notamment ceux de la Cour Suprême – appliquer les règles constitutionnelles selon l'intention et la signification données par les Pères fondateurs au moment de leur écriture suivant la doctrine originaliste. Ces éléments vont dans le sens de l'hypothèse que nous avons avancée selon laquelle des environnements polarisés, ou perçus comme tels – c'est-à-dire des environnements où de fortes tensions sont présentes et où les enjeux sont perçus comme ayant une portée très large – ont tendance à produire et à privilégier des solutions et des stratégies radicales et donc polarisantes. En somme, un environnement polarisé est, semble-t-il, plus enclin à créer des réponses polarisantes.

Il existe également une frange du mouvement pour qui l' « engagement, c'est la mise en gage »<sup>619</sup>. Dès lors que les membres du mouvement participeront au jeu institutionnel, ils seront exposés aux dangers de la « classe dirigeante » et entraînés dans un abandon des principes qui doivent guider les activistes. C'est l'idée qu'expriment notamment Glenn Beck et Rick Santelli pour qui Washington est synonyme de cynisme, de luttes pour les intérêts personnels et de trahison du peuple. Elizabeth Price-Foley, quant à elle, présente une vision moins négative des organes législatifs américains mais insiste sur la liberté que cela donne au

---

<sup>618</sup> *Ibid.*

<sup>619</sup> Jacques Ellul, *L'illusion politique* [1965], Paris, La Table Ronde, 2004, p. 233.

mouvement de ne pas se constituer sous la forme d'un parti politique et l'importance qu'il y a à s'élever « au-dessus de la petite politique (*petty politics*) »<sup>620</sup>. La juriste insiste également sur le fait que dans le contexte actuel, les étiquettes « conservateur » ou « libéral » ne sont plus à-propos puisque seule la « défense de la constitution, de son sens et de ses principes fondateurs »<sup>621</sup> importe. C'est également ce sur quoi John O'Hara met l'accent tout en soulignant que des actions doivent être prises concrètement tous les jours par les membres du mouvement. Les manifestations ne sont pas une fin en soi et l'auteur présente aux lecteurs une liste de moyens d'influencer les dirigeants politiques directement et indirectement tout en gardant leur indépendance<sup>622</sup>. Parmi les moyens d'action, il conseille d'appeler ou d'aller voir les représentants pour se faire entendre directement et le plus possible (pensons aux réunions surreprésentées par les membres du mouvement organisées dans les mairies) ; mais aussi d'écrire aux médias (presse et audiovisuel) si des événements sont en train d'être organisés ou si d'autres ont été injustement relayés ; bien entendu de voter « tôt et souvent » selon la formule de Richard J. Daley, représentant démocrate du milieu du XX<sup>e</sup> siècle et de ne pas simplement « hurler sur sa télévision »<sup>623</sup> ; de rejoindre un groupe local du mouvement pour faciliter les campagnes de pétitions ; et enfin, de contribuer financièrement et en donnant de son temps aux organisations qui éduquent et font pression sur le Congrès concernant les questions qui leur sont chères<sup>624</sup>. Tous ces moyens, résumés par Farah, sont souvent évoqués et font largement consensus dans l'ensemble du mouvement.

Selon les politologues Kay Lawson et Peter H. Merkl, les Etats-Unis nous fournissent un exemple particulièrement intéressant de déclin des partis traditionnels et de montée d'organisations politiques alternatives (*non-party political alternatives*), comme les PAC, les mouvements *single-issue*, les lobbies, les groupes d'intérêt ou les organisations citoyennes qui absorbent lentement les fonctions traditionnellement remplies par les partis. Localement, précisent-ils, les organisations qui constituaient la base du modèle américain du parti politique ont pratiquement disparu<sup>625</sup>. C'est dans cette optique que s'inscrit la stratégie du *Tea Party Patriots* et du *9-12 Project*. Pour le *Tea Party Patriots*, la raison de son non-engagement dans

---

<sup>620</sup> Elizabeth Price-Foley, *The Tea Party: Three Principles...*, *op. cit.*, p. II.

<sup>621</sup> *Ibid.* III.

<sup>622</sup> John O'Hara, *A New American Tea Party: The Counterrevolution Against Bailouts, Handouts, Reckless Spending, and More Taxes*, New Jersey, John Wiley & Sons, 2010, p. 250.

<sup>623</sup> *Ibid.*

<sup>624</sup> *Ibid.*

<sup>625</sup> Kay Lawson et Peter H. Merkl, *When Parties Fail: Emerging Alternative Organizations*, Princeton, Princeton University Press, 1988, p. 171.

la politique partisane est double. L'organisation rejoint Beck et les militants qui parlent de Washington comme d'un lieu acquis à la cause des puissants, mais pour Jenny Beth Martin et Mark Meckler le succès du *Tea Party* réside dans l'adéquation qui existe entre ses principes fondateurs et ceux de l'Amérique. Ses croyances seraient ancrées dans l'ADN des Américains<sup>626</sup>. Le mouvement n'aurait pas besoin de s'engager dans la politique, puisqu'aucune réelle avancée ne peut y être accomplie. Les notions de troisième voie, d'air nouveau sont alors centrales dans la rhétorique de cette partie du mouvement, recherchant volontairement une marginalité face à un système non-seulement défectueux mais dangereux. L'accent est alors mis sur l'action locale des membres dans chacun des Etats américains et dans chacun des domaines. En effet, bien que l'organisation précise ne pas se mêler des questions sociales, elle propose en citant George Orwell que les membres partent à la reconquête des méthodes d'éducation et de l'emprise de l'Etat sur l'éducation des jeunes générations ainsi qu'à la reconquête de la culture populaire :

« Selon les mots de l'auteur de *1984* et de *La Ferme des Animaux*, les deux livres les plus importants jamais écrits dans la lutte contre le collectivisme : "Ceux qui contrôlent le passé contrôlent l'avenir ; ceux qui contrôlent le présent contrôlent le passé." La clé du contrôle du présent est la culture populaire »<sup>627</sup>.

Encore une fois, il est logique de voir certains membres et organisations du mouvement proposer des stratégies « hors de la politique » puisque les problèmes identifiés sont eux aussi « au-delà de la sphère politique » puisque culturel et moraux.

Cependant, faut-il voir dans cette relative unité des solutions apportées par le *Tea Party* une remise en cause de notre modèle théorique mêlant influence d'organisation du mouvement social et influence de militants de la base pour expliquer la forme tant idéologique qu'organisationnelle du *Tea Party* ? Nous affirmons qu'au contraire, l'action des *think tanks*, des organisations religieuses et des médias conservateurs a dirigé et permis une unification du message sur le plan national.

---

<sup>626</sup> Jenny Beth Martin et Mark Meckler, *Tea Party Patriots: The Second American Revolution...*, op. cit., p. 23.

<sup>627</sup> *Ibid.* p. 187.

### 3. L'influence des médias en question

La question de l'influence des médias sur la population existe depuis le milieu du XX<sup>e</sup> siècle. L'ouvrage séminal de Sergei Tchakhotine, *Le viol des foules par la propagande politique*, publié en 1939, pose les fondements des recherches dans ce domaine. A l'époque, Tchakhotine transpose la théorie des réflexes conditionnés de Pavlov à la psychologie sociale et conclue qu'un message répété, qui transmet en plus des symboles et des mythes, influence nécessairement les individus. Plus tard, Paul Lazarsfeld remettra en cause les résultats de Tchakhotine dans *The People's Choice* en insistant sur le fait que les médias ne peuvent pas transformer de manière radicale les opinions individuelles, mais peuvent cependant renforcer des opinions préexistantes. Il existe plusieurs raisons à cette relativisation, d'abord l'exposition sélective des individus aux messages, c'est-à-dire qu'ils ne sont plus vus comme passif devant les médias mais peuvent choisir leur source d'information et l'importance du groupe primaire, autrement dit l'influence du cercle familial, amical, professionnel prévaut sur l'éventuelle influence des médias. A la suite de Lazarsfeld, les recherches se sont orientées dans deux directions. La première voit l'influence médiatique principalement comme la conséquence de la mise sur l'agenda (*agenda-setting*). En somme, l'influence ne dépend pas tant du fait qu'ils diraient « ce qu'il faut penser », mais de « ce à quoi il faut penser ». En tirant dans les événements de l'actualité, les médias auraient un pouvoir substantiel d'orientation de l'opinion. Enfin, dans les années soixante, Marshall McLuhan insiste sur la forme que prend le message. Pour lui, les médias tirent moins leur influence de ce que dit l'émetteur que du pouvoir « hypnotique » du vecteur. De plus, les informations ponctuelles fournies sont moins importantes en termes d'influence que les mythes et les symboles qui sont mis en scène.

Ces quatre directions prises par les recherches sur l'influence des médias seront utilisées dans cette partie qui aura pour but d'analyser les méthodes et la capacité de motivation du discours du mouvement sur les membres effectifs et potentiels dont la finalité n'est pas tant l'acquisition d'une orthodoxie, que celle d'une ortho-praxis.

A entendre les propos – déjà évoqués – tenus sur *Fox News* la semaine suivant l'élection de Barack Obama, il est difficile d'imaginer que son discours de victoire du 4 novembre 2008 contient autant de références aux « principes fondateurs » et au « passé glorieux » des Etats-Unis, qu'il insiste sur l'idée que « l'Etat ne peut pas résoudre tous les

problèmes »<sup>628</sup>, souligne que les histoires individuelles ont permis une destinée commune, avertit que les ennemis de l'Amérique « seront détruit »<sup>629</sup>, et précise que la force des Etats-Unis vient de la défense de ces idéaux de démocratie, de liberté, d'opportunité et d'espoir indéfectible. Finalement, en citant Abraham Lincoln, Barack Obama assure que « nous ne sommes pas ennemis, mais amis. Nous ne devons pas être ennemis. Bien que la passion les ait éprouvés, elle ne doit pas briser nos liens d'affection »<sup>630</sup>. Ainsi, loin de faire le jeu de l'idée de « guerre culturelle », il se concentre sur l'importance de l'unité.

Quoi qu'il en soit, il semble exister un réel décalage entre le message du président nouvellement élu et l'avertissement émis face à la menace qu'il représente. C'est dans ce décalage que se situe une partie du travail de cadrage motivationnel du *Tea Party*, une partie effectuée par les médias conservateurs dont *Fox News* est en grande responsable. Par conséquent, il est important d'étudier le discours de la chaîne d'information en faisant appel à la notion de « cadres médiatiques » qui sont pour Reese « des structures qui dessinent des frontières, établissent des catégories, définissent des idées comme étant centrales ou non »<sup>631</sup>. Ils constituent des « calques permanents qui organisent le discours » et sont définis par Boykoff et Laschever comme des « paquets d'information consistants et cohérents que les journalistes fournissent dans le but de donner aux événements de la structure et du sens. Les cadres médiatiques organisent les sujets simultanément en regardant le passé, lorsqu'ils indiquent ce qui s'est produit, et l'avenir, lorsqu'ils offrent des pistes d'interprétations »<sup>632</sup>. Enfin, il est important de souligner que les cadres médiatiques peuvent soit aller à l'encontre de la représentation que les mouvements sociaux ont d'eux-mêmes, soit les conforter dans cette vision.

Le premier cadre médiatique que nous retrouvons sur l'antenne de *Fox News* est celui qui présente le *Tea Party* comme un mouvement formé par des « Américains ordinaires ». Cette partie ne s'intéressera pas à faire la sociologie du mouvement et donc de savoir si cela est réellement le cas, si le mouvement est constitué par des Américains ordinaires révoltés par le chemin suivi par les Etats-Unis symbolisé par les politiques de l'administration Barack

---

<sup>628</sup> Vision développée par Barack Obama et sur laquelle nous reviendrons au chapitre 4.

<sup>629</sup> Discours de Barack Obama sur l'état de l'Union, 2012.

<sup>630</sup> Discours de Barack Obama sur l'état de l'Union, 2010.

<sup>631</sup> S.D. Reese, « The framing project: A bridging model for Media Research Revisited », in *Journal of communication*, Vol. 57, N°1, mars 2007, p. 150.

<sup>632</sup> Jules Boykoff et Eulalie Laschever, « The Tea Party Movement, Framing and the US Media », *Social Movement Studies*, Vol. 10, n°4, novembre 2011, p. 346.

Obama. Cette question a déjà été traitée précédemment. Nous souhaitons, ici, savoir si le traitement médiatique par *Fox News* a pu avoir un poids sur la mobilisation du mouvement.

Depuis le 17 février 2009 et la diatribe de Rick Santelli, l'accent a été mis sur l'idée d'une contestation de la « majorité silencieuse ». Cette idée a été centrale pour les militants du *Tea Party*, faisant du mouvement un agir ensemble pour la défense de la « voie américaine ». Cependant, les médias ont également décrit les membres du mouvement comme des racistes, des extrémistes réactionnaires se sentant menacés par les changements annoncés par Barack Obama. Dans une étude regroupant plus de deux mille sources journalistiques (télévisuelle et presse) de février 2009 à novembre 2010 dont quatre cent cinquante concerne l'opposition « Américains ordinaires » contre « mouvement d'extrémistes », Boykoff et Laschever recensent cinquante reportages de *Fox News* qualifiant le *Tea Party* de mouvement d' « Américains ordinaires » soit trente-quatre pour cent de leur couverture médiatique totale. Ce résultat marque un contraste fort avec la couverture médiatique du reste de leur échantillon, qu'il s'agisse de télévision ou de presse. En effet, le taux d'articles ou de reportages montrant le *Tea Party* comme un mouvement d' « Américains ordinaires » tombe à un peu moins de dix pour cent. Inversement, le taux de reportage de *Fox News* mentionnant les tendances extrémistes au sein du mouvement est de treize pour cent de l'ensemble des reportages de la chaîne, là où il avoisine les trente-deux pour cent pour le reste des médias et organes de presse. Pour accentuer davantage ce contraste, les reportages qui évoquaient l'idée d'extrémisme dans le mouvement le faisaient sous la forme du sophisme de l'épouvantail, c'est-à-dire en présentant des critiques erronées et difficilement défendables du mouvement pour ensuite les réfuter. Représenté de manière positive par la chaîne d'information en continu, le *Tea Party* a pu être aidé dans ses efforts de motivation à la mobilisation. D'autant plus que, comme nous allons le voir, l'utilisation de cadres médiatiques dépeignant une image positive du mouvement est systématique dans le cas du média conservateur.

En effet, Boykoff et Laschever référencent dans un deuxième temps l'utilisation dans le discours médiatique d'un cadre « mouvement *grassroots* » face à celui d'un « mouvement affilié à l'*establishment* ». Alors que l'ensemble du corpus comprend en moyenne vingt-quatre pour cent d'articles et de reportages décrivant le mouvement comme *grassroots* et quatorze comme affilié à l'*establishment*, la chaîne *Fox News* a utilisé la première dans près de trente-sept pour cent de la totalité de ses reportages, ne parlant de lien avec l'*establishment* que dans environ cinq pour cent des cas. Une fois de plus, ceci a eu un double effet. Premièrement, l'image renvoyée par *Fox News* a conforté les membres du mouvement dans la

représentation qu'ils avaient d'eux-mêmes, se décrivant invariablement comme faisant partie d'un mouvement « de la base populaire ». La chaîne a ainsi participé de manière substantielle à la formation de l'identité du mouvement pour les militants, mais elle a également contribué à renvoyer un message positif du mouvement auprès d'un large public composé de membres potentiels. Par ailleurs, la motivation pour rejoindre la mobilisation a pu être transmise à travers la rhétorique populiste accompagnant cette opposition de cadres « *grassroots* » contre « lié à l'*establishment* », point sur lequel nous reviendrons en détail plus bas.

Dans un troisième temps, les deux chercheurs proposent l'analyse de l'opposition entre des cadres médiatiques présentant le mouvement comme répondant à des « frustrations fiscales et fédérales » face à un mouvement formé autour d'un « amalgame de revendications ». Le fait que le cadre « frustrations fiscales et fédérales » ait été le deuxième cadre journalistique le plus fréquemment utilisé montre qu'à ses débuts, le mouvement a été relativement efficace pour présenter ses revendications et ses propositions autour de la dominante économique et politique que nous avons étudié ci-dessus. D'ailleurs, bien que *Fox News* face encore partie de ceux qui utilisent le plus ce cadre, elle ne se détache pas autant que pour les deux cas que nous avons vu auparavant. Avec quarante-cinq pour cent de l'ensemble de ses reportages abordant ce cadre, la chaîne se place en deuxième position derrière le *Wall Street Journal* (46%) et *CNN* (42,3%). Il est important de rappeler que l'étude de Boykoff et Laschever répertorie des sources journalistiques au début du développement du mouvement, de février 2009 à novembre 2010, d'où la sous-représentation du mouvement comme ayant une portée plus globale au milieu d'une « guerre culturelle ». Seulement cinq pour cent des sources traitées présentaient le *Tea Party* à son origine comme une mosaïque de revendications, sans réel message ou proposition au-delà de sa colère dont la direction pouvait être redirigée suivant l'actualité.

Enfin, la dernière opposition de cadres journalistiques représente le mouvement soit comme ayant (et ayant eu) un potentiel « impact lors de l'élection » de mi-mandat en 2010, soit comme étant un « feu de paille ». Cette opposition de cadre, bien que ne concernant pas directement la représentation que le mouvement a de lui-même, a malgré tout pu avoir une influence en termes de motivation des membres potentiels. En effet, présenter le mouvement comme marginal aurait pu avoir comme conséquence son manque de mobilisation. Mais puisque que plus de soixante-six pour cent des reportages et des articles en de l'ensemble des médias en ont parlé comme d'un phénomène qui aurait une certaine importance lors de

l'élection de 2010, cela a pu inciter les sympathisants à venir forcer les rangs du *Tea Party* en montrant qu'ils n'étaient pas seuls et qu'ils pourraient se faire entendre par son intermédiaire.

En définitive, le mouvement a été qualifié en des termes relativement positifs deux fois plus qu'en termes négatifs, mettant majoritairement l'accent sur le fait qu'il soit composé d'« Américains ordinaires », organisé de manière décentralisée, avançant des revendications « ordinaires », tout ceci lui conférant un poids politique substantiel.

“Such affirmative coverage helped the TPM (Tea Party Movement) meet a number of key preconditions for successful collective action. In fact, the precondition that sits at the center of our analysis – obtaining preferably positive media coverage – fed other preconditions such as solidarity-building, movement-recruiting, securing the support of bystander publics, nurturing leadership structures, and carving out tactical space to pursue goals.”<sup>633</sup>

Mais au-delà de la couverture médiatique dans sa globalité, il reste que le rôle de *Fox News* a été fondamentalement différent de celui des autres médias. Rappelons ici que Williamson et Skocpol parlaient de la chaîne d'information comme d'une « organisation nationale du mouvement social »<sup>634</sup> et soulignent son rôle fondamental dans la construction et consolidation du mouvement :

“Fox News did just that for the Tea Party, promoting the label and providing a venue for the leading voices, articulating a sense of pride and power among conservatives discouraged after November 2008, and spreading information about how people could get involved in national occasions to display solidarity and collective voice. All of these are invaluable aids to collective action among dispersed, not previously interconnected people.”<sup>635</sup>

Au rôle actif qu'a pu avoir *Fox News* sur la mobilisation, c'est-à-dire en renvoyant une image positive et en fournissant une aide matérielle, il faut également ajouter son influence indirecte sur le mouvement, qui s'est produit au travers du traitement médiatique des autres médias par *Fox News*. Plus que tous les autres médias, la chaîne conservatrice a consacré une part importante dans sa couverture du mouvement à décrédibiliser et à attaquer ses concurrents. Alors que la moyenne d'articles et reportages mentionnant des médias rivaux se situe autour de dix-sept pour cent, le chiffre s'élève à trente-quatre pour cent dans le cas de *Fox News* et près de vingt-huit pour cent pour *MSNBC*, une chaîne d'information à la ligne

---

<sup>633</sup> Jules Boykoff et Eulalie Laschever, « The Tea Party Movement, Framing and the US Media », *art. cit.* p. 358.

<sup>634</sup> Vanessa Williamson, Theda Skocpol et John Coggin, « The Tea Party and the Remaking of Republican Conservatism », *art. cit.*

<sup>635</sup> *Ibid.*

éditorialiste progressiste. Pour le politiste américain Matthew Levendusky cette tendance à l'affrontement médiatique a pour conséquence de polariser les individus déjà politisés mais n'a peu ou pas d'effet sur le grand public.

“These programs contribute to polarization not by shifting the center of the ideological distribution, but rather by lengthening the tails (i.e., moving the polarized even further away from the center). [...] Those who watch these shows are more partisan, politically interested, and politically involved; these are the individuals who are more likely to make their voices heard in the halls of power. So to the extent that these shows matter, it is by influencing this relatively narrow audience. These programs have few direct effects on most Americans.”<sup>636</sup>

Les rapports entre médias, qualifiés de « mainstream » succombant à la « Obama-mania »<sup>637</sup> face à une chaîne d'information vue comme n'arrivant pas à traiter son objet de manière objective ou même d'être à l'origine de la colère exprimée par les militants du *Tea Party*, créent ce que Shanto Iyengar, Gaurav Sood et Yphtach Lelkes une « polarisation affective ». Contrairement à une polarisation idéologique, qui implique que les individus adoptent des positions idéologiques plus radicales, la polarisation affective augmente l'hostilité envers le camp adverse. Par conséquent, le traitement médiatique du *Tea Party* et l'animosité ambiante a permis la motivation des membres effectifs et potentiels du mouvement en augmentant l'image négative qu'ils pouvaient avoir des démocrates et des progressistes.

Les cadres font donc l'objet d'une lutte interne aux mouvements, comme nous l'avons illustré avec l'exemple des cadres diagnostics et prescriptifs au sein du *Tea Party*. Les cadres subissent également les conséquences des affrontements externes aux mouvements. Comme le montrent Entman et Rojecki<sup>638</sup> ou encore McCarthy *et al.*<sup>639</sup>, les mouvements ont généralement très peu de contrôle concernant la manière dont eux et leurs revendications sont représentés par les médias. Ceci signifie que si le travail des médias peut inciter des individus à s'engager dans la lutte, cet effet reste limité. L'exemple de *Fox News* nous montre au contraire que l'un des objectifs premiers de l'organisation était bel et bien d'avertir la population face à ce qu'elle considérait constituer une menace pour les Etats-Unis,

---

<sup>636</sup> Matthew S. Levendusky, « Why Do Partisan Media Polarize Viewers? », *American Journal of Political Science*, Vol. 57, N°3, juillet 2013.

<sup>637</sup> Une expression utilisée notamment par Sarah Palin.

<sup>638</sup> Entman R. M., Rojecki A. « Freezing out the public: elite and media framing of the U.S. anti-nuclear movement », *in Polit. Commun.* Vol. 10, pp. 155–173

<sup>639</sup> McCarthy JD, Smith J, Zald MN. « Assessing public media, electoral, and governmental agendas ». *in McAdam et al., op. cit.*, 1996, pp. 291–311.

d'encourager les membres actifs du *Tea Party* à poursuivre leurs efforts et de pousser les sympathisants à le rejoindre. La chaîne de télévision a donc activement participé à la consolidation et la cohérence idéationnelle du mouvement tout en motivant la mobilisation directement et indirectement au travers de son discours fournissant des ressources matérielles et immatérielles et en critiquant les autres médias.

Pour conclure sur le rôle des médias nationaux dans la création et la consolidation idéationnelle du *Tea Party*, Williamson, Skocpol et Coggin observaient en 2011 un manque de distinction dans les préoccupations des groupes locaux du *Tea Party*. En examinant le *Greater Boston Tea Party*, ils notent une forte similarité entre la composition et le discours du groupe et celui d'autres *Tea Party* locaux ou du *Tea Party* à l'échelle nationale.

Like their fellow Tea Partiers across the United States, those in Massachusetts are older, white, and predominately male. [...] In addition, Bay State Tea Party activists envelop themselves with the same conservative news sources used by other Tea Party participants. When we asked Massachusetts Tea Party activists an open-ended question about their preferred news sources, 51 out of 69 respondents to this question reported being Fox News watchers. As has also been found in national studies, few Massachusetts Tea Partiers are seeking out neutral or left-leaning sources of information.<sup>640</sup>

---

<sup>640</sup> Vanessa Williamson, Theda Skocpol et John Coggin, « The Tea Party and the Remaking of Republican Conservatism », *art. cit.*, p. 31.

Deuxième Partie. – L'influence du *Tea Party* sur l'environnement politique américain



Après avoir consacré la première partie de notre étude du *Tea Party* sur le rôle qu'a joué l'environnement politique et social sur l'avènement, la construction idéologique et la forme du mouvement, la seconde partie s'efforcera de rendre compte de l'influence que le *Tea Party* a pu avoir entre 2009 et 2013 sur l'environnement politique américain. En effet, si les structures politiques sont inséparables de leur environnement en ce qu'elles en subissent les contraintes, elles peuvent également contribuer à le faire évoluer à leur avantage. Bailey disait en 1971 qu'elles ont deux choix : « soit elles s'adaptent, soit elles le modifient afin qu'il puisse leur convenir »<sup>641</sup>. Mais parlons-nous ici, toujours du même objet ? S'agit-il toujours du mouvement *Tea Party* qui a participé à la modification de l'environnement politique ou a-t-il connu lui-même une évolution dans sa forme ?

D'un côté, à partir de 2011 et des premières victoires électorales de représentants proches du *Tea Party* le mouvement a peu à peu disparu. L'accent était mis, à l'époque, sur l'importance du travail qui était fait à l'échelle locale et que le temps des manifestations nationales était révolu. De plus, une partie du mouvement qui s'opposait depuis son avènement à l'idée de créer une « troisième voie » restait mobilisée et s'opposait toujours aux « politiques socialistes » de Barack Obama.

D'un autre côté, l'entrée de nouveau représentant au Congrès qui avaient gagné les élections lors des élections de mi-mandat après avoir battu les représentants de l'establishment républicain donnait un espoir à l'ensemble du mouvement que ces « nouveaux représentants du *Tea Party* » sauraient appliquer ce que les Républicains avaient oublié depuis plusieurs décennies, c'est-à-dire appliquer les principes du conservatisme moderne sans compromis.

Le troisième chapitre aura pour objet l'évolution du Parti républicain et son inscription dans la polarisation partisane américaine. Nous tenterons, également, d'évaluer la place de l'influence du *Tea Party* dans l'évolution du parti de l'éléphant. Enfin, le quatrième et dernier chapitre apportera contribution aux hypothèses traitant de la polarisation aux Etats-Unis en y inscrivant la trajectoire du mouvement conservateur. La polarisation américaine sera donc abordée tant au sein de la population qu'auprès des élites sous son angle politique, partisan, idéologique mais également stratégique.

---

<sup>641</sup> Jean Charlot et Monica Charlot, « Chapitre IV – Les groupes dans leur environnement », in Madeleine Grawitz et Jean Leca, *Traité de science politique*, tome 3, Paris, PUF, p. 430-431.



### Chapitre 3. – Le Tea Party et les mutations du Parti républicain

La question de l'influence du *Tea Party* sur le Parti républicain a été une des questions centrales pour la science politique traitant du mouvement conservateur. De la victoire qu'il a permise en 2010 aux élections de mi-mandat, à la reformation (le *remaking* dont parle Skocpol) du conservatisme républicain, un ensemble de conséquences a été attribué à l'influence du *Tea Party*. Alors que la mutation du Parti républicain entre 2000 et 2013 laisse peu de doute tant en termes d'idéologie que de forme, l'avènement du *Tea Party* sur la scène politique américaine en est-il réellement la cause principale ? Le changement idéologique progressif et surtout la manière dont cette idéologie a été présentée et défendue laisse transparaître un changement radical de ligne directrice. Des symboles que constituent les choix des membres répondant aux discours sur l'état de l'Union au discours en lui-même, de nombreux facteurs dénotent une radicalisation, une « droitisation » du GOP.

Les raisons de cette droitisation peuvent être multiples. Nous nous proposons de tester l'hypothèse d'une influence directe et indirecte du *Tea Party* sur la ligne politique du Parti républicain ainsi que sur la forme. Nous poserons également une idée qui peut sembler contre-intuitive : dans quelle mesure l'adoption d'une ligne de conduite plus radicale du parti de l'éléphant ne procède-t-elle pas d'un choix pragmatique ? En d'autres termes, l'adoption d'un caractère programmatique par le parti de l'éléphant ne répond-t-il pas à une recherche de gains électoraux ?

#### I. 2009-2010 : Réorientation idéologique et stratégique du Parti républicain

Le Parti républicain a connu plusieurs « révolutions » dans au cours de son histoire moderne. Qualifiées de « conservatrices », elles marquent la recherche constante du GOP de se réinventer dans les périodes où il se trouve éloigné du pouvoir. Avant l'avènement de la polarisation politique aux Etats-Unis, ces périodes de défaites électorales n'avaient que peu d'impact sur la politique américaine. Le parti collaborait plus volontiers avec son adversaire politique qui, en plus de cela, partageait souvent l'idéologie conservatrice. En effet, les partis étaient moins « triés » (*sorted*). Au sein du Parti démocrate cohabitait les très conservateurs *southern Democrats* et les « Démocrates de la côte Est ». L'opposition entre Républicains et

Démocrates était donc moins perçue en termes d'idéologie. D'autant plus que jusqu'aux années soixante les figures modérées comme celle d'Eisenhower ou Rockefeller<sup>642</sup> dominait le parti.

Dans un premier temps, nous opérerons un tour d'horizon historique du Parti républicain moderne ainsi que du mouvement conservateur américain qui s'est peu à peu imposé dans les rangs du parti de l'éléphant dans le but d'en dégager les grandes caractéristiques. Cela nous permettra ensuite de procéder à une mise en perspective des idées du *Tea Party* au regard des « révolutions conservatrices » précédentes du GOP.

#### A. Le Parti républicain : une perspective historique

George Burdeau observait en 1982 qu'en règle générale, les partis politiques américains sont mieux décrits comme des formations sans doctrine unifiée et sans chef. Il précisait que « tous les observateurs s'accordent à reconnaître que les partis américains ne sont les serviteurs d'aucune idéologie »<sup>643</sup>. Cette remarque nous paraît fondamentale dans la mesure où elle décrit les partis politiques américains dans toute leur hétérogénéité, comme des agrégats de tendances et de mouvances internes. Mais elle implique également qu'il existe un élément qui les rassemble au-delà d'une idéologie ou du charisme du leader.

##### 1. Le pragmatisme comme ligne de conduite

L'histoire moderne du Parti républicain américain commence au début des années trente dans son opposition au *New Deal* de Franklin Roosevelt. L'historien George Nash souligne qu'à l'inverse d'une frange républicaine modérée et internationaliste – qui acceptait une grande partie de la « Révolution Roosevelt » – et des prises de position de Truman en matière de politique extérieure, le « cœur de la droite républicaine était contre-

---

<sup>642</sup> *Rockefeller Republican* est d'ailleurs une expression qui désigne un Républicain modéré.

<sup>643</sup> George Burdeau, *Traité de Science Politique*, Tome 3, Paris, Librairie générale de Droit et de Jurisprudence 1982, p. 340.

révolutionnaire »<sup>644</sup>, ce qui impliquait un rejet du collectivisme, un anticommunisme fervent, un rejet du *New Deal*, un engagement passionné pour la défense d'un Etat limité, de l'économie de marché et une forte préférence pour les prérogatives du Congrès face à celles de l'exécutif.

Mais la Grande Dépression, loin d'unifier les tendances idéologiques au sein des partis et d'opposer le camp démocrate et républicain l'un à l'autre, a plutôt eu pour effet d'accentuer encore un peu plus les divisions internes. Suivant la définition du parti de rassemblement (*catch-all party* ou encore *big tent*), les partis américains ont abandonné l'idée d'« encadrement intellectuel et moral pour s'intéresser plus pleinement à la vie électorale, dans l'espoir d'échanger une action plus en profondeur contre un public plus vaste et des succès électoraux plus tangibles »<sup>645</sup>. Leur fonction première est tournée vers l'utilisation du système électoral pour la conquête du pouvoir ce qui « n'est pas de nature à renforcer leur unité spirituelle ni leur intransigeance doctrinale »<sup>646</sup>, comme le souligne Burdeau. Elle incite même à la recherche du consensus si ce n'est permanent, en tout cas lors des cycles électoraux.

« Le réalisme qu'implique pareille tâche incite les politiciens à tous les compromis, il les invite à rechercher des appuis sans se soucier exagérément des divergences philosophiques, il favorise les accommodements si bien que finalement, le parti n'est qu'un appareil enregistreur de mouvements nés et entretenus hors de lui. Il reste un utile mécanisme de la vie constitutionnelle, mais les forces profondes de la vie sociale agissent sur lui plus qu'il ne les dirige. »<sup>647</sup>

De même, le système de primaire implique de ne pas chercher l'opposition interne à tout prix, sous peine de voir le discours du parti décrédibilisé par ses propres partisans au moment des élections générales et par conséquent d'handicaper les efforts futurs de mobilisation électorale. L'important pour ce genre de partis aux ambitions de réforme moins radicales que les partis programmatiques est de pouvoir réunir sous sa bannière une large catégorie d'électeurs potentiels. Cette tendance découle d'une professionnalisation et d'une autonomisation de la sphère politique – du vivre *pour* au vivre *par* la politique – où la survie dépend principalement de sa fortune aux élections.

---

<sup>644</sup> George H. Nash, « The Republican Right from Taft to Reagan », in *Reviews in American History*, Vol. 12, N°2, 1984, pp. 261-265.

<sup>645</sup> Jean Charlot, *Les partis politiques*, Paris, Colin, 1971, p. 312.

<sup>646</sup> George Burdeau, *Traité de Science Politique*, op. cit., p. 342

<sup>647</sup> *Ibid.*

Wooldridge et Micklethwait soutenaient dès la fin des années quatre-vingt-dix que le Parti républicain était devenu moins un parti de classe qu'un parti de valeurs, idée qu'ils illustrent en montrant que le meilleur indicateur du vote républicain n'est pas le niveau de revenu des votants mais celui de la fréquentation d'églises<sup>648</sup>. Thomas Frank confirme cette thèse dans *What's the Matter with Kansas* en montrant une réorientation rhétorique du GOP de thèmes sociaux et économiques vers des thématiques culturelles<sup>649</sup>. Mark A. Smith ou encore Larry Bartels montrent qu'au contraire, plutôt que de gagner les élections en faisant appel à une rhétorique de lutte culturelle, les indicateurs économiques prédisent mieux les préférences de vote que les indicateurs sociaux et culturels. Smith et Bartels indiquent ainsi, comme l'avaient fait McCarty, Poole et Rosenthal, l'importance des clivages de classe dans l'électorat<sup>650</sup>. Ce dernier argument ne va pas pour autant contre l'idée d'un Parti républicain considéré comme un parti de rassemblement. En effet, l'utilisation de cadres discursifs permettant d'exprimer des questions politiques en termes économiques était vue par les candidats et les représentants républicains comme « un moyen d'élargir et non pas de restreindre la taille de leur coalition électorale »<sup>651</sup>. Ainsi, loin de l'idée d'un parti qui se « cache derrière » une rhétorique culturelle pour s'assurer des votes qui joueraient contre les intérêts économiques de son électorat, le Parti républicain a, au cours de ces dernières décennies, plutôt utilisé l'insécurité économique et le sentiment d'insécurité économique pour convaincre les électeurs. Smith note que de 1948 à 1972, seul un programme républicain sur sept commençait par des propositions en matière économique. Cela ne signifie pas que les questions économiques étaient superficielles pour les Républicains de l'époque, mais ils pensaient qu'elles seraient « déterminées par des considérations politiques »<sup>652</sup>. Le fait est que l'économie était pensée en termes politiques, alors qu'à partir des années soixante-dix et des premiers chocs pétroliers l'économie a pris la place principale lors des campagnes républicaines. En 1976, le programme du Parti républicain représenté par Gerald Ford annonçait dès les premières lignes :

---

<sup>648</sup> John Micklethwait et Adrian Wooldridge, *The Right Nation : Why America is Different*, New York, Pinguin Books, 2004.

<sup>649</sup> Thomas Franck, *What's the Matter with Kansas*, New York, Henry Holt and Co., 2004.

<sup>650</sup> Nolan McCarty, Keith T. Poole et Howard Rosenthal, *Polarized America: The Dance of Ideology and Unequal Riches*, Cambridge, The MIT Press, 2006.

<sup>651</sup> Mark A. Smith, *The Right Talk: How Conservatives Transformed the Great Society into the Economic Society*, Princeton, Princeton University Press, e. 2479.

<sup>652</sup> *Ibid.*

“The Platform is the Party’s contract with the people. This is what it says on the cover of the official printing of the Democrat Platform. So it should be. The Democrats’ Platform repeats the same thing on every page: more government, more spending, more inflation. Compare. This Republican Platform says exactly the opposite—less government, less spending, less inflation. In other words, we want you to retain more of your own money, money that represents the worth of your labors, to use as you see fit for the necessities and conveniences of life.”<sup>653</sup>

Les aspirations des citoyens formulées en termes économiques, l’économie devenait la préoccupation première du programme. En 1972, celui de Nixon mettait l’accent sur la politique étrangère, la diplomatie et la défense en abordant les questions économiques, surtout vues sous l’angle politique, en deuxième partie. Il annonçait notamment son but d’une « prospérité, largement partagée et durable dans la paix »<sup>654</sup> et insistait sur un « système fiscal simplifié qui garant[ît] que chacun paie ni plus ni moins que ce qu’il [devait] »<sup>655</sup>. L’imposition était encore perçue comme un devoir envers l’Etat et la société, pour garantir leur pérennité et leur sécurité, et non comme un obstacle à l’accomplissement des aspirations individuelles de chacun. Mais l’insécurité économique a fait évoluer le message du camp républicain dans le but d’y répondre de manière plus efficace, c’est-à-dire de manière plus attractive pour l’électorat. Cette tendance peut être observée jusqu’à la présidence George W. Bush alors même qu’il engageait les Etats-Unis dans la « guerre contre le terrorisme ». En 2002, il déclarait lors du discours sur l’état de l’Union que sa priorité était la création d’emplois, puisqu’elle permettait de faire prospérer l’Amérique, mais surtout que de bons emplois commençaient par de bonnes écoles et l’utilisation de ressources énergétiques fiables et abordables<sup>656</sup>. Il faisait ainsi de l’éducation et de l’énergie des questions économiques avant d’être respectivement citoyenne et environnementale. En 2004, les circonstances avaient relégué la section « économie » au deuxième rang du programme de George W. Bush, derrière celle intitulée « gagner la guerre contre le terrorisme ». Il y prônait l’application d’un *compassionate conservatism* soulignant l’importance de faire preuve d’un esprit de modération. Mais en comparant la réponse à la « menace communiste » des années soixante, à celle faite à la « menace terroriste » des années deux-mille, nous pouvons noter un changement de paradigme.

---

<sup>653</sup> Selon le programme de Gerald Ford.

<sup>654</sup> Selon le programme de Richard Nixon.

<sup>655</sup> *Ibid.*

<sup>656</sup> Discours sur l’état de l’Union de George W. Bush prononcé en 2002.

“President Bush’s reaction to the terrorist attacks of September 11, 2001, was to change his prioritizing of domestic issues but not his framing; he continued to construct his rhetoric on many domestic policies around the expected economic effect. This response differed from political rhetoric during the first decades of the Cold War, when political leaders at the federal level framed issues such as education, transportation, and trade around the needs of national defense. In the opening years of the twenty-first century, these issues were discussed largely in economic terms despite the heightened prioritizing of terrorism and national security. With aspects of economic security continuing to bedevil the American population, Republican politicians in federal and state offices connected their domestic proposals to the prospects of additional jobs, higher incomes, and faster growth.”<sup>657</sup>

Par conséquent, nous considérons le Parti républicain du milieu des années soixante-dix à la crise économique de 2008, comme un parti faisant des questions économiques le fondement des questions politiques et sociales, en raison des gains électoraux que pouvait garantir une rhétorique orientée autour de l’insécurité économique, et non pas nécessairement en raison d’une adhésion particulièrement prononcée ou d’une influence particulièrement poussée des franges les plus économiquement libérales, fiscalement conservatrices ou libertariennes.

Cette conclusion nous permet également de mettre en perspective la ligne directrice suivie lors de la présidence Reagan. Certes, ses liens avec les économistes autrichiens et ceux de l’Université de Chicago sont largement documentés. Il existe un Reagan imprégné d’idéologie conservatrice qui avait agité le parti à l’époque de Goldwater, affirmant lors de son discours d’investiture présidentielle en 1981 qu’ « en ces temps de crise, l’Etat n’est pas la solution à nos problèmes, l’Etat est le problème »<sup>658</sup>. Mais E.J Dionne rappelle surtout que le Reagan Président des Etats-Unis était bien différent : « [Il] pouvait gouverner de manière pragmatique, et acceptait les limites qui lui étaient imposées par la Chambre des Représentants en majorité démocrate. [...] Il faisait campagne thématiquement tout en gouvernant de manière réaliste »<sup>659</sup>. En 1971, à l’époque de son mandat de gouverneur de Californie, cette manière de concevoir l’exercice du pouvoir lui avait attiré l’ire des puristes conservateurs qui avaient lancé un mouvement contre Reagan sans pour autant avoir un impact significatif<sup>660</sup>. L’éditorialiste conservateur Charles Krauthammer soulignait que

---

<sup>657</sup> Mark A. Smith, *The Right Talk*, *op. cit.*, e. 2414.

<sup>658</sup> Discours d’investiture de Ronald Reagan prononcé le 20 janvier 1981.

<sup>659</sup> E.J. Dionne, *Why the Right Went Wrong: Conservatism from Goldwater to the Tea Party and Beyond*, New York, Simon and Schuster, 2016, p. 91.

<sup>660</sup> *Ibid.*

malgré des opinions arrêtées en matière économique, Reagan « ne gouvernait pas de cette manière, parce que vous ne pouvez pas gouverner ainsi dans une société industrielle moderne. [...] Il avait compris que les Etats-Unis n'étaient pas un pays de droite, mais un pays de centre-droit »<sup>661</sup>. Loin de la figure unidimensionnelle du champion du conservatisme et de l'Etat limité tel qu'il est décrit si souvent par le *Tea Party*, l'ancien acteur pouvait prêcher pour une nécessaire réduction des impôts et les augmenter lorsque cela était nécessaire, appeler à un amendement constitutionnel obligeant l'Etat à voter un budget à l'équilibre tout en participant au déficit le plus élevé de l'histoire américaine en temps de paix, ou encore vanter les mérites de la famille et de la communauté tout en souhaitant appliquer une économie de marché dérégulée qui participait à leur érosion<sup>662</sup>. En cela, Reagan a participé à la transformation de la rhétorique du Parti républicain et plus largement à la transformation du débat américain vis-à-vis de l'économie, non pour des raisons idéologiques mais par pragmatisme politique, afin de répondre à l'insécurité économique de la seconde partie du XX<sup>e</sup> siècle.

De plus, un autre changement du discours républicain, qui a trait à la manière d'approcher les questions de valeurs et de morale, a accentué la tendance d'une prépondérance des thèmes économiques pour répondre à l'insécurité économique. L'idée de la valeur morale du capitalisme est devenue centrale, impliquant que la recherche de la prospérité économique était la seule manière de garantir le bien-être de la société et de ses membres. Ainsi Michael Novak écrivait dans *The Spirit of Democratic Capitalism* que « le but ultime de l'économie politique du capitalisme démocratique est d'être chargé de *caritas*. [...] Dans un tel système chaque individu est considéré comme une source d'inspiration, de choix, d'action et d'amour »<sup>663</sup>. Le républicain George Gilder écrivait d'ailleurs que les problèmes de disparition de la famille nucléaire étaient dus à une hausse de l'inflation et aux impôts élevés qui pénalisaient les foyers avec une seule source de revenu. Le capitalisme comme degré le plus haut de morale deviendrait donc pour le Parti républicain un moyen de s'attaquer à l'insécurité économique de la population tout en permettant à ce même parti d'avancer son importance pour les valeurs américaines.

---

<sup>661</sup> *Ibid.* p. 36.

<sup>662</sup> *Ibid.* p. 91.

<sup>663</sup> *Ibid.* p. 86.

Les études sur la polarisation politique aux Etats-Unis dont les résultats montrent la disparition progressive, au cours de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, de la figure du « représentant républicain modéré », semblent indiquer que cette disparition n'est ni liée à une nature plus programmatique du parti, ni à un engagement particulier envers une idéologie, mais plutôt à la détermination de ses dirigeants à gagner les élections et à leur opposition au Parti démocrate dans le cadre de la politique partisane (*party politics*). La nuance est de taille puisqu'elle permet de comprendre comment, dans le même temps, le Parti républicain a vécu plusieurs « révolutions conservatrices » tout en n'ayant qu'un impact temporaire, si ce n'est mineur, sur la taille de l'Etat, l'un des thèmes centraux du conservatisme moderne. De plus, l'approche systémique des compétitions électorales indique que dans un climat d'insécurité économique, les candidats qui construisent leurs discours autour de cette thématique, en faisant de l'économie le fondement de l'accomplissement des autres domaines, jouissent d'un avantage certain.

De même pour Frances E. Lee, la montée des inégalités économiques explique de manière plus satisfaisante que les divisions idéologiques des représentants, la polarisation grandissante du Congrès américain entre Républicains et Démocrates depuis les années soixante-dix.

“To routinely attribute disagreement between congressional Republican and Democrats to individual members’ ideological differences is to overlook how the parties’ competition for elected office and chamber control systematically shapes members’ behavior in office. Party conflict also stems from the competitive struggle for office and influence, not only from members’ policy preferences. Congressional parties hold together and battle with one another because of powerful competing *political interest*, not just because of members’ *ideals* or *ideological preferences*.”<sup>664</sup>

De manière similaire, ce qui peut sembler être un mouvement du GOP vers la droite ne peut pas simplement être expliqué par une adhésion sur le long terme à une idéologie plus radicale des représentants. La question de l'influence des organisations, *think tank* et lobbies acquis aux causes conservatrice et libertarienne entraîne, en revanche, une distinction importante. La place des contributions financières en est le parfait exemple : alors que les années soixante les gros donateurs se tenaient éloignés du Parti républicain – c'est d'ailleurs précisément la raison pour laquelle le discours de Ronald Reagan *A Time for Choosing* avait

---

<sup>664</sup> Frances E. Lee, *Beyond Ideology: Politics, Principles, and Partisanship in the U.S. Senate*, Chicago, University of Chicago Press, 2009, p. 3.

été diffusé à la télévision<sup>665</sup> – les organisations conservatrices, à l’image du *Committee for Economic Development* fondé en 1942, avaient tendance à aller dans le sens de l’*establishment* républicain, conservateur mais opposé à une droite plus radicale. En effet, l’activiste conservatrice Phyllis Schlafly critiquait même l’*establishment* républicain en indiquant qu’il n’était en fait que l’allié du *New Deal* et n’avait de cesse de contrecarrer les espoirs des conservateurs. Cette tendance s’est largement inversée au cours des années soixante-dix et quatre-vingt avec la création des Comités d’action politique (*Political Action Committee*) permettant de récolter des fonds pour des candidats et une vague de création de *think tanks* de droite dont le but annoncé était de changer l’environnement culturel et politique, le « climat d’idées » selon l’expression de Friedrich Hayek<sup>666</sup>.

Il est cependant possible de parler de sursauts conservateurs, aux effets plus ou moins prononcés, dans une sphère gravitant autour des combats électoraux. Ces « révolutions conservatrices » seront l’objet de notre prochaine sous-section.

## 2. Les « révolutions conservatrices » du GOP

Nous l’avons vu dans la partie précédente, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, le Parti républicain demeurait divisé idéologiquement entre une ligne qui acceptait largement les politiques mises en place par le *New Deal* et une ligne conservatrice qui, au contraire, se posait en rempart face au développement de l’Etat-providence. A la manière d’Alexis de Tocqueville, Micklethwait et Wooldridge parlent des efforts répétés de cette frange conservatrice comme autant de « révolutions aussi imprévues qu’inévitables »<sup>667</sup>. Toutes révèlent une interprétation similaire de la définition du conservatisme faite par Edmund Burke. Pour ce dernier, il existe six principes caractéristiques du conservatisme classique américain : une suspicion vis-à-vis du pouvoir de l’Etat, une préférence pour la liberté opposée à l’égalité, une place centrale accordée au patriotisme, une croyance dans les institutions et la hiérarchie, un scepticisme envers le progrès et un certain degré d’élitisme. Les « révolutions conservatrices » modernes, elles, ont en commun deux éléments : une exagération des trois premières caractéristiques et une contradiction quant aux trois dernières.

---

<sup>665</sup> E.J. Dionne, *Why the Right Went Wrong*, op. cit., p. 246

<sup>666</sup> Sébastien Caré, *La pensée libertarienne*, op. cit., p. 259.

<sup>667</sup> John Micklethwait et Adrian Wooldridge, *The Right Nation*, op. cit.

Avant la première « révolution conservatrice » de l'histoire moderne du Parti républicain, trois obstacles barraient la route au mouvement conservateur dans sa recherche d'influence sur le parti de l'éléphant : « la paranoïa, l'excentricité et la nostalgie »<sup>668</sup>. La paranoïa avait marqué le mouvement conservateur américain dans les années cinquante au travers d'une série de complots profonds que les membres notoires du mouvement pensaient dénoncer, parmi lesquels le Révérent Billy James Hargis qui voyageait à travers les Etats-Unis pour expliquer que les institutions américaines avaient un projet communiste et étaient coupable de trahison ; Kent Courtney qui accusait le très anticommuniste Barry Goldwater d'être « acquis à la cause *socialiste* » ; Harold Lafayette Hunt proposait, quant à lui, l'instauration du vote censitaire pour limiter le poids des agents communistes et avertissait d'une conspiration ayant pour but de « convertir l'Amérique au socialisme pour ensuite la fondre dans un système *socialiste* global »<sup>669</sup>. Mais la personne qui symbolisait le mieux cette tendance paranoïaque du conservatisme des années cinquante était le sénateur Joseph McCarthy. Lui qui avait annoncé posséder une liste de 205 espions communistes travaillant au sein de l'administration américaine et qui avait accusé le secrétaire à la Défense George Marshall de faire partie d'un « complot si grand et d'une infamie si noire, qu'à côté toutes les autres trahisons sembleraient minuscules »<sup>670</sup>, n'avait finalement réussi qu'à décrédibiliser la lutte anticommuniste du mouvement conservateur. L'excentricité de certains intellectuels du mouvement conservateur américain, avait ensuite largement contribué à rendre le fond du message inaudible. Albert Jay Nock se présentait comme un aristocrate qui n'avait que mépris pour « Notre Ennemi l'Etat »<sup>671</sup>, les gens ordinaires et ses compagnons conservateurs qu'il voyait comme des vestiges d'un autre temps. De la même manière, la philosophe d'origine russe Ayn Rand qui s'exprimait pour un Etat minimaliste sans impôt ni tradition, n'avait de cesse de fustiger la religion chrétienne en déclarant au *Time magazine* préférer porter une broche en forme de dollar, symbole de libre-échange et donc de libre-pensée, plutôt qu'une croix, symbole de torture<sup>672</sup>. Elle déclarait également que fumer constituait le devoir moral de chaque individu puisque cela représentait la domination de l'Homme sur le feu<sup>673</sup> et donc sa libération par rapport à l'environnement et la nature. Bien que cela puisse sembler

---

<sup>668</sup> *Ibid.*

<sup>669</sup> *Ibid.*

<sup>670</sup> Joseph McCarthy, *Major Speeches and Debates of Senator Joe McCarthy Delivered in the United States Senate*, (1951) 1950–1951, New York, Gordon Press, 1975, pp. 264, 307, 215.

<sup>671</sup> Le titre de son ouvrage publié en 1935.

<sup>672</sup> John Micklethwait et Adrian Wooldridge, *The Right Nation*, *op. cit.*

<sup>673</sup> *Ibid.*

anecdotique, toutes ces déclarations avaient participé à « noyer » le message de la plupart des membres du mouvement conservateur au fur et à mesure. Enfin, l'esprit du conservatisme d'avant 1964 était aussi teinté d'une idéalisation d'un passé glorieux et d'un « Âge d'or américain ». Richard Weaver voyait le Sud comme la quintessence de l'esprit américain et le « dernier bastion non-matérialiste de l'occident » avec son système féodal de plantation, l'importance de la place de la croyance religieuse et de l'éthique. Russel Kirk, quant à lui, soutenait dans son ouvrage *The Conservative Mind* que la révolution américaine était fondamentalement conservatrice, puisqu'elle s'était faite à partir d'une vision sceptique de la nature humaine, d'une envie de limiter le pouvoir des hommes sur leurs semblables tout en insistant sur la place des droits octroyés par Dieu et sur le respect pour la tradition.

Au début des années soixante, les efforts pour tourner la page du maccarthysme et des travers passés du mouvement conservateur et la volonté d'insuffler une ligne directrice conservatrice au Parti républicain avait été guidés par Barry Goldwater et dirigés, d'un côté, contre les *libéraux* démocrates et, de l'autre, contre les républicains modérés comme Dwight Eisenhower. Goldwater résumait son programme ainsi :

“I have little interest in streamlining government or making it more efficient for I mean to reduce its size. I do not undertake to promote welfare for I propose to extend freedom. My aim is not to pass laws, but to repeal them. It is not to inaugurate new programs but to cancel old ones that do violence to the Constitution, or that have failed in their purpose, or that impose on the people an unwarranted financial burden.”<sup>674</sup>

Pour Goldwater et contrairement à ses prédécesseurs au sein du Parti républicain, le conservatisme n'avait pas besoin de qualificatif. Alors que Nixon disait des candidats républicains qu'ils devaient être « conservateurs en termes économiques, mais avec un cœur »<sup>675</sup>, et qu'Eisenhower se décrivait comme « un conservateur pour ce qui est des questions économiques et libéral s'agissant des questions humaines »<sup>676</sup>, Goldwater indiquait que les conservateurs devaient arrêter de s'excuser pour ce en quoi ils croyaient, tout en cessant également de penser le conservatisme comme une théorie purement économique qui pouvait éventuellement constituer une philosophie politique compréhensive. Ce qui devait guider, par-dessus tout, l'action des conservateurs était le combat pour la liberté individuelle.

---

<sup>674</sup> E.J. Dionne, *Why the Right Went Wrong*, op. cit., p. 38.

<sup>675</sup> *Ibid.* p. 171.

<sup>676</sup> *Ibid.* p. 52.

Ainsi déclarait-il : « l'extrémisme dans la défense de la liberté n'est en rien un vice »<sup>677</sup>. Le natif de Phoenix, dans son opposition féroce au pouvoir fédéral, insistait également sur les droits des Etats tels qu'ils sont définis par le dixième amendement de la constitution américaine et qui formeront le socle de la *Southern strategy*<sup>678</sup>.

Enfin, concernant les trois dernières caractéristiques du conservatisme selon Burke – une croyance dans les institutions et la hiérarchie, un scepticisme envers le progrès et un certain degré d'élitisme – la victoire de Goldwater en 1964 lors des primaires est parlante. Elle est, en effet, largement attribuée à l'organisation de la campagne par Clifton White, qui bouleverse les moyens utilisés pour faire campagne au Sud en faisant venir par centaines, à la convention républicaine de San Francisco, les délégués de Goldwater. White avait également solidifié la relation entre les militants conservateurs et les intellectuels du mouvement. Alors que la campagne de Nixon en 1960 avait permis de solliciter cinquante-mille donateurs différents, celle de Goldwater en avait attiré six-cent cinquante-mille et bénéficiait de la participation de 3,9 millions de volontaires (deux fois plus que pour Johnson)<sup>679</sup>. Nul doute que cette campagne avait énergisé le militantisme conservateur, tant chez les membres de la base populaire que chez les intellectuels, comme ceux de la *National Review*, de l'*American Enterprise Institute* et les grands noms comme l'économiste Milton Friedman ou le juge originaliste Robert Bork. Il est, en plus de cela, important de noter qu'à cette époque, la hiérarchie du Parti républicain avait été largement bousculée notamment en raison du combat de Goldwater contre Nelson Rockefeller.

Pour résumer ce premier sursaut du conservatisme moderne américain, Goldwater avait déclaré, malgré sa défaite historique lors de l'élection présidentielle de 1964 face à Lyndon Johnson, avoir « perdu quarante-quatre Etats mais conquis l'avenir »<sup>680</sup>. En soulignant que l'action de l'Etat dépendait de l'opinion publique et que l'opinion publique était mouvante, il pensait que son livre et sa carrière d'homme politique allaient vivifier les principes du conservatisme et permettrait un changement dans les manières de penser l'action de l'Etat. Les succès de Reagan et Gingrich lui donneront partiellement raison.

---

<sup>677</sup> Discours prononcé par Barry Goldwater pour sa nomination lors de la Convention Nationale républicaine en 1964.

<sup>678</sup> Stratégie républicaine utilisée pour reconquérir les voix des électeurs blancs des Etats du sud.

<sup>679</sup> John Micklethwait et Adrian Wooldridge, *The Right Nation*, *op. cit.*, e1061

<sup>680</sup> *Ibid.*

Nous l'avons souligné précédemment, l'une des particularités de la façon de concevoir la politique pour Ronald Reagan était l'approche très programmatique de ses campagnes tout en ayant une manière de gouverner très pragmatique. En cela, l'impact de l'ancien gouverneur de Californie sur le Parti républicain aura été symptomatique de l'ensemble des « révolutions conservatrices » : profondes sur la forme mais relativement superficielles quant à l'emprise conservatrice. Reagan avait acquis depuis sa participation à la campagne de Goldwater en 1964 une aura conservatrice nationale. Et, alors que la Présidence Nixon marquait le retour du Parti républicain à la Maison-Blanche, les démocrates allaient garder une large majorité au Congrès jusqu'en 1980 et les figures du conservatisme allaient peu à peu se détacher du trente-septième président américain. En 1971, la *National Review* avait publié un éditorial signé par douze intellectuels conservateurs ayant décidé de « retirer leur soutien à l'administration Nixon »<sup>681</sup>, après que le Président s'est ouvertement déclaré « keynésien ». Il expliquait pourtant dans ses mémoires que sa stratégie aurait été, après avoir conquis un électorat nouveau pour le Parti républicain en 1972, de « laisser la parole aux valeurs et croyances plus conservatrices de la *New Majority* », ainsi que de « revitaliser le Parti républicain selon les lignes de la *New Majority* »<sup>682</sup>. L'approche conservatrice aurait donc dû suivre les gains électoraux acquis de manière pragmatique par le GOP mais le scandale du Watergate a empêché Nixon et le GOP de mettre ses plans à exécution.

Mais alors que les résultats de la *Southern Strategy* et le réalignement des conservateurs du Sud vers le Parti républicain « triaient » (*sorting*) de plus en plus clairement la composition des deux principaux partis américains – conservateurs dans le camp républicain et *libéraux* dans le camp démocrate – Reagan commençait à émerger comme seul et unique leader du mouvement conservateur et du GOP. Craig Shirley notait dans *Reagan's Revolution* que, dès la primaire républicaine de 1976, Reagan dirigeait les termes du débat avec Gerald Ford. Ce dernier changea au cours de la primaire sa rhétorique sur les prières à l'école, les dépenses de l'Etat, l'avortement et même sa politique internationale pour coller de plus près aux propositions de Reagan qui gagnait de plus en plus les faveurs des Républicains. La défaite de Reagan aux primaires à la suite de la victoire de Ford dans le New Hampshire avait été attribuée aux résistances face à son projet de « réduire de 90 milliards de dollars le budget fédéral et de couper drastiquement l'impôt sur le revenu tout en équilibrant le budget,

---

<sup>681</sup> E.J. Dionne, *Why the Right Went Wrong*, op. cit., p. 73.

<sup>682</sup> Richard Nixon, *The Memoirs of Richard Nixon*, New York, Simon and Schuster, 1990.

tout cela en transférant l'autorité de dépense aux Etats »<sup>683</sup>. Ce qui, sur le papier, était la proposition conservatrice par excellence l'avait finalement handicapé, les électeurs du New Hampshire anticipant une augmentation des impôts dans leur Etat. Mais malgré sa défaite, Reagan avait établi son influence, forçant Ford à adopter un programme en matière de politique étrangère en contradiction avec les idées de Kissinger, son secrétaire d'Etat et en imposant la nomination de Bob Dole en tant que colistier.

Les premières années de sa présidence, Reagan avait permis le développement d'un certain nombre de questions sociales. L'interdiction, à l'échelle fédérale, de l'avortement, la légalisation des prières à l'école et la fin du *busing*<sup>684</sup> étaient au centre des attentions conservatrices à Washington<sup>685</sup>. Il avait également opposé une main de fer aux revendications des contrôleurs aériens en licenciant plus de dix mille d'entre eux après leur avoir posé un ultimatum et malgré leur soutien durant sa campagne de 1980. Il avait également fortement augmenté les dépenses militaires dans le contexte de Guerre froide et ces réformes économiques semblaient avoir permis une reprise économique solide. Mais Freeman remarque que contrairement aux théories que les conservateurs mettaient en avant pour expliquer la croissance, ce sont bien les réductions d'impôts et les dépenses de l'Etat en matière militaire qui avaient agi comme un « plan de relance keynésien ». A la Cour suprême, enfin, Reagan avait profité du retrait de son président Warren Burger pour promouvoir à ce poste William Rehnquist – son membre le plus conservateur – et nommer Antonin Scalia, connu pour ses positions conservatrices et son engagement en faveur de l'originalisme constitutionnel. Les années Reagan sacrent-elles pour autant une « révolution conservatrice » ?

Tout d'abord, l'administration Reagan a dû travailler avec un Congrès à majorité démocrate – à l'exception du Sénat de 1981 à 1987. Ceci implique deux choses : la première est que Reagan a pu être limité dans les réformes qu'il aurait souhaitées, la seconde suppose que les réformes qui ont effectivement vu le jour sont le fait d'un soutien bipartite, ce qui a notamment été le cas pour la grande réforme fiscale de 1981. Cette dernière a d'ailleurs eu pour conséquence une hausse drastique du déficit public alors que son équilibre était l'une des

---

<sup>683</sup> E.J. Dionne, *Why the Right Went Wrong*, op. cit., p. 81.

<sup>684</sup> Une pratique ségrégationniste qui allouait des bus différents selon la couleur de peau.

<sup>685</sup> Steven V. Roberts, « Reagan's Social Issues: Gone but Not Forgotten », in nytimes.com, [En ligne].

priorités du président. L'autre paradoxe pointé par Bradley Smith est l'augmentation de la taille de l'Etat.

“Despite all the rhetoric, if we look at the evolution of its budget as a percentage of GDP, the federal government did not at all shrink in size during the Reagan years; on the contrary, it continued to grow, though perhaps at a slightly slower rate. And although there were cuts to social spending and Medicare, the overall percentage of federal spending devoted to various categories was not fundamentally changed.”<sup>686</sup>

A la fin de sa présidence, les dépenses allouées aux programmes sociaux surpassaient toujours celles de la défense, les grands programmes sociaux (la Sécurité sociale, *Medicare* et *Medicaid*) étaient toujours en place, et les changements importants (notamment dans le secteur des transports, des télécommunications, de l'énergie et de la finance) étaient en fait la continuation d'efforts entrepris au milieu des années soixante-dix. Parler de « révolution » est donc peut-être déplacé, mais Smith remarque que « si la rhétorique étai[t] bien plus radicale que les changements réels, elle a eu de réelles conséquences idéologiques, dans la mesure où elle imposait une nouvelle vision de l'avenir »<sup>687</sup>. La rhétorique des années Reagan a, en effet, établi un lien entre la réduction de la taille de l'Etat, le capitalisme et les valeurs américaines. En conséquence, l'interventionnisme et l'Etat-providence sont devenus des concepts obsolètes, à tel point que Bill Clinton et les Démocrates dans les années quatre-vingt-dix présentaient leur programme comme une « nouvelle révolution ». C'est en ce sens que Godwin parle de *Clintonomics* et d'une reconstruction de la « révolution Reagan »<sup>688</sup>.

Dans les rangs conservateurs, les déçus des politiques de Reagan se sont fait entendre peu à peu et dans tous les domaines. En matière économique, son administration restait divisée entre les partisans des *Reaganomics* et les pragmatistes. Il avait, certes, réduit les impôts mais sans réduire les dépenses de l'Etat, la dette nationale avait augmenté de plus de mille milliards de dollars. Il avait complètement abandonné son projet de privatisation de la Sécurité Sociale, déclarant au contraire que « préserver tous les aspects de la Sécurité Sociale était essentiel »<sup>689</sup>. La réforme fiscale de 1986 avait réduit à 28% le taux d'imposition maximal, tout en faisant passer la charge fiscale du côté des entreprises et en allant contre les

---

<sup>686</sup> Bradley Smith, « The Imaginary Revolution: Reagan, Clinton, and the Use of Revolutionary Rhetoric in Conservative American Politics », intervention en mai 2015 lors du Congrès annuel de l'AFEA.

<sup>687</sup> *Ibid.*

<sup>688</sup> Jack Godwin, *Clintonomics: How Bill Clinton Reengineered the Reagan Revolution*, New York, Amazon, 2009.

<sup>689</sup> *Ibid.*

principes de l' « économie de l'offre », la réforme augmentait le taux d'imposition des plus-values. Ce sentiment de déception des années Reagan est parfaitement résumé par ce que déclarait le président du *think tank* libertarien *Cato Institute* Ed Crane :

“I remember when Reagan was elected, the Heritage Foundation folks were going all on about how, well, the battle is over, we won. [...] I'm looking around and thinking: This is the same government. We didn't get rid of anything after eight years of Reagan... It's this upward ratcheting of programs and spending that never ended. I guess Reagan slowed it down, but what did he abolish? He added to departments and didn't get rid of any.”<sup>690</sup>

Sur le plan social, l'ouverture de Reagan à la Droite chrétienne et le soutien (si important) en 1980 de la *Moral Majority* se sont progressivement retournés l'un contre l'autre. En 1984, les efforts de l'organisation religieuse avait plus handicapé la campagne de Reagan que l'inverse<sup>691</sup> ce qui avait encouragé ce dernier à s'en écarter. Plus tard, les élections de mi-mandat de 1986 allaient signer la fin des années Reagan avec la perte des Etats que les Républicains avaient gagnés en 1980 et la prise de contrôle du Sénat par les démocrates pour la première fois depuis 1980. En plus de cela, les démocrates avaient vu leur majorité s'accroître à la Chambre des Représentants. De cette expérience, Newt Gingrich, le futur architecte de la « révolution républicaine de 1994 », avait tiré la conclusion suivante : « si des électeurs voient une campagne comme opposant un républicain bien sous tous rapports à un démocrate du même acabit, nous perdrons ». A l'avenir, les républicains auraient donc besoin d'être plus tranchants sur le plan des politiques publiques.

La « révolution républicaine de 1994 » a commencé grâce à une stratégie nouvelle élaborée collectivement par Dick Armey et Newt Gingrich : le « Contrat avec l'Amérique » (*Contract with America*), un ensemble de dix propositions de lois – signé par la quasi-totalité des candidats républicains – que le parti avait promis de proposer et de voter au Congrès. Il était censé symboliser l'esprit antigouvernemental du conservatisme moderne. Mais plus encore qu'un simple programme conservateur, le « contrat » avait permis aux républicains de changer leur image depuis le début de la Présidence Clinton, en passant d'un parti du « non » à un parti ayant une ligne directrice claire et des propositions pour l'accompagner. Sur les dix propositions, cinq concernaient directement des réductions ou des limitations d'impôts et une réduction de la taille de l'Etat, une augmentation des dépenses militaires, une augmentation

---

<sup>690</sup> E.J. Dionne, *Why the Right Went Wrong*, op. cit., p. 89.

<sup>691</sup> Johnson, Stephen D. and Joseph B. Tamney, « The Christian Right and the 1984 Presidential Election », in *Review of Religious Research*, Vol. 27, 1985, pp. 124–133.

du financement pour la construction de prisons, des recrutements de policiers, un ensemble de réformes sociales conservatrices et pro-business.

Le succès historique du Parti républicain lors des élections de mi-mandat de 1994 avait donné un important crédit à la stratégie de Gingrich et Armey de ne plus chercher – comme le souhaitait George H. W. Bush six ans auparavant – à « consolider les gains du conservatisme en faisant des compromis sur l’environnement et l’éducation »<sup>692</sup>. Il incitait, au contraire, à adopter une approche sans concession. Mais au-delà du « contrat » en lui-même, le mouvement conservateur pouvait compter sur un ensemble d’organisations, de radios, de télévisions et de militants acquis à sa cause. Ralph Reed, le premier président de la *Christian Coalition*, avait mis à disposition pas moins de deux millions de ses membres pour afin de faire campagne pour le GOP, par téléphone, en amenant les gens voter ou en essayant d’attirer les indécis en faisant appel au sentiment de « clintonphobie »<sup>693</sup>. Wooldridge et Micklethwait décrivent d’ailleurs à propos de l’influence de Rush Limbaugh lors des élections de 1994 un ensemble d’anecdote qui pourraient s’appliquer aux élections de mi-mandat de 2010 quant à l’influence des médias conservateurs sur l’unification du *Tea Party* : « Rush fournissait à ces gens une des ressources politiques les plus puissantes : savoir qu’ils ne sont pas seuls »<sup>694</sup>. En plus de l’audiovisuel, les *think tanks* conservateurs et libertariens comme l’*Heritage Foundation* avaient permis de mettre en forme le « Contrat avec l’Amérique ». Enfin, l’*American Enterprise Institute*, le *Cato Institute* et le *Manhattan Institute* avaient dépensé dans les années quatre-vingt-dix environ un milliard de dollars pour la promotion des idées conservatrices<sup>695</sup>.

Mais l’arrivée de Gingrich à la présidence de la Chambre des Représentants s’était accompagnée d’un ensemble de coups et de contrecoups. Gingrich subissant une forte opposition, notamment de la part du Sénat, et du Président Clinton grâce à sa stratégie de « triangulation »<sup>696</sup>, subissant également des pressions quant à sa morale, sa manière de faire de la politique et ses prises de position, les Républicains avaient malgré tout réussi à faire adopter neuf des dix propositions du « Contrat avec l’Amérique » témoignant d’un certain

---

<sup>692</sup> E.J. Dionne, *Why the Right Went Wrong*, op. cit., p. 121.

<sup>693</sup> John Micklethwait et Adrian Wooldridge, *The Right Nation*, op. cit., e. 2010.

<sup>694</sup> *Ibid.* e.2044.

<sup>695</sup> *Ibid.*

<sup>696</sup> Terme utilisé pour définir l’initiative de Clinton de reprendre et reformuler les propositions des républicains.

élan conservateur d'ailleurs vérifiable au travers du gain de deux sièges au Sénat et le maintien de la majorité républicaine à la Chambre des Représentants.

Enfin, idéologiquement, les efforts de Gingrich avaient forcé Clinton à s'exprimer en fonction de l'agenda républicain et non l'inverse. Ils attiraient le quarante-deuxième Président des Etats-Unis sur le terrain favori des Républicains : la réduction de la taille de l'Etat. Ceci lui avait d'ailleurs fait dire qu'il ne souhaitait pas que l'on se souvienne de lui comme d'un « républicain à la Eisenhower »<sup>697</sup>, préférant relativiser en 1996 l'échec de son programme libéral en parlant d'une « troisième voie » :

“We have moved past the sterile debate of those who say that government is the enemy and those who say government is the answer. My fellow Americans, we have found a third way. We have the smallest government in 35 years, but the most progressive one. We have a smaller government but a stronger nation.”<sup>698</sup>

Après les élections de 1998 et les mauvais résultats du camp républicain attribués à la stratégie de Gingrich de mettre l'accent durant la campagne sur l' « affaire Lewinsky », le Président de la Chambre des Représentants avait été forcé de démissionner de son poste. En définitive, la révolution conservatrice de 1994 a laissé un goût d'inachevé pour les conservateurs. Les « arrêts des activités gouvernementales » de 1995 et 1996 ont laissé une mauvaise image du Parti républicain dans l'opinion publique sans avoir permis d'obtenir des résultats probants notamment avec la réélection de Bill Clinton. Ce dernier bénéficiait, d'ailleurs, en novembre 1998 d'une cote de popularité estimée entre 55 et 60% contre 31% pour le parti de l'éléphant<sup>699</sup>. Comme le résume Lee Edwards de l'*Heritage Foundation* le contrôle du président natif de l'Arkansas était resté très fort.

“But the year that began with such shining promise ended in bitter disappointment. The Republican House watched its public approval sink from 52 percent to the upper 20s in January 1996, while Speaker Gingrich received a perilous disapproval rating of 51 percent. Republicans grossly underestimated President Clinton's political skills, especially his use of the veto, and they failed to respond forcefully enough to the Democrats' propaganda. And they overestimated the ability of Congress to govern.”<sup>700</sup>

---

<sup>697</sup> George Stephanopoulos, *All Too Human*, Boston, Little, Brown & Company, 1999, p. 411.

<sup>698</sup> Discours sur l'état de l'Union prononcé par Bill Clinton le 27 janvier 1998.

<sup>699</sup> CNN, « Clinton's approval rating up in wake of impeachment », [cnn.com](http://cnn.com), [En ligne], 20 décembre 1998.

<sup>700</sup> Lee Edwards, « The Origins of the Modern American Conservative Movement », in [heritage.com](http://heritage.com), [En ligne], 21 novembre 2003.

A la fin de cette mise en perspective de ces poussées conservatrices à l'époque moderne du Parti républicain, deux tendances semblent se dessiner. Premièrement, la place centrale du sentiment antiétatique – principe fondateur du « projet américain » – formulé principalement sous la forme d'un combat pour les libertés (individuelle et économique)<sup>701</sup> rentre dans la longue tradition du conservatisme. La seconde tendance semble, au contraire, établir une opposition à plusieurs de ses principes. Le scepticisme face au progrès a été abandonné pour utiliser le plus grand nombre de moyens de diffusion des idées conservatrices tels que les nouvelles formes d'organisation et de mobilisation, l'utilisation massive des moyens audiovisuels et d'Internet. L'élitisme et la croyance envers les institutions et la hiérarchie ont, eux aussi, été écartés au fil de la seconde partie du XX<sup>e</sup> siècle au profit du thème de la décentralisation, du « bon sens populaire » et de la méfiance envers les institutions étatiques, comme par exemple la Cour suprême. Que ce soit Goldwater, Reagan ou Gingrich, tous se sont battus dans un premier temps contre un *establishment* républicain jugé trop modéré, symbolisé par des figures comme Dwight Eisenhower, Nelson Rockefeller, Henry Ford ou George Bush père. Depuis les années Nixon et le début des années Reagan, les conservateurs ont préféré le populisme à l'élitisme. Reagan, connu pour ses talents d'orateur, est caractérisé par Michael Kazin comme le point culminant de l'esprit conservateur populiste dont Nixon a été le départ<sup>702</sup>. Les conservateurs ont poursuivi dans cette direction dans les années 1990 en insistant sur l'idée que la particule élémentaire de l'Amérique était l'individu et que l'esprit du projet américain ne pouvait se trouver que dans la sagesse populaire, le pouvoir et les institutions ne faisant que la corrompre. Tous ces sursauts conservateurs ont temporairement redéfini la ligne directrice républicaine, tendance dans laquelle semble également s'inscrire le *Tea Party*.

## B. Mise en perspective de l'influence conservatrice du Tea Party

Il ne s'agira pas dans cette section de reprendre ce que nous avons pu dire auparavant quant au caractère conservateur et libertarien du *Tea Party* mais plutôt de montrer que, dès les débuts du mouvement et jusqu'aux élections de mi-mandat de 2010, le Parti républicain a

---

<sup>701</sup> Liberté et propriété sont étroitement liées selon le septième principe du conservatisme de Kirk.

<sup>702</sup> Michael Kazin, *The Populist Persuasion: An American History*, Ithaca, Cornell University Press, 1995, pp. 260-266.

progressivement modifié la hiérarchisation des thèmes qu'il abordait et ses stratégies d'action. La question qui se pose alors est celle de savoir dans quelle mesure pouvons-nous parler d'une « révolution conservatrice *Tea Party* » au même titre que les sursauts que nous avons identifiés précédemment ?

### 1. Les 3 premières caractéristiques du conservatisme moderne appliquées au *Tea Party*

#### *Retour à la suspicion*

Le moins que l'on puisse dire c'est que la présidence de George W. Bush n'a pas été marquée par une suspicion à l'égard du pouvoir de l'Etat. Certes le quarante-troisième président des Etats-Unis a fait passer plusieurs baisses d'impôts substantielles en 2001 et 2003 et la « Guerre contre le terrorisme » permet d'expliquer une grande partie de l'augmentation des dépenses de l'Etat de 2001 à 2008, mais la philosophie politique de George W. Bush – le conservatisme compassionnel – l'a guidé tout au long de ses deux mandats à la tête des Etats-Unis. Définie par l'homme qui écrivait ses discours comme l'idée que « l'Etat doit encourager la mise à disposition de services sociaux sans les fournir lui-même », elle est loin de n'être qu'un slogan. Elle a, effectivement, donné une justification théorique à la création du *White House Office of Faith-Based and Community Initiatives*, aux baisses d'impôts et aux subventions pour les églises. Ceci respectait encore l'idée, exprimée par Reagan, que « la croissance, la prospérité et, en définitive, l'épanouissement sont créés de la base vers le sommet et non de l'Etat vers la population »<sup>703</sup>, le rôle de l'Etat fédéral n'étant que d'appuyer ce genre d'initiative.

Cependant, dès le début du premier mandat de George W. Bush, des voix conservatrices se sont élevées, pointant du doigt la vacuité du concept ou sa perversion en une doctrine prônant des dépenses trop importantes de l'Etat fédéral.

“As countless writers have noted in *National Review* over the last five years, most conservatives never really understood what compassionate conservatism was, beyond a

---

<sup>703</sup> Prononcé lors du discours devant les dirigeants de la Banque mondiale et du Fond Monétaire International, le 29 septembre 1981.

convenient marketing slogan to attract swing voters. The reality — as even some members of the Bush team will sheepishly concede — is that there was nothing behind the curtain.”<sup>704</sup>

De son côté le conservateur Fred Barnes remarquait en 2003 que, pour Bush, la garantie de l’individualisme et du capitalisme pouvait être assurée par l’Etat fédéral. De même en 2008, Bush était allé à l’encontre des « principes de l’économie de marché pour sauver le système de l’économie de marché »<sup>705</sup> alors qu’une grande majorité du *Tea Party* voit dans l’échec une part essentielle du capitalisme. Pour le Parti républicain, l’un des changements radicaux de l’après-Bush a été une réévaluation du rôle et de la place donnés à l’Etat fédéral, notre objectif étant d’évaluer la part de l’influence du *Tea Party* dans ces changements.

Une illustration de l’évolution rapide de la place de l’Etat fédéral aux yeux du Parti républicain peut être trouvée dans les réponses républicaines aux discours sur l’état de l’Union. Le discours prononcé en 2009 par Bobby Jindal, ancien représentant républicain et gouverneur de Louisiane, présente un caractère profondément optimiste et consensuel. Il insiste, tout au long de sa réponse, sur l’importance pour les représentants politiques de travailler ensemble peu importe leur couleur politique et peu importe la question du jour.

“Republicans are ready to work with the new president to provide these solutions. Here in my state if Louisiana, we don’t care what party you belong to if you have good ideas to make life better for our people. We need more of that attitude from both Democrats and Republicans in our nation’s capital. All of us want our economy to recover and our nation to prosper. So where we agree, Republicans must be the president’s strongest partners. And where we disagree, Republicans have a responsibility to be candid and offer better ideas for a path forward. [...] In Louisiana, [...] we passed tax cuts with bipartisan majorities. Republicans and Democrats put aside their differences. We worked together to make sure our people could keep more of what they earn. If it can be done in Baton Rouge, surely it can be done in Washington, D.C.”<sup>706</sup>

Mais malgré cet appel à la coopération entre les deux grands partis américains, il s’oppose à la vision présentée par Barack Obama du rôle de l’Etat fédéral.

“Today in Washington, some are promising that government will rescue us from the economic storms raging all around us. Those of us who lived through Hurricane Katrina, we have our doubts. [...] To solve our current problems, Washington must lead. But the way to lead is not

---

<sup>704</sup> Jonah Goldberg, « Living in the Real World », in nationalreview.com, [En ligne], 13 mars 2006.

<sup>705</sup> Prononcé en répondant à une interview de CNN en 2008.

<sup>706</sup> Bobby Jindal, Réponse au discours sur l’état de l’Union, 24 février 2009.

to raise taxes, not to just put more money and power in the hands of Washington politicians. The way to lead is by empowering you, the American people.”<sup>707</sup>

Même s’il s’agit d’une figure de style, Jindal ne parle ici que de « doutes ». L’ancien représentant de la Louisiane ne concentre pas son discours sur les dangers ou les menaces posés par les idées du Président mais sur le besoin de solution à la crise. Ainsi précise-t-il que Washington a un rôle à jouer pour retrouver le chemin de la prospérité. L’Etat fédéral doit montrer la voie, non pas en imposant la manière avec laquelle les Etats-Unis se redresseront mais en assurant à la population les conditions nécessaires à la prospérité. D’une certaine manière, comme dans le discours de George W. Bush dix ans auparavant, l’Etat fédéral a un rôle important. Mais là où, pour Bush, il donnait l’impulsion, il ne fait que garantir des conditions claires et définies pour Jindal. D’où la dernière partie de son discours, qui s’adresse directement aux déçus du conservatisme républicain et qui fait l’autocritique du parti de l’éléphant au cours des dernières années.

“In recent years, these distinctions in philosophy became less clear. Our party got away from its principles. You elected Republicans to champion limited government, fiscal discipline, and personal responsibility. Instead, Republicans went along with earmarks and big government spending in Washington. Republicans lost your trust, and rightly so.”<sup>708</sup>

En essayant de tourner la page des années Bush, Jindal fustige l’Etat dépensier, irresponsable en matière fiscale et pose les bases de ce qu’il souhaite être la nouvelle ligne directrice du GOP : Etat limité, exigence fiscale et responsabilité personnelle. On note dans ce discours de février 2009 la volonté du Parti républicain de reconquérir son électorat et la population en limitant l’ampleur de l’Etat fédéral mais en affirmant malgré tout son rôle.

L’année suivante, le message porté par Bob McDonnell restait sensiblement similaire. L’accent était aussi mis sur l’importance de la coopération au sommet de l’Etat. Mais à la différence de 2009, McDonnell souligne l’effet négatif de l’action de l’Etat et des réformes mises en place par l’administration Obama :

“We must enact policies that promote entrepreneurship and innovation so America can better compete with the world. What government should not do is pile on more taxation, regulation and litigation that kill jobs and hurt the middle class. [...] Today, the federal government is simply trying to do too much. [...] Without reform, the excessive growth of government threatens our very liberty and our prosperity. [...] Many Americans are concerned about this

---

<sup>707</sup> *Ibid.*

<sup>708</sup> *Ibid.*

administration's effort to exert greater control over car companies, banks, energy, and health care, but over-regulating employers won't create more employment, overtaxing investors won't foster more investment. [...] Top-down, one-size-fits-all decision-making should not replace the personal choices of free people in a free market, nor undermine the proper role of state and local governments in our system of federalism.”<sup>709</sup>

En effet, en évoquant les menaces que pose l’Etat pour les libertés individuelles, le gouverneur de Virginie change de registre discursif et accuse directement le président américain et ses orientations idéologiques d’être autant de menaces pour la population. De plus, en opposant des citations des Pères fondateurs à l’action de Barack Obama, il place celui-ci implicitement dans la catégorie des ennemis de la « voie américaine ».

Il est cependant important de noter que le discours de Bob McDonnell prononcé au début de l’année 2010 présente, lui aussi, une forte volonté de travailler avec le camp démocrate. Le gouverneur de Virginie souligne à de nombreuses reprises que « nous voulons de la coopération, pas du sectarisme », « nous avons énormément en commun » tant en ce qui concerne le système de santé, que l’énergie, l’éducation ou la défense<sup>710</sup>. Il finira sa réponse au discours sur l’état de l’Union par un appel à ce que les Démocrates, les Républicains et les Indépendants « s’engagent à travailler ensemble pour laisser cette nation dans un meilleur état que nous l’avons trouvée »<sup>711</sup>.

A la suite de ces deux discours qui symbolisent la ligne directrice du Parti républicain dans les premiers mois de la présidence Obama, deux aspects retiennent notre attention : l’appel à la coopération et le rôle que le parti laisse à Washington. Le premier point se comprend assez facilement puisque le parti de l’éléphant cherchait à se réinventer au lendemain des années Bush. L’important pour lui était alors de faire en sorte qu’il soit pris en considération par la majorité, de trouver les moyens nécessaires pour peser dans la décision politique face à un exécutif et un Congrès contrôlés par les Démocrates. Nous verrons donc que jusque dans les premières étapes des élections de mi-mandat de 2010, l’influence politique du *Tea Party* ne se fait pas encore sentir. Comme le soulignent Karpowitz *et al.*, le mouvement a parfois montré une forte animosité envers un Parti républicain orienté vers la reconquête du pouvoir et lui a parfois donné un nouveau souffle en insistant sur des idées centrales pour les deux entités.

---

<sup>709</sup> Bob McDonnell, Réponse au discours sur l’état de l’Union, 27 janvier 2010.

<sup>710</sup> *Ibid.*

<sup>711</sup> *Ibid.*

“At times, the interactions involved outright hostility between the two, while in other contexts, coordination strategies predominated. To some degree, the variety of relationships reflected the wide range of issues pursued by the Tea Party movement. [...] Tension between the party and the movement also emanates from the different ends pursued by the two organizations. Parties seek to maximize votes, while movements express ideas and seek specific actions from the government. If the party seems more concerned about electoral victory than its core ideas, the conflict arises.”<sup>712</sup>

L'influence idéologique du mouvement sur le parti s'est notamment fait ressentir lors des primaires républicaines. Karpowitz note que, lors du choix du candidat républicain, ceux qui avaient reçu un soutien explicite du *Tea Party Express* ou de Sarah Palin – à l'époque en guerre contre l'*establishment* républicain et figure de proue officieuse du mouvement – ainsi que ceux qui avaient signé le *Contract from America* et qui montraient leur proximité avec le *Tea Party*, avaient bénéficié de bien meilleurs résultats que les autres candidats républicains. Dans le premier cas de figure, les « candidats soutenus par le *Tea Party* » avaient obtenu entre huit et neuf pour cent de voix en plus à l'échelle nationale, ce chiffre s'élevant à vingt pour cent s'il s'agissait de « candidats adoptant les principes du *Tea Party* » en signant le *Contract from America* ou en s'engageant au sein du mouvement<sup>713</sup>.

En définitive, comme nous l'avons vu auparavant avec les idées de Skousen relayées par le *Tea Party*, le mouvement incarne un esprit de suspicion envers le pouvoir de l'Etat. Le journaliste Jeffrey Rosen observait en novembre 2010 que même si tous les membres du mouvement ne sont pas des adeptes de Skousen, cette suspicion est en train de ressurgir<sup>714</sup>. Elle est pointée dans deux directions, celle des organes et des individus travaillant pour l'Etat fédéral, et celle des cours de justice. En conséquence, le Parti républicain s'est retrouvé sous le feu des critiques formulées par le mouvement contre les « républicains modérés » et a pu se sentir menacé par un électorat acquis à la cause du *Tea Party* depuis les années soixante-dix. Michael Behrent insistait dès 2010 sur l'envie du *Tea Party* de « contraindre les Républicains à adopter une ligne plus conservatrice » et cela s'est traduit par le retour d'une rhétorique fondamentalement antiétatique au sein du GOP au cours de l'année 2010 au travers de

---

<sup>712</sup> Christopher Karpowitz, Quinn Monson, Kelly Patterson et Jeremy C. Pope, « Tea Time in America? The Impact of the Tea Party Movement on the 2010 Midterm Elections », in *PS: Political Science & Politics*, Vol. 44, N°2, Avril 2011, p. 303.

<sup>713</sup> Christopher Karpowitz *et al.* « Tea Time in America?... art. cit., p. 306.

<sup>714</sup> Jeffrey Rosen, « Radical Constitutionalism », in *nytimes.com*, [En ligne], 26 novembre 2010.

nouveaux représentants républicains membres du *Tea Party* comme Mike Lee, Marco Rubio, ou encore Rand Paul.

### *Retrouver la voie américaine*

Alors que la présidence de George W. Bush avait été jonchée d'appels au patriotisme dans la « guerre contre le terrorisme », les membres du mouvement ont ressenti un certain abandon du modèle américain et donc la nécessité d'un retour au patriotisme. Le patriotisme des années Bush se concentrait sur la distinction entre les Etats-Unis d'un côté et l' « Axe du Mal » de l'autre, dont l'enjeu était la défense et la diffusion de la liberté, comme nous pouvons le voir au travers de son discours sur l'état de l'Union en 2004.

“America is a nation with a mission, and that mission comes from our most basic beliefs. We have no desire to dominate, no ambitions of empire. Our aim is a democratic peace, a peace founded upon the dignity and rights of every man and woman. America acts in this cause with friends and allies at our side, yet we understand our special calling: This great republic will lead the cause of freedom.”<sup>715</sup>

Le patriotisme exprimé par le *Tea Party* est, lui, sensiblement différent et oppose aux « patriotes américains » – c'est-à-dire à ceux qui suivent la voie américaine tracée par les Pères fondateurs – les « ennemis de l'Amérique » dont une partie est américaine. Il ne s'agit pas d'un patriotisme classique, défini par Stephen Nathanson selon quatre critères dont « une affection particulière pour son propre pays, une identification personnelle au pays en question, un souci particulier pour le bien-être du pays et une volonté de sacrifice pour promouvoir ses valeurs »<sup>716</sup>, mais se rapproche plutôt du concept de « nationalisme » qui trouve son origine dans la peur provoquée par des dangers extérieurs ou des ennemis intérieurs, peur qui entraîne un renfermement face à l'extérieur et un souhait de revenir au système de valeurs qui a fondé la nation. C'est exactement ce que propose le *Tea Party* après avoir identifié ces « ennemis de l'Amérique » chez les Démocrates et chez les Républicains. Cette forme de nationalisme n'oppose pas les Américains et les étrangers, ou alors métaphoriquement. En effet, les Américains sont ceux qui portent les valeurs des Pères fondateurs et les étrangers sont ceux qui ont trahi la pensée des Pères fondateurs contenue dans la constitution américaine. Comme

---

<sup>715</sup> Discours sur l'état de l'Union de George W. Bush prononcé le 20 janvier 2004.

<sup>716</sup> Stephen Nathanson, *Patriotism, Morality, and Peace*, Lanham, Rowman & Littlefield, 1993, p. 34-35.

ils aiment à le rappeler, les membres du *Tea Party* ont adopté ce nom en raison de la proximité de leur lutte avec celle du *Boston Tea Party* tant sur le plan antifiscal (lutte contre *Tea Act* en 1773 ou contre le plan de relance économique de 2009 et ses conséquences), que sur le plan antiétatique (lutte contre la couronne anglaise en 1773 ou l'Etat fédéral en 2009) ou culturel (que le gouvernement soit anglais, comme en 1773 ou « symboliquement étranger » car *en-dehors* du peuple en 2009). L'appel au retour à la constitution et au conservatisme constitutionnel s'inscrit donc dans ce cadre. L'abandon de la pensée des Pères fondateurs par l'*establishment* républicain et les membres modérés du GOP a fait du parti un coupable de la situation des Etats-Unis en 2009. En cela, le *Tea Party* a lancé une chasse aux « RINO » (*Republican in Name Only*), ceux qui avaient été coupables de modération dans la défense de la voie américaine. Dans le même temps, le mouvement appelait à un retour au patriotisme, parce que les Etats-Unis avaient été fondés sur des principes d'inspiration divine.

Comme l'explique David Fellman « le succès de l'économie américaine a été rattaché au succès de la constitution, l'un interagissant avec l'autre »<sup>717</sup>. Pour les membres du *Tea Party*, si les Etats-Unis sont devenus la première puissance mondiale, c'est grâce à sa constitution et à ce qu'elle permet. Plutôt que de garantir l'égalité des individus, elle assure l'égalité des chances et place donc la liberté au-dessus de l'égalité. La Déclaration d'indépendance des Etats-Unis précise d'ailleurs que les hommes disposent de droits inaliénables parmi lesquels la vie, la liberté et la poursuite du bonheur. La conséquence de cette vision, outre la critique des programmes sociaux limitant la liberté de certains au profit de l'égalité, est une lutte interne au mouvement entre sa base populaire et ses organisations nationales. Bien que l'un des mots d'ordre du mouvement mette l'accent sur l'économie de marché (*free market*) et qu'il soit présenté dans tous les statuts des groupes locaux étudiés comme l'une des missions principales, le concept d'économie de marché n'est jamais explicité et les auteurs ne précisent pas non plus les objectifs pour y parvenir. De même, lors des entretiens, les seules mentions de l'économie de marché sont celles de Tom C. qui refuse que les Démocrates et les Républicains travaillent ensemble puisque « les Démocrates doivent être vaincus dans la mesure où ils s'opposent aux libertés individuelles et à l'économie de marché »<sup>718</sup>. La deuxième mention s'observe dans le cadre de sa lutte antiétatique et contre les représentants politiques. Pour lui, la constitution américaine représente une limite pour l'Etat

---

<sup>717</sup> David Fellamn, « Constitutionalism », in Philip P. Wiener *Dictionary of the History of Ideas*, Volume 1, New York, Macmillan Pub Co, 1974, p. 490.

<sup>718</sup> Entretien par e-mail avec Tom C., le 16 septembre 2016.

qui empêche la corruption car « plus l'Etat est important, plus il contrôle de marchés, plus il y a de chances que les représentants utilisent ce contrôle à des fins personnelles »<sup>719</sup>. Rappelons par exemple, que pour Tom Z., ce qui a motivé son engagement au sein du mouvement a été la réforme du système de santé en raison de ses dangers pour la liberté. Pour lui, avant de poser un problème économique ou médical, la réforme posait un problème de liberté.

De manière similaire, le *New York Times* présente un exemple de cette conflictualité entre une économie de marché pure et une lutte patriotique pour que le pays se relève après la crise de 2007-2008. Tom Grimes, un membre du *Tea Party* explique qu'il a perdu son emploi à cause de la crise et qu'il perçoit une aide de la Sécurité sociale. Cependant, ce qui est paradoxal, c'est que Grimes pointe du doigt le manque de régulation comme la cause de la perte de son emploi.

“Government is absolutely responsible, not because of what they did recently with the car companies, but what they've done since the 1980s,” he said. “The government has allowed free trade and never set up any rules.”<sup>720</sup>

L'économie de marché est donc clairement vue comme la cause du problème et non comme la solution, et ce, pour soixante-et-un pour cent de ses membres<sup>721</sup>. Enfin, pour les membres du mouvement qui souhaitent appliquer la constitution à la lettre, l'article I, section 8 de la constitution américaine précise que le Congrès a le pouvoir de « réguler le commerce avec les nations étrangères » privilégiant largement le protectionnisme au libre-échange. Mais cette approche n'est pas partagée par la majorité de l'élite du mouvement. Rand Paul indiquait vouloir « mettre le monde en marche vers le libre-échange » et « s'opposer aux syndicats pour signer des accords de libre-échange entre le Pérou, le Panama et la Corée du Sud »<sup>722</sup>, Joe Miller se déclarait en faveur d'un engagement des Etats-Unis dans un ensemble d'accords sur le libre-échange », Jim DeMint a systématiquement voté en faveur des nouveaux accords de libre-échange et considère qu'ils sont la clé d'une économie forte, Mike Lee assure que « l'un des meilleurs moyens d'améliorer l'économie est le libre-échange »<sup>723</sup>. Enfin, un grand nombre d'organisations du mouvement, parmi lesquelles *FreedomWorks* ou *Americans for Prosperity*, ont pour objectif premier la défense du capitalisme, de l'économie de marché et

---

<sup>719</sup> *Ibid.*

<sup>720</sup> Kate Zernike, « With no Jobs, Plenty of Time for Tea Party », in nytimes.com, [En ligne], 27 mars 2010.

<sup>721</sup> *Ibid.*

<sup>722</sup> Zaid Jilani, « Most Tea Partiers Think Free Trade Agreements That Tea Party Candidates Support Are Bad For The Country », in thinkprogress.com, [En ligne], 30 septembre 2010.

<sup>723</sup> *Ibid.*

du libre-échange. Le *Tea Party* regroupe donc bien en lui une exagération des trois premiers principes du conservatisme moderne tels qu'ils sont définis par Edmund Burke.

## 2. Les 3 dernières caractéristiques du conservatisme moderne appliquées au *Tea Party*

Après avoir étudié l'avènement du *Tea Party* sur la scène politique américaine et son impact sur le Parti républicain, après avoir vu que l'idéologie du mouvement constitue l'exagération des trois premiers principes du conservatisme définis par Edmund Burke, il convient de voir que le *Tea Party* est également en contradiction totale avec les trois derniers principes qui sont « une croyance envers les institutions et la hiérarchie », « un scepticisme envers le progrès » et « l'élitisme ».

La meilleure explication de cette absence de croyance envers les institutions peut être trouvée dans les recherches de Richard Hofstadter. En 1964, l'historien américain présentait dans un article séminal ce qu'il nommait le style paranoïaque dans la politique américaine. Pour lui, le seul moyen de comprendre le style politique de la droite – qui se caractérisait par de « fortes exagérations, une suspicion latente et un fantasme conspirationniste »<sup>724</sup> – était de le ou rapprocher de la paranoïa. Hofstadter établissait une distinction entre la version politique et la version clinique de la paranoïa, tout en remarquant des similarités entre les deux comme « une tendance dans les deux versions à être surexcité, suspicieux, agressif, hyperbolique et apocalyptique à la fois dans leur expression »<sup>725</sup>. La seule différence entre les deux paranoïas était que, dans sa forme clinique, l'individu se voyait personnellement persécuté ou victime d'un complot alors que l'individu au style politique paranoïaque semblait percevoir un complot envers « une nation, une culture, un style de vie dont le destin ne le menace pas seulement lui, mais aussi des millions d'autres »<sup>726</sup>. En plus de cela, le fait qu'il se voie comme un être animé d'une passion politique pour aider les autres, suivant des instincts patriotiques, avait une grande importance dans l'amplification du sentiment d'être moralement vertueux face à une situation dangereuse.

---

<sup>724</sup> Richard Hofstadter, *The Paranoid Style in American Politics*, (1964) New York, Vintage Books, 2008. p. 3.

<sup>725</sup> Ibid. p. 4.

<sup>726</sup> Ibid. p. 19.

Le psychologue de Roderick Kramer exposait l'idée que les personnes qui présentaient un style paranoïaque dans le domaine social essayaient « de donner du sens et de faire face à un environnement social menaçant [...] ces formes ordinaires de paranoïa pouvant être vues comme [...] des réponses à des situations déstabilisantes »<sup>727</sup> plutôt que comme des manifestations d'une paranoïa au sens clinique. Il est donc fondamental d'insister sur le fait que l'objectif n'est pas ici de qualifier les membres du *Tea Party* de « paranoïaques » au sens clinique, mais de montrer que l'utilisation de ce style politique paranoïaque a aidé le mouvement à avoir un poids substantiel sur le Parti républicain.

Kramer poursuit en montrant que le traitement de l'information, de la part de l'individu, s'effectue de manière très appliquée, ce qui contribue à amplifier et donner une place disproportionnée à certaines perceptions. Son étude montre également que le style paranoïaque dans le domaine social émerge suite à l'apparition de doutes concernant la situation sociale des individus, notamment lorsque de nouveaux acteurs entrent dans un environnement social dominé depuis longtemps par d'autres groupes. Habités à cet environnement où leur statut était assuré et destitués de leur position, les sympathisants du *Tea Party* ont rapidement adopté un ensemble d'idées et une manière de les exprimer leur permettant de reconquérir leur position passée (ce que nous avons vu dans le chapitre précédent quand nous parlions de « mouvement de statut »).

Ainsi, les menaces perçues contre leur « domination » passée les ont placés dans une situation où ils se sont vus « injustement visés » par des changements politiques. Barreto *et al.* expliquent que cette vision se nomme « paranoïa dite du “pauvre de moi” » (« *poor me* » *paranoia*)<sup>728</sup>. Ce genre de sentiments entraîne souvent une interprétation du rapport de force entre groupes en termes de « victimes innocentes persécutées par d'autres groupes sociaux [...] ce qui permet aux « victimes » de garder une forte estime d'elles-mêmes et de voir les agresseurs comme inférieurs »<sup>729</sup>. En associant la « paranoïa du “pauvre de moi” » et le style paranoïaque dans le domaine social, Barreto *et al.* ont créé un modèle qui permet d'analyser le style paranoïaque des croyances des membres du *Tea Party*, et l'influence de ce style sur l'idéologie du mouvement et conséquemment sur le GOP.

---

<sup>727</sup> Barreto M. A. *et al.*, « The Tea Party in the Age of Obama: Mainstream Conservatism or Out-Group Anxiety ? », in *Political Power and Social Theory*, Volume 22, 2011, p. 3.

<sup>728</sup> *Ibid.* p. 6.

<sup>729</sup> *Ibid.*

Selon Richard Hofstadter, le style paranoïaque s'appuie sur un système de croyances précis, le « pseudo-conservatisme », terme créé par Theodor Adorno dans *Etudes sur la personnalité autoritaire*<sup>730</sup>. Le « pseudo-conservateur » est une personne qui utilise facilement la rhétorique du conservatisme, un système de croyances qui respecte profondément les traditions et les institutions et qui magnifie leur histoire. Cependant, ce qui sépare le conservateur « classique » du « pseudo-conservateur » serait l'idée qu' « au nom du maintien des valeurs et des institutions américaines traditionnelles et de leur défense contre des dangers plus ou moins imaginaires, il va consciemment ou non viser leur abolition »<sup>731</sup>. En plus de cela, le « pseudo-conservateur croit vivre dans un monde dans lequel il est épié, victime de complots, et destiné à la disparition »<sup>732</sup>. C'est cela qui va le pousser à attaquer un style de vie et des institutions qu'il prétend respecter. Cette description du pseudo-conservatisme semble parfaitement coïncider avec ce qui nous a été possible d'observer, notamment dans le chapitre précédent lorsque les membres du *Tea Party* parlaient de l'Etat comme d'un élément toujours plus invasif, accusaient l'Organisation des Nations Unies de vouloir prendre le contrôle des Etats-Unis ou considéraient que chaque réforme portait en elle le germe totalitaire. En quelque sorte, la lutte du mouvement est une lutte pour un retour au *statu quo*, ce qui peut paraître contre-intuitif puisque c'est exactement sous ce terme qu'ils désignent ce qui les révolte à Washington.

L'élection de Barack Obama, premier président afro-américain, peut être ainsi vue comme le symbole d'une menace sociale, économique et politique naissante pour les membres du *Tea Party*. En représentant une menace, l'élection a déclenché de la crainte, de la colère et de l'anxiété chez les sympathisants du mouvement politique. Bien que certains membres du *Tea Party* expliquent que ce qui a déclenché leur colère est l'explosion des déficits publics causée par les plans de sauvetage successifs, il est important de remarquer que sous la présidence de George W. Bush, la contestation restait marginale, malgré le pragmatisme du parti de l'éléphant tant décrié par le *Tea Party* à partir de 2009. C'est bien à l'orée de la présidence Obama qu'est né le mouvement de contestation. Dans son étude collective, Barreto remarque que le Parti démocrate a toujours eu des difficultés à s'assurer les votes des blancs de la classe ouvrière. Cette-dernière, dit-il, s'est parfois même complètement retournée contre les politiques des progressistes. La classe ouvrière se sentant abandonnée,

---

<sup>730</sup> Theodor Adorno, *Etudes sur la personnalité autoritaire*, (1950), Paris, Editions Allia, 2007, p. 675.

<sup>731</sup> Barreto M. A. *et al.*, « The Tea Party in the Age of Obama », *art. cit.*, p.6.

<sup>732</sup> *Ibid.*

elle a pu se tourner vers une autre approche de la politique. Ainsi, « les démocrates ont laissé la porte ouverte aux Républicains et par la suite au *Tea Party* pour qu'il s'assure les voix d'une classe ouvrière » qui vote parfois contre ses propres intérêts mais qui peut ainsi exprimer son anxiété<sup>733</sup>.

En s'appuyant sur les recherches du *Multi-State Survey of Race and Politics*, un groupe dirigé par le Centre de Recherche et d'Enquête de l'Université de Washington (*Center for Survey Research at the University of Washington*), Barreto *et al.* ont cherché à savoir si le *Tea Party* était un mouvement conservateur « classique » où si ses membres présentaient les caractéristiques du pseudo-conservatisme. L'analyse, faite à partir de données collectées sur plus de trente sites Internet majeurs du *Tea Party*, ou via l'émission de Glenn Beck ainsi que sur les sites d'organisations conservatrices comme la *National Review* ou l'*Heritage Foundation*, montre une nette différence entre les thèmes abordés au sein du *Tea Party* et ceux développés dans des organisations conservatrices classiques. A titre d'exemple, soixante-dix-sept pour cent du contenu du site de la *National Review* était dédié à des questions centrales pour les conservateurs comme la taille de l'État fédéral et la sécurité nationale, chiffre qui tombe à trente-deux pour cent sur les sites affiliés au *Tea Party*. Mais en plus de ce manque d'attention accordé aux valeurs conservatrices traditionnelles, il est important de noter que plus de la moitié du contenu était consacré à des éléments caractéristiques du pseudo-conservatisme comme les peurs conspirationnistes ou les peurs du socialisme et du communisme.

Pour conclure sur le scepticisme des membres du mouvement envers les institutions étatiques et la hiérarchie, il convient de parler de l'anti-élitisme qui lui est lié. Alors que l'élitisme constitue la dernière caractéristique du conservatisme moderne pour Edmund Burke, il est totalement rejeté par le *Tea Party* pour une seule raison : le pouvoir de l'Etat vient du peuple qui dispose de la sagesse populaire.

Pour Mark Lilla, nombre d'Américains ont réussi à se convaincre que les élites éduquées des Etats-Unis – politiciens, bureaucrates, journalistes mais également médecins, scientifiques et enseignants – contrôlent ou souhaitent contrôler leur vie. Ils ne plus vouloir que l'on impose ce qui constitue « une information » ou ce qu'ils doivent penser du réchauffement planétaire. Lilla insiste, cependant, sur le fait qu'il ne s'agit pas de

---

<sup>733</sup> *Ibid.* p. 10.

revendications politiques au sens conventionnel du terme. La rhétorique du *Tea Party* fonctionne par exemple différemment de ce qui a pu être observé par le passé. Elle exacerbe les émotions en appelant à l'opinion personnelle, à l'autonomie personnelle et au choix personnel, tout cela dans le but de neutraliser, et non d'utiliser, le pouvoir politique. Une voix est ainsi donnée à ceux qui se sentent persécutés par l'État et cette voix demande que le peuple soit « laissé tranquille ».

Pour le communautarien, Michael Sandel, les Américains sentent qu'ils perdent le contrôle de leur vie à cause de forces impersonnelles qui ont une influence trop importante et qui les empêchent de vivre leur vie comme ils le souhaitent. « Les Américains ont le sentiment que, de la famille au voisinage en passant par la nation, le tissu moral de notre communauté se dénoue »<sup>734</sup>. Sandel pense que ce problème perçu se situe dans une philosophie du libéralisme commune à tous les Américains. Lilla explique, quant à lui, qu'il voit dans le *Tea Party* un nouveau style politique qu'il qualifie (non sans ironie) de « jacobinisme antipolitique »<sup>735</sup> (*antipolitical Jacobin*). Les « nouveaux Jacobins », comme il appelle les membres du *Tea Party* auraient deux caractéristiques prononcées qui seraient « une méfiance totale à l'égard des institutions et une étonnante confiance en eux-mêmes »<sup>736</sup>. En d'autres termes, ils sont aussi pessimistes que possible en ce qui concerne la sphère publique, mais aussi optimistes que possible en ce qui concerne la sphère privée. En 2008, seul un dixième de la population américaine se disait satisfaite de la situation dans laquelle se trouvaient les États-Unis. La confiance envers « le Président » ou « les cours de justice » reste un plus élevée, mais les éléments abstraits comme « l'État » et son action récoltent une majorité stable de sceptiques. Mark Lilla ajoute qu'il est important de comprendre que « la confiance exprimée dans le marché ou les dérégulations est simplement relative à la perception d'un État qui n'est plus fonctionnel »<sup>737</sup>. La première explication de cet effet se trouve dans ce que Suzanne Mettler nomme l'« Etat submergé » (*submerged state*), c'est-à-dire le fait que même quand l'Etat joue un rôle positif pour les individus, la population ne s'en rend pas compte puisque l'aide est apportée par des agences privées soutenues par le gouvernement. Adam Sheingate remarque également ce phénomène : « si les Américains ne voient pas l'État, c'est parce que celui-ci est dissimulé dans un réseau complexe d'organismes

---

<sup>734</sup> Formisano R. P., *The Tea Party...*, *op. cit.*, p.107.

<sup>735</sup> *Ibid.*

<sup>736</sup> Mark Lilla, « The Tea Party Jacobins », in nybooks.com, [En ligne], 29 avril 2010.

<sup>737</sup> *Ibid.*

privés et publics liés par des relations contractuelles »<sup>738</sup>. Ce phénomène a obscurci le rôle de l'État et exagéré celui du marché<sup>739</sup>.

De plus, la raison de cette méfiance – et même de cette défiance – serait qu'« en devenant de plus en plus autonomes, moins attirées par les partis politiques et les idéologies traditionnelles, les institutions politiques ont plus de difficulté à les représenter<sup>740</sup>. En fait, au fur et à mesure que l'esprit libertarien s'est imposé dans la culture américaine, en commençant à gauche, puis en se consolidant à droite, bon nombre de citoyens ont commencé à abandonner les institutions politiques modernes et ont appris à les aborder différemment, individuellement. L'historien américain prend comme exemple le système de santé pour illustrer cette nouvelle étape franchie dans l'individualisme. Attaqué de toutes parts par les membres du *Tea Party*, il est pour Lilla l'exemple flagrant d'un individualisme qui s'est transformé en une méfiance à l'encontre des élites. Une partie de la population prétend, maintenant, savoir mieux que les médecins et les experts ce qui est bon pour elle ou non. Internet devient un outil d'autodiagnostic, une source d'automédication et le contrôle par les agences gouvernementales peuplées « d'élites » et « d'experts » [considérés comme] illégitimes est fortement critiqué. Cette tendance au « mieux savoir que les professionnels » existe pour deux raisons. Tout d'abord, parce que l'individu pense mieux se connaître que les experts, mais également parce que « la figure de l'expert » (au sens large) est vue comme un agent contrôlant la vie des « Américains ordinaires » ce qui conduit à des campagnes du mouvement anti-vaccination. Michele Bachmann déclarait en novembre 2011 que « les parents devaient prendre une décision pour leurs enfants car ce n'est pas les écoles qui auront à vivre avec eux. Ce sont [les parents], les enfants et leur corps qui doivent faire face aux ravages des vaccinations »<sup>741</sup>. Bachmann se présentait alors comme la porte-parole de parents qui l'avaient contactée et qui pensaient que les problèmes physiques de leur fille venaient d'un vaccin qui lui avait été fait à l'école, bien que Bachmann n'eût avancé aucune preuve pour corroborer cette déclaration. Pour conclure, Lilla ajoutait que les populations de tous les pays connaissent ces tendances « en temps de crise quand tout espoir semble perdu, mais que, contrairement aux autres pays, les Américains font aussi cela parce que l'expertise et

---

<sup>738</sup> Adam Sheingate et Laure Géant, « Pourquoi les Américains ne voient-ils pas l'Etat », in *Revue française de science politique*, Vol. 64, n°2, 2014, p. 208.

<sup>739</sup> Formisano R. P., *The Tea Party...*, *op. cit.*, p.105.

<sup>740</sup> Dalton R. J., « The Social Transformation of Trust in Government », in *International Review of Sociology*, Mars 2005, pp. 133-154.

<sup>741</sup> Déclaration de Michele Bachmann le 14 septembre 2011.

l'autorité sont suspectes par nature en raison de l'individualisme radical qui est le résultat d'une vision faussée de l'idéologie des Fondateurs »<sup>742</sup>. Cette vision faussée sert pourtant de référence au *Tea Party*.

Pour finir, la cinquième caractéristique exposée par Burke (c'est-à-dire le rejet de l'idée de progrès), a déjà été traitée au chapitre précédent lorsque nous avons parlé de l'utilisation extensive des nouvelles technologies de l'information et de la communication par le mouvement. De plus, cette caractéristique présente moins d'intérêt dans le cadre d'une étude de l'influence du *Tea Party* sur le Parti républicain puisque, nous l'avons dit, depuis les années soixante et la campagne de Barry Goldwater, le parti utilise régulièrement les nouvelles technologies et techniques de campagne à sa disposition pour transmettre son message. Le progrès technique n'est donc plus un ennemi de la droite américaine, et ce, depuis plusieurs décennies.

En s'inscrivant dans la tradition du conservatisme moderne aux Etats-Unis, le *Tea Party* est donc rapidement apparu comme un mouvement politique de premier ordre. Qu'il s'agisse du « nouveau souffle » idéologique qu'il apportait aux conservateurs, de son énergie ou de sa critique sans compromis du camp démocrate, le *Tea Party* semblait être pour le Parti républicain un allié de choix pour les batailles électorales à venir.

## II. 2010-2012 : Une restructuration du Parti républicain ?

Comme nous l'avons expliqué dans l'introduction générale, nous nous fonderons sur la grille de lecture des partis et des systèmes partisans de Vincent Lemieux pour rendre compte de l'évolution du Parti républicain à la suite de l'influence – directe et indirecte – du *Tea Party*.

Nous partons du postulant suivant, le Parti républicain – et les deux grands partis américains en général – est un parti avec une longue tradition opportuniste, décentralisé et extensive. Le Parti républicain était décrit comme un parti avec une organisation « sans trop de vigueur. Le manque d'ossature ainsi que l'état de désintégration de ces organisations les

---

<sup>742</sup> Lilla M., *The Tea Party Jacobins...*, art. cit.

mettent dans une classe à part »<sup>743</sup> lorsqu'ils sont comparé aux partis des régimes parlementaires notamment. Nous formulerons, ensuite, l'hypothèse suivante : le Parti républicain sous l'influence du *Tea Party* a connu une transformation volontaire pour devenir un parti programmatique, intensif et relativement centralisé.

#### A. De pragmatique à programmatique

Au milieu des années cinquante, Jean-Louis Seurin décrivait ainsi les deux grands partis politiques américains : « On cherchait en vain au Congrès, cette unité d'action et cette discipline de vote qui caractérisent les partis européens et leurs groupes parlementaires. [...] Les deux grands partis se scindent régulièrement sur des "questions publiques". L'alignement fondé sur l'appartenance partisane est pratiquement nul »<sup>744</sup>. Dans l'opposition entre partis opportunistes (ou pragmatiques) et partis programmatiques, Lemieux précise que les premiers tolèrent une grande variété de situations et de rapports dans leur composante gouvernementale alors que les seconds misent davantage sur la contrainte. Ainsi, dans un système politique de plus en plus polarisé (ce qui caractérise le Congrès américain depuis les années soixante-dix), nous nous attendons à retrouver des partis programmatiques plutôt que des partis opportunistes ou pragmatiques. La logique de la polarisation partisane implique que les partis cherchent à se distinguer le plus possible les uns des autres, en ostracisant ses opposants et en affirmant une ligne de conduite stricte dans le but de conquérir un électorat ou de reconquérir une base électorale. Les partis programmatiques tolèrent peu voire ne tolèrent pas de diversité dans leurs rangs et ce, pour trois raisons. Soit les relations entre gouvernants d'un même parti ne l'autorisent pas, car ceux-ci ont peur d'être exclus par les organes du parti et de perdre son soutien, soit les relations avec le ou les autres partis sont considérées comme impossibles – ce qui peut être le cas si l'adversaire politique est jugé trop radical ou dangereux –, soit, enfin, parce que la composante gouvernementale se plie, plus ou moins volontairement et plus ou moins consciemment, au contrôle des composantes publique et interne, ce que Lemieux nomme les « orientations ». C'est-à-dire qu'un parti aura tendance à privilégier un fort contrôle de sa composante gouvernementale pour se rapprocher le plus possible de ce qu'il perçoit comme étant les demandes de l'électorat.

---

<sup>743</sup> Vincent Lemieux, *Systèmes partisans et partis politiques*, op. cit, p. 217.

<sup>744</sup> Jean-Louis Seurin, *La structure interne des partis politiques américains*, Paris, Armand Colin, 1955, p. 16.

En termes de composition, les deux grands partis américains ont fortement évolué depuis les années trente. Les différentes stratégies de Franklin Roosevelt, Lyndon Johnson ou Nixon pour ne mentionner que les plus importantes, ont toutes entraîné des « réalignements » idéologiques en leur sein. Au cours du XX<sup>e</sup> siècle, alors que la part conservatrice, libérale et modérée de la population n'a pratiquement pas évolué, un « tri » (*sorting*) s'est effectué, plaçant au fur et à mesure et de manière quasiment exclusive les conservateurs dans le camp républicain et les libéraux dans le camp démocrate. Fiorina et Abrams montrent l'importance du phénomène tout en précisant que si cette reconfiguration de l'électorat n'implique pas que les électeurs modérés ont disparu, les représentants ont, quant à eux, évolué en profondeur :

“What has changed is how partisans are distributed in terms of their ideology and issue opinions. Self-identified Democrats have become more homogeneously liberal and self-identified Republicans more homogeneously conservative. And the differences between the two partisan groups on issues have increased, although not nearly as much as those among party elites. [...] Sorting contributes to the extreme partisanship we see in Washington and many of our state capitals. Compared to two decades ago Democratic candidates are more likely to be liberals than moderates, let alone conservatives, and Republicans more likely to be conservatives than moderates, let alone liberals.”<sup>745</sup>

La première explication à cette « discipline partisane », que nous définirons comme la propension des représentants à suivre la ligne fixée par le parti, est donc mécanique ; si les représentants républicains sont tous conservateurs, ils suivront des politiques conservatrices et s'opposeront aux politiques libérales. C'est la position exprimée par Morgan et Jacquin pour qui l'homogénéité grandissante « a renforcé le pouvoir des dirigeants, plus idéologues et dotés des moyens institutionnels d'agir, qui ont cherché à faire adopter des lois conformes aux intérêts partisans et électoraux de leurs troupes »<sup>746</sup>.

L'exemple du « *Taxpayer Protection Pledge* », l'engagement antifiscal créé par le *think tank* dirigé par Grover Nordquist *Americans for Tax Reform* illustre parfaitement le contrôle que peuvent avoir les composantes publique et interne sur la composante gouvernementale du Parti républicain. Le lobby antifiscal, en imposant aux candidats aux élections fédérales ou locales de signer un engagement écrit à ne pas augmenter les impôts s'ils souhaitent obtenir un soutien matériel de sa part, génère une pré-sélection des candidats

---

<sup>745</sup> Morris Fiorina et Samuel Abrams, « Americans aren't polarized, just better sorted », in [washingtonpost.com](http://washingtonpost.com), [En ligne], 21 janvier 2014.

<sup>746</sup> Kimberly Morgan et François Jacquin, « Obstruction ou réforme ? », *art. cit.*, p. 256.

républicains avant même l'étape des primaires. Cela a pour effet d'homogénéiser et de renforcer l'idéologie du parti en réduisant à néant la marge de manœuvre des élus dans certains domaines. Ce contrat, créé en 1986, attire de plus en plus de signataires en raison de l'importance du soutien de l'organisation, de l'image que cela donne aux candidats et des garanties que cela semble accorder aux électeurs.

Cependant, au-delà de l'explication idéologique de la discipline au sein du Parti républicain, les études récentes mettent surtout l'accent sur des facteurs politiques. En somme, si le GOP a semblé de plus en plus camper sur ses positions, c'est par opposition féroce aux Démocrates et au refus de participer aux compromis.

La deuxième raison qui peut pousser les Républicains siégeant au Congrès à une plus grande discipline partisane (et donc indirectement à accorder une plus grande importance à l'idéologie conservatrice) tient dans l'image qu'ils ont de leur opposant principal. Frances Lee souligne, par exemple, le rôle du président américain dans la polarisation politique.

“In a two-party system a party can benefit by resisting, criticizing, and otherwise making the opposite party's president look bad. Members of the opposing party also have a political interest in denying the president and his party credit-claiming opportunities.”<sup>747</sup>

Une stratégie consiste à s'opposer fortement au parti du président, dans notre cas le Parti démocrate, simplement dans le but de l'empêcher de connaître une victoire politique. L'opposition ne se fonde alors pas sur un désaccord politique mais se fait par pure stratégie. Pour le Parti républicain, la contestation acharnée du *Tea Party* au président américain, pour les raisons que nous avons vues auparavant, a donc été utilisée pour retrouver une certaine influence au Congrès mais cela a également eu pour effet de rapprocher le camp républicain des positions du *Tea Party*. En somme, par pragmatisme politique, il est possible d'adopter une ligne programmatique.

En plus de cela, l'image détestable des libéraux et des progressistes auprès des membres du *Tea Party* a fortement encouragé les représentants Républicains à s'opposer à leurs réformes de manière systématique. Une étude du *Pew Research Center* montre la montée de l'animosité entre les deux camps :

“Partisan animosity has increased substantially over the same period. In each party, the share with a highly negative view of the opposing party has more than doubled since 1994. Most of

---

<sup>747</sup> Frances E. Lee, *Beyond Ideology*, op. cit., p. 75.

these intense partisans believe the opposing party's policies "are so misguided that they threaten the nation's well-being."<sup>748</sup>

Alors qu'en 1994, respectivement seize pour cent des Démocrates et dix-sept pour cent des Républicains avaient une mauvaise opinion de leurs opposants politiques, en 2014, ce nombre avait plus que doublé dans les deux camps. Encore plus significatif: vingt-sept pour cent des Démocrates et trente-six pour cent des Républicains considéraient leurs adversaires « dangereux pour le bien-être du pays »<sup>749</sup>. De fait, si l'opposant est perçu comme une menace réelle pour le pays, toute incitation à la coopération disparaît. Pire même, toute coopération serait considérée comme de la trahison. Ce registre rhétorique a d'ailleurs également été utilisé par le *Tea Party* lorsqu'il critiquait les RINO (*Republican In Name Only*), les Républicains modérés qui « n'avaient de conservateurs que le nom ». Le parti, qui s'était attiré les foudres du mouvement en 2010 et dont l'*establishment* avait été critiqué, avait perdu des sièges au Congrès pour cette raison. Il a donc adopté au fur et à mesure une ligne idéologique plus conservatrice dans le but de reconquérir sa base électorale et pour s'assurer des victoires futures. Ceci nous renvoie à l'importance du contrôle de la composante publique sur la composante gouvernementale.

Comme le note Corwin Smidt : dans un système démocratique, l'influence populaire dépend de la capacité de l'électorat à remplacer le parti au pouvoir<sup>750</sup>. Le *Tea Party* est constitué en majorité d'une base historiquement républicaine, ce que montrent les statistiques de l'*American National Election Studies*, reprises par Abramowitz :

"Although some Tea Party leaders have tried to stress the movement's independence from the Republican Party, it is clear from these data and from other surveys that supporters of the Tea Party movement overwhelmingly identify with the Republican Party. In this case, 86 percent of Tea Party supporters were Republican identifiers or independents leaning toward the Republican Party compared with only 32 percent of non-supporters. Tea Party supporters make up a very large proportion of the Republican electoral base."<sup>751</sup>

Avec l'avènement du *Tea Party* sur la scène politique américaine grâce à la critique des deux grands partis, le camp républicain a rapidement eu l'appréhension de voir sa base

---

<sup>748</sup> Pew Research Center, « Political Polarization in the American Public », in [people-press.org](http://people-press.org), [En ligne], 12 juin 2014.

<sup>749</sup> *Ibid.*

<sup>750</sup> Corwin D. Smidt, « Polarization and the Decline of the American Floating Voter », in *American Journal of Political Science*, Vol. 61, N°2, Avril 2017.

<sup>751</sup> Lawrence Rosenthal et Christine Trost, *Steep, op. cit.*, p. 203.

électorale lui échapper pour les élections de mi-mandat, d'autant plus que cette pression populaire commençait à se traduire en victoires symboliques lors des primaires. Ainsi, lorsqu'ils sont assez nombreux, c'est-à-dire lorsque leur poids politique ne peut plus être ignoré, Vladimir Key observe que la peur liée à l'influence du mouvement oblige à « une forte discipline dans les actions des gouvernements »<sup>752</sup> et, rajouterons-nous, au niveau de la composante gouvernementale des partis politiques. Malgré ces observations, la littérature de ces dernières décennies tend à relativiser l'influence de la base électorale d'un parti, notamment s'il s'agit d'un parti historiquement opportuniste comme pouvait l'être le Parti républicain. Après tout, la caractéristique du parti opportuniste est la prédominance de sa composante publique sur sa composante gouvernementale, autrement dit un parti où la composante gouvernementale se doit de répondre en priorité aux attentes des électeurs plutôt qu'à celles de ses adhérents.

« Dans les systèmes compétitifs, les grands partis de gouvernement sont en quelque sorte condamnés à l'opportunisme. [...] Dans certains systèmes compétitifs les grands partis ne cachent pas qu'ils cherchent à gouverner de façon pragmatique. C'est le cas du Parti démocrate et du Parti républicain, aux États-Unis, qui sont aidés en cela par une culture politique et une culture tout court qui valorisent le pragmatisme. Pour ces partis la fonction de représentation prime la fonction de sélection, les électeurs importent plus que les adhérents. Il est d'ailleurs bien connu que l'organisation interne des partis américains n'a pas beaucoup de consistance. »<sup>753</sup>

Bien que McGhee *et al.* soulignent que l'influence des « électeurs est, dans le meilleur des cas, faible pour ce qui est d'imposer une forte discipline »<sup>754</sup> au sein des partis, deux éléments nous confortent dans l'idée que la composante gouvernementale du Parti républicain a adopté une ligne programmatique en partie en raison d'une influence externe venue du *Tea Party*. Premièrement, la composition du mouvement, en très grande majorité républicaine, a mis le GOP dans une situation où il n'était plus sous la pression relative d'une composante publique contrôlable, mais acculé à la veille des élections de mi-mandat par une part substantielle de sa composante interne. En somme, critiqué par la composante publique, le GOP aurait pu répondre par opportunisme, comme le font les deux grands partis américains.

---

<sup>752</sup> Vladimir O. Key, *The Responsible Electorate: Rationality in Presidential Voting, 1930-1960*, Cambridge, Harvard University Press.

<sup>753</sup> Vincent Lemieux, *Systèmes partisans et partis politiques*, *op. cit.*, p. 165.

<sup>754</sup> Eric McGhee, Seth Masket, Boris Shor, Steven Rogers, Nolan McCarty, « A Primary Cause of Partisanship? Nomination Systems and Legislator Ideology », in *American Journal of Political Science*, Vol. 58, N°2, avril 2014, p. 338.

Cependant, critiqué par la composante interne – ou ceux qu’il considère faire partie de la composante interne – il n’a pu que céder aux demandes du mouvement et d’opérer un déplacement idéologique vers lui, c’est-à-dire en faveur de l’aile la plus à droite du parti. Deuxièmement, la perception d’une influence a la même capacité à faire réagir qu’une influence réelle. Même s’il existait un décalage entre les perceptions et la réalité quant à l’influence politique du *Tea Party*, le parti de l’éléphant a considéré ce-dernier comme influent dès 2009 et a régi en conséquence. L’un des éléments qui témoignent de l’existence de cette vision chez les stratèges du GOP se trouvent dans la création rapide du *Tea Party Express*, dont nous avons déjà parlé dans le chapitre premier. Financée par le parti, l’organisation prévoyait de récupérer la vague *Tea Party* à son compte. De même Skocpol, Williamson et Coggin écrivaient que « durant les premières années de la présidence Obama, le *Tea Party* avait permis aux conservateurs de reformuler leur idéologie et de mobiliser selon de nouveaux moyens. En substance, le *Tea Party* avait favorisé la transformation du conservatisme républicain et avait fourni au parti une page vierge »<sup>755</sup> qui restait à écrire.

Pour conclure, en plus des changements vers un caractère programmatique du Parti républicain, Burdeau exposait dans son *Traité de science politique*, publié dans les années soixante, plusieurs caractéristiques des « partis idéologiques ». Pour lui, ces partis « repoussent la discussion et condamnent les compromis »<sup>756</sup>. Ils ont une tendance à effacer la conscience personnelle de leurs pour la remplacer par un conformisme et une discipline rigoureuse : « La réflexion et l’esprit critique se taisent devant les consignes et les mots d’ordre »<sup>757</sup>. C’est sur ces démissions que se fonde la force des partis programmatiques. Leurs membres sont « désindividualisés » et n’ont socialement ou politiquement de valeur qu’à travers le groupe<sup>758</sup>.

« Le parti n’est pas fait pour que chacun y trouve une expression de son autonomie, mais pour que tous y ressentent l’identité de leur destin temporel. Le parti revêt ainsi, dans son action comme dans ses buts, une signification qui le détache de l’homme réel pour le situer sur un

---

<sup>755</sup> Vanessa Williamson, Theda Skocpol et John Coggin, « The Tea Party and the Remaking of Republican Conservatism », art. cit.

<sup>756</sup> George Burdeau, *Traité de Science Politique*, Tome 3, *op. cit.*, p. 303.

<sup>757</sup> *Ibid.*

<sup>758</sup> Il est d’ailleurs intéressant de voir que c’est explicitement l’un des principes d’organisation du *Tea Party*. Une organisation qui se veut être sans leader (pour des raisons politiques et stratégiques) où en définitive les individualités disparaissent

plan historique où s'affrontent les puissances anonymes dont est tributaire l'évolution de l'humanité. »<sup>759</sup>

Comme le rappelle Burdeau lui-même « il ne s'agit pas ici de rechercher si ce type d'homme est ou non inférieur à celui dont les partis d'opinion prétendent exprimer les aspirations », nous ne cherchons à émettre aucun jugement de valeur quant aux évolutions du Parti républicain et à l'influence du *Tea Party* sur ce dernier. Skocpol et Williamson ou encore Fiorina précisent d'ailleurs qu'il est impossible de dire de manière définitive si ces changements sont de nature à renforcer ou affaiblir la démocratie américaine. Si Fiorina conclut qu'en tout état de cause, un système polarisé ne peut pas se maintenir ainsi sur le long terme<sup>760</sup>, Skocpol et Williamson notent que la participation du *Tea Party* dans la politique américaine est paradoxale, puisqu'elle fige, d'un côté, la politique et empêche le compromis à travers son influence sur le GOP, mais qu'elle mobilise, de l'autre, une population politiquement active, qui s'informe et qui cherche des solutions.

“Another paradox of the Tea Party citizenship is the sharp bifurcation between generous, tolerant interaction within the group, and an almost total lack of empathy or sympathy for fellow Americans beyond the group. [...] Tea Partiers of different persuasions make a strong effort to understand one another and work together. For both politically pragmatic reasons and out of genuine social affection for other people in their group, they work to bridge and elide and accommodate the different outlooks within the Tea Party. We suspect that Tea Party participants usually find it difficult to stereotype and reject people they actually deal with face to face. That can also explain why Tea Partiers who dealt with us were invariably polite.”<sup>761</sup>

Ses remarques sont donc, bien entendu, à tempérer. Burdeau parle en termes d'idéal type et évoque notamment l'idée qu'il y a « dans la détermination de s'abandonner à une discipline collective, l'effet d'une déception profonde laissée par la pratique de la liberté ». Cette déception face à la pratique de la liberté ne s'applique pas bien entendu pas au *Tea Party* ni au Parti républicain. Elles présentent, cependant, l'intérêt de pouvoir mettre en perspective les évolutions du parti de l'éléphant après 2010.

Il est, enfin, remarquable de voir Burdeau rejoindre Lemieux en précisant qu'un second caractère du parti programmatique est « son exclusivisme ; ce n'est pas à tous les

---

<sup>759</sup> George Burdeau, *Traité de Science Politique*, Tome 3, *op cit.*, p. 304.

<sup>760</sup> Morris Fiorina et Samuel Abrams, « Americans aren't polarized, just better sorted », *art. cit.*

<sup>761</sup> Vanessa Williamson et Theda Skocpol, *The Tea Party and the Remaking of Republican Conservatism*, New York, Oxford University Press, 2012, p. 200.

nationaux en tant que tels qu'il s'adressera, mais à une classe, à une catégorie dont sa doctrine délimite strictement les contours »<sup>762</sup>.

## B. D'une représentation extensive à une représentation intensive

En 1985, Lemieux explique qu'outre le système partisan et le système électoral, c'est la distribution des préférences des électeurs envers les partis qui détermine les positions de ces derniers. Les partis, en cherchant à maximiser leur soutien populaire, se soumettent au « contrôle de la composante publique », cette dernière primant les autres composantes des partis. Ils adoptent, en conséquence, des positions plus ou moins contraintes ou plus ou moins variées. Le caractère intensif ou extensif d'un parti politique exprime alors le type d'idéologie présenté à la population et la position que le parti prendra envers l'électorat. Idéologie et position seront dites « intensives » si elles couvrent un ensemble restreint de propositions et cherchent à obtenir l'appui d'électeurs aux positions compactes et éloignées<sup>763</sup> et « extensives » dans les situations où les partis cherchent à s'assurer le soutien d'électeurs plus dispersés les uns par rapport aux autres<sup>764</sup>. Comme nous pouvons l'observer sur le schéma 6, trois situations sont présentées par Lemieux quant à la distribution des électeurs :

- La première illustre une situation où la majorité de l'électorat est « modérée »<sup>765</sup> (ou est perçue comme étant modérée). Dans ce cas, les partis ont intérêt à adopter des idéologies extensives « parce qu'ils ont avantage à couvrir des positions étendues, donc dispersées, du centre à l'un des extrêmes »<sup>766</sup>. Lemieux précise également que cette première situation incite les partis à se rapprocher les uns des autres dans la mesure où ils ne subissent pas la pression de leurs électeurs aux extrêmes.

---

<sup>762</sup> George Burdeau, *Traité de Science Politique*, Tome 3, *op. cit.*, p. 305.

<sup>763</sup> Des « positions compactes » désignant aussi bien des situations d'électorat très modéré (compacté au centre), que des situations où l'électorat très polarisé (compacté à droite et à gauche).

<sup>764</sup> Vincent Lemieux, *Systèmes partisans et partis politiques*, *op. cit.*, p. 138.

<sup>765</sup> Il existe des cas où il peut y avoir une différence substantielle lorsque l'on qualifie un électorat de « modéré » ou lorsque l'on dit qu'il est « au centre ». En effet, un électorat centriste peut être très engagé et radical dans ses positions. Inversement, même si cela est plus rare, un électorat extrémiste peut présenter un engagement faible ou une réelle volonté de compromis. Nous utilisons, cependant, les deux termes de manière interchangeable puisque le *Tea Party* constitue à la fois un électorat qui présente des positions radicales et qui refuse de manière explicite le compromis.

<sup>766</sup> Vincent Lemieux, *Systèmes partisans et partis politiques*, *op. cit.*, p. 139.

- La deuxième montre une distribution politique polarisée de l'échiquier politique. Lemieux prend l'exemple des positions d'un électorat quant à l'interventionnisme économique avec une partie qui soutient fortement l'idée, face à une autre qui s'y oppose de manière farouche. Dans un système bipartisan, les deux acteurs prendront des positions radicales l'une par rapport à l'autre pour se distinguer clairement et répondre le mieux possible aux demandes de l'électorat visé.
- Enfin, la dernière distribution – celle qui peut exister dans un environnement politique où l'électorat est le plus disséminé – propose un « entre-deux », où, sans avoir à prendre des positions radicales, les partis devront malgré tout devoir se distinguer les uns des autres.

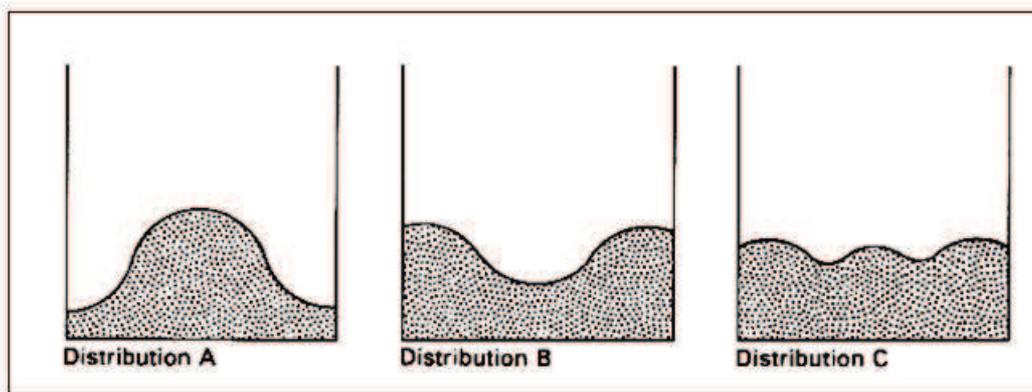


Schéma 6. Distribution de l'électorat dans un système politique.

A la suite de ce tour d'horizon des différentes distributions de l'électorat, plusieurs éléments retiennent notre attention. Tout d'abord, comme l'affirme l'étude du *Pew Research Center*, aux Etats-Unis la répartition partisane a fortement évolué au cours de ces dernières décennies et la deuxième illustration semble être celle qui représente le mieux l'état de la répartition de l'électorat durant la période que nous étudions. Bien que la disparition de l'électorat modéré ne fasse pas consensus chez les chercheurs traitant de la polarisation politique aux Etats-Unis, ils s'accordent à dire que la polarisation idéologique est, elle, bien réelle et de plus en plus marquée lorsqu'il s'agit d'« électeurs engagés » comme nous pouvons le voir sur le schéma 7. Ainsi, les Républicains prennent des positions plus conservatrices que par le passé et les Démocrates des positions plus libérales :

“The overall share of Americans who express consistently conservative or consistently liberal opinions has doubled over the past two decades from 10% to 21%. And ideological thinking is now much more closely aligned with partisanship than in the past. As a result, ideological overlap between the two parties has diminished. [...] Over the past twenty years, the number of Americans in the “tails” of this ideological distribution has doubled from 10% to 21%. Meanwhile, the center has shrunk: 39% currently take a roughly equal number of liberal and conservative positions. That is down from about half (49%) of the public in surveys conducted in 1994 and 2004.”<sup>767</sup>

Cette tendance à une plus grande cohérence idéologique du public, c’est-à-dire à adopter des positions complètement conservatrices ou libérales, entraîne également une disparition progressive de l’électorat positionné au centre :

“In 1994, the overlap was much greater than it is today. Twenty years ago, the median Democrat was to the left of 64% of Republicans, while the median Republican was to the right of 70% of Democrats. Put differently, in 1994 23% of Republicans were *more liberal* than the median Democrat; while 17% of Democrats were *more conservative* than the median Republican. Today, those numbers are just 4% and 5%, respectively. [...] As partisans have moved to the left and the right, the share of Americans with mixed views has declined.”<sup>768</sup>

Bien entendu, cela a pour conséquence d’éloigner de plus en plus le camp républicain et le camp démocrate, ce qui rend plus rare les points d’accord et exacerbe les désaccords.

La deuxième remarque répond aux critiques des chercheurs pour qui la polarisation des « engagés » n’importe que très peu puisque dans sa globalité la population américaine reste modérée et que la polarisation est animée par les partis politiques et le personnel politique. Bien que nous soyons en accord avec la dernière partie de cette affirmation – ce que nous nous appliquerons à démontrer –, la réalité de la polarisation du public n’a qu’un impact limité si l’on considère que notre recherche se situe au niveau des perceptions. En somme, puisque le Parti républicain avait perçu une forte polarisation de l’électorat (illustration B) et donc une forte pression de sa composante publique et interne, il aura eu tendance à adopter une position intensive. Cette proposition est dans l’alignement direct de la thèse d’Alan Abramowitz selon laquelle la polarisation aux Etats-Unis est le signe d’une réaction des élites politiques face à la place croissante des individus les plus engagés<sup>769</sup>.

---

<sup>767</sup> Pew Research Center, « Political Polarization in the American Public », *art. cit.*

<sup>768</sup> *Ibid.*

<sup>769</sup> Alan I. Abramowitz, *The Disappearing Center: Engaged Citizens, Polarization & American Democracy*, New Haven, Yale University Press.

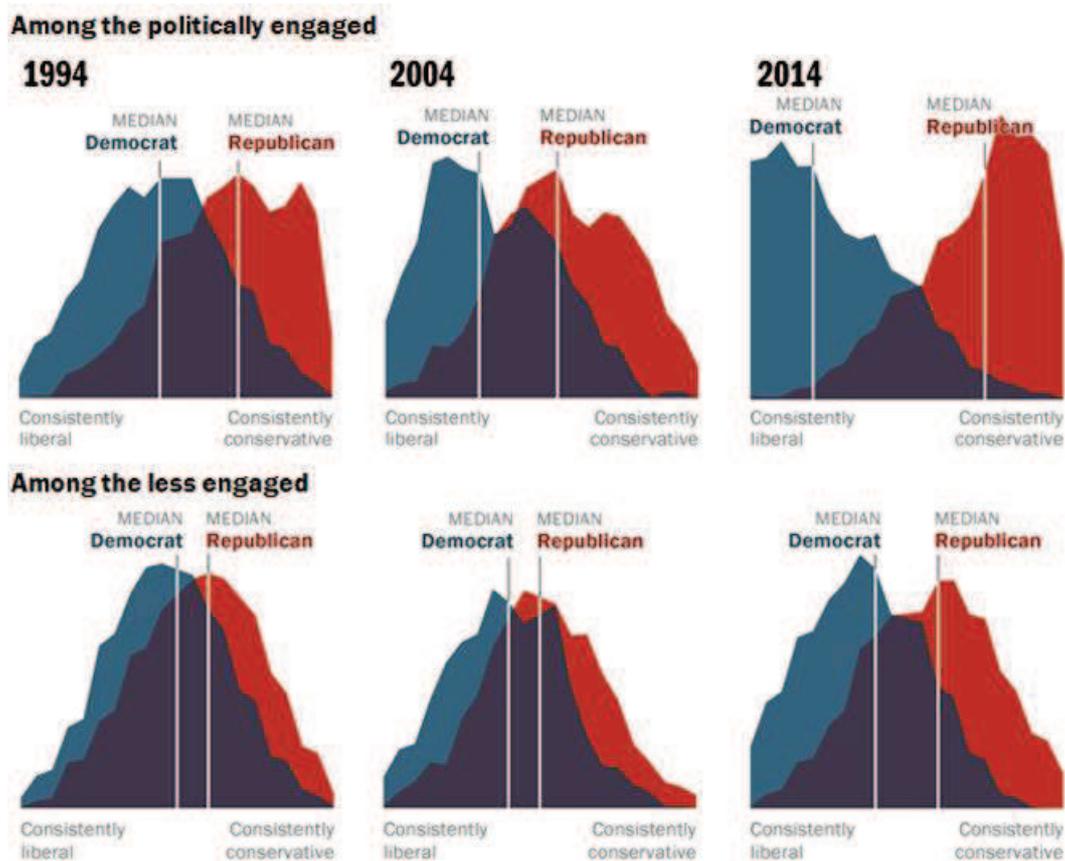


Schéma 7. Distribution des Démocrates et des Républicains<sup>770</sup>.

Un signe de cette tendance peut-être trouvé dans la réponse de Paul Ryan au discours de Barack Obama sur l'état de l'Union en 2011. Alors que, comme nous l'avons vu précédemment, le ton général était à la coopération entre Démocrates et Républicains, Ryan déclare qu' « en tant que président de la commission budgétaire de la Chambre des Représentants, je vous assure que nous voulons travailler avec le président pour mettre un frein aux dépenses fédérales »<sup>771</sup>. Bien que le message véhicule l'idée de coopération, il s'agit surtout d'un moyen de rassurer la composante publique et interne du parti en lui montrant que l'objectif premier est la baisse des dépenses. De même, le champ lexical utilisé par Ryan tout au long de sa réponse, beaucoup plus offensif et critique envers les Démocrates, présente ces derniers comme souhaitant « décider de qui sont les gagnants et les perdants »<sup>772</sup>. Ryan indique également que la proposition pour remplacer la réforme du système de santé souhaitée par les Républicains est « fiscalement responsable, axée sur les besoins des patients et réduit

<sup>770</sup> Pew Research Center, « Political Polarization in the American Public », *art. cit.*

<sup>771</sup> Paul Ryan, réponse au discours sur l'état de l'Union, prononcé le 25 janvier 2011.

<sup>772</sup> Selon la formule devenue célèbre de Santelli.

de manière effective les coûts »<sup>773</sup>. L'accent est donc encore mis sur le besoin de réduire les dépenses de l'Etat si les Etats-Unis souhaitent retrouver leur statut passé ; et Ryan de préciser que la justification de cette nécessité réside dans la sagesse des Pères fondateurs.

“I'd like to share with you the principles that guide us. They are anchored in the wisdom of the founders, in the spirit of the Declaration of Independence, and in the words of the American Constitution. They have to do with the importance of limited government and with the blessing of self-government. [...] We believe that the government has an important role to create the conditions that promote entrepreneurship, upward mobility and individual responsibility. We believe, as our founders did, that the pursuit of happiness depends on individual liberty, and individual liberty requires limited government.”<sup>774</sup>

Dans un appel sans équivoque à l'un des crédos du *Tea Party* – l'importance de revenir à la vision des Pères fondateurs, notamment pour des raisons fiscales – le Parti républicain s'adresse simultanément à une part restreinte de la population, celle des membres et sympathisants du mouvement (composante interne) et à la totalité des Américains qui partagent le même passé (composante publique). Il est d'ailleurs intéressant de remarquer l'évolution du parti quant au choix hautement stratégique des responsables chargés de prononcer les discours de réponse sur l'état de l'Union. En 2009, Bobby Jindal, un Républicain modéré – comme nous l'observons sur le schéma 8 – d'origine indienne avait été choisi à une époque où le parti souhaitait tourner la page des années Bush en faisant un pas vers les électeurs qui avaient assuré la victoire à Barack Obama. Après la nomination en janvier 2009 de Michael Steele, premier président afro-américain du Comité national républicain, la conseillère républicaine Joanne Young s'enthousiasmait de voir qu'il « tendra les bras aux femmes et aux modérés. C'est un message très positif, pour le pays d'avoir un afro-américain à la tête du Parti républicain »<sup>775</sup>. En 2011, le choix de Paul Ryan – figure de proue du *Tea Party* – montrait une tendance inverse : l'envie du parti de se rapprocher de l'électorat à sa droite et l'abandon de la stratégie consistant à chercher des voix chez les modérés. En somme, une transformation d'un parti à la représentation extensive vers une représentation intensive.

---

<sup>773</sup> Paul Ryan, réponse au discours sur l'état de l'Union, prononcé le 25 janvier 2011.

<sup>774</sup> *Ibid.*

<sup>775</sup> Perry Bacon Jr., « Steele Wins Election, Becomes Republican National Committee's First Black Chairman », in [washingtonpost.com](http://washingtonpost.com), [En ligne], 31 janvier 2009.

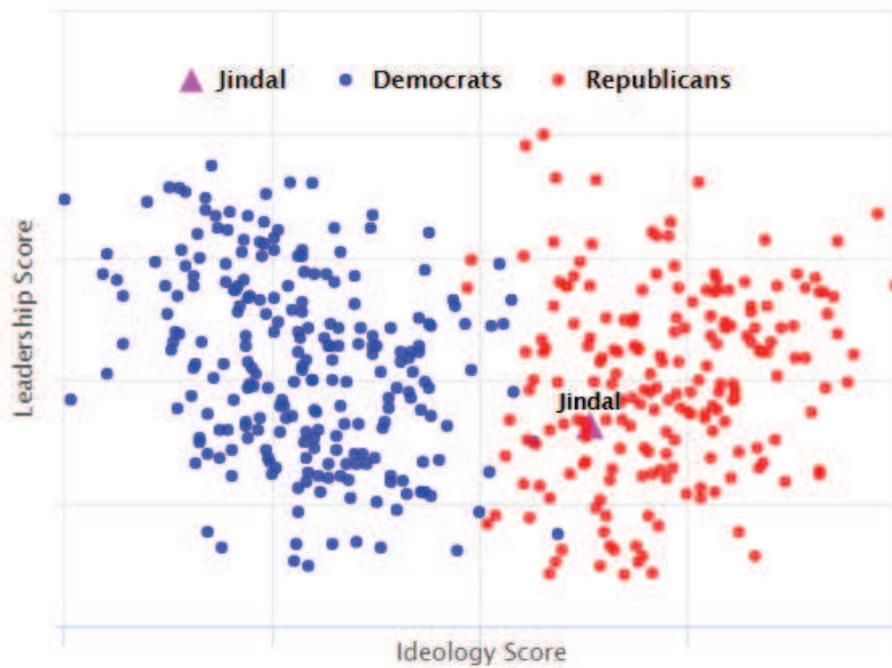


Schéma 8. Position de Bobby Jindal sur un tableau leadership/idéologie<sup>776</sup>

Enfin, la dernière remarque porte sur un élément déjà évoqué dans la partie précédente : les pressions de la composante interne. La répartition de l'électorat global et le contrôle grandissant des adhérents, s'ils constituent deux influences distinctes (la première concerne une influence de la composante publique sur la composante gouvernementale et la seconde un contrôle de la composante interne) entraînent une même conséquence qui est la tendance d'un parti à proposer une façon de faire de la politique et un ensemble d'idées sans compromis. Mais, l'influence de la composante interne (le caractère programmatique) montre que le Parti républicain a identifié les membres du *Tea Party* comme des anciens Républicains déçus des années Bush et révèle sa radicalisation par peur de perdre le soutien d'une partie de sa base électorale historique. L'influence de la composante publique (le caractère intensif), elle, provient d'une interprétation de la contestation du *Tea Party* comme étant formée de nouveaux venus en politique, ou d'une partie de l'électorat dissemblable au GOP et exprimant une colère nouvelle, ce que nous avons vu avec les tendances pseudo-conservatrices des membres *Tea Party* et les entretiens avec des membres expliquant n'avoir

---

<sup>776</sup> Accessible sur le site Internet [www.govtrack.us](http://www.govtrack.us)

précédemment jamais eu d'engagement politique. Abramowitz repère également ce phénomène :

“The characteristics and attitudes of Tea Party supporters cannot be explained simply by their Republican loyalties. Tea Party supporters clearly stood out from other Republicans in terms of their characteristics and especially in terms of their political outlook. In addition, Tea Party supporters scored substantially higher on the racial resentment items than other Republicans.”<sup>777</sup>

En d'autres termes, pour reconquérir un électorat, les partis politiques mettent en place une façon de faire de la politique plus programmatique, alors que pour récupérer politiquement la colère d'un électorat polarisé, ils doivent être capables de s'adresser au public de manière intensive, c'est-à-dire de rallier une petite partie de l'électorat située à l'un des extrêmes. Le GOP a donc cherché à faire face à plusieurs types de critiques, les premières venant de l'intérieur et les secondes de l'extérieur, mais toutes étant regroupées au sein du *Tea Party*.

Les appuis électoraux recherchés, s'ils sont primordiaux dans la définition du caractère intensif ou extensif de la composante publique, ne sont pas les seuls à pouvoir l'expliquer. Il est également intéressant d'analyser la dispersion des appuis et de voir s'il existe une concentration particulière dans certaines catégories. Pour rendre compte de l'évolution de la situation nous nous appuyerons sur les données du soutien électoral au Parti républicain lors des élections présidentielles de 1960, 1980, 2000, 2008 et 2012 du *Roper Center* de l'Université de Cornell<sup>778</sup>, données concernant le genre, la couleur, le niveau d'éducation, le revenu, l'âge, la situation géographique et la philosophie politique des électeurs et qui sont synthétisées dans le tableau 2..

	1960	1980	2000	2008	2012
<b>Genre</b>					
> Hommes	48	55	54	48	52
> Femmes	51	47	44	43	44
<b>Couleur</b>					

<sup>777</sup> Alan I. Abramowitz, « Partisan Polarization and the Rise of the Tea Party Movement », in *Political Science Association Meeting*, 2011.

<sup>778</sup> Accessible sur le site Internet du *Roper Center* : [www.ropercenter.cornell.edu](http://www.ropercenter.cornell.edu)

> Blancs	51	56	55	55	59
> Afro-américains	17	14	9	4	6
> Hispaniques	N.C.	37	35	31	27
> Asiatiques	N.C.	N.C.	41	35	26
<b>Education</b>					
> Collège ou inférieur	45				35
> Lycée	48	N.C.	N.C.	N.C.	48
> Université	61				51
<b>Revenus**</b>					
> moins de 50000\$		52	43	35	38
> entre 50000\$ et 100000\$	N.C.	59	51	49	52
> Plus de 100000\$		66	55	49	54
<b>Âge</b>					
> 18-29	45	44	47	32	37
> 30-44	46	55	50	46	45
> 45-65	52	55	48	49	51
> plus de 65	57	55	47	53	56
<b>Géographie</b>					
> Est	47	48	40	40	37
> Midwest	52	52	49	44	44
> Sud	49	52	56	54	51
> Ouest	51	54	47	40	45
<b>Philosophie politique</b>					
> Conservateur		73	82	78	82
> Modéré	N.C.	49	45	39	41
> Libéral		28	13	10	11

\* En 1960 la catégorie regroupe les « *non-white* »

\*\* Revenus indexés sur l'inflation en 2017

Tableau 2. Soutien pour le Parti républicain selon les catégories sociales.

Plusieurs grandes tendances se dégagent quant à l'évolution du soutien au Parti républicain et toutes vont dans le sens d'une augmentation de son caractère intensif. Si les statistiques de genre, de couleur, de géographie et de philosophie politique sont cependant les plus parlantes :

- Premièrement, nous observons que le soutien des femmes au Parti républicain est passé de 51% à 44% en cinquante ans alors que celui des hommes a augmenté de quatre points,
- Deuxièmement, le tableau montre une augmentation constante et surtout une accélération du soutien d'électeurs blancs dans le camp républicain,
- Troisièmement, nous assistons à une concentration du vote républicain dans les Etats intérieurs du pays et dans le Sud,
- Enfin, la transformation la plus radicale et la plus marquée concerne la philosophie politique des électeurs du parti. Alors que près de sept Républicains sur dix se déclaraient conservateurs en 1960, ce nombre est passé à 82% en 1980 et à la suite de la *Southern strategy*. Par la suite, cette tendance s'est stabilisée et les électeurs qui se définissaient comme « libéraux » se sont fait de plus en plus rare.

En résumé, bien qu'il n'y ait pas eu de changement démographique radical entre 2008 et 2012 – à l'exception de la couleur – en ce qui concerne le soutien au Parti républicain, nous pouvons observer dans toutes les catégories une tendance à l'exacerbation de certains traits, ce qui peut, dans une situation de crise, pousser le parti à concentrer son attention sur le contentement des électeurs républicains, autrement dit accroître son caractère intensif. Pour compléter le tour d'horizon des transformations du Parti républicain suite à l'avènement du *Tea Party*, il convient d'évaluer le caractère décentralisé ou non du parti.

### C. Un parti toujours décentralisé ?

Depuis l'étude de Jean-Louis Seurin sur la structure interne des partis politiques américains, ceux-ci sont considérés comme traditionnellement décentralisés, sous la forme d'une « confédération – très lâche – d'organisations locales et d'Etats en vue d'objectifs limités »<sup>779</sup>. En dehors des périodes d'élection, les partis sont relativement vides et s'organisent à l'aube des échéances électorales. Puisqu'il n'existe pas officiellement de chef de parti aux Etats-Unis « la permanence est assurée par des dirigeants qui ne sont généralement pas des élus, mais des bureaucrates internes du parti dont les ressources et les

---

<sup>779</sup> Jean-Louis Seurin, *La structure interne des partis américains*, op. cit., p. 17.

autres moyens de contrôle sont limités »<sup>780</sup>. De plus, le rôle particulier des primaires dans le choix du candidat à l'élection présidentielle est le fait de des publics électoraux. Si les primaires s'adressent d'abord à la composante interne des partis, elles dépassent rapidement ce cadre, à l'inverse des partis où la sélection du leader demeure confinée à l'intérieur et contrôlée par des spécialistes de l'action gouvernementale. Les surprises électorales ou les candidats qui sont investis contre toute attente sont d'ailleurs la meilleure illustration de ce décalage qui peut parfois exister entre la vision des membres de la composante gouvernementale et celle des composantes interne et publique.

La question qui se pose est donc de savoir si ce caractère décentralisé n'est pas à relativiser lorsque nous parlons du Parti républicain entre 2009 et 2013. Seurin, lui-même, concluait son étude en exprimant certaines réserves et en observant une tendance à la centralisation.

« Autre fait capital ressort de cette étude. Alors que les partis américains, à une époque de centralisation des pouvoirs politiques, pourraient se vanter de posséder une fédération assez lâche de groupes, plus aptes à défendre les particularismes locaux et les libertés des communautés locales on s'aperçoit, en réalité, que cette interdépendance est compromise, pour ainsi dire de l'intérieur, à tous les niveaux du gouvernement par l'existence d'organisations très fortement charpentées et strictement disciplinées. »<sup>781</sup>

Vincent Lemieux propose trois indicateurs pour évaluer de degré de centralisation des partis politiques : la façon dont sont choisis les dirigeants, le mode de sélection des candidats aux élections nationales, et la division du pouvoir entre les dirigeants du parti qui sont des gouvernants élus et ceux qui n'en sont pas. Dans la mesure où les deux premiers indicateurs n'ont pas connu d'évolution majeure et exprimeraient donc plus difficilement un changement du Parti républicain, nous nous concentrerons sur le troisième, c'est-à-dire les relations de contrôle entre les dirigeants élus et non élus. Un contrôle partagé entre les deux catégories témoignera d'un caractère décentré du parti alors qu'au contraire, lorsqu'il existe une domination claire d'un groupe sur l'autre, nous parlerons d'une situation centrée.

Nous dirons cependant ceci sur le deuxième indicateur : la tendance à la polarisation idéologique de l'électorat américain et des « citoyens engagés » octroie aux candidats des extrêmes un avantage, en ce que leurs soutiens sont plus motivés et participent de manière

---

<sup>780</sup> Vincent Lemieux, *Systèmes partisans et partis politiques*, op. cit, p. 126.

<sup>781</sup> Jean-Louis Seurin, *La structure interne des partis américains*, op. cit., p. 254.

plus systématique aux primaires. En dernier lieu, c'est donc l'orientation du parti qui en subit les conséquences. Autrement dit, les primaires constituent de moins en moins une « élection ouverte » où « les simples membres peuvent imposer leurs choix »<sup>782</sup> et connaissent une évolution où l'importance des militants prime celle des sympathisants.

Pour en revenir à l'évaluation du partage du contrôle entre dirigeants élus et dirigeants non élus à partir de 2009 au sein du Parti républicain, le rôle des organisations du *Tea Party* nous semble fondamental. Le modèle de Lemieux place les dirigeants des groupes de pression dans la composante gouvernementale des partis puisque, comme l'expliquent Almond et Coleman, les groupes de pression articulent les intérêts et les partis les agrègent. A ce titre, les dirigeants *FreedomWorks*, du *Tea Party Patriots*, mais également les grandes figures de *Fox News* soutenant le *Tea Party* sont des membres à part entière de la composante gouvernementale du GOP dès lors qu'ils sont des « dirigeants non élus » agissant pour le camp républicain. A la tête de *FreedomWorks* se trouvait Dick Armey en 2009, l'ancien chef de la majorité républicaine à la Chambre des représentants entre 1995 et 2003. Ce dernier bénéficiait donc d'une position préférentielle pour peser sur les élus du parti qui devaient trouver des réponses après la défaite aux élections présidentielles de 2008. Nous l'avons dit plus haut, la première réaction du parti a été de se diriger vers le centre politique et de faire appel aux Républicains modérés. Mais une autre tendance symbolisée par la protestation du *Tea Party* a peu à peu pris l'ascendant. De la même manière, le rôle de Sarah Palin après la candidature infructueuse à la présidence des Etats-Unis aux côtés de John McCain témoigne d'un contrôle de sa part sur le GOP. Deux exemples illustrent ce phénomène.

- Premièrement, l'importance qu'a eue le soutien de Palin dans la campagne de Rand Paul lors des primaires républicaines du Kentucky. Le membre du *Tea Party*, alors à la lutte contre Trey Grayson, avait reçu le soutien de l'ancienne gouverneure de l'Alaska dans un geste de protestation contre les dirigeants républicains.
- Deuxièmement, l'esprit anti-élite et « anti-establishment » du discours de Palin. Comme elle l'exprime dans son livre *Going Rogue* « aucun establishment politique ne m'a propulsée là où je suis arrivée. J'ai atteint le poste de gouverneure en opposition directe à l'establishment politique »<sup>783</sup>. Palin, qui était convaincue, après la défaite des Républicains aux élections de 2008, que le GOP avait tourné le dos à l'héritage de

---

<sup>782</sup> Vincent Lemieux, *Systèmes partisans et partis politiques*, op. cit, p. 121.

<sup>783</sup> Sarah Palin, *Going Rogue : An American Life*, New York, HarperColins, 2009, p. 221.

Ronald Reagan, n'hésitait pas à critiquer les élus du parti dans les médias<sup>784</sup>. Toujours dans son livre, elle pointait du doigt les Républicains qui coopéraient avec les Démocrates pour « s'assurer des faveurs personnelles »<sup>785</sup>. Dans son discours, les divisions idéologiques s'effacent progressivement au sein de l'élite politique alors qu'elles s'exacerbent au sein de la population. Son discours public a eu une grande influence sur les conservateurs à tous les niveaux, grâce, également à l'aide qu'elle recevait de groupes d'intérêt et de médias. Elle a d'ailleurs été analyste politique sur *Fox News* de 2010 à 2015.

Un autre élément, celui-ci institutionnel, est allé dans le sens d'une centralisation du parti. Kimberly Morgan et François Jacquin font le lien entre la transformation programmatique du camp républicain et sa centralisation idéologique.

« Étant de plus en plus homogènes idéologiquement, les partis démocrate et républicain sont unis autour d'objectifs communs [...] dans la mesure où les membres des partis attendent des résultats politiques, ils n'hésitent pas à centraliser un peu plus le pouvoir au sein des instances partisans. Les dirigeants des groupes ont utilisé leurs nouveaux pouvoirs pour atteindre leurs objectifs programmatiques et électoraux, renonçant ainsi à une longue tradition de collaboration entre les partis (*bipartisanship*) et soutenant des initiatives beaucoup plus partisans. »<sup>786</sup>

La recherche de résultats électoraux peut donc également être un facteur de centralisation partisane, d'autant plus lorsque deux courants dominants s'opposent un certain temps et que l'un prend finalement le pas sur l'autre. Alors que le premier courant cherchait à réorienter le parti sur une ligne modérée et que le second cherchait à attirer le GOP à sa droite, la montée d'une pression populaire substantielle (comme a pu l'être le *Tea Party*), si elle affiche clairement ses préférences, oriente le parti et donne une légitimité suffisante pour éclipser, sur le moyen terme, la première orientation. Mais la pression populaire des militants et des sympathisants du *Tea Party* ne permet-elle donc pas de considérer le Parti républicain comme un parti décentralisé ? A cette question nous répondons par la négative puisque cette pression populaire a été guidée et renforcée, comme nous l'avons vu précédemment, par les organisations du mouvement comme *FreedomWorks*, le *Tea Party Express*, le *National Center for Constitutional Studies* ou *Fox News* dont les dirigeants et personnes d'influence

---

<sup>784</sup> *Ibid.*

<sup>785</sup> *Ibid.*

<sup>786</sup> *Ibid.* p. 262.

peuvent être assimilés à la composante gouvernementale du GOP. En somme, dans la mesure où cette pression populaire est elle-même orientée par des organisations nationales et que ces dernières dirigent l'agenda du mouvement, il s'agit d'une décentralisation organisée par un centre idéologique, qui unifie le mouvement. Ce rôle unificateur et catalyseur des organisations nationales, qui ont récupéré et formé les mécontentements à droite, est illustré par les trajectoires de Keli Carender et Mary Rakovitch avec *FreedomWorks*, où celle de Gary K. avec les médias conservateurs.

Dans cette situation de domination des dirigeants non-élus sur les élus, ces derniers sont relégués à un rôle d'intermédiaire et les fonctions de représentation et de sélection supplantent la fonction de gouvernement du parti : « c'est au nom des mandants qu'il faut contrôler les mandats d'autorité et en particulier les mandataires qui les exercent dans l'appareil gouvernemental »<sup>787</sup>. Dans le cas du Parti républicain, l'accent était mis sur le fait que l'autorité venait du public et de la base populaire du parti avant de se trouver dans les institutions de Washington. La rhétorique bercée d'anti-élitisme du *Tea Party* et de la frange la plus à droite du GOP insistait sur ces points. Selon les Fondateurs, le peuple était le seul souverain détenteur d'une sagesse populaire infaillible et les activités des gouvernants devaient être limitées et contrôlées le plus strictement possible, justement parce que ceux-ci avaient trahi cette vision intemporelle et infaillible.

Parmi les types purs de parti politique exposés par Vincent Lemieux, le parti de sélection centralisé est celui qui semble exprimer le mieux les tendances du Parti républicain à partir du printemps 2009. Dans les partis programmatiques, centralisateurs et intensifs, tous les traits sont du côté de la contrainte. Ainsi, dans la composante gouvernementale, les prescriptions – les *outputs* pour reprendre le vocabulaire des analyses systémiques – sont grandement inspirées par les orientations – les *inputs* – venant de la composante interne tout en maintenant un pouvoir de contrainte non-négligeable sur la composante publique. Ceci s'explique par le fait que la polarisation politique aux États-Unis est conduite par la part la plus engagée de la population et prolongée par les gouvernants qui souhaitent leur répondre. En conséquence, le public au centre de l'échiquier politique prend lui aussi des positions plus tranchées pour pouvoir peser sur les choix politiques et faire entendre sa voix.

---

<sup>787</sup> Vincent Lemieux, *Systèmes partisans et partis politiques*, op. cit, p. 165.

### III. 2012-2013 : le *Tea Party* à la barre du navire républicain

L'analyse quantitative de discours présente un grand intérêt dans notre étude du mouvement *Tea Party*, de son influence sur le Parti républicain et du système politique en général. En effet, elle permet de représenter et de classer de manière claire et simple les tendances d'un nombre conséquent de discours sur une période définie. Elle nous permettra ainsi de confirmer ou d'infirmer les intuitions que nous avons pu avoir et de nuancer ou d'appuyer les conclusions tirées de l'analyse qualitative des discours des représentants du GOP, discours qui ont permis d'identifier leurs grandes orientations. En 2010, Abramowitz affirmait que la proportion des membres et sympathisants du *Tea Party*, puisqu'elle était constituée d'environ cinquante pour cent d'électeurs Républicains, aurait le potentiel de fortement influencer les primaires républicaines dans la course au Congrès et à la présidence des Etats-Unis, puisque « chaque candidat républicain sérieux devra trouver un moyen de séduire le *Tea Party*. Tout cela, au risque de compliquer la tâche du futur vainqueur des primaires pour mobiliser les plus modérés par la suite »<sup>788</sup>. Notre objectif, au cours de ces prochaines pages, sera donc de mesurer le degré d'évolution du discours des figures de proue républicaines et par conséquent, le degré d'influence du *Tea Party* sur le Parti républicain. Ce dernier pourra être évalué au travers de deux événements symboliques, qui ont eu lieu entre 2012 et 2013.

#### A. Analyse statistique du discours du Parti républicain

Pour ce faire, nous avons constitué un corpus formé de soixante-quinze discours de représentants républicains. Il regroupe des discours prononcés entre 2009 et 2014, lors de la conférence annuelle *Conservative Political Action Conference* (CPAC), lors des primaires républicaines pour la campagne présidentielle de 2012 et lors de la Convention nationale républicaine. Nous avons également essayé d'être le plus représentatif possible de l'ensemble des tendances exprimées au sein du GOP en suivant les discours des candidats à l'investiture républicaine de 2012 : à savoir Mitt Romney, Ron Paul, Newt Gingrich, Rick Santorum, Rick Perry, Michele Bachmann, Herman Cain et Tim Pawlenty. En plus de ces neuf représentants,

---

<sup>788</sup> Alan I. Abramowitz, « Partisan Polarization and the Rise of the Tea Party Movement », *art. cit.*

nous avons également utilisé les interventions de Paul Ryan, Ted Cruz, Chris Christie, Bobby Jindal, Marco Rubio, Rand Paul, Sarah Palin et Donald Trump. Enfin, pour mener à bien cette analyse statistique textuelle nous avons utilisé le logiciel libre « IRaMuTeQ » qui reprend la méthode de classification de Max Reinert.

Concernant les limites de cette méthode, chaque étape de la mise en forme du corpus, à l’affichage des résultats statistiques, laisse une marge de manœuvre et un champ d’interprétation au chercheur et laisse nécessairement la place au « biais de confirmation » qui existe également dans les analyses qualitatives. L’objectif de l’utilisation de cette méthode n’est donc en rien de révéler la « vérité cachée » du texte ou de tirer des conclusions pleinement objectives, si tant est qu’elles puissent exister. Ce point est d’ailleurs souligné par Valérie Delavigne pour qui « les analyses informatiques doivent être considérées comme des outils, certes extrêmement fiables et performants quant aux résultats proposés, mais qui ne sont pas neutres sur le plan des méthodes »<sup>789</sup>. De plus, l’hypothèse fondatrice qui sous-tend cette méthode implique que « les structures sémantiques sont liées à la distribution des mots dans le texte et que cette distribution est pertinente »<sup>790</sup>, ce qui peut être critiquable. Une autre limite concrète de la classification informatique de l’information est son incapacité à prendre en compte du sarcasme et de l’ironie. A titre d’exemple, l’occurrence « carter » (pour Jimmy Carter) apparaîtra dans un espace de mots exprimant des opinions positives, alors qu’une analyse qualitative montre que les références au trente-neuvième président américain sont exclusivement sous la forme de la critique ou de la moquerie. Pour finir, et en rappelant ce que nous avons mentionné plus haut, l’analyse textuelle ne se suffit pas à elle-même et nous permet simplement d’affirmer ou de nuancer les hypothèses et les tendances que nous avons formulées auparavant quant aux caractères programmatique, intensif et centralisé du Parti républicain et à la part de l’influence du *Tea Party* sur ces éventuels changements.

Le ton général du discours du camp républicain est illustré par l’annexe 1 et se divise en quatre espaces sémantiques distincts mais relativement équilibrés. Le premier en termes de volume, regroupe vingt-huit pour cent des occurrences et concerne la « politique institutionnelle ». Relativement détaché des autres, il contient tout ce qui se rapporte aux institutions, aux partis politiques, aux mouvements et au processus électoral. Le

---

<sup>789</sup> Valérie Delavigne. *Alceste, un logiciel d’analyse textuelle*. Texto ! Textes et Cultures, Equipe Sémantique des textes, 2003,

<sup>790</sup> *Ibid.*

deuxième, particulièrement isolé, représente vingt-cinq pour cent des occurrences et englobe tout ce qui a trait aux « principes et valeurs ». Le troisième, avec également vingt-cinq pour cent des occurrences évoque les « dépenses de l'Etat fédéral » et les propositions qui prévoient de les réduire. Enfin, la dernière classe de mots, proche de la précédente voire entremêlée avec elle, rassemble les « dangers des régulations de l'Etat fédéral » et des politiques de l'administration Obama.

Pour ce qui est de la dénomination des axes de l'Analyse Factorielle de Correspondances (AFC), comme le remarque Jean-Luc Pommier, il s'agit d'un exercice particulièrement difficile puisque ces axes constituent « des potentialités »<sup>791</sup>. Mais leur dénomination permet néanmoins de donner à l'analyse statistique une dimension dynamique, soutenue par Alain Badiou au sujet de la relation entre mathématique et empirie : « Je rejette la théorie selon laquelle les mathématiques dérivent de l'expérience sensible. C'est l'inverse : le réel de l'expérience sensible n'est pensable que parce que le formalisme mathématique pense "à l'avance" les formes possibles de tout ce qui est »<sup>792</sup>. Nous observons ainsi que l'axe des abscisses place à la gauche de l'AFC les « notions positives » et à droite les « menaces et dangers ». Les mots qui figurent sur la gauche de cet axe ont un caractère positif ou ont été utilisés dans un contexte positif, alors que ceux qui se trouvent sur la droite ont été utilisés pour parler des menaces et dangers auxquels les Etats-Unis font face. Dans le concret, nous remarquons que les mots qui se trouvent sur la partie gauche sont liés à l'*ethos* américain pour ce qui est du coin en bas à gauche, et à sa traduction institutionnelle pour la partie haute.

L'axe des ordonnées, lui, renseigne sur le caractère idéal ou sur la pratique politique et montre que les principes fondateurs des Etats-Unis se concrétisent au sein du Parti républicain et du *Tea Party* dans un discours « positif », alors que la réalisation des notions qui menacent les Etats-Unis – comme les régulations et les impôts – conduit à des dépenses, des déficits et des politiques inflationnistes. Nous nous tournons, ensuite, vers l'analyse des concordanciers, c'est-à-dire l'analyse du contexte des termes qui ressortent de l'AFC. Cela nous permettra d'affiner l'analyse textuelle, d'éliminer les « erreurs statistiques » et de souligner les grands axes du discours républicain. De plus, les arbres de relations des formes actives (les

---

<sup>791</sup> Jean-Luc Pommier, « Des variables tensives inscrites dans le texte : une interprétation dynamique de l'A.F.C dans l'analyse Alceste », in *Journées internationales d'Analyse statistique de Données Textuelles*, 2004.

<sup>792</sup> Alain Badiou, *Eloge des Mathématiques*, Paris, Flammarion, 2015.

ensembles de mots lemmatisés) au sein même des classes permettent de mettre en perspective leur utilisation.

## 1. La compétition politique dans le discours républicain

Nous commençons par la classe que nous avons nommée « politique institutionnelle ». Sans surprise, les formes actives qui dominent cette classe sont des termes qui se rapportent à la compétition politique comme « parti », « campagne », « candidat », « Sénat », « primaire » ou « élection » et l'arbre de la classe (annexe 2) se divise en trois branches principales avec en son centre la forme active « personne » qui est en fait le lemme regroupant « peuple », « gens » et « population ». Le discours du Parti républicain place donc au centre de ses attentions le peuple américain et lui associe en priorité les notions de « majorité », de « message » et de « vote ». Dans l'une des branches secondaires de cette classe, nous remarquons également une forte connexion entre le « peuple » et les idées de « rester informé » et « rester engagé », ce qui dénote l'aspect motivationnel du discours dans sa tentative de mobilisation de la population pour aller voter et, en définitive, vaincre Barack Obama. Rattaché à ce centre, nous trouvons la branche du Parti républicain et du *Tea Party* et la caractéristique qui lui est associée : l'audace. En consultant le concordancier, nous trouvons que dans le discours des Républicains, elle est associée aux idées et au programme qu'ils proposent mais également aux besoins des Etats-Unis : des réformes et un leadership audacieux auxquels sont logiquement adjoints le lemme « conservateur », dernier pilier de cette branche. La deuxième branche permet de reconstituer un mot d'ordre du mouvement conservateur depuis l'élection de Barack Obama, « remettre le pays sur de bons rails » (*Put the country back on track*). Enfin, la troisième branche se rapporte à la présidence, qu'elle représente un objectif à atteindre ou un individu. D'ailleurs trois présidents se distinguent dans le discours républicain : Barack Obama et l'idée de défaite qui lui est associée, cette présidence étant comparée à celle de Jimmy Carter et Ronald Reagan dont le nom est utilisé soit pour donner de la crédibilité au locuteur lorsque, par exemple, celui-ci dit avoir connu personnellement l'ancien président ou travaillé avec lui – ce qui est notamment le cas de Newt Gingrich<sup>793</sup> et Ron Paul<sup>794</sup> –, soit pour évoquer un modèle de conservatisme comme l'exprime

---

<sup>793</sup> Prononcé par Newt Gingrich lors du discours à la CPAC en 2011.

Rick Santorum en 2011 : « Voici la différence entre l'espoir de Reagan, d'un peuple autosuffisant qui croit en lui-même, qui croit en un Etat limité et celui d'un monarque qui vit du socialisme où le peuple sert l'Etat plutôt que de subvenir à ses propres besoins »<sup>795</sup>.

Pour revenir sur l'utilisation de l'expression « *Tea Party* », le premier élément frappant est son absence quasi-totale dans le discours républicain après l'élection présidentielle de 2012. Seule Sarah Palin mentionne le mouvement en 2013, à une reprise, en parlant de l'importance des initiatives locales. Plusieurs hypothèses permettent d'expliquer cette absence. La première suppose que, de 2009 à 2012, le *Tea Party* est vu comme le moyen de gagner les élections et donc qu'après la défaite de Mitt Romney aux élections présidentielles de 2012, cette stratégie a été abandonnée. La seconde figure l'intégration complète de ses idées et de ses membres au sein du Parti républicain lors de la campagne électorale de 2012. Pour vérifier ces hypothèses, il est nécessaire d'étudier le contexte d'utilisation du terme. Au fil des années, les références au *Tea Party* sont utilisées pour exprimer le rôle des membres de sa base populaire, le travail des organisations y est complètement oublié. Le *Tea Party* est le synonyme du peuple américain qui se soulève contre tout ce qu'il considère *unamerican*. Santorum parle de la passion du mouvement pour la défense de la constitution et sa lutte pour une limitation de la taille de l'Etat, Bachmann insiste sur son conservatisme fiscal et social (ce que le *Tea Party Patriots* ou *FreedomWorks* refusaient de faire), et pour Ron Paul, le *Tea Party* est une « bonne chose »<sup>796</sup> (*good stuff*). Mais l'utilisation majoritaire de la référence au mouvement est liée à l'appréciation de son poids électoral. Le mouvement est alors considéré comme une force électorale considérable<sup>797</sup>, qui a permis aux Républicains de reconquérir la Chambre des Représentants<sup>798</sup> avec l'idée qu'il constitue une force majoritaire dans le pays<sup>799</sup>, qu'il n'est pas une aile radicale du Parti républicain, mais qu'il est composé de Démocrates et d'indépendants révoltés, de libertariens, ainsi que des personnes qui ne se sont jamais engagées<sup>800</sup>.

---

<sup>794</sup> Prononcé par Ron Paul lors du *Reagan dinner* en 2012.

<sup>795</sup> Prononcé par Rick Santorum lors du discours à la CPAC 2011.

<sup>796</sup> Prononcé par Ron Paul lors d'un discours de campagne en 2011.

<sup>797</sup> Prononcé lors du discours à la CPAC 2011.

<sup>798</sup> Prononcé par Sarah Palin lors du discours à la CPAC 2011.

<sup>799</sup> *Ibid.*

<sup>800</sup> Prononcé par Michele Bachmann lors de son discours de lancement de campagne en 2011.

En conclusion de l'analyse de cette classe concernant la compétition politique, nous pouvons donc dire que dans le discours du Parti républicain, le *Tea Party* était considéré de 2009 à 2012 comme un mouvement à la l'influence politique potentiellement élevée, capable de lui fournir le renouveau audacieux – sur le plan idéologique et populaire – que toutes les figures du parti de l'éléphant réclamaient. Mais plutôt que de voir le *Tea Party* comme un électorat épars à conquérir, il est vu comme un ensemble de personnes mécontentes de la direction prise par le pays depuis l'élection de Barack Obama et qui souhaitent, de fait, des réformes conservatrices. Il ne s'agit donc pas pour le parti d'étendre son message pour aller chercher les voix d'un public plus large, mais bien d'affirmer ses prises de position conservatrices. En somme, même si la population des mécontents qui forme le *Tea Party* n'a pas soutenu le GOP par le passé, en raison de ses compromissions et de son abandon des principes conservateurs, elle s'en rapproche maintenant car elle réclame une application stricte de ces principes qui sont également les principes fondateurs des Etats-Unis. Le rôle du Parti républicain est, par conséquent, de répondre à cette population par une orientation idéologique plus tranchée ; ou pour reprendre le vocabulaire de Vincent Lemieux, le rôle du parti est d'adopter une ligne programmatique et intensive.

## 2. Principes et valeurs dans le discours républicain

Comme nous l'avons dit, la deuxième classe concerne les « principes et les valeurs » des Etats-Unis. Au premier coup d'œil, nous pouvons voir que l'arbre de la classe (annexe 3) est plus diversifié que le premier. En effet, sept branches principales se détachent autour du lemme « Amérique » (qui comprend le terme « Etats-Unis »), là où celui de la compétition politique n'en présentait que trois. Nous remarquons, cependant, que deux branches peuvent être regroupées, même s'il est important de comprendre leurs différences. Il s'agit des branches « nation » et « pays ». Si ces deux branches décrivent le même objet, il est cependant intéressant de comprendre pourquoi un terme est utilisé dans un certain contexte plutôt qu'un autre. Tout d'abord, nous voyons que les représentants républicains privilégient, par exemple, l'utilisation du terme de nation lorsqu'ils expriment l'idée d'un héritage, qu'il s'agisse de celui que leur ont laissé les Pères fondateurs, ou celui qu'ils laisseront à leurs enfants. Ils font plus facilement référence aux Etats-Unis comme à un « pays » lorsqu'ils se projettent dans l'avenir, qu'ils parlent de leurs propositions ou de leurs visions pour les Etats-Unis. Ceci s'explique par le fait que l'idée de nation a une connotation historique et culturelle

mettant l'accent sur la communauté, alors que celle de pays insiste plus sur le territoire et donc englobe plus facilement l'ensemble de la population. La deuxième branche qui se détache concerne l'adjectif « américain » avec en son centre l'idée de « restaurer la grandeur américaine » à laquelle deux concepts viennent se rattacher : celui d' « exceptionnalisme » et celui de « rêve ». Restaurer la grandeur des Etats-Unis passerait donc par la reconnaissance de son exceptionnalisme qui se traduit concrètement par le « rêve américain ». Le discours républicain souligne l'importance de mettre en place les conditions nécessaires à sa réalisation, ce qui constitue les deux prochaines branches de l'arbre. Les branches « libre » et « liberté » expriment toutes deux les conditions du rêve américain où la libre entreprise crée les opportunités et permet la prospérité<sup>801</sup>, et où la liberté est l'air que respirent les Américains<sup>802</sup>. Il est par ailleurs surprenant de voir que le concept de « démocratie » ne ressort pas de l'analyse statistique. Après vérification, il est mentionné quarante-trois fois dans le corpus, pendant que celui de « république » l'est vingt-et-une fois. Il n'est pas étonnant de voir ce dernier utilisé exclusivement par Michele Bachmann, Herman Cain, Rick Santorum, Rand Paul et Sarah Palin, les représentants Républicains les plus proches du *Tea Party*, puisque comme nous l'avons vu précédemment, le mouvement tient à la distinction entre les deux. Le premier terme est tantôt hissé au rang des grands principes américains, comme la liberté et la libre entreprise, par Marco Rubio, lorsqu'il parle du combat des Etats-Unis sur la scène internationale : « nos idées de liberté, de démocratie et de libre entreprise contre leurs entreprises dirigées par les Etats totalitaires »<sup>803</sup> et est alors présenté comme « fournissant les meilleurs conditions pour la croissance économique »<sup>804</sup> ; et tantôt utilisé pour parler d'une forme de gouvernement en danger<sup>805</sup>. En définitive, les seules références à la « démocratie comme système politique respectant la volonté du peuple »<sup>806</sup> ont été prononcées par Mitt Romney en 2009 lors de la CPAC et lors de la campagne présidentielle de 2012.

L'avant-dernière branche qui se détache se fonde sur le concept de « monde » et expose la place des Etats-Unis sur la scène internationale. Trois termes se détachent dans un premier temps : « guerre », « paix » et « armée ». Ils soulignent l'action et le rôle des Etats-

---

<sup>801</sup> Prononcé par Mitt Romney lors d'un discours de campagne en 2011.

<sup>802</sup> Prononcé par Tim Pawlenty lors du discours à la CPAC en 2011.

<sup>803</sup> Prononcé par Marco Rubio lors de la CPAC 2012.

<sup>804</sup> Bob McDonnell, réponse au discours sur l'état de l'Union 27 janvier 2010.

<sup>805</sup> Prononcé par Paul Ryan lors de la CPAC 2012.

<sup>806</sup> Prononcé par Mitt Romney lors de la CPAC 2009.

Unis. Les concordanciers montrent deux tendances au sein du Parti républicain, une première, isolationniste, est représentée par Ron Paul et une deuxième, interventionniste, est défendue par Mitt Romney. Dans un second temps, les adjectifs « unique » et « lumière » peuvent être rattachés à la branche qui reconstitue l'expression « *Shining City Upon a Hill* », expression popularisée par Ronald Reagan en 1980 dans son message de Noël et réutilisée en 1989 dans son message d'adieu à la nation. Dans cette dimension du discours, les Etats-Unis sont vus comme un modèle, une source lumineuse (*beacon*) qui éclaire le monde entier. Pour finir, outre une branche qui regroupe les utilisations de l'adjectif « grand » et une autre qui reconstitue le message de fin de discours « *God Bless America* », qui présente peu d'intérêt dans notre étude, il convient de noter la relation entre « aujourd'hui » et « responsabilité » ainsi que celle entre « avenir » et « confiance », qui annoncent les grands axes du Parti républicain. Pour retrouver la confiance en l'avenir, il faut dès à présent restituer la responsabilité individuelle sur le plan économique, c'est-à-dire faire valoir que l'Etat ne paie pas pour les perdants du capitalisme puisque l'échec en fait partie intégrante<sup>807</sup>. Sur le plan politique, enfin, il faut que les dirigeants subissent les conséquences de l'échec de leur politique. Comme nous l'avons vu précédemment, ces deux axes de responsabilisation sont centraux dans le discours du *Tea Party*.

### 3. L'idée de « régulation » dans le discours républicain

L'arbre de relations entre les formes actives de la classe « régulations » présente, à l'instar des autres classes, un centre clair autour duquel s'organise le discours : le terme « impôt » (annexe 4). A ce centre se rattachent quatre branches principales que nous allons détailler. La première à retenir notre attention est celle qui présente un lien discursif fort entre les impôts et la place de l'Etat, thème de prédilection du *Tea Party*. Cette relation pose une distinction fondamentale entre l'Etat fédéral (*government*) et les Etats fédérés (*state*). Le discours du Parti républicain associe à l'Etat fédéral des concepts comme celui de la « bureaucratie », des « coûts » et de la « réduction de la taille. L'Etat fédéral est vu comme celui qui, en se substituant au secteur privé, handicape la croissance par ses régulations. De plus, les concordanciers présentant les contextes d'utilisation des termes « Etat(s) fédéré(s) »

---

<sup>807</sup> Formule reprise de l'intervention de Rick Santelli le 17 février 2009.

montrent une volonté de redonner du pouvoir à ces Etats et de transférer des programmes fédéraux pour laisser la décision au niveau local, ce sur quoi insiste Mitt Romney en 2011 lors du lancement de sa campagne : « Nous rendrons la responsabilité et l'autorité aux Etats fédérés pour des dizaines de programmes fédéraux »<sup>808</sup>. Bien entendu, le symbole de cette ligne revendicative est la lutte contre la réforme du système de santé. Deux grandes relations se détachent : la première nous montre l'angle descriptif de la réforme en question qui est vue comme un moyen de contrôle de la part des bureaucrates de Washington, alors que la seconde traduit l'objectif politique qui consiste à « adopter un projet de loi pour abroger la réforme *Obamacare* ». Il est d'ailleurs intéressant de noter le choix stratégique de faire référence à la réforme du système de santé comme étant « la loi de Barack Obama ». En quelque sorte, cette personnalisation permet de motiver l'opposition – tout opposant à Obama deviendra un opposant à la loi et inversement – et garantit, en cas de victoire du camp républicain, une défaite politique et personnelle pour le président des Etats-Unis. La « Loi sur la Protection des Patients et les Soins Abordables » poserait donc un double problème : d'une part, son contrôle par l'Etat fédéral et les bureaucrates (alors que transférée à l'échelle des Etats fédérés la gestion se retrouverait plus proche du peuple) d'autre part, le problème des régulations qui lèsent le secteur privé, ce que nous retrouvons dans la branche liant les impôts au terme « américain » qui est lié aux idées de « marché », d' « innovation », d' « entreprise », ce que confirme le concordancier. Les impôts empêcheraient les entreprises américaines d'innover et de développer de nouveaux marchés. Cette branche est donc à fusionner avec celle qui traite des « emplois », dont la grande ligne directrice est la relation entre les petites entreprises, la création d'emplois et la croissance. Elle montre également une critique des impôts et régulations comme ayant une forte propension à « tuer » les emplois et la compétitivité, ce sur quoi insiste la grande majorité des représentants républicains. Enfin, la conséquence de cette vision négative des impôts, des régulations et de l'action de l'Etat fédéral peut être observée dans la dernière branche principale concernant les réformes nécessaires, notamment une « réforme de la réglementation » (*regulatory reform*).

---

<sup>808</sup> Prononcé par Mitt Romney lors d'un discours de campagne en 2011.

#### 4. La lutte contre les dépenses dans le discours républicain

La dernière classe à se détacher dans l'analyse factorielle de correspondances est celle qui s'articule autour de l'idée de « dépenses de l'Etat » (annexe 5). Dans un premier temps, nous remarquons que les notions qui se rattachent le plus directement à cette dernière sont des notions comme le « contrôle », l'« emprunt », l'« échec » et la « Réserve fédérale des Etats-Unis ». Ensuite, comme nous l'avions dit en présentation de l'AFC du discours républicain, cette classe est très fortement liée avec celle que nous avons vue juste avant. En effet comme la précédente, les branches « Etat fédéral » et « emploi » s'articulent également autour de la notion de dépenses. Mais avant de les aborder, nous nous concentrerons sur la branche située en haut à droite du graphique. Elle regroupe le vocabulaire exposant les conséquences de la crise économique de 2007-2008, des plans de sauvetage des banques et des plans de relance de l'économie. Nous remarquons dans cet espace de mots la présence de des termes « impression d'argent », conséquence des politiques interventionnistes de l'Etat. Le discours républicain insiste alors sur les problèmes d'inflation qu'elles entraînent. Un dernier terme nous semble signifiant dans ce contexte, celui de « politicien ». Le contexte de référence aux hommes et femmes politiques montre clairement qu'ils sont perçus comme des individus irresponsables qui ont tiré ou tirent toujours profit de la situation économique et utilisent les dépenses fédérales à leur avantage. Pour Pawlenty, ils « jouent avec l'économie et la société »<sup>809</sup> ; pour Rick Perry, « les politiciens de Washington se sont comportés comme des consommateurs durant le *Black Friday*. Nous achetons maintenant, ils payeront plus tard. [...] Ils ont réussi à persuader les banques de prêter facilement de l'argent pour permettre à des Américains d'occuper des maisons qu'ils ne pouvaient pas se payer »<sup>810</sup> ; et Ron Paul de rajouter que le système permet aux politiciens de dépenser de l'argent pour avoir les faveurs de l'électorat sans se soucier de qui devra payer l'addition<sup>811</sup>.

La deuxième branche de l'arbre des dépenses est orientée sur la question de leur réduction. Alors que le premier résultat, qui mentionne l'« armée », semble surprenant, une analyse du concordancier montre que, dans le cadre des dépenses, le terme est utilisé, soit

---

<sup>809</sup> Prononcé par Tim Pawlenty lors de son discours annonçant sa candidature aux primaires républicains de 2011.

<sup>810</sup> Prononcé par Rick Perry lors de la campagne de 2012.

<sup>811</sup> Prononcé par Ron Paul lors de la campagne de 2012.

pour critiquer les réductions « dévastatrices »<sup>812</sup> de dépenses militaires par Barack Obama, soit pour dire que, précisément, les Etats-Unis ne peuvent pas se permettre de réduire les dépenses militaires<sup>813</sup>. Enfin, l'armée est évoquée par Ron Paul dans l'optique isolationniste de réduire les dépenses militaires dans le but de diminuer l'influence du complexe militaro-industriel<sup>814</sup> sans, cependant, réduire les dépenses de la Défense.

La troisième branche à relier l'idée de « dépenses » est celle de l'« Etat fédéral », qui elle-même se subdivise en trois catégories. Tout d'abord, le discours républicain associe les dépenses de l'Etat à la croissance économique. Ici non plus, il n'est pas surprenant de voir qu'il s'agit en fait d'un lien négatif, c'est-à-dire que le message est construit de manière à dire que les dépenses de l'Etat empêchent la croissance. De plus, le concordancier nous permet de préciser que la forme active « croître » (*grow*) concerne également la taille de l'Etat. En effet, les dépenses de l'Etat sont vues comme ayant le potentiel d'augmenter la taille de l'Etat, de permettre la prise de contrôle par celui-ci de différents domaines économiques qui seraient mieux gérés par le secteur privé et dans le pire des cas, la prise de contrôle de certains domaines la vie privée. La deuxième sous-catégorie est axée sur les conséquences des dépenses de l'Etat, c'est-à-dire le remboursement des prêts. Enfin, la troisième souligne le problème des dépenses et le besoin d'économie, notamment par le programme *Medicare*. Mais l'essentiel de la relation avec l'idée de dépenses concerne le budget fédéral annuel et la nécessité de l'équilibrer. Le discours s'organise autour de l'ensemble des chiffres de la dette nationale, des dépenses de l'Etat et des conséquences que cela peut avoir sur l'emploi.

## 5. Conclusions

Après le travail d'analyse du discours du Parti républicain entre 2009 et 2013 par la reconstruction d'un ensemble de formes actives déconstruites par la méthode de l'analyse textuelle statistique, il convient d'étudier les trajectoires individuelles des discours. Nous l'avons vu, le corpus constitué montre que l'ensemble des thèmes développés par le *Tea Party* – détaillés dans le deuxième chapitre – ont été largement repris par le parti de l'éléphant, que

---

<sup>812</sup> Prononcé par Marco Rubio lors de la réponse du Parti républicain au discours sur l'état de l'Union le 13 février 2013.

<sup>813</sup> Prononcé par Mitt Romney lors de la campagne de 2012.

<sup>814</sup> Prononcé par Ron Paul lors de son intervention à la CPAC 2011.

ce soit pour ce qui est des problèmes et des responsables identifiés mais aussi concernant les solutions qui doivent être mises en place. L'étude des trajectoires personnelles nous permettra de préciser ces tendances. Si le Parti républicain a effectivement cherché à séduire les membres et sympathisants du *Tea Party*, nous nous attendons à voir une évolution dans le positionnement des discours des représentants républicains au fil du temps. Ainsi, un discours qui mêle les quatre classes identifiées ci-dessus sera considéré comme étant relativement analogue à celui du *Tea Party*, un ensemble de discours situé « aux extrêmes » de manière constante dénotera une ligne idéologique fixe et inchangée (dans le sens où elle n'aura pas subi d'influence extérieure), un déplacement vers l'extérieur dénotera une recherche de changement, alors qu'un déplacement vers le centre montrera l'adoption de la globalité des thèmes du *Tea Party*.

Le graphique sur lequel nous fondons cette analyse place l'ensemble des discours du corpus sur les axes définis précédemment (annexe 6). Nous commencerons par les discours de Newt Gingrich. Selon l'analyse factorielle de correspondances, l'ancien Président de la Chambre des Représentants axe une grande majorité de ses discours sur le « concret », que ce soit pour donner une ligne conservatrice claire en critiquant les politiques de Barack Obama, comme lors de ses discours durant la CPAC en 2011 et 2012, ou pour orienter la politique du GOP comme cela a globalement été le cas durant les primaires républicaines de 2011-2012. Cela peut s'expliquer par le long passé institutionnel de Gingrich et par le fait qu'il s'appuie généralement sur son expérience personnelle de la politique institutionnelle pour convaincre son auditoire. Ainsi, déclarait-il en mai 2011, lors de l'annonce de sa candidature à l'investiture républicaine :

“I worked with President Ronald Reagan in a very difficult period. We got jobs created again, Americans proud of America, and the Soviet Union disappeared. As Speaker of the House, I worked to reform welfare, balance the budget, control spending, to cut taxes to create economic growth – unemployment came down from 5.6% to under 4. For four years we balanced the budget and paid off \$405 billion in debt. We've done it before, we can do it again.”<sup>815</sup>

Regroupant l'ensemble des thèmes chers à la droite américaine depuis 2009 – comme le budget, les emplois, les dépenses, les impôts, la place et les valeurs des Etats-Unis – il mettait en avant son passé de représentant républicain comme un gage d'efficacité et de la

---

<sup>815</sup> Prononcé par Ron Paul lors de la campagne de 2012.

confiance que pouvait lui accorder la population. A une époque où la classe politique était fortement critiquée, et plutôt que de passer sous silence le travail qu'il avait effectué par le passé, il a décidé d'utiliser ses succès, notamment aux côtés de Reagan, pour rassurer l'électorat.

Les Républicains fortement liés au *Tea Party* se retrouvent représentés, dès le début de la période que recouvre le corpus de discours dans l'ensemble des classes : la classe des valeurs et principes des Etats-Unis, celle de la politique institutionnelle, celle des problèmes de dépenses et celle des dangers de la politique de l'administration Obama, comme l'illustre la répartition des discours de Rick Santorum, de Tim Pawlenty, Herman Cain, Michele Bachmann, Sarah Palin, Rand Paul, Marco Rubio et Paul Ryan. Ils possèdent tous un domaine d'expression « de prédilection ». Les discours de Sarah Palin, par exemple, se retrouvent dans la classe de la politique institutionnelle car, comme nous l'avons vu, elle souligne communément les problèmes des *establishments* républicain et démocrate et insiste sur sa lutte contre l'élite politique. Les discours de Marco Rubio, quant à eux, sont exclusivement tournés vers la question des valeurs américaines – qu'il utilise notamment pour illustrer son parcours d'enfant d'immigrés cubains – et l'importance de les protéger pour permettre à l'ensemble de la population de profiter des mêmes opportunités :

“In 1980, I watched my first Republican convention with my grandfather. [...] I don't recall everything we talked about, but the one thing I remember, is the one thing he wanted me to never forget. The dreams he had when he was young became impossible to achieve. But there was no limit to how far I could go, because I was an American. For those of us who were born and raised in this country, it's easy to forget how special America is. But my grandfather understood how different America is from the rest of the world, because he knew what life was like outside America. Tonight, you'll hear from another man who understands what makes America exceptional.”<sup>816</sup>

Rand Paul et Paul Ryan ont une répartition similaire des discours, c'est-à-dire qu'ils sont autant axés sur les valeurs que sur les problèmes de dépenses avec les propositions qui correspondent. Le premier, sénateur du Kentucky, a profité de la vague du *Tea Party* durant l'élection de mi-mandat de 2010 et adopte un style qui, lui aussi, se fonde sur l'importance des valeurs américaines et notamment leur rôle sur la prospérité. Ainsi, déclarait-il que « l'inventivité américaine et le désir de construire se sont développés parce que le droit à notre propre succès nous a été garanti. [...] Pour surmonter cette crise actuelle, nous devons

---

<sup>816</sup> Prononcé par Marco Rubio au cours de la Convention nationale républicain de 2012.

apprécier et applaudir le succès américain »<sup>817</sup>. Enfin, le fait de retrouver ces paroles également au niveau des propositions contre les dépenses de l'Etat s'explique en partie par l'influence des propositions de Ron Paul, son père, qu'il détaille dans son livre *The Tea Party Goes to Washington*. Son programme insiste sur la nécessité d'un budget annuel de l'Etat fédéral à l'équilibre, celle de réduire drastiquement la dette et de soutenir un Etat à la taille définie dans la constitution<sup>818</sup>. De même, Paul Ryan, représentant républicain depuis 1998, insiste sur l'importance des fondements de l'Amérique, et son discours très orienté sur les propositions économiques lors de la Convention nationale républicaine de 2012 fait écho à son rôle au sein du Parti républicain et plus tard son rôle de colistier de Mitt Romney. Paul Ryan avait été, en grande partie, responsable de l'écriture de la proposition du budget fédéral pour l'année 2012, étudiée par le Congrès entre avril et mai 2011. Il est d'ailleurs révélateur de le voir choisi par Mitt Romney, ses conseillers et le Parti pour être le potentiel vice-Président des Etats-Unis dans une tentative de séduire l'électorat *Tea Party*, ce que confirmait le journaliste du *New York Times*, Michael Shear :

“Paul Ryan’s ascendancy to the No. 2 spot on the Republican ticket is a signal event for a movement that counts him as one of their own. If Mitt Romney wins in November, a Tea Party favorite will be a heartbeat from the Oval Office. More than that, Mr. Ryan is now unquestionably the face of the Tea Party caucus in Washington, and his success is certain to embolden House lawmakers whose proudly unyielding approach to governance has contributed to legislative gridlock. Once considered a fringe of the conservative coalition, Tea Party lawmakers are now indisputably at the core of the modern Republican Party.”<sup>819</sup>

Cependant, nous observons une répartition des discours sensiblement différente pour deux représentants républicains : Ron Paul et Mitt Romney. Le premier, représentant du Texas depuis 1976, est un libertarien convaincu qui a d'ailleurs milité au sein du Parti libertarien américain entre 1987 et 1996 et à qui les médias et la classe politique ont toujours reconnu la stabilité de ses prises de position. Il n'est donc pas surprenant de voir le ton de son discours inchangé entre 2009 et 2013. Discours qui se construit autour des dangers des dépenses de l'Etat et des propositions pour les réduire, et ce, même s'il est prononcé lors du *Values Voters Summit*, conférence réputée pour son orientation autour de la défense des

---

<sup>817</sup> Prononcé par Rand Paul au cours de la Convention nationale républicain de 2012.

<sup>818</sup> Rand Paul, *The Tea Party Goes to Washington*, New York, Center Street, 2011, p. 6.

<sup>819</sup> Michael D. Shear, « Ryan Brings the Tea Party to the ticket », in nytimes.com, [En ligne], le 12 août 2012.

valeurs social-conservatrices. En effet, en tant que libertarien, les dépenses de l'Etat lui posent autant un problème économique que philosophique.

La position des discours de Mitt Romney paraît, au premier coup d'œil, bien plus énigmatique. En effet, nous nous attendions plutôt à trouver ses discours dans des catégories en rapport avec les dépenses de l'Etat ou les dangers des politiques de Barack Obama. Mais les discours de celui qui se présentait – personnellement et au travers des différentes publicités de campagne – comme l'exemple du *self-made man*, de l'entrepreneur capitaliste capable de redresser des entreprises en grande difficulté en un temps réduit<sup>820</sup>, se retrouvent quasi-exclusivement dans la catégorie des valeurs et des principes des Etats-Unis. Cette tendance s'accroît d'ailleurs après le lancement de sa campagne en 2011. Ce décalage peut, en fait, s'expliquer par une prise de conscience du poids potentiel du *Tea Party* durant l'élection présidentielle et l'importance que le *Tea Party* accordait aux fondements des Etats-Unis, à la place des Pères fondateurs et de la « voie américaine » garantie dans la constitution. Son appartenance marquée d'entrepreneur aurait pu faire de lui un membre de l'élite économique et politique, trop éloigné du peuple pour qu'il puisse être soutenu par une classe de la population qui insiste sur l'idée de « guerre culturelle » entre les patriotes américains d'un côté et ceux qui souhaitent transformer les Etats-Unis et s'excuser de leur domination. Le discours de Mitt Romney lors de la Convention nationale républicaine illustre d'ailleurs parfaitement cette disposition à parler de la réussite économique au travers des valeurs américaines, à l'instar de ce que pouvait faire Ron Paul, par exemple, mais dans un style différent. Le libertarien voyait la sauvegarde des valeurs traditionnelles américaines par le retour à des politiques anti-interventionnistes et mettait donc au premier plan la nécessité de changer de politique. Romney insiste, quant à lui, sur le caractère fondamental (au sens d'« originel ») des valeurs américaines pour créer les conditions nécessaires à la croissance économique : « Le fondement nécessaire à une économie et une armée fortes est un peuple avec des fortes valeurs »<sup>821</sup>. Ce qu'il précisait lors de la convention républicaine:

“The President hasn't disappointed you because he wanted to. The President has disappointed America because he hasn't led America in the right direction. [...] In America, we celebrate success, we don't apologize for it. [...] President Obama promised to begin to slow the rise of the oceans and heal the planet. My promise is to help you and your family. I will begin my presidency with a jobs tour. President Obama began with an apology tour.

---

<sup>820</sup> Prononcé par Rand Paul lors de sa campagne de 2012.

<sup>821</sup> *Ibid.*

America, he said, had dictated to other nations. No Mr. President, America has freed other nations from dictators.”<sup>822</sup>

Pour finir, trois sous-corpus peuvent être placés sur l’analyse de correspondances factorielles : celui des réponses du Parti républicain aux discours du Président américain sur l’état de l’Union, celui des discours prononcés lors des CPAC de 2009 à 2013 et celui de l’ensemble des discours républicains prononcés durant la campagne de 2012. Tous, nous donnent une indication des orientations et des éventuelles évolutions du discours républicain. Dans un premier temps, les réponses aux discours de l’état de l’Union se retrouvent en grande partie dans la classe qui se concentre sur les dangers des régulations et des politiques de l’administration Obama. Ce résultat n’est pas surprenant puisque c’est précisément l’objectif de ce type de discours que de pointer la mauvaise direction que prend la politique de l’exécutif. Nous remarquons également la proximité des réponses au discours de Barack Obama avec la classe des valeurs américaines puisque l’une des justifications des critiques du GOP envers Obama était son abandon de la « voie américaine » tracée par les Fondateurs.

Dans un second temps, le sous-corpus regroupant l’ensemble des discours prononcés lors de la CPAC montre qu’ils sont globalement orientés vers la politique institutionnelle puisqu’elle fonctionne comme un rassemblement des grandes tendances conservatrices dont le but est de fixer les grandes orientations idéologiques notamment au sein du Parti républicain. Notons par ailleurs que chaque année, durant la CPAC, un vote est organisé pour désigner la personne la plus en vogue au sein du mouvement conservateur. En 2009, lorsque le Parti républicain parlait encore de séduire l’électorat du centre et de faire appel aux « conservateurs modérés », Mitt Romney avait été désigné devant Bobby Jindal. En 2010 et 2011, le libertarien Ron Paul avait recueilli la majorité des voix en suivant les thématiques du *Tea Party* qui avaient permis les premières victoires symboliques et électorales de celui-ci. En 2012, Mitt Romney retrouvait sa première place alors qu’il était en bonne position pour devenir le candidat républicain à l’élection présidentielle. Par la suite, Rand Paul a été désigné trois années de suite et Ted Cruz lui a succédé en 2016 devant Marco Rubio.

Enfin, le sous-corpus de la campagne 2012 se place au centre de l’analyse factorielle de correspondances, dans la classe des dangers de l’administration Obama, tout en mettant l’accent sur les propositions de réduction des dépenses et de la taille de l’Etat. Cette moyenne

---

<sup>822</sup> Prononcé par Mitt Romney au cours de la Convention nationale républicain de 2012.

de l'ensemble des discours des candidats à l'investiture républicaine met encore plus en exergue les résultats dont nous avons parlé précédemment concernant la rhétorique de Mitt Romney. Soulignons pour conclure, que cette position centrale indique que tous les thèmes chers au *Tea Party* ont été traités de manière équilibrée mais surtout constante depuis 2009.

## B. Les évolutions institutionnelles du Parti républicain

Les grandes lignes idéologiques qui ont été identifiées dans la partie précédente, nous l'avons vu, montre un décalage clair vers les idées exprimées par le *Tea Party* depuis 2009. Qu'il s'agisse des propositions descriptives critiquant les politiques de l'administration Obama où les propositions prescriptives orientées sur la baisse des dépenses de l'Etat, la baisse des impôts et la baisse des déficits, le Parti républicain a progressivement changé de ligne directrice par rapport à celle qu'il avait au début de la présidence Obama. Ainsi, deux séries d'événements illustrent plus qu'une tendance, une réelle mutation du parti de l'éléphant, au moins entre 2011 et 2013.

### 1. L'exemple du *Tea Party Caucus*

La création du groupe parlementaire du *Tea Party* illustre une étape dans l'évolution du mouvement ; comme le montre le tableau d'Hanspeter Kriesi, elle constitue un pas vers l'institutionnalisation du mouvement, ou tout du moins, de ses idées. En effet, comme l'avons déjà mentionné, l'utilisation potentielle de ce chemin institutionnel a été critiquée dès le début par une partie des membres du mouvement alors que l'autre partie insistait sur la nécessité de prendre le contrôle du Parti républicain et parfois même des deux grands partis américains.

De l'aveu de Michele Bachmann, créatrice du *Tea Party Caucus*, l'idée d'un groupe parlementaire portant officiellement les idées du mouvement à Washington émane de Rand Paul. Le futur sénateur du Kentucky exprimait son souhait de voir « un groupe parlementaire présent dans les deux chambres : « je ne pense pas qu'il y ait déjà eu un groupe au Sénat et un groupe à la Chambre des Représentants organisés conjointement et j'aimerais également que

ce groupe unique associe la base populaire, les groupes du *Tea Party* pour que nous puissions avoir des apports des membres à travers le pays »<sup>823</sup>. Quoi qu'il en soit, le groupe a été créé par la représentante du Minnesota durant l'été 2010 après avoir reçu l'autorisation de la présidence de la Chambre des Représentants, avec comme objectif de servir les intérêts politiques des membres et sympathisants du *Tea Party* :

“This caucus would do nothing more than promote the timeless principles of our founding, principles that all members of Congress have sworn to uphold [...] The Tea Party Caucus is strictly issue-based in nature, promoting policies of fiscal responsibility and limited government with strict adherence to our Constitution. [...] The Tea Party movement has become synonymous with these principles, and a caucus taking these values to heart would work to advance them.”<sup>824</sup>

Dès sa création, le groupe a attiré un nombre important de représentants, tous Républicains, mais certains d'entre eux se sont attirés l'ire de membres du *Tea Party* qui leur reprochaient d'être opportunistes et hypocrites. Robin Stublen, ancien coordinateur de l'organisation *Tea Party Patriots*, insistait par exemple sur le fait que plus de vingt des nouveaux membres n'avaient pas signé le *Contract from America*<sup>825</sup>, un ensemble de dix propositions du *Tea Party* détaillé dans le premier chapitre.

Dans un article étudiant les adhésions au groupe parlementaire, Gervais et Morris émettent l'hypothèse selon laquelle, puisque le mouvement et ses membres sont perçus comme guidés par une ligne idéologique forte, les adhésions sont plus probables de la part de représentants plus conservateurs qui cherchent un moyen pour que leurs idées plus radicales se traduisent en politiques<sup>826</sup>. Pour ces membres, le groupe parlementaire sert à la fois de moyen de diffusion de leurs idées à un large public mais il est également un moyen de s'attribuer les mérites de futurs succès politiques.

Quant à l'analyse de la composition du groupe à proprement parler, elle met l'accent sur un critère décisif concernant l'adhésion des membres, qui est la situation économique des circonscriptions que ceux-ci représentent. Les membres sont certes plus conservateurs que la

---

<sup>823</sup> Scott Wong, « Paul wants in on Tea Party Caucus », in politico.com, [En ligne], le 11 novembre 2010.

<sup>824</sup> Bryan T. Gervais et Orwin L. Morris, « Reading Tea Leaves: Understanding Tea Party Caucus Membership in the House of Representatives », in *P.S. Political Science*, Vol. 45, N°2, Avril 2012, p. 245.

<sup>825</sup> Alex Pappas, « Congressional Tea Party Caucus receives mixed reviews from Tea Party Activists », in dailycaller.com, [En ligne], le 22 juillet, 2010.

<sup>826</sup> Bryan T. Gervais et Irwin L. Morris, « Reading Tea Leaves: Understanding Tea Party Caucus Membership in the US House of Representatives », in *P.S. Political Science*, Vol.45, N°2, avril 2012.

moyenne des Républicains au Congrès, mais les auteurs remarquent surtout une forte corrélation entre la situation économique des circonscriptions et la probabilité d'être membre du groupe parlementaire du *Tea Party*. En effet, plus le taux de chômage est bas, plus les représentants ont de chance de devenir membres du *Tea Party Caucus* ; plus il est fort, moins les représentants ont de chance de faire partie du groupe parlementaire. Ceci s'explique par le fait que les électeurs et les représentants des circonscriptions congressionnelles économiquement fortes, sont moins susceptibles de percevoir les programmes sociaux et les plans de relance de l'économie – qui augmentent les dépenses de l'Etat – comme potentiellement bénéfiques pour eux. Ainsi, plus que l'illustration d'une réponse à une colère dirigée contre la situation économique, l'adhésion des représentants au *Tea Party Caucus* montre une volonté de s'opposer aux dépenses de l'Etat fédéral.

Dans un deuxième temps, il est important d'évaluer et de comprendre l'influence du groupe au sein du Congrès américain. Gervais et Morris soulignaient qu'un groupe composé en majorité de Républicains de longue date, représentant des circonscriptions peu compétitives, aurait un poids plus important auprès d'une Chambre des Représentants en majorité républicaine<sup>827</sup>. La composition effective du groupe présente soixante membres, dont cinquante-cinq hommes et cinq femmes, avec une moyenne de présence au Congrès de huit ans et qui sont âgés en moyenne de 57,6 ans<sup>828</sup>. Elle montre un groupe plus âgé que l'ensemble des Républicains (54,7 ans) et que les Républicains non-membres du *Tea Party Caucus* (55 ans). Il présente également une plus forte proportion d'hommes et une présence au Congrès sensiblement similaire à la moyenne des représentants républicains. Gallagher et Rock montrent une corrélation extrêmement forte entre les votes des membres du *Tea Party Caucus* et les membres du Parti républicain, ce qui n'a rien de surprenant dans un Congrès polarisé puisque les deux entités représentent des causes conservatrices. Mais si le résultat n'est pas étonnant, il n'en est pas pour autant anodin. En effet, une analyse de l'évolution des votes des représentants et des sénateurs républicains entre 2008 et 2014 illustre une tendance à la droitisation des Républicains ainsi qu'un fossé qui se creuse au centre (annexes 7 à 14 pour la Chambre des Représentants et annexes 12 à 15 pour le Sénat). Au-delà de ces résultats encore abstraits, deux événements ont symbolisé l'orientation du Parti républicain et son aversion pour les compromis à partir de 2011.

---

<sup>827</sup> *Ibid.*

<sup>828</sup> Ian Gallagher et Brian Rock « Reading Tea Leaves », in *Journal of Legal Metrics*, N°1, 2012.

## 2. La traduction des nouvelles orientations du Parti républicain en matière politique

### *La « falaise fiscale »*

La première manifestation des mutations du Parti républicain s'est manifestée au cours de l'année 2011 durant l'épisode de la « falaise fiscale » (*fiscal cliff*). Alors qu'à la fin des années quatre-vingt-dix l'administration Clinton et le Congrès, à majorité républicaine, avaient réussi à « dégager des excédents budgétaires pour la première fois depuis 1969 », les baisses d'impôts, les dépenses militaires dans le but de financer les guerres en Afghanistan et en Irak, la hausse des dépenses pour le programme *Medicare* ainsi que la récession suite à la crise économique de 2007-2008 ont créé peu à peu un déséquilibre entre dépenses et recettes. Comme le précise Alix Meyer « le cercle vicieux de la dette fait qu'à mesure que se succèderaient des déficits publics excessifs, une part exponentielle du budget devrait être consacrée à payer les intérêts de cette dette »<sup>829</sup>. La « falaise fiscale » désigne une situation qui, par le hasard du calendrier, faisait coïncider une augmentation prévue des impôts – suite à la fin des réductions votées sous George W. Bush – et une baisse des dépenses fédérales – causée par le refus du camp républicain de voter une augmentation du plafond de la dette – et annonçait, selon le Bureau du budget du Congrès (*Congressional Budget Office*) une récession pour l'année 2013.

La première opposition en matière budgétaire s'est produite en mars 2011 et concernait le financement de l'administration fédérale. Les Républicains au Congrès ont alors demandé un retrait pur et simple de la loi de réforme du système de santé. Devant le refus catégorique du Président et des Démocrates, trois lois temporaires successives d'affectation des crédits (*continuing resolution*) ont été adoptées pour permettre le financement de l'administration. Mais les Républicains ont malgré tout obtenu une baisse des dépenses dont le montant, symbole du degré de victoire politique, a prêté à controverse. Alors que les leaders républicains parlaient à l'origine d'une coupe budgétaire de cent milliards de dollars, ils revirent ensuite ce chiffre à la baisse pour parler de trente-huit milliards, pendant que le Bureau du budget au Congrès parlait de cinq cent millions de dollars<sup>830</sup>.

---

<sup>829</sup> Alix Meyer, « La “falaise fiscale” : plus dure sera la chute ? », in *Les Dossiers du CERI*, février 2013.

<sup>830</sup> Nick Carey, « Special Report: Stuck Between the Tea Party and a Hard Place », in *reuters.com*, 17 mai 2011.

La deuxième bataille de cette guerre fiscale entre le camp démocrate et le camp républicain s'est tenue à l'été 2011 autour de la question du relèvement du plafond de la dette nationale. L'augmentation de ce dernier ne signifie pas une augmentation des dépenses mais permet simplement d'honorer les créances passées, comme l'explique Meyer.

« Ce plafond de la dette ne constitue qu'une autorisation pour le secrétaire au Trésor d'émettre des obligations qui permettent de financer les déficits publics en empruntant auprès des marchés [...] Techniquement, augmenter le plafond de la dette permet uniquement d'honorer les créances passées et non d'autoriser de nouvelles dépenses. Refuser d'augmenter le plafond de la dette reviendrait donc à interdire au Trésor de rembourser ses dettes, l'État fédéral se mettant alors dans une situation de défaut de paiement. »<sup>831</sup>

De plus, un défaut de paiement des Etats-Unis, en raison de l'importance des bons du Trésor américains, entraînerait d'importantes conséquences sur le système financier mondial. Les Républicains ont donc utilisé ceci comme moyen de pression sur le Président américain pour parvenir à négocier « un dollar de réduction de dépense, pour un dollar de hausse du plafond de la dette », puisque pour le camp républicain, augmenter le plafond de la dette ne réglait pas le problème de la dette liée aux dépenses de l'Etat. Après de longues négociations, qui, dans un deuxième temps, avaient réuni le vice-président américain Joe Biden et le leader de la majorité républicaine Eric Cantor, et suite à une négociation entre le Président de la Chambre des Représentants, John Boehner, et le Président des Etats-Unis, Barack Obama, un accord sera finalement trouvé en août 2011, autorisant le président à relever le plafond de la dette en échange de réductions correspondantes des dépenses, selon la règle exposée plus haut. Cependant, l'accord prévoyait la mise en place d'une commission spéciale (formée de six Républicains et six Démocrates) dont le but était de déterminer les domaines concernés par les réductions de dépenses. En novembre 2011, après l'incapacité de la commission à trouver un accord, la réduction des dépenses prévue pour janvier 2013 allait toucher de façon équilibrée dépenses militaires et dépenses pour les programmes sociaux.

Les conditions ainsi réunies (augmentation des impôts et réduction des dépenses), Ben Bernanke, président de la Réserve Fédérale alertait en février 2012 des risques que cela pourrait entraîner pour l'économie américaine. Après presque un an de négociation sur la hausse des impôts et la baisse des dépenses, une loi est votée le 1<sup>er</sup> janvier par une large majorité des sénateurs et adoptée par une coalition bipartite de 172 Démocrates et 85

---

<sup>831</sup> Alix Meyer, « La “falaise fiscale” : plus dure sera la chute ? », *op. cit.*

Républicains. Les Républicains avaient cependant fait l'essentiel en « acceptant de laisser procéder au vote sur cette proposition de loi qu'ils ne comptaient pas soutenir »<sup>832</sup>.

*L' « arrêt des activités gouvernementales »*

“Ted Cruz, Mike Lee and Rand Paul are the three Tea Party senators, and all have made an impact on the national debate (Marco Rubio was originally a "tea party" favorite, but was abandoned after his betrayal on immigration). State legislatures in many states are now heavily influenced by tea party legislators. Even where they are not in control of the chamber, they influence the debate. Tea Party legislators have often ascended to higher office, while establishment figures have been blocked. Speaker John Boehner (a key target for tea partiers) is now gone, as are many establishment Republicans. Kevin McCarthy was his successor, but did not ascend, due in part to the tea party. Ted Cruz and Donald Trump were the two Tea Party presidential candidates in 2016, and they took first and second in the Republican Primary.”<sup>833</sup>

Mais à partir de la fin de l'année 2013, la tension est montée entre les membres du *Tea Party* (une partie de la composante interne du mouvement) et l'*establishment* républicain (une partie de la composante gouvernementale) sur la question des dépenses de l'Etat, tension symbolisée par les désaccords à répétition avec le Président républicain de la Chambre des Représentants, John Boehner. Celui-ci déclarait en décembre 2013 « n'avoir que faire de leurs actions », que les élus du *Tea Party* « induis[aient] en erreur leurs sympathisants », qu'ils « pouss[aient] [les] membres [du Parti républicain] à des prises de positions qu'ils ne voulaient pas prendre » avant de conclure en déclarant qu' « ils [avaient] perdu toute crédibilité »<sup>834</sup>. Cette réaction de John Boehner, Jenny Beth Martin du *Tea Party Patriots* la voyait comme « un autre exemple de l'élitisme à Washington. Ils pensent qu'ils savent mieux ce qui est bon pour le reste du pays et ils veulent que nous nous asseyons en silence »<sup>835</sup>.

A la suite de ces événements, il apparaît tout d'abord que les succès républicains et la traduction de l'influence du *Tea Party* en termes de politiques publiques sont à relativiser. Les premiers ont certes été possibles grâce à la seconde – à l'extérieur puis à l'intérieur du Congrès – mais cette redirection du GOP n'a apporté ni consensus au sein du camp

---

<sup>832</sup> Alix Meyer, « La “falaise fiscale” :... », *art. cit.*

<sup>833</sup> Entretien avec par e-mail avec Ken E., le 22 septembre 2016.

<sup>834</sup> Phillip Abd, « Republicans and Tea Party Activists in “Full Scale Civil War” », in abcnews.com, [En ligne], le 12 décembre 2013.

<sup>835</sup> *Ibid.*

républicain ni de ligne directrice sur le long terme. Les vives tensions internes au parti en sont la preuve.

De plus, les crises budgétaires récurrentes semblent être endémiques dans un système politique polarisé où chaque parti trouve un intérêt électoral plus grand à camper sur ses positions qu'à travailler à des compromis. Ces épisodes, plus que des oppositions idéologiques de la part des membres du Congrès, doivent être compris en priorité comme le symptôme d'une situation politique poussée à l'extrême. Le durcissement de la discipline au sein du Parti républicain et la radicalisation idéologique de ses élus – par l'entrée de nouveaux membres plus à droite et par leur volonté de répondre à un électorat engagé – font des crises politiques une norme puisque seule la menace de conséquences irréversibles permet de donner le jour à des accords bilatéraux sur les questions les plus importantes.

Après avoir confirmé que l'évolution des idées et des attitudes du Parti républicain entre 2009 et 2013 constitue l'un des phénomènes aggravant (et la conséquence) de la polarisation au sein du Congrès américain suite à l'influence du *Tea Party*, le quatrième et dernier chapitre aura pour objectifs d'étudier la relation entre les hypothèses préexistantes quant à la polarisation du système politique américain et le *Tea Party* et d'évaluer le rôle de ce dernier et du GOP sur le Parti démocrate.



## Chapitre 4. – Le *Tea Party* et la polarisation de la politique américaine

Il existe deux catégories d'hypothèses qui expliquent la polarisation aux Etats-Unis depuis les années 1970 : la première, largement volontariste, place l'origine de la polarisation aux Etats-Unis dans l'action et le discours du personnel politique au sommet de l'Etat, alors que la seconde met en avant une évolution au sein de l'électorat. En adoptant une approche multi-causale qui tentera de mettre en évidence les différents éléments aggravateurs qui polarisent le système politique américain entre 2009 et 2013, nous essaierons dans le même temps de ne pas céder au dilemme dit « de l'œuf et de la poule », qui consisterait à déterminer si les élites ont entraîné une polarisation de la population ou si la population a entraîné une polarisation au Congrès. En suivant les résultats des recherches déjà existantes, nous postulons la présence d'une polarisation et de son accentuation au sein de « la population, des militants ainsi que des élus »<sup>836</sup>. Il est également important de souligner, comme le fait Lilliana Mason, qu'il existe une distinction entre ce qu'elle nomme la « polarisation sociale » et la « polarisation idéologique ». La polarisation sociale, d'une part, s'opère à travers l'identification avec un parti politique. Elle joue un rôle prépondérant dans l'engagement politique pour des individus situés tant aux extrêmes qu'au centre de l'échiquier politique, puisque comme nous l'avons déjà précisé au chapitre précédent, un individu peut adopter une conduite radicale dans la défense ou la lutte pour une ligne idéologique située politiquement au centre. La seconde forme de polarisation, celle-ci « idéologique », exprime le degré d'éloignement idéologique<sup>837</sup>. Ainsi, la polarisation de la population dans son ensemble et des élites politiques peut être à la fois sociale et idéologique, ou bien ne présenter qu'un seul de ces deux aspects.

### I. Les hypothèses préexistantes explicatives de la polarisation du système politique

Si les causes de la polarisation de la politique américaine sont donc incertaines, les conséquences sont, elles, bien identifiées. Elles se présentent, tout d'abord, sous les formes

---

<sup>836</sup> James A. Thurber et Antoine Yoshinaka, *American Gridlock: The Sources, Character, and Impact of Political Polarization*, New York, Cambridge University Press, 2015, p. 1.

<sup>837</sup> Lilliana Mason, « "I Disrespectfully Agree": The Differential Effects of Partisan Sorting on Social and Issue Polarization », *American Journal of Political Science*, Vol. 59, N°1, janvier 2015, p. 128.

d'une plus grande tension entre « deux Amériques, l'une rouge, l'autre bleue » et qui s'étendrait même au-delà d'une division idéologique pour englober une division morale et culturelle<sup>838</sup>. La réalité de cette polarisation dans le grand public américain est, cependant, remise en cause par de nombreux chercheurs<sup>839</sup>, pour qui

“One of the most important things to keep in mind is that polarization is primarily an elite phenomenon, not one that affects the mass public. The attitudes of the mass public have been stable, centrist, and converging in many issue areas. The story of elected officials and party activists is entirely different.”<sup>840</sup>

Ils s'accordent, cependant, à dire que cette idée est largement reprise dans les médias que ce soit par simple sensationnalisme ou pour motiver son audience, comme c'est le cas pour Bill O'Reilly sur *Fox News*. La polarisation se traduit également par un blocage institutionnel (*gridlock*) caractérisé par une opposition plus marquée entre l'exécutif et le Congrès lorsqu'ils sont de deux couleurs politiques différentes<sup>841</sup>, qu'il existe un discours plus virulent au Congrès<sup>842</sup> ou qu'il survient une baisse de la productivité législative et des crises politiques à répétition conduisant à des arrêts des activités gouvernementales<sup>843</sup>.

---

<sup>838</sup> Layman et Carsey « Party Polarization and “Conflict Extension” in the American Electorate », *American Journal of Political Science*, Vol. 46, N°4, octobre 2002, pp. 786-802.

<sup>839</sup> Frédéric Gagnon, « Ceasefire or New Battle? The Politics of Culture Wars in Obama's Time », *Canadian Review of American Studies*, Vol. 42, N°3, décembre 2012.

<sup>840</sup> Paul Pierson et Theda Skocpol, *The Transformation of American Politics: Activist Government and the Rise of Conservatism*, Princeton, Princeton University Press, 2007, p. 224.

<sup>841</sup> Richard Fleisher et Jon R. Bond, « Partisanship and the President's Quest for Votes on the Floor of Congress », in Jon R. Bond and Richard Fleisher *Polarized Politics: Congress and the President in a Partisan Era*, Washington D.C., CQ Press, 2000.

<sup>842</sup> Eric M. Ulsaner, « Producing and Consuming Trust », *Political Science Quarterly*, Vol. 115, N°4, décembre 2000.

<sup>843</sup> Nolan McCarty, Keith T. Poole et Howard Rosenthal, *Polarized America*, *op. cit.*

## A. Des représentants plus dogmatiques : une polarisation par le haut

### 1. L'opposition partisane au Congrès et la disparition de « l'attrait du compromis »

Durant les années soixante-dix, les libéraux ont lancé une réforme du Congrès dans l'espoir de « rendre l'institution plus responsable (*accountable*) et progressiste »<sup>844</sup>. Mais la réaction des conservateurs Républicains et leur habileté à obtenir des résultats politiques dans ce nouvel environnement ont donné une place prépondérante aux groupes parlementaires. L'étude de David Mayhew sur le Congrès<sup>845</sup> montrait qu'entre 1946 et 1990, soixante-dix pour cent des textes législatifs de premier ordre avaient été adoptés avec des majorités bipartites, que ce soit à la Chambre des Représentants ou au Sénat, alors qu'une grande majorité de ces soixante-dix pour cent de textes n'aurait pas pu voir le jour sans soutien dans les deux camps. Ceci pourrait s'expliquer par l'absence de triage partisan (*party sorting*) plaçant les libéraux dans le Parti démocrate et les conservateurs dans le Parti républicain. Mais cette tendance ne s'est développée qu'à partir de 1975 comme le montre le graphique de Poole et Rosenthal (annexe 16), alors que Skocpol parle d'un phénomène qui a commencé à se manifester au Congrès autour des années quatre-vingt. Une comparaison de la composition idéologique du Parti démocrate et du Parti républicain de 1981 à 1983 et de 2013 à 2015 illustre quatre changements importants mesurés par Hare, Poole et Rosenthal grâce aux relevés des votes au Congrès. Tout d'abord, les données indiquent un déplacement considérable du centre idéologique du Parti républicain vers la droite. Ensuite, elles témoignent de la disparition des représentants et des sénateurs modérés au sein des deux partis. Troisièmement, les élus perçus comme modérés au début du XXI<sup>e</sup> siècle auraient fait partie du centre idéologique de leur parti vingt-cinq ans auparavant. Enfin, les trois politistes américains parlent d'une montée des représentants Républicains ultra-conservateurs au Congrès. Leur système de mesure (DW-NOMINATE) montre une augmentation de ces derniers de 21 sur 193 en 1981 à 124 sur 233 en 2013 pour ce qui est de la Chambre des Représentants et de 11 sur 54 en 1981 et 16 sur 45 en 2013 au Sénat. Ainsi, pour eux, la

---

<sup>844</sup> Paul Pierson et Theda Skocpol, *The Transformation of American Politics*, *op. cit.*, p. 133.

<sup>845</sup> *Ibid.* p. 223.

polarisation au Congrès est largement fondée sur une évolution des croyances de ses membres.

Cependant, si tous les chercheurs s'accordent à dire que les positions des deux partis au Congrès sont plus éloignées que par le passé, le problème des analyses de Poole et Rosenthal consiste surtout dans l'interprétation qu'ils font des données recueillies. En considérant qu'un vote représente effectivement l'idéologie d'un élu, ils ne prennent pas en considération l'idée selon laquelle il peut exister une dimension autre qu'idéologique à un vote.

Alors que la polarisation partisane des représentants peut entraîner une impossibilité de trouver des points d'accord au sommet de l'Etat et implique une place importante accordée à l'idéologie et à ses évolutions, il existe un autre mécanisme « au-delà de l'idéologie », pour reprendre le titre de l'ouvrage de Frances Lee, qui explique la paralysie et l'animosité institutionnelles par tactique : le « désaccord stratégique » (*strategic disagreement*). Sans parler de « politique du cynisme », la compétition électorale et la recherche de contrôle au Congrès influencent le comportement des élus et leurs prises de décisions autant, si ce n'est plus, que leurs préférences idéologiques.

La pratique du « désaccord stratégique » est définie par Rosenthal, Poole et McCarty comme « une situation où le président, un parti, ou tout autre acteur politique refuse le compromis avec le camp opposé dans le but de gagner un avantage électoral en rejetant la responsabilité de l'impasse à l'autre camp »<sup>846</sup>. La stratégie, aussi connue sous le nom de *blame game*, est encouragée dans des contextes où un parti tient des positions plus radicales que la globalité de l'électorat, ce qui lui permet de faire passer l'adversaire politique comme la réelle source du blocage. Le refus volontaire du compromis qui s'est produit durant la période 2010-2013 (et au-delà) au sein du Parti républicain, et que nous avons considéré comme la traduction d'une influence directe du *Tea Party* sur ce dernier, peut être la conséquence de la radicalisation du parti de l'éléphant après cette influence. En somme, le camp républicain, relativement enclin à la négociation à la suite de l'élection de Barack Obama, s'est radicalisé à la suite de l'action du *Tea Party* et a donc vu un avantage à rejeter volontairement la responsabilité de l'impossibilité de produire des politiques sur le camp

---

<sup>846</sup> Nolan McCarty, Keith T. Poole et Howard Rosenthal, *Polarized America*, *op. cit.*, p. 237.

démocrate pour garder l'image d'un parti responsable (dans le sens de raisonnable) au sein d'un électorat plus large.

Skocpol insiste également sur l'importance de l'environnement médiatique et de sa tendance à considérer les négociations précédant le vote d'un projet de loi comme un « match de boxe dans lequel il accorderait les points au gagnant et au perdant *round* après *round* »<sup>847</sup>. Cet environnement pose l'ensemble des protagonistes comme des concurrents dont le but est d'avoir la meilleure image publique possible, plutôt que comme les acteurs qui cherchent à parvenir aux « meilleures politiques » pour un pays. En définitive, le refus du compromis, perçu comme une défaite pour les acteurs politiques plutôt que comme une victoire dans l'avancement des discussions, se traduit par un immobilisme institutionnel.

Cette pratique du « désaccord stratégique » peut également entraîner une déformation volontaire des propos de l'adversaire politique en utilisant des « cadres discursifs » qui permettent de simplifier la tension et les enjeux et radicalisent les positions de l'adversaire. Il s'agit alors d'utiliser la désinformation comme une arme politique. De nombreuses illustrations de ce phénomène ont pu être observées entre 2009 et 2013, notamment autour du débat sur la réforme du système de santé qui était présentée par le camp républicain tantôt comme une « socialisation du système de santé »<sup>848</sup> ou comme « une forme de socialisme à l'européenne »<sup>849</sup>, tantôt comme « un modèle à payeur unique »<sup>850</sup> ou dans le plus radical des cas comme une réforme qui prévoyait des *death panels*, des jurys d'experts médicaux pouvant unilatéralement décider de l'arrêt des soins pour les patients, ce que soutenait Sarah Palin<sup>851</sup>. Cette distorsion des propos ou des intentions de l'adversaire politique justifie l'absence de recherche de compromis et vise à décrédibiliser l'autre camp. En fin de compte, cette pratique participe à l'érosion de ce qu'il restait de point commun qui aurait pu aider à trouver un accord.

De plus, lorsqu'il ne s'agit pas de déformation volontaire des positions de l'adversaire, les évolutions de point de vue peuvent transformer des prises de positions largement partagées par le passé en propositions radicales. Tel a été le cas de l'une des dispositions contenues dans

---

<sup>847</sup> Paul Pierson et Theda Skocpol, *The Transformation of American Politics*, op. cit., p. 237.

<sup>848</sup> Anne-Laure Beaussier, « L'assurance-maladie américaine à l'heure de la polarisation partisane », *Revue française de science politique*, Vol. 64, N°3, 2014, p. 384.

<sup>849</sup> Michele Bachmann, *Core of Conviction: My Story*, New York, Sentinel, 2011 p.180-181

<sup>850</sup> Brock D., Rabin-Havt A. & MEDIA MATTERS, *The Fox Effect*, op. cit., p. 116.

<sup>851</sup> Comme nous l'avons précisé au chapitre 1.

la réforme du système de santé sur l'obligation individuelle d'assurance (*individual mandate*). Le discours du Parti républicain avait fait passer cette obligation comme une proposition radicale du camp démocrate alors qu'elle avait été « soutenue dans les années 1990 par les cercles conservateurs »<sup>852</sup>. Paradoxalement, la radicalisation progressive du Parti républicain après 2009 a, elle-même, modifié la perception des propositions démocrates. Ainsi, pour Anne-Laure Beaussier, « les conflits révélés lors de [la réforme du système de santé] relèvent davantage de *party politics*, pour lesquelles les républicains ont simplement décidé que leur intérêt était de faire échouer une réforme labellisée démocrate »<sup>853</sup>.

Les explications que nous venons de voir se concentrent sur le parti en tant qu'entité unifiée. Frances Lee fait appel à l'idée de partage du risque (*shared risk*), conceptualisée par David Truman en 1959, qui suppose que le sort des représentants est lié à celui du parti auquel ils appartiennent. En d'autres termes, « le contrôle des institutions par un parti politique permet d'accomplir les objectifs politiques de ses membres »<sup>854</sup>. Selon cette idée, les élus de la majorité ont donc tout intérêt, pour des raisons idéologiques également, les élus de la majorité ont donc tout intérêt à garder ce contrôle, alors que les élus du parti minoritaire ont un intérêt collectif à saisir ce contrôle. Le partage du risque entre le parti et ses membres, au-delà des mécanismes de dénigrement de l'opposition, incite les élus à ne pas fournir d'aide au parti adverse, c'est-à-dire à ne pas soutenir ses initiatives législatives de peur que son succès soit synonyme d'échec non pas pour le pays, mais pour leur propre parti.

Cette opposition stratégique plutôt qu'idéologique, lorsqu'elle transparaît auprès du grand public, se traduit par le sentiment que ce dernier est face à une élite politique unifiée qui se préoccupe plus de ses propres intérêts que de l'intérêt général, ce qui contribue donc au développement d'un discours anti-élitiste. Mais avant d'aller plus loin, il est important de noter que l'opposition stratégique ne constitue pas nécessairement une « politique du cynisme » bien qu'elle puisse être perçue ainsi. Elle peut également trouver sa justification dans une recherche de la part des élus de servir l'intérêt général. En effet, si un représentant estime que le seul moyen de faire adopter des réformes nécessaires pour le bien du pays est d'exercer un contrôle fort de son parti sur le Congrès, il s'engagera dans une lutte hautement partisane (et donc stratégique) pour parvenir à mettre en place des réformes qu'il juge justes et appropriées

---

<sup>852</sup> Anne-Laure Beaussier, « L'assurance-maladie américaine à l'heure de la polarisation partisane », *art. cit.*, p. 384.

<sup>853</sup> *Ibid.*

<sup>854</sup> Frances E. Lee, *Beyond Ideology*, *op. cit.*, p. 3.

pour l'ensemble du pays. Enfin, si la cause de la polarisation n'est pas à proprement parlé idéologique, cela n'empêche pas les partis de trouver un intérêt à formuler les débats en termes d'opposition idéologique qui « unifient en interne et les différencient de leurs adversaires »<sup>855</sup>. Les clivages idéologiques forts entre les partis sont des outils importants en ce qu'ils leur permettent de présenter des alternatives claires ; et l'Association américaine de science politique d'ajouter dès les années cinquante que « lorsqu'un clivage de parti existe, chaque camp travaille à ce qu'il reste marqué »<sup>856</sup>. Nous rejoignons, ainsi, l'idée exprimée au chapitre précédent selon laquelle un acteur politique individuel ou collectif peut, de manière pragmatique, adopter une ligne de conduite programmatique. Il ne s'agit, en fait, que de la manifestation de l'idée selon laquelle seul son propre camp peut arriver à des changements satisfaisants et témoigne donc d'une disparition progressive de ce que nous nommons « l'attrait du compromis ».

Sean Theriault nomme *party warriors* les figures de l'animosité partisane. Ce concept participe à expliquer la polarisation au Congrès non pas tant par une radicalisation idéologique, que Theriault ne nie pas, que par l'intensification d'une « guerre partisane » (*partisan warfare*). Cependant, l'évaluation de la part de cette guerre partisane par rapport à la part de l'idéologie reste un exercice complexe. En cherchant à la mesurer, le politiste pointe du doigt le rôle d'un certain type de proposition d'amendement qui, à l'inverse d'une proposition classique, n'a pas pour but premier de rendre le projet de loi plus conforme à ses positions mais de causer du tort au parti adverse, soit en retardant les débats soit en forçant le camp ennemi à s'opposer à un amendement tout à fait raisonnable pour, ainsi, lui donner une mauvaise image. Cette pratique a connu un développement progressif depuis plusieurs décennies et notamment lors des débats sur la réforme du système de santé. Le 24 mars 2010, indique Theriault, le Sénateur républicain de l'Oklahoma Tom Coburn a présenté un amendement interdisant aux agresseurs sexuels de se faire rembourser du Viagra grâce à l'*Affordable Care Act*. Cette proposition, à laquelle aucun sénateur n'aurait eu intérêt à s'opposer, a pourtant été rejetée par 55 des 57 membres de la majorité démocrate. L'explication à cela est donnée par Theriault.

“During this particular debate, the Democrats were orchestrating a complex legislative maneuver overcoming a Republican-led filibuster. By passing the measure through the reconciliation process, the Democrats only needed a majority, but they could not change a

---

<sup>855</sup> *Ibid.* p. 163.

<sup>856</sup> *Ibid.*

word in the bill or the entire process might unravel. As such, the Republicans had the Democrats in the difficult position of voting down amendments that might otherwise seem constructive or reasonable.”<sup>857</sup>

En résumé, pour éviter un *filibuster*, cette procédure d’obstruction, des sénateurs républicains, les Démocrates s’étaient engagés dans une procédure qui n’aurait demandé qu’une majorité simple pour adopter le texte (*reconciliation process*), mais une modification par un amendement aurait pu mettre à mal leur stratégie. Conscient de cela, les Républicains ont donc proposé une série d’amendement qu’ils savaient être voués au refus de la majorité dans le but stratégique de pouvoir par la suite critiquer les « prises de positions » démocrates. Mais ces propositions et leur rejet ne montrent en rien une quelconque radicalisation idéologique des deux camps : comme le souligne Theriault, « les amendements de Coburn, de Crapo ou d’Ensign n’étaient pas une manifestation du conservatisme des Républicains ou du progressisme des Démocrates. Ils mettaient en évidence la guerre partisane, pas la polarisation idéologique »<sup>858</sup>. En analysant les amendements du même type, il identifie ce qu’il nomme les généraux de la guerre partisane. Durant le 109<sup>e</sup> Congrès (2005-2007), les cinq sénateurs démocrates dont les amendements avaient entraîné le plus de vote par appel nominal (*roll call vote*) représentaient trente-et-un pour cent du total démocrate. Ce chiffre est encore plus parlant lors du 111<sup>e</sup> Congrès américain où les cinq sénateurs républicains dont les amendements avaient entraîné le plus de vote par appel nominal représentaient quarante-sept pour cent du total républicain.

L’épisode de l’adoption de l’ACA met également l’accent sur le *filibuster*, la procédure d’obstruction parlementaire au Sénat. Barbara Sinclair parlait en 2012 de la menace grandissante que pose cette procédure pour l’innovation législative par sa mise en place effective ou simplement la menace de la déclencher<sup>859</sup>. Bien que le Sénat dispose d’un « vote de clôture » (*cloture vote*) qui permet à une majorité qualifiée (de soixante sénateurs) de suspendre le *filibuster* depuis 1917, cette pratique ne s’est réellement développé que dans les années soixante. Bond, Fleischer et Cohen remarquent que non seulement leur nombre a sensiblement augmenté au fil du XX<sup>e</sup> siècle, mais que leur nature a également évolué. A

---

<sup>857</sup> Sean M. Theriault, « Party Warriors: The Ugly Side of Party Polarization in Congress », in James A. Thurber et Antoine Yoshinaka, *American Gridlock: The Sources, Character, and Impact of Political Polarization*, New York, Cambridge University Press, 2015, p. 162.

<sup>858</sup> *Ibid.*

<sup>859</sup> Barbara Sinclair, *Unorthodox Lawmaking: New Legislative Processes in the U.S. Congress*, Washington D.C., CQ Press, 1998.

l'origine, le vote à la majorité qualifiée avait été pensé « pour protéger les droits des sénateurs » et « les leaders des partis n'utilisaient pas le *filibuster* dans un but partisan ou pour gagner le contrôle du Sénat »<sup>860</sup>. Mais au cours des dernières années, il est devenu un outil efficace du parti minoritaire pour s'opposer à des nominations présidentielles ou à des textes de loi.

Pour conclure, alors que l'on pourrait penser qu'un fort niveau de conflit partisan serait interprété de manière positive par le grand public comme la concrétisation d'une lutte engagée par des représentants politiques pour défendre les intérêts de leur électorat, de nombreuses études montrent au contraire une corrélation entre un fort conflit partisan et une opinion négative du Congrès<sup>861</sup>. Ce paradoxe touche, en fait, à la définition même de ce qui constitue la « responsabilité politique ». S'agit-il de défendre coûte que coûte ce pour quoi les représentants ont été élus, de respecter la volonté de la majorité, de protéger les minorités politiques ou de participer à l'évolution législative ?

## 2. Réformes électorales et redécoupage des circonscriptions

Dans le discours médiatique, mais également dans le discours académique<sup>862</sup>, le redécoupage des circonscriptions est souvent présenté comme la cause principale de la polarisation idéologique des représentants. Le principe du redécoupage est simple et obéit à la recherche de résultats électoraux. Il est défini par Altman et McDonald comme « le processus de redessiner les frontières des circonscriptions de manière périodique pour, soi-disant, uniformiser des communautés d'intérêt, s'aligner sur des critères de représentation et des objectifs administratifs neutres comme l'équilibrage de la population »<sup>863</sup>. Il est confié aux Etats fédérés et dans la plupart d'entre eux, ce sont les politiciens qui sont en charge de cette tâche, ce qui peut créer des conflits d'intérêts. Ce redécoupage est qualifié de « charcutage électoral » (*gerrymandering*) lorsque, tout en gardant un semblant d'équilibre démographique,

---

<sup>860</sup> Jon R. Bond, Richard Fleischer et Jeffrey Cohen, « Party Polarization and the Changing Effects of Supermajority Procedures in the Senate: Presidential Success of Bush and Obama », APSA Annual Meeting Paper.

<sup>861</sup> Mark D. Ramirez, « The Dynamics of Partisan Conflict on Congressional Approval », *American Journal of Political Science*, Vol. 53, N°3, juillet 2009, p. 681-694.

<sup>862</sup> Micah Altman et Michael McDonald, « Redistricting and Polarization », in James A. Thurber et Antoine Yoshinaka, *American Gridlock: The Sources, Character, and Impact of Political Polarization*, New York, Cambridge University Press, 2015, p. 45.

<sup>863</sup> *Ibid.*

il déséquilibre volontairement une circonscription sur le plan politique. Le but recherché est de rendre certaines circonscriptions plus concurrentielles en matière électorale, tout en fournissant un léger avantage électoral à ceux qui sont en charge du redécoupage, alors que d'autres vont devenir extrêmement homogènes et donc non-compétitives. Le résultat est illustré dans l'annexe 17 : alors que la composition démographique des cinq circonscriptions ne change pas (60% de bleu et 40% de rouge), le premier découpage illustre une représentation où les bleus remportent trois des cinq circonscriptions, la deuxième illustre un cas où les bleus remportent la totalité des circonscriptions, tandis que le dernier cas montre un exemple de charcutage électoral où malgré une majorité d'électeurs bleus, les rouges remportent trois circonscriptions sur cinq.

Le lien entre polarisation politique et « charcutage politique » est linéaire : dans un environnement politique non-concurrentiel, le personnel politique ne ressentirait plus, ou de moins en moins, le besoin de s'adresser à la part modérée de l'électorat et préférerait se plier aux exigences de sa base électorale de peur de perdre les primaires face à des candidats plus radicaux. La compréhension du redécoupage, ou plutôt du charcutage, sur la polarisation est donc la suivante : il entraînerait une radicalisation idéologique des élus à la Chambre des Représentants puisqu'il inciterait les modérés à radicaliser leurs positions au moment des primaires ou favorisant indirectement les candidats les plus radicaux.

Cependant, Altman et McDonald, en rejetant l'approche mono-causale selon laquelle le redécoupage serait la seule et unique cause de la polarisation des élites politiques américaines, mentionnent une série de travaux qui mettent son influence en perspective. Ainsi, Carson *et al.* affirmaient-ils que bien que son influence semble modeste, le « redécoupage fait partie des nombreux facteurs qui polarisent »<sup>864</sup>, pendant que Brunel et Grofman soutenaient dans le même temps que si le redécoupage a effectivement créé une plus grande homogénéité au sein des circonscriptions et une baisse généralisée de leur compétitivité, aucune donnée ne permet de confirmer que les représentants de circonscriptions homogènes présentent des positions plus radicales que les élus provenant d'environnement politique bien plus concurrentiels<sup>865</sup>.

---

<sup>864</sup> *Ibid.* p. 55.

<sup>865</sup> Thomas L. Brunell et Bernard Grofman, *Evaluating the Impact of Redistricting on District Homogeneity, Political Competition, and Political Extremism in the U.S. House of Representatives, 1962–2002*, Irvine, University of California, 2005.

Le reproche qu'Altman et McDonald font aux chercheurs qui réfutent la thèse de l'influence du redécoupage se situe principalement au niveau du statisme de la méthode utilisée. Pour eux, cette influence ne peut être observée d'une élection à l'autre, mais doit l'être sur le temps long. De plus, Jacobson explique en 2003 qu'un redécoupage peut être entrepris pour mieux correspondre aux idées d'un futur candidat. Le redécoupage provoque dans ce cas bien une polarisation idéologique des élus à la Chambre des Représentants sans qu'ils ne deviennent, eux-mêmes, plus radicaux. Leur élection est simplement facilitée par les changements démographiques de l'électorat. En tout état de cause, les chercheurs se rejoignent sur l'idée que le « charcutage politique » qui avait permis aux Républicains de consolider leur contrôle sur la Chambre lors du 108<sup>e</sup> Congrès (2002-2004) leur avait également été néfaste lors de l'élection de 2006.

Après avoir vu l'hypothèse que le redécoupage en circonscriptions plus homogènes accentue la polarisation des représentants, il existe également l'hypothèse inverse selon laquelle la création de circonscriptions plus concurrentielles aurait, elle aussi, un effet polarisant. En théorie, la présence d'un environnement politique ultra-concurrentiel pourrait inciter les candidats à répondre de manière plus prononcée à leur base électorale qui a tendance à demander à se distinguer clairement du camp opposé.

Les exemples de redécoupage profitant aux élus du *Tea Party* existent, mais en 2010 ils ont généralement été élus contre la volonté d'*establishment* républicain qui n'avait prévu ni leur arrivé, ni leur poids politique. Ce serait un non-sens de dire que les Républicains ont redécoupé des circonscriptions dans les années précédentes pour garantir à leur aile la plus à droite de venir les contredire et leur imposer une nouvelle ligne directrice. Malgré cela, il est possible que leur stratégie visant à s'assurer des circonscriptions « sûres » et donc plus homogènes, se soit retournée contre eux, en favorisant des candidats qui s'opposaient à la ligne officielle du parti. Cependant, nous observons qu'en 2010, parmi la cinquantaine de candidats proches du *Tea Party* remportant un siège à la Chambre des Représentants, cinq venaient de circonscriptions qui avaient été redécoupées de manière significative lors des vingt années précédentes<sup>866</sup>.

Il n'existe pas d'avis officiel du *Tea Party* quant à la question du « charcutage politique ». Toutes les positions y sont représentées. Alors que Mark Meckler et Jenny Beth

---

<sup>866</sup> La 7<sup>e</sup> circonscription du Michigan, la 22<sup>e</sup> circonscription de la Floride, la 4<sup>e</sup> circonscription de l'Arizona, la 3<sup>e</sup> circonscription du New Jersey et la 23<sup>e</sup> circonscription du Texas.

Martin, du *Tea Party Patriots*, disaient soutenir en 2011 l'effort de redécoupage puisqu'il « solidifie les gains obtenus tout en leur donnant un poids politique dans des endroits où ils ne sont pas encore compétitifs »<sup>867</sup>, d'autres groupes locaux s'y opposaient farouchement. Tel est le cas du *Bayshore Tea Party*, dans le New Jersey, pour qui le redécoupage crée des circonscriptions sans enjeux qui éloignent les représentants du peuple et de ses demandes<sup>868</sup>. La présidente du groupe parlait d'une « pratique répugnante pour les activistes *grassroots* » qui souhaitent voir des campagnes électorales serrées entre des candidats des deux partis.

Enfin, un exemple de l'action des représentants membres du *Tea Party* face au redécoupage peut être observé dans la 27<sup>e</sup> circonscription du Texas qui a élu Blake Farenthold. En 2010, le candidat du *Tea Party*, poussé par une forte mobilisation du mouvement et une très faible participation de l'électorat hispanique, avait devancé le candidat démocrate, Solomon Ortiz, de 900 voix. Sa victoire étriquée le plaçait donc dans une position délicate pour la suite de son mandat.

“So he won but knew he was living on borrowed time — that the demographics of his district were such that unless there was another wave election, he would likely be swept out. So Farenthold was very, very hopeful that redistricting would favor him. And it did. The Republicans took the 27th District. They saw their endangered new Republican inhabitant, and what they did simply was saw off the district the town of Brownsville, which is where the preponderance of Hispanics in his districts reside. And instead, they redrew the map, minus Brownsville, and into an area, a corridor further north and west that is distinctly Republican.”<sup>869</sup>

Ce redécoupage peut sembler anecdotique mais faisait dire à Farenthold devant le journaliste Robert Draper : « Ecoutez, je préfère de loin avoir une circonscription à 60% républicaine qu'une “circonscription indécente”<sup>870</sup> ».

Le second type de changement institutionnel que nous pouvons rattacher au redécoupage électoral – en cela qu'il a pour but d'assurer au parti qui l'entreprend des gains électoraux non pas sur des bases idéologiques mais par des mécanismes arithmétiques – est la série de réforme pour décourager l'électorat historiquement associé au Parti démocrate de voter.

---

<sup>867</sup> Alex Isenstadt, « Tea Party steeped in redistricting », politico.com, [En ligne], 8 mars 2011.

<sup>868</sup> *Ibid.*

<sup>869</sup> NPR, « Redistricting: A Story Of Divisive Politics, Odd Shapes », npr.com, [En ligne], 24 septembre 2012.

<sup>870</sup> Il utilise l'expression de *swing district*, à la manière des *swing states* de l'élection présidentielle.

La population américaine est en forte évolution et ce depuis plusieurs années. Cette évolution se traduit naturellement au sein de l'électorat. Olivier Richomme note que l'élection de 2008 « marque un tournant important dans le sens où, d'un point de vue ethnico-racial, l'électorat ne fut jamais aussi diversifié dans toute l'histoire du pays »<sup>871</sup>. Ces mutations se sont poursuivies en 2012 et pour la première fois la participation des Afro-Américains (66,2%) dépasse celle des Blancs (64,1%). Si l'on y ajoute la part grandissante des Hispaniques dans la population américaine, catégorie qui soutient en majorité les Démocrates, la situation était telle que le président du *Republican National Committee*, Reince Preibus, avait formulé une liste de propositions pour faire évoluer le parti en s'adressant davantage aux minorités ethniques.

“America is changing demographically, and unless Republicans are able to grow our appeal the way GOP governors have done, the changes tilt the playing field even more in the Democratic direction. In 1980, exit polls tell us that the electorate was 88 percent white. In 2012, it was 72 percent white. Hispanics made up 7 percent of the electorate in 2000, 8 percent in 2004, 9 percent in 2008 and 10 percent in 2012. According to the Pew Hispanic Center, in 2050, whites will be 47 percent of the country while Hispanics will grow to 29 percent and Asians to 9 percent. If we want ethnic minority voters to support Republicans, we have to engage them and show our sincerity.”<sup>872</sup>

Le rapport sera largement ignoré par le camp républicain par la suite qui ira même dans le sens opposé à ces préconisations : ainsi, plutôt que de s'ouvrir aux minorités ethniques en changeant son approche sur certains domaines, notamment la politique migratoire, il avait cherché, nous explique Olivier Richomme, à leur fermer la porte des bureaux de vote de six manières différentes.

Tout d'abord, en 2012, le nombre d'Hispaniques non-inscrits ou qui n'avaient pas participé à l'élection s'élevait à environ douze millions, ce qui constitue une réserve de voix considérable pour les deux grands partis. Mais nombre d'Etat, majoritairement républicain, comme la Caroline du Nord ou le Nevada, n'appliquent pas certaines législations – parce qu'ils n'y sont pas contraints – qui permettent d'inscrire, si elles le souhaitent, des personnes isolées, pauvres ou handicapées par le biais d'agences des services sociaux. Entre 2002 et 2010, par exemple, le Nevada avait connu une baisse de 95% des demandes d'inscription

---

<sup>871</sup> Olivier Richomme, « Au paroxysme de la polarisation : Les paradoxes de la stratégie électorale du Parti républicain », *Politique américaine*, Vol. 29, N°1, 2017, pp. 27.

<sup>872</sup> *Growth and Opportunity Project*, 2013.

grâce aux agences des services sociaux. La raison à cela est que l'Etat ne trouvait pas d'intérêt électoral à encourager l'enregistrement d'une tranche de la population où les minorités ethniques y sont fois supérieures aux Blancs<sup>873</sup>.

Ensuite, la période d'inscription sur les listes électorales a également été réduite et la procédure compliquée. Il n'existe pas de carte d'identité nationale gratuite aux Etats-Unis. Olivier Richomme reprend les données du *Brennan Center for Justice* pour affirmer que « 11% de la population des citoyens américains en âge de voter ne possèdent pas de pièce d'identité avec une photo. Ce pourcentage moyen est plus élevé pour les personnes âgées, les minorités ethno- raciales, les handicapés et les étudiants »<sup>874</sup>. Mais si la fraude électorale peut être un réel problème, seules les législatures républicaines l'évoquent pour encourager le développement des cartes d'identité avec photo « afin de décourager l'électorat pauvre, et souvent non-blanc, qui est en moyenne bien plus favorable au Parti démocrate »<sup>875</sup>. S'il ne s'agissait que de lutter contre la fraude, ces mêmes Etats autoriseraient l'inscription sur les listes électorales le jour de l'élection, comme cela est possible dans une grande partie des Etats américains, puisqu'elle se fait avec la même pièce d'identité. Cette pratique peut sembler trop cynique pour être vraie, mais les arguments avancés par les Etats dans lesquels les minorités ethniques rencontrent des difficultés ne correspondent pas à la réalité et il est maintenant accepté dans une très vaste littérature académique que le « Parti républicain a mis en place ces mesures en toute connaissance de cause »<sup>876</sup>. En 2012, le représentant de Pennsylvanie, Mike Turzai, avait également ouvertement déclaré devant la presse que la réforme des cartes électorales allait permettre au gouverneur Mitt Romney de remporter l'Etat de Pennsylvanie<sup>877</sup>. En 2013, l'ancien président du Parti républicain de Pennsylvanie, Robert Gleason, déclarait à la télévision locale qu'alors que John McCain avait perdu de dix pour cent face à Barack Obama en 2008, les réformes électorales avaient permis à cet écart de passer à cinq pour cent.

En troisième lieu, il a été possible d'assister à une vague de radiation des listes électorales. Ici encore, gérée par les agents administratifs de chaque Etat, les listes électorales souvent erronées sont « purgées » par des pratiques comme le *caging*, où l'administration

---

<sup>873</sup> Olivier Richomme, « Au paroxysme de la polarisation : Les paradoxes de la stratégie électorale du Parti républicain », *art. cit.*, p. 30.

<sup>874</sup> *Ibid.* p. 31.

<sup>875</sup> *Ibid.* p. 32.

<sup>876</sup> *Ibid.* p. 33.

<sup>877</sup> Mackenzie Weinger, « Pa. Pol: Voter ID help GOP Win State », *politico.com*, [En ligne], 25 juin 2012.

envoie « un courrier par la poste à toutes les personnes inscrites sur les listes électorales et éliminent les personnes dont le courrier n'a pas pu être livré à l'adresse postale indiquée »<sup>878</sup>. Par conséquent, juste avant l'élection présidentielle de 2012, le gouverneur républicain Rick Scott a lancé une opération de radiation qui a, « dans un premier temps, rayé 180000 personnes des listes électorales, dont 82% de non-Blancs et 60% de Latinos »<sup>879</sup>. En fin de compte, seules 85 personnes ont été effectivement radiées des listes, mais les efforts de démotivation des électeurs avaient déjà produit leurs effets. À cela, nous pouvons ajouter des mesures visant à restreindre les procédures de vote anticipé (passant de 14 à 8 jours, avec en outre l'interdiction du vote le dimanche avant l'élection), procédure pourtant plébiscitée par 54% des Afro-Américains en Floride contre 28% des Blancs<sup>880</sup>, ou encore à empêcher des initiatives qui connaissent un fort succès, certaines proposant, par exemple, aux personnes qui allaient à l'église le dimanche de les conduire ensuite aux bureaux de vote. Dans le même esprit, certains Etats dirigés par les républicains ont également rendu plus difficile le travail d'organisations qui prévoyaient des campagnes encourageant l'inscription sur les listes électorales. Alors que le nombre d'inscrits républicains augmentait de plus de cent vingt mille entre 2011 et 2012, celui des démocrates avait augmenté de onze mille<sup>881</sup>. Enfin, encore en Floride – qui est devenu « l'Etat clé parmi les Etats clés » des élections présidentielles – le gouverneur Mike Scott est revenu sur un décret, mis en place par Charlie Crist en 2007, qui permettait aux anciens détenus de recouvrer leur droit de vote. Cette décision de Scott a empêché plus de 200000 anciens détenus de voter lors de l'élection de 2012. Au niveau national, 5,8 millions d'Américains sont privés de leur droit de vote après avoir été condamnés. La communauté afro-américaine est particulièrement touchée par ce phénomène puisqu'elle représente presque 40% de ce groupe.

Loin de n'être qu'un épiphénomène, vingt-et-un Etats américains se sont engagés dans des réformes similaires depuis 2010 et la vague républicaine aux élections de mi-mandat. Le vote y est donc moins accessible principalement pour les minorités ethniques et pour les individus les plus pauvres.

« D'un point de vue partisan, la stratégie du Parti républicain visant à démobiliser l'électorat démocrate renforce l'image d'un parti hostile aux minorités et contribue à éroder l'intégrité du

---

<sup>878</sup> *Ibid.* p. 34.

<sup>879</sup> *Ibid.* p. 35.

<sup>880</sup> Andrew Cohen, « No One Should Have to Wait 7 hours to Vote », *The Atlantic*, [En ligne], 5 novembre 2012.

<sup>881</sup> Ari Berman, « A Recent History of GOP Voter Suppression in Florida », *The Nation*, [En ligne], 1er octobre 2012.

système électoral et le niveau de confiance du peuple américain dans son système démocratique. Depuis plusieurs décennies, le droit de vote est au cœur du rapport de forces entre les grands partis, mais les difficultés idéologiques auxquelles est en butte le Parti républicain ont poussé ce dernier au paroxysme de sa logique partisane. »<sup>882</sup>

Au-delà des tentatives de démobilisation d'un électorat en majorité acquis à la cause démocrate, ces mesures témoignent d'une tendance forte au sein du Parti républicain : celle de se recentrer sur son cœur électoral, les *White Anglo-Saxon Protestant (WASP)*. En effet, ces tentatives visent à diminuer le poids politique grandissant des minorités ethno-raciales et par conséquent à donner à l'électorat historiquement républicain un impact électoral plus important. Elles témoignent encore une fois du contrôle indirect de la composante interne du parti sur ses représentants – contrôle indirect, parce que rien n'indique que ces réformes ne soit ni souhaitées par la population dans son ensemble, ni réclamées par les militants républicains. Il ne s'agit que d'une « stratégie électorale » qui vise à assurer au parti de l'éléphant de meilleurs résultats en rendant les élections moins compétitives par la réforme des institutions et le redécoupage des circonscriptions.

### 3. Les médias et la polarisation

Nous l'avons étudié au cours des chapitres 1 et 2, *Fox News* ainsi que les autres médias conservateurs ont eu un rôle prépondérant dans la fonction de création d'une identité commune, d'une « communauté de sens » en créant un sentiment d'appartenance à un même groupe. Ils ont également aidé à l'unification du message des membres du *Tea Party*. Peut-on, pour autant, parler des médias conservateurs et de *Fox News* en particulier comme des agents de la polarisation idéologique aux Etats-Unis ? Ce type de médias ouvertement partisans fourni à leur audience ce qui a été conceptualisée sous le terme de « chambre d'écho », c'est-à-dire un espace qui réverbère les croyances préexistantes des individus plutôt que les remettre en question. Mais la confirmation des opinions n'est pas, en soi, un mécanisme suffisant pour radicaliser les individus. Elle peut les faire « camper sur leurs positions » et refuser le compromis, sans qu'ils ne soient idéologiquement plus à droite ou plus à gauche. De plus, puisque les individus peuvent choisir et changer leurs sources d'informations, nous

---

<sup>882</sup> *Ibid.* p. 37.

n'attendons pas, *a priori*, d'effet polarisant s'ils ne modifient pas leurs habitudes, ou seulement si le discours des médias en question évolue.

Jamieson et Cappella expliquent que les médias partisans créent une « enclave auto-protectrice » (*self-protecting enclave*) par la diffusion d'un message et d'un cadre de compréhension du monde et des événements qui se produisent. Ce message permet, bien entendu, au public de comprendre les informations par le biais de la construction médiatique des faits mais il est également rediffusé et relayé par ce même public. A l'époque d'Internet, les vidéos des émissions ou les *podcasts* peuvent être partagés et toucher rapidement l'entourage du public. La vision des événements qui est construite par les médias partisans est également hautement biaisée. Ces organisations se concentrent généralement sur des sujets ou certains aspects des sujets d'actualité qui sont en conformité avec leur ligne éditoriale. Dans une certaine mesure, les médias créent l'actualité au travers des choix qu'ils font dans les sujets qu'ils traitent. Le temps alloué à un thème plutôt qu'à un autre, la hiérarchisation des événements a une importance considérable sur les perceptions du public. Rosensteil résumait ainsi leur travail : les médias partisans n'ont pas comme objectif premier de faire part des faits ; ils ont pour but d'aider les gens à donner du sens au monde à partir de certaines prédispositions<sup>883</sup>. Ils simplifient la compréhension du réel. Jacques Ellul insistait sur les besoins des hommes dans ce qu'il nomme la « société technicienne ». L'homme a besoin d'une opinion sur tous les événements en particulier en temps de crise. Le schéma explicatif simple qui lui permet de comprendre, ou de penser comprendre, et participer peut être fourni par le personnel politique mais également par les médias. Si de prime abord, une vision catastrophiste et complexe des événements s'impose aux individus, la propagande, définie par Ellul comme « l'ensemble des méthodes utilisées par un groupe organisé en vue de faire participer activement ou passivement à son action une masse d'individus psychologiquement unifiées par des manipulations psychologiques et encadrés dans une organisation »<sup>884</sup>, vient rassurer le récepteur et simplifier le réel. Nous l'avons déjà abordé dans le deuxième chapitre, mais l'action des médias partisans comme celle de la propagande politique s'efforce de livrer un message clair, simple, facilement identifiable et distinctif. La concentration d'un message sur un ennemi commun est le moyen le plus simple et le plus efficace, ce qui explique que *Fox News* et les autres médias conservateurs aient rapidement développé une « critique par

---

<sup>883</sup> Thomas Rosensteil, « How the Mass Media Divides Us - Two Alternative Perspectives. » in Pietro Nivola and David Brady *Red and Blue Nation? Volume 1* », Stanford, Hoover Institution Press, 2006, p. 253.

<sup>884</sup> Jacques Ellul, *Propagandes*, (1962), Paris, Economica, 1990, p. 75.

réflexe » de Barack Obama. De la révérence à l'empereur du Japon jugée « trop basse », à sa pince à papier « trop bon marché » (*chintzy*) lors de la présentation de l'*American Jobs Act*, en passant par son choix « prétentieux » de la moutarde de Dijon en accompagnement de son hamburger, toute action de sa part entraînait la désapprobation des polémistes de la chaîne conservatrice<sup>885</sup>. La révérence devenait le symbole du prétendu manque de leadership du quarante-quatrième président, la pince à papier illustre le peu d'implication et d'intérêt qu'il avait pour l'emploi des Américains et le choix du condiment français témoignait d'une déconnexion avec le peuple<sup>886</sup>.

En 2013, Matthew Levendusky notait que « le nombre de personnes qui regardent ce genre de programmes a augmenté de manière radicale au cours de ces dernières années »<sup>887</sup>. Même si un nombre supérieur de personnes continue de regarder les informations télévisées plus conventionnelles, « l'audience des émissions partisans augmente alors que celle des informations classiques se réduit »<sup>888</sup>. Au sein du *Tea Party*, nous avons déjà évoqué l'importance de Rush Limbaugh mais l'émission de Glenn Beck est probablement la plus emblématique de la période étudiée et de nombreux témoignages la voient comme un rendez-vous immanquable<sup>889</sup>.

Lorsque les individus entendent une information concernant une entité concrète (un individu) ou abstraite (l'Etat par exemple), leur attitude et la manière dont ils vont recevoir l'information est dirigée par ce que Lodge et Taber appellent la « cognition à chaud »<sup>890</sup>, c'est-à-dire un réflexe cognitif qui ne fait pas nécessairement intervenir des pensées conscientes. Dans des émissions où l'information n'est remise en cause par aucun contre-argument, où la « cognition à chaud » est confirmée tout au long de sa diffusion, elle se renforce et le message n'en est que plus persuasif. Les individus qui voient leur vision préconçue être confirmée vont se diriger dans le sens des arguments exposés et, en définitive, tendre vers des attitudes et des points de vue plus polarisés. Levendusky met également l'accent sur un second mécanisme qui favorise la radicalisation des opinions des individus

---

<sup>885</sup> Il ne s'agit là de d'un florilège non-exhaustif.

<sup>886</sup> Chris Riotta, « Fox News was Attacking Barack Obama for Using Dijon Mustard at This Point in His Presidency », *newsweek.com*, [En ligne], le 9 juin 2017.

<sup>887</sup> Matthew S. Levendusky, « Why Do Partisan Media Polarize Viewers? », *American Journal of Political Science*, Vol. 57, N°3, juillet 2013.

<sup>888</sup> *Ibid.* p. 612.

<sup>889</sup> Dans les entretiens que nous avons eus et dans les comptes rendu d'autres sources.

<sup>890</sup> Matthew S. Levendusky, « Why Do Partisan Media Polarize Viewers? », *American Journal of Political Science*, Vol. 57, N°3, juillet 2013, p. 613.

dans les médias partisans : ces derniers présentent les actualités comme les nouveaux développements d'une lutte partisane continue. Ses résultats montrent que les individus qui choisissent des médias qui confirment leurs opinions sont plus informés<sup>891</sup> et plus engagés que la moyenne, ce qui fait écho aux recherches d'Abramowitz sur le plus haut degré de « radicalisme » idéologique de la part la plus informée et engagée de la population<sup>892</sup>. Les médias partisans ont donc pu créer une « communauté de sens », mais l'effet produit le plus significatif l'a été chez des individus qui possédaient déjà des opinions défavorables à Barack Obama, au camp démocrate mais également – et peut-être même de manière plus intéressante – chez des individus qui possédaient déjà des opinions défavorables à l'ensemble de la classe politique, Démocrates comme Républicains. Les critiques de *Fox News* ont fait plus que diriger les membres du *Tea Party* (potentiels et effectifs) loin du camp démocrate, elles les ont également éloignées des élus Républicains. L'effet polarisant ne transforme donc pas les plus modérés en « extrémistes », mais il renforce la polarisation de ceux qui se trouvaient déjà loin du centre ; dans le cas des membres du *Tea Party*, les conservateurs déçus de la présidence Bush.

Après avoir vu l'effet polarisant des médias partisans sur les attitudes au sein de la population et plus particulièrement du « public engagé », nous allons maintenant considérer son influence auprès des élites politiques. La question centrale qui sera étudiée concerne plus particulièrement l'influence des médias conservateurs sur les attitudes et les prises de positions des représentants Républicains au Congrès. Arceneaux *et al.* observent à la suite de la création de *Fox News* une tendance de leur part à se ranger plus souvent derrière les positions officielles du parti avant les élections.

Ces observations peuvent être expliquées par l'idée selon laquelle les représentants prêtent plus d'attention à l'image qu'ils renvoient au public à la veille des élections et donc qu'indirectement ils subissent plus la pression populaire durant ces périodes. Les candidats ne disposent que d'informations limitées sur la volonté de l'électorat. Certes, les collaborateurs fournissent un travail de sondage d'opinion auprès de la population pour connaître le plus précisément possible ses attentes mais certaines questions restent malgré tout obscures.

---

<sup>891</sup> Ce qui n'est pas synonyme de « mieux informés ».

<sup>892</sup> Alan Abramowitz, *The Disappearing Center*, *op. cit.*, p.42.

Herbst, Linsky ou encore Yanovitzky<sup>893</sup> expliquaient que les médias jouent alors un rôle important dans la hiérarchisation des thèmes mis en avant par les candidats puisque le personnel de campagne s'imprègne directement des informations qui sont présentées par les médias. Les manifestations du *Tea Party* par exemple, lorsqu'elles sont qualifiées de succès par *Fox News* et qu'elles font l'objet d'une couverture large durant plusieurs jours, donnent une indication au personnel politique, principalement dans le camp républicain, sur « ce que souhaite la population ». En plus de cela, tout représentant, élu ou candidat qui sera invité durant cette période sera interrogé sur les questions d'actualité qu'il ou elle devra commenter. Dans le cadre d'une chaîne partisane, il serait mal vu, alors que des échéances électorales approchent, de critiquer ceux qui constituent l'audience première d'une chaîne partisane.

Observée par Arceneaux, la relation représentant/électorat évolue au cours d'un cycle électoral de la manière suivante :

“At the beginning of the election cycle, when elections are distant, members maximize partisan goals by supporting their party on party votes at high rates. In the middle of the term, members moderate their party support, ostensibly reflecting the desire to deter the emergence of quality challengers. It is at this point in the process that members are most concerned that the entrance of a quality challenger may mobilize unfriendly constituents. As elections approach, members shift their attention to the subset of their district's voters that they anticipate will turn out on Election Day.”<sup>894</sup>

L'influence des médias auprès des représentants intervient principalement dans la dernière étape des cycles électoraux. Depuis l'apparition de *Fox News*, les élus soutiennent le Parti républicain au Congrès non seulement au cours de la première partie de leur mandat, mais également durant la dernière étape, c'est-à-dire avant que des élections aient lieu. Cette observation montre que les représentants prêtent plus attention aux opinions véhiculées dans les médias partisans, dont *Fox News*. En somme, l'apparition des médias partisans a surreprésenté les opinions d'une partie de la population, ce qui a eu pour conséquence de déplacer l'estimation que faisaient les candidats et leurs collaborateurs des aspirations et des demandes de l'électorat. En plus de cela, depuis plusieurs années, les médias et des organisations comme *FreedomWorks* encouragent la population à prendre directement contact avec ses représentants pour leur faire part de ses griefs. Arceneaux explique également que

---

<sup>893</sup> Kevin Arceneaux, Martin Johnson, René Lindstädt, Ryan J. Vander Wielen, « The Influence of News Media on Political Elites: Investigating Strategic Responsiveness in Congress », *American Journal of Political Science*, Vol. 60, N°1, janvier 2016, pp. 5-29.

<sup>894</sup> *Ibid.* p. 25.

l'influence des médias sur l'attitude des élites est très dépendante de la composition électorale de la circonscription : « les membres représentants des circonscriptions majoritairement républicaines sont très sensibles aux messages diffusés sur *Fox News* »<sup>895</sup>. Le poids des médias partisans sur l'attitude des élites politiques est donc bien réel mais il est fortement dépendant de l'électorat. Les médias ne sont, après tout, qu'un intermédiaire, qu'ils représentent de manière correcte ou non l'opinion publique. En définitive, Arceneaux remarque que *Fox News* aurait contribué à un déplacement idéologique vers la droite tant du camp républicain que des démocrates, ce que nous analyserons dans la deuxième partie de ce chapitre qui aura pour objectif de tester l'hypothèse d'une polarisation asymétrique de la politique américaine. Mais avant cela, nous verrons les hypothèses d'une polarisation par le bas, c'est-à-dire d'une radicalisation au sein même de la population.

#### B. L'adaptation des partis aux changements de l'électorat : une polarisation par le bas

Après avoir vu les hypothèses qui font de la polarisation politique une conséquence des élites nous nous attarderons sur les quelques contributions qui insistent sur les changements de la population américaine en termes d'idéologie, de démographie et de revenus. Ces hypothèses ne présentent pas toutes les Etats-Unis comme un pays division en deux, où s'oppose « l'Amérique rouge » face à « l'Amérique bleue » ce que pourrait laisser penser les cartes des élections présidentielles sur lesquelles il est possible de distinguer une scission claire entre les Etats de la côte Est et Ouest d'un côté et ceux du « cœur de l'Amérique ». Cependant, ce pan de la littérature sur la polarisation existe un insiste sur la bataille entre deux camps, au cours d'une « guerre culturelle » pour le contrôle des Etats-Unis.

Popular accounts increasingly suggest that increases in party polarization reflect a growing polarization of the broader society. They paint a picture of a society that is separated into “two Americas”—the “red” one supporting George W. Bush in both 2000 and 2004, and the “blue” one supporting his Democratic opponents in both elections—with vastly different religious orientations, values, lifestyles, and economies, each staring the other down in an increasingly bitter “culture war”<sup>896</sup>.

---

<sup>895</sup> *Ibid.* p. 26.

<sup>896</sup> Geoffrey C. Layman, Thomas M. Carsey, and Juliana Menasce Horowitz, « Party Polarization in American Politics : Characteristics, Causes, and Consequences », *Annual Review of Political Science*, Vol. 9, pp. 83-110.

Bien que, comme nous l'avons précisé précédemment, nous restions en désaccord avec l'idée que la population des Etats-Unis se livre à une « guerre culturelle », l'hypothèse d'une polarisation par le bas renferme certains aspects qui sont du plus grand intérêt. Premièrement, la disparition de la figure de l'électeur modéré. Deuxièmement, le rôle du système de primaire qui donnerait aux militants un poids politique plus important. Troisièmement, l'inégalité grandissante des revenus au sein de la population américaine. Enfin, rappelons-le, une étude qui accorde une place si importante que la nôtre aux perceptions peut voir dans la tendance polarisante de l'élite politique une réaction à un public perçu comme étant de plus en plus polarisé.

### 1. Une population plus engagée ?

La compétition électorale américaine a connu trois mutations majeures au XXI<sup>e</sup> siècle. Alors que sur le plan national les élections sont serrées et compétitives, un seul parti domine dans la plupart des Etats américains sans que cette domination ne puisse être remise en cause. En plus de ces deux premières caractéristiques, il existe un très haut degré de régularité entre les élections. A titre d'exemple, Abramowitz écrit que 95% des électeurs qui avaient voté démocrate en 2004 avaient renouvelé leur confiance au parti de l'âne pour les élections présidentielles de 2012, alors qu'il s'agissait de deux contextes et de deux candidats très différents<sup>897</sup>. Ce qui est vrai pour les élections présidentielles l'est aussi pour les autres élections nationales. Cette loyauté partisane de l'électorat se confirme de plus en plus à chaque élection, notamment au travers de la cohérence partisane des bulletins des électeurs (*straight-ticket voting*), c'est-à-dire les bulletins de vote qui ne comportent que des choix en faveur d'un même parti. Pour Abramowitz, cette tendance « reflète le fait qu'au cours des dernières décennies, la scission entre les partis a été associée à d'autres fractures plus profondes de la société américaine : la division raciale entre une majorité blanche en déclin et une minorité non-blanche (*nonwhite*) en pleine croissance ; une division idéologique concernant le rôle et la taille de l'Etat fédéral ; et une division culturelle fondée sur les valeurs, la morale et les modes de vie »<sup>898</sup>.

---

<sup>897</sup> James A. Thurber et Antoine Yoshinaka, *American Gridlock*, op. cit., p. 23.

<sup>898</sup> *Ibid.* p. 26.

La scission raciale est la plus importante des trois comme l'expliquent Abramowitz, Black et Black ou encore Hood, Kidd et Morris. Nous avons d'ailleurs vu l'une des illustrations de la place grandissante et de la transformation de l'électorat américain dans la sous-section précédente consacrée aux réformes électorales.

“The growing dependence of the Democratic Party on nonwhite voters has contributed to the flight of racially and economically conservative white voters to the GOP, thereby further increasing the size of the racial divide between the party coalitions. The effects of this trend were clearly evident in voting patterns in 2012. Among white voters, according to data from the national exit poll, the 2012 election was a Romney landslide: Barack Obama lost the white vote by a margin of 20 percentage points.”<sup>899</sup>

Cette évolution illustre l'un des aspects du « triage » de l'électorat et sa loyauté envers un parti plutôt qu'un autre, qui a également eu des conséquences sur la scission idéologique entre les deux partis. En résumé, la reconfiguration démographique des deux partis et leur solidification au cours des dernières années ont également eu des conséquences sur l'écart idéologique entre les deux partis. Ainsi, sur la question du rôle et de la taille à accorder à l'Etat fédéral américain, le clivage entre conservateurs et progressistes n'a fait que s'accroître depuis les années quatre-vingt : en matière économique et sociale par exemple, tandis que les électeurs d'Obama soutenaient à 74% le fait que l'Etat joue un rôle plus important, ceux de Mitt Romney n'étaient que 16% à partager cette opinion, soit un écart de cinquante-huit points ; dans le domaine de la santé, et compte tenu de la tension que cette question avait posée lors des quatre premières années de la présidence Obama, l'écart s'élevait, lui, à 73 point (84% des électeurs de Barack Obama étant favorable à la réforme ou souhaitant qu'elle soit élargie contre 11% des électeurs de Mitt Romney)<sup>900</sup>.

Enfin, le clivage au sein de la population sur des questions sociales comme le mariage homosexuel ou l'avortement se traduit également au sein des deux grands partis politiques. Ici encore, il est révélateur d'observer que malgré le fait que Mitt Romney soit mormon, il a récolté face à Barack Obama 78% des voix des *born-again Christian* et des évangélistes, notamment en raison des prises de positions du Parti républicain au cours des dernières décennies contre l'avortement et le mariage homosexuel. Ici encore, même si les chiffres de la polarisation partisane au sein de la population peuvent être interprétés de manières différentes, le constat reste le même : les coalitions électorales républicaine et démocrate se sont non

---

<sup>899</sup> *Ibid.* p. 27.

<sup>900</sup> *Ibid.* p. 28.

seulement renforcées mais elles se sont progressivement également éloignées l'une de l'autre. Cependant, comme le souligne Morris Fiorina, cela n'implique pas que la population américaine soit plus polarisée que par le passé. Pour le politiste américain, la majorité de la population est restée au centre. Certes, pour Fiorina, Ansolabehere, Abrams, Pope et Levendusky, les élites politiques et les militants sont scindés en deux camps antagonistes de plus en plus éloignés et qui développent une antipathie mutuelle de plus en plus forte, mais les « simples électeurs », c'est-à-dire ceux qui n'ont pas d'engagement politique, restent invariablement modérés. Levendusky et Fiorina soutiennent d'ailleurs que le « triage » n'a pas d'influence sur le degré de polarisation de l'électorat. Ce dernier peut être plus fidèle à un camp, sans être nécessairement plus idéologiquement radical.

Abramowitz soutient, cependant, la thèse inverse. En mobilisant les données recueillies par l'*American National Election Studies (ANES)*, il établit une corrélation entre polarisation et « triage » partisans si prononcée « qu'il est presque possible de les distinguer »<sup>901</sup>. A mesure qu'une partie de l'électorat s'est réfugiée auprès du Parti démocrate et que l'autre s'est dirigée vers le Parti républicain, « la distribution des positions idéologiques, les préférences en matière de politiques publiques et d'évaluation des candidats sont devenues plus polarisées, avec de moins en moins de Démocrates et de Républicains au centre et de plus en plus aux pôles »<sup>902</sup>.

Cependant, comme le précise Corwin Smidt, « pour comprendre les conséquences de la polarisation, nous devons considérer son effet au-delà des militants et des engagés »<sup>903</sup>. Pour cet auteur, la polarisation de l'élite se maintient et s'aggrave en transformant des indépendants et des électeurs non-engagés en soutiens loyaux pour les partis. En conséquence, il y a de moins en moins d'électeurs indécis et le centre électoral se vide. En fait, la polarisation (idéologique) n'a pas particulièrement augmenté pour les anciens électeurs indécis devenus de loyaux soutiens d'un parti, mais la facilité de distinction entre les deux partis, permise par la polarisation, a rapproché le comportement politique des indépendants et des électeurs non-engagés à celui des militants et des partisans de la première heure. De plus, la relation entre électeurs indécis et élite politique a aidé au développement de cette tendance. En effet, selon Smidt, « puisque leur soutien pour les candidats des partis est moins hostile et

---

<sup>901</sup> *Ibid.* p. 40.

<sup>902</sup> *Ibid.* p. 41.

<sup>903</sup> Corwin D. Smidt, « Polarization and the Decline of the American Floating Voter », *American Journal of Political Science*, Vol. 59, N°1, janvier 2015, p. 1-17.

plus stable, la réponse des Américains à la polarisation des élites change la manière dont les candidats voient ce qu'il reste du centre. Lorsque les préférences partisans sont plus simples à prédire et moins sensibles aux forces conjoncturelles, les candidats n'ont que peu d'intérêt à chercher à se rapprocher d'un électorat modéré ou à répondre aux inquiétudes pratiques des indécis. Dans une application des modèles de la théorie des jeux aux élections et particulièrement au rôle des électeurs indécis, Callander et Wilson montrent qu'il est possible que la polarisation politique ait été facilitée par des changements de la manière dont les candidats voient les campagnes électorales et surtout du soutien de type d'électeurs qu'ils perçoivent être les plus simples ou les plus bénéfiques à obtenir<sup>904</sup>.

En ce qui concerne l'électorat engagé, qui constitue un fort soutien pour l'un des deux partis, les recherches d'Iyengar et Westwood dévoilent que des deux côtés de l'échiquier politique, l'animosité envers le groupe adverse est plus forte que l'amitié envers le groupe d'appartenance. L'origine de cette tendance, plus marquée au sein des militants républicains, reste encore hypothétique – le (mauvais) comportement des élites politiques peut constituer une piste de départ – mais cette hostilité entre militants républicains et démocrates « envoie un signal clair aux élus ; les représentants qui collaborent volontiers avec le camp d'en face courent le risque d'être vu comme des “conciliateurs” »<sup>905</sup>, c'est-à-dire des « traîtres », pour reprendre le vocabulaire utilisé à de nombreuses reprises par les membres du *Tea Party*. De plus, l'animosité entre les partis au Congrès a un effet sur la « légitimité » des actions du camp opposé. Qu'il s'agisse de nouvelle législation, d'obstruction parlementaire ou même du résultat d'élection, la légitimité du pouvoir – et donc du contrôle – détenu par l'un sur l'autre est de plus en plus remise en cause. Iyengar et Westwood donnent l'exemple des *Civil Rights Acts* de 1964 et 1965, qui avaient occasionné des discussions houleuses et une forte opposition tant dans la population américaine qu'au Congrès, mais qui après avoir été votés n'ont pas subi les efforts répétés d'abrogation et d'invalidation qu'a connus l'ACA. Les méthodes d'obstruction parlementaire n'échappent pas à cette tendance. En 2013, le Sénat américain, à majorité démocrate, avait voté une réforme limitant le pouvoir d'opposition aux nominations à l'exécutif en faisant passer la majorité nécessaire de soixante à cinquante-et-un. En 2017, dans un Sénat à majorité républicaine, cette réforme a été élargie aux nominations

---

<sup>904</sup> Steven Callander et Catherine H. Wilson, « Turnout, Polarization, and Duverger's Law », *The Journal of Politics*, Vol. 69, N°4, novembre 2007, pp. 1047-1056.

<sup>905</sup> Shanto Iyengar et Sean J. Westwood, « Fear and Loathing across Party Lines: New Evidence on Group Polarization », *American Journal of Political Science*, Vol. 59, N°3, juillet 2015, pp. 690-707.

des juges à la Cour Suprême. De la même manière, la procédure du *filibuster* est utilisée par le parti minoritaire, puis est décriée une fois que le parti devient majoritaire ; et inversement, elle est critiquée lorsqu'il empêche un parti d'appliquer la politique pour laquelle il a été élu et utilisée une fois qu'il devient minoritaire. Cette logique de délégitimation de l'opposant politique s'applique également aux résultats des élections. La préférence pour le *Tea Party* quant à l'utilisation du terme « République » plutôt que celui de « Démocratie » pour définir les Etats-Unis en est le parfait exemple. La démocratie est le règne de la majorité qui peut « se tromper ». La République, elle, est une forme gouvernementale définie par une constitution, elle-même écrite par un pouvoir constituant, les Pères fondateurs aux Etats-Unis, dont la vision est considérée par le *Tea Party* comme infaillible. Le pouvoir des Démocrates et de Barack Obama n'était donc pas légitime puisque ce qui établit du bien-fondé d'une politique n'est plus la majorité mais sa conformité à la constitution – et, pour aller jusqu'au bout de notre explication, sa conformité à l'interprétation que font les membres du *Tea Party* de la constitution.

Enfin, si ces vues divergentes dans le débat académique quant à l'existence, ou non, d'une polarisation dans le grand public semblent parfois s'apparenter à un désaccord sur la définition de ce qui constitue « l'électorat » (démocrate ou républicain) et le « grand public », Abramowitz essaie de le dépasser en indiquant que la population américaine semble être de plus en plus divisée en deux groupes : les « engagés politiquement » (*the politically engaged*) qui voient la politique en termes idéologiques et les « désengagés politiquement » (*the politically disengaged*) qui ne voient pas la politique en ces termes<sup>906</sup>. Pour conclure, tandis qu'une part des membres du *Tea Party*, constituée de Républicains de longue date (la composante interne du GOP) s'est radicalisée idéologiquement, c'est-à-dire est devenue plus conservatrice que par le passé et s'est opposée de manière plus farouche aux politiques « socialistes » de l'administration Obama ; une autre part, constituée des nouveaux venus en politique (la composante publique du GOP) s'est radicalisée politiquement. Ces deux franges du mouvement, qui si elles ne parlent pas tout à fait la même langue se comprennent d'emblée, ont conjugué leurs efforts pour avoir une influence fondamentale grâce au système des primaires.

Le dernier argument qui fait de l'électorat la cause de la polarisation aux Etats-Unis est soutenu par Ansolabehere et Jones. Contrairement à l'idée dominante dans la science

---

<sup>906</sup> Alan Abramowitz, *The Disappearing Center*, op. cit., p. 41.

politique américaine depuis les années 1960, selon laquelle la population est peu ou mal informée et se fonde sur des symboles faciles d'accès comme l'appartenance à un parti ou l'image d'un candidat – des symboles qui n'offrent aucune indication sur la réelle nature du projet politique des candidats –, les deux politistes américains soutiennent que la vision que développe le public sur ses représentants « reflète un mélange de faits entendus dans les médias ou par le biais des campagnes électorales et de déductions (*inference*) qui découlent d'autres sources et de l'appartenance au parti »<sup>907</sup>. Dans l'ensemble, les électeurs peuvent juger du travail accompli par leurs représentants, non pas directement par l'attention qu'ils porteraient individuellement aux votes de leurs représentants au Congrès mais par les différentes informations fournies par les médias et par celles collectées personnellement. Ces informations leur permettent d'avoir des opinions justes sur les positions idéologiques du personnel politique.

“A large majority has beliefs about how their U.S. Representatives actually voted on these bills. Those beliefs, in turn, strongly and causally affect constituents' approval of their representatives and tendency to vote for their representatives. The effect is substantively large: all else being equal, the independent effect of policy representation on job approval has about as strong an overall effect as legislators' party on assessments of job approval. We do not, however, argue that citizens are highly attentive to their Representatives' legislative activities. [...] Importantly, though, constituents on average hold accurate beliefs about the roll-call voting of Representatives, which allows the public collectively to hold politicians accountable.”

Le cas des membres du *Tea Party* illustre bien les recherches d'Ansolabehere et Jones. Tout d'abord, depuis le début du mouvement, *FreedomWorks* a mis à la disposition du public sur son site internet les relevés de votes au Congrès « concernant les questions clés liées à la liberté économique » dont le but avoué est de fournir les outils faciles d'accès pour que les citoyens tiennent les politiciens responsables de leurs actions<sup>908</sup>.

---

<sup>907</sup> Stephen Ansolabehere et Philip Edward Jones, « Constituents' Responses to Congressional Roll-Call Voting », *American Journal of Political Science*, Vol. 54, N°3, juillet 2010, p. 584.

<sup>908</sup> Accessible sur le site de *FreedomWorks*.

## 2. L'influence du système de « primaires »

L'une des solutions proposées pour réduire la polarisation aux Etats-Unis et ainsi améliorer la coopération au Congrès est une réforme du système des primaires. La logique est double : premièrement, en ouvrant les primaires des partis à un public plus large, le poids électoral des éléments les plus radicaux, qui participent généralement plus aux primaires, sera réduit. Ensuite, les candidats auraient moins intérêt à faire appel à des idées radicales. La population et les représentants seraient ainsi, en théorie, moins polarisés, ce qui favoriserait les idées du centre. McGhee *et al.* remarquent cependant que cette idée trouve son origine dans une supposition qui, bien que largement partagée aux Etats-Unis, n'a jamais été démontrée.

L'étude du *Pew Research Center* sur la polarisation américaine se concentre également sur la participation des partisans lors des primaires. Quatre Républicains sur dix qui disent avoir une mauvaise opinion du Parti démocrate participent aux primaires républicaines, alors que ce chiffre tombe à 27% pour les Républicains qui voient le parti de l'âne de manière moins négative. De l'autre côté, 33% des Démocrates qui ont une vision négative du GOP participent de manière régulière aux primaires. Au sein du panel constitué par le *Pew Research Center*, 38% de l'ensemble des interrogés disaient avoir participé à des primaires en 2014 contre 29% pour les électeurs sans opinions politiques tranchées et 64% pour les électeurs les plus conservateurs. Les résultats de 2014 sont, selon l'institut, très proches de ceux des élections de mi-mandat 2010, bien que la participation enregistrée ait été beaucoup plus faible. Les électeurs avec des opinions conservatrices ou progressistes constituent donc une plus large majorité des participants lors des primaires que lors des étapes suivantes du processus électoral. Cependant, et c'est l'élément décisif, les partisans les plus radicaux ne constituent pas une majorité à l'intérieur même de leur parti. En effet, les partisans les plus conservateurs étaient estimés à 37% en 2010 et 32% en 2014, alors que les plus libéraux des Démocrates représentaient 43% des électeurs de leur parti en 2010 et 34% en 2014.

En 1998, Gerber et Morton affirmaient que les « primaires fermées » produisent des élections plus polarisées, c'est-à-dire où les candidats opposés présentent des programmes éloignés les uns des autres, que les « primaires ouvertes ». En réponse aux politistes américains, McCarty, Poole et Rosenthal calculent que si les primaires fermées permettent

d'élire des « Démocrates plus libéraux à la Chambre des Représentants [...] cela a peu d'effet sur les membres Républicains »<sup>909</sup>. L'effet cumulé observé par McCarty *et al.* est donc faible à la Chambre et « quasiment inexistant au Sénat »<sup>910</sup>. Pour David King, la cause principale de la tendance polarisante des primaires tient au fait qu'elles ont connu au cours de dernières décennies une forte baisse de la participation. Mais, ici encore, les données mobilisées par McCarty *et al.* ne permettent pas de faire de lien entre abstention et polarisation.

“If smaller primary electorates contribute to polarization, we would expect to see the polarization indices increase following midterm elections. [...] The results provide no support for the primary participation hypothesis. The increase in polarization associated with midterm elections are not significantly greater than those associated with presidential elections. Apart from the large increase associated with the 1994 mid-term Republican takeover, the average increase is greater following presidential elections.”<sup>911</sup>

Pour finir, les estimations de McGhee et Shor ne montrent pas de lien entre le degré d'ouverture des primaires et la polarisation des élus. Alors que l'on s'attendrait à ce qu'une primaire plus ouverte permette d'élire des représentants plus modérés, en raison du poids moindre des électeurs les plus extrêmes et d'une motivation pour les candidats de tenter de mobiliser un public plus large, les résultats ne permettent pas de dire que le système des primaires a un quelconque effet sur l'idéologie des représentants. Ils concluent en soulignant que dans leurs modèles, le résultat le plus significatif est l'apparition de « différences inexplicables entre les Etats qui absorbent une large part des disparités idéologiques des représentants »<sup>912</sup>. Ils proposent quatre causes possibles pour expliquer ces différences : la situation économique des Etats, la culture politique, la démographie ou d'autres types d'institutions politiques. Nous nous tournons donc finalement vers l'hypothèse économique.

### 3. L'inégalité de revenu comme source de la polarisation

Dans leur ouvrage publié en 2006, McCarty, Poole et Rosenthal prennent en compte un facteur longtemps négligé pour expliquer la polarisation grandissante de la politique

---

<sup>909</sup> McCarty Nolan, Poole Keith T. et Rosenthal Howard, *Polarized America, op. cit.*, p. 67.

<sup>910</sup> *Ibid.*

<sup>911</sup> *Ibid.* p. 70.

<sup>912</sup> Eric McGhee, Seth Masket, Boris Shor, Steven Rogers, Nolan McCarty, « A Primary Cause of Partisanship? », *art. cit.*

américaine : les différences socio-économiques au sein de la population. Pour les trois auteurs, les inégalités économiques peuvent être la conséquence de la polarisation idéologique et de la disparition de l' « attrait du compromis » au sein de l'élite politique. Qu'elle soit volontaire quand elle résulte d'une orientation idéologique ou involontaire du fait de la disparition de l' « attrait du compromis » qui empêche les deux partis de travailler de concert, l'absence de mesures législatives visant à réduire les inégalités socio-économiques, par plus de redistribution par exemple, peut entraîner leur augmentation. De leur côté, les électeurs peuvent également avoir un intérêt financier à soutenir un parti plutôt qu'un autre selon qu'ils pensent profiter ou non de la redistribution. Ainsi, dans la période qui nous intéresse, c'est-à-dire de 2009 à 2013, un déplacement idéologique du Parti républicain vers la droite, comme nous l'avons confirmé précédemment, a pu empêcher la mise en place de politiques en faveur de la redistribution lorsqu'il était en minorité grâce aux moyens d'obstruction institutionnelle, le Parti républicain utilisant sa majorité à la Chambre des Représentants depuis 2010 pour réduire les politiques de redistribution. Enfin, McCarty *et al.* montrent que la relation entre inégalités économiques et polarisation politique est autant positive que négative. Depuis les années soixante-dix, leurs mesures de la polarisation et celles des inégalités économiques suivent une trajectoire parallèle, qu'il s'agisse de période d'augmentations ou de réductions. Dans cette perspective, l'inversement des tendances en matière d'inégalité économique et de polarisation politique, observé sous l'ère Reagan, n'est pas une conséquence de sa victoire en 1980, mais trouve sa source dans des phénomènes précédant son élection et la mise en place des *reaganomics*. Pour les trois politistes, « le conservatisme de Reagan n'était qu'un produit disponible parmi d'autres sur le marché politique. En 1980, les consommateurs ont changé de marque, sans doute en raison d'un changement de préférence résultant d'une précédente hausse des inégalités et de la polarisation »<sup>913</sup>.

Précisons, avant de poursuivre, que nous ne nous positionnons pas dans un débat normatif sur les bénéfices ou les problèmes des politiques de redistribution. McCarty, Poole et Rosenthal mettent d'ailleurs l'accent sur le fait que cette augmentation substantielle des inégalités aux Etats-Unis s'est produite dans une « période de prospérité grandissante, où les bénéfices se sont concentrés plus dans les mains de ceux qui avaient (*haves*) que dans celles de ceux qui n'avaient pas (*have-nots*) »<sup>914</sup>. Cette hausse des inégalités a été attribuée par les

---

<sup>913</sup> McCarty Nolan, Poole Keith T. et Rosenthal Howard, *Polarized America*, *op. cit.*, p. 7.

<sup>914</sup> *Ibid.* p. 2.

économistes et les sociologues à de nombreux facteurs comme la hausse du « rendement de l'éducation » (*return to education*), le déclin de la représentation syndicale, la pression accrue de la concurrence internationale, l'augmentation des revenus des dirigeants et des cadres grâce aux compensations et aux stock-options, le plus grand nombre de divorces, les ménages à deux revenus, et enfin, l'immigration, légale ou non, depuis les années soixante.

Le fait de mettre l'accent sur les facteurs économiques pour expliquer la polarisation est selon nous d'autant plus pertinent que, depuis les années soixante mais surtout durant les années quatre-vingt, les valeurs culturelles et morales se sont aux Etats-Unis de plus en plus exprimées en termes économiques. Des réformes comme celle du système de santé, de l'éducation ou de l'immigration sont d'abord abordées sous l'angle économique : ainsi, le principe d'un système de santé géré par l'Etat fédéral a été accusé de causer des manques à gagner pour le secteur privé ; le programme *No Child Left Behind* a été critiqué par la droite conservatrice comme étant très couteux ; quant à l'immigration, c'est moins pour la culture du pays que pour l'emploi des travailleurs américains qu'elle est accusée de constituer un danger.

McCarty *et al.* montrent que les choix politiques de l'électorat américain sont de plus en plus liés à leur niveau de revenu et, ajoutons-nous, au niveau de sécurité ou d'insécurité économique perçue. Alors que les électeurs avec des hauts revenus votent de préférence pour le Parti républicain, l'électorat démocrate est, lui, composé d'une partie croissante d'individus à plus faible revenu. Dans les années soixante-dix, aucun lien ne pouvait être fait entre le niveau de revenu dans les circonscriptions et l'idéologie des représentants. Aujourd'hui, cependant, les circonscriptions à haut revenu votent en grande majorité pour des représentants conservateurs alors que les circonscriptions qui font partie de celles qui ont les plus bas revenus moyens votent majoritairement pour des candidats qui se placent à gauche de la répartition des membres du Congrès. Mais si le lien entre niveau de revenu et préférence électorale est établi et qu'il a été possible d'observer une forte augmentation des inégalités depuis plusieurs décennies, pourquoi l'augmentation du nombre d'électeurs à bas revenu ne s'est pas traduite en mesures politiques permettant de réduire l'écart de revenu ? Au cours des dernières décennies, alors que la part des électeurs ayant les plus hauts revenus voyait sa richesse augmenter grâce à la croissance économique, celle des électeurs les plus pauvres voyait ses revenus stagner, voire baisser. Mais lorsque nous considérons l'ensemble de la population américaine, l'écart de revenu a augmenté de manière encore plus importante puisque les immigrés sont en grande partie des individus à très bas revenus. En outre, le fait que ces derniers ne constituent pas une force électorale n'incite pas les candidats à orienter

leurs politiques en faveur d'une plus grande distribution des revenus. En résumé, alors que les inégalités de revenu s'accroissaient au sein de l'électorat, ces inégalités étaient encore plus marquées si l'on considère la population américaine dans son ensemble. Seulement, l'absence de poids électoral n'a pas permis de traduire leurs aspirations ou leur soutien pour le camp démocrate en politiques concrètes.

“The median income *voter's* incentive to redistribute has not increased as overall economic inequality has risen in the United States. The reason is partly that the rise in inequality has been offset by immigration which has changed the location of citizens in the income distribution. Those ineligible to vote are substantially poorer than the eligible. Moreover, poorer citizens have not become increasingly apathetic, at least as measured by the tendency to vote. Most citizens, and voters in particular, have been “bumped up” by the disenfranchisement of poorer noncitizens. At the same time, a voter of a given income is less eager to redistribute of that redistribution has to be shared with the noncitizen poor.”<sup>915</sup>

Ainsi, sans avoir été ni la « force originelle » de l'augmentation de l'inégalité de revenu, ni celle de la polarisation politique, l'immigration aux Etats-Unis a contribué à accroître les chiffres de l'écart de revenu au sein de la population et a entretenu la polarisation politique<sup>916</sup>.

Enfin, une dernière conséquence de la hausse des inégalités de revenus sur la polarisation aux Etats-Unis l'a été au travers des contributions financières auprès des partis politiques. Deux hypothèses peuvent être formulées à ce propos. Premièrement, le poids financier des groupes de pression et des *think tanks* a rendu les membres du Congrès et les candidats aux élections congressionnelles plus à l'écoute de ces organisations. La seconde hypothèse explique l'augmentation des contributions financières depuis les années soixante-dix comme la conséquence d'un environnement déjà polarisé où l'enjeu d'une victoire électorale justifie des contributions de plus en plus importantes. Enfin, ces deux hypothèses regroupent en elles deux causes additionnelles que sont la télévision et la démocratisation des spots de campagnes (*campaign ad*) d'une part, et les évolutions en matière de financement des campagnes politiques d'autre part. Dans les années soixante et soixante-dix, un grand nombre de lois ont favorisé le développement d'organisations, à droite comme à gauche, plus

---

<sup>915</sup> *Ibid.* p. 136-138.

<sup>916</sup> Nous utilisons une formulation volontairement lourde pour cette phrase pour dissiper deux malentendus. Premièrement, l'immigration en elle-même n'a eu aucun effet sur les « inégalités de revenu », mais bien sur les chiffres mesurant les « inégalités de revenu ». Ensuite, l'immigration a entretenu la polarisation politique indirectement et de manière mécanique.

centralisées et plus orientées sur les questions politiques que par le passé<sup>917</sup>. Desmarais, La Raja et Kowal résument ainsi l'influence des contributions financières auprès des candidats aux élections :

“Challengers are integrated into either highly partisan, well-resourced communities of interest group political action committees (PACs) exhibiting dense, overlapping ties or a large bipartisan catch-all community that is defined by meager support. We find that integration of a challenger into the dense partisan communities of PAC contributors substantially increases the probability of electoral success, an effect that goes well beyond campaign spending. Our findings provide support for a theory of political parties as interest group coalitions of policy demanders. It also illustrates, in practice, why political parties may fail to converge ideologically on the median voter due to the types of candidates they help elect.”<sup>918</sup>

Alors que l'arrivée de nouveaux candidats dans la compétition politique se fait dorénavant dans un environnement composé d'organisations très partisans en relation les unes avec les autres, ceux d'entre eux qui utilisent le plus les ressources financières de ces organisations connaissent généralement de meilleurs résultats électoraux. En conséquence, il est plus probable que les représentants élus répondent à l'avenir à ces mêmes organisations et s'éloignent au fur et à mesure de l'électorat du centre. Leurs résultats s'inscrivent dans la ligne qu'il nous a été possible d'observer dans le premier chapitre quant aux rôles des forces relais. Les ressources de *think tanks* relativement jeunes comme *FreedomWorks* ou celles de lobbies plus anciens comme *American for Tax Reform* ont permis, dans une période de crise du Parti républicain, d'acquérir progressivement un contrôle sur le parti et ses nouveaux candidats. Nous noterons, cependant, que les recherches de McCarty *et al.* publiées en 2006 relativisent le rôle du financement de ce genre d'organisation<sup>919</sup>. Les résultats de ces recherches ne permettent pas, en effet, de lier la hausse de la polarisation politique aux Etats-Unis à ce qui est nommé le *hard money*, c'est-à-dire les contributions directes aux campagnes des candidats. Ils mettent cependant en avant le rôle prépondérant du *soft money*. Ces deux catégories ont été établies en 1974, lorsqu'a été votée la loi sur les campagnes électorales fédérales (*Federal Election Campaign Act*). Cette loi prévoyait, entre autres, la limitation des contributions financières aux candidats aux élections fédérales (Sénat, Chambres des Représentants et élection présidentielle) par les individus, les comités d'action politique

---

<sup>917</sup> Paul Pierson et Theda Skocpol, *The Transformation of American Politics*, *op. cit.* p. 44-48.

<sup>918</sup> Bruce A. Desmarais, Raymond J. La Raja et Michael S. Kowal, « The Fates of Challengers in U.S. House Elections: The Role of Extended Party Networks in Supporting Candidates and Shaping Electoral Outcomes », *American Journal of Political Science*, Vol. 59, N°1, janvier 2015, pp. 194-211.

<sup>919</sup> McCarty Nolan, Poole Keith T. et Rosenthal Howard, *Polarized America*, *op. cit.*, p. 154.

(PAC) et les partis politiques. Les contributions directes aux candidats ainsi que celles faites auprès des partis pour le soutien à un ou plusieurs candidats ont depuis lors été nommées *hard money*. Le *soft money*, quant à lui, a servi à désigner le fait de donner de l'argent aux partis politiques dans des cadres autres que celui d'élections fédérales. Les contributions qui rentrent dans la seconde catégorie n'étaient soumises à aucune limite de montant, et alors que les organisations syndicales et les entreprises n'avaient pas le droit de donner de l'argent pour des candidats, elles pouvaient le faire indirectement grâce aux partis politiques. En effet, tandis que le *soft money* ne pouvait pas être utilisé par les partis politiques pour soutenir directement des candidats aux élections fédérales, ils pouvaient le faire, jusqu'à la réforme de 2002 (*Bipartisan Campaign Reform Act*), par le biais d'« activités de développement du parti ». Depuis la réforme de 2002, les contributions en *soft money* ont également été limitées mais l'arrêt du 21 janvier 2010 de la Cour suprême *Citizens United v. Federal Election Commission* permet désormais l'utilisation de contributions illimitées grâce aux PAC tant qu'il n'existe pas de lien direct entre le candidat et l'organisation. Le professeur de droit Richard L. Hasen précisait d'ailleurs qu'en 2011, le représentant républicain et membre du *Tea Party* Mike Lee avait demandé à la Commission électorale fédérale l'autorisation de collecter des contributions d'entreprises, de syndicats et d'individus sans qu'il ne soit fixé de limite à cette collecte. Cet exemple illustre une tendance observée depuis 2010, avec l'arrêt de la Cour suprême, et qui avait vu les membres du Congrès utiliser leurs PAC pour financer, sans limitation, la réélection de leurs collègues<sup>920</sup>. En fin de compte, la réélection de ces membres est donc, en partie, influencée par leur niveau de discipline et leur alignement idéologique et stratégique au sein du parti.

McCarty *et al.* constataient ainsi qu'en 2006 la part des contributions en *soft money* était bien plus conséquente. Des années soixante-dix au début des années 2000, ce type de contributions d'individus et d'organisations très marqués idéologiquement, bien qu'il n'ait pas été exclusivement utilisé pour donner un avantage aux membres les plus radicaux des partis politiques, est devenu si important que les partis bénéficiaires ont fini par se montrer plus à l'écoute de ces donateurs. Par conséquent, même si les candidats les plus extrêmes n'ont pas reçu particulièrement plus de financement que les autres candidats et qu'il n'y a pas eu d'incitation financière à tenir des positions idéologiques plus radicales, l'augmentation du

---

<sup>920</sup> Richard L. Hasen, *Plutocrats United: Campaign Money, the Supreme Court, and the Distortion of American Elections*, New Haven, Yale University Press, 2016.

nombre de donateurs au cours de ces dernières décennies, couplée à une hausse de l'inégalité des revenus, a contribué à accentuer la polarisation de l'environnement politique américain. Il reste que les contributions en *soft money* ont effectivement été versées en majorité par les individus les plus radicaux idéologiquement, notamment parce que ces derniers avaient logiquement plus à cœur de soutenir financièrement les changements politiques qu'ils appelaient de leur vœu.

“Over the past twenty years, the numbers of individual donors contributing large sums have gone up enormously. Many of them are concentrating their largess on the most extreme legislators. As we show, it is the most ideological of these contributors who most exploited the soft money loopholes. [...] It is not unreasonable to speculate that the impetus for the greater financial involvement was the increase in polarization and the increased ideological stakes of who wins elections.”<sup>921</sup>

Pour conclure, nous pouvons affirmer que la hausse des contributions électorales et la polarisation aux Etats-Unis sont corrélées, la première ayant eu un effet sur la seconde. Il se peut également que la hausse des contributions ait été une réponse à un environnement de plus en plus polarisé. En somme, l'augmentation de la participation financière par les individus les plus marqués idéologiquement et par les organisations de défense d'une cause trouverait son origine dans le fait que les enjeux des élections sont décuplés dans un environnement polarisé. Le phénomène d'augmentation de la participation des entreprises à cet effort de contribution va dans ce sens. Ces dernières accordent en effet un intérêt croissant aux résultats des élections et souhaitent pouvoir, par leur contribution, faire pencher la balance.

Dans un système politique où les inégalités de revenus sont en augmentation, où les acteurs les plus motivés idéologiquement contribuent le plus financièrement et où, logiquement, les plus aisés votent majoritairement pour le Parti républicain, l'orientation politique semble glisser progressivement vers la droite.

Les hypothèses vues précédemment montrent que s'il existe un phénomène de polarisation également en-dehors des élites, il se produit après la polarisation de ces derniers. La polarisation des électeurs semble plus être un reflet de l'action des élites politiques et une capacité à « mieux se situer » sur l'échiquier politique, comme l'exprime l'idée de « triage » partisan. Cependant, si la polarisation des élites produit de tels effets, s'agit-il d'une polarisation de l'ensemble de la classe politique ou d'un camp en particulier ? La polarisation

---

<sup>921</sup> McCarty Nolan, Poole Keith T. et Rosenthal Howard, *Polarized America*, *op. cit.*, p. 160-161.

asymétrique, hypothèse que nous allons tester dans la partie suivante grâce à l'exemple du *Tea Party*, prévoit une situation où le Parti républicain se rapproche du pôle le plus à droite alors que la position médiane des Démocrates soit n'évolue pas, soit se rapproche du camp républicain.

## II. La polarisation politique asymétrique aux Etats-Unis.

Les études récentes sur la polarisation du système partisan américain pointent du doigt une tendance à la polarisation asymétrique, et ce depuis les années quatre-vingt. Le Parti républicain se déplacerait plus vers sa droite que le Parti démocrate ne se déplacerait à sa gauche. Mais le degré de ce phénomène reste encore à analyser. Mann et Ornstein observent que ce phénomène est encore plus marqué à la Chambre des Représentants<sup>922</sup>. Selon les deux politistes américains, le *Tea Party* a pu contribuer à ce changement sans pour autant en être la source<sup>923</sup>. Il conviendra donc d'étudier dans cette partie les possibles sources d'une polarisation asymétrique dans le camp démocrate ainsi que la place réelle du *Tea Party* dans cette tendance.

La première idée implique que l'agenda présidentiel depuis 2009 se soit concentré sur des sujets clivants, sans nécessairement prendre une position plus radicale, simplement dans le but d'ostraciser le parti de l'éléphant et de le discréditer auprès de l'électorat. La seconde mettra l'accent sur la prise et le maintien du contrôle de l'agenda congressionnel et les conséquences que ce contrôle produit sur les camps démocrate et républicain.

### A. Analyse des discours de Barack Obama

La distance idéologique entre les deux partis américains est grandissante au sein du Congrès et laisse un vide de plus en plus grand au centre. C'est ce que nous nommons la polarisation du Congrès. Dans un Congrès fortement polarisé, favorable à la politique du

---

<sup>922</sup> Alan I. Abramowitz, « The New Electorate: Partisan, Sorted and Polarized », in James A. Thurber et Antoine Yoshinaka, *American Gridlock: The Sources, Character, and Impact of Political Polarization*, New York, Cambridge University Press, 2015, p. 42.

<sup>923</sup> *Ibid.*

président, il semble que l'adoption d'une orientation portée sur des thèmes clivants reste peu risquée, alors que dans une situation où le Congrès est en opposition avec les orientations du président, il lui sera préférable d'axer sa politique sur des thèmes plus consensuels dans le but d'éviter une succession de défaites politiques. Les présidents peuvent donc être, à leur tour, considérés comme source ou non de la polarisation politique aux Etats-Unis. Barack Obama ne peut évidemment pas être considéré comme la source de la polarisation américaine depuis les années 1970, mais nous pourrions tester l'hypothèse selon laquelle les présidents motivent ou apaisent les divisions partisans. Pour cela, nous utiliserons les discours annuels de Barack Obama sur l'état de l'Union prononcés de 2009, année qui marque sa prise de fonction, à 2014, année qui clôture la période que nous étudions<sup>924</sup>. Deux outils extérieurs nous permettront d'analyser ces discours, tout d'abord le logiciel *IRaMuTeQ* déjà utilisé au chapitre précédent pour les discours des représentants Républicains, ensuite le *Comparative Agendas Project* qui classe chaque phrase des discours sur l'état de l'Union dans vingt-et-une catégories politiques différentes<sup>925</sup>. Pour notre analyse, nous ne retiendrons que neuf d'entre elles à savoir la macroéconomie, l'éducation, la santé, les affaires étrangères, la défense, l'énergie, le travail, l'immigration et les droits civiques. Le logiciel d'analyse textuelle couplé à la classification d'Adler et Wilkerson, utilisé de manière complémentaire, nous permettront de recouper les informations et de palier au nombre réduit de textes. Si le président Obama a joué un rôle d'amplificateur de la polarisation aux Etats-Unis, nous nous attendons à le voir orienter ses discours sur l'état de l'Union sur des sujets clivants au moment où il disposait d'une majorité au Congrès et de voir les thèmes évoluer de manière significative après la perte de la majorité démocrate à la Chambre des Représentants, suite aux élections de mi-mandat. Si, au contraire, le quarante-quatrième président des Etats-Unis ne participe pas de manière significative à l'amplification de la polarisation politique, les thèmes qu'il abordera dans ses discours sur l'état de l'Union auront une cohérence temporelle et subiront des évolutions selon l'adaptation aux résultats de sa politique et aux faits d'actualité.

Comme le précise Frances Lee, traditionnellement, les questions de redistribution des richesses et les questions économiques de manière générale sont globalement plus clivantes si

---

<sup>924</sup> A noter que le discours de Barack Obama en 2009 n'est techniquement pas considéré comme un « discours sur l'état de l'union » ce que note Gehard Peters de l'Université de Californie. Le discours du 24 février 2009, précise Peters, peut malgré tout être classé parmi les discours sur l'état de l'Union dans le cadre de recherches puisque le président s'était adressé aux deux chambres du Congrès et que l'influence sur le public, les médias et les membres du Congrès est la même que celle d'un discours sur l'état de l'Union officiel.

<sup>925</sup> E. Scott Adler and John Wilkerson, Congressional Bills Project, *comparativeagendasproject.com*, [En ligne].

les présidents en font une des priorités de leur programme. La politiste américaine remarque que les présidents ont tendance à « accroître les divisions entre les partis sur les programmes de redistribution en moyenne de dix-huit pour cent et sur l'ensemble des questions économiques de sept pour cent »<sup>926</sup>. La polarisation au Sénat gagne ainsi environ onze points lorsque la question de la redistribution des richesses est mentionnée dans les discours sur l'état de l'Union. Les questions sociales sont, elles, moins sujettes à une influence extérieure pour les sénateurs. En effet, les questions qui touchent plus directement à la morale sont bien moins susceptibles de changer suite à des « pression partisane ». Les discours du président ne semblent pas non plus avoir une forte influence lorsqu'il s'agit du thème de la part que prend l'Etat fédéral dans l'économie. Ainsi que l'évoque Lee, l'explication de cette situation réside dans le fait que les représentants préfèrent garder un ensemble cohérent de choix sur la durée pour que sa position idéologique soit la plus claire possible pour l'électorat. Enfin, le domaine où l'influence de la prise de position des présidents semble la plus efficace concerne les questions « sans catégorie idéologique » claire.

“It appears that presidential leadership is most important to party politics when ideological principles are not clearly at stake and when lines of party cleavage are not already well established. On such issues, presidents help define what parties stand for as members organize to support or oppose the president.”<sup>927</sup>

En ce qui concerne ce genre de questions qui divisent moins de prime abord les représentants puisque les lignes partisans ne leur permettent pas de se repérer, la prise de position du président fixe généralement une ligne claire qui sera suivie par le parti. Pour les membres du parti d'opposition, la question qui sous-tend la prise de position du président est celle de savoir s'il est stratégiquement judicieux ou non de lui apporter son soutien.

L'analyse textuelle du logiciel *IRaMuTeQ* fait ressortir sept classes de mots dans les discours sur l'état de l'Union de Barack Obama (annexe 18). La première concernant le volume (20,7%) est logiquement celle qui se rapporte au futur des Etats-Unis tant en matière d'emploi que d'énergie. Les mots les plus significatifs de cette classe sont par exemple « énergie », « propre », « pétrole », « emploi », « industrie », « innovation » ou encore « infrastructure ». La deuxième classe (17,7%) contient tous les termes en rapport avec l'« idéal américain » avec des formes actives comme « rêve », « esprit », « destinée » ou

---

<sup>926</sup> Frances E. Lee, *Beyond Ideology*, op. cit., p. 87.

<sup>927</sup> *Ibid.*

« opportunité ». La troisième, classe (15,4%), est une classe qui se distingue clairement des autres dans l'analyse factorielle de correspondances et regroupe toutes les formes qui se rapportent aux « menaces extérieures », aux guerres et au terrorisme. Nous y retrouvons des formes actives comme à connotation négative telles que « menace », « terrorisme », « Al-Qaïda » ou « nucléaire », des termes plus neutres comme « sécurité » et « force » et des termes globalement positifs comme « allié », « unifier » et « diplomatie ». La quatrième (15,1%) est celle qui regroupe tous les termes qui font référence à la réforme du système de santé. La cinquième (10,8%) concerne l'éducation aux Etats-Unis. La sixième (10,8%) a pour thème la politique institutionnelle. Enfin, la dernière classe (9,5%) regroupe le vocabulaire de la crise économique de 2007-2008.

### 1. Analyse des discours grâce au *Comparative Agendas Project*

Tout d'abord, il est important de remarquer que les résultats du logiciel d'analyse de texte ainsi que ceux du *Comparative Agendas Project* proposent des résultats ayant une grande proximité. A la catégorie des « menaces extérieures », le *Comparative Agendas Project* recense, sur la moyenne des cinq années, 13,6 pour cent de phrases se rapportant à la défense et aux affaires étrangères. Il considère, également, qu'en moyenne 10,2 pour cent des phrases de Barack Obama lors des discours sur l'état de l'Union concernent l'éducation. Enfin, l'addition de thèmes de macroéconomie, d'énergie, et d'emploi s'élève à une moyenne de 33 pour cent des discours de Barack Obama de 2009 à 2014. Nous regrouperons la première et deuxième classe répertoriées par le logiciel d'analyse textuelle en raison des phrases prononcées par le président américain telles que : « Nous avons une immense opportunité à cet instant pour faire revenir l'industrie [dans notre pays] »<sup>928</sup>, « Je veux que chaque Américain qui cherche un emploi ait la même opportunité que Jackie »<sup>929</sup> ou « Le poids de cette crise économique ne déterminera pas la destinée de cette grande nation »<sup>930</sup>. Ces phrases, qui sont classifiées au sein d'une thématique précise par le *Comparative Agendas Project* et dont les formes actives qui les composent se retrouvent dans des

---

<sup>928</sup> Discours sur l'état de l'Union le 24 janvier 2012.

<sup>929</sup> *Ibid.*

<sup>930</sup> Discours sur l'état de l'Union le 24 février 2009.

catégories spécifiques pour *IraMuTeQ*, sont en fait à rassembler. La différence de quatre pour cent sera ainsi attribuée aux formes actives « perdues ».

L'analyse des données récoltées par le *Comparative Agendas Project* (annexe 19) quant aux discours sur l'état de l'Union de 2009 à 2014 indique trois grandes tendances. Le premier grand discours de Barack Obama devant les deux chambres du Congrès est très fortement axé sur les questions économiques. Le discours ayant été prononcé par Barack Obama un mois après son investiture et quelques jours après avoir signé le « plan de relance économique de 2009 », il n'est pas surprenant de voir ce thème concerner plus d'un tiers du discours. Nous l'avons évoqué plus haut, l'économie constitue un thème hautement polarisant sur lequel le Parti démocrate et le Parti républicain manifestent des prises de positions claires. La parfaite illustration de cela est la différence des votes des représentants Républicains entre le plan Paulson en 2008 et le plan de relance économique en 2009. Le premier texte du plan Paulson, voté le 29 octobre 2008, avait été rejeté par 133 représentants Républicains, le second texte du 3 octobre 2008 (adopté par la majorité de la Chambre des Représentants) avait, quant à lui, été rejeté par 108 Républicains. En 2009, 177 Républicains avaient voté contre le plan de relance de Barack Obama. Nous observons donc que même lorsque le président Bush demandait à son parti de soutenir un projet de loi interventionniste, une majorité des représentants y restait opposée, les divergences s'amplifiant en 2009 alors que le « sentiment d'urgence »<sup>931</sup> évoqué pour le vote du plan Paulson s'était dissipé et qu'un président Démocrate leur faisait maintenant face. Non seulement les membres du parti du président sont plus enclins à suivre ses orientations, mais les membres du parti d'opposition ont un intérêt (politique) à lui refuser toute victoire.

“It is not only that members of the president's party are more inclined to support their party leader. Members of the president's opposition party are also expected to stiffen their opposition because of the political stakes involved in granting opposition presidents bipartisan support and policy victories.”<sup>932</sup>

De prime abord, un président qui axe, dès le début de son mandat, sa politique de manière si marquée sur un domaine aussi clivant tout en bénéficiant d'une majorité aux deux chambres du Congrès, contribue donc à créer une situation dans laquelle toutes les conditions sont réunies pour que la fonction présidentielle soit considérée comme une source de

---

<sup>931</sup> La traduction littérale du texte de loi est « Loi de Stabilisation Economique d'Urgence de 2008 ».

<sup>932</sup> Frances E. Lee, *Beyond Ideology*, op. cit., p. 90.

polarisation politique. Cependant, trois arguments viennent infirmer cette hypothèse. Premièrement, comme nous l'avons dit, l'orientation de son premier discours sur l'état de l'Union répond à l'actualité. En 2008, les Etats-Unis étaient entrés dans la période de récession inégalée depuis plus de cinquante ans et le discours de Barack Obama présente et explique donc les moyens qu'il considère nécessaires. De plus, il présente un ton relativement consensuel:

“As soon as I took office, I asked this Congress to send me a recovery plan by President's Day that would put people back to work and put money in their pockets, not because I believe in bigger Government--I don't--not because I'm not mindful of the massive debt we've inherited--I am. I called for action because the failure to do so would have cost more jobs and caused more hardship.”<sup>933</sup>

En expliquant ses actions ni par attachement idéologique à un Etat fédéral « plus important », ni par interventionnisme étatique systématique ou aveuglement face à une dette grandissante, il essaie de « désamorcer » les critiques qui pourront lui être adressées par la suite et insiste sur la nécessité ponctuelle de ces mesures. Le fait de mettre l'accent sur les inquiétudes communes au camp républicain et au président ne donne pas l'impression qu'il souhaite diviser par l'orientation économique de son programme.

Enfin, le troisième élément qui nous pousse à rejeter l'hypothèse d'une recherche de polarisation volontaire par le président Obama est l'évolution de son discours en matière économique de 2009 à 2014. S'il avait effectivement cherché à accentuer le climat d'hostilité partisane en imposant des discussions sur un domaine qui divise fortement, deux tendances auraient été observables. La première tendance, en cas de succès de la montée du climat d'hostilité, se serait manifestée par la poursuite de l'utilisation du thème économique. La seconde tendance, si l'on avait observé au contraire un échec de cette montée du climat d'hostilité, se serait manifestée par l'adoption d'un autre thème qui lui aurait potentiellement permis de meilleurs résultats. Aucun des deux cas de figure n'est observable dans les discours sur l'état de l'Union de Barack Obama. Certes, l'économie occupe plus d'un tiers du discours en 2009, mais diminue presque de moitié l'année suivante. La part des considérations économiques, quant à elle, se réduit de manière constante jusqu'en 2014. Ceci pourrait encore être le signe du remplacement d'un thème clivant par un autre pour accentuer davantage les divisions partisans, mais ici non plus, rien ne semble illustrer cette tendance. Les thèmes de

---

<sup>933</sup> Discours sur l'état de l'Union le 24 février 2009.

l'immigration et des droits civiques font leur apparition en 2010 et continuent d'avoir une place jusqu'en 2014 mais celle-ci n'occupe jamais plus de cinq pour cent des discours. Nous ne pouvons donc pas conclure qu'un autre thème clivant prend la place du précédent. Au contraire, le discours sur l'économie semble plutôt se transformer en discours sur l'emploi, particulièrement entre 2012 et 2014. En définitive, les discours sur l'état de l'Union offrent des thématiques de plus en plus diversifiées au fil du temps. Les neuf thèmes principaux sélectionnés représentent à peine la moitié du discours de 2014 alors qu'ils en constituaient les trois quarts en 2009. Ces premiers résultats sont cohérents avec le modèle de Lee, qui prête aux présidents une faible influence sur leur parti quant aux questions économiques, puisque les camps républicain et démocrate ont déjà une ligne directrice claire et connue de tous en la matière.

La deuxième grande tendance des discours de l'état de l'Union de Barack Obama entre 2009 et 2014 concerne les questions de défense et les affaires étrangères. Alors que le président n'y accorde qu'à peine plus de sept pour cent de ses discours de 2009 et de 2010, leur volume double en 2011 et s'élève à plus de vingt pour cent du discours de 2014. Cette évolution illustre une place de plus en plus importante accordée à la politique étrangère dans le discours de Barack Obama et une réaction face aux faits d'actualité. Il mentionne en 2011 les efforts de guerre en Afghanistan et en Irak, mais surtout les relations diplomatiques avec la Russie au travers du traité de réduction des armes nucléaires « New START », avec les pays européens au travers de l'OTAN et fait également état de nouveaux partenariats avec des puissances émergentes comme l'Inde ou le Brésil. Il apporte, enfin, son soutien aux aspirations démocratiques du peuple tunisien.

“We saw that same desire to be free in Tunisia, where the will of the people proved more powerful than the writ of a dictator. And tonight let us be clear: The United States of America stands with the people of Tunisia and supports the democratic aspirations of all people. We must never forget that the things we've struggled for and fought for live in the hearts of people everywhere.”<sup>934</sup>

Les années suivantes confirment la place occupée par les affaires étrangères dans ses discours, qu'il s'agisse des événements liés au « Printemps arabe », des accords internationaux sur le programme nucléaire iranien, de la lutte contre « Al-Qaïda, ses groupes

---

<sup>934</sup> Discours sur l'état de l'Union le 25 janvier 2011.

affiliés et d'autres extrémistes [...] au Yémen, en Somalie, en Irak et au Mali »<sup>935</sup> ou de son refus d'engager les Etats-Unis dans de nouveaux conflits ouverts (*open-ended conflicts*).

Dans le cadre de notre analyse, la place qu'occupent la défense et les affaires étrangères est importante pour deux raisons. Premièrement, son développement significatif après 2010 montre qu'il s'agit, ici aussi, plus d'une réponse à l'actualité que d'une orientation stratégique prédéfinie. De plus, l'absence totale de ces thèmes dans le discours du *Tea Party* et le flou idéologique du Parti républicain sur ces questions, comme le remarquait l'internationaliste Daniel Drezner<sup>936</sup> en 2013, ne laisse pas penser qu'il s'agit d'un thème abordé par Barack Obama pour « faire monter les tensions » entre Républicains et Démocrates.

La dernière tendance des discours de Barack Obama a trait au thème de la santé, l'un des thèmes centraux du premier mandat du président Américain avec l'énergie et l'éducation. Il insiste dans ses discours de 2009 sur la nécessité de réformer le système non seulement en raison de son « coût exorbitant »<sup>937</sup> (*crushing cost*) pour les foyers américains mais également pour « préserver la bonne santé fiscale sur le long terme »<sup>938</sup> en s'occupant des dépenses des programmes *Medicare* et de la Sécurité Sociale. Il approfondit le lien entre réforme du système de santé et responsabilité fiscale l'année suivante.

“Our approach would preserve the right of Americans who have insurance to keep their doctor and their plan. It would reduce costs and premiums for millions of families and businesses. And according to the Congressional Budget Office, the independent organization that both parties have cited as the official scorekeeper for Congress, our approach would bring down the deficit by as much as \$1 trillion over the next two decades.”<sup>939</sup>

En se fondant sur les estimations *Congressional Budget Office*, il explique que la réforme permet de réduire le déficit des Etats-Unis, un autre sujet d'inquiétude du camp républicain comme nous l'avons vu au chapitre précédent. Mais les données du *Comparative Agendas Project* montrent une baisse significative de la part du thème de la santé dans les discours de Barack Obama à partir de 2011. Ce changement correspond au vote du projet de loi du 23 mars 2010. Alors que le président justifiait son importance et sa nécessité les deux

---

<sup>935</sup> Discours sur l'état de l'Union le 24 janvier 2012.

<sup>936</sup> Daniel W. Drezner, « Rebooting Republican Foreign Policy », *Foreign Affairs*, Vol. 92, n°1, janvier-février 2013, p. 143-152.

<sup>937</sup> Discours sur l'état de l'Union le 24 février 2009.

<sup>938</sup> *Ibid.*

<sup>939</sup> Discours sur l'état de l'Union le 27 janvier 2010.

premières années, son discours de 2011 reprend une formulation de l'année précédente : « Si vous avez des idées pour améliorer cette loi en rendant les soins meilleurs ou plus abordables, j'ai à cœur de travailler avec vous »<sup>940</sup>. Il s'articule plus loin autour de la question des dépenses. En effet, une des critiques du camp républicain envers la réforme du système de santé était l'augmentation des dépenses de l'Etat et des impôts qu'elle allait entraîner. Le discours consacre donc le reste de la part de son discours consacrée à la santé à rassurer son auditoire quant à la baisse des dépenses qu'il envisage en matière de santé et la conclut en soulignant l'intérêt qu'il porte aux propositions du camp républicain.

“The bipartisan fiscal commission I created last year made this crystal clear. [...] And their conclusion is that the only way to tackle our deficit is to cut excessive spending wherever we find it, in domestic spending, defense spending, health care spending, and spending through tax breaks and loopholes. [...] This means further reducing health care costs, including programs like Medicare and Medicaid, which are the single biggest contributor to our long-term deficit. [...] Still, I'm willing to look at other ideas to bring down costs, including one that Republicans suggested last year: medical malpractice reform to rein in frivolous lawsuits.”<sup>941</sup>

Les années suivantes voient le thème de la santé disparaître progressivement et les commentaires du président au sujet de la réforme du système de santé s'organiser autour des résultats qu'elle a produit dans les domaines économiques et sociaux. La place de la santé dans les discours de Barack Obama, si elle connaît une évolution au cours des cinq années que nous étudions, reste celle à laquelle on peut s'attendre au cours d'un cycle présidentiel : relativement importante au début et concentrée sur sa nécessité, puis moindre une fois que la réforme est achevée. Ensuite, bien que le ton général attribué à un discours reste quelque chose de subjectif, aucun élément ne laisse à penser que le président utilisait cette réforme comme un moyen d'accentuer les tensions partisans.

En conclusion, les données du *Comparative Agendas Project* nous ont permis de comprendre l'évolution du discours de Barack Obama de 2009 à 2014. Ces discours ayant été conçus principalement comme une exposition et explication de ses objectifs ainsi que comme une réponse aux faits d'actualité, peu d'informations nous permettent de dire que les thèmes qui dominent les discours du président ont été choisis dans le but d'augmenter les dissensions partisans. Il reste vrai que l'évolution qui marque une baisse de la mobilisation de thèmes clivants coïncide également avec la perte de la majorité démocrate à la Chambre des

---

<sup>940</sup> Discours sur l'état de l'Union le 25 janvier 2011.

<sup>941</sup> Discours sur l'état de l'Union le 25 janvier 2011.

Représentants, ce qui pourrait nous faire penser qu'elle trouve son origine dans le fait que le président Obama n'aurait plus eu d'intérêt à chercher à isoler les représentants du parti de l'éléphant. Les résultats sont, malgré tout, en accords avec ceux exposés par Frances Lee. La politiste observe qu'entre 1982 et 1999 les données ne permettent pas de dire que les présidents avaient plus concentré leurs programmes sur les thèmes qui prêtent le plus à controverse lorsqu'ils bénéficient de soutien au Congrès<sup>942</sup>. Ils n'hésitent certes pas à se saisir de thèmes qui sont sujets à controverse, mais rien ne montre qu'ils construisent leur politique précisément autour de thèmes qui divisent.

“There is nothing in these data to suggest that the causal arrow runs in reverse, that is, that the higher levels of conflict on presidential agenda items are a result of presidents first anticipating the issues that will be more controversial and then actively building their agendas around those issues.”<sup>943</sup>

Nous allons maintenant nous tourner vers les données récoltées grâce au logiciel d'analyse textuel *IRaMuTeQ* dans le but de voir si les tendances précédemment observées se confirment.

## 2. Analyse des discours par le biais de l'outil *IRaMuTeQ*

Nous l'avons dit précédemment, le logiciel d'analyse textuelle distingue sept espaces sémantiques différents. L'annexe 20 expose les relations entre les formes actives les plus répétées lors des six discours sur l'état de l'Union de Barack Obama de 2009 à 2014. Les graphiques détaillés des différentes classes nous permettront de juger de la construction du discours du président ainsi que du ton employé. Nous avons, par exemple, dit que les données du *Comparative Agendas Project* montraient la place importante du thème de l'économie dans le discours de Barack Obama en 2009, que cette place diminuait au fil des années et qu'il était au fur et à mesure remplacé par un discours sur les emplois. L'analyse du concordancier de la forme active « crise », qui nous donne son contexte d'utilisation, montre qu'elle a été employée plus de la moitié du temps en 2009. Son indice d'utilisation présente une surreprésentation du terme en 2009 (indice de 3.3) et en conséquence une sous-représentation les années suivantes (entre -0.5 et -0.7). Cela nous apprend que la part très importante prise

---

<sup>942</sup> Frances E. Lee, *Beyond Ideology*, op. cit., p. 85.

<sup>943</sup> *Ibid.*

par la thématique économique dans le discours de Barack Obama de 2009 s'explique en partie par sa réponse à la crise économique et foncière. Une situation similaire peut être observée pour l'utilisation des lemmes « budget », « plan », « santé » et « prêt ». Plus globalement, l'analyse factorielle de correspondances du logiciel considère que le discours appartient à la classe de la crise économique de 2007-2008, laquelle ne constitue que 9,5% du volume total du corpus. L'analyse du graphique de la classe (annexe 21) présente trois pôles principaux. Tout d'abord, le président parle de la crise sous l'angle de son impact sur les familles au travers de la crise des *subprimes* et des dettes que créent les prêts contractés par les étudiants. Il aborde également les conséquences de la crise pour les entreprises et souligne l'importance de redonner de la confiance aux petites entreprises. Le dernier pôle concerne les banques et le système financier auxquels les termes de « lois » et de « règles » sont associés. Enfin, après avoir vu les formes surreprésentées en 2009 par rapport au reste du corpus, les formes les plus significatives qui sont, quant à elles, sous-représentées sont celles de « travail », « parti » et « emploi ». Cela montre, une fois de plus, que les thèmes économiques sont moins abordés sous l'angle de la problématique de l'emploi aux Etats-Unis que sous celui des réponses apportées par l'Etat à la crise.

En ce qui concerne le discours de l'année suivante, le terme de « valeur » est celui qui se trouve le plus surreprésenté. Une analyse du concordancier montre que ce terme regroupe, en fait, deux significations indépendantes, celle de valeur morale et celle de la valeur financière. L'élimination de la seconde – qui représentait 20% des occurrences – laisse malgré tout une place importante à l'idée de valeurs morales. Le contexte d'utilisation est primordial ici et nous éclaire sur le pourquoi de cette surreprésentation, précisément en 2010.

“Abroad, America’s greatest source of strength has always been our ideals. The same is true at home. We find unity in our incredible diversity, drawing on the promise enshrined in our Constitution: The notion that we’re all created equal; that no matter who you are or what you look like, if you abide by the law, you should be protected by it; if you adhere to our common values, you should be treated no different than anyone else. [...] These aren’t Republican values or Democratic values that they’re living by, business values or labor values, they’re American values. [...] Unfortunately, too many of our citizens have lost faith that our biggest institutions – our corporations, our media, and, yes, our Government – still reflect these same values. Each of these institutions are full of honorable men and women doing important work that helps our country prosper.”<sup>944</sup>

---

<sup>944</sup> Discours sur l'état de l'Union le 27 janvier 2010.

Nous interprétons tant ce passage représentatif que la surreprésentation du terme de « valeurs » comme une réponse directe au mouvement *Tea Party* et ses membres. La référence à la perte de confiance de certains dans les institutions fédérales ou dans les médias fait écho à la lutte du *Tea Party*. Le fait que le président Obama mentionne la constitution américaine comme la source qui unit l'Amérique, affirme qu'elle ne regroupe pas des « valeurs républicaines » ou des « valeurs démocrates » mais des « valeurs américaines » manifeste, également, un pas fait en direction des protestataires du mouvement, et ce d'autant plus que le quarante-quatrième président américain s'adresse de manière encore plus directe à « ceux qui ne trouvent pas que le changement arrive assez vite. Certains sont frustrés, d'autres en colère. Ils ne comprennent pas pourquoi il semble que les mauvais comportements de Wall Street sont récompensés, mais que leur dur travail ne l'est pas »<sup>945</sup>.

Si, pour le logiciel d'analyse textuelle, le discours de 2010 est moins axé sur les questions de santé que l'année précédente, c'est parce qu'il s'agit moins à la fin de sa première année de mandat d'exposer son programme aux Américains que de s'adresser aux membres du Congrès pour convaincre ceux les sceptiques. Ainsi déclare-t-il que « c'est précisément pour soulager les familles de la classe moyenne que nous avons toujours besoin d'une réforme de l'assurance santé »<sup>946</sup>. Mais cette thématique est encore bien présente, plus en tout cas que dans les discours des années suivantes. En ce qui concerne les formes actives sous-représentées, *IRaMuTeQ* confirme que le discours de 2010 est celui où le président a le moins parlé d'éducation (indice de -1.4 contre 1.5 en 2009, -0.6 en 2012 et 0.9 en 2013). Sans surprise donc, le logiciel d'analyse textuelle place le discours sur l'état de l'Union de 2010 dans la classe de « l'idéal américain » et des valeurs américaines. L'analyse du graphique de la classe nous apprend cependant peu de chose, sinon que là où les discours républicains concernant les valeurs et les principes, que nous avons vu au chapitre précédent, s'orientaient autour du terme « Amérique » (et « Etats-Unis »), la classe de « l'idéal américain » est, quant à elle, organisée autour de « peuple » et de « personne ». L'ensemble de ces résultats indique une nouvelle fois qu'une part significative des allocutions annuelles du président Obama se construit en réponse aux faits d'actualité et qu'elle sert plus à unir la population derrière son programme qu'à opposer Républicains et Démocrates.

---

<sup>945</sup> *Ibid.*

<sup>946</sup> *Ibid.*

Le discours prononcé en janvier 2011, après la défaite démocrate et la perte de la majorité à la Chambre des Représentants aux élections de mi-mandat, est caractérisé par l'omniprésence des formes actives « gagner », « avenir » et « succès ». La première s'explique par l'utilisation de l'expression « winning the future » que le président répète à neuf reprises et qui deviendra le thème de ses discours et interventions durant le mois de février 2011. Il s'agit donc, ici, d'une expression qui se rapproche d'un slogan de campagne utilisé pour contrecarrer l'image négative que s'est forgé le président après les élections de mi-mandat. En somme, si les mois passés l'ont contraint à la défaite, il est maintenant tant de « gagner l'avenir ». Ironie de l'histoire, cette expression avait été utilisée en 2005 par Newt Gingrich comme titre de son livre qui présentait des propositions de réformes de la Sécurité sociale, de l'immigration et de l'éducation. Le terme de « succès » s'inscrit également dans cette logique. Il est mobilisé au sein de l'argumentaire de Barack Obama selon lequel pour que les Etats-Unis continuent sur la route du succès, ils doivent poursuivre les efforts entrepris : « Notre succès dans ce monde nouveau en perpétuelle évolution requiert des réformes, de la responsabilité et de l'innovation »<sup>947</sup>.

La présence du terme « Etat fédéral » (*government*) est également bien plus importante en 2011 que lors des autres discours. Il l'utilise dans l'intention manifeste d'envoyer un signal positif en direction du camp républicain après leur victoire aux élections de mi-mandat.

“But now that the worst of the recession is over, we have to confront the fact that our Government spends more than it takes in. That is not sustainable. Every day, families sacrifice to live within their means. They deserve a Government that does the same. So tonight I am proposing that starting this year, we freeze annual domestic spending for the next 5 years. [...] Now, I recognize that some in this Chamber have already proposed deeper cuts, and I'm willing to eliminate whatever we can honestly afford to do without. But let's make sure that we're not doing it on the backs of our most vulnerable citizens.”<sup>948</sup>

Ceci nous donne une indication quant à l'orientation de la politique de Barack Obama en présence d'une Chambre des Représentants qui lui est hostile. Les concessions importantes qu'il accepte de faire lors de son discours de 2011. Le terme d' « Etat fédéral » est d'ailleurs principalement associé à celui de « dépense » qui se trouve également, dans le discours du président, surreprésenté par rapport aux autres années.

---

<sup>947</sup> Discours sur l'état de l'Union le 25 janvier 2011.

<sup>948</sup> *Ibid.*

Ensuite, nous avons noté, grâce aux données du *Comparative Agendas Project*, une augmentation substantielle de la part occupée par les questions internationales dans les discours de Barack Obama à partir de 2011, augmentation que nous avons tenté d'expliquer par un renouveau des alliances internationales, le début du « Printemps arabe », l'évocation des menaces terroristes ainsi que les guerres en Irak et en Afghanistan. Cette évolution est confirmée par le logiciel d'analyse textuelle qui montre une présence des références à l'Afghanistan bien plutôt importante que lors des autres années, et ce alors que le président allait annoncer six mois plus tard son plan de retrait des troupes du pays, ce qui d'ailleurs lui faisait déjà dire durant son discours sur l'état de l'Union « l'Etat afghan devra être capable de faire mieux en matière de gouvernance. Mais nous sommes en train de renforcer la capacité du peuple afghan et nous établissons également un partenariat durable avec eux »<sup>949</sup>.

Si nous avons pu constater que, notamment au travers du slogan « Winning the future », le discours de 2011 est d'une manière générale tourné vers l'avenir, les idées comme l'« innovation » et les « projets » se retrouvent également tout au long du discours et ce de manière significativement supérieure aux autres années. Il s'agit, selon nous, suite à la défaite de 2010, d'un choix stratégique consistant pour le président à conjurer le risque d'incarner une figure du passé en se projetant vers le futur, ce qui passe par la présentation d'un nombre important de changements et de projets qui, selon lui, restent nécessaires malgré la perte de la majorité démocrate. Cependant, la direction qu'il expose ne concerne plus les mêmes domaines que les deux années précédentes, puisqu'il concède dans le même temps du terrain aux Républicains sur les dépenses de l'Etat et que sa réforme du système de santé a été adopté un an auparavant. L'éducation reprend une place prépondérante. A la suite de son discours de 2009 qui proposait également un grand nombre d'idées sur l'éducation, le discours de 2011 est celui qui y consacre le plus de temps. L'arbre de la classe « éducation » ne nous apprend que très peu de chose puisqu'il ne fait que relier le vocabulaire scolaire. Cependant, nous remarquons également une surreprésentation des termes comme « innovation », « idée » et « technologie », ainsi que l'apparition progressive d'« emploi ». Ces quatre formes actives, appartenant à la classe « énergie et emploi », ont la particularité d'être très orientées vers l'avenir – ce que nous avons précisé pour cette classe de mot. Elle constitue quant au volume, l'ensemble sémantique le plus représenté dans les discours sur l'état de l'Union de Barack Obama et bien que celui de 2011 mentionne assez peu les politiques énergétiques, nous

---

<sup>949</sup> *Ibid.*

observons (annexe 22) un lien établi entre l'emploi aux Etats-Unis et l'innovation. Nous reviendrons sur la partie supérieure de l'arbre de la classe lorsque nous détaillerons le discours de 2012, mais sa partie inférieure nous fournit un aperçu de la construction du discours du président quant à sa politique de l'emploi. Accompagné principalement des termes « créer » et « besoin », le pôle « emploi » est directement lié à l'industrie, à la production à l'investissement mais également aux entreprises, et plus particulièrement aux petites entreprises. Enfin, les emplois doivent être créés par la recherche et l'innovation dans les nouvelles technologies, celles qui « comme au *California Institute of Technology* développe[nt] des outils pour changer l'énergie solaire et l'eau en carburant pour les voitures »<sup>950</sup>. Le logiciel place donc le discours sur l'état de l'Union de 2011 à mi-chemin entre la catégorie de l'emploi et celle de l'éducation en étant très largement orienté sur les potentialités à réaliser à l'avenir.

Le discours de 2012, année de la réélection de Barack Obama, suit en que sorte les orientations prises l'année précédente mais accentue encore plus la place accordée à l'emploi, à l'énergie et aux impôts. Ce sont ces derniers qui retiendront dans un premier temps notre attention puisqu'il s'agit là d'un thème avec un fort potentiel de polarisation dans une période où les enjeux électoraux accentuent, eux aussi, la nécessité pour les deux partis de se distinguer l'un de l'autre auprès de l'électorat. L'analyse du concordancier montre que le président américain utilise le thème des impôts de deux façons différentes. Premièrement, il en parle pour critiquer, indirectement, le plan budgétaire républicain pour l'année fiscale 2012, voté en 2011. Obama souligne que les membres de la classe moyenne ne devraient pas être ceux qui subissent les augmentations d'impôts.

“Right now, because of loopholes and shelters in the Tax Code, a quarter of all millionaires pay lower tax rates than millions of middle class households. Right now Warren Buffett pays a lower tax rate than his secretary. [...] If you make under \$250,000 a year, like 98 percent of American families, your taxes shouldn't go up. You're the ones struggling with rising costs and stagnant wages. You're the ones who need relief.”<sup>951</sup>

Cette dernière dimension constitue un appel direct adressé aux Républicains du Congrès et trace une ligne de démarcation claire entre deux visions opposées de l'imposition aux Etats-Unis. Le discours présente ensuite les solutions qui doivent être encouragées et les

---

<sup>950</sup> *Ibid.*

<sup>951</sup> Discours sur l'état de l'Union le 24 janvier 2012.

réformes qui doivent être mises en place. Le président souhaite, tout d'abord, encourager les entreprises et les industries de tout type à relocaliser leurs activités aux Etats-Unis grâce à des avantages fiscaux. Il s'agit, encore une fois selon Obama, de faire bénéficier de nouvelles subventions au secteur des énergies propres plutôt que de les accorder aux compagnies pétrolières. Il profite d'ailleurs de ce sujet pour faire passer un message au Congrès.

“Pass clean energy tax credits. Create these jobs. We can also spur energy innovation with new incentives. The differences in this Chamber may be too deep right now to pass a comprehensive plan to fight climate change. But there's no reason why Congress shouldn't at least set a clean energy standard that creates a market for innovation. So far, you haven't acted. Well, tonight I will.”<sup>952</sup>

Ce passage constitue la première critique directe du président Obama adressée au Congrès au sujet de son travail et des divisions qui minent son fonctionnement. Rappelons tout de même qu'en 2010 il avait déjà averti la minorité républicaine au Sénat que « si [ils] insist[aient] pour qu'une majorité de 60 votes soit nécessaire pour passer n'importe quelle législation, alors la responsabilité de gouverner [leur] incomb[erait] également »<sup>953</sup>. Il essaie également de faire changer la nature du débat. En disant que cette initiative créera des emplois, la question du changement climatique devient secondaire. Dans son discours, les subventions pour les énergies propres permettront simplement de favoriser l'innovation et en définitive des créations d'emplois. Il s'agit donc d'une question d'emploi, sur laquelle tout le monde est censé s'accorder et non plus une question de changement climatique qui divise fortement les deux partis. Pour autant, cette intervention du président oppose clairement Républicains et Démocrates puisque le seul moyen de trouver un point d'accord est de faire appel à des positions incritiquables, comme la lutte pour l'emploi. En somme, à mi-chemin entre la litote et la prétérition, l'accent mis sur leur objectif commun sert, en fait, à faire ressortir l'impossibilité pour les deux partis au Congrès à avancer et à voter les réformes les plus élémentaires, la critique étant principalement dirigée vers le camp républicain, et ce bien que le président souligne qu'« aucun des deux partis [n'est] irréprochable en la matière »<sup>954</sup>. Enfin, la dernière partie du discours de 2012 semble être également l'occasion de faire part d'un sentiment de déception – et parfois même d'agacement – face aux priorités du Congrès, lequel ferait passer ses intérêts partisans avant ceux des Américains.

---

<sup>952</sup> *Ibid.*

<sup>953</sup> Discours sur l'état de l'Union le 27 janvier 2010.

<sup>954</sup> Discours sur l'état de l'Union le 24 janvier 2012.

“Right now our most immediate priority is stopping a tax hike on 160 million working Americans while the recovery is still fragile. People cannot afford losing \$40 out of each paycheck this year. There are plenty of ways to get this done. So let's agree right here, right now. No side issues. No drama. Pass the payroll tax cut without delay. Let's get it done.”<sup>955</sup>

Il poursuit néanmoins par un ensemble de déclarations qui pointent du doigt le rôle de l'argent et du lobbying, ou encore le sentiment de « guerre perpétuelle entre démocrates et républicains s'agrippant à des idéologies rigides plutôt que de construire un consensus »<sup>956</sup>, autant de déclarations visant à réunifier les deux camps, à faire, comme il le dit lui-même, « baisser la température »<sup>957</sup>. Pour conclure, sur ce point, il fait un nouveau pas vers les Républicains en reprenant une citation d'Abraham Lincoln mettant en évidence le fait que l'Etat ne doit faire pour le peuple que ce que ce dernier ne peut pas faire par lui-même. Le président justifiera ensuite par ces paroles la réforme du système de santé qui « repose sur un secteur privé réformé, plutôt que sur un programme de l'Etat »<sup>958</sup>.

Le deuxième volet de son discours de 2012, toujours construit autour de la thématique des emplois, aborde la question de l'énergie. Deux termes sont surreprésentés en 2012 : « gaz » et « pétrole ». Le premier fait écho à la « fracturation hydraulique » qui permet de stimuler les puits de pétrole et de gaz naturel pour les exploiter. Alors qu'il insiste sur le fait que cela pourrait fournir aux Etats-Unis de l'énergie jusqu'à la fin du siècle tout en créant plus de six cent mille emplois, plusieurs controverses sur les pratiques de l'industrie pétrochimique font dire au président qu'il est nécessaire d' « exiger des entreprises qui cherchent à extraire du gaz sur des terres publiques qu'elles divulguent la liste de tous les produits chimiques qu'elles utilisent, parce que l'Amérique développera l'utilisation de cette ressource sans qu'il y ait de risque pour la santé et la sécurité des citoyens américains »<sup>959</sup>. La question énergétique – qu'il s'agisse des énergies fossiles ou des énergies renouvelables – est donc systématiquement vue au travers des conséquences potentielles qu'elle aurait pour l'emploi.

L'avant-dernier discours qui constitue notre corpus présente un caractère singulier en comparaison des autres. En effet, prononcé le 12 février 2013, c'est-à-dire deux mois après la

---

<sup>955</sup> *Ibid.*

<sup>956</sup> *Ibid.*

<sup>957</sup> *Ibid.*

<sup>958</sup> *Ibid.*

<sup>959</sup> *Ibid.*

tuerie de Newtown<sup>960</sup>, sa fin est consacrée aux violences par armes à feu et est chargée d'émotion. Cet événement ainsi que la demande du président de statuer sur les détentions d'armes aux Etats-Unis expliquent l'utilisation bien supérieure à la moyenne du mot « vote » et du verbe « mériter », puisqu'il mentionne à plusieurs reprises des victimes de violences par armes à feu survenues les années précédentes, en insistant sur le fait que ces victimes « méritent un vote » au Congrès sur la question de leur régulation. Au-delà du thème spécifique, cette partie s'inscrit dans la tonalité générale du discours qui expose un grand nombre de propositions. Le mot est d'ailleurs beaucoup plus utilisé que les autres années : alors qu'en 2009, au début de son premier mandat, il avait préféré user du terme de « plan » (ou de projet, selon la traduction), il s'agit au début de son second mandat de propositions. Ce qui peut sembler anodin dénote malgré tout un réel changement dans l'approche de sa relation avec le Congrès, particulièrement si l'on ajoute le fait qu'il s'agit de l'année où il parle le plus des « deux partis » sans faire de distinction. Le discours de 2013 marque une année où les termes « républicain » et « démocrate » sont le plus sous-représentés.

Pour ce qui concerne maintenant les thèmes les plus abordés dans ce discours de 2013, nous pouvons constater qu'ils sont globalement, en plus de celui des violences par armes à feu vu ci-dessus, dans la continuité de l'année précédente. Ainsi, la question des emplois se voit doublement utilisée au travers des progrès réalisés en la matière depuis la crise économique, le président précisant notamment que les « entreprises ont créé six millions de nouveaux emplois »<sup>961</sup> sur lesquels il revient plus en détail au fil du discours. Elle est ensuite convoquée dans le contexte de ce qui doit encore être fait pour renforcer l'emploi aux Etats-Unis face, notamment, à la concurrence internationale. C'est dans ce cadre que le président parle de l'éducation qui doit être capable de préparer les étudiants au monde du travail. Il mentionne également l'importance, à ses yeux, que peut avoir la relocalisation de la production aux Etats-Unis. La situation de l'emploi stabilisée, il prend donc l'initiative de demander au Congrès une hausse du salaire minimum en appuyant sa proposition sur « une idée sur laquelle nous étions d'accord le Gouverneur Romney et moi-même l'année dernière : lier le salaire minimum au coût de la vie »<sup>962</sup>. Cela confirme la tendance du président à montrer les idées communes qui peuvent être mises en place par le Congrès en soulignant la position de

---

<sup>960</sup> Cette tuerie perpétrée dans une école primaire avait fait 28 victimes, dont 20 enfants. Au moment de son annonce, durant une conférence de presse, Barack Obama n'avait pu retenir ses larmes.

<sup>961</sup> Discours sur l'état de l'Union le 12 février 2013.

<sup>962</sup> *Ibid.*

certaines Républicains. Il parlait en 2012 de la vision qu'il partageait avec « [son] ami Républicain Tom Coburn » pour qui Washington doit arrêter de subventionner les millionnaires<sup>963</sup>. Nous l'avons vu plus haut, il encourageait en 2011 le Congrès à agir contre les poursuites abusives (*frivolous lawsuits*) pour des fautes médicales en soutenant que l'idée émanait du camp républicain.

Enfin, le dernier discours du corpus propose une grande diversité de thèmes de telle manière que ce qui ressort de l'analyse du logiciel *IRaMuTeQ* est le passage sur le programme nucléaire iranien qui inaugure ce qui constituera l'accord de Vienne signé en 2015. Cette particularité fait ressortir l'importance grandissante de la politique étrangère dans les discours de Barack Obama depuis 2011. Ce domaine n'échappe pas non plus à la tendance qui cherche à faire accepter les directions prises par le président en les présentant comme étant bénéfiques pour l'emploi des Américains : « Alors que 98% de nos exportateurs sont des petites entreprises, des nouveaux accords avec l'Europe et l'Asie les aideront à créer d'avantage d'emplois »<sup>964</sup>. Le deuxième axe de cette partie du discours consacrée au volet international met l'accent sur la persistance de la menace terroriste et sur l'importance de solidifier les relations avec des partenaires étrangers. Le caractère très international du discours est illustré par sa position sur l'analyse factorielle de correspondances (annexe 23).

En conclusion, le logiciel d'analyse textuelle confirme les trois grandes tendances observées grâce aux données du *Comparative Agendas Project* : tout d'abord l'évolution du discours économique vers un discours sur les emplois ; ensuite la place très importante accordée aux questions internationales ; enfin, l'effacement progressif du thème de la santé – l'une des sources principales du conflit partisan – après que la réforme a été votée. En ce qui concerne la polarisation, rien ne permet de soutenir l'hypothèse d'un président Obama qui aurait permis d'accroître la polarisation au Congrès. L'évolution de la position des discours de Barack Obama au sein de l'analyse factorielle de correspondances (annexe 24), qui regroupe l'ensemble des discours du président et du camp républicain, reflète d'ailleurs bien cela. Alors qu'en 2009 et 2010, les discours se situent vers le centre, c'est-à-dire vers les classes sémantiques qui traitent des dangers et des menaces ancrées dans le présent, à partir de 2011 ils se situent tous dans la partie supérieure du graphique, mettant donc l'accent sur l'avenir et les réformes nécessaires. Nous avons expliqué au chapitre précédent que nous interprétions

---

<sup>963</sup> Discours sur l'état de l'Union le 24 janvier 2012.

<sup>964</sup> Discours sur l'état de l'Union le 28 janvier 2014.

l'axe des abscisses comme celui du discours positif (à gauche) et négatif (à droite). L'évolution des discours de Barack Obama de la gauche vers la droite tendrait à remettre en cause cette interprétation. Malgré tout, il semble qu'en temps de crise les discours de Barack Obama tentent d'insuffler un message d'espoir, se concentrent sur la possibilité de redresser la barre et sur les moyens d'y parvenir. En temps de « reprise », cependant, il se saisit plus facilement de questions d'inégalités, auxquelles vient s'ajouter le développement de thèmes comme la guerre, le terrorisme ou les violences par armes à feu.

L'économie constitue tout au long de ces cinq années le fondement des discours de Barack Obama. Elle est principalement mentionnée au début de son mandat et évolue au fil du temps pour servir de base à la plupart des autres thèmes. Les discours du quarante-quatrième président des Etats-Unis auront été marqués par le thème de l'emploi comme étant sa priorité numéro un, que ce thème lui permette de faire l'éloge des énergies renouvelables ou qu'il demande une réforme du système éducatif.

La santé, l'un des thèmes les plus clivants, est finalement peu présente dans ses discours et diminue encore plus après 2010. Barack Obama était conscient des fortes divisions qui existaient aux Etats-Unis durant les débats sur la réforme du système de santé. Il refusait, par exemple, de les interpréter comme la manifestation de ressentiments raciaux à son égard. Ainsi déclarait-il en septembre 2009 : « le débat qui a lieu n'a pas trait à la question raciale, il s'agit d'un débat où les gens s'inquiètent de comment notre Etat doit fonctionner »<sup>965</sup>. Malgré cela, comme nous l'avons dit dans le premier chapitre, il reconnaissait en mai 2010 qu'une partie de l'opposition conservatrice du pays était motivée par des questions raciales<sup>966</sup>. Nous ne pouvons répondre à la question de savoir s'il a choisi de ne pas mettre d'huile sur le feu en s'abstenant de déclarer publiquement que ses mesures politiques étaient l'objet d'attaques discriminatoires ou s'il a réellement pensé que l'opposition à sa réforme du système de santé était fondée sur des peurs quant au rôle de l'Etat. Les recherches en science politique, quant à elles, montrent sans équivoque que la question raciale a bien eu un impact important sur les perceptions que les membres de l'opposition ont pu avoir de la réforme<sup>967</sup>. En tout état de cause, le président était au fait des fortes tensions qui existaient et de leurs potentielles origines. Nous pouvons donc interpréter la quasi-disparition du thème dans son discours à

---

<sup>965</sup> En répondant à une interview en septembre 2009 dans l'émission *Meet the Press*.

<sup>966</sup> Nathan Chait, « No, the Tea Party Isn't Racist. Yes, it is Racial. », *art. cit.*

<sup>967</sup> Christopher S. Parker et Matt A. Barreto, *Change They Can't Believe In*, Princeton, Princeton University Press, 2013.

partir de 2011 comme une volonté de sa part de ne pas s'attarder sur la réforme la plus clivante de sa présidence.

Enfin, le président pointe à plusieurs reprises les tensions partisans qui existent au Congrès. Sans réellement désigner de responsables, il exhorte les représentants et les sénateurs à agir dans l'intérêt des Américains plutôt que de se concentrer sur les querelles partisans. Pour ce faire, il essaie fréquemment de se rapprocher des Républicains et de présenter les plus petits dénominateurs communs aux deux camps. Dans ce but, le président façonne son discours et les thèmes qu'il aborde de manière à ce qu'ils résonnent dans les oreilles des Républicains, comme lorsque par exemple il précise que le soutien aux secteurs des énergies renouvelables est d'abord une question d'emploi, plutôt que de changement climatique. En cela, il semble que le camp républicain ait exercé une influence conséquente, et même un certain contrôle sur les thématiques développées dans les discours sur l'état de l'Union entre 2009 et 2014, influence et contrôle qui ont forcé le président à se rapprocher de ses opposants en matière de politique intérieure. Nous nous tournons maintenant sur l'influence du Parti républicain sur l'ensemble de l'agenda congressionnel.

## B. Le *Tea Party* et le contrôle de l'agenda congressionnel

La polarisation n'a pas qu'un effet sur l'idéologie ou sur les préférences des électeurs. Parce qu'elle provoque une impossibilité de compromis, elle empêche le vote de nouvelles législations ou la reconduction de programmes existants. Ainsi, cette tendance n'est pas politiquement neutre – c'est d'ailleurs pour cela qu'elle peut constituer une stratégie politique. La polarisation peut affaiblir le Congrès vis-à-vis de l'exécutif dans la mesure où le mécontentement des citoyens envers le pouvoir législatif peut encourager à la pratique politique par décret (*executive order*). Alors que le temps du débat au Congrès s'allonge, les campagnes présidentielles insistant sur les changements « dès les premiers jours »<sup>968</sup> se multiplient.

---

<sup>968</sup> Cette tendance s'observe des deux côtés. Barack Obama avait parlé de fermer la prison de Guantanamo dès le premier jour de sa présidence. L'un des discours de Mitt Romney en 2012 s'intitule « Real change from Day 1 ».

En plus de cela, la règle de la majorité a tendance à être remise en cause dans un système américain qui laisse une place importante pour le veto présidentiel et le *filibuster* du Sénat. La nécessité de « supermajorité » pour passer outre ses obstacles institutionnels (parfois nécessaires) oriente la pratique politique vers un environnement où les choix ne sont plus guidés par le « représentant médian » mais par les « représentants pivot », ceux qui ont le pouvoir de faire basculer. Nous verrons donc que cette recherche produit une atmosphère singulière au Congrès où le contrôle de l'agenda est fondamental.

### 1. L'opposition stratégique sur les sujets consensuels

Ainsi que nous l'avons abordé lors de la première partie de ce chapitre, la polarisation des partis au Congrès laisse transparaître des choix qui restent inexplicables si l'on ne la postule que comme étant le résultat d'une division fondée sur des différences idéologiques. En effet, comment des motivations idéologiques pourraient-elle expliquer qu'un parti vote à l'unanimité contre une mesure qui vise à réduire les fraudes électorales, la corruption ou les dépenses superflues ? Les exemples que nous venons de citer ne sont pas choisis par hasard puisque nous montrions dans la première partie que le Parti démocrate avait fortement critiqué les réformes électorales des Etats républicains et que le Parti républicain avait permis l'adoption de règles de financement électoral posant de nombreuses questions en matière de conflit d'intérêts. Quand les premières étaient justifiées par le camp républicain au nom de la réduction des fraudes électorales, les secondes étaient ainsi justifiées dans le programme de 2012 du parti de l'éléphant :

“The rights of citizenship do not stop at the ballot box. They include the free speech right to devote one's resources to whatever cause or candidate one supports. We oppose any restrictions or conditions that would discourage Americans from exercising their constitutional right to enter the political fray or limit their commitment to their ideals. As a result, we support repeal of the remaining sections of McCain-Feingold, support either raising or repealing contribution limits, and oppose passage of the DISCLOSE Act or any similar legislation designed to vitiate the Supreme Court's recent decisions protecting political speech in *Citizens United*.”<sup>969</sup>

---

<sup>969</sup> Programme du Parti républicain pour les élections présidentielles de 2012.

Arguant que les dons constituent une forme de manifestation de la liberté d'expression garantie par la constitution américaine, le Parti républicain soutenait que la possibilité de contribuer financièrement à la campagne électorale d'un homme ou d'une femme politique ne devait pas être limitée. Dans sa décision prise en 2010, la Cour suprême déclarait : « Nous concluons que les dépenses indépendantes, y compris celles faites par les entreprises, n'engendrent pas de corruption ou d'apparence de corruption »<sup>970</sup>.

Mais l'opposition des deux partis sur la décision de la Cour suprême et des réformes électorales se fondant alors sur des motifs idéologiques, elle ne constitue pas un exemple de divisions sur des sujets qui auraient pu faire consensus. Dans le second cas en revanche, une partie du personnel politique ainsi que des politistes montraient que l'opposition avait servi de prétexte aux Républicains pour favoriser le poids de leur électorat. Quoi qu'il en soit, Frances Lee observait que « tout responsable soutient des élections libres, équitables et respectueuses du droit. Mais les moyens qui cherchent à assurer ces fins sont sujets à controverse. [...] Les peurs des représentants peuvent être exagérées ou injustifiées, mais les partis s'observent avec une grande méfiance »<sup>971</sup>.

La décision de la Cour suprême était, quant à elle, critiquée par les Démocrates en raison des risques d'inégalités et de corruption qu'elle pourrait engendrer, alors que les Républicains soutenaient une décision fondée sur une interprétation large du concept de « liberté d'expression ».

Les sujets qui font consensus (*valence issues*) font partie de ce que les classes politiques du monde entier nomment les mesures de « bon sens ». Personne ne pourrait raisonnablement s'y opposer tant elles font appel aux principes et aux valeurs les plus fondamentales qui régissent la *polis*. Si la raison, et donc l'idéologie, ne peuvent expliquer l'opposition à certaines réformes, il existe bien quelque chose au-delà de l'idéologie qui permettrait d'expliquer que les deux partis au Congrès se font face y compris sur des questions qui ne sont pas polémiques, c'est-à-dire sur des terrains où il n'y a pas lieu de combattre.

La politique américaine présente pourtant depuis la période de polarisation du Congrès une tendance singulière ; lorsqu'ils sont présentés au vote, élus Républicains et Démocrates

---

<sup>970</sup> Traduction de la décision de la Cour suprême des Etats-Unis.

<sup>971</sup> Frances E. Lee, *Beyond Ideology*, *op. cit.*, p. 125.

ont plus de chance de s'opposer. Après les questions économiques et à égalité avec les questions qui opposent « faucons contre colombes »<sup>972</sup>, ces sujets consensuels constituent ceux qui produisent le plus de désaccords partisans, devant l'opposition créée par les programmes sociaux, l'avortement, l'*affirmative action*, ou les droits civiques<sup>973</sup>. Frances Lee remarquait, enfin, que ces questions ne sont pas simplement aussi clivantes que d'autres questions qui opposent traditionnellement les deux partis, elles « rendent plus probable l'éventualité que le Sénat se divise parfaitement selon les lignes partisanses », opposant l'intégralité des Républicains à l'intégralité des Démocrates. Les politistes décrivent le comportement des partis américains comme celui d'équipes<sup>974</sup> ou de cartels<sup>975</sup> dans lesquels la position des membres du parti est très largement influencée par l'intérêt commun de leur parti.

Les débats évoquant directement l'idée de « bon sens » renferment, sous une surface consensuelle, des intérêts politiques considérables. L'image du parti peut être, auprès de la population, affectée par ce genre de débats, ainsi que les politiques qui en ont été les animateurs. Il en va ainsi de la proposition républicaine en 2011 de réaffirmer *In God We Trust* comme étant la devise officielle des Etats-Unis, de « soutenir et d'encourager son affichage public sur les immeubles publics, les écoles publiques et d'autres institutions étatiques »<sup>976</sup>. La proposition avait été critiquée par le camp démocrate comme « une confusion excessive et inutile entre l'Etat et la religion »<sup>977</sup> ; la responsable du groupe minoritaire à la Chambre des Représentants, Nancy Pelosi, avait aussi ajouté : « à une époque où tout le monde considère la création d'emploi comme la priorité numéro un, ce que nous faisons est une perte de temps »<sup>978</sup>. Cependant, comme nous l'avons dit, ces sujets de discorde renferment souvent plus de sens que ce qu'ils laissent entrevoir. Ainsi, cette proposition, formulée lors des élections présidentielles de 2012, avait pour objectif de remobiliser l'électorat conservateur social et religieux derrière le parti de l'éléphant et de donner en la matière une mauvaise image au Parti démocrate.

---

<sup>972</sup> Les sujets *Hawk v. Dove* opposent depuis les années soixante les partisans d'une intervention militaire face à ceux qui privilégient les solutions non-militaires (blocus, sanctions, diplomatie).

<sup>973</sup> Frances E. Lee, *Beyond Ideology*, *op. cit.*, p. 110.

<sup>974</sup> *Ibid.*

<sup>975</sup> Il s'agit de l'expression de Jenkins et Monroe et ne fait pas référence aux recherches de Katz et Mair sur ce qu'ils nomment les « partis-cartel ». Ces derniers renvoient à une réalité distincte bien que voisine.

<sup>976</sup> Traduction de la proposition « H.Con.Res.13 »

<sup>977</sup> Stephanie Condon, « House to vote on "In God We Trust" motto », *cbsnews.com* [En ligne], 1<sup>er</sup> novembre 2011.

<sup>978</sup> *Ibid.*

Lee présente deux domaines sur lesquels « tout le monde est censé s'entendre » mais qui montrent, malgré tout, des divisions partisans très élevées : la responsabilité fiscale et la régulation des campagnes et des élections, sur laquelle nous nous sommes déjà attardés. Ces thèmes permettent d'articuler le débat politique autour de la compétence et de la responsabilité du parti au pouvoir. L'attention particulière portée par le Parti républicain et le *Tea Party* à la question de l'irresponsabilité des dirigeants et des représentants politiques suite au plan de relance de Barack Obama n'a donc rien de nouveau. Nous pouvons, cependant, nous questionner sur l'intensité des critiques formulées. Le *Tea Party* avait effectivement fait plus que remettre simplement en cause les compétences ou la responsabilité du camp démocrate, remettant en question l'esprit démocratique lui-même du quarante-quatrième président. Si tout le monde s'accorde à dire qu'il est primordial d'être responsable en matière fiscale, les deux partis s'opposent toujours sur les moyens à mettre en place pour y parvenir. Les divisions lors des débats fiscaux ne se limitent pas à l'opposition entre une interprétation keynésienne et une interprétation libérale de l'économie : comme nous l'avons vu plus haut, les deux camps s'accordaient à dire que l'Etat fédéral devait réduire ses dépenses. Cependant, tandis que Barack Obama insistait sur le fait que la baisse des dépenses ne devait pas toucher les plus vulnérables<sup>979</sup>, le camp républicain soutenait des coupes drastiques dans les programmes sociaux. La divergence d'opinion face aux coupes budgétaires dans l'armée en est, également, la parfaite illustration. Le président avançait comme justification à cette mesure le fait que le budget militaire était disproportionné, alors que les républicains refusaient de le réduire en raison des menaces extérieures. En somme, ces positions fondées sur des idéologies préexistantes et des « raisons objectives » n'interviennent qu'après une « opposition de principe » systématisée. Ces questions permettent avant tout de condamner les actions entreprises par la majorité pour lui refuser toute victoire politique en allant jusqu'à dénoncer la « réalité alternative »<sup>980</sup> dans laquelle vit l'ennemi politique.

Ces débats laissent transparaître un schéma répétitif. Le parti minoritaire préfère dépeindre une réalité peu réjouissante, quand, dans le même temps, le parti du président choisit un point de vue plus optimiste<sup>981</sup>. Ceci permet également d'expliquer pourquoi nous observons dans les discours sur l'état de l'Union de Barack Obama un ton globalement plus

---

<sup>979</sup> Discours sur l'état de l'Union le 25 janvier 2011.

<sup>980</sup> Helle Dale, « President Obama's Alternative Reality », *dailysignal.com*, [En ligne], 11 février 2015.

<sup>981</sup> Frances E. Lee, *Beyond Ideology*, *op. cit.*, p. 123.

positif les deux premières années de sa présidence, tandis qu'il devenait plus négatif à partir de 2011 et la perte de la majorité démocrate à la Chambre des Représentants.

Paradoxalement, dans ce contexte de polarisation partisane, la pratique politique se « désidéologise ». Elle offre à la fois une place plus importante aux divergences idéologiques mais ne leur offre qu'une place secondaire. Lorsqu'il s'agit d'une « guerre partisane », la polarisation feint le débat de fond en adoptant la forme, l'intensité et les enjeux de l'opposition idéologique. Bien entendu, certains des arguments exprimés par le *Tea Party* ou le Parti républicain répondent à des motivations purement idéologiques, sauf lorsqu'il s'agit de sujets censés faire consensus. Dans ce cas de figure, les idéologies ne servent plus que de prétexte et de justification *a posteriori* à une contestation systématisée dont les raisons sont stratégiques.

Les partis ne sont, alors, plus des entreprises d'agrégation et d'organisation des intérêts comme Almond les définissait dans une perspective fonctionnaliste<sup>982</sup>. Ils ne peuvent pas non plus être placés sur un échiquier politique traditionnel, de la droite vers la gauche. Ici, les partis sont jugés sur des critères de compétence et d'éthique. L'objectif recherché par les deux camps est donc d'entamer la crédibilité adverse et de renforcer celle de son camp. Par conséquent, il n'existe presque aucune cohérence idéologique sur les questions de « bonne gouvernance » comme la fraude, la corruption, ou même la responsabilité fiscale. Dans le même temps, la cohérence idéologique des membres des partis sur l'économie ou les affaires étrangères est absolue.

“Compared with ideological questions, party positioning on good-government causes is fluid and tactical. It is easy to summarize the parties' general tendencies on position issues: Republicans tend to be more conservative than Democrats on social and economic issues and more hawkish in foreign policy. Analysis of floor debate reveals that parties exhibit little consistency over time on good-government causes. Instead, members take positions that are consistent with their partisan self-interest. [...] Neither party is consistently the champion of balanced budgets. Instead, fiscal responsibility is a criticism that one party, usually the one not in power, levels at the other.”<sup>983</sup>

Ce schéma donne une indication importante sur les perceptions qu'ont les membres du personnel politique quant à ce qui mobilise l'électorat. S'il est important pour eux d'avoir une

---

<sup>982</sup> Jean Charlot et Monica Charlot, « Chapitre IV – Les groupes dans leur environnement », in Madeleine Grawitz et Jean Leca, *Traité de science politique*, tome 3, Paris, PUF, p. 521.

<sup>983</sup> Frances E. Lee, *Beyond Ideology*, *op. cit.*, p. 145.

ligne directrice claire et distincte sur l'économie ou les affaires étrangères, c'est parce que ce sont des thèmes auxquels les électeurs sont sensibles. Les questions de « bonne gouvernance », en revanche, sont considérées comme des acquis de la culture politique des systèmes démocratiques matures. Sauf circonstances exceptionnelles (le scandale du Watergate, par exemple), ces questions n'ont qu'un faible poids électoral. Cependant, pourquoi existe-t-il tout de même une opposition si féroce sur ces questions si elles ne permettent que des gains électoraux minimes ? Pourquoi les membres des partis sont-ils aussi disciplinés sur des questions qui semblent avoir si peu d'intérêt ?

Il faut rechercher la réponse à cette question non pas dans l'intérêt électoral immédiat, mais dans l'intérêt gouvernemental des partis. Pour Frances Lee, plutôt que de faire rentrer de force les débats sur la responsabilité fiscale, les fraudes ou les dépenses abusives dans un cadre d'analyse idéologique, le chercheur devrait les comprendre à la lumière de la stratégie mise en place par les partis pour maintenir une forme de contrôle sur l'agenda congressionnel, sur les priorités et le programme du président. En résumé, s'assurer le contrôle de l'agenda congressionnel est primordial pour un parti puisqu'il lui permet d'accorder ou non des victoires politiques à ses adversaires. Dans un environnement politique compétitif, chaque élection présente des enjeux élevés. Aucun des deux partis ne souhaite offrir des avantages à ses adversaires en leur permettant d'obtenir une victoire. De plus, il est difficile pour un parti ou un candidat de critiquer un adversaire lorsqu'il a participé à ses efforts passés ; d'autant plus si les lois mises en place s'avèrent avoir eu des effets négatifs. Frances Lee rappelle qu'à la suite du *New Deal*, dans un environnement très peu compétitif où le camp républicain était « le parti dans la minorité permanente », ses membres avaient un plus grand intérêt à participer aux projets de loi de la majorité en essayant d'influencer leur contenu.

## 2. Le contrôle par la procédure

Nous venons de le voir, les partis politiques peuvent trouver, dans un environnement démocratique concurrentiel, un intérêt à refuser toute coopération. L'obstructionnisme comme stratégie politique est perçu comme un moyen *a priori* peu coûteux non pas d'obtenir une victoire mais d'empêcher celle de l'adversaire. Dans cette optique, les partis peuvent s'opposer l'un à l'autre sur des sujets qui ne prêtent pas à controverse simplement dans le but de garder la parole, particulièrement au Sénat. Si l'on garde à l'esprit cette stratégie, deux

logiques s’opposent en ce qui concerne les débats au Congrès. Le parti majoritaire cherche à orienter les débats sur le fond du projet, pour le faire progresser, évoluer, qu’il soit voté et en définitive que le parti puisse montrer au public l’avancement de son programme. Le parti minoritaire, lui, obéit à la logique inverse : il cherche à s’opposer au contrôle de la parole du parti majoritaire, réoriente les débats sur des questions qui lui sont favorables et préfère que les votes se tiennent le plus tard possible et sur des propositions sujettes à controverse.

“Procedural battles not only determine what policies will be considered; they are about “who calls the shots.” Even in the less majoritarian Senate, the majority party expects to be able to set the floor agenda, and individual members of the majority party generally have a stake in their party leaders retaining this basic prerogative. At the same time, the minority party persistently challenges the majority's control. Partisan conflict on procedural matters is a struggle over who will control the agenda and the flow of business on the Senate floor, not simply a contest between the two parties' policy preferences.”<sup>984</sup>

Lorsqu’il existe une lutte partisane à propos de motions de procédure (*procedural motions*), elle est généralement la conséquence d’une lutte pour le contrôle de l’agenda congressionnel. L’introduction d’amendements peut être le moyen pour l’opposition de reconquérir l’orientation du débat tandis que la majorité souhaite mettre fin aux débats pour procéder au vote.

Dans son étude sur la polarisation au Sénat, Frances Lee note qu’entre 1981 et 2005, quarante-deux pour cent des votes ne visaient pas directement à « adopter un amendement, voter un projet de loi, approuver une nomination, ratifier un traité, apporter un amendement à la constitution ou passer outre un véto »<sup>985</sup>. Ces quarante-deux pour cent étaient au contraire constitués d’une multitude de motions cherchant à détourner les débats. Le tableau ci-dessous présente les statistiques des votes au Sénat durant la période étudiée.

	Total	Passage	Amendement	Motion	Clôture	Autres
2009	397	30 (7%)	175 (44%)	120 (30%)	33 (8%)	11%
2010	299	10 (3%)	63 (21%)	167 (55%)	44 (14%)	7%
2011	235	19 (8%)	72 (30%)	72 (30%)	26 (11%)	21%
2012	251	16 (6%)	117 (46%)	65 (25%)	23 (9%)	14%

<sup>984</sup> Frances E. Lee, *Beyond Ideology*, op. cit., p. 132.

<sup>985</sup> *Ibid.* p. 132-133.

2013	291	12 (4%)	101 (34%)	66 (22%)	55 (19%)	21%
------	-----	---------	-----------	----------	----------	-----

Tableau 3. La production législative aux Etats-Unis entre 2009 et 2013.

Nous pouvons par exemple observer que dans la chambre du Congrès la moins polarisée, en 2010, cinquante-cinq pour cent des votes étaient consacrés à des motions alors que trois pour cent des votes s'étaient fait sur le passage ou non d'un projet de loi. À ce titre, ce tableau ne permet de déceler aucune tendance sur la durée. Les données correspondent globalement au fort taux observé par Lee. Nous notons, cependant, une augmentation non négligeable de la part des votes de clôture, c'est-à-dire les votes qui mettent fin à la procédure d'obstruction parlementaire du Sénat, le *filibuster*. Ces efforts altèrent le calendrier du Sénat et « en soulevant des questions et des amendements que le parti majoritaire ne souhaite pas considérer à ce moment, le parti minoritaire cherche à arracher le contrôle de la parole à la majorité »<sup>986</sup>. Ce qui peut être considéré comme une perte de temps pour certains sénateurs est, en fait, une arme pour s'assurer un poids institutionnel sans réellement participer au fonctionnement de cette institution. Ces tentatives de la minorité ont pour conséquence une augmentation du conflit partisan puisque les sénateurs du parti majoritaire se voient contraints de faire bloc pour reprendre le contrôle du Sénat. Dernière caractéristique de ce genre de manifestation, même en période de polarisation au Sénat, une grande partie des motions est votée avec une opposition très faible, malgré le fait que ces dernières aient occasionné des débats houleux. Cela illustre simplement le fait que l'unique intérêt de ces efforts est de repousser l'échéance du vote et contrôler la parole au Sénat. Une fois que les débats laissent leur place au vote, l'essentiel de l'exercice est terminé et le résultat du vote n'a aucune espèce d'importance.

En septembre 2010, à une époque où le *Tea Party* avait une place importante dans le débat public mais sans encore avoir de représentants au Congrès, la représentante démocrate Carolyn Maloney avait soutenu une proposition de loi qui visait à fournir un suivi médical et une aide financière aux volontaires et aux survivants des attaques du 11 septembre 2001, ainsi qu'à ceux qui, les premiers, avaient porté secours aux victimes (*first responders*), . Mais le 9 décembre 2010, le Parti républicain, minoritaire au Sénat, avait utilisé la procédure de *filibuster* pour s'opposer à la proposition, sans que les Démocrates n'arrivent à l'outrepasser

---

<sup>986</sup> Frances E. Lee, *Beyond Ideology*, op. cit., p. 142.

puisque'ils n'avaient obtenu qu'une majorité de cinquante-sept votes sur les soixante nécessaires. L'argument des sénateurs de la minorité était que les sept milliards de dollars de dépenses que prévoyait la proposition de loi allaient à l'encontre de traités fiscaux internationaux et que la somme évoquée n'était pas réaliste<sup>987</sup>. Mais cette proposition, extrêmement consensuelle, constituait également une plateforme de premier ordre pour aider le Parti républicain à avoir un poids institutionnel. Le *TIME* pointait du doigt l'engagement signé par l'ensemble des sénateurs républicains qui précisait que tout projet de loi devait être bloqué par *filibuster* jusqu'à la prolongation des réductions fiscales de l'administration Bush. Cet exemple illustre parfaitement l'importance de cette majorité qualifiée de soixante sénateurs mais surtout l'utilisation stratégique qui est faite de la procédure d'obstruction au Sénat. Plutôt que d'accorder une victoire au camp démocrate, la stratégie est d'utiliser l'obstruction dans le but d'en tirer un avantage politique qui n'est pas lié directement à l'ordre du jour. Ce qui est encore plus significatif ici est que le traitement du sujet par le satiriste Jon Stewart le 16 décembre et la mauvaise publicité qu'elle avait faite au parti de l'éléphant avaient rapidement fait évoluer la situation : le 22 décembre, le Congrès approuva la proposition finale et le 2 janvier Barack Obama la signa. Cet épisode confirme que les partis minoritaires aux Sénat peuvent utiliser les instruments d'obstruction à leur disposition comme autant de moyens de pression et de contrôle sur le parti majoritaire dans la mesure où cela ne nuit pas outre mesure à leur image.

Adopter comme grille de lecture la recherche de contrôle de l'agenda congressionnel permet aussi de donner une autre interprétation de l'opposition du *Tea Party* et du Parti républicain qui a conduit à l'arrêt des activités gouvernementales en octobre 2013. En considérant que l'alternative à la hausse du plafond de la dette est un défaut de paiement des Etats-Unis qui pourrait provoquer une crise économique mondiale dont personne ne souhaite être tenu responsable, cette question n'a pas de caractère idéologique, dans la mesure où les deux partis auraient tout à perdre à ce que cela se produise. Les débats permettent, cependant, de ménager une période durant laquelle tout en justifiant ses positions par des éléments idéologiques, un parti peut arriver à ses fins, c'est-à-dire avoir une influence sur la politique gouvernementale et forger son image auprès de l'électorat. La forte conflictualité partisane s'explique par le fait que ce type de vote, d'une importance capitale, offre au parti

---

<sup>987</sup> Alexander Bolton, « New York's Dem senator see Breakthrough on 9/11 healthcare bill », *thehill*, [En ligne], 19 décembre 2010.

d'opposition au président une tribune de premier ordre pour critiquer les choix politiques passés. C'est ainsi que le discours du *Tea Party* était orienté sur la question du déficit et des dangers qu'il constituait. L'augmentation du plafond de la dette était une occasion idéale pour l'opposition de souligner les conséquences des politiques de relance de Barack Obama, mais l'augmentation en elle-même, n'était qu'un prétexte. Les Démocrates avaient d'ailleurs souligné que sous Ronald Reagan, la même procédure avait été effectuée à dix-sept reprises. En la matière, le Parti de l'âne n'est pas non plus en reste, puisque ses élus avaient profité des débats sur l'augmentation du plafond de la dette en mai 2003 pour proposer divers amendements « principalement pour marquer politiquement les esprits (*make a point*) et non pour effectivement tenter de modifier les mesures »<sup>988</sup>. En tout état de cause, en octobre 2013, la situation est revenue à la normale après une dizaine de jours d'arrêt des activités gouvernementales et au vu de la baisse radicale de la côte de popularité du Parti républicain – y compris auprès de ses militants. Il n'avait, alors, plus aucun intérêt à maintenir cette ligne directrice. À ce sujet, le *Tea Party* se distingue cependant toujours par un refus catégorique de faire de la politique par compromis : en adressant ses critiques aux deux camps, il laisse à penser que pour lui l'idéologie reprend le pas sur la stratégie politique. S'agit-il simplement d'une différence de degré ou d'une différence de nature ? Les représentants du *Tea Party* auraient-ils été jusqu'à provoquer un défaut de paiement des Etats-Unis et une crise économique mondiale pour pouvoir faire table rase du passé et repartir sur les bases exposées par la vision des Pères fondateurs américains ? Rien n'est moins sûr. Mais nous ne pouvons répondre à cette question sans connaître avec certitude les motivations profondes des dix-huit sénateurs et des cent quarante-quatre représentants – tous Républicains<sup>989</sup> – qui se sont prononcés contre l'augmentation du plafond de la dette en octobre 2013, ce que nous ne saurions entreprendre.

Enfin, l'ordre du jour au Congrès n'est pas dépolitisé. Il n'est ni fixe, ni répétitif. Le choix des questions soumises au vote, en lui-même, est contrôlé par les partis. Ainsi, l'orientation des votes sur des questions plus clivantes est significative du contrôle exercé par les partis. Frances Lee remarque une forte augmentation des votes sur des questions économiques depuis les années 1980 et corrélativement une baisse des votes à propos de questions sociales et militaires. Elle formule enfin l'hypothèse selon laquelle les partis

---

<sup>988</sup> Frances E. Lee, *Beyond Ideology*, op. cit., p. 154.

<sup>989</sup> Et parmi lesquels nous retrouvons des figures de proue du *Tea Party*, comme Mike Lee, Rand Paul, Marco Rubio, Ted Cruz, Michele Bachmann ou Paul Ryan.

utilisent le contrôle de l'ordre du jour au Sénat pour unifier leurs membres et réduire au maximum les divisions internes. Si leur agenda obéissait à des préoccupations idéologiques plutôt qu'à des préoccupations stratégiques, ce dernier répondrait étroitement aux changements de situations économiques, sociales et internationales. En suivant la méthode de Lee et en mobilisant les données du *Comparative Agendas Project*, nous avons répertorié les thèmes des votes par appel nominal au Congrès<sup>990</sup>. Exposé dans l'annexe 25 et en accord avec les résultats de la politiste américaine entre 1981 et 2005, les données ne montrent qu'une corrélation extrêmement faible entre les périodes de crise et le thème des votes au Congrès. Certes, il nous est possible d'observer une hausse significative des votes sur le thème économique entre 2007 et 2008 (de quatre à neuf pour cent), mais le même thème représentait trente-sept pour cent du discours sur l'état de l'Union prononcé au début de l'année 2009 par Barack Obama. Pour la même année, les votes par appel nominal constituaient à peine cinq pour cent de l'ensemble des votes. En 2012, alors que les Etats-Unis connaissaient une croissance de 2,2%, nous pouvions assister à une augmentation du taux de votes concernant l'économie qui atteignait presque le niveau de 2008. Cette tendance se confirme également pour les autres thèmes. En moyenne, entre 2011 et 2013, douze pour cent des votes concernaient la défense, ce qui correspond au niveau de 2007 et surtout au taux observé en 2002, après le 11 septembre. Contrairement à la baisse drastique de la part des discours de Barack Obama dévolue à la santé, le Congrès continuait d'y consacrer environ cinq pour cent de ses votes entre 2011 et 2013. Enfin, les questions de droits civiques ne subissent que des fluctuations inférieures à un pour cent lors de la période étudiée.

En conclusion, nous ne remarquons pas d'éléments qui permettraient de soutenir l'hypothèse selon laquelle les périodes de crise augmentent significativement les tensions et intensifient les distinctions idéologiques dans les domaines concernées. Il existe, en définitive, peu de preuves qui permettent de dire que la polarisation au Congrès américain soit motivée par des considérations idéologiques. Les partis américains se comportent de plus en plus comme des ensembles homogènes qui cherchent, par-dessus tout, à contrôler l'agenda au Congrès. Le contrôle de ce dernier à la Chambre des Représentants leur offre deux avantages conséquents.

“First, majority status confers substantial *collective* benefits. Most prominently, the majority party controls all major committee chairmanships and a disproportionate share of seats on

---

<sup>990</sup> Les données ne sont pas accessibles au-delà de 2013.

major committees, receives a super-proportional share of pork-barrel projects, and enjoys a greater per member fundraising advantage. In short, the majority party, by cartelizing the agenda, enjoys most of the spoils that accrue to the legislative process. [...] Second, special rewards may be provided to majority-party centrists as compensation for the net policy losses they suffer. More generally, centrists may receive electorally valuable side payments from majority party leaders to make up for the costs they incur in allowing the cartel to operate.”<sup>991</sup>

En 2012, Jenkins et Monroe parlaient de « l’achat du contrôle négatif de l’agenda à la Chambre des Représentants »<sup>992</sup> qui permet aux membres les plus modérés du parti majoritaire à la chambre basse du Congrès de tirer un avantage de tous leurs votes, même lorsque ces derniers vont contre leurs intérêts personnels. Cox et McCubbins montraient en 2005 que les représentants les plus modérés sont ceux qui ont le plus à perdre dans le jeu partisan « dans la mesure où des propositions de loi qu’ils auraient soutenues sont bloquées par le cartel, tandis que ces mêmes propositions de loi ne seraient pas bloquées si la Chambre contrôlait l’ordre du jour »<sup>993</sup>. Jenkins et Monroe montrent que les plus modérés participent, malgré les pertes qu’ils subissent en matière politique, à ce contrôle négatif de l’agenda de la Chambre parce qu’ils en tirent par la suite des « bénéfices importants pour les membres qui peuvent servir à leur réélection »<sup>994</sup>. Les partis usent des avantages des procédures et des ressources pour manipuler et s’approprier l’agenda congressionnel. Mais à la différence d’une polarisation qui se ferait sur des bases idéologiques, ou même d’une polarisation stratégique qui permettrait, au cas par cas, de faire voter et de mettre en œuvre des réformes, ce contre-mouvement se fait sur les bases d’un objectif prédéfini : le contrôle du Congrès. Cette polarisation touche donc implicitement et potentiellement l’ensemble des questions présentées et contrairement à un « achat de voix », les partis achètent des « refus de voix » qui seraient en d’autres circonstances acquises à la cause du camp opposé et qui « empêchent le vote de nouvelles législations »<sup>995</sup>.

---

<sup>991</sup> Jeffrey A. Jenkins et Nathan W. Monroe, « Buying Negative Agenda Control in the U.S. House », *American Journal of Political Science*, Vol. 56, N°4, octobre 2015, pp. 899.

<sup>992</sup> *Ibid.*

<sup>993</sup> Gary W. Cox et Mathew D. McCubbins, *Setting the Agenda: Responsible Party Government in the U.S. House of Representatives* Cambridge, Cambridge University Press, 2005, p. 47.

<sup>994</sup> Jeffrey A. Jenkins et Nathan W. Monroe, « Buying Negative Agenda Control in the U.S. House », *art. cit.* p. 899.

<sup>995</sup> *Ibid.*

## Conclusion générale

L'un des enseignements de la théorie des jeux est que sur le temps court, le jeu définit les participants. Cependant, sur le temps long, les participants définissent – redéfinissent, en fait – les règles du jeu. Dans le temps court, l'action des acteurs importe peu puisque l'environnement sélectionne ceux qui s'y conforment le mieux. En somme, un environnement polarisé favorise des éléments polarisés, puisqu'ils « s'inscrivent dans le mouvement ». Mais ce phénomène d'inertie ne recouvre pas l'ensemble des causes de la polarisation aux Etats-Unis, d'autant plus dans le domaine politique. Ce reproche constitue, d'ailleurs, l'une des principales critiques qui a été faite à l'analyse systémique : son impossibilité d'expliquer les Révolutions, la variable qui brise le cercle d'*inputs* et d'*outputs*.

Au travers de notre étude du *Tea Party* – qui pose le phénomène comme « un produit polarisant d'un environnement polarisé » – nous avons contribué à l'analyse de plusieurs notions relativement délaissées par la science politique et la sociologie politique. La première est celle des mobilisations conservatrices. Comme nous l'avons dit en introduction, l'expression proche de l'oxymore après avoir connu une littérature florissante des années trente aux années cinquante a été éclipsée en quasi-totalité par les mobilisations des groupes dominés. Les deux formes présentent pourtant autant d'intérêts heuristiques, elles permettent même d'expliquer et de comprendre leurs évolutions et leurs fonctionnements l'un par rapport à l'autre. Nous l'avons vu lors du premier chapitre, les mouvements sociaux sont d'abord des agents réactifs. Ils portent un projet de changement social qui ne se manifeste qu'en raison de la perception et de l'objectivation d'une ou de plusieurs menaces. Cette perception peut intervenir après une prise de conscience, c'est-à-dire alors que la situation de menace, l'injustice est déjà effective. La perception de la menace peut également intervenir par anticipation. Pour rendre compte de l'avènement de la mobilisation du *Tea Party* nous avons fait appel à la « structure des opportunités politiques ». Nous avons également contribué à la consolidation de la théorie du processus politique, à laquelle ses adversaires reprochent précisément son « manque de cadres » utilisables et réutilisables pour un ensemble de cas empiriques divers. Les variables qui nous ont semblé les plus significatives dans l'étude du *Tea*

*Party* ont été l'ouverture du système politique aux *challengers*, la stabilité des alliances politiques, les forces relais du mouvement et la « structure du conflit ». Il est apparu que cette « structure des opportunités politiques » offrait au *Tea Party* un ensemble d'opportunités pour que ses revendications soient entendues. Ainsi, l'instabilité économique et politique à partir de 2008 a créé un environnement où les « nouveaux venus » profitaient d'une place privilégiée et ont bénéficié de ne pas avoir participé à la crise et d'avoir des solutions différentes pour y remédier. En outre, le *Tea Party* a bénéficié de nombreuses ressources fournies par des *think tanks* et des politiciens pour que son message ait plus de portée. Cependant, si le *Tea Party* n'avait bénéficié que d'« ouvertures », ses revendications auraient été satisfaites rapidement et il aurait disparu aussitôt. S'il a perduré c'est parce qu'il a connu un ensemble de « fermetures » qui lui ont demandé un effort continu de justification de ses demandes. L'opposition à d'autres mouvements sociaux, mais aussi celle à la politique institutionnelle a forcé ce travail idéologique.

Le travail idéologique d'un mouvement social est multidirectionnel et continu. Les mouvements sociaux ne disposent pas d'un ensemble de propositions descriptives et prescriptives dès lors que les menaces sont identifiées. Cette première étape dans l'objectivation du « problème » donne lieu à l'identification de plusieurs responsables. A son tour, l'identification des responsables donne lieu à plusieurs solutions. Enfin, les solutions prévoient un ensemble potentiel d'actions sur lesquelles les membres de mouvement sociaux doivent s'accorder. Il s'agit donc d'un processus interactionnel qui implique un rapport de force au sein même du mouvement entre les différents acteurs qui cherchent à orienter la lutte. Mais si les membres peuvent consciemment tenter de modifier la lutte, les « cadres » qu'ils mobilisent permettent en eux-mêmes de créer un « discours au-delà du discours ». Les justifications des membres font appel à des éléments historiques, des histoires, des symboles, des valeurs qui impliquent eux-mêmes une certaine direction. En soi, rien n'empêche les membres d'un mouvement de justifier une direction à prendre ou une action à mener parce qu'elle constitue une lutte pour une valeur précise en agissant dans le sens opposé. Plus concrètement, rien n'empêche un mouvement de décider de lutter pour l'abolition de l'esclavage tout en interdisant l'accès au mouvement à certaines personnes en raison de leur couleur de peau. Cependant, la cohérence entre les idées du mouvement et les actions est primordiale lorsqu'il s'agit pour le mouvement de motiver ses membres potentiels et effectifs. Dans le cadre de notre étude, nous avons identifié trois dominantes au sein du *Tea Party* : la dominante économique, la dominante politique et la dominante culturelle. Toutes les trois

cohabitent dans le mouvement – d’ailleurs il faut considérer les trois dominantes comme des cercles qui s’entrecoupent – et participent au travail idéologique. Certains apportent des réponses économiques à ce qu’ils identifient être des problèmes économiques. D’autres voient dans la disparition de la culture américaine le réel problème. Dans tous les cas, le *Tea Party* mêle l’ensemble de ces idées pour constituer son idéologie. Le rôle des organisations sur ce travail est particulièrement intéressant puisqu’elles bénéficient d’une position préférentielle par rapport aux membres de la base populaire. Elles disposent de bien plus de ressources, matérielle et immatérielle, mais doivent malgré tout fonder leur discours sur ce qui peut être acceptable pour la base populaire, pour ne pas qu’elles perdent son soutien et qu’en définitive le poids populaire ne puisse plus l’aider à populariser ses revendications. Parmi les organisations du *Tea Party*, nous avons également parlé de *Fox News*. La chaîne d’information conservatrice a fourni un réel travail pour promouvoir le *Tea Party* dans tout les Etats-Unis. Elle doit donc être considérée au même titre que les organisations du mouvement social, comme ayant contribué à la création de cette « communauté de sens ».

Une fois créé et consolidé, le *Tea Party* a connu un succès électoral lors des élections de mi-mandat de 2010. En critiquant tant le camp démocrate que républicain, il a réussi à trouver sa place au sein de la politique américaine. Il a d’abord formé une certaine continuité avec la tradition conservatrice et a pesé sur le Parti républicain. Ce dernier, symbole historique du pragmatisme politique américain a subi une triple mutation. D’un parti pragmatique, d’abord, il est devenu un parti aux positions radicalisées et surtout aux pratiques obstructionnistes récurrentes. Ensuite, le parti de l’éléphant, qui comme son adversaire fondait ses campagnes électorales sur un programme large, censé pouvoir parler au plus grand nombre a progressivement réduit les thèmes qu’il développait. La politique étrangère, par exemple, est devenue presque indiscernable, tandis que la quasi-totalité de son discours l’orientait autour de la baisse des dépenses, des impôts et du déficit. Au fil du temps, le Parti républicain s’est rapproché du *Tea Party*, comme nous l’avons vu au travers du choix de ses porte-paroles mais surtout par la réorientation de son discours et de son attitude. Enfin, la troisième évolution se situe au niveau du degré de centralisation. Ici encore, alors que les partis américains sont connus pour avoir des institutions locales importantes qui ont un contrôle sur les représentants, le Parti républicain a opéré un tournant. La recherche de résultats électoraux peut expliquer ces mutations. Nous avons d’ailleurs montré que cette recherche pouvait aller jusqu’à l’acceptation d’un mode de « fonctionnement programmatique

pour des raisons pragmatiques », poussant le parti de l'éléphant à sa droite sans que nous puissions trouver des signes d'une réelle radicalisation idéologique de ses représentants.

Enfin, nous avons testé les hypothèses qui accordaient à cette influence du *Tea Party* une portée très étendue. Le phénomène de la polarisation partisane existe depuis les années soixante-dix, mais nous avons souhaité voir dans quelle mesure le *Tea Party* s'inscrivait dans cette évolution du système politique américaine. Les résultats montrent clairement que le *Tea Party* s'inscrit dans l'explication de la polarisation par une « guerre partisane », un sentiment de bataille perpétuelle causée par la forte compétitivité de la politique au niveau national. Puisque les enjeux sont perçus comme étant colossaux, l'animosité entre partis limite et ralentit le processus législatif. Faire en sorte que l'adversaire ne trouve pas de succès politique est aussi important que la victoire de son propre camp. Tous ces éléments réunis font disparaître

l'« attrait du compromis », la volonté de travailler avec l'adversaire pour arriver à répondre à la demande législative. Nous avons vu que, globalement, les hypothèses qui rendent responsables de la polarisation les institutions elles-mêmes sont peu à peu réfutées. Certes, la majorité des soixante sénateurs, le redécoupage électoral et les primaires peuvent jouer un rôle, mais le Sénat fonctionne ainsi depuis les années vingt, le redécoupage électoral ne produit pas de représentants plus « polarisés » et les primaires existent également depuis un temps où les deux grands partis n'étaient pas autant éloignés l'un de l'autre. L'étude des discours de Barack Obama nous a enfin permis de tester une dernière hypothèse, celle de la « polarisation asymétrique », c'est-à-dire un mouvement vers les extrêmes qui ne se produirait que pour un parti. S'il existait bien quelques thèmes « clivants » dans le programme du quarante-quatrième président des Etats-Unis, comme l'économie et la santé, rien ne laisse penser qu'ils ont été mobilisés précisément dans le but créer le conflit. Au contraire, leur présence répond plutôt à des faits d'actualité ; de plus ils ont progressivement disparu après les débats au Congrès. Enfin, il semble plutôt que le camp démocrate se soit déplacé vers les Républicains ; hypothèse qui, pour être confirmée, demanderait de travailler sur un corpus plus large.

En définitive, notre étude du *Tea Party* met en exergue une lutte entre deux univers aux logiques spécifiques, comme l'évoque la théorie bourdieusienne : d'un côté le champ politique et la logique de l'élection et de l'autre l'espace des mouvements sociaux guidé par la lutte pour une cause. Les deux champs ne sont pas autonomes, ils se répondent l'un l'autre. Les frontières ne sont ni claires ni définitives. Les agents peuvent s'y déplacer relativement

librement. Mais une omniprésence de la logique électorale et une disparition progressive des causes peut également provoquer un rejet. C'est d'ailleurs ainsi que nous analysons l'élection de Donald J. Trump. Elle procède bien entendu d'une multitude de facteurs et d'un ensemble de raisons. Néanmoins, l'étude du *Tea Party* (mouvement auquel il a été proche en 2012) nous fournit des éléments de réponse. La candidature et l'élection de Donald Trump en ce qu'elle avait d'*anti*-politique peut se comprendre dans la mesure où toutes les possibilités politiques semblaient avoir été épuisées. Lors d'un entretien avec Iris. S., la membre du *Tea Party* qui a voté pour l'ancien promoteur immobilier nous disait que « les élections de 2008, 2012 et 2014 ont eu une conséquence directe sur l'élection de Donald Trump. Les conservateurs, les indépendants et certains Républicains étaient fatigués d'élire les mêmes politiciens années après années. Trump est ce qu'il y avait de plus *non-politique* depuis des décennies et a fait des groupes mentionnés une priorité »<sup>996</sup>.

La polarisation politique peut jouer sur les perceptions qu'ont les citoyens des institutions politiques de deux manières différentes. Elle permet de clarifier et de faciliter les choix possibles comme elle peut saper la confiance que les citoyens ont dans leurs institutions. Dans le second cas, elle peut même lancer un nouveau cycle de contestation antipolitique. Tandis que Donald Trump accédait à la Maison-Blanche, nous avons vu la réapparition de l'expression « *Deep State* ». Réincarnation des anciennes théories complotistes faisant des représentants politiques les marionnettes d'une élite mondiale, cette expression est utilisée pour rationaliser l'incapacité de l'administration à régler certains problèmes. La raison pour laquelle Trump ne peut pas remédier aux problèmes des Américains ne se situe pas dans son caractère antipolitique mais dans le caractère trop politique de forces masquées.

---

<sup>996</sup> Entretien avec Iris. S., le 15 septembre 2016.



# Bibliographie

## Sources primaires

### Ouvrages

ARMEY Dick et KIBBE Matt, *Give Us Liberty: A Tea Party Manifesto*, New York, Harper Collins, 2010.

BACHMANN Michele, *Core of Conviction: My Story*, New York, Sentinel, 2011

BALEK Tom in Brent Morehouse, *Tea Party: The Awakening*, New Patriot Publishing, 2010 [En ligne].

COBURN Tom, *The Debt Bomb*, Nashville, Thomas Nelson, 2012.

FARAH Joseph, *The Tea Party Manifesto: A vision for an American Rebirth*, édition électronique, WND Books, 2010.

JOHNSON Stephen, B.S., J.D., *Tea Party Culture War*, Enumclaw, WinePress Publishing, 2011

LEAHY Michael-Patrick, *Covenant of Liberty: The Ideological Origins of the Tea Party Movement*, New York, Broadside Books, 2012.

MARTIN Jenny Beth et MECKLER Mark, *Tea Party Patriots, The Second American Revolution*, New York, Henry Hold and Company, 2012.

O'HARA John, *A New American Tea Party: The Counterrevolution Against Bailouts, Handouts, Reckless Spending, and More Taxes*, New Jersey, John Wiley & Sons, 2010.

O'Neal Fred, *Tea Party: The Awakening*, édition électronique, New Patriot Publishing, 2010.

PALIN Sarah, *Going Rogue: An American Life*, New York, HarperCollins, 2009.

PAUL Ron, *End the FED*, New York, Grand Central Publishing, 2009.

PAUL Rand, *The Tea Party Goes to Washington*, New York, Center Street, 2011.

PRICE-FOLEY Elizabeth, *The Tea Party: Three Principles*, New York, Cambridge University Press, 2012.

## Discours

BACHMANN Michele, CPAC 2011

BACHMANN Michele, « Announcement speech » 27, juin 2011.

BACHMANN Michele, « Address to the Commonwealth Club in San Francisco, California »  
20 octobre 2011.

BACHMANN Michele, « Address to the Family Research Council in Washington, D.C. » 7  
novembre 2011.

BACHMANN Michele, « Address to the Zionist Organization of America in New York City  
» 20 novembre 2011.

BACHMANN Michele « Remarks in West Des Moines Following the Iowa Caucus » 3  
janvier 2012.

BACHMANN Michele « Remarks Announcing the End of Presidential Campaign Activities »  
4 janvier 2012.

CAIN Herman, CPAC 2011.

CAIN Herman, « Remarks Announcing Candidacy for President in Atlanta, Georgia » 21 mai  
2011.

CAIN Herman, « Remarks in Atlanta, Georgia Announcing the Suspension of Presidential  
Campaign Activities » 3 décembre 2011.

CRUZ Ted, CPAC 2013,

GINGRICH Newt, CPAC 2009

GINGRICH Newt, CPAC 2012

GINGRICH Newt « Video Remarks Announcing Candidacy for President », 11 mai 2011.

GINGRICH Newt « Remarks in Derry, New Hampshire », 25 mai 2011

GINGRICH Newt « Remarks in Des Moines Following the Iowa Caucuses », 3 janvier 2012.

GINGRICH Newt « Remarks in Atlanta, Georgia Following the "Super Tuesday" Primaries  
and Caucuses », 6 mars 2012.

PALIN Sarah, CPAC 2012

PAUL Rand, CPAC 2013

PAUL Ron, CPAC 2009

PAUL Ron, « Remarks in Ankeny Following the Iowa Caucus », 3 janvier, 2012.

PAUL Ron, «Remarks in Columbia Following the South Carolina Primary », 10 janvier 2012.

PAUL Ron, « Remarks in Arden Hills, Minnesota Following the Nevada Caucuses », 4  
février 2012.

PAUL Ron, « Remarks in Fargo, North Dakota Following the "Super Tuesday" Primaries and Caucuses », 6 mars 2012.

PERRY Rick, « Remarks Announcing Candidacy for President in Charleston, South Carolina », 13 août 2011.

PERRY Rick, « Remarks at the Western Republican Leadership Conference in Las Vegas, Nevada », 19 octobre 2011.

PERRY Rick, « Address to the New Hampshire State House in Concord », 30 novembre 2011.

PERRY Rick, « Remarks Announcing the End of Presidential Campaign Activities », 19 janvier 2012.

PAWLENTY Tim, « Remarks Announcing Candidacy for President in Des Moines, Iowa: "A Time for Truth" », 23 mai 2011.

PAWLENTY Tim, « Remarks on the Economy at the University of Chicago », 7 juin 2011.

PAWLENTY Tim, « Remarks at the Council on Foreign Relations in New York City », 28 juin 2011.

ROMNEY Mitt, CPAC 2009

ROMNEY Mitt, CPAC 2010

ROMNEY Mitt, CPAC 2011

ROMNEY Mitt, CPAC 2012

ROMNEY Mitt « Remarks Announcing Candidacy for President in Stratham, New Hampshire », 2 juin 2011.

ROMNEY Mitt, « Remarks to Republican National Hispanic Assembly in Tampa, Florida », 2 septembre 2011.

ROMNEY Mitt, « Remarks on U.S. Foreign Policy at The Citadel in Charleston, South Carolina », 7 octobre 2011.

ROMNEY Mitt, « Remarks at the Values Voter Summit in Washington, D.C. », 8 octobre 2011.

ROMNEY Mitt, « Remarks in Tampa, Florida on President Obama's State of the Union Address », 24 janvier 2012.

ROMNEY Mitt, « Remarks Following The Supreme Court's Decision On President Obama's Healthcare Law », 28 juin 2012.

ROMNEY Mitt, « Remarks Introducing Representative Paul Ryan as the 2012 Republican Vice Presidential Nominee in Norfolk, Virginia », 11 août 2012

ROMNEY Mitt, « Remarks in West Allis, Wisconsin: "Real Change From Day One" », 2 novembre 2012.

RUBIO Marco, CPAC 2010

RYAN Paul, CPAC 2011

RYAN Paul, CPAC 2012

RYAN Paul, CPAC 2013

SANTORUM Rick, « Remarks Announcing Candidacy for President in Somerset, Pennsylvania », 6 juin 2011.

SANTORUM Rick, « Remarks to the Conservative Political Action Conference », 10 février 2012.

SANTORUM Rick, « Remarks to the Detroit Economic Club », 16 février 2012.

SANTORUM Rick, « Remarks in Gettysburg, Pennsylvania Announcing the End of Presidential Campaign Activities », 10 avril 2012.

### **Discours sur l'état de l'Union**

OBAMA Barack H., discours sur l'état de l'Union, 24 février 2009

OBAMA Barack H., discours sur l'état de l'Union, 27 janvier 2010

OBAMA Barack H., discours sur l'état de l'Union, 25 janvier 2011

OBAMA Barack H., discours sur l'état de l'Union, 24 janvier 2012

OBAMA Barack H., discours sur l'état de l'Union, 12 février 2013

OBAMA Barack H., discours sur l'état de l'Union, 28 janvier 2014

### **Réponses aux discours sur l'état de l'Union**

BACHMANN Michele, discours de réponse du *Tea Party* à l'état de l'Union, 25 janvier 2011

CAIN Herman, discours de réponse du *Tea Party* à l'état de l'Union, 24 janvier 2012

DANIELS Mitch, discours de réponse du Parti républicain à l'état de l'Union, 24 janvier 2012

JINDAL Bobby, discours de réponse du Parti républicain à l'état de l'Union, 24 février 2009

MCDONNELL Bob, discours de réponse du Parti républicain à l'état de l'Union, 27 janvier 2010

PAUL Rand, discours de réponse du *Tea Party* à l'état de l'Union, 12 février 2013

RUBIO Marco, discours de réponse du Parti républicain à l'état de l'Union, 12 février 2013

RYAN Paul, discours de réponse du Parti républicain à l'état de l'Union, 25 janvier 2011

## Articles

BRODY David, « New Brody File Show on the Teavangelical Movement », in *www.cbn.com*, [En ligne]. Consulté le 22.06.2012.

CODEVILLA Angelo M., « America's Ruling Class – And the Perils of Revolution », *spectator.org*, [En ligne]. Consulté le 30.04.2014.

MCBRIDE Patricia, M., « Democracy versus Constitutional Republic », in *firstcoastteaparty.com*, [En ligne]. Consulté le 28.03.2014.

SORI Diane, « America is a Constitutional Republic and Must Remain So », in *teapartytribune.com*, [En ligne]. Consulté le 25.08.2017

GARDNIER Nile et Morgan Lorraine ROACH, « Barack Obama's Top 10 Apologies: How the President Has Humiliated a Superpower », in *heritage.org*, [En ligne]. Consulté le 07.08.2017

KESSLER Glenn, « Obama's 'Apology Tour' », in *washingtonpost.com*, [En ligne]. Consulté le 07.08.2017

## Sources secondaires

### Ouvrages

ABERBACH Joel D. et PEELE Gillian, *Crisis of Conservatism? The Republican Party, the Conservative Movement & American Politics after Bush*, New York, Oxford University Press, 2011.

ABRAMOWITZ Alan I., *The Disappearing Center: Engaged Citizens, Polarization & American Democracy*, New Heaven, Yale University Press, 2010.

ADORNO Theodor, *Etudes sur la personnalité autoritaire*, Paris, Editions Allia, 2007.

BASTID Paul, *L'idée de Constitution*, Paris, Economica, 1985.

BOUDON Raymond, *L'idéologie ou l'origine des idées reçues*, Paris, Fayard, 1986.

BRAUD Philippe, *Sociologie Politique*, Paris, LGDJ, 2009.

BRENNAN Kelly et GALE William G., *The "No New Taxes" Pledge*, Brookings Institution and Tax Policy Center, Juin 2004.

BROCK David, RABIN-HAVT Ari et MEDIA MATTERS, *The Fox Effect: How Roger Ailes Turned a Network into a Propaganda Machine*, New York, Anchor Books, 2012.

- BURDEAU George, *Traité de Science Politique*, Tome 3, Paris, Librairie générale de Droit et de Jurisprudence 1982.
- CARE Sébastien, *La pensée libertarienne : Genèse, fondements et horizons d'une utopie libérale*, Paris, Presses Universitaires de France, 2009.
- CARE Sébastien, *Les libertariens aux Etats-Unis : Sociologie d'un mouvement asocial*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2009.
- CHAZEL François, *Du pouvoir à la contestation*, Paris, LGDJ, 2003.
- CHARLOT Jean, *Les partis politiques*, Paris, Colin, 1971.
- CLOWARD Richard et PIVEN Frances Fox, *Poor People's Movements: Why They Succeed, How They Fail*, New York, Vintage Books, 1978.
- CONSTANT Benjamin, *De la Liberté des Anciens comparée à celle des Modernes* [1849], Paris, Gallimard, 1997.
- CONTAMIN Jean-Gabriel, « Analyse des cadres », in Olivier Fillieule et al., *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009.
- COSTAIN Anne N., *Inviting Women's Rebellion: A Political Process Interpretation of the Women's Movement*, Baltimore, John Hopkins University Press, 1992.
- DELAVIGNE Valérie. Alceste, un logiciel d'analyse textuelle. Texto ! Textes et Cultures, Equipe Sémantique des textes, 2003,
- DIONNE E.J., *Why the Right Went Wrong: Conservatism from Goldwater to the Tea Party and Beyond*, New York, Simon and Schuster, 2016.
- DONNER Frank, *Protectors of Privilege*, Berkeley, University of California Press, 1990.
- EDWARDS Bob et GILLHAM Patrick, « Resource mobilization theory » in David Snow,
- DONATELLA della Porta, Bert KLANDERMANS et Doug MCADAM *The Wiley-Blackwell Encyclopedia of Social and Political Movements*, Hoboken, Blackwell Publishing, 2013.
- ELLUL Jacques, *L'illusion politique* [1965], Paris, La Table Ronde, 2004.
- ELLUL Jacques, *Propagandes*, [1962], Paris, Economica, 1990.
- FEHRENBACHER Don E., *Constitutions and Constitutionalism in the Slaveholding South*, Athens, University of Georgia Press, 1989.
- FELLMAN David, « Constitutionalism », in Philip P. Wiener, *Dictionary of the History of Ideas*, Volume 1, New York, Macmillan Pub Co, 1974.
- FILLIEULE Olivier, « Emergence et développement des mobilisations », in Antonin Cohen et al., *Nouveau manuel de science politique*, Paris, La Découverte, 2015.

- FORMISANO Ronald P., *The Tea Party: A Brief History*, Baltimore, John Hopkins University Press, 2012.
- FRANCK Thomas, *What's the Matter with Kansas*, New York, Henry Holt and Co., 2004.
- FRIEDMAN Milton, *Capitalism and Freedom* [1962], Chicago, University of Chicago Press, 2002.
- GALE William G. et Kelly BRENNAN, *The "No New Taxes" Pledge*, Brookings Institution and Tax Policy Center, Juin 2004.
- GANS Herbert J., *Middle American Individualism: The Future of Liberal Democracy*, New York, Free Press, 1988.
- GODET Aurélie, *Le Tea Party : Portrait d'une Amérique désorientée*, Paris, Vendémiaire, 2012.
- GODWIN Jack, *Clintonomics: How Bill Clinton Reengineered the Reagan Revolution*, New York, Amazon, 2009.
- GOFFMAN Erving, *Les Cadres de l'expérience*, Paris, Les Editions de Minuit, 1991.
- GOUREVITCH Peter Alexis, *Politics in Hard Times: Comparative Responses to International Economic Crises*, Ithaca, Cornell University Press, 1986.
- HOFSTADTER Richard, *The Paranoid Style in American Politics*, [1964] New York, Vintage Books, 2008.
- HASEN Richard L., *Plutocrats United: Campaign Money, the Supreme Court, and the Distortion of American Elections*, New Heaven, Yale University Press, 2016.
- HURET Romain, *American Tax Resisters*, Cambridge, Harvard Press University, 2014.
- KAZIN Michael, *The Populist Persuasion: An American History*, Ithaca, Cornell University Press, 1995.
- KEY Vladimir O., *The Responsible Electorate: Rationality in Presidential Voting, 1930-1960*, Cambridge, Harvard University Press, 1966.
- KINGDON John, *Agendas, Alternatives and Public Policies*, London, Longman, 1984.
- KLANDERMANS Bert et ROGGERBAND Conny, *Handbook of Social Movements Across Disciplines*, New York, Springer, 2007.
- KRIESI Hanspeter, *New Social Movements in Western Europe: A Comparative Analysis*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1995.
- LAWSON Kay et MERKL Peter H., *When Parties Fail: Emerging Alternative Organizations*, Princeton, Princeton University Press, 1988.
- LECOEUR Erwan, *Dictionnaire de l'extrême droite*, Paris, Larousse, 2007.

- LEE Caroline, McQuarrie Michael et Walker Edward, *Democratizing Inequalities: Dilemmas of the New Public Participation*, New York, NYU Press, 2015.
- LEE Frances E., *Beyond Ideology: Politics, Principles, and Partisanship in the U.S. Senate*, Chicago, University of Chicago Press, 2009.
- LEMIEUX Vincent, *Systèmes partisans et partis politiques*, Québec, Les Presses de l'Université du Québec, 1985.
- LEPORE Jill, *The Whites of Their Eyes: The Tea Party Revolution and the battle over American History*, Princeton, Princeton University Press, 2010.
- LIBBY Ronald, *Purging the Republican Party: Tea Party campaigns and elections*, Lanham, Lexington Books, 2014.
- LOFLAND John, *Doomsday Cult: A study of Conversion, Proselytization, and Maintenance of Faith* [1966], New York, Irvington, 1977.
- MATHIEU Lillian, *Mobilisations des prostituées*, Paris, Belin, 2001.
- MCADAM Doug, *Political Process and the Development of Black Insurgency, 1930-1970*, Chicago, University of Chicago Press, 1982.
- MCADAM Doug, *Initiator and Spin-Off Movements: Diffusion Processes in Protest Cycles of Collective Action*, Durham, Duke University Press, 1995.
- MCCARTY Nolan, POOLE Keith T. et ROSENTHAL Howard, *Polarized America: The Dance of Ideology and Unequal Riches*, Cambridge, The MIT Press, 2006.
- MEYER David et TARROW Sidney, *The Social Movement Society: Contentious Politics for a New Century*, New York, Rowman & Littlefield Publishers, Inc., 1998.
- MICKLETHWAIT John et WOOLDRIDGE Adrian, *The Right Nation: Why America is Different*, New York, Penguin Books, 2004.
- MILGRAM Stanley, *La soumission à l'autorité*, Paris, Calmann-Lévy, 1994.
- NATHANSON Stephen, *Patriotism, Morality, and Peace*, Lanham, Rowman & Littlefield, 1993.
- NEVEU Erik, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2011.
- NICKERSON Michelle et DOCHUK Darren, *Sunbelt Rising: the Politics of Space, Place and Region*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2011.
- NIVOLA Pietro and David BRADY *Red and Blue Nation? Volume 1*, Stanford, Hoover Institution Press, 2006.
- OLSON Mancur, *The Logic of Collective Action: Public Goods and the Theory of Groups* [1965], Cambridge, Harvard University Press, 1998.

- PARKER Christopher S. et Matt A. BARETTO, *Change They Can't Believe In*, Princeton, Princeton University Press, 2013.
- POMMIER Jean-Luc, « Des variables tensives inscrites dans le texte : une interprétation dynamique de l'A.F.C dans l'analyse Alceste », *Journées internationales d'Analyse statistique de Données Textuelles*, 2004.
- RIOUX Jean-Pierre, *Les populismes*, Paris, Perrin, 2007.
- ROLLAND-DIAMOND Caroline, *Chicago, le mouvement 68. Territoires de la contestation étudiante et répression politique*, Paris, Syllepse, 2011.
- ROSENTHAL Lawrence et TROST Christine, *Steep: The Precipitous Rise of the Tea Party*, Berkeley, University of California Press, 2012.
- RUDE George, *Ideology and Popular Protest*, New York, Pantheon, 1980.
- SEURIN Jean-Louis, *La structure interne des partis politiques américains*, Paris, Armand Colin, 1955.
- SINCLAIR Barbara, *Unorthodox Lawmaking: New Legislative Processes in the U.S. Congress*, Washington D.C., CQ Press, 1998.
- SKOCPOL Theda et Paul PIERSON, *The Transformation of American Politics: Activist Government and the Rise of Conservatism*, Princeton, Princeton University Press, 2007, p. 224.
- SKOCPOL Theda et WILLIAMSON Vanessa, *The Tea Party and the Remaking of Republican Conservatism*, New York, Oxford University Press, 2012.
- SMITH Adam, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* [1776], Paris, Flammarion, 1991.
- SMITH Mark A., *The Right Talk: How Conservatives Transformed the Great Society into the Economic Society*, Princeton, Princeton University Press, 2009.
- STEPHANOPOULOS George, *All Too Human*, Boston, Little, Brown & Company, 1999.
- STOCKDILL Brett, *Activism Against AIDS*, Londres, Lynne Rienner Publishers, 2003.
- TANENHAUS Sam, *The Death of Conservatism: A Movement and Its Consequences*, New York, Random House, 2010.
- TARROW Sidney, *Democracy and Disorder. Protest and Politics in Italy*, Oxford, Clarendon Press, 1989.
- TARROW Sidney, *Power in Movement: Social Movements, Collective Action and Politics*, New York, Cambridge University Press, 1994.

- TARROW Sidney, *Power in Movement: Social Movements and Contentious Politics*, 3e éditions, New York, Cambridge University Press, 2011.
- TARROW Sidney et TILLY Charles, *Politique(s) du Conflit: De la grève à la révolution*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015.
- THURBER James A. et YOSHINAKA Antoine, *American Gridlock: The Sources, Character, and Impact of Political Polarization*, New York, Cambridge University Press, 2015.
- TOCQUEVILLE Alexis de, *De la Démocratie en Amérique II*, édition électronique, Les classiques de sciences sociales, 2008.
- TOURAINÉ Alain, *Production de la société*, Paris, Editions du Seuil, 1973.
- WILLIAMS Daniel K., *God's Own Party: The Making of the Christian Right*, New York, Oxford University Press, 2010.
- WILLIAMS Robin M., *American Society: A Sociological Interpretation*, New York, Alfred A. Knopf, 1970.
- ZERNIKE Kate, *Boiling Mad: Inside Tea Party America*, New York, Times Books, 2010.

### **Chapitres d'ouvrages collectifs**

- BOND Jon R. et FLEISHER Richard, « Partisanship and the President's Quest for Votes on the Floor of Congress », in FLEISHER Richard et BOND Jon R., *Polarized Politics: Congress and the President in a Partisan Era*, Washington D.C., CQ Press, 2000.
- CONTAMIN Jean-Gabriel, « Analyse des cadres », in FILLIEULE Olivier *et al.*, *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009.
- CONTAMIN Jean-Gabriel, « 3. Cadrages et luttes de sens », in AGRIKOLIANSKY Eric *et al.*, *Penser les mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2010.
- EDWARDS Bob et GILLHAM Patrick, « Resource mobilization theory » in DELLA PORTA Donatella, KLANDERMANS Bert, MCADAM Doug et SNOW David, *The Wiley-Blackwell Encyclopedia of Social and Political Movements*, Hoboken, Blackwell Publishing, 2013.
- FELLMAN David, « Constitutionalism », in WIENER Philip P., *Dictionary of the History of Ideas*, Volume 1, New York, Macmillan Pub Co, 1974.
- FILLIEULE Olivier, « Emergence et développement des mobilisations », in COHEN Antonin *et al.*, *Nouveau manuel de science politique*, Paris, La Découverte, 2015.

- GAMSON William et MEYER David S., « Framing Political Opportunity », in MCADAM Doug *et al.*, *Comparative Perspectives on Social Movements*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.
- GREEVE Michael, « Conservatives and the Courts », in ABERBACH Joel D. et PEELE Gillian, *Crisis of Conservatism?*, New York, Oxford University Press, 2011.
- MACHALEK Richard et SNOW David A., « The Convert as a Social Type », in COLLINS Randall, *Sociological Theory*, San Francisco, Josey-Bass, 1983.
- MATHIEU Lilian, « 2. Contexte politique et opportunités », in AGRIKOLIANSKY Eric *et al.*, *Penser les mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2010.
- MCADAM Doug, « Conceptual Origins, Current Problems, Future Directions », in MCADAM Doug *et al.*, *Comparative Perspectives on Social Movements*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.
- MEYER David et PULLUM Amanda, « The Tea Party and the Dilemmas of Conservative Populism », in MEYER David et VAN DYKE Nella, *Understanding the Tea Party Movement*, Burlington, Ashgate Pub., 2014.
- MEYER David S. et PULLUM Amanda, « The Social Movement Society, the Tea Party, and the Democratic Deficit », in LEE Caroline W., MCQUARRIE Michael et WALKER Edward T., *Democratizing Inequalities: Dilemmas of the New Public Participation*, New York, New York University Press, 2015.
- MONJARDET Dominique, « L'organisation du travail des CRS et le maintien de l'ordre », in FAVRE Pierre, FILLIEULE Olivier et JOBARD Fabien (dir.), *L'atelier du politiste, Théories, actions, représentations*, Paris, La Découverte, 2007.
- PIERRU Emmanuel, « 1. Organisations et ressources », in AGRIKOLIANSKY Eric *et al.*, *Penser les mouvements sociaux*, Paris, La Découverte « Recherches », 2010.
- RUCHT Dieter, « The impact of national contexts on social movements structures: A cross-movement and cross-national comparison », in MCADAM Doug *et al.*, *Comparative Perspectives on Social Movements*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.
- SNOW David A., « Analyse de Cadres et mouvements sociaux » in CEFAL Daniel et TROM Danny (dir.), *Les formes de l'action collective*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2001.
- SNOW David A., « Framing Processes, Ideology, and Discursive Fields », in SNOW David A. *et al.*, *The Blackwell Companion to Social Movements*, Oxford, Blackwell Publishing Ltd, 2007.

ZALD Mayer, « Culture, ideology, and strategic framing », in MCADAM Doug *et al.*, *Comparative Perspectives on Social Movements*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.

### Articles

ARCENEUX Kevin, MARTIN JOHNSON, René LINDSTADT, Ryan J. Vander WIELEN, « The Influence of News Media on Political Elites: Investigating Strategic Responsiveness in Congress », *American Journal of Political Science*, Vol. 60, N°1, janvier 2016, pp. 5-29.

ANSOLABEHÈRE Stephen et Philip Edward JONES, « Constituents' Responses to Congressional Roll-Call Voting », *American Journal of Political Science*, Vol. 54, N°3, juillet 2010, pp. 583-597.

BABB Sarah, « A True American System of Finance: Frame Resonance in the U.S. Labor Movement, 1866 to 1886 », *American Sociological Review*, vol. 61, n° 6, Décembre 1996, p. 1033-1052.

BANK Steven A., « Origins of A Flat Tax », *Denver University Law Review*, vol. 73, n°2, 1996, p. 329-402.

BARCLAY Scott et FISHER Shauna, « The States and the Differing Impetus for Divergent Paths on Same-Sex Marriage, 1990-2001 », *Policy Studies Journal*, vol. 31, n°3, août 2003, p. 331-352.

BARRETO Matt *et al.*, « The Tea Party in the Age of Obama: Mainstream Conservatism or Out-Group Anxiety? », *Political Power and Social Theory*, n° 22, 2011, p. 105-137.

BEHRENT Michael, « Tea Party Patriots : le renouveau de la droite américaine », in [www.laviedesidees.fr](http://www.laviedesidees.fr), [En ligne]. Consulté le 02.03.2012

BELLEMANNIÈRE Sophie de, « L'avenir radieux du Tea Party : Entretien avec Brendan Steinhauser », *Politique Internationale*, n° 30. Consulté sur internet ([http://www.politiqueinternationale.com/revue/article.php?id\\_revue=130&id=982&content=synopsis](http://www.politiqueinternationale.com/revue/article.php?id_revue=130&id=982&content=synopsis)) le 12 juin 2012.

BEAUSSIER Anne-Laure, « L'assurance-maladie américaine à l'heure de la polarisation partisane », *Revue française de science politique*, Vol. 64, N°3, 2014, pp. 383-405.

- BENDFORD Robert D., Rochford Jr. E. Burke, Snow David A. et Worden Steven K., « Frame Alignment Processes, Micromobilization, and Movement Participation », *American Sociological Review*, vol. 51, n°4, août 1986, p. 464-481.
- BENDFORD Robert D. et Snow David A., « Ideology, Frame Resonance and Participant Mobilization », *International Social Movement Research*, vol. 1, n°1, 1988, p. 197-217.
- BENDFORD Robert D. et Snow David A., « Framing Processes and Social Movements: An Overview and Assessment », *Annual Review of Sociology*, vol. 26, n°1, août 2000, p. 611-639.
- BOND Jon R., Richard FLEISHER et Jeffrey COHEN, « Party Polarization and the Changing Effects of Supermajority Procedures in the Senate: Presidential Success of Bush and Obama », APSA Annual Meeting Paper.
- BOYKOFF Jules et LASCHEVER Eulalie, « The Tea Party Movement, Framing and the US Media », *Social Movement Studies*, vol. 10, n°4, novembre 2011, p. 341-366.
- BUJON de l'ESTANG Anne-Lorraine, « Au cœur de l'Amérique ? Le mouvement des *Tea Parties* », *Potomac Papers*, n°2, février 2010.
- BURGHART Devin et ZESKIND Leonard, « *Tea Party Nationalism: A Critical Examination of the Tea Party Movement and the Size, Scope, and Focus, of Its National Factions* », Institute for Research & Education on Human Rights Special Report, automne 2010.
- CALLANDER Steven et Catherine H. WILSON, « Turnout, Polarization, and Duverger's Law », *The Journal of Politics*, Vol. 69, N°4, novembre 2007, pp. 1047-1056.
- CAREN Neal, MORRIS Sally, PERRIN Andrew et TEPPER Steven, « Cultures of the Tea Party », *Contexts*, vol. 10, n°2, 2011, p. 74-75.
- COGGIN John, SKOCPOL Theda et WILLIAMSON Vanessa, « The Tea Party and the Remaking of Republican Conservatism », *Perspective on Politics*, vol. 9, n°1, 2011, p. 25-43.
- COMBES Hélène et FILLIEULE Olivier, « De la répression considérée dans ses rapports à l'activité protestataire. Modèles structuraux et interactions stratégiques », *Revue française de science politique*, vol. 61, n°6, 2011, p. 1047-1072 ;
- CORCUFF Philippe, MATHIEU Lilian, « Partis et mouvements sociaux : des illusions de "l'actualité" à une mise en perspective sociologique », *Actuel Marx*, vol. 46, n° 2, 2009, p. 67-80.

- DALTON Russell J., « The Social Transformation of Trust in Government », *International Review of Sociology*, vol. 15, n°1, mars 2005, p. 133-154.
- DAVENPORT Christian et SOULE Sarah, « Velvet Glove, Iron Fist, or Even Hand? Protest Policing in the United States 1960-1990 », *Mobilization* vol. 14, n°1, 2009, p. 1-22.
- DESMARAIS Bruce A., Raymond J. La RAJA et Michael S. KOWAL, « The Fates of Challengers in U.S. House Elections: The Role of Extended Party Networks in Supporting Candidates and Shaping Electoral Outcomes », *American Journal of Political Science*, Vol. 59, N°1, janvier 2015, pp. 194-211.
- DOUZOU Marion, « De la sphère domestique à la sphère politique : l'engagement des militantes Tea Party », *Politique américaine*, n° 27, 2016, p. 113-129.
- DREZNER Daniel W., « Rebooting Republican Foreign Policy », *Foreign Affairs*, Vol. 92, n°1, janvier-février 2013, p. 143-152.
- EISINGER Peter K., « The Conditions of Protest Behavior in America Cities », *The American Political Science Review*, vol. 67, n°1, mars 1973, p. 11-28.
- ENTMAN Robert M. et ROJECKI Andrew, « Freezing Out the Public: Elite and Media Framing of the U.S. Anti-Nuclear Movement ». *Political Communication*, vol. 10, 1993, p. 155-173.
- FLEISHER Richard et BOND Jon R., « Partisanship and the President's Quest for Votes on the Floor of Congress », in Jon R. Bond and Richard Fleisher *Polarized Politics: Congress and the President in a Partisan Era*, Washington D.C., CQ Press, 2000.
- GAGNON Frédérick, « Ceasefire or New Battle? The Politics of Culture Wars in Obama's Time », *Canadian Review of American Studies*, Vol. 42, N°3, décembre 2012.
- GERVAIS Bryan T. et MORRIS Orwin L., « Reading Tea Leaves: Understanding Tea Party Caucus Membership in the House of Representatives », *P.S. Political Science & Politics*, vol. 45, n°2, avril 2012, p. 245-250.
- GODET Aurélie, « Ascension et déclin du mouvement Tea Party (2009-2013) : Un défaut de leadership ? », *Outre-Terre*, vol. 38, n°1, 2014, p. 106-130.
- GUSFIELD Joseph, « Symbolic Crusade. Status Politics and the American Temperance Movement », *Journal of the History of the Behavioral Sciences*, vol. 3, n°1, janvier 1963.
- HAYEK Friedrich A., « The Intellectuals and Socialism », *The University of Chicago Review*, vol. 16, n° 3, printemps 1949, p. 417-433.

- HOYLAND Carl I. et Weiss Walter, « The Influence of Source Credibility on Communication Effectiveness », *Public Opinion Quarterly*, vol. 15, n° 4, janvier 1951, pp.635-650.
- HURET Romain, « Le mouvement Tea Party, une illusion ? », *Hérodote*, vol. 149, n°2, 2013, p. 105-114.
- JENKINS J. Craig, « Resource Mobilization Theory and the Study of Social Movements », *Annual Review of Sociology*, vol. 9, août 1983, p. 527-553.
- JENKINS Jeffrey A. et Nathan W. MONROE, « Buying Negative Agenda Control in the U.S. House », *American Journal of Political Science*, Vol. 56, N°4, octobre 2015, pp. 897-912.
- JOHNSON Stephen D. and TAMNEY Joseph B., « *The Christian Right and the 1984 Presidential Election* », *Review of Religious Research*, vol. 27, n° 2, 1985, p. 124-133.
- KARPOWITZ Christopher, MONSON Quinn, PATTERSON Kelly et POPE Jeremy C., « Tea Time in America? The Impact of the Tea Party Movement on the 2010 Midterm Elections », *PS: Political Science & Politics*, vol. 44, n°2, avril 2011, p. 303-309.
- KLANDERMANS Bert, « Mobilization and Participation in Trade Union Action: An Expectancy-Value Approach », *Journal of Occupational and Organizational Psychology*, vol. 57, n°2, Juin 1984, p. 107-120.
- LAYMAN Geoffrey C., Thomas M. CARSEY, and Juliana HORROWITZ, « Party Polarization in American Politics : Characteristics, Causes, and Consequences », *Annual Review of Political Science*, Vol. 9, pp. 83-110.
- LAYMAN Geoffrey et Thomas M. CARSEY « Party Polarization and “Conflict Extension” in the American Electorate », *American Journal of Political Science*, Vol. 46, N°4, octobre 2002, pp. 786-802.
- LEVENDUSKY Matthew S., « Why Do Partisan Media Polarize Viewers? », *American Journal of Political Science*, Vol. 57, N°3, juillet 2013.
- LO Clarence H., « Countermovements and Conservative Movements in the Contemporary U.S. », *Annual Review of Sociology*, vol. 8, 1982, p. 107-134.
- MACHALEK Richard et SNOW David A., « The Convert as a Social Type », in Randall Collins *Sociological Theory*, San Francisco, Josey-Bass, 1983.
- MANEY Gregory, « Transnational Structures and Protest: Linking Theories and Assessing Evidence », *Mobilization: An International Journal*, vol. 6, n°1, mars 2001, p. 83-100.

- MASON Lilliana, « “I Disrespectfully Agree”: The Differential Effects of Partisan Sorting on Social and Issue Polarization », *American Journal of Political Science*, Vol. 59, N°1, janvier 2015, pp. 128-145.
- MATHIEU Lilian, « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *Revue française de science politique*, vol. 52, n°1, 2002, p. 75-100.
- MATHIEU Lilian, « L'espace des mouvements sociaux », *Politix*, n°77, 2007, p. 131-151.
- MASKET Seth, MCCARTY, MCGHEE Eric, ROGERS Steven et SHOR Boris, « A Primary Cause of Partisanship? Nomination Systems and Legislator Ideology », *American Journal of Political Science*, vol. 58, n°2, avril 2014, p. 337-351.
- MEYER Alix, « La “falaise fiscale” : plus dure sera la chute ? », *Les Dossiers du CERI*, février 2013.
- MEYER David S. et Staggenborg Suzanne, « Movements, Countermovements, and the Structure of Political Opportunity », *American Journal of Sociology*, vol. 101, n°6, 1996, p. 1628-1660.
- MEYER David S., « Protest and Political Opportunities », *Annual Review of Sociology*, vol. 30, 2004, p. 125-145.
- MEYER David S. et Minkoff Debra C., « Conceptualizing Political Opportunity », *Social Forces*, vol. 82, n°4, juin 2004, p. 1457-1492.
- MONJARDET Dominique, « Le maintien de l'ordre : technique et idéologies professionnelles des CRS », *Déviance et société*, vol. 12, n°2, 1988, p. 101-126.
- NASH George H., « The Republican Right from Taft to Reagan », *Reviews in American History*, vol. 12, n°2, 1984, p. 261-265.
- PULLUM Amanda, « Social Movement Theory and the “Modern Day Tea Party” », *Sociology Compass*, vol. 8, n°12, décembre 2014, p. 1377–1387.
- RAMIREZ Mark D., « The Dynamics of Partisan Conflict on Congressional Approval », *American Journal of Political Science*, Vol. 53, N°3, juillet 2009, p. 681-694.
- REVILLARD Anne, *La sociologie des mouvements sociaux : structures de mobilisations, opportunités politiques et processus de cadrage*, 2003, archives-ouvertes.fr. Disponible sur internet (<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01141740/>).
- RICHOMME Olivier, « Au paroxysme de la polarisation : Les paradoxes de la stratégie électorale du Parti républicain », *Politique américaine*, Vol. 29, N°1, 2017, pp. 23-41.

- SHEINGATE Adam, « Pourquoi les Américains ne voient-ils pas l'Etat », *Revue française de science politique*, vol. 64, n°2, 2014, p. 207-219.
- SINTOMER Yves, « Les sens de la représentation politique : usages et mésusages d'une notion », *Raisons politiques*, n° 50, 2013, p. 13-34.
- SMIDT Corwin D., « Polarization and the Decline of the American Floating Voter », *American Journal of Political Science*, vol. 61, n°2, avril 2017, p. 365-381.
- SNOW David A., « Analyse de Cadres et mouvements sociaux » in Daniel Cefaï et Danny Trom (dir), *Les formes de l'action collective*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2001.
- TOURAINÉ Alain, « Théorie et pratique d'une sociologie de l'action », *Sociologie et sociétés*, vol. 10, n°2, 1978, p. 149–188.
- TURNER Ralph, « Figure and Ground in the Analysis of Social Movements », *Symbolic Interaction*, vol. 6, n° 2, automne 1983, p. 175-181.
- ULSANER Eric M., « Producing and Consuming Trust », *Political Science Quarterly*, Vol. 115, N°4, décembre 2000.

### **Articles journalistiques**

- BACON Perry Jr., « Steele Wins Election, Becomes Republican National Committee's First Black Chairman », in [washingtonpost.com](http://washingtonpost.com), [En ligne], 31 janvier 2009.
- BAI Matt, « Fight Club », in [nytimes.com](http://nytimes.com), [En ligne]. Consulté le 06.06.2017
- BARR Andy, « Palin trashes 'lamestream media' », in [politico.com](http://politico.com), [En ligne]. Consulté le 22.07.2017.
- BENJAMIN Rich, « Glenn Beck Cranks up the Culture Wars », in [cnn.com](http://cnn.com), [En ligne]. Consulté le 16.08.2017
- BERMAN Ari, « A Recent History of GOP Voter Suppression in Florida », *The Nation*, [En ligne], 1er octobre 2012.
- CALDERONE Michael, « Fox's Beck: Obama is 'a racist' », in [politico.com](http://politico.com), [En ligne]. Consulté le 07.08.2017.
- CAMPO-FLORES Arian, « Are Tea Partiers Racist? », in [newsweek.com](http://newsweek.com), [En ligne]. Consulté le 15.05.2017.
- CASTORINA Daniel, « Columnist Daniel Castorina About the Tea Party », in [thewestchesternews.com](http://thewestchesternews.com), [En ligne]. Consulté le 22.07.2017.

CAREY Nick, « Special Report: Stuck Between the Tea Party and a Hard Place », in *reuters.com*, 17 mai 2011.

COHEN Andrew, « No One Should Have to Wait 7 hours to Vote », *The Atlantic*, [En ligne], 5 novembre 2012.

COLEMAN Mark, « Ayn Rand's Atlas Shrugged climbs up charts during recession », in *telegraph.co.uk*, [En ligne]. Consulté le 17.09.2015

CHAIT Nathan, « No, the Tea Party Isn't Racist. Yes, it is Racial. », *newrepublic.com*, [En ligne], 3 mars 2011.

CONDON Stephanie, « Poll: "Birther" Myth Persists Among Tea Partiers, All Americans », in *cbsnews.com*, [En ligne]. Consulté le 13.04.2013.

DIONNE E.J., « The Appeal of Conservatism », in *fivebooks.com*, [En ligne]. Consulté le 03.07.2017

DAVIS Teddy, « Tea Party Activists Unveil 'Contract from America' », in *abcnews.com*, [En ligne]. Consulté le 12.06.2014

FELDMAN Staneley, « Why Obama Won », in *cbsnews.com* [En ligne]. Consulté le 17.08.2015.

GARDNER Amy, « FreedomWorks tea party group nearly falls apart in fight between old and new guard », in *washingtonpost.com*, [En ligne]. Consulté le 05.01.2013

GLECKMAN Howard « Cain's 9-9-9 Plan Would Cut Taxes for the Rich, Raise Taxes for Almost Everyone Else, in *taxpolicycenter.org*, [En ligne]. Consulté le 15.08.2017

GOPNIK Adam, « The John Birchers' Tea Party », in *newyorker.com*, [En ligne]. Consultée le 22.06.2012.

HOLTHOUSE David, « Minutman to Tea Party: A Grassroots Rebranding », in *mediamatters.org*, [En ligne]. Consultée le 22.06.2012.

KILGORE Ed, « 'Teavangelicals': How the Christian Right Came to Bless the Economic Agenda of the Tea Party », in *www.tnr.com*, [En ligne]. Consulté le 20.06.2012.

KANE Paul, « 'Tea Party' protesters accused of spitting on lawmaker, using slurs », in *washingtonpost.com*, [En ligne]. Consulté le 21.07.2017

LEE Timothy B., « How the Tea Party broke the Constitution », in *washingtonpost.com*, [En ligne]. Consulté le 20.04.2014

LOBER Janie et Eric PIPTON, « G.O.P. Insider Fuels Tea Party and Suspicion », in *nytimes.com*, [En ligne]. Consultée le 02.05.2017

MCGRATH Ben, « The Movement: The rise of Tea Party activism », in *newyorker.com*, [En ligne]. Consultée le 15.04.2012.

MITCHELL Daniel J., « The Global Flat Tax Revolution », in *cato.org*, [En ligne]. Consulté le 15.08.2017

MOORE Stephen, « Remember the Flat Tax? », in *heritage.org*, [En ligne]. Consulté le 15.08.2017

NAYLOR Brian, « Greenspan Admits Free Market Ideology Flawed », in *npr.org*, [En ligne]. Consultée le 15.06.2012.

O'CONNOR Patrick, « Main Street gears up to defend its own », in *thehill.com*, [En ligne]. Consulté le 06.06.2017

PAPPAS Alex, « Congressional Tea Party Caucus receives mixed reviews from Tea Party Activists », in *dailycaller.com*, [En ligne], le 22 juillet, 2010.

POSNER Sarah, « *The Real Story Behind Rick Perry's Secret Meetings with Pastors* », in *religiondispatches.org*, [En ligne]. Consulté le 20.06.2012.

POWERS Ryan, « Pelosi: Tea parties are part of an 'astroturf' campaign by 'some of the wealthiest people in America.' », in *thinkprogress.org*, [En ligne]. Page consultée le 23.01.2013.

ROBISON James « *"What," Not "Who"* », in *www.jamesrobison.net*, [En ligne]. Consulté le 21.06.2012.

ROSEN Jeffrey, « Radical Constitutionalism », in *nytimes.com*, [En ligne], 26 novembre 2010.

RUTENBERG Jim, « The Man Behind the Whispers About Obama », in *nytimes.com*, [En ligne]. Consulté le 10.08.2017

SAMSON Valérie, « La face cachée des Tea Party », in *lefigaro.fr*, [En ligne]. Consulté le 22.07.2017.

SCHAEFFER Frank, « *Michele Bachman Was Inspired By My Dad and His Christian Reconstructionist Friends* », in *www.alternet.org*, [En ligne]. Consulté le 22.06.2012.

SERCHUK Dave, « The Tea Party Never Got Pepper Sprayed », in *forbes.com*, [En ligne]. Consulté le 21.07.2017.

SHAPIRO Ari, « The Man Behind the GOP's No-Tax Pledge », in *npr.org*, [En ligne]. Consulté le 06.06.2017.

SHARROCK Justine, « Oath Keepers and the Age of Treason », in *motherjones.com*, [En ligne]. Consultée le 22.06.2012.

SHEAR Michael D., « Ryan Brings the Tea Party to the ticket », in *nytimes.com*, [En ligne], le 12 août 2012.

SOUBROUILLARD Régis, « Le Tea-Party, réac, populiste ou les deux ? », in [www.marianne2.fr](http://www.marianne2.fr), [En ligne]. Consulté le 15.03.2012.

RIOTTA Chris, « Fox News was Attacking Barack Obama for Using Dijon Mustard at This Point in His Presidency », [newsweek.com](http://newsweek.com), [En ligne], le 9 juin 2017.

TASHMAN Brian, « Robertson : The Tea Party Is God's Answer », in [www.rightwingwatch.org](http://www.rightwingwatch.org), [En ligne]. Consulté le 22.06.2012.

TASHMAN Brian, « Tea Party Goes Birther », in [rightwingwatch.org](http://rightwingwatch.org), [En ligne]. Consultée le 22.06.2012.

VOGEL Kenneth, « Tea Party's Growing Money Problem », in [politico.com](http://politico.com), [En ligne]. Consulté le 20.06.2017.

WILENTZ Sean, « Conservative Era is Over, Historian Sean Wilentz Writes », in [usnews.com](http://usnews.com), [En ligne]. Consultée le 15.06.2012

WALDMAN Paul, « MRC studies that “prove” media’s “liberal bias” collapse under scrutiny », in [mediamatters.com](http://mediamatters.com). [En ligne], consulté le 14.01.2014.

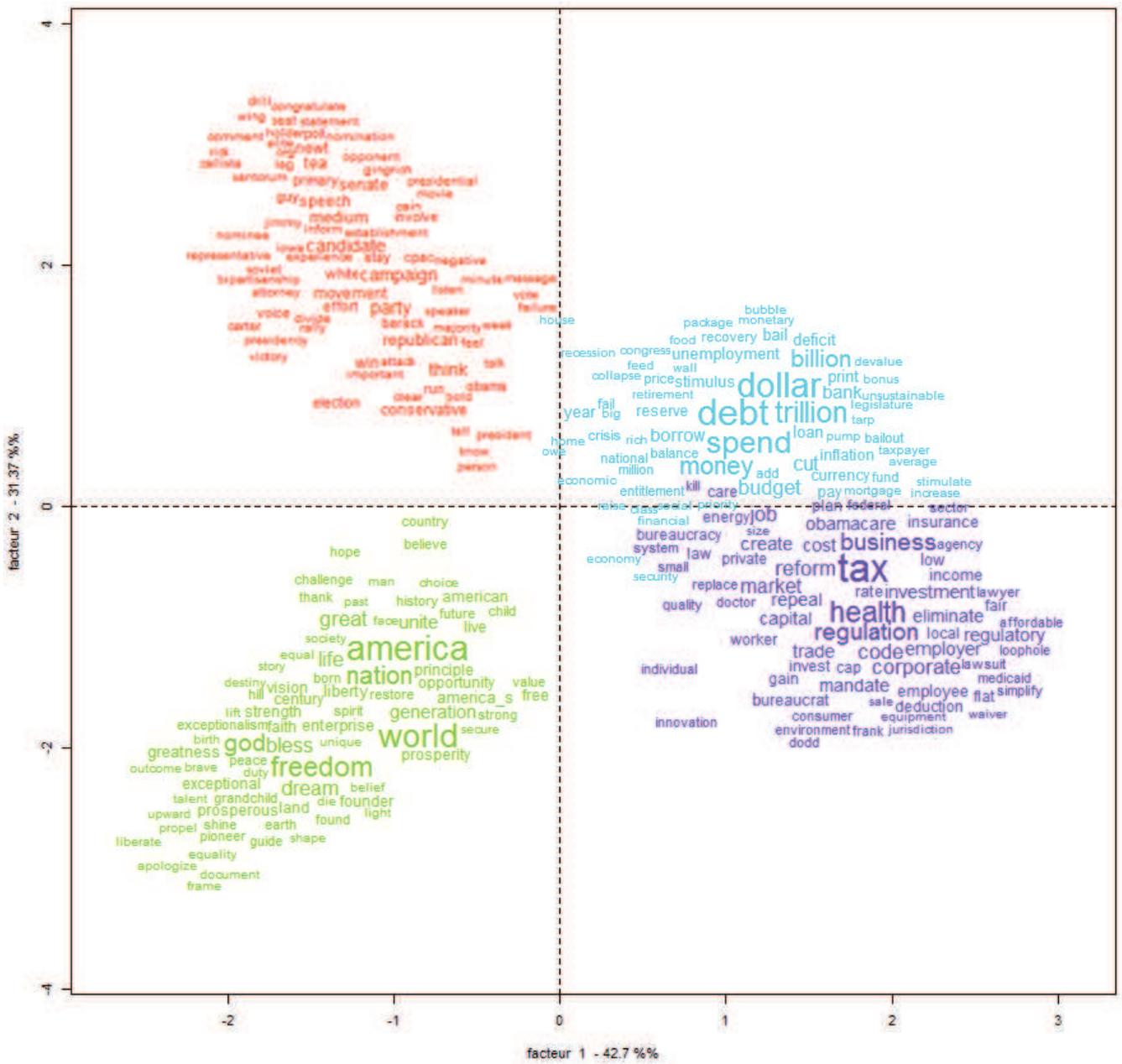
WEINGER Mackenzie, « Pa. Pol: Voter ID help GOP Win State », [politico.com](http://politico.com), [En ligne], 25 juin 2012

WONG Scott, « Paul wants in on Tea Party Caucus », in [politico.com](http://politico.com), [En ligne], le 11 novembre 2010.

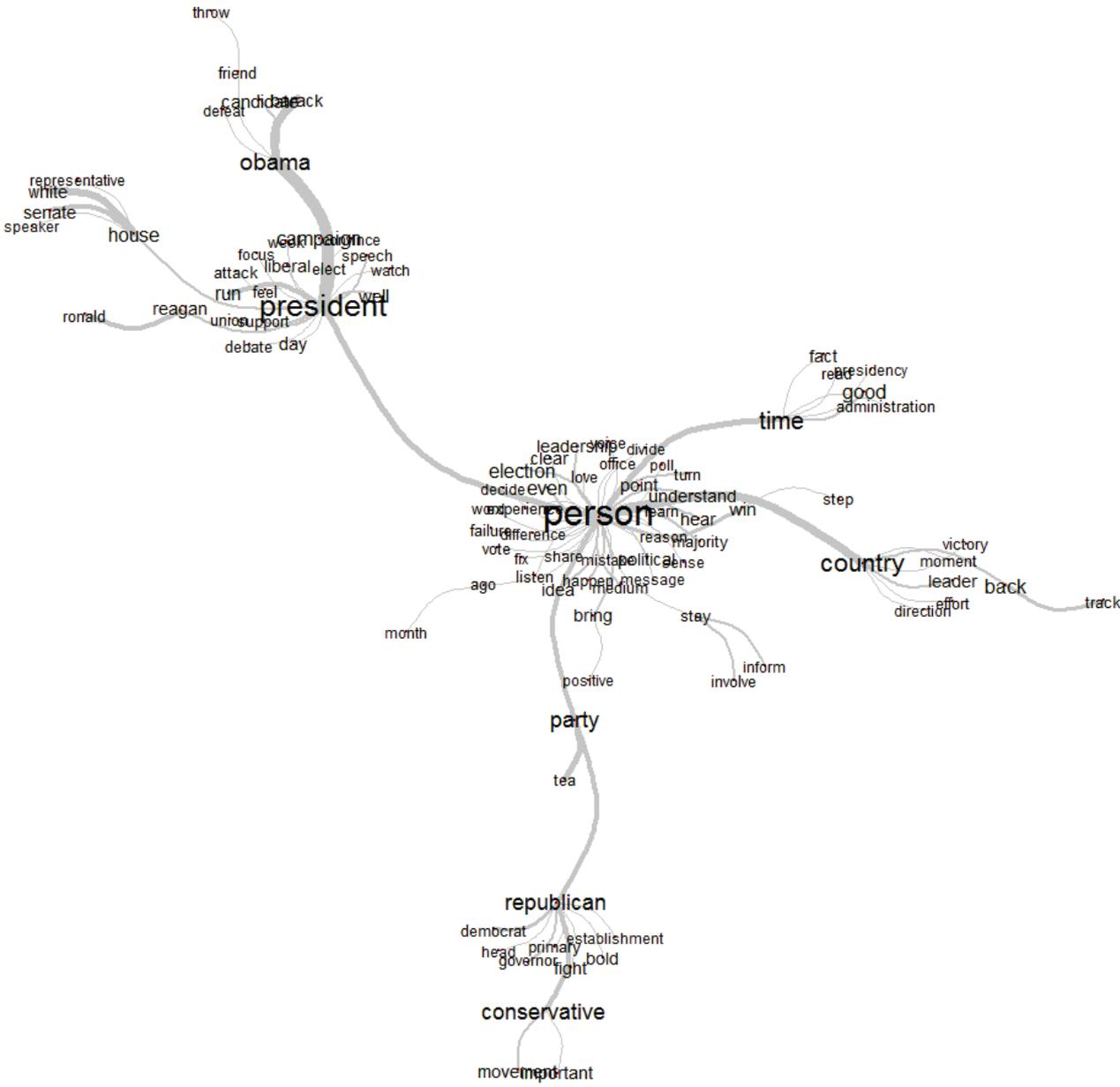
ZAITCHIK Alexander, « *Intelligence Report* », in [www.splcenter.org](http://www.splcenter.org), N°141, Été 2011, [En ligne]. Consulté le 01.07.2012

# Annexes

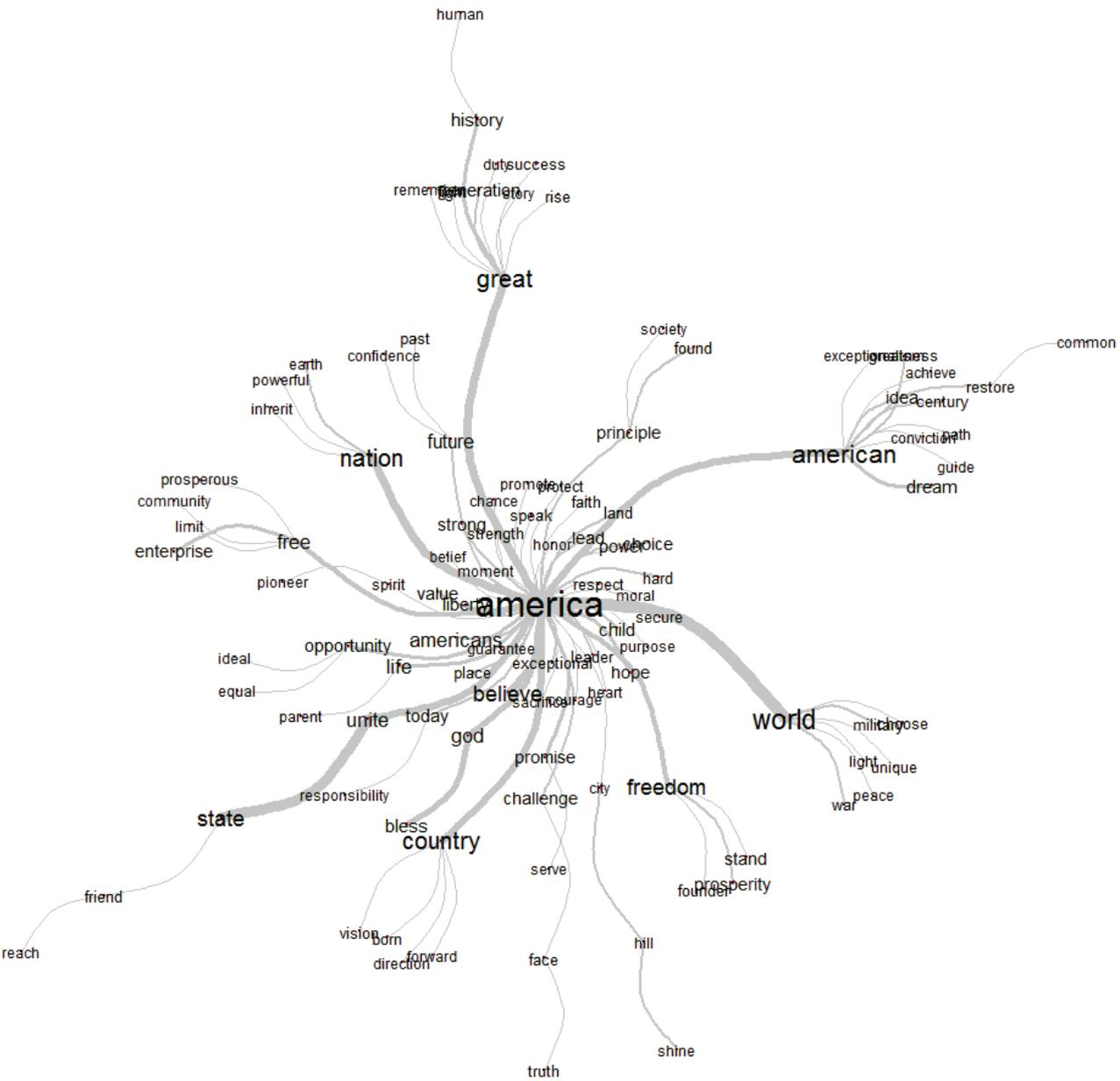
Annexe 1. Discours du Parti républicain de 2009 à 2013.



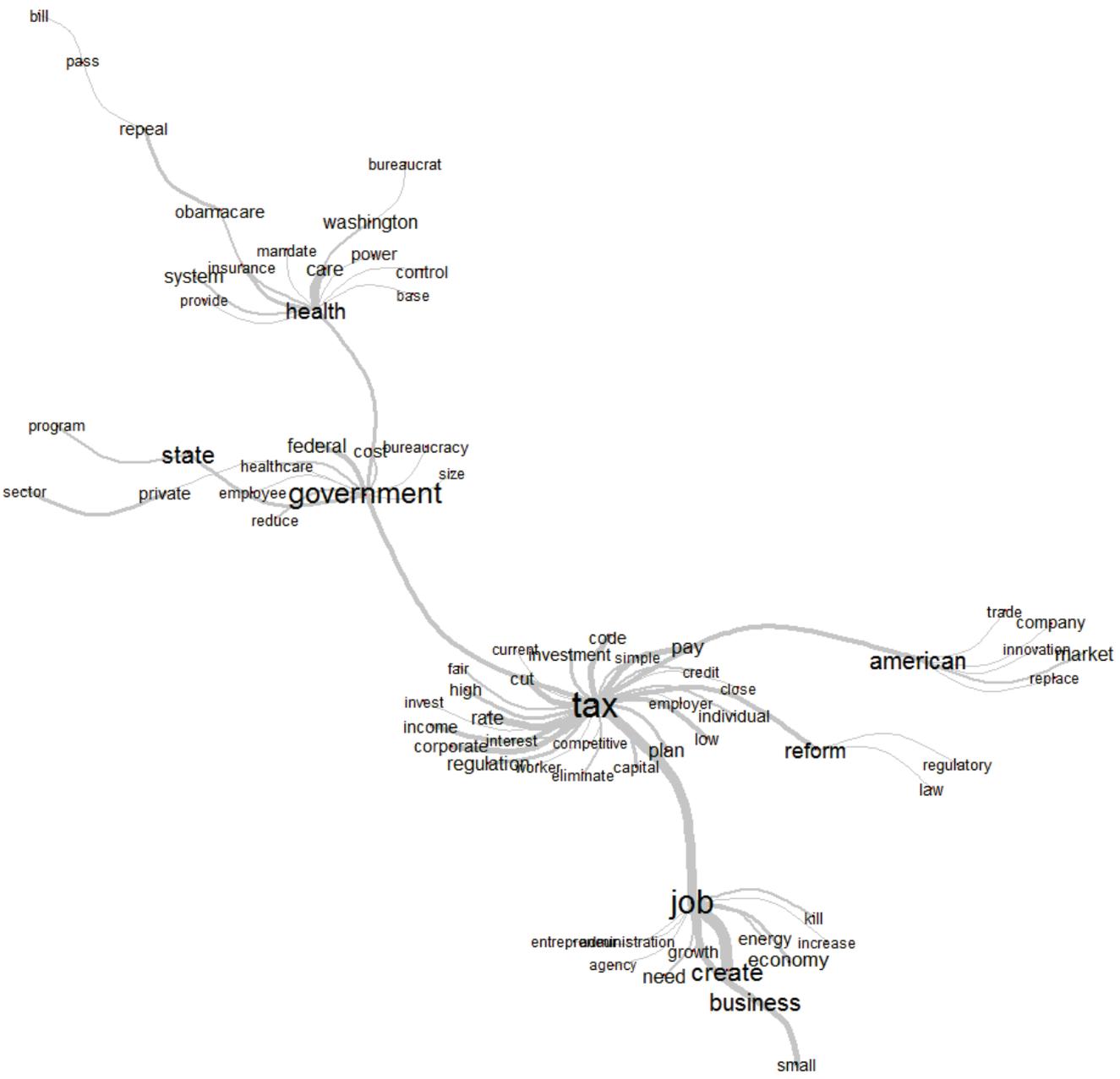
Annexe 2. Arbre sémantique du Parti républicain pour la classe « compétition politique ».



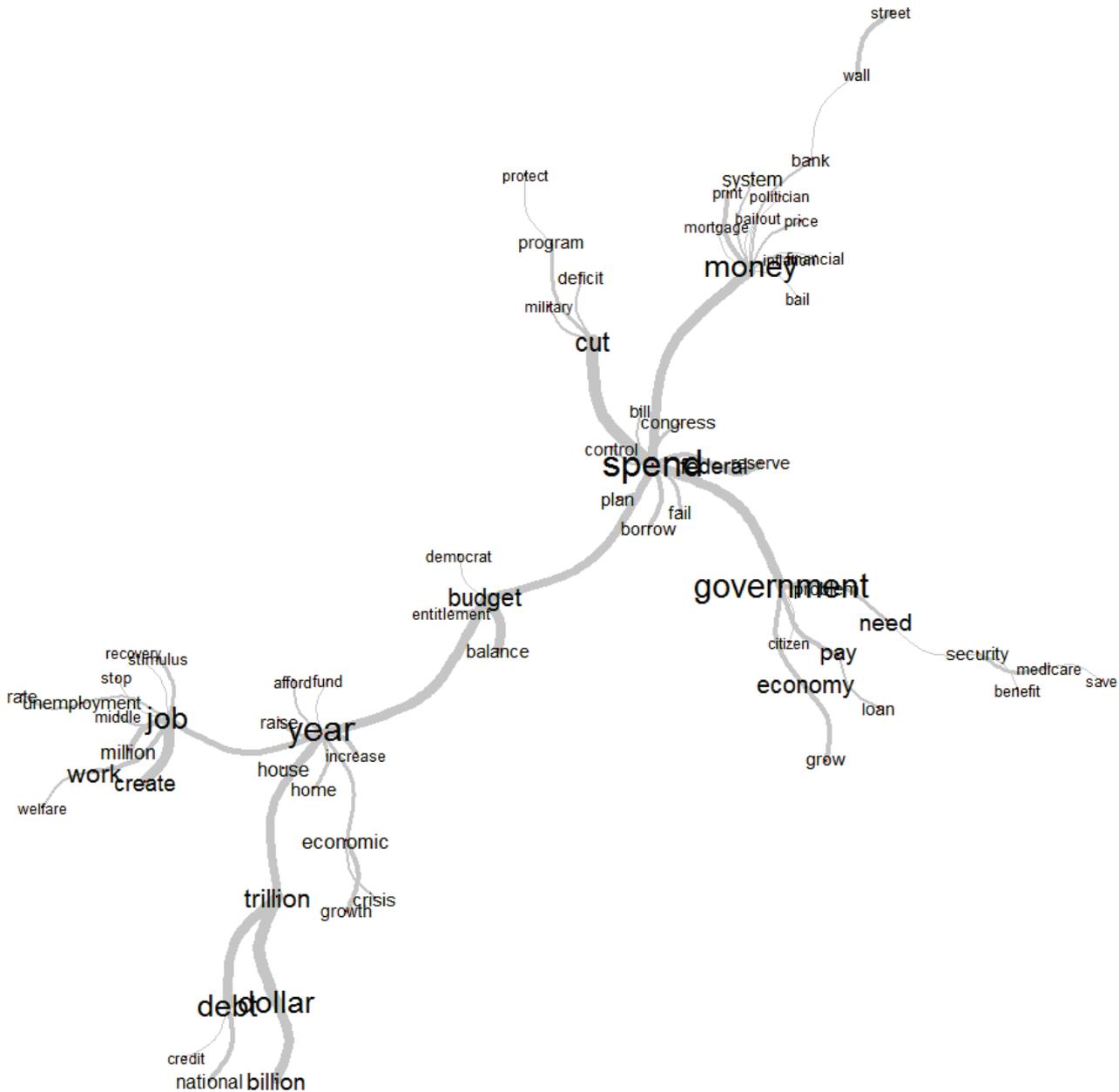
Annexe 3. Arbre sémantique du Parti républicain pour la classe « principes et valeurs ».



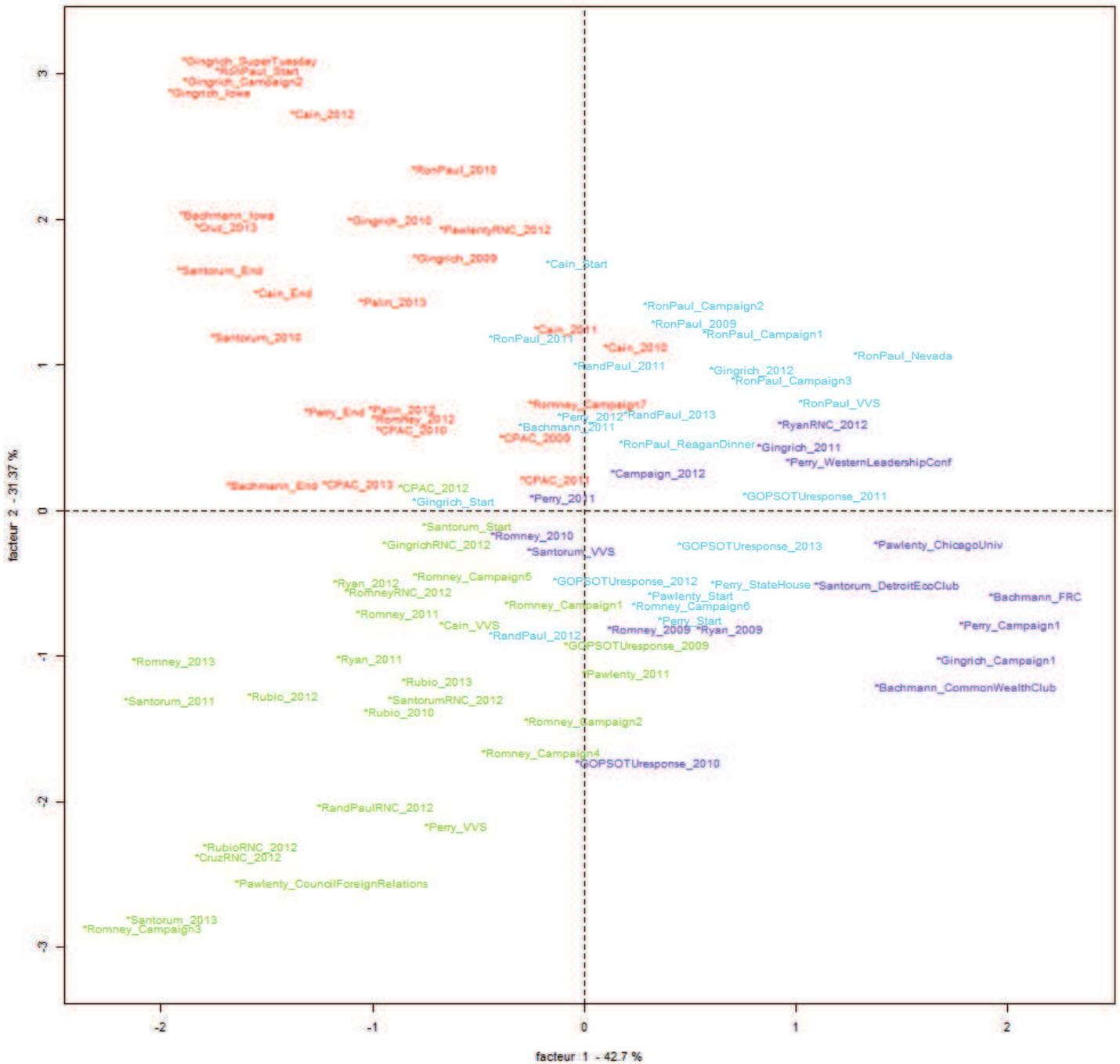
Annexe 4. Arbre sémantique du Parti républicain pour la classe « réglementations ».



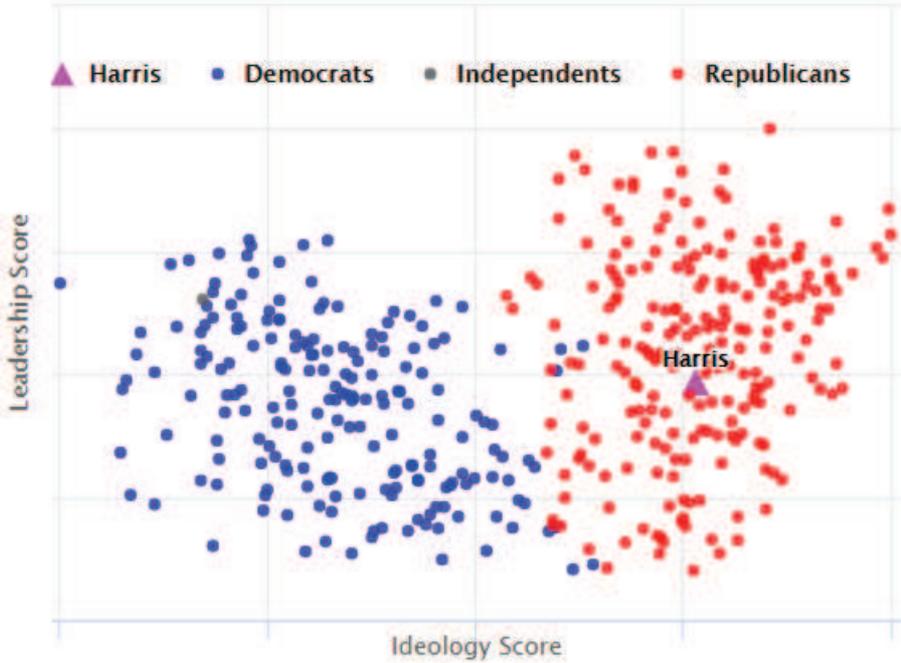
Annexe 5. Arbre sémantique du Parti républicain pour la classe « dépenses de l'Etat ».



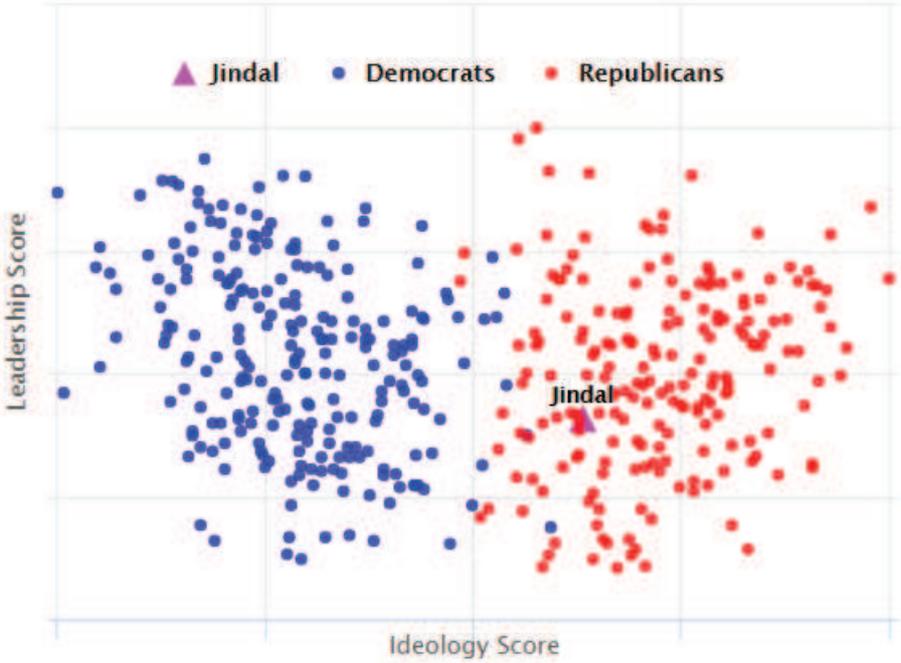
## Annexe 6. Répartition des discours du Parti républicain



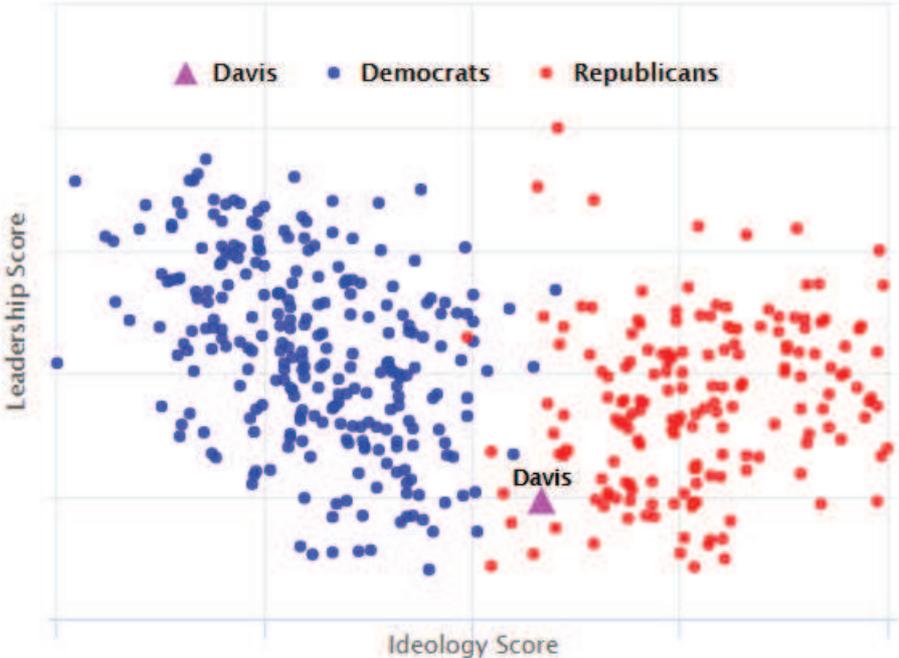
Annexe 7. Répartition des Représentants en 2006.



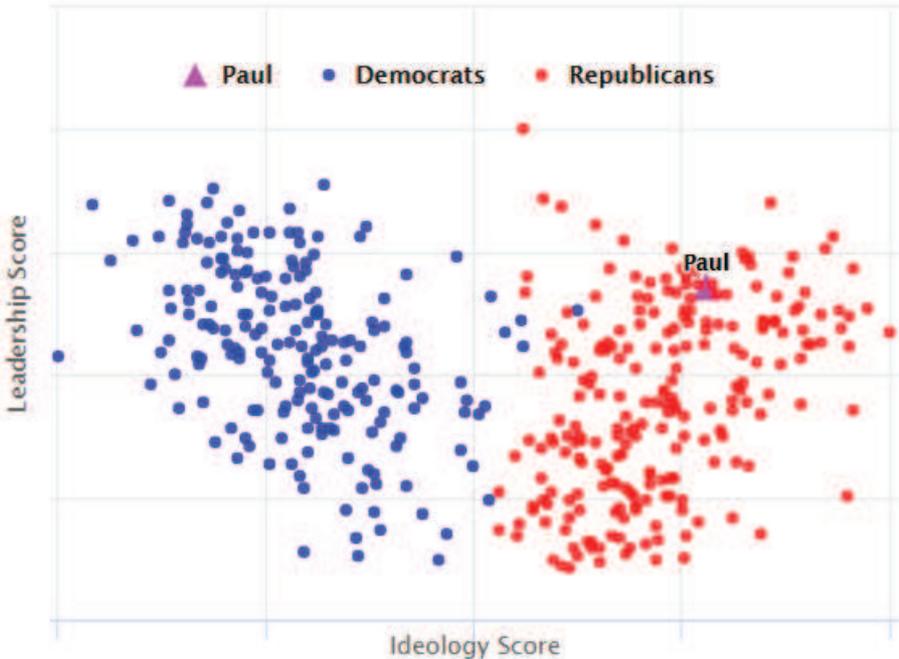
Annexe 8. Répartition des Représentants en 2008.



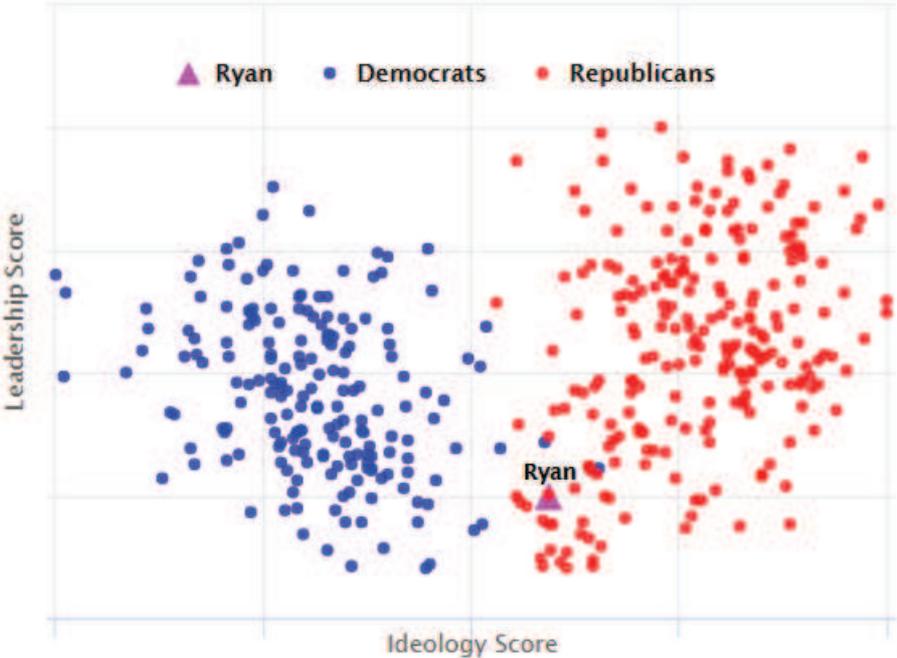
Annexe 9. Répartition des Représentants en 2010.



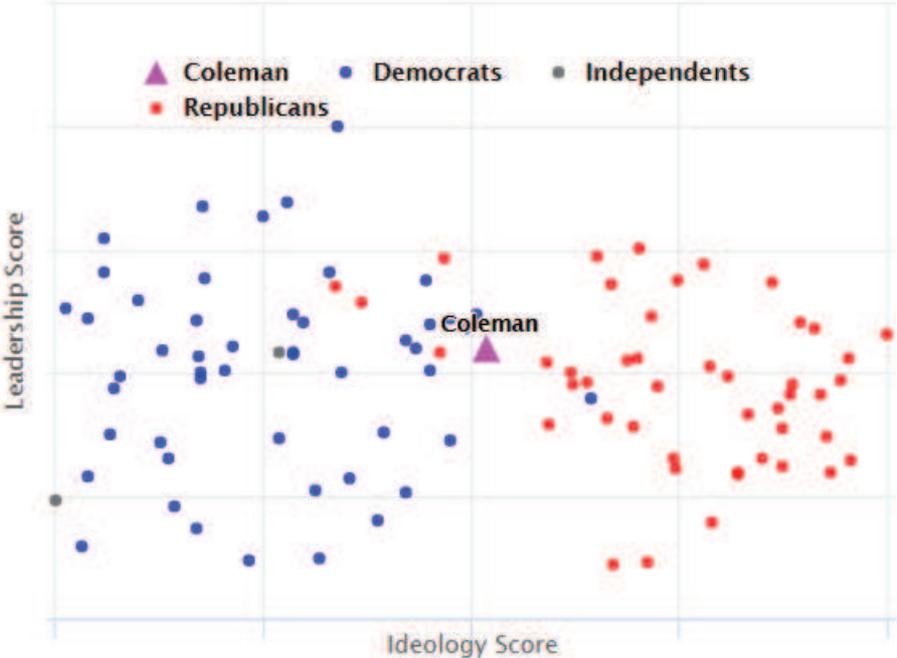
Annexe 10. Répartition des Représentants en 2013.



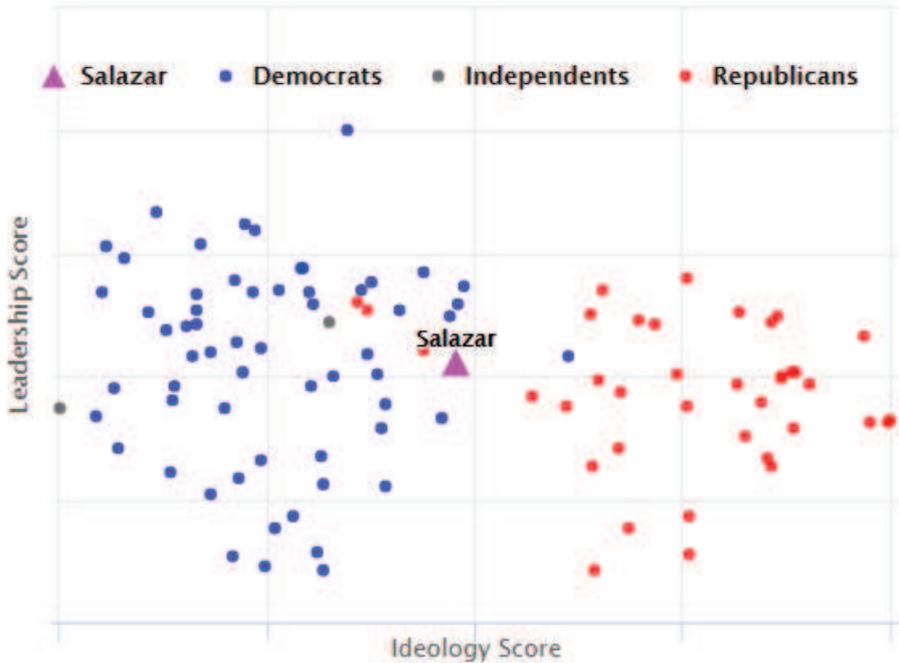
Annexe 11. Répartition des Représentants en 2017.



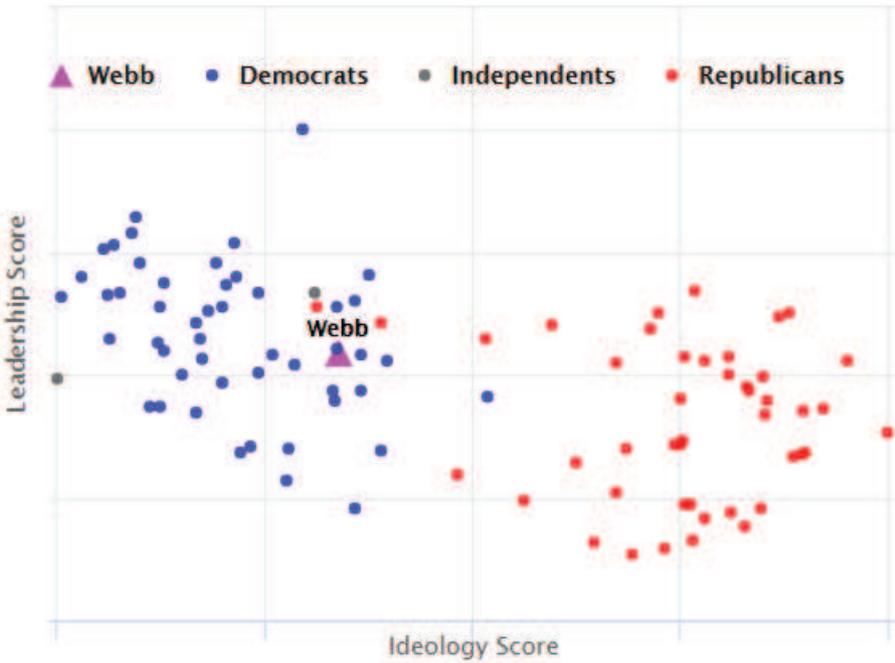
Annexe 12. Répartition des Sénateurs en 2008.



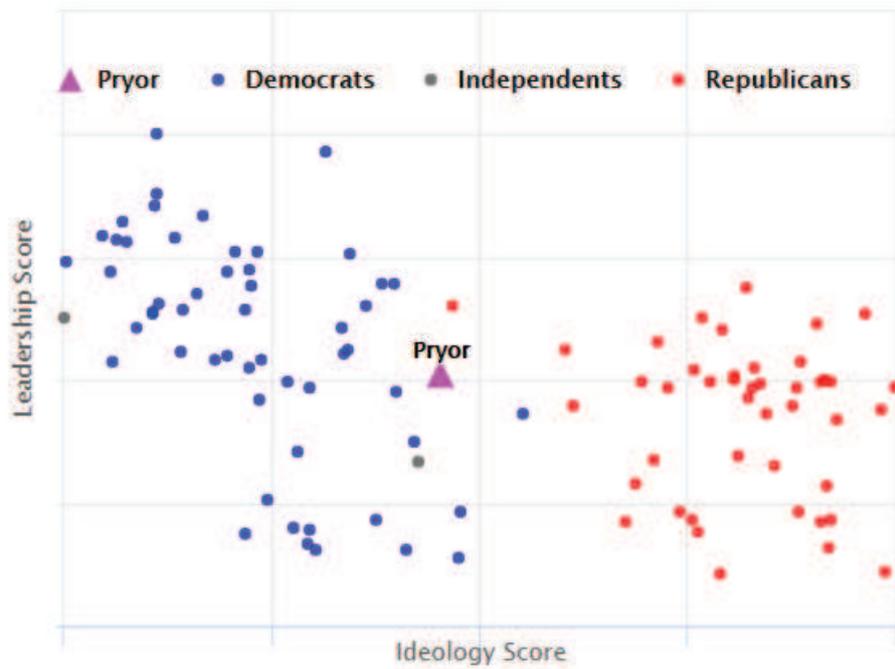
Annexe 13. Répartition des Sénateurs en 2010.



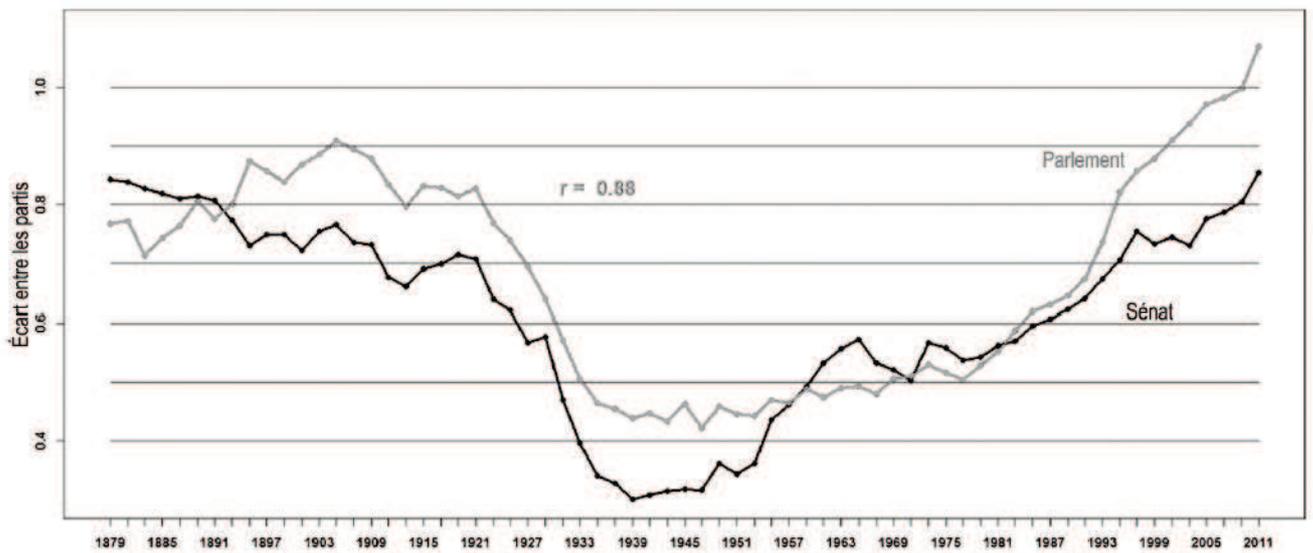
Annexe 14. Répartition des Sénateurs en 2013.



Annexe 15. Répartition des Sénateurs en 2014.



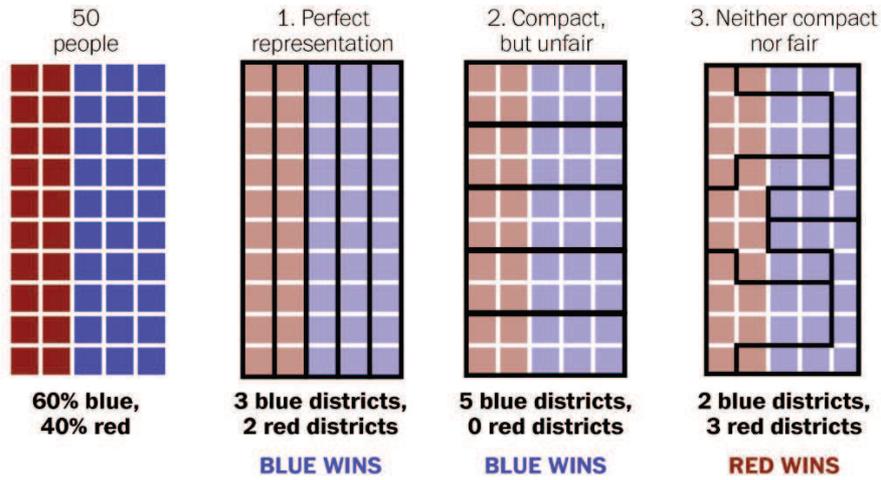
Annexe 16. Evolution de la polarisation partisane au Sénat et à la Chambre des Représentants.



Annexe 17. Illustration simplifiée du processus de « charcutage électoral ».

## Gerrymandering, explained

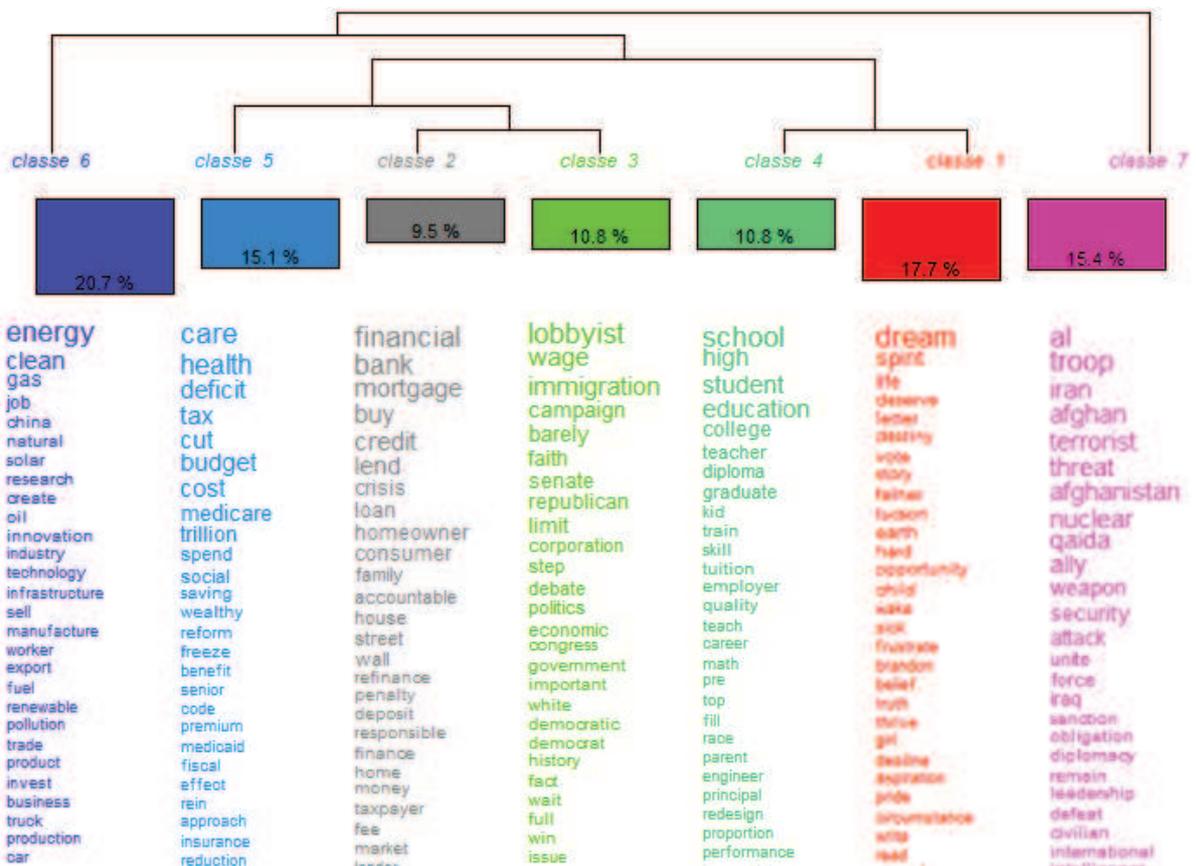
Three different ways to divide 50 people into five districts



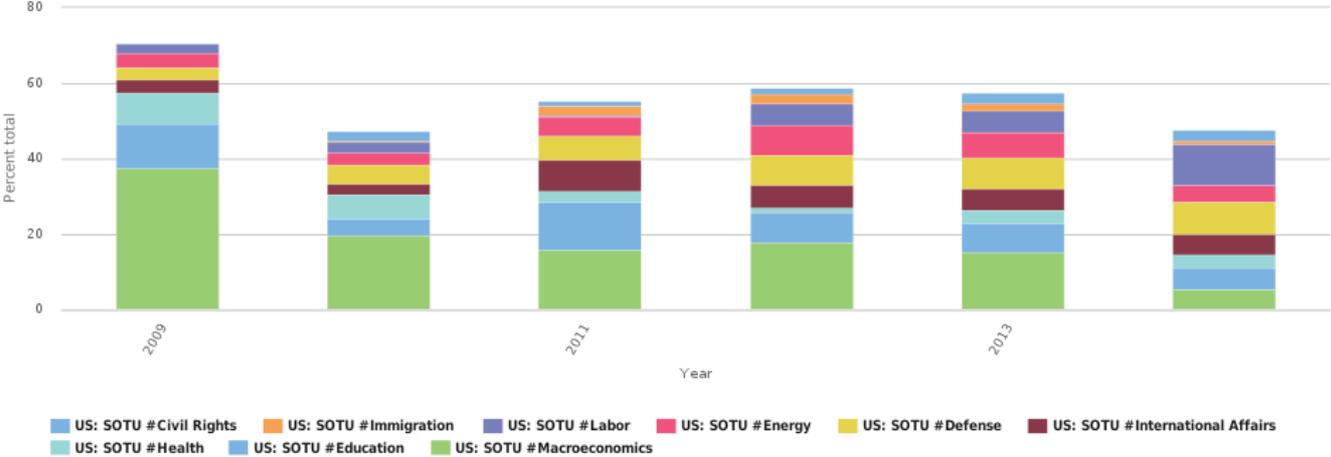
WASHINGTONPOST.COM/WONKBLOG

Adapted from Stephen Nass

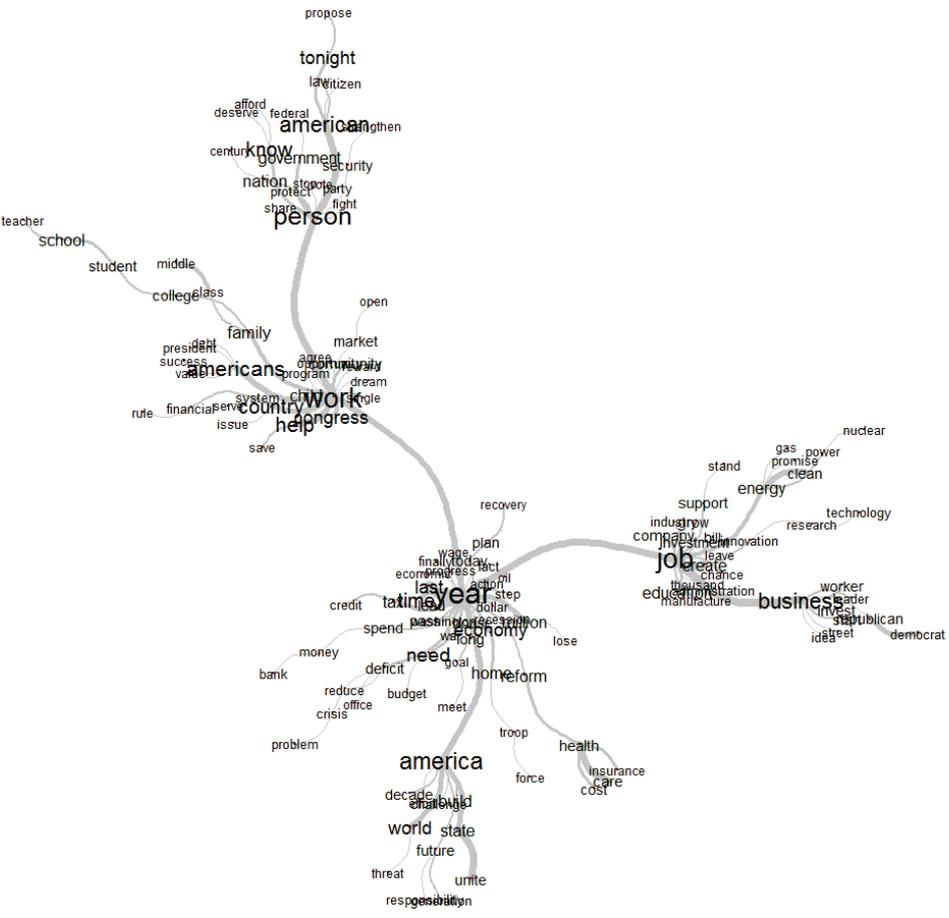
Annexe 18. Espaces sémantiques des discours sur l'état de l'Union de Barack Obama.



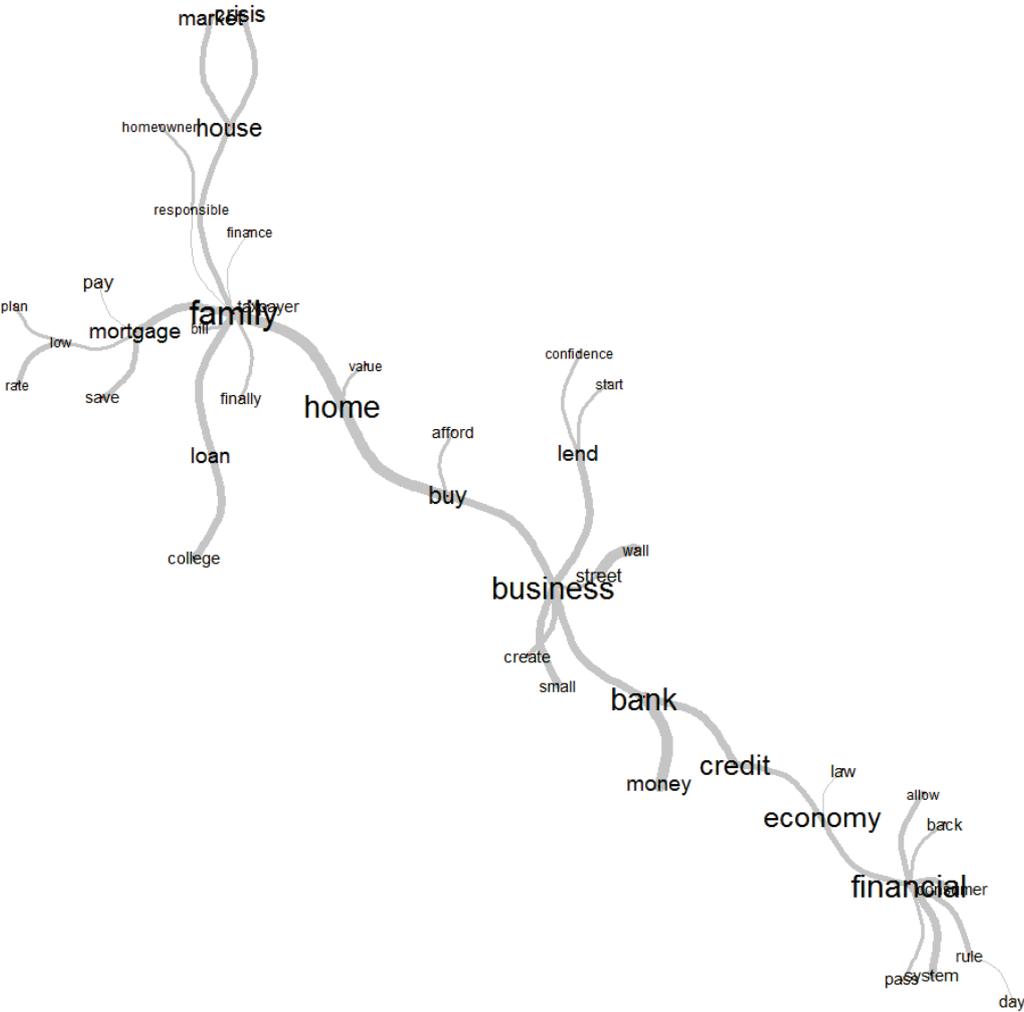
Annexe 19. Composition des discours sur l'état de l'Union de Barack Obama.



Annexe 20. Arbre des relations sémantiques des discours sur l'état de l'Union de Barack Obama.



Annexe 21. Arbre sémantique de la classe « crise économique » chez Barack Obama.

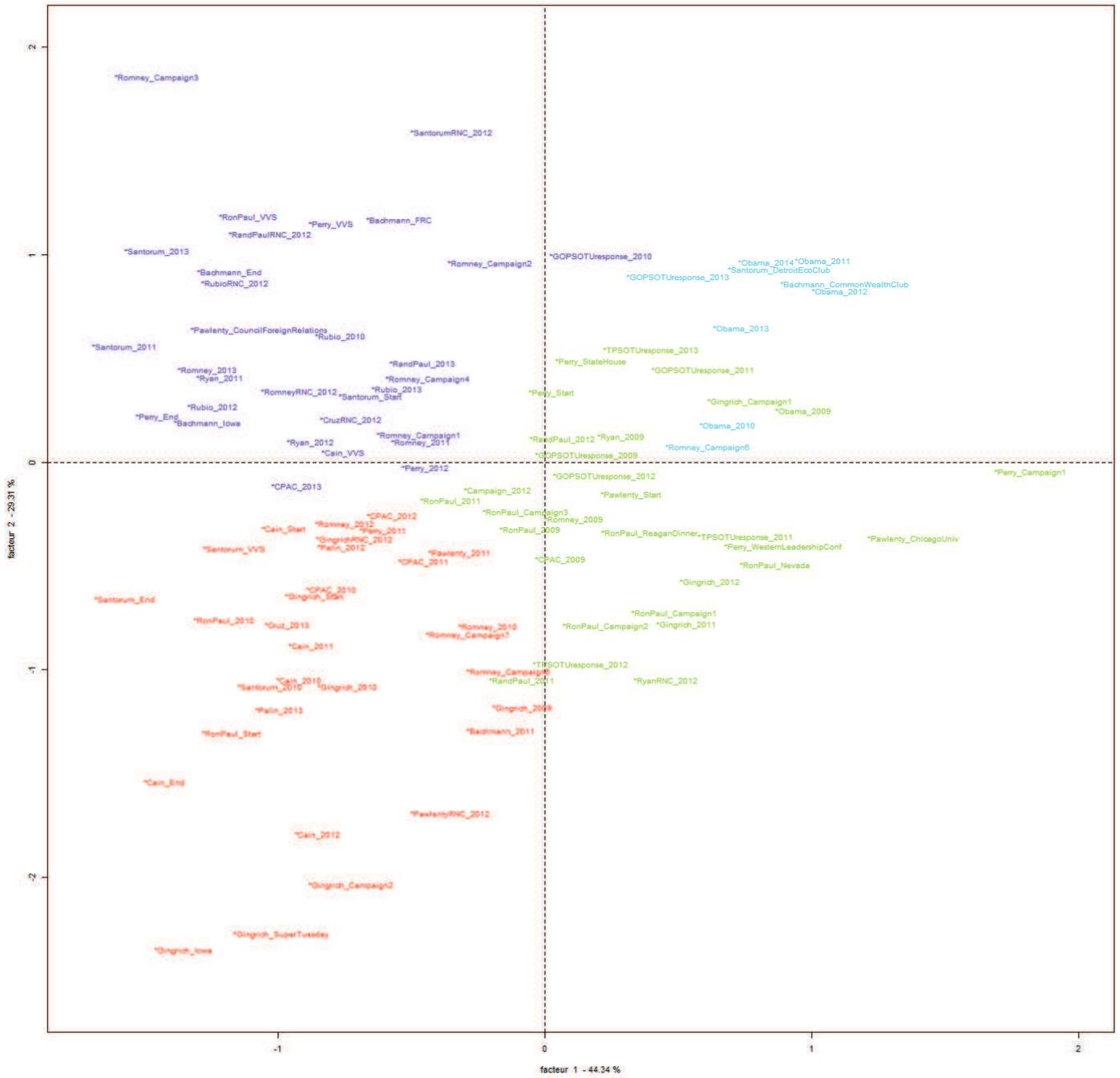


Annexe 22. Arbre sémantique de la classe « emploi » chez Barack Obama

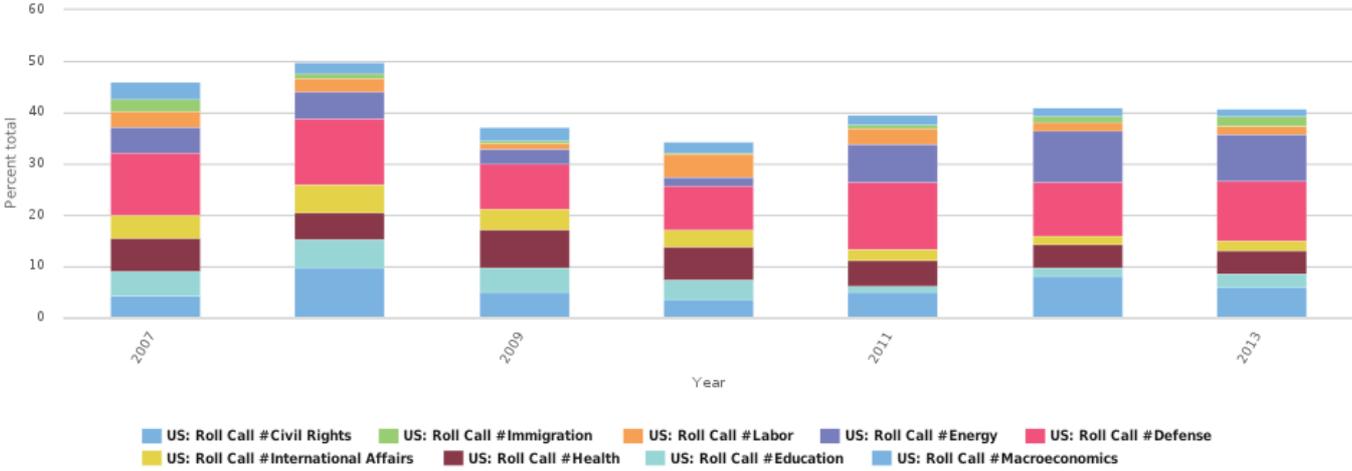




Annexe 24. Ensemble des discours du corpus de texte entre 2009 et 2014.



Annexe 25. Thèmes des votes au Congrès entre 2007 et 2013.



# Table des matières

<i>Avant-propos</i> .....	7
<i>Sommaire</i> .....	9
<i>Index des tableaux et schémas</i> .....	11
<i>Introduction générale</i> .....	15
<i>Délimitation et définition de l'objet d'étude</i> .....	17
<i>Construction de la problématique</i> .....	24
<i>Enigme de recherche</i> .....	24
<i>Hypothèses de travail</i> .....	26
<i>Problématique et thèse dans la thèse</i> .....	26
<i>Résolution de l'énigme de recherche</i> .....	28
<i>Présentation du sujet et de l'intérêt des recherches</i> .....	30
<i>Cadre théorique</i> .....	32
<i>Sources et matériaux d'analyse</i> .....	37
<i>Annonce du plan</i> .....	39
<i>Première Partie. – Du mécontentement au mouvement : le rôle de l'environnement politique et la co-construction du mouvement social</i> .....	45
<b>Chapitre 1. – Emergence du mouvement <i>Tea Party</i> et perceptions du contexte</b> .....	49
I. Développement du concept de « structure des opportunités politiques » .....	49
A. Fondements conceptuels .....	50
1. De la mobilisation des ressources à la structure des opportunités politiques .....	51
2. Les dispositions contextuelles et l'apport de la « théorie du processus politique » .....	56
3. Le concept de « cadre » dans l'analyse des mouvements sociaux .....	61
B. Visions critiques du modèle théorique .....	69
1. La question des variables dans l'étude de la structure des opportunités .....	69
2. La place des perceptions et critique de l'objectivisme .....	78
C. Pertinence du cadre théorique au cas du <i>Tea Party</i> .....	84
1. L'ouverture du système politique aux <i>challengers</i> .....	85
2. La stabilité des alignements des élites politiques.....	88
3. L'existence de forces relais.....	90
4. La structure du conflit.....	93
II. Etude de la structure des opportunités politiques perçues .....	97
A. Une place pour des « idées nouvelles » : l'ouverture aux <i>challengers</i> .....	97
1. Une ouverture limitée aux réponses économiques .....	98
2. Elargissement de la plateforme de revendications .....	102
B. Crise de la représentation politique et instabilité des alignements politiques .....	105
1. De la crise économique à la crise politique.....	105
2. Le réaligement républicain orienté en faveur du <i>Tea Party</i> .....	110
C. L'univers des alliés du <i>Tea Party</i> : forces et dangers d'une désunion.....	114
1. Un mouvement aux ressources importantes.....	115
2. Une proximité aux mouvements extrémistes préjudiciable .....	121
D. Mouvements et contre-mouvements : la structure du conflit .....	127
1. Le <i>Tea Party</i> face à la politique institutionnelle .....	127
2. Le <i>Tea Party</i> dans l'« espace des mouvements sociaux » .....	134

<b>Chapitre 2. – Identification et définition de l'idéologie du <i>Tea Party</i> .....</b>	<b>143</b>
I. Des idéologies primaires aux idéologies des mouvements sociaux .....	144
A. L'idéologie dans les mouvements sociaux .....	144
1. Des idéologies primaires aux cadres de l'action collective .....	145
2. Des cadres de l'action collective à l'idéologie des mouvements sociaux .....	147
B. Typologie des cadres de l'action collective .....	150
1. Processus stratégiques et création de cadres orientés vers l'action .....	151
2. L'alignement des cadres de l'action collective .....	155
3. Une lutte orientée par des « cadres cardinaux » .....	164
II. Arbre idéologique du mouvement <i>Tea Party</i> .....	166
A. Cadres diagnostics au sein du <i>Tea Party</i> .....	167
1. La dominante économique dans le discours du <i>Tea Party</i> .....	167
2. La dominante politique dans le discours du <i>Tea Party</i> .....	174
3. Les dominantes culturelle et morale dans le discours du <i>Tea Party</i> .....	180
B. Les cadres prescriptifs au sein du <i>Tea Party</i> .....	187
1. Solutions et filiations idéologiques .....	188
2. Moyens d'action et structures de la mobilisation .....	216
3. L'influence des médias en question .....	228
 <b>Deuxième Partie. – L'influence du <i>Tea Party</i> sur l'environnement politique américain .....</b>	<b>235</b>
 <b>Chapitre 3. – Le <i>Tea Party</i> et les mutations du Parti républicain .....</b>	<b>239</b>
I. 2009-2010 : Réorientation idéologique et stratégique du Parti républicain .....	239
A. Le Parti républicain : une perspective historique .....	240
1. Le pragmatisme comme ligne de conduite .....	240
2. Les « révolutions conservatrices » du GOP .....	247
B. Mise en perspective de l'influence conservatrice du <i>Tea Party</i> .....	257
1. Les 3 premières caractéristiques du conservatisme moderne appliquées au <i>Tea Party</i> .....	258
2. Les 3 dernières caractéristiques du conservatisme moderne appliquées au <i>Tea Party</i> .....	266
II. 2010-2012 : Une restructuration du Parti républicain ? .....	272
A. De pragmatique à programmatique .....	273
B. D'une représentation extensive à une représentation intensive .....	280
C. Un parti toujours décentralisé ? .....	288
III. 2012-2013 : le <i>Tea Party</i> à la barre du navire républicain .....	293
A. Analyse statistique du discours du Parti républicain .....	293
1. La compétition politique dans le discours républicain .....	296
2. Principes et valeurs dans le discours républicain .....	298
3. L'idée de « régulation » dans le discours républicain .....	300
4. La lutte contre les dépenses dans le discours républicain .....	302
5. Conclusions .....	303
B. Les évolutions institutionnelles du Parti républicain .....	309
1. L'exemple du <i>Tea Party Caucus</i> .....	309
2. La traduction des nouvelles orientations du Parti républicain en matière politique .....	312
 <b>Chapitre 4. – Le <i>Tea Party</i> et la polarisation de la politique américaine .....</b>	<b>317</b>
I. Les hypothèses préexistantes explicatives de la polarisation du système politique .....	317
A. Des représentants plus dogmatiques : une polarisation par le haut .....	319
1. L'opposition partisane au Congrès et la disparition de « l'attrait du compromis » .....	319
2. Réformes électorales et redécoupage des circonscriptions .....	325
3. Les médias et la polarisation .....	332
B. L'adaptation des partis aux changements de l'électorat : une polarisation par le bas .....	337
1. Une population plus engagée ? .....	338
2. L'influence du système de « primaires » .....	344
3. L'inégalité de revenu comme source de la polarisation .....	345
II. La polarisation politique asymétrique aux Etats-Unis .....	352
A. Analyse des discours de Barack Obama .....	352
1. Analyse des discours grâce au <i>Comparative Agendas Project</i> .....	355

2. Analyse des discours par le biais de l'outil <i>IRaMuTeQ</i> .....	361
B. Le Tea Party et le contrôle de l'agenda congressionnel .....	372
1. L'opposition stratégique sur les sujets consensuels .....	373
2. Le contrôle par la procédure .....	378
<b><i>Bibliographie</i>.....</b>	<b>391</b>
<b>Sources primaires .....</b>	<b>391</b>
Ouvrages .....	391
Discours .....	392
Discours sur l'état de l'Union .....	394
Réponses aux discours sur l'état de l'Union.....	394
Articles .....	395
<b>Sources secondaires.....</b>	<b>395</b>
Ouvrages .....	395
Chapitres d'ouvrages collectifs .....	400
Articles .....	402
Articles journalistiques .....	407
<b><i>Annexes</i>.....</b>	<b>411</b>
<b><i>Table des matières</i> .....</b>	<b>429</b>